

Augusta Beallenger

DUKE UNIVERSITY
LIBRARY

The Chan Neidorf Collection
of Utopian Literature

Library Budget
Fund



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Duke University Libraries

<http://www.archive.org/details/lhommedtat00dona>

1967



L'H O M M E
D' É T A T.

PREMIERE PARTIE.



THE
JOURNAL
OF THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE

OF LONDON
PUBLISHED BY THE
EDUCATION OFFICE
10, WHITEHALL, LONDON, E.C. 4

Volume 100, Part 1, 1970
No. 1, 1970

L'HOMME D'ÉTAT,

Par NICOLÒ DONATO;

Ouvrage traduit de l'Italien en François,

Avec un grand nombre d'Additions considérables, extraites des Auteurs les plus célèbres qui ont écrit sur les matieres politiques.

Confiliarius optimus est res etiam Regibus ipfis præstantissima ac utilissima.
ISOCR. AD NICOCLEM.

PREMIERE PARTIE.



150981

A. LIEGE,

Chez CLEMENT PLOMTEUX, Imprimeur de
Messeigneurs les Etats.

M. DCC. LXVII.

9/4/50

Budget Fund

G.E.S.

\$7.70

English - Gilbert



PRÉFACE

D E

L'ÉDITEUR.

LA traduction du Traité de l'Homme d'Etat par **NICOLÒ DONATO**, que je présente au Public, a été entreprise par les conseils d'un Homme d'Etat, habile Négociateur, qui en faisoit beaucoup de cas, & qui reconnoissoit y avoir appris bien des choses qui lui avoient été d'une grande utilité. L'Ouvrage est estimé en Italie, & l'on ne sauroit disconvenir qu'il ne le mérite à plusieurs égards. Ce n'est pas seulement la théorie de la Politique, c'en est surtout la pratique que l'Auteur s'est proposée pour objet principal. Nous avons des *Institutions Politiques*, des *Sciences du Gouvernement*; mais ces Ouvrages excellens dans leur genre, ne s'attachent point d'une maniere spéciale à traiter des qualités nécessaires à l'Homme d'Etat, à nous représenter le Ministre Politique faisant usage de ces qualités dans les différentes branches de son Ministère, à le suivre, à le diriger, à l'éclairer dans la carrière des Affaires depuis le premier pas jusqu'au terme. C'est ce que **NICOLÒ DONATO** a eu principalement en vue. Il s'est proposé de former un Homme d'Etat accompli dans toutes les parties de l'Administration publique, sous quelque forme de

* 3

150987

Gouvernement qu'il soit. Presque tous les autres Ecrivains Politiques ont supposé les Ministres doués des talens & ornés des connoissances qu'exige leur place. Notre Auteur traite spécialement de ces talens & de ces connoissances. Il donne les moyens de les acquérir, de les cultiver, de les perfectionner : il en indique le plus noble usage, & la maniere de les employer avec le plus grand avantage au bonheur des Peuples & des Souverains qui les gouvernent. Les autres Ecrivains ont traité des Affaires Politiques & de leur maniement; celui-ci considere plutôt l'Homme qui est à la tête des Affaires, & sa conduite dans un emploi aussi important.

L'Ouvrage entier est divisé en deux Parties. Les qualités de l'Homme d'Etat sont l'objet de la premiere ; l'application ou l'usage de ces qualités, c'est-à-dire la conduite de l'Homme d'Etat, est le sujet de la seconde. Dans le détail des qualités du Ministre Politique, on traite également des talens de l'esprit & des vertus du cœur; on distingue les qualités naturelles & les qualités acquises; les qualités essentielles & absolument indispensables, & celles qui, sans être aussi nécessaires, conviennent néanmoins à un Homme auquel le bien de l'Etat est confié. La conduite de l'Homme d'Etat est considérée dans trois périodes : son commencement, ses progrès & sa perfection. Prenant le Candidat dès son entrée dans le Ministère, on lui fait d'abord exercer les premiers emplois, passer successivement par les suivans, & parvenir ainsi à ce qu'il y a de plus sublime. On ne lui montre pas seu-

lement ses devoirs & la maniere de les remplir : on les lui fait pratiquer, on le fait agir, opérer, gouverner, développer les ressorts de la plus saine Politique, établir sur les plus solides fondemens le bonheur des Peuples, la prospérité des Etats, & la gloire des Rois. Je me bornerai ici à cette annonce légère & concise, le plan de l'Auteur & la division de son Ouvrage, étant assez amplement détaillés dans l'Introduction.

En donnant de justes éloges au Livre de **NICOLO DONATO**, je suis bien éloigné de le regarder comme parfait dans son espece ; je ne souscrirai point aussi à toutes les critiques qu'on en a faites. On lui a reproché, par exemple, d'entrer quelquefois dans des détails un peu minutieux. Mais ce reproche doit être modifié. On fait en Allemagne des études réglées de toutes les parties de l'Administration, sous l'inspection générale d'un Chancelier, & sous la direction particulière des Référéndaires. On n'y fait point difficulté d'entrer dans le détail des plus petites choses. Les petits objets tiennent aux grands d'une maniere plus intime qu'on ne pense : ou plutôt il n'y a rien de petit dans la science du Gouvernement. Les Princes & les jeunes Seigneurs qui dès leur plus tendre enfance apprennent toutes les pédanteries du métier militaire, ne doivent pas craindre de se faire instruire méthodiquement dans la Science des Affaires publiques ; il y auroit du ridicule à traiter de minuties les élémens d'une Science si noble & si avantageuse.

Mais **NICOLO DONATO** a passé trop légèrement sur plusieurs points qui méritoient d'être traités avec

plus d'étendue, tels que les principes du Droit Politique, les caractères essentiels de la force réelle des Etats, & quantité d'objets économiques intimement liés à leur prospérité, comme sont le Commerce, le Luxe, &c. C'est pour y suppléer que j'ai ajouté un nombre considérable de Remarques ou plutôt de Dissertations abrégées, sur tout ce qui m'a semblé exiger une plus ample discussion. Comme ces additions étoient trop volumineuses, pour être mises au-dessous du texte, en forme de notes, j'ai cru devoir les rejeter à la fin de chaque Chapitre auquel elles se rapportent par la conformité des objets. Parmi ces Remarques, il y en a d'entièrement neuves & que je ne dois qu'à mes propres observations. Il y en a aussi en grand nombre qui sont extraites des Auteurs qui ont le mieux écrit sur les matières politiques. *L'Esprit des Loix*, par Mr. de Montesquieu; les *Institutions Politiques*, de Mr. le Baron de Bielfeld; la *Science du Gouvernement*, par Mr. de Réal; les *Discours Politiques*, de Gordon; le *Journal du Commerce, des Finances & de l'Agriculture*, & d'autres Livres d'une pareille réputation, sont les sources où j'ai puisé. En un mot, je n'ai rien négligé pour compléter l'Ouvrage de NICOLÒ DONATO, & le rendre digne des personnes auxquelles il est particulièrement destiné. C'est au Public à juger jusqu'à quel point j'ai réussi.

L'HOMME

T A B L E

D E S

C H A P I T R E S ,

Des Paragraphes & des Notes.

P A R T I E P R E M I E R E .

I ntroduction.	Page. 1	<i>Etendue du plan de cet ouvrage.</i>	ibid.
<i>La théorie & la pratique également nécessaires pour former un Homme d'Etat.</i>	ibid.	<i>Division.</i>	7
<i>Théorie pratique.</i>	2	<i>Première partie : qualités de l'Homme d'Etat.</i>	ibid.
<i>Déduction des préceptes particuliers d'une règle générale.</i>	3	<i>Division de ces qualités en naturelles & acquises.</i>	8
<i>La théorie, la pratique, l'imitation, chacune insuffisante sans les deux autres.</i>	ibid.	<i>Qualités naturelles.</i>	ibid.
<i>Projet de l'Auteur.</i>	4	<i>Qualités acquises sont de quatre espèces.</i>	9
<i>Son motif, le desir du bien public.</i>	ibid.	<i>Première espèce.</i>	ibid.
<i>Nécessité de se préparer au Ministère par l'étude de la Politique.</i>	ibid.	<i>Seconde espèce.</i>	10
<i>Princes qui ont joint l'étude à la pratique.</i>	5	<i>Troisième espèce.</i>	ibid.
<i>L'institution d'un Homme d'Etat, but de l'Auteur.</i>	6	<i>Quatrième espèce.</i>	11
<i>Pourquoi appelé Homme d'Etat, & non pas Ministre.</i>	ibid.	<i>Seconde partie : conduite de l'Homme d'Etat, considérée dans trois périodes.</i>	ibid.
		<i>Première période : entrée dans le Ministère.</i>	12
		<i>Importance des Maximes.</i>	ibid.
		<i>Art de traiter avec ses Collègues.</i>	ibid.
		<i>Second période : Ambassades, Gouvernemens, &c.</i>	13

Troisième période. Perfection.

ibid.

Nouveaux décrets à porter. 14

*La partie didactique de cet
Ouvrage confirmée par l'hi-
storique.* ibid.

*La perfection désirable & utile
n'est pas nécessaire à tout
Ministre.* 15

Droit politique. ibid.

*Le Machiavélisme ne mérite pas
qu'on s'arrête à le refuter.*

16

*De l'exécution du présent Ou-
vrage.* ibid.

Style. 17

*Son utilité presque universelle :
d'abord pour les Ministres.*

18

*Et pour toutes les autres per-
sonnes.* ibid.

*L'Auteur s'attend à être criti-
qué, & s'y soumet.* 19

NOTES.

NOTE (1). De l'étude jointe à l'ex-
périence. 21

Utilité des règles dans la Politique.
ibid.

Ce n'est qu'en exerçant sans cesse son
intelligence qu'on lui donne de l'é-
tendue. 22

Exemples rares d'esprits supérieurs qui
ont gouverné avec succès sans le
secours de l'étude. ibid.

NOTE (2). Combien les passions
nuisent au bon système du Gouver-
nement. ibid.

NOTE (3). De l'utilité des Ouvra-
ges qui traitent du Gouvernement.

ibid.

Cette utilité prouvée par l'autorité des
plus grands Hommes chez les An-
ciens & les Modernes. 23

NOTE (4). Il est essentiel de faire
entrer la Science du Gouvernement
dans l'éducation de la Noblesse. ibid.

NOTE (5). Si la Politique est une
Science qui puisse s'enseigner. 24

La Politique n'est pas le pernicieux
talent de jouer & de tromper les
hommes. ibid.

La Politique n'est pas l'Art de sup-
pléer à la force par beaucoup de
ruses, de subtilités & de finesse. ibid.

La Politique est la connoissance des
moyens les plus propres pour parve-
nir à son but ; & par rapport au
Gouvernement des Etats, la con-
noissance des moyens les plus propres
pour rendre un Etat formidable &
ses Citoyens heureux. 25

NOTE (6). Catalogue des Ministres
Auteurs. Polybe, Ciceron. ibid.

Caius Cornelius Tacitus, Philippe de
Maisieres, Claude de Seyssel, Tho-
mas Morus. 26

François Walsingham, François Gui-
chardin, le Cardinal Contarini,
Thomas Smith, Michel de l'Hopi-
tal, Jacques Bongars, Arnold
d'Ossat, Charles Pascal. 27

Jean Hotman, Pierre Jeannin, Phi-
lippe Canaye, le Duc de Sully,
Antoine Perez, Alphonse de la Cueva
Marquis de Bedmar. 28

Don Diego Sarmiento Faxardo, Fran-
çois Baron de Lifola, Hugues Gro-
tius, Paul Paruta, Laurent Gri-
maldo Gorlicki, François Bacon,

le Maréchal de Bassompierre, le Duc de Rohan. 29
 Pierre de Marca, le Cardinal de Richelieu, Claude de Mesmes, Comte d'Avaux, & Abel Servien, le Maréchal Destrades, Guillaume Temple. 30
 Molefworth, Jean Baptiste Nani, le Prince Carafe, le Marquis de Saint-Philippe, le Marquis de Santa-Cruz, Wicquefort. 31
 François de Callieres. 32
 NOTE (7). Courte notice du Traité de la vie civile de Paul Mathias Doria. ibid.
 NOTE (8). Jugement sur l'Anti-Machiavel. 33
 NOTE (9). Apologie de Tacite tirée des Commentaires de Pagliari sur cet Auteur. 34
 Autre tirée des Discours Politiques de Gordon. ibid.
 NOTE (10). S'il est à-propos que la connoissance des objets & des principes de l'Administration, se repande parmi le Peuple. 35

PREMIERE PARTIE.

Des principales qualités de l'Homme d'Etat.

CHAPITRE I. Du Gouvernement en général. 37

Nécessité d'avoir une idée juste de sa profession. ibid.

Il est important que tous les hommes employés dans le Ministère en aient une même idée. 38

Fausſes idées du Gouvernement. 39

Différentes acceptions du mot Gouvernement. ibid.

Acception plus particuliere. 40

Son vrai sens politique, celui qu'on lui donne ici. ibid.

Gouvernement intérieur. ibid.

Gouvernement extérieur à deux branches. 41

Ce qui regarde le temps de paix. 42

Principes présomptueux sont dangereux dans le Gouvernement. ibid.

Ce qui regarde le temps de guerre. Guerre passive. 43

Guerre active. Exemple de Louis XIV. ibid.

Guerre d'or. 44

Autre sens du mot Gouvernement. ibid.

NOTES.

NOTE (1). Dieu ne s'est pas plus déclaré pour une forme de gouvernement que pour l'autre. 45

Chacun est obligé en conscience de se conformer au gouvernement reçu dans le Pays où il vit. 47

Quelle est la meilleure forme de Gouvernement? Réponse. 48

NOTE (2). Pourquoi les Gouvernemens restent si imparfaits. 49

Les Gouvernemens ont été établis pour le bien commun de la société, & non pour l'intérêt particulier de ceux qui gouvernent. 50

Combien la maxime contraire est détestable. Ibid.

CHAPITRE II. De la variété des Gouvernemens.

Divers systèmes de Gouvernemens. 51

<i>Origine du Gouvernement.</i>	ibid.	<i>nement.</i>	60
<i>Deux especes générales de Gouvernement.</i>	52	<i>Fonctions des Ministres les mêmes dans tout Etat, au moins pour l'essentiel.</i>	ibid.
<i>Gouvernement Monarchique. Théocratie.</i>	ibid.	<i>Souverain faisant l'Office de Ministre.</i>	ibid.
<i>Gouvernement Monarchique sous différens titres.</i>	53	<i>Conclusion.</i>	61
<i>Comment il dégénere en Tyrannie.</i>	ibid.		
<i>Origine de la Monarchie</i>	54		
<i>Autre origine de la Monarchie.</i>	ibid.		
<i>Origine de la Tyrannie.</i>	ibid.		
<i>Autre origine de la Tyrannie.</i>	55		
<i>Changement de la Tyrannie en Monarchie.</i>	ibid.		
<i>Distinction entre les Monarchies héréditaires & les Monarchies électives.</i>	ibid.		
<i>Gouvernement Républicain.</i>	56		
<i>Aristocratie.</i>	ibid.		
<i>Démocratie.</i>	ibid.		
<i>Origine du Gouvernement Républicain.</i>	57		
<i>Oligarchie.</i>	ibid.		
<i>Ochlocratie.</i>	ibid.		
<i>Gouvernement mixte.</i>	58		
<i>Résultat.</i>	ibid.		
<i>Essence du Gouvernement, la même dans tous les systèmes.</i>	59		
<i>Maniere dont le Souverain se choisit des substituts, la même dans tous les systèmes.</i>	ibid.		
<i>Ressemblance des Ministres dans toutes les formes de Gouver-</i>			

NOTES.

<i>NOTE (1) De la liberté naturelle.</i>	62
<i>La dépendance mutuelle où la Nature a mis les Hommes, assure leur liberté</i>	63
<i>De l'égalité naturelle.</i>	ibid.
<i>De l'insuffisance de ce Principe : Fais ton bien avec le moindre mal d'autrui que tu pourras.</i>	64
<i>Véritable maxime de Justice naturelle.</i>	66
<i>De la Sociabilité.</i>	67
<i>L'Amour du bien-être porte les Hommes à se réunir.</i>	ibid.
<i>La misere naturelle à l'homme l'invite à rechercher la compagnie de ses semblables.</i>	68
<i>L'insuffisance particulière de chaque homme, veut qu'ils s'attroupent tous ensemble pour y suppléer par des secours mutuels.</i>	69
<i>Les hommes plus ignorans n'en seroient pas meilleurs.</i>	70
<i>L'ordre des choses demande que les hommes vivent en société.</i>	ibid.
<i>La réunion des hommes n'est pas l'ouvrage du hasard.</i>	71
<i>Du premier homme.</i>	72
<i>Des premières connoissances de l'homme.</i>	73

<i>Du commencement de la Société.</i>	74	<i>irrégulières.</i>	88
<i>Du premier usage de la parole.</i>	ibid.	<i>NOTE (3) Diverses significations du mot Tyran.</i>	91
<i>Du droit de propriété.</i>	75	<i>Notice du Traité de Xenophon intitulé : Hieron ou le Tyran.</i>	ibid.
<i>De la première source de l'inégalité.</i>	76		
<i>La différence des climats mit une grande diversité dans les esprits & dans les caractères des hommes.</i>	77	CHAPITRE III. Des différens Emplois du Gouvernement.	
<i>L'inégalité des esprits & des talens a dû produire celle des conditions.</i>	ibid.	<i>L'Etat comparé au corps humain.</i>	95
<i>Du Commerce.</i>	78	<i>Cinq branches générales de l'Administration.</i>	ibid.
<i>L'inégalité des conditions est l'ouvrage de la nature & ne peut pas être contre le droit naturel.</i>	ibid.	<i>Justice criminelle.</i>	96
<i>Des progrès du Vice.</i>	79	<i>Justice civile.</i>	ibid.
<i>La corruption des hommes ne fut point l'effet du développement de la raison.</i>	80	<i>L'Economique.</i>	ibid.
<i>De l'établissement des Loix positives.</i>	81	<i>L'Art militaire.</i>	97
<i>De l'intention des premiers Législateurs.</i>	ibid.	<i>La Politique.</i>	ibid.
<i>Du pouvoir souverain.</i>	82	<i>Cette cinquième branche de l'Administration commande & dirige toutes les autres.</i>	98
<i>Sentiment de Hobbes. Réfutation de ce sentiment.</i>	ibid.	<i>Des Sujets propres aux différentes branches de l'administration.</i>	ibid.
<i>Sentiment d'Aristote.</i>	83		
<i>Sentiment de Mr. Rousseau.</i>	ibid.		
<i>Examen de ce sentiment.</i>	ibid.		
<i>Sentiment de Mr. Burlamaqui.</i>	ibid.		
<i>Sentiment de Sidney.</i>	84		
<i>La Souveraineté réside originairement dans le corps de la Nation.</i>	ibid.		
<i>Des différens Gouvernemens,</i>	85		
<i>La forme des premiers Gouvernemens ne fut pas toujours constante.</i>	ibid.		
<i>Conclusion.</i>	86		
<i>NOTE (2). Examen critique de la division du Gouvernement adoptée par Mr. de Montesquieu.</i>	87		
<i>L'abus ou le vice d'un Gouvernement n'en fait pas une espèce particulière.</i>	ibid.		
<i>Formes de Gouvernement composées &</i>			

NOTES.

NOTE (1) Notion précise du véritable fondement du droit de punir, & de la Justice criminelle.

NOTE (2) Des moyens de prévenir les crimes.

Premier moyen, la précision des Loix.

Second Moyen, polir une Nation & en étendre les lumières.

Troisième moyen, faire en sorte que le Tribunal chargé du dépôt des Loix soit plus intéressé à les observer qu'à les violer en se laissant corrompre.

Quatrième moyen, récompenser la vertu. ibid.

Cinquième moyen, perfectionner l'Éducation. 102

NOTE (3). De la Jurisprudence. ibid.

Nécessité de régler la conduite des Princes. ibid.

NOTE (4). Examen de la Question : Si le Souverain peut juger. 103

Sentiment du Baron de Biehsfeld. ibid.

Sentiment de Mr. de Montesquieu. ibid.

Observation critique d'un anonyme 105

NOTE (5) Division ordinaire des matières de Gouvernement. 106

CHAPITRE IV. Des différentes espèces de Ministres.

Ce que c'est qu'un Ministre. 107

Cinq sortes de Ministres. ibid.

Ministre ou Juge criminel. Sa première qualité : connoissance des loix, & de leur esprit. 108

Mauvaise Politique des Siénois. ibid.

Jean Hus arrêté malgré le sauf-conduit de Sigismond. 109

Ménagement indiscret pour Martin Luther. ibid.

Interpréter la loi, n'est pas la forcer. ibid.

Inconvénient à éviter. 110

La voie de la douceur préférable à celle de la rigueur. ibid.

Ministre ou Juge civil. 111

Ce Juge asservi à la lettre. ibid.

Cas extraordinaire du silence des loix. 112

Ministres Economiques. Perception des revenus de l'Etat. ibid.

Augmentation de ces revenus. 113

La Politique doit diriger l'administration des Finances. Faute de Jean Puzos. ibid.

Ministre de la guerre. 114

Général en chef; combien il doit posséder l'art de la guerre. ibid.

Se faire une réputation de bravoure & d'habileté auprès du soldat & de l'Officier. ibid.

Avoir des espions. Se faire aimer des soldats, & craindre des Officiers. 115

Sa conduite dans le Conseil de guerre. 116

Sévérité de la Discipline militaire. ibid.

Politique militaire. ibid.

Exemple remarquable. 117

Officiers subalternes. Leur devoir personnel. Leur obligation envers l'armée. ibid.

Ministres Politiques. 118

Connoissances nécessaires aux Ministres Politiques. 119

Des maximes politiques, concernant la paix ou la guerre. ibid.

Concernant les objets économiques. 120

Instructions à donner aux Ambassadeurs. Revenus, dépen-

se, régie. *ibid.*
La Justice criminelle est duresort de la Politique. La Politique regle le Militaire. 121

politique sous le nom d'Homme d'Etat. 132

NOTE.

NOTES.

NOTE (1). Du choix des Magistrats, & de leur caractère. 123

NOTE (2). Si l'on doit interpréter les Loix pénales. Raïsons qui interdisent cette interprétation. 124

NOTE (3). De la corruption des Juges. 126

CHAPITRE V. *A quels Ministres appartient plus particulièrement le Gouvernement de l'Etat.*

Etat de la question. Moyen de la décider. 127

Le Gouvernement comparé à une machine à rouage. *ibid.*

Principale branche du Gouvernement. 128

Son influence sur la Justice civile. 129

Sur la Justice criminelle. Sur le Ministère économique. *ibid.*

Sur le Militaire. 130

C'est au Ministère politique qu'appartient le Gouvernement. *ibid.*

Harmonie de toutes les parties du Gouvernement. 131

Application au Gouvernement Républicain. *ibid.*

On n'a en vue que le Ministre

NOTE, dans laquelle on examine s'il doit y avoir un premier Ministre dans un Etat. 133

Sentiment du Cardinal de Richelieu sur cette question. *ibid.*

Réfutation. *ibid.*

Exemples des Empereurs Romains & des Princes modernes. 134

La question examinée par rapport au Souverain lui-même. *ibid.*

Ses devoirs. *ibid.*

Instruction que Gustave Adolphe reçut de Charles, Roi de Suède son pere. 136

Il est de la gloire & de l'intérêt d'un Roi de gouverner par lui-même. 138

Il n'y a que le cas d'imbécillité, ou celui de maladie habituelle qui puisse autoriser un Roi à se choisir un premier Ministre qui gouverne à sa place. *ibid.*

La question considérée par rapport au Ministre; 139

Puis relativement à l'Etat ou aux Sujets. 140

Conclusion. *ibid.*

Du nombre des Ministres Politiques nécessaires dans un Etat. 141

CHAPITRE VI. *Du choix des Ministres d'Etat, & combien le Souverain doit y apporter de précautions.* 142

Preamble. *ibid.*

Inconvénient du changement fréquent de Ministres. D'abord

<i>altération dans la forme, ou les maximes fondamentales du Gouvernement</i>	ibid.
<i>Contrariété dans les Opérations.</i>	143
<i>Changemens nécessaires.</i>	ibid.
<i>Regles pour le choix d'un Ministre. Reconnoître par soi-même sa capacité.</i>	144
<i>Avoir peu d'égard aux recommandations ;</i>	ibid.
<i>Et même aux services rendus à l'Etat par les sujets qui se présentent.</i>	145
<i>N'élever que le mérite propre au Ministère.</i>	ibid.
<i>Choisir un sujet agréable au Peuple.</i>	ibid.
<i>Ce qu'on doit craindre sous un Ministre bas.</i>	146
<i>La haine du peuple contre le Ministre peut rejaillir jusques sur le Souverain.</i>	ibid.
<i>Exemple. Cause ordinaire de la haine du Peuple contre un Ministre.</i>	147
<i>Injustice de l'envie.</i>	148
<i>Quand on doit ajouter foi à la voix publique.</i>	ibid.
<i>Elle est quelquefois l'écho de l'injustice, soit en blâmant ;</i>	149
<i>Soit en prodiguant des éloges.</i>	ibid.
<i>Témoignage désintéressé, le seul digne de foi.</i>	150
<i>Présence d'esprit nécessaire à tout Homme d'Etat.</i>	ibid.

Le Prince ne doit pas se laisser aveugler par sa prédilection dans le choix de ses Ministres.
ibid.

Ni par une aversion d'antipathie.
151

Récapitulation.
152

NOTES.

NOTE (1). Du changement de Ministres dans les Etats héréditaires.
153

Réfutation des raisons qui semblent les autoriser.
ibid.

Du changement de Ministres dans les Monarchies & les Principautés électives.
154

Belles paroles d'Adrien & de Louis XII.
155

NOTE (2). Combien les Princes doivent apporter de précautions dans le choix de leurs Ministres & de leurs Confidens.
156

Maxime de Galba sur ce point.
ibid.

Néron, Prince juste & bon tandis qu'il se conduisit par les conseils de Sénèque & de Burrhus.
157

Néron, Tyran sous la direction de Tigellin.
ibid.

Tigellin traître à son Prince.
158

Les meilleurs serviteurs du Prince sont souvent supplantés & accablés par les flatteurs & les méchans. Exemple de Junius Blefus.
ibid.

Caractère de cet illustre Romain.
159

Jacques V. Roi d'Ecosse devient la victime de ses vils Adulateurs, & mauvais Conseillers.
ibid.

NOTE (3). Caractère des Courtisans. L'Ambition.
161

La Flatterie.

La Flatterie. *ibid.*

La Dissimulation. 162

NOTE (4). Des recommandations & sollicitations. Combien il est dangereux de s'y rendre trop légèrement. 163

NOTE (5). De l'injustice des plaintes contre les Ministres. Il est à propos d'en examiner les fondemens. 164

CHAPITRE VII. Quel doit être l'Homme d'Etat. 166

C'est parmi les nobles qu'on doit choisir les Ministres Politiques. *ibid.*

Ce qu'on entend ici par noblesse. *ibid.*

Première raison : de ne pas choisir un Ministre sans naissance. *ibid.*

Seconde raison : l'insuffisance à craindre dans un Ministre sans naissance. 167

L'insuffisance de ses correspondances. 168

Inégalité de son caractère personnel. 169

Difficulté de passer pour un grand Homme d'Etat. *ibid.*

Un Ministre roturier sera naturellement plus intéressé qu'un Noble. 170

Il craindra de dire la vérité, de peur d'en être la victime. 171

Qualités contraires à supposer dans un Gentilhomme. *ibid.*

Danger de la trop grande dis-

proportion de naissance entre les Ministres. *ibid.*

Si ces principes sont applicables à toute forme de Gouvernement. 172

A l'Aristocratie. 173

A la Monarchie. *ibid.*

Exemple. 174

NOTE.

NOTE. La Question de la naissance examinée relativement aux Ministres publics ou Ambassadeurs. 175

CHAPITRE VIII. De l'âge le plus propre au Gouvernement. 177

Mauvais conseil que les favoris du jeune Roboam lui donnent. *ibid.*

Si la jeunesse d'un sujet est toujours une raison de l'exclure du Ministère. *ibid.*

Deux especes de jeunesse : celle d'âge, celle de caractère. 178

Vieillards jeunes de caractère. Jeunesse d'un caractère mûr. *ibid.*

Quand on peut admettre un jeune homme au Ministère. 179

Raison d'admettre un jeune homme dans un nombre de vieux Ministres. *ibid.*

Caractère des vieillards. Source où ils puisent leurs connoissances. 180

<i>Leur grande expérience.</i>	ibid.	<i>Seconde classe.</i>	191
<i>Leur pratique.</i>	181	<i>Troisième classe.</i>	ibid.
<i>Comment un jeune homme peut acquérir promptement l'expérience.</i>	182	<i>Procédés de l'esprit factieux.</i>	192
<i>Et la pratique des affaires.</i>	183	<i>Ses suites funestes pour l'Etat.</i>	193
<i>Qualités qu'un jeune homme doit avoir pour entrer dans le Ministère. L'âge : trente ans ou environ.</i>	ibid.	<i>Divers désordres qu'il produit selon la diverse situation des Etats.</i>	ibid.
<i>Connoissance des mœurs étrangères, & des affaires politiques.</i>	184	<i>Exemples de ces désordres.</i>	194
<i>Loi de Solon pour exclure les jeunes gens de la Magistrature.</i>	ibid.	<i>Menées moins violentes, mais toujours dangereuses.</i>	ibid.
<i>Utilité de la jeunesse dans le conseil des Anciens.</i>	ibid.	<i>Partialité de l'Homme factieux.</i>	195
<i>L'âge trop avancé, peu propre au Ministère.</i>	185	<i>Tyrannie d'un Ministre factieux.</i>	ibid.
		<i>Combien il est essentiel que l'Homme d'Etat soit exempt de ce vice.</i>	196
		<i>Combien il abuseroit aisément de son autorité.</i>	ibid.

NOTE.

NOTE. Dans laquelle on examine si la probité, la capacité, l'application, la prudence & la discrétion, qui sont comme les cinq vertus cardinales d'un Ministre d'Etat, se trouvent plus difficilement dans un jeune homme que dans un vieillard.

186

CHAPITRE IX. L'Homme d'Etat ne doit pas être d'un esprit factieux.

Sujet de ce Chapitre. Ce que c'est que l'esprit factieux. Sa source.

190

Première classe d'esprit factieux.

ibid.

NOTE.

NOTE. Portrait d'Urbain Bavardier Surintendant des Finances. 198
Portrait d'un Garde des Sceaux fort peu digne de cette Dignité. 199
Portrait d'Ignace Renardo, homme insinuant, flatteur, fourbe & ambitieux à l'excès. 200

CHAP. X. L'Homme d'Etat doit avoir une connoissance au moins superficielle de toutes les Sciences & de tous les Arts. 202
L'Homme d'Etat doit connoître les Sciences & les Arts, à

<i>proportion de l'avantage qu'il en retire pour l'acquit de son Ministère.</i>	<i>ibid.</i>	<i>soi-même.</i>	211
<i>Deux especes de Sciences & d'Arts pour l'Homme d'Etat.</i>	<i>ibid.</i>	<i>La Morale triomphe de l'amour-propre.</i>	212
<i>Premiere espece.</i>	203	<i>Utilité des connoissances Physiques.</i>	213
<i>La Philosophie naturelle & la morale. Ce qu'on entend ici par Philosophie naturelle.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Pour les Ouvrages publics.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Métaphysique, Logique & Rétorique.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Dans les Finances.</i>	214
<i>La Physique.</i>	204	<i>Pour l'avantage du Commerce.</i>	215
<i>Philosophie morale.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Exemple du mauvais calcul en fait de Commerce.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Sa grande influence dans la Science du Gouvernement.</i>	205	<i>La Géographie.</i>	216
<i>Sciences de la seconde espece. Les Mathématiques.</i>	<i>ibid.</i>	<i>La Géometrie.</i>	217
<i>Arithmétique, Algebre, Géométrie, Géographie, &c.</i>	206	<i>Fortifications.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Utilité des Mathématiques pour les Arts.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Manufactures & Métiers.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Combien l'Homme d'Etat doit être instruit de ces Sciences du second ordre.</i>	207	NOTES.	
<i>Importance de la Métaphysique & de la Logique.</i>	<i>ibid.</i>	NOTE (1). Combien la Justice est nécessaire pour rendre un Empire solide.	
<i>De la Rétorique; de la Morale.</i>	208	NOTE (2) De l'usage de la Philosophie dans la Politique.	
<i>Premiere raison de la nécessité de cette dernière Science.</i>	<i>ibid.</i>	NOTE (3). Nécessité de sacrifier ses passions à l'intérêt public. Bel exemple à cette occasion d'un pareil sacrifice.	
<i>Alexandre le Grand. Pierre le Grand.</i>	<i>ibid.</i>	CHAPITRE XI. L'Homme d'Etat doit savoir l'Histoire de sa Nation & celle des autres Peuples.	
<i>Seconde raison.</i>	210	<i>L'Histoire considérée comme un moyen d'acquérir de l'expérience.</i>	
<i>Troisième raison.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Utilité que l'Homme d'Etat peut retirer de l'Histoire de son Pays.</i>	
<i>Il est plus aisé de connoître les autres que de se connoître</i>		1°. Pour connoître la maxime générale par laquelle ce Pays se gouverne.	

Exemple tiré de l'Histoire Romaine. ibid.

Rome change de maxime. 223

Raisons de ce changement. ibid.

Application de cet exemple. 224

2°. *Pour connoître la conduite de ses Prédécesseurs.* ibid.

Dont l'imitation est quelquefois nécessaire. 225

Exemple. ibid.

3°. *Pour bien gouverner l'Etat confié à ses soins.* ibid.

4°. *Pour les Négociations.* 226

5°. *Pour traiter avec une Cour jusques là indifférente.* 227

Utilité que procure la connoissance de l'Histoire des autres Pays. ibid.

L'Histoire contient la Science du Gouvernement mise en pratique. ibid.

L'Origine des Empires & les causes de leurs révolutions. 228

Grandeur & décadence du Royaume d'Egypte. ibid.

De la Monarchie des Assyriens. 239

Empire de Babilone. ibid.

Autres Empires. ibid.

Instructions que fournit l'Histoire Romaine. 230

Sage conduite de la République de Venise. ibid.

Utilité des exemples. 231

Récapitulation des avantages que procure l'étude de l'Hi-

stoire.

ibid

NOTES.

NOTE (1) *Trois avantages principaux que l'Homme d'Etat retire de l'Histoire.* 232

NOTE (2). *Méthode de lire l'Histoire avec fruit.* ibid.

CHAPITRE XII. *Qu'il importe à l'Homme d'Etat de connoître les inclinations des Princes étrangers & de leurs Ministres.* 233

Annonce préliminaire. ibid.

SECTION I. *De la nature & des causes des inclinations humaines.* ibid.

De la nature des inclinations. ibid.

De leurs causes. 234

Corps sans ame, celui des Brutes. ibid.

Elles n'ont ni volonté ni entendement. ibid.

Leurs inclinations ne peuvent être rapportées qu'au corps. 235

Les inclinations humaines procèdent de l'ame & du corps unis ensemble. ibid.

Inclinations auxquelles l'ame paroît avoir plus de part que le corps. 236

Il n'y a dans l'homme que deux especes d'inclinations. 237

Quelle espece d'inclinations naît

plus aisément dans l'homme.
ibid.

Facilité avec laquelle la volonté
cede aux appétits du corps. 238

Causes de cette facilité. ibid.

Passage à la Section suivante.

239

SECTION II. Comment & à
quoi l'on peut reconnoître les
inclinations des Princes étran-
gers & de leurs Ministres.

240

Les inclinations de l'homme se
manifestent par ses actions.

ibid.

Trois especes d'actions : pre-
miere espece. ibid.

Seconde espece. ibid.

Troisième espece. ibid.

Les actions des Princes & de
leurs Ministres considérées
comme moyen de connoître leurs
inclinations. 241

Influence des inclinations des
Princes & de leurs Mini-
stres sur le Gouvernement.
ibid.

Un Etat porte l'empreinte du
caractere de celui qui le gou-
verne. 242

Exemple. ibid.

La variation des inclinations
du Chef fait varier la face
du Gouvernement. ibid.

L'Etat varie encore par le chan-
gement de Chef. ibid.

Troisième source de la varia-

tion, l'indépendance absolue
du Chef. 243

Les Monarchies plus sujettes à
changer de face que les Ré-
publiques. ibid.

L'habitude n'est pas un moyen de
connoître les inclinations des
Chefs d'une République. 244

Mais seulement dans les Monar-
chies. 245

Efficacité des deux autres moyens
par rapport aux Républiques.
ibid.

SECTION III. Des raisons
qui obligent l'Homme d'Etat
à étudier les inclinations des
Princes étrangers & de leurs
Ministres. ibid.

Division de cette Section. ibid.

Les maximes d'Etat sont ordi-
nairement analogues aux in-
clinations des Princes. Exem-
ple. Romulus, 246

Numa, Sparte, Athenes. ibid.

Nécessité d'étudier les inclina-
tions des Princes étrangers.
ibid.

Combien il est difficile de répri-
mer les inclinations vicieuses.
247

Constance dans la conduite des
Princes occasionnée par la du-
rée de leurs inclinations. ibid.

Connoître la passion dominante
des Princes pour juger de leur
foi. 248

Connoître leur fermeté pour ne

- pas leur résister imprudem-*
ment. *ibid.*
Fomenter les penchans des Prin-
ces, ou travailler à les chan-
ger selon le besoin. 249
Se concilier l'affection des Prin-
ces en suivant leurs inclina-
tions. *ibid.*
Régler sa conduite sur les incli-
nations des Princes. *ibid.*
Des raisons qui portent l'Hom-
me d'Etat à étudier le cara-
ctere des Ministres étrangers.
 250
Premiere raison. Les Princes
n'agissent souvent que par
leurs Ministres. *ibid.*
Seconde raison. Apprécier les
dispositions actuelles des Mi-
nistres pour se les rendre fa-
vorables. *ibid.*
Autre connoissance nécessaire
à l'Homme d'Etat. 251

NOTES.

NOTE (1). Parallele des bonnes &
 des mauvaises qualités d'un Prince
 avec celles d'un Peuple. 252

NOTE (2). Connoître les intérêts des
 hommes avec qui l'on négocie, c'est
 connoître la conduite qu'ils tiendront,
 & la maniere dont il faut s'y pren-
 dre pour les amener à ses fins. 254

Le moyen de gouverner les hommes,
 & de les maîtriser, c'est de con-
 noître & d'exalter leurs passions,
 & de prendre chacun par ce qui le
 flatte davantage. 255

CHAPITRE XIII. *Il est essen-*
tiel à l'Homme d'Etat d'avoir
connoissance des affaires &
des négociations de toutes les
Cours. 256

Sens général des mots affaire &
négociation. *ibid.*

Leur sens politique, celui dont
il s'agit ici. *ibid.*

De quelles affaires il est ici
question. 257

Deux sortes d'affaires publi-
ques. *ibid.*

Affaires intérieures : Impôts ,
Manufactures , Commerce ,
Levée de Troupes, Forces na-
vales , Fortifications , Dé-
sordre dans le Conseil. 258

Affaires extérieures qui concer-
nent les Traités , Guerre ou
Paix , Médiation , Neutra-
lité , Alliance , Ratification
de Traités , Mariage , Pri-
vileges , Ruptures , Négocia-
tion pour rétablir l'union.
ibid.

Utilité de la connoissance de tous
ces objets pour la réussite des
grandes entreprises. 259

Exemples de l'utilité de cette
connoissance. 260

Les Huns. *ibid.*

Les Allains. Attila. *ibid.*

Les Cimbres ; les Gots. 261

Utilité de la même connoissance.
pour des objets particuliers.
ibid.

<i>Exemples.</i>	262	<i>Moyen d'augmenter le produit des Gabelles.</i>	271
<i>Elle sert encore à écarter des dangers imminens, & à traverser des desseins nuisibles.</i>		<i>Moyen d'accroître la population.</i>	272
	ibid.	<i>Abondance des Récoltes. Industrie des artisans.</i>	ibid.
<i>Exemple.</i>	263	<i>Diminution de la Gabelle.</i>	273
<i>Cette connoissance est un bon moyen d'acquérir de la considération dans les Cabinets des Princes.</i>	ibid.	<i>Un Peuple riche est un plus grand trésor qu'un amas d'argent considérable.</i>	ibid.
<i>Conclusion.</i>	264	<i>Autre avantage de la modération de la Gabelle.</i>	274

NOTES.

NOTE (1). Combien la connoissance des Traités & de tout ce qui sert de fondement au droit des Gens est nécessaire à l'Homme d'Etat. 266

NOTE (2) La Médiation entre des ennemis armés est très-délicate. ibid.

NOTE (3) Politique de Henri VII, Roi d'Angleterre. 267

NOTE (4). Ce qui a introduit l'usage d'avoir des Ambassadeurs ou autres Ministres publics qui résident continuellement dans les Cours étrangères. ibid.

CHAPITRE XIV. L'Homme d'Etat doit avoir une connoissance exacte des Revenus & des Charges de l'Etat. 268

Des objets économiques. ibid.

SECTION I. Des Revenus. ibid.

Le Peuple est le principe des Revenus de l'Etat. ibid.

Quels sont ces Revenus. 269

Impôts. 270

Gabelle. ibid.

Police. 275

Exportation. ibid.

Commerce considéré comme objet de Finance. 276

Deux sortes de Commerce. ibid.

Droits d'exportation produits par le Commerce. 277

Connoissances requises pour faire le Commerce avec avantage. ibid.

Exemple. Ancien Commerce de l'Europe avec l'Asie par les échelles d'Alep & d'Alexandrie. 278

Objets de considération propres à apprécier l'avantage réel d'un Commerce. 279

Echange du superflu contre de l'argent. ibid.

Culture des Terres, entretien des pâturages, &c. ibid.

Echange de l'utile contre le nécessaire. 280

<i>Echange de l'argent contre des</i>	<i>leur assigne chez l'étranger.</i>	
<i>Marchandises</i>	<i>ibid.</i>	289
<i>Exemple de l'inconvénient de</i>	<i>Objection. Réponse.</i>	290
<i>cette espece d'échange.</i>	<i>Crédit & circulation aisée des</i>	
<i>Résultat.</i>	<i>especes de bon aloi.</i>	291
<i>Combien l'Homme d'Etat doit</i>	<i>Autre objection. Réponse. ibid.</i>	
<i>être au fait de tout ce qui</i>	<i>Troisième objection. Réponse.</i>	292
<i>regarde le Commerce.</i>	<i>Quatrième objection : Agio. Ré-</i>	
<i>Commerce actif.</i>	<i>ponse : Compensation de l'A-</i>	
<i>Impôts extraordinaires sur les</i>	<i>gio par le produit des Gabel-</i>	
<i>personnes.</i>	<i>les :</i>	293
<i>Moyen de les lever promptement</i>	<i>Et par le produit des Impôts.</i>	294
<i>lorsque le besoin l'exige.</i>	<i>Connoissances nécessaires à</i>	
<i>Sagesse de l'Empereur Constan-</i>	<i>l'Homme d'Etat au sujet des</i>	
<i>ce.</i>	<i>Monnoies.</i>	295
<i>Moyens de prévenir la nécessité</i>	<i>Dépôt de l'argent mis en rente :</i>	
<i>des Impôts extraordinaires.</i>	<i>premier moyen de placer cet</i>	
	<i>argent.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Exemple des Romains.</i>	<i>Second moyen.</i>	296
<i>Le Fisc.</i>	<i>Lotteries.</i>	297
<i>Appréciation du produit du Fisc.</i>	<i>Lotterie de Venise, la plus</i>	
	<i>avantageuse à l'Etat.</i>	<i>ibid.</i>
<i>La Monnoie.</i>	<i>Canaux qui versent l'argent</i>	
<i>Nature & usage de la Mon-</i>	<i>dans le trésor Public.</i>	<i>ibid.</i>
<i>noie : profit qu'elle apporte</i>	<i>Produit des Terres : Manufa-</i>	
<i>au Souverain.</i>	<i>ctures : Argent monnoyé.</i>	298
<i>Le coin.</i>	<i>Influence de ces trois articles</i>	
<i>Quantité des especes monnoyées.</i>	<i>sur les sources des Revenus</i>	
	<i>Publics.</i>	299
<i>Leur titre.</i>	<i>Récapitulation des connoissances</i>	
<i>Regle générale pour l'alliage.</i>	<i>nécessaires à l'Homme d'Etat</i>	
	<i>touchant les Revenus Publics</i>	
<i>Exemple frappant des inconvé-</i>	<i>& leurs sources.</i>	300
<i>niens du bas aloi dans les es-</i>	SECTION II. Des Charges.	
<i>peces.</i>	<i>ibid.</i>	
<i>Evaluer les especes un peu</i>	<i>De</i>	
<i>au-dessous du taux qu'on</i>		

De la proportion des Revenus & des Charges. ibid.

Charges publiques. 301

Appointemens à payer. ibid.

Dans le civil. Dans le criminel. 302

Dans la partie économique. ibid.

Dans le Militaire. Dans le

Ministère Politique. 303

Entretien des Arcenaux. ibid.

La solde des troupes. 304

Entretien des chemins. ibid.

Rentes & pensions à payer. 305

Comparaison des Revenus aux

Dépenses. ibid.

SECTION III. Raisons pour-

quoi l'Homme d'Etat doit

être instruit des Revenus &

des Charges de l'Etat. 306

Oracle de la sagesse appliqué à

l'Homme d'Etat. ibid.

Nécessité des connoissances finan-

cières dans un Homme d'Etat

lorsqu'il s'agit d'employer la

force. ibid.

Exemple. François I. 307

Lorsque l'habileté est plus utile.

Puissance de l'or. ibid.

Etat estimé à proportion de la

réputation de ses richesses. 308

L'or est une grande force de

l'Etat. Conclusion. ibid.

SECTION IV. Réflexions sur

la connoissance des Revenus

& des dépenses de l'Etat. 309

De la prospérité d'un Pays. ibid.

On doit cacher aux étrangers le désordre de ses finances. 310

Il est quelquefois expédient d'aff-

fecter un air d'opulence. ibid.

En temps de guerre. Exemples:

Manlius, François Barbaro. 311

En temps de paix. ibid.

Discretion à cet égard. 312

La Politique exige que l'on cache

de trop grandes richesses. ibid.

Calcul trop scrupuleux. 313

Différence de l'économie d'une

famille à celle d'un Etat. ibid.

Un Etat riche & qui a des

ressources peut quelquefois

excéder ses Revenus dans sa

dépense. 314

NOTES.

NOTE (1). Que l'on ne doit pas

toujours juger de la prospérité d'un

Etat par sa population. 315

NOTE (2). Il n'est pas de la bonne

Politique d'accumuler de grands tré-

sors dans les Coffres de l'Etat. 316

NOTE (3). Réflexions sur la Lot-

terie de l'Etat. ibid.

Lotterie des Etats-Généraux. 317

NOTE (4). Il n'y a de source de

Revenu que là où il y a création &

production. ibid.

NOTE (5). Objets discutés dans cette

note. ibid.

Article I. Principes sur le Commerce. 318

Article II. Examen de cette Question.

LII

- *Est-il possible, est-il avantageux à un Etat quelconque d'embrasser toutes les branches de l'agriculture, du Commerce & de l'industrie dans toute leur étendue, au point d'empêcher les étrangers de fournir leur superflu à sa consommation & qu'au contraire il puisse lui-même fournir le sien à la leur?* 324
- Première proposition. Le Commerce universel est physiquement impossible à quelque Nation de l'Europe que ce soit.* 325
- Seconde proposition. Si le Commerce universel étoit possible à une Nation quelconque, il n'en résulteroit bientôt pour elle que la cessation de tout son Commerce avec l'Etranger, & enfin le dépérissement de tout son Commerce intérieur, de son industrie, de son agriculture & de sa population.* 326
- Article III. Des Monopoles, ou Privilèges exclusifs.* 329
- Sentiment de Mr. le Baron de Bielfeld.* *ibid.*
- Tableau des Monopoles en France.* 331
- Source de ces abus, & moyens d'y remédier.* 335
- Article IV. du Monnoyage.* 336
- Différence des fraix du monnoyage en France, en Hollande & en Angleterre.* 337
- Suites nécessaires de cette différence.* *ibid.*
- Article V. de l'intérêt de l'argent & de l'Usure.* 338
- L'intérêt du prêt de l'argent à rente perpétuelle doit suivre le taux du revenu des terres.* 339
- Si cette Loi de la proportion entre le fur & le revenu des terres doit avoir lieu dans les emprunts usités dans le Commerce & la Finance.* *ibid.*
- Article VI. Du Luxe & des Loix somptuaires.* 341
- CHAPITRE XV. Le Ministre Politique doit connoître les forces de l'Etat & celles des Etats étrangers.** 343
- L'or ne fait pas toute la force de l'Etat.* *ibid.*
- De la richesse d'une Nation.* *ibid.*
- Charles XII. Roi de Suede.* 344
- La force d'un Etat comparée à celle d'un Ouvrage d'Architecture.* 345
- Génie National.* *ibid.*
- Peuple d'un génie pesant & grossier.* 346
- S'il convient que tout sujet soit soldat.* 347
- L'amour de la Patrie, lien commun qui unit les Membres du Corps Politique.* *ibid.*
- Accord de tous les Membres de l'Etat.* 348
- L'Emulation.* *ibid.*
- Troupes étrangères.* 349
- Danger d'en employer un trop grand nombre.* *ibid.*
- Des moyens de conserver les forces d'un Etat.* 350
- Les Fortereses.* 351
- Il ne faut pas trop multiplier.* *ibid.*
- Armée navale.* 352
- Avantages d'une nombreuse Marine guerrière.* *ibid.*

Les Alliances. 353
Des Troupes auxiliaires *ibid.*
Diversification d'armes. *ibid.*
Juste estimation que l'Homme
d'Etat doit faire des forces
de son Pays & de celles des
Puissances étrangères. 354
Parallele des unes & des au-
tres. Faute de Darius à cet
égard. 355

NOTES.

NOTE (1). De l'Homme d'Etat,
 & du Patriote. 356

Murmures indiscrets & injustes con-
 tre le Gouvernement. 357

NOTE (2) Exemples du danger
 d'employer des Troupes étrangères.

NOTE (3) Ce qui constitue la puis-
 sance réelle & intrinsèque d'un
 Etat. 360

Définition & caractères de la puis-
 sance réelle. *ibid.*

Puissance relative; puissance d'opi-
 nion; puissance accessoire. 361

Quatre Classes de puissance en Europe.
ibid.

CHAPITRE XVI. L'Homme
 d'Etat doit connoître les in-
 clinations de son Souverain
 & celles de ses autres Mi-
 nistres. 362

Division de ce Chapitre. *ibid.*

Conduite de l'Homme d'Etat en-
 vers un Souverain vertueux.
ibid.

Pour fortifier & augmenter ses
 heureuses inclinations. 363

Pour lui faciliter la pratique
 des vertus. *ibid.*

Le détourner de l'oisiveté. 364

L'Homme d'Etat doit étudier
 & connoître ses Collègues.
ibid.

Sa conduite avec ses Collègues
 vertueux. 365

Le nombre des méchants plus
 grand que celui des bons. *ibid.*

Vices ordinaires aux Princes.
 366

Il faut ménager les vices des
 Princes pour les corriger 367

Exemple du Cardinal Mazarin.
ibid.

Rendre les vices odieux par la
 peinture de leurs suites ter-
 ribles. 368

Triste situation d'un Etat où
 le Prince a des Ministres
 aussi méchants que lui. *ibid.*

Comment l'Homme d'Etat doit
 se conduire sous un Prince &
 avec des Collègues vicieux.
 369

Ne point abandonner l'Etat à
 ceux qui le déchirent. *ibid.*

User des plus grands ménage-
 ments. 370

Ceder au temps sans en murmurer.
ibid.

Caton d'Utique. 371

NOTE.

NOTE (*). Trois autres points concernant la conduite d'un Ministre envers son Souverain. Ne jamais oublier qu'il est sujet. 372
Prendre garde de se faire craindre de son maître. ibid.
Eviter de paroître avoir de la supériorité sur le Prince du côté de l'esprit & des connoissances. 373

Elégance de la Diction. ibid.
De la vraie signification des termes. 382
Combien l'usage judicieux des termes propres met de clarté dans un discours. ibid.
Conclusion. ibid.

NOTES.

CHAPITRE XVII. *L'Homme d'Etat doit savoir particulièrement la Logique & la Rhétorique.* 374

Logique & Rhétorique Politiques. ibid.

De la Logique par rapport à la formation des maximes d'Etat. ibid.

Clarté des idées. 375

Développement des idées. Art du Syllogisme. ibid.

Du Sophisme. 376

Heureux effet du raisonnement juste. ibid.

Quel usage l'Homme d'Etat doit faire de la Rhétorique, pour faire goûter ses raisons. 377

Pour analyser les raisonnemens d'autrui. ibid.

Proportionner son langage aux dispositions de ceux à qui l'on parle. 378

Du bon usage des figures. ibid.

La disposition des preuves. 379

Choix & propriété des termes. 381

NOTE (1). *De la Logique naturelle & de la Logique artificielle.* 384

NOTE (2). *Utilité & nécessité de la connoissance des langues.* 385

CHAPITRE XVIII. *Il importe à l'Homme d'Etat d'avoir le talent de la parole & celui de la plume.* 387

Théorie inutile si on ne sait pas la réduire en pratique. ibid.

Du talent de la parole. ibid.

Deux défauts à éviter. 388

D'où vient la confusion dans le discours. ibid.

Omission des choses essentielles est de deux sortes. Première espece. 389

Seconde espece. ibid.

Regle pour éviter la confusion dans le Discours. 390

Regle pour éviter les omissions essentielles. ibid.

Regle pour exciter un esprit froid à se servir de tout ce qu'un raisonnement offre d'essentiel. ibid.

Autre regle pour vaincre l'indolence d'un esprit froid. 391

Regle pour tenir un juste milieu entre la timidité & la présomption. ibid.

Troisième regle contre la froideur ou l'indolence de l'esprit. 392

Regle utile aux esprits froids ou trop ardens. ibid.

Nécessité des Regles. ibid.

Hommes nés avec une éloquence naturelle sont rares. 393

Du talent de la plume. ibid.

Mémoires politiques. ibid.

Dépêches. ibid.

Différence entre le talent de la parole & celui de la plume. 394

Combien le talent de la plume est utile & nécessaire à l'Homme d'Etat. ibid.

Objection. Réponse. 395

CHAPITRE XIX. De la pénétration d'esprit nécessaire à l'Homme d'Etat & des moyens de l'acquérir. 397

Combien il est rare de trouver des Hommes qui raisonnent & s'expriment avec justesse. ibid.

Utilité de la pénétration d'esprit dans les affaires. 398

Pour dévoiler les mauvais desseins des méchants. ibid.

Exemple. Tibere. 399

Pour découvrir l'ignorance maj-

quée sous le voile de la présomption. ibid.

Pour connoître les hommes & ce qu'on peut s'en promettre. 400

Défaut de pénétration dans les Consuls Minutius & Simpronien. ibid.

Sage pénétration d'Ulysse. 401

Si l'on peut acquérir la pénétration d'esprit. ibid.

Qualités qui concourent à former un esprit pénétrant. Un tempérament modérément chaud. 402

Connoissance de la Logique. 403

L'habitude de la réflexion. 404

Comment se forme cette habitude. ibid.

L'expérience. 405

NOTE.

NOTE (*). De la nécessité du bon sens pour bien juger des rapports politiques. 407

Combien le bon sens est préférable à l'esprit & à l'imagination dans les affaires d'Etat. 408

Des témérités heureuses. 409

CHAP. XX. De la vivacité d'esprit nécessaire à l'Homme d'Etat, & des moyens de l'acquérir. 410

Combien il faut avoir égard aux circonstances dans les opérations politiques. ibid.

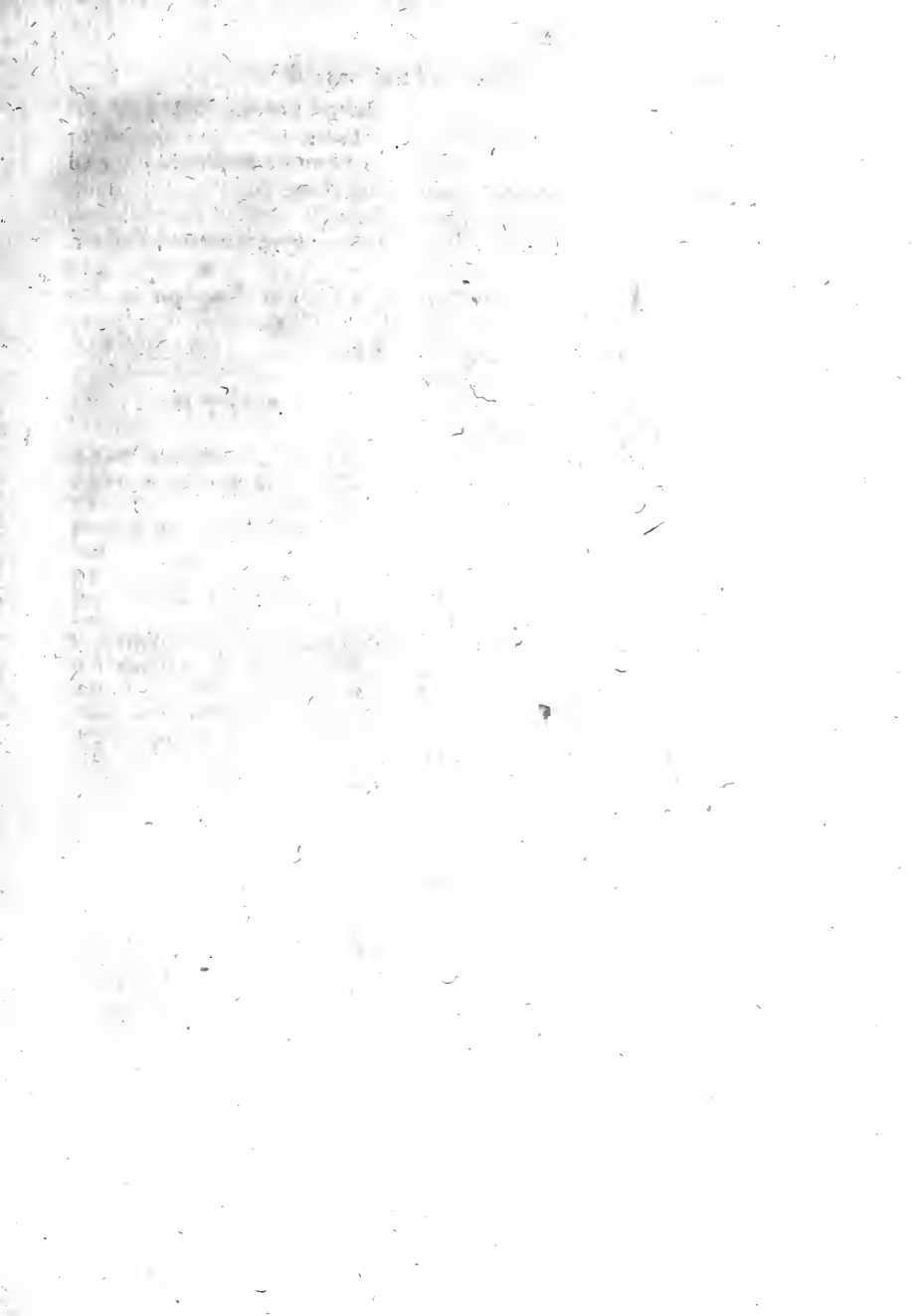
Vivacité ; sa nature. ibid.

<i>Ses espèces.</i>	411	<i>Sixième moyen, une juste dé-</i>	
<i>Combien elle est nécessaire à</i>		<i>fiance.</i>	ibid.
<i>l'Homme d'Etat.</i>	ibid.	<i>Une honnête confiance.</i>	418
<i>Pour aider la pénétration; pour</i>		<i>Objection.</i>	ibid.
<i>prendre une résolution sur le</i>		<i>Réponse.</i>	ibid.
<i>champ.</i>	ibid.	<i>Usage de la vivacité d'esprit.</i>	419
<i>Pour trouver d'abord des solu-</i>		<i>Occasions de l'employer au bien</i>	
<i>tions décisives dans les cas</i>		<i>de l'Etat.</i>	420
<i>pressants.</i>	412	<i>Exemple.</i>	ibid.
<i>Objection : première réponse.</i>	ibid.		
<i>Seconde réponse.</i>	413		
<i>Pour imaginer d'abord des ex-</i>			
<i>pédiens dans une crise inopinée.</i>	414		
<i>Des moyens d'acquiescer cette vi-</i>			
<i>vacité d'esprit. Premier moyen.</i>	ibid.		
<i>Second moyen.</i>	415		
<i>En quoi la vivacité d'esprit</i>			
<i>diffère de l'Enthousiasme.</i>	ibid.		
<i>Moyen de faire naître l'En-</i>			
<i>thousiasme.</i>	ibid.		
<i>Troisième moyen pour acquiescer</i>			
<i>la vivacité d'esprit.</i>	416		
<i>Quatrième moyen.</i>	ibid.		
<i>Cinquième moyen.</i>	417		

NOTE.

<i>NOTE (*). Instruction Politique</i>	
<i>adressée à un Ministre par le Chan-</i>	
<i>cellier Bacon.</i>	422
<i>Conduite du Ministre envers le Prince.</i>	ibid.
<i>Envers l'Etat.</i>	423
<i>De la Religion & des Ecclésiastiques.</i>	ibid.
<i>De l'Administration de la Justice, &</i>	
<i>du bon choix des sujets pour rem-</i>	
<i>plir les emplois vacans.</i>	424
<i>Des moyens d'entretenir la paix.</i>	ibid.
<i>De la fondation & administration des</i>	
<i>colonies.</i>	ibid.
<i>Du commerce. Importation, Expor-</i>	
<i>tation.</i>	425

Fin de la Table de la première Partie.







L' H O M M E D' É T A T.



I N T R O D U C T I O N.

§. I.



QUAND je compare les préceptes que les plus grands Maîtres de la science politique nous ont enseignés, avec la conduite des plus grands Hommes d'État, je ne fais laquelle des deux, de la théorie ou de la pratique, a plus contribué à former ces hommes célèbres nés pour la gloire & le bonheur des peuples. La théorie la mieux raisonnée & fondée sur les meilleurs principes ne suffit pas sans doute, parce que ces principes, quelque solides qu'ils soient, toujours trop généraux, ne conviennent aux cas particuliers que d'une manière abstraite, de sorte qu'il faut les modifier, les particulariser, pour les réduire en faits : ce qui est l'effet de la pratique. Il est aussi évident que dans l'acquisition du grand art dont j'entreprends de traiter, les règles sont d'une nécessité indispensable, soit pour faciliter le maniement des affaires aux Souverains & à leurs Ministres,

La théorie & la pratique également nécessaires pour former un Homme d'État.

éclairer leurs décisions, assurer leurs démarches, soit pour apprécier les défauts d'un système établi, reconnoître les moyens les plus propres d'y remédier, ou même d'y en substituer un autre, s'il est nécessaire : car en fait de Politique, comme en tout le reste, les principes sont la mesure du vrai & du bon. D'ailleurs la science que donne l'expérience seule, s'acquiert bien lentement, & souvent au prix d'un grand nombre de fautes que l'étude des regles prévienendroit (1).

§. I I.

Théorie
pratique.

Ces regles contiennent plutôt la théorie que la pratique de l'art de gouverner; mais la théorie conduit à la pratique, & quoiqu'elle laisse encore bien des difficultés pour y parvenir, on n'y parviendroit pas sans elle, au moins on ne parviendroit jamais à une pratique savante & sûre. La théorie de quelque science que ce soit, n'en présente que les principes généraux, des formules, une maniere générale d'opérer, que l'on doit varier selon les occurrences. Telle est la théorie de la science politique : elle donne des principes généraux sur les mœurs, les fondemens des sociétés, la maniere de gouverner ces grands corps politiques. Elle recherche quel est le meilleur système possible : elle en fait ou en adopte un sur des principes quelquefois trop parfaits pour des hommes : elle donne des regles pour le diriger suivant les circonstances qu'elle imagine (2). Il ne faut pas croire pourtant que toute théorie s'en tienne à de telles généralités. Il en est une qui examine tous les systèmes actuels, qui les combine, qui en extrait ce qu'ils ont de meilleur, & dont les regles universelles sont le résultat d'un très-grand nombre d'événemens singuliers qui se sont rencontrés, & peuvent encore avoir lieu dans l'un ou l'autre Gouvernement présent de l'Europe : de sorte que l'on peut en déduire des regles particulieres analogues à tel ou tel cas, & propres à faire parler ou agir convenablement le Ministère dans de telles occurrences. Ainsi la théorie devient pratique pour le bon esprit qui sait approfondir les principes, & y voir toutes les applications aux espèces particulieres.

§. III.

Une étude de cette importance demande de la pénétration & du travail : faute de l'un ou de l'autre, les Politiques ordinaires échouent dans la déduction des préceptes particuliers d'une règle générale. Ils ont de très-bons principes & ne savent pas en faire usage, parce que contents d'une teinture légère de théorie ils n'ont point assez de jugement pour voir de quelle manière & jusqu'à quel point il faut la modifier pour la rendre pratique; ou bien ils ne veulent pas s'en donner la peine : présomptueux à l'excès, car l'extrême présomption accompagne souvent les talens médiocres, ils s'imaginent qu'ils ne doivent plus rencontrer de difficultés. Ils ont pris pour modèles des Hommes d'Etat dont ils ont entendu faire l'éloge: ils les imitent servilement, & sont tout étonnés lorsque cette imitation servile leur fait faire des fautes grossières; c'est qu'ils ignorent que les circonstances & les événemens qui paroissent se ressembler, ont des nuances de différence qui en exigent de pareilles dans la conduite.

Déduction des préceptes particuliers d'une règle générale.

§. IV.

La pratique seule est longue, pénible, aveugle; la théorie seule laisse des doutes dans l'esprit, & n'apprend point à opérer avec assez de précision; l'imitation, sans les deux autres, est trompeuse & incertaine. Le Politique qui ne l'est que par théorie, est sujet à se tromper dans l'application des règles. Le Praticien sans principes est esclave des événemens qu'il ne fait ni prévoir ni dominer, il opère en tâtonnant, il fait des expériences. Le servile imitateur des grands modèles ne fait presque aucune opération précisément comme elle doit être, & il est dérouté à chaque nouvelle occurrence, parce qu'il ne trouve aucune ressource dans lui-même. Trois choses concourent donc à former un Homme d'Etat, la connoissance des principes, l'étude des bons modèles, & l'expérience des affaires.

La théorie, la pratique, l'imitation, chacune insuffisante sans les deux autres.

§. V.

Projet
de l'Au-
teur.

Je me suis proposé de réunir ces trois objets & d'enseigner la pratique avec la théorie, persuadé qu'un Ouvrage de cette importance ne pourroit manquer d'être d'une grande utilité à ceux qui sont appelés au Gouvernement des Etats (3). Il leur épargnera beaucoup de travail & de difficultés : il leur fournira une règle de conduite plus précise qu'une théorie vague, plus sûre qu'une pratique aveugle, plus juste qu'une imitation irrégulière : il leur donnera les moyens de porter le système actuel au plus grand degré de perfection dont il est susceptible : il leur présentera les remèdes convenables à tant d'abus & de desordres qui troublent si souvent les sociétés civiles, par la conduite inconsidérée & l'insuffisance trop ordinaire des Ministres qui les gouvernent. Ainsi, l'humanité dont l'intérêt seul m'anime, en recueillera le fruit en parvenant au *maximum* du bonheur dont elle peut jouir dans les circonstances données.

§. V I.

Son mo-
tif, le de-
sir du
bien pu-
blic.

Ces puissans motifs excitent en moi le plus ardent desir de m'employer pour le bien public dans une entreprise aussi noble. Sans me laisser rebuter par la considération des difficultés, je me hâte de rassembler tout ce que j'ai jamais pensé sur cette matière, & d'y joindre la science des Philosophes de tous les âges avec l'exemple des plus grands Ministres de toutes les nations. O vous qui êtes destinés à conduire les peuples, leur sort est dans vos mains ! Votre charge est grande & pénible. Vous ne sauriez trop en étudier la nature & les principes : c'est l'unique moyen de vous en faciliter l'exercice, & de vous mettre en état de remplir vos sublimes fonctions avec plus de succès.

§. V I I.

Néces-
sité de se

J'ai vu de près l'occupation continuelle que donne à un Ministre la multiplicité infinie des objets auxquels il se doit.

Le détail absorbe tout son temps. Le torrent de la routine l'entraîne & l'empêche de remonter aux regles qui faciliteroient ses opérations. La promptitude des expéditions le force, comme malgré lui, à se contenter d'une pratique superficielle qui souvent est l'effet du hazard, ou qui du moins n'est fondée que sur des principes peu solides, mal approfondis & plus mal adaptés au système politique. Si avant que d'être chargé du poids immense du Ministère, & tandis que l'esprit est encore libre de soins, on n'étudie pas à fond la théorie du Gouvernement, & les moyens d'en déduire une pratique sûre, si l'on ne fait pas pour-ainsi-dire un Ministère simulé, en comparant la conduite des Ministres actuels aux vrais principes, tirant ainsi une ample matière d'instruction de leur bonne ou mauvaise Administration, on doit s'attendre à des difficultés presque insurmontables lorsqu'une fois engagé dans cet océan d'affaires on s'en verra comme inondé de toutes parts; outre qu'on n'aura plus assez de temps à donner à un travail qu'on aura négligé (4.).

préparer
au Mini-
stère par
l'étude
de la Po-
litique.

§. VIII.

Ainsi mon livre intéresse particulièrement ceux qui, maîtres encore de leurs momens, peuvent se le rendre familier par une étude suivie; sans cesser d'être moins utile à ceux qui, déjà entrés dans la carrière, se doivent tout entiers aux affaires présentes. Charles V. à qui son siècle donna le glorieux surnom de Sage que la postérité lui a confirmé, se faisoit lire chaque jour quelque ouvrage sur le Gouvernement. Ce grand Prince savoit l'importance de joindre la théorie à la pratique; & au milieu des soins infinis de l'Empire, il sut se ménager assez de loisir pour une étude dont il sentoît mieux la nécessité qu'un Politique moins instruit. Heureux les Princes, heureux les Ministres pour qui la grandeur de leurs occupations n'est pas un prétexte de se refuser aux secours qu'ils peuvent tirer des ouvrages qui se multiplient tous les jours sur les divers objets de l'Administration! On sait que le grand Gustave Adolphe étudioit avec une application particulière le *Traité du Droit de la Guerre & de la Paix* par Grotius. Celui que je

Princes
qui ont
joint l'é-
tude à la
pratique.

présente au public est moins mon ouvrage, que le résultat des maximes & de la conduite des plus grands Hommes d'Etat.

§. I X.

L'institution d'un Homme d'Etat, but de l'Auteur.

Je ne me propose ni l'institution d'un nouveau Gouvernement, ni d'introduire une nouvelle forme dans un Gouvernement déjà institué. Je ne me propose point aussi l'institution d'un Prince, mais de lui former un Ministre capable d'être son conseil, suivant ces belles paroles d'Isocrates, *Consiliarius optimus est res etiam Regibus ipsis præstantissima ac utilissima*. Il est rare qu'un Souverain gouverne seul, & il est impossible qu'il remplisse par lui-même toutes les charges de l'Administration. On ne voit point aussi de Princes assez déraisonnables pour rejeter les salutaires avis des Sages : les bons Princes les recherchent au contraire & les suivent pour le bien des peuples. Il appartient donc autant ou plus aux Ministres d'Etat qu'aux Souverains, de réduire en pratique les regles de la Politique (5).

§. X.

Pourquoi appelé Homme d'Etat & non pas Ministre.

Ce Ministre, ce conseil des Rois, que j'entreprends de former, je l'appelle HOMME D'ETAT, afin de pouvoir me le représenter sous les différens points de vue qu'il m'offre, d'abord en se disposant au Ministère, puis en l'exerçant, & après qu'il s'en est acquitté. La dénomination de Ministre ne donneroit que l'idée d'un exercice actuel. Le titre de Ministre se perd lorsqu'on quitte le Ministère; en cessant d'être Ministre on ne cesse pas pour cela d'être Homme d'Etat.

§. X I.

Etendue du plan de cet Ouvrage.

Comme c'est sur-tout la pratique de la politique qui fait l'objet de cet Ouvrage, parce que c'est elle qui met le sceau à la gloire de l'Homme d'Etat, toutes les maximes, les regles, & les observations que je proposerai, seront toujours appuyées, confirmées & éclaircies par la conduite des plus grands Ministres.

Leur exemple viendra à l'appui de mes raisonnemens. Ils me fourniront tous les traits du Politique-pratique que je vais crayonner. De l'assemblage de leurs plus excellentes qualités heureusement assorties, il se formera un Homme d'Etat accompli dans toutes les branches du Ministère public, & sous quelque forme de Gouvernement qu'il puisse être. Car je ne croirois pas avoir rempli entièrement ma tâche, si je n'écrivois pas pour tous les Gouvernemens, & pour toutes les personnes employées dans l'Administration. Toutes les parties de l'Homme d'Etat doivent se trouver réunies dans un premier Ministre, dans un Ambassadeur; mais elles peuvent exister séparément dans des personnes pourvues des moindres emplois, qui travaillent à se rendre dignes des plus grands. Elles ne sont pas inutiles aux subalternes qui, quoique bornés au pur mécanisme de l'art par la nature de leur place, sont quelquefois dans le cas de suppléer leurs supérieurs dans la partie la plus noble & la plus savante. Il est beau de le pouvoir au besoin, fussent-ils n'avoir que le mérite des plus belles opérations, sans en avoir l'honneur. Pourvu que le bien se fasse, il importe peu par qui il soit fait.

§. X I I.

Les qualités de l'Homme d'Etat fixent d'abord mon attention, & j'en ferai le sujet de la première partie de mon Livre. L'exercice ou l'usage de ces qualités, c'est-à-dire, la conduite de l'Homme d'Etat, sera le sujet de la seconde partie. Pour éviter la confusion des matières, je traiterai séparément de chacune des qualités de l'Homme d'Etat, & de chacune des parties du Ministère public.

Division.

§. X I I I.

I. Puisqu'il s'agit de raisonner sur le Gouvernement, & sur la meilleure manière de l'administrer dans toutes les circonstances, je crois nécessaire d'en donner d'abord une idée juste, en expliquant, avant toutes choses, ce que l'on doit entendre par ce mot *Gouvernement*. Comme aussi le Politique-pratique que je me propose de former & de rendre parfait, s'il est pos-

Première partie : qualités de l'Homme d'Etat.

sible, doit se montrer habile dans l'exercice du Ministère, sous quelque forme de Gouvernement que ce soit, il est indispensable de parcourir les diverses constitutions des Etats, car elles sont toutes de son ressort. Ces discussions préliminaires me donneront occasion de parler des différentes manieres de remplir les objets du Gouvernement, suivant la constitution de chacun, & des diverses sortes de Ministres que chaque forme requiert. J'indiquerai ensuite à quelle classe de Ministres il appartient de gouverner l'Etat, quelle partie de l'Administration l'Homme d'Etat consommé, parvenu au premier rang, doit se réserver, en se contentant de diriger tout le reste; en un mot, de quelle maniere il doit donner le branle à tout le système politique qui se meut par son impression.

§. X I V.

Division
de ces
qualités
en natu-
relles &
acquises.

Ces préliminaires discutés & arrêtés, j'entrerais dans le détail des principales qualités, nécessaires à l'Homme d'Etat. Elles se divisent en qualités naturelles & qualités acquises. L'élévation d'un sujet au Ministère dépendant de la volonté du Souverain, & les Princes faisant quelquefois plus d'attention aux talens naturels qu'aux qualités qui s'acquierent par l'étude, il est à propos de leur proposer des regles propres à les diriger dans le choix de leurs Ministres. Les qualités naturelles ne sont sûrement pas à mépriser : elles méritent même qu'on en fasse plus d'estime que n'en font ceux qui n'ont pas assez d'égard à l'ordre civil, & à des idées trop solidement établies, pour qu'on les choque impunément; mais il ne faut pas aussi être esclave du préjugé & de la coutume au point de lui sacrifier le bien de l'Etat.

§. X V.

Qualités
naturel-
les.

Parmi les qualités naturelles, il y en a qui sont essentielles & indispensables, & d'autres qui, quoique moins nécessaires, conviennent pourtant à l'Homme d'Etat, & sont souvent aussi utiles à la chose publique que les premières. Celles sur lesquelles on s'abuse le plus ordinairement, & qu'il est par conséquent

quent nécessaire de bien apprécier, sont la naissance & l'âge. En général, les qualités naturelles ne dépendant point de la volonté des hommes, & ne pouvant s'acquérir par l'étude, tout sujet, qui n'a pas celles qui sont absolument indispensables pour remplir dignement les sublimes fonctions du Ministère, doit y renoncer.

§. X V I.

Les qualités acquises se réduisent à quatre especes : 1°. Celles qui concernent en général tant le pays que l'Homme d'Etat doit gouverner, que les pays où son Administration ne s'étend pas ; 2°. Celles qui regardent en particulier le pays confié à ses soins ; 3°. Celles qui n'ont trait qu'aux pays étrangers ; 4°. Celles enfin qui concernent personnellement l'Homme d'Etat comme tel.

Qualités
acquises
sont de
quatre
especes.

§. X V I I.

1°. Quant aux qualités de la premiere espece, je ferai voir que quiconque aspire au Ministère, doit sur-tout se mettre en garde contre l'attrait de l'ambition, en abhorrer jusqu'au moindre sentiment, & éviter comme un monstre cet orgueil détestable qui avilit tant de gens en place. Il doit se persuader que l'homme qui affecte de s'élever au-dessus de l'humanité, se met fort au-dessous. Quels sont les caractères les plus sujets à cette passion ? Comment se glisse-t-elle dans le cœur des Grands ? Comment en deviennent-ils bien-tôt les misérables esclaves ? Quelles en sont les suites terribles ? L'examen de tous ces points peindra l'ambition avec des traits assez hideux, & des couleurs assez noires pour la faire détester. L'habitude de la vertu, du désintéressement, de la droiture, de l'équité : voilà des qualités qui rendent les hommes en place beaucoup plus grands qu'une vaine ostentation.

Premiere
espece.

La fonction d'un Ministre exige une connoissance profonde & réfléchie de la Philosophie Morale, & de ses vrais principes fondés sur la nature de l'homme. Sans cette connoissance, il ne pourra se former un système solide des actions humaines. La Physique sert aussi de base à plusieurs sciences nécessaires

au Gouvernement, dont il sera parlé avec l'étendue que l'importance de chacune exige. La connoissance de l'Histoire n'est pas moins essentielle à l'Homme d'Etat.

§. XVIII.

Seconde
espece.

2°. Parmi les qualités de la seconde classe, les principales sont la connoissance du pays dont l'Homme d'Etat a l'Administration: il en doit connoître le physique & le moral; l'essence & la constitution d'un tel Etat; ses revenus & ses dépenses; ses forces & ses ressources; le parti qu'on en peut tirer, & les moyens les plus propres à cet effet, &c. La discussion de ces différens articles me fournira l'occasion de traiter en grand de tous les objets économiques, Commerce, Finances, & tout ce qui y a rapport, Impôts, Monnoies, Manufactures, &c. L'Homme d'Etat doit encore savoir l'art exquis de lire dans l'ame de son Souverain, de ménager ses foibleffes, s'il lui en découvre, non pour les flatter & les entretenir, mais plutôt pour les corriger, ou au moins pour en empêcher la maligne influence sur les affaires publiques.

§. XIX.

Troisième
espece.

3°. Les qualités de la troisième classe ont trait aux pays étrangers. L'Homme d'Etat doit s'appliquer à connoître les autres Etats, sur-tout ceux qui sont les plus voisins, & ceux qui ont plus de rapport avec celui qui est confié à ses soins, quels que soient ces rapports; étudier, manier & maîtriser les inclinations des Princes qui les gouvernent, & de leurs Ministres; sonder les divers intérêts, les menées, & les intrigues dont ces inclinations sont les mobiles ordinaires; prévoir les opérations qui peuvent en être les suites; en apprécier l'effet, savoir l'accélérer ou le retarder, l'augmenter ou l'affoiblir, l'amener ou l'éviter selon que les circonstances le prescrivent.

§. X X.

4°. La Logique ou l'art de bien penser est d'une nécessité indispensable à tout Homme d'Etat : s'il est important de bien raisonner, c'est sur-tout lorsque la conclusion doit décider du sort de l'Etat, en faire le bonheur ou le malheur. La littérature, le talent de la parole, ou une éloquence naturelle dans le Cabinet, au Conseil, au Sénat ou devant le Peuple; le talent de la plume pour apostiller un mémoire, ce qui est souvent plus difficile que d'y répondre en grand, pour écrire soi-même des dépêches importantes qui ne peuvent être confiées à personne; de la présence d'esprit dans toute rencontre; de la pénétration pour la recherche des expédiens, pour la combinaison des systèmes & de leurs avantages & désavantages; de la promptitude dans l'exécution, &c. telles sont les qualités de la quatrième classe qui concourent avec toutes les autres à la perfection de l'Homme d'Etat.

Quatrième
me classe.

Dans le développement de ces différentes qualités je m'appliquerai particulièrement à indiquer les moyens que je croirai les plus propres à les acquérir. L'observation de la conduite des grands Politiques en offrira de très-utiles pour se rendre supérieur dans tous les points.

Voilà le plan abrégé de la première partie de cet Ouvrage; qui traite des qualités de l'Homme d'Etat; & en le supposant doué par la nature d'une vivacité & d'une force d'esprit ordinaires, l'étude & l'expérience en feront un Ministre capable, ou même éminent dans sa partie. S'il a un génie transcendant, avec une ame inébranlable dans l'amour du bien, il s'élèvera rapidement à la perfection de la science politique.

§. X X I.

II. La conduite de l'Homme d'Etat, qui fait l'objet de la seconde partie, sera considérée dans trois périodes : savoir, dans son commencement, dans ses progrès & dans sa perfection. Il ne suffit pas de tracer le portrait d'un Politique ac-

Seconde
partie :
conduite
de
l'Homme
d'Etat.

mat, con-
sidérée
dans trois
périodes.

compli. Je me suis proposé de former cet homme excellent, c'est-à-dire de le mener par degrés à la perfection de sa sublime dignité, en lui en faisant exercer successivement les fonctions.

§. XXXI.

Premier
période :
entrée
dans le
Ministère.

1°. C'est sur-tout lorsqu'il entre dans la carrière & qu'il n'est encore que dans les moindres emplois, qu'il doit partager son temps entre l'étude & la pratique de ses devoirs. Après s'être rendu sa tâche actuelle familière, il travaillera avec la plus constante application à connoître toutes les manières d'exercer le Ministère ; mais la seule qui lui convienne alors consiste à bien concevoir ce qu'on lui dit & à l'exécuter. Cette partie, qui semble d'abord très-facile, ne laisse pas d'avoir ses difficultés. Il faut quelquefois autant de jugement pour entendre un ordre & le remplir convenablement, que pour le donner à-propos.

§. XXXII.

Importance des
Maximes.

Le chapitre des Maximes est essentiel, & je le traiterai avec une certaine étendue. Il y a des axiomes en fait de Gouvernement : ils servent de boussole à l'Homme d'Etat : il doit les consulter souvent & ne les perdre jamais de vue. Cette matière exige une ample discussion. Je commencerai par le principe génératif de ces Maximes ; j'en suivrai la formation & la progression ; je viendrai ensuite à la manière de les appliquer ; aux secours qu'un Ministre peut en tirer pour se faciliter l'exercice de sa charge ; aux moyens d'établir ces Maximes, de les faire recevoir, de leur donner force de loi dans l'Administration. Je parlerai à cette occasion de l'art délicat de traiter avec ses Collègues dans le Ministère.

§. XXXIV.

Art de
traiter avec
ses
Collègues.

La modestie est une belle qualité ; mais quelque louable que soit la condescendance aux sentimens d'autrui, elle ne convient pas toujours : je m'engage à indiquer les rencontres

où il est utile à l'Homme d'Etat d'user de cette condescendance, & celles où il est de son devoir de soutenir une opinion différente, fondée sur des principes vrais, & qui peut procurer infailliblement le bien. Il faut beaucoup plus d'adresse pour contredire ses Collegues sans les choquer, & les amener doucement à son opinion, que pour se rendre avec honneur à leur sentiment. Il faut aussi de la fermeté d'ame pour courir les risques du reproche en cas d'un succès moins heureux qu'on ne l'attendoit. Il faut de l'éloquence pour faire goûter son avis, de la précision pour l'exposer succinctement à son Prince, lui rendre compte des contradictions qu'on a essuyées & des raisons qui ont triomphé. Tout cela regarde le grand art de manier les esprits, & de les subjuguier sans affecter aucune supériorité, afin qu'ils croient se rendre plutôt à l'inspiration de la Vérité, qu'à la voix d'un homme. Nous rechercherons s'il y a des regles sûres d'un art aussi délicat & aussi sublime.

§. X X V.

2°. Le second période de la vie, ou de la conduite de l'Homme d'Etat, commence lorsqu'il gere quelque emploi considérable loin de son Souverain & de sa Cour, tel que le Gouvernement d'une Ville, d'une Province, d'une Colonie, ou une Ambassade, &c. Les différentes especes d'Ambassades, & les fonctions d'un Ambassadeur fixeront ici mon attention, parce que c'est sur-tout dans les Ambassades qu'on trouve les occasions d'acquérir cette pleine expérience des affaires, cette profondeur de jugement, cette maturité de connoissances, cette étendue de lumieres qui constituent l'Homme d'Etat consommé & accompli.

Second
Période:
Ambas-
sades,
Gouver-
nemens,
&c.

§. X X V I.

3°. Je le considérerai ensuite dans cet état de perfection si rare, mais possible au moins jusqu'à un certain point. Alors sa grande ame déploie toute sa force : rien ne l'arrête, rien n'est difficile pour lui : il semble maîtriser toutes les affaires, & régler tous les événemens : il a des ressources infaillibles

Troisième
Pé-
riode.
Perfec-
tion.

Nou-
veaux
décrets
à porter

contre des accidens que des Ministres moins expérimentés n'en croient pas même susceptibles : il perçoit dans l'avenir, il prévoit ce qui arrivera & a déjà pris des mesures en conséquence long-temps avant l'événement : il a le talent de concilier les opinions les plus opposées, & celui de ramener les esprits les plus opiniâtres. Sous son Administration tout est en paix : la concorde règne dans tous les ordres de l'Etat. Ayant une parfaite connoissance du corps politique dont il est comme le chef, il fait le meilleur régime qui lui convient, & a le secret de le lui faire observer sans répugnance. C'est lui qui juge des talens des Sujets propres à remplir les places vacantes. Mais l'article qui demande les connoissances les plus réfléchies & la plus grande maturité de jugement, c'est l'article des décrets ou des nouvelles loix à porter, qu'il faut proposer au Souverain, faire passer au Conseil, recevoir au Sénat, & agréer au Peuple.

§. X X V I I.

La partie didactique de cet Ouvrage, confirmée par l'histoire.

Voilà ce que j'ai dessein de réunir dans cet Ouvrage, comme étant ce que je crois le plus propre à former un excellent Politique-pratique : heureux si je puis y démontrer en même temps & les principes de la théorie & les moyens de les réduire en pratique avec une aisance qui fasse évanouir les difficultés, ou ne les laisse entrevoir que pour procurer le plaisir de les vaincre ! Je tâcherai aussi de voiler autant que je pourrai, la partie didactique de ce Traité par la partie historique toujours plus attrayante. La parfaite exécution des règles que je proposerai, en paroîtra sûrement moins difficile lorsqu'on la verra heureusement & glorieusement effectuée par des hommes illustres ; au lieu que l'amas des préceptes nuds pourroit sembler effrayant jusqu'à empêcher les hommes les plus capables d'entrer dans la carrière des affaires, ou en retirer ceux qui y sont déjà entrés, ce qui seroit rendre un très-mauvais service au public.

§. XXXIII.

Pour rassurer ceux que la crainte de ne pas atteindre à la perfection pourroit rebuter, je leur ferai voir que cette perfection rare & desirable n'est pourtant pas absolument nécessaire à tout Ministre, quoiqu'elle soit toujours d'une très-grande utilité. Comme il est assez ordinaire que chaque Ministre ait son département, il lui est plus aisé de se rendre habile dans une partie, que dans toutes; pourvu qu'il possède bien celle qui le concerne particulièrement, une connoissance légère des autres lui suffira, au moins pour l'exercice de ses fonctions. Ainsi, quoique je termine mon Livre par le portrait d'un Homme d'Etat accompli, en rassemblant les divers traits qui en sont épars dans tout le cours de cet Ouvrage, & en faisant observer qu'il résulte des regles proposées & mises en exécution; c'est un modele que je propose à ceux qui sont dans le Ministère ou qui s'y destinent, pour les enflammer d'une noble émulation, plutôt que pour les décourager. Je fais combien un Homme d'Etat aussi parfait que l'humanité le comporte, est au-dessus d'un Ministre moins universel; je fais aussi que celui-ci peut encore être très-estimable, quoiqu'il ne soit ni un Sully ni un Colbert, qu'il peut faire beaucoup de bien, & que le mérite de tout homme qui a part au Gouvernement, s'apprécie par le bien qu'il fait.

La perfection
desirable
& utile
n'est pas
nécessaire
à tout
Ministre.

§. XXXIX.

Je ne crois pas que pour remplir mon objet, je doive remonter aux premiers principes du Droit Politique, sur lesquels est fondée la stabilité des sociétés civiles. Je me contenterai d'en faire une courte mention dans les premiers Chapitres. C'est assez de rappeler brièvement à mon Eleve, des principes dont je le suppose suffisamment instruit, & qu'il peut trouver ailleurs sagement établis & développés par les Platon, les Aristote, les Isocrates, & par tant d'autres Auteurs anciens & modernes (6), & sur-tout par le célèbre Paul Matthieu Doria (7) dans son Livre *de la vie Civile*.

Droit
Politique.

§. X X X.

Le Machiavélisme ne mérite pas qu'on s'arrête à le réfuter.

Je ne parlerai point de ces ruses que l'on se croit permises dans le maniement des affaires, comme si en faveur de l'Etat, on pouvoit sans injustice, mettre en œuvre la cruauté, la trahison, l'hypocrisie, & la fourberie : étant persuadé qu'il est toujours pernicieux de montrer l'art de composer des poisons, d'autant plus que la malice des hommes se raffine si fort d'elle-même, que pour parvenir à leurs fins, ils ne savent déjà que trop rechercher les moyens illicites & les employer, sans qu'il faille encore les leur offrir dans les Livres, ne les rapellât-on que pour les réfuter.

Les maximes détestables de Machiavel (8) & de Tacite (9), dont tout le monde connoit assez la méchanceté & les conséquences affreuses, ne méritent pas que je m'arrête à les combattre. Un homme éclairé, & tel que je le souhaite, c'est-à-dire, libre de toute passion vénale, exempt d'ambition, mais plein de sentimens d'humanité, de droiture, d'amour pour sa Patrie & son Prince, n'aura jamais l'envie ni même la pensée de recourir à ces funestes moyens dont il sent l'injustice, & découvre aisément les suites malheureuses. Au contraire, il trouvera dans la bonté de son cœur & dans les lumières de son génie, des expédiens aussi innocens qu'infailibles pour rendre les peuples heureux, sans employer d'indignes artifices qui peuvent bien pallier des maux, mais qui ne peuvent conduire au vrai bonheur.

§. X X X I.

De l'exécution du présent Ouvrage.

Au reste, quoique mon plan n'embrasse que la plus saine Politique, cette Politique, qui est une en essence comme la Vérité, ce ne sera pas manquer à l'unité que d'en envisager la pratique sous les différentes formes qu'on peut lui donner dans l'exercice du Ministère & l'acquit des devoirs multipliés des différens Ministres; de montrer comment il peut convenir à ceux-ci de raisonner tantôt d'une manière & tantôt d'une autre,

tre, d'établir des maximes aujourd'hui très-simples & demain très-compliquées. Cela m'obligera indispensablement à revenir quelquefois sur ce qui aura été déjà dit. Qu'on me le pardonne, puisque ces répétitions serviront à jeter un nouveau jour sur les matieres déjà traitées. Je m'attacherai à ne dire que ce qui aura un rapport direct à mon sujet, que ce qui pourra contribuer à expliquer ma pensée, sans me mettre en peine si les raisonnemens & les comparaisons que je tirerai de la nature même des choses, ont déjà été produits avant moi. Un Ouvrage ou l'on ne diroit que du nouveau sur la matiere que j'ai entrepris de traiter, seroit à-coup-sûr un mauvais Ouvrage.

§. XXXII.

Je nê m'astraindrai point aussi aux loix d'une diction fort style: étudiée, en cherchant à m'enoncer toujours en cadence & avec une continuelle affectation de paroles harmonieuses, de termes les plus modernes, & de phrases du plus bel usage. Je regarde cette servitude des mots & des préceptes, de la Grammaire, comme indigne du grand sujet que je traite. Sénèque disoit à Lucilius que lorsqu'on écrivoit sur des matieres graves & importantes, il falloit faire plus d'attention aux choses qu'aux mots, au fond qu'à la forme : *quære quod scribas, non quemadmodum, Sen. Ep. CXV.* Je suivrai son avis, sans affecter aussi une négligence de style toujours désagréable, quelque bonne chose que l'on dise. Une diction simple & unie, des termes propres, des raisonnemens solides & précis, des exemples authentiques puisés dans l'histoire, c'est par de tels moyens que je vais m'efforcer de remplir la tâche que je me suis imposée : non que je présume de pouvoir rassembler tous les traits de perfection qui concourent à former un Homme d'Etat accompli, toujours sage, toujours prudent, prêt à tout événement, inébranlable dans l'amour du bien, toujours au centre des affaires pour commander toutes les opérations, & toujours plus grand que ses emplois. Je ne me flatte pas non plus de rendre raison de tous les cas qui peuvent se présenter dans le Ministère, ni d'alligner le genre de conduite à tenir dans chaque

circonstance. Cette téméraire prétention seroit chimérique. Il n'est pas donné à l'esprit humain de prévoir tous les événemens qui peuvent arriver, & il m'est impossible de donner à mon Livre assez d'étendue pour en embrasser la multitude innombrable : outre que la nature de mon sujet exige de moi une très-grande circonspection & une extrême retenue, de peur que l'on ne m'accuse de révéler des secrets d'Etat : car c'est sur-tout en Politique que l'on prétend qu'il ne faut pas tout dire (10).

§. X X X I I I.

Son utilité
pré-
que uni-
verselle :
d'abord
pour les
Mini-
stres.

Cet Ouvrage n'est pas également fait pour toutes sortes de personnes. Il regarde particulièrement ceux qui sont ou qui se destinent à être Ministres d'Etat. Les candidats y apprendront quelles qualités ils doivent avoir pour remplir un poste si élevé, comment ils peuvent se former au maniement des affaires, les vastes connoissances qu'il leur faut acquérir, l'étude continue qu'ils doivent faire de leur métier, quelqu'avancés qu'ils soient dans la carrière. Les Hommes d'Etat déjà formés par l'expérience & la réflexion, y trouveront encore des moyens de perfection : ils y apprendront à connoître la juste mesure de leurs talens, à les apprécier, à en tirer tout le parti possible pour le bien public ; cet heureux calcul de leurs forces personnelles procurera à l'Etat un avantage pareil à celui que Rome retira de la connoissance de ses forces par le dénombrement du peuple qu'ordonna sagement son Roi Servius Tullius.

§. X X X I V.

Et pour
toutes les
autres
person-
nes.

Rien n'empêche aussi que mon Livre ne puisse être utile aux personnes qui n'aspirent point au Ministère : car après tout l'Art de gouverner n'est pas un secret que doivent ignorer ceux qui n'y sont pas employés. Cet art est pour tout le monde ; & les préceptes donnés aux Rois & à leurs Ministres peuvent servir aux particuliers pour régir leurs propres maisons & se bien conduire eux-mêmes dans leurs affaires dome-

stiques, étant certain qu'il n'y a point de différence essentielle entre se gouverner soi-même, gouverner une famille, & gouverner un Etat: Toute la distinction que l'on fait de ces trois especes de Gouvernement ne consiste que dans le terme qui dénote le genre d'opération propre à chacune. C'est le sentiment de Platon qui dit dans le Dialogue qui a pour titre *les Rivaux*, que la même science apprend à l'homme à se conduire lui-même, à un ami à donner de bons conseils à son ami, au pere de famille à bien régler sa maison, au Magistrat à administrer sagement la justice, & au Roi à bien gouverner ses sujets.

§. XXXV.

Je ne me suis point aveuglé sur l'incertitude du succès. Je m'attends à la censure la plus sévère. Cette considération ne me rebute point. Une critique raisonnable tournera à l'avantage du public. L'indulgence des juges éclairés & justes, me dédommagera d'une critique qui ne le seroit pas. Quel bon Ouvrage, quel Auteur estimable fut jamais épargné par la critique? Que n'a-t-elle point blâmé dans Platon & dans Aristote? A-t-elle fait grace à Cicéron & à Tite-Live! Que m'en réserve-t-elle, à moi qui leur suis si inférieur? Veulent-ils donc, ces censeurs impitoyables, qu'une production humaine soit exempte de défauts? L'Être imparfait peut-il donner à ses œuvres la perfection qui lui manque à lui-même? Un Ecrivain célèbre a très-bien dit: Il est difficile de faire un ouvrage où personne ne trouve rien à reprendre: car qui est-ce qui n'est pas sujet à se tromper? Et quand on seroit assez heureux pour faire quelque chose qui fût sans défauts, on auroit encore à redouter les juges prévenus ou injustes. *Difficile est aliquod reperiri opus in quo nihil à quopiam reprehendatur. Est enim arduum quidpiam perficere ut non alicubi pecces: quod si etiam sine aliquo errore quidpiam peragat aliquis, non difficile est quin patiatur ac inveniatur aliquem iniquum judicem.* J'espère trouver des Lecteurs raisonnables qui me pardonneront les imperfections que leur goût & leur jugement ne manqueront pas de leur faire appercevoir dans ce

L'Auteur s'attend à être critiqué, & s'y soumet.

Traité, me dédommageant par cette indulgence, de la peine qu'il m'a coûté tel qu'il est; & qu'à l'exemple de l'abeille qui ne se nourrit que du suc délicieux des fleurs, ils chercheront à profiter des endroits qui auront eu le bonheur de leur plaire.





NOTES

SUR L'INTRODUCTION.

NOTE (1). Page 2.

C'EST par l'étude jointe à l'expérience qu'un Ministre d'Etat peut se rendre capable de son sublime emploi. On fait quels peuvent être les fruits de l'une & de l'autre, & il s'en faut bien que l'expérience fournisse les mêmes ressources que l'étude. L'intervalle qui sépare le commencement & la fin de la vie est si court, qu'il semble que ces deux extrémités se touchent; une expérience de peu de jours ne sauroit fournir qu'une instruction médiocre. L'étude, par un chemin plus facile & plus abrégé, donne des connoissances plus étendues & plus parfaites; on n'est jamais à portée de tout voir, mais la lecture peut tout enseigner. Un Ministre, quelque long-temps que dure son Administration, n'a presque jamais à traiter deux grandes affaires qui se ressemblent parfaitement. C'est par la connoissance des événemens qui ont précédé, qu'on doit se précautionner contre ceux qui peuvent suivre. Si l'on n'est d'avance instruit des principes, on fait de fausses démarches qu'on n'a pas toujours le temps de réparer. N'est-il pas plus sage & plus utile de s'instruire dans l'étude & la science du Gouvernement par les fautes des autres, que par celles qu'on feroit soi-même dans la pratique, si cette étude n'avoit pas précédé?

Les personnes qui servent les Princes dans leurs affaires, ne font tant de fautes, que parce qu'il n'y a ni règle positive, ni principes écrits qui servent à redresser leurs vues, ou à leur donner celles qu'ils doivent avoir. De-là vient qu'on arrive si tard au but qu'on devoit se proposer, & que très-souvent on le manque. Aucune société ne sauroit subsister long-temps qu'avec le secours d'une règle d'institut toujours présente à ceux qui la conduisent. Comment l'Etat, qui renferme toutes les communautés aussi-bien que tous les particuliers, pourroit-il s'en passer? Comment ceux qui succèdent aux places & aux emplois, feront-ils au fait de ce que les conjonctures changent aux principes qu'ils voient qu'ont suivi leurs prédécesseurs? Faute de cette règle permanente, une bonne idée qui n'a pu s'exécuter, périt avec l'inventeur; & une infinité de mauvaises, adoptées par vivacité, par ignorance, se perpétuent.

Chaque emploi demande une étude particulière, tous les arts s'apprennent, & les plus faciles, les moindres ont leurs principes, leur méthode, leur temps d'apprentissage. Celui de conduire le genre humain n'aura-t-il pas ses règles? Gouverne-t-on le monde à l'aventure. Il est moralement impossible que le Gouvernement exercé sans théorie soit long-temps heureux. Cicéron remarque très-judicieusement que la perfection d'un art demeure toujours inconnue à ceux qui se conduisent par

„ routine ; & qu'une longue expérience qui n'est pas soutenue par un fond
 „ réel de connoissances , n'est souvent qu'une longue habitude d'erreur. Il
 „ faut joindre les exemples des siècles passés à l'expérience , la spéculation
 „ à la pratique , la raison à l'usage.

„ Ce n'est qu'en exerçant sans cesse son intelligence qu'on lui donne de
 „ l'étendue. Ce qu'on apprend par l'étude ne suffit pas , il est vrai , pour
 „ former un grand Homme d'Etat , mais on y acquiert des connoissances ab-
 „ solument nécessaires , des principes fondamentaux , une théorie qui ou-
 „ vre l'esprit , qui fournit des idées , & qui contribue par des réflexions , à
 „ assurer & à étendre les vues de la pratique. Les connoissances spéculatives
 „ & celles de l'usage s'entraident , l'exercice perfectionne ce que la médi-
 „ tation a enseigné , & achève l'Homme d'Etat que l'étude a commencé.

„ Si l'on a vu des hommes gouverner avec succès sans le secours de
 „ l'étude , c'étoient des esprits supérieurs , & il n'est donné qu'à des gé-
 „ nies du premier ordre de tirer tout de leur propre fonds. Peu de gens
 „ peuvent se flatter d'être nés avec cette pénétration & cette étendue
 „ d'esprit qui suppléent à l'étude , & quelquefois même à l'expérience.
 „ D'ailleurs ces hommes extraordinaires ont été bien rares & seroient
 „ allés plus loin , si une bonne éducation eût augmenté les avantages
 „ qu'ils avoient reçus de la nature. ”

Voyez la Science du Gouvernement par Mr. de Réal. Discours préliminaire.

N O T E (2). Page 2.

LES passions humaines ont empêché jusqu'ici & empêcheront encore dans la suite l'établissement d'un système de Gouvernement fondé sur la base du bien public , base trop grande sans doute pour des têtes à petits systèmes d'intérêt particulier. Les hommes en général sont si bien convaincus de cette vérité , & si intimement persuadés que la malice l'emportera toujours sur la bienveillance , qu'on a traité de projets vains & chimériques , tous ceux qui se propo- soient une fin si glorieuse. Platon , More , Harrington , Campanella & d'autres , n'ont-ils pas été regardés comme des visionnaires , parce qu'ils ont voulu fonder une République sur les principes de la justice ? Quoi qu'on en puisse dire , que leur plan soit praticable ou non , il contient toujours des vues dignes d'une sé- rieuse attention de la part de ceux qui gouvernent ; & nous devons regarder comme un bonheur , que le ridicule jetté si mal-à-propos sur ceux qui ont présenté aux hommes de si bonnes institutions , n'empêche point de parler les Politiques bien intentionnés qui desireront sincèrement la perfection des so- ciétés civiles , & y contribuent autant qu'ils peuvent.

N O T E (3) Page 4.

TOUT concourt à prouver la grande utilité des Ouvrages qui traitent du Gouvernement & des différentes branches de l'Administration ; mais rien ne la prouve mieux , selon moi , que l'autorité des Auteurs anciens & modernes qui ont écrit sur ces matières. Socrate inventa la doctrine civile , ou selon l'ex- pression d'un moderne , il la fit descendre du Ciel pour l'établir sur la terre. Il n'a rien écrit , mais ses disciples ont recueilli l'esprit de sa doctrine. Il mettoit les sciences curieuses au nombre des amusemens ; celle de la société , c'est- à-dire cette science qui nous apprend à nous bien conduire & à contribuer au

bonheur des autres en les gouvernant selon les regles de la prudence & de la justice, lui sembloit la seule qui méritât d'être cultivée. Platon comptoit pour rien, dans ceux qui gouvernent, les qualités & les actions les plus brillantes, si elles ne tendoient à la double fin de rendre les citoyens meilleurs & plus heureux; double fin qu'il s'étoit proposée lui-même dans le plan de sa République. Je viens de dire ce que je pensois de ces sortes de plans que je crois possibles, puisqu'ils ont pu être imaginés par des hommes.

Xenophon aussi grand Capitaine que profond Politique, aussi bon Historien que grand Philosophe, a écrit cinq Ouvrages sur des matieres de Gouvernement: un Traité du Gouvernement d'Athenes; un Discours sur la maniere d'augmenter les revenus d'Athenes; un Discours sur la République de Lacédémone; un excellent Traité de l'art de régner intitulé *Hiéron*; & la *Cyropédie* où l'Auteur donne l'idée d'un Prince accompli & d'un Gouvernement parfait. Aristote reconnut que la seule Philosophie civile qui consiste en l'action, pouvoit enseigner aux Princes à gouverner dignement les peuples. Il examina les différentes formes de Gouvernement des Républiques de son temps. Il en expliqua les loix, les coutumes, & en marqua les avantages & les défauts. Il divisa la Philosophie politique en trois parties dont l'une cultive les mœurs, l'autre regle les familles, & la troisieme gouverne l'Etat; & il en donna les préceptes dans ses Morales, dans son Economique, & dans sa Politique. Polybe, fils d'un grand Homme d'Etat, & habile Politique lui-même, a fait passer à la posterité dans son Histoire, les savantes leçons de Gouvernement qu'il mit en pratique à la tête de la République des Achéens. Voilà assurément cinq des plus grands hommes de la Grece, sur-tout du côté du génie & par leurs grandes connoissances. Leur autorité me dispense bien d'en citer d'autres. Cependant je puis leur associer Ciceron, Salluste, Tacite & Tite-Live, dont les trois derniers, sans avoir écrit aucun Traité particulier du Gouvernement politique, ont semé leurs Ouvrages des plus excellentes maximes d'Administration. Pour Ciceron, il a traité de la République & des Loix avec la majesté d'un Consul qui gouvernoit Rome, & toute la capacité d'un Philosophe & d'un Politique. Nous trouvons de même les plus grands hommes & les plus célèbres Philosophes parmi les Auteurs modernes qui ont écrit sur les matieres de Gouvernement. Il y en a de toutes les nations: Bacon, Sidney, Gordon, Locke, Guichardin, Grotius, Puffendorf, Wolff, Montesquieu, quels noms! quels hommes! Les nommer, c'est, je crois, réfuter suffisamment les reproches ridicules des petits-maîtres littéraires qui traitent de pédantisme tout ce qui enseigne didactiquement quelque science que ce soit.

N O T E (4). Page 5.

C'EST pour cette raison que les Grecs & les Romains faisoient entrer la science du Gouvernement comme partie essentielle dans l'éducation de la jeunesse. A Rome, les jeunes-gens étoient introduits au Sénat avant même qu'ils eussent atteint l'âge de puberté. Aujourd'hui il se pratique quelque chose de semblable en Suede, en Dannemarck, en Pologne, à Venise; il y a dans toutes les grandes Cours du Corps Germanique, une Chancellerie d'Etat où les jeunes gens font une étude réglée de toutes les parties de l'Administration, sous l'inspection générale du Chancelier, & sous la direction particulière des Réferendaires. Une école militaire est un établissement très-utile; mais une école politique seroit d'une utilité plus universelle. Les Princes & les jeunes-

Seigneurs qui dès leur tendre enfance, apprennent toutes les pédanteries du métier militaire ne doivent pas craindre de se faire instruire méthodiquement dans la science des affaires publiques. L'Homme d'Etat est fort au-dessus du Héros. Il ne faut pas croire que la gloire des armes soit la seule qui puisse conférer l'immortalité. La France n'a point produit de grand Capitaine que la postérité place au-dessus de Sully. Les guerres ne durent pas toujours : les bons Rois les abrègent ; au lieu que la carrière du Ministère est ouverte en tout temps à ceux qui veulent y entrer.

N O T E (5) Page 6.

J'AI oui dire à une personne en place, que la Politique n'étoit pas une science qui pût s'enseigner, que c'étoit un don naturel, un talent que l'exercice développoit & perfectionnoit ; qu'il n'y avoit guere que les gens initiés dans les affaires qui eussent une notion juste & précise du véritable sens de ce mot *Politique*. Cela ne peut être vrai que dans l'opinion de ceux qui entendent par la Politique le talent de jouer & de tromper les hommes, c'est-à-dire la science des fourbes : sur quoi je transcrirai quelques réflexions judiciaires du Baron de Bielfeld touchant les différentes idées que l'on se fait de la Politique.

„ 1. Le mot de *Politique* est dans la bouche de tout le monde ; mais tout
 „ le monde n'y attache pas la même idée. Le peuple toujours porté à con-
 „ fondre l'abus des choses avec leur usage, entend par la Politique, le
 „ *pernicieux talent de jouer & de tromper les hommes*. Cette définition nous
 „ présente la science des fourbes, qui révolte l'honnête homme, qui de-
 „ vient tôt ou tard funeste à celui qui l'emploie ; & de laquelle on ne sau-
 „ roit faire un portrait assez hideux aux jeunes gens qui se destinent aux Af-
 „ faires publiques. L'oblivion a toujours confondu son Auteur. La félicité per-
 „ manente d'un Etat peut-elle être fondée sur la fraude & sur l'imposture ?
 „ Qu'on parcoure l'Histoire, qu'on réfléchisse sur chaque époque où l'on
 „ trouve un Prince ou un Ministre trompeur, on verra qu'eux & leurs
 „ Etats sont devenus les victimes de leurs propres fourberies.

„ 2. Les gens du monde, plus polis & plus modérés que le vulgaire,
 „ envisagent la Politique sous un point de vue différent, & comprennent sous
 „ ce mot *l'art de coudre la peau du Renard à celle du Lion, quand la der-
 „ nière est trop courte*. Cette définition figurée nous donne l'idée du favoi-
 „ faire de quelques petits Souverains, ou de certains Ministres foibles qui,
 „ au défaut de la force de leurs pays ou de leur esprit, mettent beaucoup de
 „ ruse, de subtilités & de finesse en usage, & qui, sans employer de gros-
 „ sieres tromperies, croient parvenir à leur fin par des négociations adroites,
 „ & par des tours de souplesse. On n'en trouve pas d'exemples plus fréquens
 „ que dans l'Histoire d'Italie ; & l'on ne sauroit assez déplorer que des
 „ Ministres de cette nation, parvenus quelquefois au timon du Gouverne-
 „ ment d'un grand Royaume, aient porté jusques dans leur Ministère ce tour
 „ d'esprit presque national, qu'ils aient perdu de vue la saine & la mâle poli-
 „ tique qui seule est faite pour les grands Etats, & qu'en faisant usage
 „ de leurs finesse, ils aient corrompu les premiers Cabinets de l'Europe,
 „ qui se sont vus comme forcés à combattre avec des armes si peu conve-
 „ nables à leur grandeur. On sent bien qu'une pareille science si on peut
 „ l'appeller de ce nom, n'est ni susceptible, ni digne d'être traitée systéma-
 „ tiquement. Aussi a-t-on remarqué que ces prétendus Politiques ont enve-
 „ „ loppé

„ loppé leur art des mêmes nuages dont ils couvroient leurs menées , qu'ils en
 „ ont voulu faire une espece de science occulte , ou de grimoire dont l'ap-
 „ proche étoit défendu au profane vulgaire.
 „ 3. Si l'on prend le mot Politique dans le sens le plus étendu , on en-
 „ tend par-là, *la connoissance des moyens les plus propres pour parvenir à son*
 „ *but.* Cette définition est générale. Dans ce sens tous les hommes en ont be-
 „ soin dans tous les cas de la vie , & la possèdent en un degré plus ou moins
 „ parfait , à proportion de leur bon ou mauvais discernement. Mais ce n'est
 „ pas de cette Politique vague & universelle qu'on prétend développer
 „ les maximes dans cet ouvrage. On l'applique au grand objet du Gouver-
 „ nement d'un Etat. D'où il s'ensuit que la Politique qui fait ici l'objet
 „ de nos recherches , n'est autre chose que *la connoissance des moyens les plus*
 „ *propres pour rendre un Etat formidable & ses Citoyens heureux* , ou
 „ pour dire la chose en d'autres termes , c'est *l'art de gouverner un Etat &*
 „ *de diriger les affaires publiques.* ”

N O T E (6) . Page 15.

ON a fait un excellent ouvrage sous le titre de *Catalogue des Rois Auteurs*
&c. On pourroit en faire un autre qui seroit aussi curieux & peut-être plus
 utile sous le titre de *Catalogue des Ministres Auteurs* , en n'y comprenant
 même que les Hommes d'Etat qui ont écrit sur des matieres de Gouvernement.
 Voici un essai de ce Catalogue.

1. P O L Y B E.

POLYBE gouverna la République des Achéens : il mérita qu'ils érigeassent
 une Statue en son honneur avec cette inscription : *A la mémoire de Polibe dont*
les conseils auroient sauvé l'Achaïe , s'ils avoient été suivis , & qui la consola dans
ses malheurs. Ce qui nous reste de son Histoire renferme les plus savantes le-
 çons de Gouvernement.

2. C I C E R O N.

MARCUS TULLIUS CICERO rassembla au souverain degré les talens
 qui distinguent l'Homme d'Etat , le Philosophe & l'Homme de lettres. Il eut
 des Gouvernemens de Provinces , des Commandemens d'Armées , des Consulats :
 il apprit à la Philosophie à parler la langue Romaine : il porta l'Eloquence à
 sa perfection. Ce génie aussi grand que la République qu'il gouverna , composa
 trois Ouvrages qui méritent non seulement d'être lus , mais d'être appris par
 cœur , & de n'être jamais oubliés : 1. Ses Livres de *la République* dont il ne nous
 reste que des fragmens. Il les fit , lorsqu'il gouvernoit Rome , à l'imitation de
 la République de Platon , mais sur d'autres idées. Loin de vouloir changer la
 constitution de l'ancienne République Romaine , il n'avoit d'autre but que de
 réformer les abus de la nouvelle qui étoit alors corrompue , & ne se propo-
 soit que d'expliquer ce qui pouvoit perfectionner l'ancienne. 2. Le *Traité des*
Loix dont nous n'avons que les trois premiers Livres , encore font-ils im-
 parfaits. Dans le premier , Cicéron traite de l'origine de la Loi , & déve-
 loppe la source de tout ce qu'on appelle obligation. Il la tire de la nature
 universelle des choses , ou , comme il l'explique ensuite , de la raison conform-
 mée & de l'autorité suprême de Dieu. Dans les deux Livres suivans il donne un

Corps de loix qui s'accorde avec le plan d'une Ville bien ordonnée, qu'il avoit expliqué dans son *Traité de la République*. Il met au premier rang celles qui appartiennent à la Religion & au Culte des Dieux. Les autres regardent l'autorité & les devoirs des Magistrats, d'où les différentes formes de Gouvernement prennent leurs noms. Elles sont tirées presque toutes de la constitution & des usages de l'ancienne Rome, avec quelques légers changemens, par lesquels Cicéron croyoit pouvoir remédier au desordre qui s'étoit glissé dans le Gouvernement de sa patrie, & donner à sa République une pente plus sensible vers l'Aristocratie. Dans les Livres qui se sont perdus, il traitoit des droits & des privilèges particuliers du Peuple Romain. 3. Les *Offices* où Cicéron traite des Devoirs de l'homme, & donne des leçons d'une morale si complete & si pure qu'il n'y a que celle du Christianisme qui lui soit supérieure.

3. T A C I T U S.

CAIUS CORNELIUS TACITUS parvint aux charges les plus considérables, & mania longtemps les affaires de l'Empire Romain, sous les regnes de Vespasien, de Titus, de Domitien & de Nerva, qui l'honorèrent de leur estime. Il fut Préteur sous Domitien & Consul sous Nerva. Il a tourné ses observations sur les regnes dont il a écrit l'histoire dans ses *Annales*, en maximes pour bien gouverner : & son nom réveille autant dans l'imagination l'idée d'un grand Politique, que celle d'un grand Historien.

4. M A I S I E R E S.

PHILIPPE DE MAISIÈRES, Chancelier des Royaumes de Jérusalem & de Chypre pour le Roi Pierre I, Ambassadeur vers le Pape Gregoire II de la part de Pierre II, Ministre d'Etat du Roi de France Charles V, & premier Précepteur, c'est-à-dire Gouverneur du Dauphin qui fut depuis Charles VI Roi de France. On lui attribue *Le songe du Vergier qui parle de la disputation du Clerc & du Chevalier*, ouvrage estimable qui traite des différends des deux Puissances & des usurpations que les juges Séculiers & les juges Ecclésiastiques se reprochoient réciproquement. Mais il est plus sûrement auteur d'un autre songe intitulé *Le songe du vieil Pellerin*, resté en manuscrit dans la Bibliothèque des Céléstins de Paris chez qui Maisières se retira & mourut. Il avoit composé cet ouvrage pour l'instruction de Charles VI : son objet est la réformation de tous les ordres de l'Etat, l'abréviation de la procédure, & la discipline militaire.

5. S E Y S S E L.

CLAUDE DE SEYSSEL, Archevêque de Turin, & plusieurs fois Ambassadeur à Rome, de la part du Roi de France Louis XII, a fait la *grande Monarchie de France*, & la *Loi Salique des François*, deux in-8° imprimés plusieurs fois à Paris dans le seizième siècle.

6. M O R U S.

THOMAS MORUS fut successivement Avocat, Sheriff de Londres, Maître des Requêtes, Chevalier Trésorier de l'Echiquier, Chancelier dans le Duché de Lancastre, Ministre public à Bruxelles, Plénipotentiaire à Cambrai, Ambassadeur en France & à la Cour de Vienne, enfin grand Chancelier d'An-

gleterre, puis décapité à Londres sous Henri VIII, pour n'avoir pas voulu prêter le serment de Suprématie. Le plus connu de ses ouvrages, quoiqu'il ne soit peut-être pas le meilleur, est son *Utopie*, Roman politique, trop célèbre pour qu'il soit nécessaire d'en parler ici plus amplement.

7. W A L S I N G H A M.

FRANÇOIS WALSINGHAM, que la Reine Elizabeth fit deux fois son Ambassadeur en France, étoit un Négociateur adroit, tel que la Reine pouvoit le désirer. C'est l'idée qu'en donnent ses *Négociations*.

8. G U I C H A R D I N.

FRANÇOIS GUICHARDIN aussi grand Homme d'Etat que célèbre Historien, a rempli son histoire d'Italie d'un grand nombre de regles & de maximes politiques, estimées si excellentes & si utiles qu'elles en ont été extraites, rassemblées, & imprimées plusieurs fois en Italien, en Latin & en François.

9. C O N T A R I N I.

GASPARD CONTARINI, Vénitien, Cardinal, célèbre par plusieurs Ambassades & Légations qui lui firent un grand nom, a composé, outre plusieurs ouvrages de Théologie, deux livres intitulés l'un de *Potestate Pape*; l'autre de *Reipublicæ Venetorum Libri quinque. Item Synopsis Reipublicæ Venetiæ & alii de eadem distictus politici*. Il ne faut pas croire que Contarini développe dans ce dernier ouvrage, les mystères du Gouvernement de la République de Venise. Il en étoit bien capable; mais c'est une tâche que devoient remplir dans la suite deux François, Amelot de la Houffaye & Saint-Disdier.

10. S M I T H.

THOMAS SMITH, que j'aurois dû joindre à Walsingham, comme son contemporain & son Collègue dans sa première Ambassade, fut Secrétaire d'Etat sous Edouard VI & depuis sous la Reine Elizabeth. Son ouvrage Anglois de la *Republique & du Gouvernement d'Angleterre*, est imparfait.

11. L' H O S P I T A L.

MICHEL DE L'HOSPITAL, Chancelier & Garde des Sceaux de France, composa, lorsqu'il n'étoit que premier Président des Comptes, un Discours en vers Latins au Roi François II. contenant une *Instruction pour bien & heureusement régner*.

12. B O N G A R S.

JACQUES BONGARS, Maître d'Hôtel du Roi Henri IV, & son Ministre en plusieurs Cours, nous a laissé des Lettres écrites avec beaucoup de dignité, de probité, & une grande connoissance des affaires.

13. D' O S S A T.

ARNAUD D'OSSAT, qui après avoir porté la livrée, s'éleva par degrés jusqu'au Cardinalat, avoit des vertus & des talens qui le rendoient digne des Négociations & des Ambassades dont il fut successivement chargé. Ses *Lettres* doivent être le Breviaire de l'Homme d'Etat.

14. P A S C H A L.

CHARLES PASCHAL, Ambassadeur en Pologne, en Angleterre & chez les Grisons, a fait un ouvrage médiocre intitulé : *Legatus*.

15. H O T M A N.

JEAN HOTMAN, Sieur de Villiers, Ambassadeur de France en Suisse, y composa un Livre intitulé : *De la charge & dignité de l'Ambassadeur*.

16. J E A N N I N.

PIERRE JEANNIN, un des plus habiles Négociateurs que la France ait eus, contribua beaucoup à affermir la République des Provinces unies par la Trêve de douze ans qu'il lui obtint en 1609 & par les sages conseils qu'il lui donna sur la constitution de ce nouveau Gouvernement. Le Cardinal de Richelieu disoit qu'il ne trouvoit nulle part de plus solides Instructions que dans les *Mémoires & Négociations* de Jeannin.

17. C A N A Y E.

PHILIPPE CANAYE, Ambassadeur de France en Allemagne, en Suisse, en Italie, a laissé des *Lettres & des Mémoires de ses Négociations*, imprimés en trois volumes in-folio, dont le troisième est fort curieux.

18. S U L L Y.

MAXIMILIEN DE BETHUNE, Duc de Sully, le plus digne Ministre du meilleur des Rois. Il suffit de le nommer. Il n'est point d'Homme d'Etat qui ne puisse s'instruire par la lecture de ses *Mémoires*.

19. P E R E Z.

ANTOINE PEREZ, Secrétaire d'Etat sous Philippe II, étoit un Ministre habile ; il a fait des Lettres & d'autres ouvrages en Espagnol, fort estimés.

20. B E D M A R.

ALPHONSE DE LA CUEVA, Marquis de Bedmar, célèbre par son Ambassade de Venise, est auteur d'un Livre intitulé, *Squittino della libertà Veneta*, qui offensa extrêmement les Vénitiens.

21. S A A V E D R A.

DON DIÉGO SAAVEDRA FAXARDO, l'un des Plénipotentiaires d'Espagne au Congrès de Munster, 'a composé dans sa Langue une *Idee d'un Prince Politique & Chrétien représenté en 101 emblèmes.*

22. L I S O L A.

FRANÇOIS BARON DE LISOLA, habile Négociateur, employé par la Cour de Vienne en trois différentes Paix, ne cessa de négocier & d'écrire pour la Maison d'Autriche contre celle de France, qu'en cessant de vivre.

23. G R O T I U S.

HUGUES DE GROOT, dit Grotius de son nom Latin, fut Ambassadeur de Suede en France. Son *Traité du Droit de la Guerre & de la Paix*, est le premier que doive lire & étudier quiconque se destine au Ministère public.

24. P A R U T A.

PAUL PARUTA, noble Vénitien, que son mérite fit créer Procureur de Saint-Marc, après avoir glorieusement servi sa patrie dans plusieurs Négociations; a composé un ouvrage intitulé *Della perfettione della vita politica Libretto*. Mais sa conduite fut un plus grand modele de cette perfection, que son Livre.

25. G O Z L I S K I.

LAURENT GRIMALDO GOZLISKI, Chancelier de Pologne sous le regne de Sigismond II, a tracé le portrait d'un grand Ministre & d'un grand Magistrat dans son ouvrage intitulé : *Le Sénateur accompli.*

26. B A C O N.

FRANÇOIS BACON, grand Chancelier d'Angleterre, étoit tout ensemble Philosophe sublime, habile Historien, Jurisconsulte éclairé, & profond Politique. Ces essais de Morale & de Politique répondent à la haute réputation dont l'Auteur jouit dans la postérité.

27. B A S S O M P I E R R E.

FRANÇOIS DE BASSOMPIERRE, Maréchal de France, Ambassadeur en Espagne, en Suisse & en Angleterre : ses Négociations en Espagne & en Suisse ont été imprimées sous ce titre : *Ambassades du Maréchal de Bassompierre.*

28. R O H A N.

HENRI Duc de ROHAN, grand Capitaine & grand Politique, a fait deux Ouvrages analogues à ces deux grandes qualités : l'un intitulé : *Le parfait Capitaine*, & l'autre : *Intérêts & Maximes des Princes & des Etats Souverains.* La

seconde partie de ce dernier Ouvrage, fort inférieure à la première, n'est pas du Duc de Rohan; & la première n'est plus d'une grande utilité, vu le changement des intérêts des Puissances de l'Europe.

29. M A R C A.

PIERRE DE MARCA, Ministre d'Etat & Archevêque de Paris, dont l'Ouvrage le plus célèbre est *celui de l'accord du Sacerdoce & de l'Empire*, écrit en Latin.

30. R I C H E L I E U.

ARMAND - JEAN DUPLESSIS, Duc de RICHELIEU. C'étoit une de ces ames supérieures que la Providence tient en réserve pour sauver & pour frapper, pour élever & abattre, quand il lui plaît, la fortune des Rois & des Royaumes. Il gouverna la France sous Louis XIII pendant seize ans seulement; & tout le monde fait que dans ce court espace de temps, il abaissa la Maison d'Autriche, ruina le Calvinisme en France, rangea les Grands à leur devoir, coupa racine au soulèvement des peuples, affermit l'autorité Royale, & établit la puissance de cette Monarchie si glorieusement augmentée depuis. Toujours occupé de ces grands & utiles objets, il ne gouverna pas assez long-temps le Royaume pour soulager le peuple & pour ramener l'abondance dans l'Etat: ce qui doit être le principal but des Législateurs, des Princes & des Ministres. Il paroît aujourd'hui que le *Testament politique*, imprimé sous son nom, est véritablement de ce Cardinal Ministre, qui joignoit une profonde méditation à une expérience consommée.

31. D'AVAUX & 32. S E R V I E N.

CLAUDE DE MESMES, Comte d'AVAUX, & ABEL SERVIEN, Comte de LA ROCHE-DES-AUBIERS, tous deux Ministres d'Etat, & Ambassadeurs Plénipotentiaires au Congrès de Munster, sont connus par leurs différends qui éclatèrent avec indécence, mais dont les pièces sont curieuses par la force & l'habileté politique qui y brillent: on les trouve dans les *Négociations secrètes pour la paix de Munster & d'Osnabrug*.

33. D E S T R A D E S.

Le Maréchal DESTRADES a donné le branle aux Affaires majeures de l'Europe pendant quarante ans. Ses *Mémoires & Négociations* imprimés ne font qu'une partie des Ouvrages manuscrits qu'il a laissés. L'Abbé Destrades, fils du Maréchal, Ambassadeur à Venise & en Piémont, a laissé aussi des Mémoires de ces deux Ambassades, restés en Manuscrit.

34. T E M P L E.

GUILLAUME TEMPLE, Chevalier Baronet, eut été un des plus habiles Négociateurs de l'Europe, s'il avoit eu moins d'humeur, s'il avoit été moins singulier en ses manières & en ses sentimens, & s'il avoit marqué moins de partialité dans les Négociations de Nimègue. On connoît ses *Mémoires de ce qui*

s'est passé dans la Chrétienté depuis le commencement de la guerre en 1672, jusqu'à la paix conclue en 1679, ses Lettres écrites durant ses Ambassades, & ses Remarques sur l'Etat des Provinces des Pays-Bas, ouvrage plein de sens, & le Chef-d'œuvre de l'Auteur.

35. MOLESWORT.

MOLESWORT, Envoyé Extraordinaire d'Angleterre en Dannemarck, a fait l'Etat présent du Royaume de Dannemarck, par lequel on voit le fort & le foible de cette Couronne, avec des remarques très-utiles sur le Gouvernement Despotique, & sur la conduite qu'elle tient aujourd'hui (1690): Ouvrage où l'on trouve des détails curieux, & qui pourroit passer pour bon, s'il étoit purgé de ce que la passion y a mis d'amertume: car la modération n'étoit pas la vertu favorite de Molefworth.

36. NANI.

JEAN-BAPTISTE NANI, Noble Vénitien, Procureur de Saint-Marc, deux fois Ambassadeur en Allemagne & deux fois Ambassadeur en France, a fait outre son Histoire de Venise, deux Relations de ses Ambassades que nous devons à l'usage où la République de Venise est d'obliger ses Ministres de présenter au Sénat une Relation de leur Ambassade lorsqu'ils en reviennent.

37. CARAFE.

LE PRINCE CHARLES MARIE CARAFE, Ambassadeur d'Espagne à la Cour de Rome, a traité des devoirs d'un Ambassadeur, de sa conduite envers le Prince qui l'envoie & celui vers lequel il est envoyé, &c. dans un Ouvrage intitulé: *L'Ambasciatore Politico Cristiano*.

38. SAINT-PHILIPPE.

Le Marquis de SAINT-PHILIPPE, connu par ses Ambassades, a composé en Espagnol, un Livre qui a été traduit en François & imprimé sous ce titre: *La Monarchie des Hebreux*, ouvrage semé de maximes dictées par une Politique fine & tout à la fois Chrétienne, mais répandue avec trop d'abondance & de prolixité.

39. SANTA-CRUX.

Le Marquis de SANTA-CRUX, qui signala son savoir à Turin, à Cambrai, à Soissons, dans plusieurs Ambassades, est auteur d'un Recueil de *Réflexions Militaires & Politiques* en Espagnol, estimé des Maîtres de l'Art, comme pouvant être d'un grand usage pour les Négociateurs & pour les Militaires.

40. WICQUEFORT.

WICQUEFORT, que j'aurois dû placer plus haut pour suivre l'ordre chronologique, fut 32 ans Résident de l'Électeur de Brandebourg à Paris. Il a fait plusieurs ouvrages estimés dont le plus connu est celui qui a pour titre: *L'Ambassadeur & ses fonctions*.

FRANÇOIS DE CALLIERES, employé dans plusieurs Négociations, rempli avec honneur l'emploi d'Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire de France à Ryswick. Il a fait un traité *de la maniere de négocier avec les Souverains, de l'utilité des négociations, du choix des Ambassadeurs & des Envoyés, & des qualités nécessaires pour réussir dans ces emplois.* On en a fait une nouvelle édition en 1750 à laquelle l'Editeur a ajouté une seconde partie qui fait bien sentir l'avantage qu'ont les Hommes d'Etat pour traiter les matieres de l'administration des affaires publiques, sur ceux qui n'ont point été employés dans le Ministère.

Je terminerai-là ce Catalogue des Ministres Auteurs, que l'on pourroit augmenter considérablement. Je l'ai extrait de l'Examen des principaux ouvrages composés sur des Matieres de Gouvernement, qui fait le Tome VIII. de la *science du Gouvernement*, déjà citée dans ces Remarques. Tant d'habiles Politiques n'ont écrit que parce qu'ils sentoient l'importance & l'utilité des Ouvrages sur ces objets.

N O T E (7). Page 15.

IL est à-propos de faire connoître cet Auteur Italien qui n'est guere connu que dans son pays où il jouit à juste titre de la plus grande réputation.

Paul Mathias Doria, de l'illustre famille de ce nom, branche des Princes d'Angri, né à Naples où il est mort âgé de 84 ans, en 1745, est Auteur de plusieurs Ouvrages de Mathématique, de Critique, de Philosophie & de Politique. Celui, dont Nicolò Donato parle ici, a pour titre : *La vita civile di Paolo Matthia Doria, con un Trattato della educazione del Principe*; & il y en a eu plusieurs éditions faites à Naples in-12. & in-4°. Nous allons en donner une courte notice.

L'Ouvrage entier est divisé en trois parties. L'Auteur traite dans la premiere partie 1. de la lumiere naturelle & du principe de sociabilité qu'il en tire en faisant voir qu'elle a appris aux hommes à s'unir en société pour améliorer leur bien-être, qu'elle les y a même forcés par la nécessité de pourvoir à leurs besoins d'une maniere pleine & entiere qui ne sauroit avoir lieu que dans cet état de nature perfectionnée; 2. de l'essence de la vie civile, de la morale, des devoirs & des vertus qui lui sont propres, de la mesure de perfection dont la nature humaine est capable, des obstacles qui l'empêchent d'atteindre à un plus haut degré, des passions, de leur nature & de leur usage; 3. du Gouvernement & de ses différentes especes; 4. de l'origine & de la nature de l'ordre en général; 5. de la différente forme que les États prennent par la nature & les conditions du contrat social; 6. des Limites de la prudence humaine & de la fortune. La seconde partie traite 1. des maximes politiques : l'Auteur fait voir ce que c'est qu'une maxime en général, quelle en est la force dans les affaires publiques, quelles sont les maximes d'un Etat bien gouverné, par rapport à la Religion, à l'amour de la patrie, à l'attachement que l'on doit conserver pour sa propre maison, pour sa famille, enfin relativement à l'amour de la vie, & à la poursuite du plaisir honnête; 2. des mœurs, des habitudes, des coutumes que les peuples doivent prendre pour remplir la fin d'un bon Gouvernement, des devoirs de ceux qui sont appelés à gouverner leurs compatriotes, des maximes de détail &

& de la manière de les établir; des talens & des obligations des Magistrats politiques, des Ambassadeurs & des Juges; de l'économie & de ceux qui sont les plus propres à cette partie dans les Républiques & dans les Royaumes; 3. enfin de l'ordre & de la discipline militaire, & des études utiles aux gens de guerre. On considère dans la troisième partie les avantages & les désavantages des Conquêtes, les moyens les plus légitimes d'en faire & de les conserver; 2. les récompenses & les peines attachées à l'observation & au violement des Loix; 3. la fidélité que les Princes doivent à la Loi, aux Traités & aux Lignes qu'ils sont les uns avec les autres.

Doria a très-bien établi, ou plutôt développé les principes de la société & du Droit politique; il a donné d'excellentes leçons aux Princes qui gouvernent, & aux sujets qui sont gouvernés: seulement il a un peu trop resserré les matières. La plus ample édition de son ouvrage, qui est la dernière, ne contient guère plus de 500 pages in 4to. ce qui est bien peu pour tant de titres importants.

NOTE (8). Page 16.

CHACUN s'élève & c'est avec raison, contre la doctrine détestable contenue dans le *Prince* de Machiavel. Mais on devoit aussi avoir l'équité de donner à ses *Discours Politiques* sur Tite-Live, les justes éloges qu'ils méritent: on y trouve une doctrine bien différente; celle-ci est grande, noble & pure. C'est dans cet ouvrage plus considérable que l'autre, que les Apologistes de Machiavel auroient dû chercher leurs raisons: on aura toujours raison de douter qu'un aussi sage Politique que Machiavel le paroît dans ses *Discours*, ait proposé sérieusement son Prince comme un modèle à imiter. Parmi les différentes critiques qui ont été faites de cet ouvrage trop fameux, on doit distinguer la dernière qui a eu quelque réputation, & que nous devons à un Auteur d'un rang suprême & à un Editeur de la plus grande célébrité. On voit que je veux parler de l'Anti-Machiavel, Critique où la bonne cause n'est pas soutenue avec l'avantage qu'on pouvoit lui donner. Voici le jugement qu'en a porté un Auteur moderne qui l'avoit bien lu & qui avoit assez de connoissance de ces matières, pour en juger avec équité. „ Les maximes de cette Critique de Machiavel, dit-
 „ il, sont, à parler en général, moralement bonnes; mais la plupart sont
 „ communes. La critique porte ordinairement à faux. Elle est souvent
 „ injuste, & presque toujours pleine de déclamation & d'aigreur. Le style en
 „ est diffus & ampoulé, & il n'est presque aucun chapitre qui ne com-
 „ mence par une espèce de préface qui lui est particulière, & qui est d'or-
 „ dinaire étrangère au sujet. Il est, au reste, brillant & semé de comparai-
 „ sons qui sont belles & justes. L'Auteur & l'Editeur paroissent vouloir éloi-
 „ gner des vices les Princes, & les porter aux vertus de leur état; mais ce
 „ but n'est qu'apparent; & le Lecteur ne peut s'empêcher d'en reconnoître
 „ deux autres: l'un, de faire parade de sentimens fort libres sur la Religion;
 „ l'autre d'exciter la jalousie des Princes contre le plus puissant Monarque
 „ de l'Europe. Les raisonnemens de cet ouvrage ne sont ni précis, ni de
 „ ce ton frappant qui parle à la fois à l'esprit & au cœur; & rarement sont-
 „ ils appuyés de ces faits singuliers de l'Histoire qui rappellent toute l'at-
 „ tention du Lecteur, & que Machiavel fait choisir & employer si fré-
 „ quement. Ils sont presque toujours coupés par des réflexions légères qui
 „ ne sont propres qu'à amuser, & qui font perdre le fil des choses.

NOTE (9). Page 16.

Je ne fais pourquoi Tacite est associé à Machiavel avec les qualifications les plus odieuses. Il est vrai que tandis que les Grammairiens reprochoient à cet Historien célèbre des façons de parler irrégulières, d'autres critiques aussi vétéllieux ont calomnié sa politique ; mais ces calomnies sont tombées sans effet. Tacite, plein de vertu & d'humanité, aimoit sa patrie & gémissoit des maux publics. S'il peint avec force les Tyrans & la tyrannie, on sent qu'il loue les bons Princes avec une effusion de cœur qui n'est point équivoque. Pouvoit-il écrire la vie d'un Tibère, sans développer les horreurs d'un Gouvernement déréglé, & toute la méchanceté d'un scélérat couronné. Mais peindre le crime avec ses traits réels, ce n'est pas le préconiser. Tacite montre par-tout une juste indignation contre les hommes corrompus. Un de ses Commentateurs l'a très-solidement justifié en rassemblant quelques-unes des excellentes maximes de Gouvernement qu'il a semées dans son ouvrage en faisant l'histoire des huit premières années du même Tibère, si peu semblables aux suivantes. „ Je voudrois bien, dit Pagliari, que ces beaux esprits qui dé-
 „ bitent que Tacite enseigne à être scélérat, me disent ici quel plus excel-
 „ lent modèle il pouvoit donner aux Princes pour gouverner leurs Etats,
 „ que de leur montrer en la personne de Tibère, comment un bon Prince
 „ doit laisser aux Conseils la liberté des avis, distribuer les dignités & les
 „ charges selon le mérite ; conserver aux Magistrats leurs droits & leurs pré-
 „ éminences, & aux Loix leur autorité, ne confier l'administration des finan-
 „ ces, des gabelles & des vivres qu'à des gens d'honneur & de probité, qui
 „ mettent toute leur industrie à procurer l'abondance ; secourir le peuple
 „ dans les chères années, se contenter des anciennes impositions, & les exi-
 „ ger sans avarice & sans cruauté ; s'abstenir des confiscations ; n'ordonner
 „ des peines corporelles que pour des grandes fautes ; tenir sa maison bien
 „ réglée ; ne point admettre de gens violens & de ces ames vénéales qui
 „ vendent les entrées, les audiences & les moindres plaisirs ; enfin procéder
 „ par les voies ordinaires de la justice, quand il a des intérêts civils à dé-
 „ ler avec les particuliers. ”
 „ Je joindrai à cette apologie, le témoignage de Gordon qui sûrement avoit
 „ plus étudié Tacite, que ceux qui cherchent à le diffamer. „ Tacite étoit un
 „ Politique profond, adroit à démasquer les artifices les plus cachés
 „ dont il développe tous les replis. Il aimoit sincèrement sa patrie, étoit
 „ zélé pour la liberté publique, & pour la prospérité de l'Etat. Il étoit
 „ ennemi juré des Tyrans & des Suppôts de la tyrannie ; plein d'humanité &
 „ de vertu, adorateur de la liberté & de la vérité qu'il fait revêtir des or-
 „ nemens les plus avantageux dont elles sont susceptibles, pour les rendre re-
 „ commandables. Il abhorre la fourberie & l'injustice, méprise les petites fines-
 „ ses, & étale la noirceur de celles qui sont criminelles. Il ne laisse passer au-
 „ cune occasion de montrer par l'exemple de la chute des grands scélérats, par
 „ leurs inquiétudes, par le peu qu'ils ont à compter sur un pouvoir em-
 „ prunté, par l'incertitude & les coups imprévus du sort, combien on se
 „ mécompte en renonçant à la probité pour des grandeurs fragiles, & com-
 „ bien la vertu persécutée est préférable au crime heureux & noyé dans

„ les plaisirs. On voit Germanicus plus heureux dans la disgrâce, au milieu
 „ des fatigues & des persécutions qu'il esluie, que Tibere ne l'est avec une
 „ puissance sans bornes ; plus heureux sans-doute en ce qu'il jouit de la tran-
 „ quillité d'esprit que lui donne le sentiment de sa probité, & en ce qu'il
 „ acquiert une réputation sans tache. Tigellin possédoit la faveur de Néron,
 „ mais généralement détesté il étoit réduit à craindre tout le monde. Néron
 „ avoit de l'aversion pour Sénèque, il est vrai ; mais Sénèque étoit univer-
 „ sellement aimé & regretté.... Entre les autres grandes qualités que
 „ l'on remarque dans notre Historien, on voit briller son amour pour le ge-
 „ re-humain, pour la liberté du Gouvernement, & pour la vertu tant en
 „ public qu'en particulier. Son livre est un excellent tableau de la laideur &
 „ des horreurs de la tyrannie, de l'opprobre & de l'infamie, de la servitude
 „ & de l'esprit rampant ; des charmes de la vertu & de la liberté, de l'é-
 „ normité du vice & de l'adulation, &c.

NOTE (10). Page 18.

„ Loin de nous ce raffinement de certains Politiques qui placent l'essen-
 „ tiel du Gouvernement dans un Mystère impénétrable au peuple. Il im-
 „ porte sans doute aux Princes de ne pas manifester les délibérations du
 „ cabinet, les entreprises qui pourroient échouer si elles étoient découvertes,
 „ les négociations sujettes à être traversées, les ressources qu'ils se sont
 „ ménagées pour certains événemens, l'état de leurs finances ; mais ils ne
 „ doivent pas vouloir cacher les principes généraux du Gouvernement, ils
 „ ne le veulent point, & ils le voudroient inutilement.

„ Ce ne sont point les lumières des sujets que le Prince doit craindre,
 „ c'est leur ignorance. Celle des Lettres est toujours suivie de celle des
 „ Loix, comme celle-ci l'est de celle des devoirs. Le savoir rend tran-
 „ quille, fournit une douce occupation, & éclaire sur les suites de l'indocilité ;
 „ mais les gens peu instruits & les gens oisifs sont également dangereux dans
 „ un Etat. Le Gouvernement n'a d'autre objet que de rendre les hommes
 „ heureux ; & il est si utile aux hommes, que tous les avantages dont ils jouis-
 „ sent sur la terre, leur fortune, leur honneur, leur vie en dépendent.

„ Les Souverains mêmes doivent desirer que les règles du commandement
 „ & de l'obéissance soient connues. Cette connoissance dispose à faire par
 „ amour ce que sans elle on ne feroit que par contrainte. L'un de ces moyens
 „ est plus sûr que l'autre, mais réunis ils ne laissent rien à desirer. Une
 „ soumission éclairée n'en est que plus prompte & plus sincère. Quand la règle
 „ est bien connue, le Prince regne selon les Loix, le Magistrat fait un usa-
 „ ge raisonnable de son pouvoir, le sujet rend une obéissance dont il connoît
 „ & l'utilité & la nécessité, toutes les voies qui nous instruisent de notre de-
 „ voir, nous le font aimer, & nous ne saurions étudier les principes du Gou-
 „ vernement sans être convaincus que les Loix sont les sources de la félicité pu-
 „ blique, & que chaque Citoyen a intérêt d'obéir exactement au Souve-
 „ rain, soit que le pouvoir suprême réside dans un seul, soit qu'il réside dans
 „ plusieurs, ou dans tous.

La connoissance des objets & des principes de l'Administration, est pour
 tout le monde en Angleterre ; & c'est peut-être la cause qui en a porté les différen-

tes branches à un degré de perfection qu'on desire dans bien d'autres Etats. La nation instruite de tout, a les yeux sans cesse ouverts sur les opérations du Ministère ; cela seul est capable de prévenir bien des fautes & des malversations. Dans les pays où le peuple est moins initié dans les affaires publiques, on ne fauroit trop encourager les écrits qui traitent des matieres de Gouvernement. Ils sont toujours utiles de façon ou d'autre, & ne peuvent jamais causer aucun trouble , pourvu qu'ils se tiennent dans les bornes de la modération.





L' H O M M E

D' É T A T.


P R E M I E R E P A R T I E.

Des principales qualités de l'Homme d'Etat.

C H A P I T R E I.

Du Gouvernement en général.

§. I.

ORSQUE l'on n'a pas une notion juste & précise de la profession que l'on a embrassée, quelle qu'elle soit, il est impossible que l'on en gère convenablement les fonctions. Non seulement on ne peut en remplir la fin, on est encore exposé à faire des fautes considérables, dont les suites sont d'autant plus dangereuses que cette profession a plus d'influence sur la société. On ne sauroit donc s'attacher avec trop de soin à bien connoître la nature de l'état auquel on se voue, & l'étendue des obligations qu'il impose : c'est l'unique moyen de s'en former une idée juste & vraie. Cette connoissance est plus ou moins difficile, selon que cet état est plus ou moins relevé. Plus les différentes professions

Nécessité d'avoir une idée juste de la profession.

de la vie civile s'élevent les unes au-dessus des autres, plus leurs rapports se multiplient & se combinent, plus la connoissance & l'exercice en deviennent pénibles.

§. I I.

Il est important que tous les hommes employés dans le Ministère en aient une même idée.

Ce n'est pas assez pour l'harmonie qui doit régner dans le corps politique, que tous ceux qui sont placés dans le même rang ; ou qui doivent occuper le même poste, en connoissent les différentes parties & les principaux devoirs, il faut de plus qu'ils en aient tous la même idée. S'ils en ont une idée différente, ils l'exerceront différemment, parce que chacun agira sur ses principes particuliers. Il arrivera que ce que l'un aura commencé, l'autre ne pourra le continuer, ou ne croira pas devoir le faire : ce que le premier aura établi sera détruit par son successeur : on changera de système à chaque génération ; dans les opérations même qui se feront dans un même temps, ceux qui devroient y coopérer ensemble, auront des sentimens qui se croiseront, & ces sentimens contraires influeront sur leur conduite, de sorte que rien, ou presque rien, ne se fera de concert. Plus, d'une nation a éprouvé combien cette diversité de principe & d'action étoit funeste. En vain deux voyageurs se proposent de faire route ensemble & de marcher de compagnie, si dès le premier pas ils se tournent le dos, en marchant l'un vers le Nord & l'autre vers le Sud.

Il est donc évident que tout Ministre doit concevoir une seule & même idée du Ministère, avant que de présumer d'en gérer les fonctions. Puis donc que j'ai en vue de former un Homme d'Etat, je dois avant toutes choses, développer l'essence d'un si sublime Emploi, afin que chacun l'entende d'une manière uniforme. Ce point est d'autant plus nécessaire que l'élévation de ce grade, les difficultés qui en environnent l'exercice, les différentes manières de l'envisager, les points de vue dissemblables qu'il présente aux divers caractères des hommes, sont autant de causes qui font que l'on s'en forme des idées différentes.

§. I I I.

Qui compareroit le Gouvernement des Etats, à celui d'une famille : qui le croiroit semblable à la conduite que tient la Sagesse divine, en gouvernant le Monde : qui le regarderoit comme une avide usurpation, & une tyrannie : enfin, qui le traiteroit de savante imposture, se tromperoit également (1). Faisons donc une courte observation sur le mot *Gouvernement*, avant que d'en chercher le vrai sens en Politique. C'est le plus sûr moyen d'en donner une idée nette & précise dans ce premier Chapitre.

Faus-
sées du
Gouver-
nement.

§. I V.

Gouverner, & avoir soin de quelque chose, y donner toute son attention, s'en occuper pour la maintenir en bon état, sont en général des termes synonymes, parce qu'ils présentent également la nécessité des moyens à rechercher, à prendre, & à appliquer à la même fin proposée. Ainsi, lors par exemple, qu'il est question de l'entretien de la santé, par l'usage des vêtemens, de la nourriture, & d'un régime convenable au tempérament, ce soin ou cette attention, se nomme Gouvernement. S'il s'agit du bon ordre économique d'une maison, les dispositions tendantes à le conserver, sont comprises de même, sous le nom de Gouvernement. Gouverner s'entend encore de la conduite d'un vaisseau vers le lieu de sa destination ; ainsi que des peines que l'on se donne pour le garantir des écueils, & le soutenir durant la tempête. Enfin, tous les soins & toutes les attentions, de quelque espèce que ce soit, qui ont pour but le bien-être d'une chose quelconque, & spécialement la conservation du bon système de cette chose, sont compris sous le nom général de Gouvernement. De là vient que, lorsqu'au lieu de procurer cette conservation du bon état de la chose, on la manque, ou qu'on l'empêche, cette faute ou ce manquement s'appelle *mauvais Gouvernement*, pour montrer que le Gouvernement consiste dans ce qui est opposé

Diffé-
rentes
accep-
tions du
mot *Gou-
verne-
ment*.

à la négligence, c'est-à-dire dans le soin que l'on prend de quoi que ce soit.

§. V.

Accep-
tion plus
particu-
lière.

Mais ce n'est point de cette définition générale, ni de cette idée abstraite, qu'il s'agit ici. Je conviens que les mots ont été établis pour désigner les choses selon leur sens propre en général; mais le consentement universel autorise à en restreindre la signification, en la rapportant spécialement à un seul des objets particuliers qu'un mot général renferme, ce qui se fait par une interprétation singulière. Tel est ce mot *Gouvernement*, lequel, bien que sa signification générale soit le maintien d'une chose quelconque dans son meilleur état, présente aussi l'idée du bon état d'un Pays, d'une Province, d'un Royaume, opéré par la recherche, la disposition, & l'usage des moyens propres à y produire, conserver, & augmenter la tranquillité publique, l'opulence, & conséquemment, le bonheur des Peuples qui l'habitent.

§. V I.

Son vrai
sens poli-
tique,
celui
qu'on lui
donne
ici.

C'est donc en ce dernier sens, que le terme de Gouvernement doit se prendre ici; & lorsque j'entreprends de traiter telle matière, c'est cette signification spéciale, que je lui donne. Ainsi, par *Gouvernement*, j'entends *ce qui contribue au maintien du bon système des Etats*; (2) & comme cet heureux maintien dépend de l'ordre qu'on fait faire régner, tant au dedans, qu'au dehors, j'envisagerai dans le Gouvernement, d'abord ce qui concerne l'intérieur des Etats, ensuite ce qui en regarde l'extérieur: ces deux points étant comme les pivots sur quoi roule tout le Système politique.

§. V I I.

Gouver-
nement
intérieur.

Quant à l'ordre intérieur, le Gouvernement consiste dans la bonne police, ce qui comprend la juste distribution des ré-
com-

compensés à donner, ou des peines à infliger aux sujets, selon leurs bonnes ou leurs mauvaises actions; dans l'octroi, ou la soustraction des privilèges; dans l'augmentation, ou la diminution des impôts : dans les instances, plus ou moins vives de leur perception. Il y entre une vigilance continuelle sur les départemens des Magistrats subalternes, laquelle leur doit servir d'aiguillon pour l'acquit de leurs devoirs : une attention extrême sur la fidélité des officiers de ces mêmes Magistrats; pour empêcher les concussions & les malversations. Le Gouvernement intérieur s'occupe encore avec un égal soin de la direction économique des Finances, dont la bonne Administration fait la richesse de l'Etat, & celle des Peuples; le trésor public doit toujours être en proportion avec les besoins. Cette économie bien entendue, en même-temps qu'elle défend l'Etat d'une pénurie fâcheuse, empêche que les Peuples soient vexés, ou le trésor public épuisé. Cet ordre de Gouvernement s'étend aussi sur les moyens les plus propres à accroître les revenus de l'Etat : & tels sont les suivans : une attention infatigable à améliorer & perfectionner les arts & les métiers & à bannir l'oisiveté de l'Etat; la culture des terres; l'art de leur faire produire des denrées rares & précieuses lorsque le sol ne s'y refuse pas; les plus précieuses sont les denrées de première nécessité; l'avancement du commerce; la population; la monnaie; le retranchement des dépenses excessives au-dehors; les bornes à prescrire aux richesses des particuliers, proportionnellement à l'état d'un chacun : ce qui peut plus contribuer à l'augmentation des finances, que l'épargne du Prince; enfin, le maintien des privilèges accordés aux pays conquis, qu'il est dangereux de violer. Voilà, ce me semble, les moyens les plus sûrs de multiplier les richesses d'un Etat, & d'en conserver le bon système : ce qui constitue évidemment son Gouvernement intérieur.

§. VIII.

Quant à ce qui est de l'extérieur, le Gouvernement a deux branches, eu égard au temps de guerre, & au temps de paix : la première branche concerne le temps de paix; & la seconde, le temps de guerre.

Gouvernement
extérieur
a deux
branches.

§. I X.

Ce qui
regarde
le temps
de paix.

Par rapport au temps de paix, le Gouvernement consiste dans la bonne façon de se comporter avec les Cours étrangères, en s'attirant librement les avantages du commerce, & en les soutenant avec fermeté toujours par des voies légitimes. Il consiste à ne rien oublier pour entretenir l'amitié des Princes dont on a lieu de craindre les forces supérieures : à montrer une contenance respectable, par des levées aisées de troupes, aux yeux des Ministres des Souverains dont on appréhende davantage les attaques : à mettre tout en œuvre pour empêcher que le feu de la guerre ne soit porté dans le sein de l'Etat par des ennemis trop redoutables. Il consiste à soutenir l'égalité, ou même, la supériorité de rang, vis-à-vis des autres Puissances, par des dehors imposants ; & par un point d'honneur vraiment noble, non seulement en tirant raison d'une insulte reçue, mais encore, en ne laissant pas perdre la moindre partie des droits & prééminences de l'Etat ; parce que c'est de cette fermeté que dépend le repos & la douceur de la vie des Citoyens. Enfin, cette branche du Gouvernement extérieur de l'Etat consiste à rendre son alliance & son amitié désirables, pour s'acquérir ainsi une sorte de droit sur les autres Puissances, en méritant de devenir l'arbitre de leurs différends, & l'objet de leur respect & de leur amour.

§. X.

Principes
présomptueux
sont dangereux
dans le Gouver-
nement.

Mais avant que de prétendre à cette haute estime, il faut avoir bien reconnu le degré de ses propres forces ; un Etat ne pouvant être considéré des autres, que sur une réputation constatée de ses facultés, de sa vigueur, & de ses possessions : car il est certain que l'amour de la Patrie, excessif (en ce seul cas) dans le Ministre qui la gouverneroit sur des principes présomptueux, lui attireroit une réputation démesurée ; dont le poids ne seroit propre qu'à l'accabler, en l'exposant à une jalousie uni-

verselle, que l'Etat n'auroit pas les moyens de soutenir avec honneur ; & par là, il se verroit malheureusement obligé à entrer dans des négociations honteuses, qui le rendroient un objet de mépris, & lui apporteroient de cruels préjudices ; au lieu des avantages qu'on auroit prétendu mal-à-propos lui procurer. C'est-là en raccourci ce que je crois appartenir à la branche du Gouvernement extérieur d'un Etat en paix : voici ce qui concerne ce même Gouvernement en temps de guerre.

§. XI.

Le bon entretien des troupes de terre, & de mer : la conduite à tenir dans une guerre passive, quand elle est allumée, en proportionnant avec habileté la moindre force à la force majeure, par la découverte de l'endroit où celle-ci réside chez l'ennemi, afin de lui opposer des efforts au moins équivalens : l'attention à exiger d'une autre Cour, ce qu'on est en droit d'en prétendre, surtout, lorsque des maximes générales autorisent la prétention : que l'Etat se trouve suffisamment pourvu de finances ; qu'il a de bonnes troupes ; que ses frontières sont bien gardées ; qu'une continuelle vigilance le met hors d'atteinte de la part des ligueurs, confédérations, invasions, ou autres menées propres à favoriser la Puissance contre laquelle il s'agit d'entrer en guerre ; le soin de ne pas laisser une partie de l'Etat ouverte à d'autres attaques, tandis que toutes ses forces sont employées à combattre l'ennemi d'un autre côté.

Ce qui
regarde
le temps
de guerre.
Guerre
passive.

§. XII.

Le Gouvernement tiendra la même conduite dans une guerre active, que la guerre passive aura fait entreprendre, lorsque l'agresseur aura du désavantage. On propose à cet ennemi des traités d'accommodement, afin de se ménager les moyens d'une plus vigoureuse résistance, ou d'une attaque plus vive ; sans épargner ni instances, ni soins, pour se procurer une paix honorable. Ainsi Louis XIV. tout en convoquant le Congrès de Rîfwich, pour la paix qu'il souhaitoit, & qu'il recherchoit, fit

Guerre
active.
Exemple
de Louis
XIV.

paroître aux environs, le jour même de l'ouverture du Congrès, trois armées plus nombreuses que jamais, & dans le plus bel ordre; investit subitement Ath; ordonna une diversion en Catalogne, & comme s'il n'eût eu rien à craindre, il força Barcelone à se rendre.

§. X I I I.

Guerre
d'or.

Au Gouvernement extérieur de l'Etat en temps de guerre, appartient encore ce qu'on peut appeller une Guerre d'or, savoir l'usage des promesses, & des sommes répandues avec discernement, pour se concilier l'intelligence des Capitaines & Commandans ennemis; épargnant ainsi le sang d'un nombre infini de soldats, & de Citoyens, dont la vie, toujours précieuse, est toujours capable de coopérer au bien public. Il entre aussi dans cette même branche du Gouvernement, une attention extrême à charger à-propos les nouveaux sujets d'un pays conquis, ou à se montrer indulgent envers eux, selon qu'ils se trouvent susceptibles d'amour, ou de crainte.

§. X I V.

Autre
sens du
mot Gouver-
nement.

Voilà ce que j'entends ici par le mot de *Gouvernement*: & c'est à l'exécution des choses que je viens de désigner, qu'il convient, quoiqu'un usage reçu l'attribue également aux personnes même qui gouvernent; ainsi l'assemblée de ces mêmes personnes, s'appelle aussi Gouvernement. Par cette raison, nous ne balançons pas de donner à l'Empire le nom de Gouvernement, puisque sans Gouvernement il ne sauroit y avoir d'Empire.





NOTES

SUR LE CHAPITRE I.

NOTE (1). Page 39.

ON ne peut douter que , puisque Dieu par sa bonté & par sa miséricorde infinies a bien voulu accorder à chaque particulier une égale portion de liberté en le mettant au monde , & assez de raison pour savoir s'en servir , il a permis à chaque société de choisir l'espece de Gouvernement qu'elle juge la meilleure , de mettre la Souveraineté entre les mains d'une ou de plusieurs personnes , & de limiter leur autorité de telle manière qu'il lui plaît. Mais vouloir qu'il y ait une forme de Gouvernement particuliere à laquelle il a plu à Dieu que tout le genre-humain fût soumis par l'institution qu'il en a faite , comme quelques-uns l'ont soutenu , c'est une prétention vaine qui n'est appuyée ni sur l'histoire , ni sur aucun raisonnement solide. Il n'y a donc aucune forme de Gouvernement que l'on puisse faire remonter jusqu'à Dieu : elles ont toutes été instituées par les hommes ; & lorsqu'elles n'ont rien de contraire à la raison , on peut dire qu'elles sont toutes selon les vues de la Providence qui a laissé aux hommes la liberté de les instituer.

Quant au Gouvernement monarchique , on apprend par les Livres sacrés que l'autorité des anciens Patriarches ne ressembloit aucunement à la puissance royale , ni dans son principe , ni dans sa pratique ; que le commencement & la continuation du pouvoir royal étoient également incompatibles avec celui des Patriarches , puisqu'il n'y avoit rien de plus opposé que ces deux pouvoirs ; que les premiers peres du genre-humain ont laissé leurs enfans dans une entière indépendance les uns des autres , & dans une égale liberté de pourvoir à leur propre subsistance & à celle de leur famille , comme ils le jugeroient à propos ; que les hommes ont joui de cette liberté jusques à ce que le nombre en devint si grand qu'ils commencèrent à s'incommoder & à se rendre redoutables les uns aux autres ; & que ne trouvant point d'autre remède pour empêcher les désordres qui étoient parmi eux , ou pour prévenir ceux qu'ils prévoyoiens'y devoir glisser dans la suite , ils résolurent de s'associer plusieurs familles ensemble , pour n'en faire qu'un corps civil , afin de se mettre par-là en état de mieux pourvoir à la sûreté , à la commodité & à la défense d'eux & de leurs enfans. Ce fut alors que chaque particulier mit en commun le droit particulier qu'il avoit de se gouverner soi-même ; & aucun n'ayant point d'autre droit réel que celui qui étoit commun à tous les autres , si l'on en excepte celui que les peres avoient sur leurs enfans , ils étoient tous également libres après la mort de leurs peres ; & rien n'auroit jamais pu les porter à s'associer ensemble au préjudice de cette liberté naturelle , s'ils n'avoient espéré que la diminution de cette liberté , & l'établissement de ces sociétés seroient utiles & avantageuses au public. Ceux d'entre les hommes qui se distinguoient

par leur prudence, ou par leur courage, travaillèrent à l'avancement du bien public, en établissant des Gouvernemens bien réglés, & en choisissant pour Gouverneurs ceux qui possédoient dans un degré plus éminent que les autres, toutes les qualités requises & nécessaires pour bien gouverner. Les autres, au contraire, foibles & lâches, furent asservis sous le joug des plus furieux, & des plus violens d'entre leurs voisins. Les premiers Gouvernemens étoient fondés sur la prudence & sur la justice, & sont appelés Royaumes ou Républiques légitimes; & les règles qu'on observe dans ces sortes de Gouvernemens sont connues sous le nom de loix. C'est dans ces Gouvernemens que la vertu a toujours brillé avec plus d'éclat : les peuples qui régnoient sous la domination de ces sages Souverains, ont toujours joui d'une paix & d'un bonheur sans interruption, ou s'ils ont été obligés quelquefois de faire la guerre, ils l'ont toujours faite avec avantage & avec gloire. Au lieu que les autres Gouvernemens fondés sur la violence & sur l'injustice, ont toujours porté le nom odieux de tyrannie; & leurs Souverains, à force de fomenter le vice à l'imitation des premiers fondateurs, ont couvert de honte & accablé de toutes sortes de misères ceux qui avoient le malheur d'être soumis à leur pouvoir tyrannique.

On ne peut pas dire non plus que Dieu ait établi la Démocratie préféralement & exclusivement à toutes les autres espèces de Gouvernement, sur ce prétexte que tous les hommes ayant un droit naturel de se gouverner eux-mêmes, l'autorité souveraine réside originairement dans le peuple, & dans chacun du peuple. Car ce droit que tout particulier a naturellement de se gouverner soi-même est la source & le fondement de la Souveraineté politique & non la Souveraineté même. La Souveraineté politique n'est pas seulement le droit de se gouverner soi-même; mais encore celui de gouverner les autres, & personne n'a ce dernier droit dans l'état naturel. *Voyez le Discours sur le Gouvernement par SIDNEY.*

Il paroît donc que Dieu ne s'est pas plus déclaré pour une forme de Gouvernement, que pour une autre; qu'il a laissé au contraire aux législateurs & aux peuples la liberté du choix.

„ Sous quelque Gouvernement qu'on vive, il faut en respecter les loix, &
 „ l'on peut établir comme un principe incontestable que chaque particulier
 „ a intérêt & est obligé en conscience de se conformer au Gouvernement
 „ reçu dans le pays où la Providence l'a fait naître, ou dans lequel elle
 „ l'a conduit.

„ Nous devons présumer que l'Etat où nous sommes nés, étoit le plus
 „ propre à ceux qui l'ont choisi; & il nous sera toujours avantageux de
 „ croire qu'il est aussi celui qui nous convient le mieux à nous-mêmes.
 „ Heureux les hommes, s'ils ne régloient leurs opinions sur des préju-
 „ gés, que dans des cas où, comme ici, les préjugés sont utiles! Il n'est
 „ pas question, pour des Sujets, de choisir une forme de Gouvernement,
 „ ils n'ont besoin que d'être assez sages pour s'accommoder à celle qu'ils
 „ trouvent établie....

„ Que si l'on demande ce qu'il faudroit penser d'un Etat où l'autorité
 „ publique ne se trouveroit établie sur aucune Religion, la question sera
 „ chimérique. De tels Etats ne furent jamais. Les peuples qui n'ont point
 „ de Religion sont en même-temps sans police, sans véritable subordination,
 „ & entièrement sauvages. Un système de Gouvernement, dont la Religion
 „ ne seroit pas le soutien, pécheroit par quelque endroit. S'ils ne sont pas

„ liés par la conscience, les hommes ne peuvent s'assurer les uns des au-
 „ tres. Dans les Empires dont les histoires rapportent que les Savans &
 „ les Magistrats font sans Dieu dans leur cœur, les peuples sont conduits
 „ par d'autres principes, & ont un culte public. Toutefois, s'il se trou-
 „ voit une nation qui eût un Gouvernement & nulle Religion, il y fau-
 „ drait conserver le bien de la Société le plus qu'il seroit possible. Ce Gou-
 „ vernement, le plus imparfait de tous, vaudroit mieux qu'une anar-
 „ chie absolue, qui est un état de guerre de tous contre tous.

„ La Religion du vrai Dieu rend la forme d'un Etat plus solide; mais l'i-
 „ dée de la Divinité & les principes de la Religion, quoiqu'appliqués à l'i-
 „ dolâtrie, suffisent pour former un Gouvernement. Autrement, il n'y
 „ auroit point de légitime autorité hors de la vraie Religion : conséquence
 „ absurde & contraire à tous les passages de l'Ecriture, où l'on voit que
 „ le Gouvernement des Empires même idolâtres, est inviolable, ordonné de
 „ Dieu, & obligatoire en conscience....

„ Le Sauveur du monde n'est entré dans aucune discussion sur le Gou-
 „ vernement Romain, sous lequel il a trouvé le peuple de Dieu, & où il a
 „ voulu naître lui-même. Il a supposé dans tous ses discours, que ce Gou-
 „ vernement, tel qu'il le trouvoit, étoit légitime en soi, & dès-là établi
 „ de Dieu, à sa manière. C'est ce que notre Seigneur a expressément expli-
 „ qué en deux endroits: l'un où, consulté captieusement par les Pharisiens
 „ sur le tribut qu'on devoit à César, en regardant les formes de Gouver-
 „ nement publiquement établies comme légitimes, il prononça une déci-
 „ sion qui oblige de rendre à César ce qui est à César, & à Dieu ce qui
 „ est à Dieu (*Matth. Cap. XXII. Vers. 2.*); l'autre où, étant accusé
 „ devant Pilate, Gouverneur de la Judée pour les Romains, il reconnoît
 „ que la puissance que ce Magistrat Romain exerçoit sur Jesus-Christ
 „ même, lui étoit donnée d'en-haut (*Joan. XIX. 11.*), & par consé-
 „ quent qu'elle étoit légitime. Si les Césars s'étoient emparés avec raison
 „ de la souveraine Puissance; si pour l'exercer, ils avoient légitimement
 „ uni l'autorité des Tribuns à celle d'Empereur & aux autres dont on
 „ avoit formé celle des Césars; si le Sénat & le Peuple Romain avoient
 „ été libres pour rassembler tous ces droits sur une même personne; si les
 „ Césars les pouvoient transmettre à leurs enfans; si enfin l'adoption ac-
 „ quéroit un droit légitime à la succession de l'Empire de l'Univers,
 „ c'est sur quoi le fils de Dieu n'a point prononcé. Dieu veut que le
 „ monde soit gouverné parce qu'il veut que les hommes vivent dans l'ordre
 „ & dans la paix, & c'est tout ce qu'il falloit savoir. On doit respecter le
 „ Gouvernement publiquement établi, & obéir au Prince qui est actuelle-
 „ ment en possession, qui en porte les marques, & qui en exerce l'autorité.
 „ Jesus-Christ a donné l'exemple de la soumission qui est due même au
 „ Gouvernement des infidèles. Il obéit dès le premier moment de sa nais-
 „ sance aux Edits d'un Empereur idolâtre; pendant tout le cours de sa
 „ vie aux loix & aux coutumes des Juifs; au moment de sa mort, aux
 „ sentences injustes des Princes de la Synagogue, & aux arrêts impies du
 „ Gouverneur de la Judée; & il n'appesantit sa main sur ses ennemis, ni
 „ lorsqu'il sortit du tombeau victorieux de la mort, ni lorsqu'il monta au
 „ Ciel triomphant de l'Enfer, ni lorsqu'il fut assis à la droite de son perc.”

Science du Gouvernement Tome I. p. 389 & suiv.

Mais quelle est la meilleure forme de Gouvernement? Grande question, long-

temps agitée, & toujours insoluble. On peut bien dire en général que la meilleure forme de Gouvernement est celle qui a le plus d'avantages & le moins d'inconvénients, celle qui parvient à la fin de tout Gouvernement légitime, qui est le bien commun de l'Etat, par les moyens les plus simples & en même-temps les plus efficaces. Mais c'est ne rien décider : il s'agit de savoir si c'est le Gouvernement Monarchique, l'Aristocratique ou le Démocratique qui a cet avantage. Chacun l'emporte sur les deux autres, envisagé sous certains points & dans certaines circonstances, & peut-être que si l'on pèse bien tout ce que l'on peut alléguer pour & contre tous les trois, on trouvera que les plus grands avantages sont balancés par les plus grands inconvénients. Le Gouvernement Monarchique l'emporte peut-être pour la promptitude & la vigueur de l'exécution, pour la grandeur des ressources dans les cas urgents, pour la bonté de la discipline militaire, pour la stabilité de la constitution; mais dans cet Etat, les hommes retiennent moins de leur liberté naturelle que dans les deux autres, & dès lors s'exposent d'autant plus à la merci d'un seul, qu'il est impossible que dans une longue suite de Princes, ils soient tous sages & bons, sur-tout lorsque c'est la naissance plutôt que le mérite qui donne la couronne : les hazards d'une minorité & d'une régence sont encore de terribles inconvénients. Dans l'Aristocratie, le partage de la Souveraineté entre les Nobles peut avoir le meilleur & le plus mauvais effet. Elle réside dans le Sénat, & si chaque Sénateur en particulier veut s'attribuer un pouvoir qu'il n'a qu'en corps avec ses collègues, voilà des troubles, des guerres civiles, autant d'usurpateurs, autant de Tyrans que de Magistrats. C'est une grande perfection dans la Démocratie que chaque citoyen concoure au Gouvernement, participe en corps à la Souveraineté, & conséquemment qu'il retienne le plus qu'il est possible de sa liberté naturelle, devenant maître de ses concitoyens sans cesser d'être son propre maître, ce qui est l'accord le plus merveilleux de l'empire le plus absolu & de la liberté la plus entière; mais plus cette liberté est grande, plus elle est voisine de la licence & par conséquent de l'esclavage.

Si l'on demandoit quelle forme de Gouvernement est la meilleure pour telle nation en particulier; la question ainsi réduite à de moindres termes seroit peut-être plus facile à décider. Il conviendrait de bien étudier le génie de cette nation, le climat qu'elle habite, la situation de son pays, ses mœurs, ses préjugés, ses intérêts, & considérer avec quelle forme de Gouvernement tout cela pourroit le mieux s'accorder : il faudroit encore y faire entrer l'intérêt de la Religion, car toutes les Religions ne s'accroissent pas également de toutes les formes de Gouvernement. Je doute encore qu'après cet examen, il ne restât bien des doutes & des incertitudes.

Les spéculations sur la meilleure forme de Gouvernement ne pouvant pas se réduire en pratique, la solution de ce problème politique n'est pas d'une grande utilité. On peut dire que nulle espèce de Gouvernement n'est la meilleure en soi, & qu'elles sont toutes bonnes, lorsqu'elles remplissent leur fin, la tranquillité, la sûreté & le bonheur des peuples. Que le pouvoir souverain soit dans les mains d'un seul, de quelques-uns ou de tous, peu importe pourvu qu'il y soit l'instrument de la félicité publique. Les circonstances ont décidé par-tout de la forme du Gouvernement. Toutes les constitutions ont leurs défauts, car il n'y a rien de parfait ici-bas. C'est à ceux qui gouvernent d'en empêcher la mauvaise influence sur les affaires publiques; c'est à ceux qui sont gouvernés à y coopérer. Mais tous doivent se souvenir que souvent on ne peut éviter un mal que par un autre, & qu'ainsi le parti le plus sage est d'apprendre à supporter les inconvénients du Gouvernement sous lequel on vit, en jouissant de ses avantages.

NOTE (2). Page 40.

QUAND on confidere combien les fins pour lesquelles le Gouvernement civil a été institué, sont simples & sensibles à tout le monde, il semble étrange que parmi tant de formes politiques établies pour y parvenir, il y en ait si peu qui approchent de la perfection, & un si grand nombre qui sont diamétralement opposées au but de leur institution. Mais quand on vient à réfléchir combien la méchanceté humaine a d'influence sur ces établissemens, & combien elle est capable de les corrompre, on ne s'étonne plus qu'ils restent si imparfaits & si vicieux.

Ce n'est pas l'ignorance des législateurs qu'il faut rendre responsable de l'insuffisance des loix. Elle vient beaucoup plus d'un vice interne dans le plan des constitutions politiques, ou de l'altération qu'y causent certaines révolutions accidentelles qui élèvent l'intérêt de ceux qui gouvernent au-dessus de celui de la nation qui est gouvernée.

La grande source du mal, c'est que dans la première institution du Gouvernement civil, quel qu'il soit, fondé ou sur l'usurpation ou sur un contrat, c'est-à-dire despotique ou comparativement libre, l'intérêt des chefs est toujours l'objet principal des réglemens, le centre où l'on rapporte tout, lors même qu'on semble lui préférer l'intérêt du peuple. Si le Gouvernement est fondé sur l'usurpation, l'usurpateur s'efforce de maintenir par la terreur ce qu'il tient de la force : ainsi la crainte, comme l'observe Montesquieu, est le principe du despotisme. Si un contrat libre fonde & établit l'Etat, le peuple bien intentionné juge trop avantageusement des Magistrats qu'il se choisit, & par une confiance indiscrete il leur donne une étendue de pouvoir dont ils n'abusent que trop souvent, comme l'expérience l'a fait voir dans plusieurs républiques anciennes & modernes.

Comme il est de la nature du pouvoir d'être entreprenant, ceux qui ont la puissance en main épient les occasions, & tirent avantage de toutes les circonstances propres à accroître leur empire. Les premières entreprises se font si insensiblement que la multitude ne s'en apperçoit pas, ainsi elle garde le silence ; & quand elle commence à élever la voix, les usurpations sont réclamées de l'autre côté comme des prérogatives, & confirmées comme faisant partie de la constitution, sous la sanction des peines les plus sévères.

Voilà comme un grand nombre de formes politiques se sont établies & longtemps maintenues sur ce principe de Thrasymaque qui dans la République de Platon, définit la justice ce qui est conforme à l'intérêt du fort, du puissant, du supérieur.

Lorsque ces systèmes, qui semblent si étranges aux yeux du Philosophe, sont une fois établis, différentes causes contribuent à les maintenir en palliant le vice de leur institution. Les préjugés de l'éducation portent le grand nombre à penser qu'il faut bien que ces réglemens soient justes & utiles, puisque leurs ayeux les ont agréés, & que leurs peres les ont approuvés au moins tacitement, en vivant sous une telle forme de Gouvernement sans en murmurer. Ces préjugés tiennent lieu d'examen. La timidité des autres, & leur indifférence pour les affaires publiques, font qu'ils se soumettent tranquillement à des institutions que leur jugement condamne. Quant aux hommes d'une trempe philosophique, ils cultivent les sciences, & laissent la machine politique se mouvoir au branle de la

roue de fortune. L'ambition & l'avarice des grands font qu'ils s'accoutument aisément d'un système qui favorise leurs vues.

Ces réflexions naissent naturellement en lisant l'histoire des révolutions arrivées dans plusieurs Gouvernemens qui se sont altérés insensiblement, & quelquefois même très-rapidement.

On ne sauroit donc trop répéter à ceux qui sont à la tête de l'Administration, une vérité fondamentale que le sens commun nous enseigne, & dont tout ce qu'il y a d'honnêtes gens dans le monde convient unanimement, savoir, que les Gouvernemens n'ont pas été établis pour l'avantage, le profit, ou la gloire de celui ou de ceux qui gouvernent, mais pour le bien & le bonheur de la société. C'est ce qui a fait dire à Platon & à son disciple Aristote, qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour distinguer un Roi légitime d'un Tyran, qu'en établissant qu'un Roi légitime est celui qui a pour but le bien public; & un Tyran celui qui recherche ses intérêts particuliers; & ils n'ont pas fait difficulté d'avancer que celui qui étoit Roi légitime tant qu'il avoit pour but le bien public, devenoit Tyran lorsque changeant de conduite, il ne pensoit plus qu'à ses intérêts particuliers: ce qui est très-conforme à ce que notre Auteur va dire dans le Chapitre II. du changement de la Monarchie en Tyrannie; que celui qui étoit le meilleur des hommes devenoit alors le pire; & que de pere & de pasteur du peuple, il en devenoit l'ennemi. On peut conclure de-là que dans toutes les disputes qui concernent le pouvoir des Magistrats, il faut moins faire attention à ce qui leur est avantageux & glorieux, qu'à ce qui est utile au bien public.

Du reste c'est un bien réel pour les Magistrats que la vue seule de l'intérêt public règle toutes les décisions & préside à toutes les résolutions; car puisqu'il est pour cette fin qu'ils ont été institués, elle est le fondement de leur autorité qui devient précaire lorsqu'elle n'agit plus par ce principe. Ainsi lorsque les loix réclament légitimement contre les Magistrats, dans des cas où leur conduite est reprochable, non seulement ils ne doivent point en murmurer, comme d'un attentat contre leur autorité, car nul Magistrat n'est au-dessus des loix, ils doivent plutôt se persuader que la plénitude de leur autorité est attachée à ne s'en point écarter, à les faire régner sur eux & sur tous les autres.

Loin de nous ces maximes détestables des fauteurs de la Tyrannie, qui osent dire que Nemrod, Ninus, Pharaon & tous les autres Tyrans qui leur ont ressemblé, n'ont point exercé de violences, ni commis de crimes qui puissent attirer sur eux la condamnation de Dieu & l'horreur des gens de bien; mais qu'au contraire ayant acquis le glorieux caractère de substitués de Dieu, ils ont laissé à toutes les générations qui sont venues après eux, l'exemple de leurs mauvaises actions comme une loi perpétuelle dont il ne leur est pas permis de s'écarter. En suivant cette belle doctrine, le monde, sans en excepter aucune de ses parties, seroit toujours exposé à la violence, à la cruauté & à la fureur des plus scélérats d'entre les hommes. Mais cette opinion est un composé si révoltant d'extravagance, de fureur & de malice, que l'on ne croiroit pas l'esprit humain capable de l'adopter & de la soutenir, si l'expérience n'apprenoit qu'il y a des hommes assez misérables pour se mettre en tête d'augmenter la corruption sous laquelle le genre humain n'a que trop longtemps gémé sous les Tibères, & les autres monstres semblables.

Le salut du peuple est la loi suprême de chaque Etat.

Salus populi suprema lex esto.

CHAPITRE II.

De la variété des Gouvernemens.

§. I.

QUOIQUE, en général, le sens politique du mot *Gouvernement*, soit par-tout à-peu-près le même, & qu'on l'emploie toujours pour signifier un Empire quelconque; toutefois, comme les Empires sont administrés & dirigés par des méthodes différentes, & sur des principes divers, ces systèmes particuliers sont des formes ou des espèces dont le mot Gouvernement exprime le genre.

Divers
systèmes
de Gouver-
nement.

§. II.

La première forme de Gouvernement que nous présente le monde (1), est celle de la famille d'Adam qui, en procurant à ses enfans la nourriture nécessaire, mettoit en usage tout ce qu'il jugeoit propre à leur entretien le plus doux, & le meilleur : mais ce Gouvernement n'étoit point un Gouvernement Politique. A mesure que les habitans du monde augmentèrent en nombre, il est probable que le vice, s'insinuant de plus en plus chez les hommes, altéra insensiblement cette bonne constitution primitive : soit que les uns aient été dépouillés de ce qu'ils possédoient, par d'autres plus forts qu'eux; ou qu'ils se soient vus contraints à la nécessité d'une vigilance extrême, pour garantir leurs paisibles domaines de l'avidité de leurs voisins. Ainsi le besoin excitant les esprits, on aura établi des loix, dès les premiers âges du monde, & posé des réglemens propres à réprimer l'injustice des ravisseurs du bien d'autrui, assurer la propriété, & entretenir la bonne harmonie entre les possesseurs. Telle est probablement l'origine de ce qu'aujourd'hui nous appellons Gouvernement, à quoi les premiers hom-

Origine
du Gouver-
nement.

mes auront eux-mêmes donné diverses formes, ou des systèmes différens, selon la variété de leurs caractères, de leurs tempéramens, de leurs génies. Or, ce sont ces diverses formes de Gouvernement, établies par les hommes, que je me propose de parcourir, & de compter; examinant à fond leurs constitutions, pour en conclure, suivant ce que j'ai déjà insinué, que comme toutes les formes de Gouvernement tendent à une même fin, qui est de maintenir dans une bonne harmonie, l'Etat & les peuples qui le composent; de-même les Ministres sont obligés de les connoître toutes, plus ou moins, puisqu'elles sont toutes; plus ou moins, l'objet de leur charge.

§. III.

Deux espèces générales de Gouvernement.

Quant à leur nombre, il est constant qu'elles se réduisent à deux classes. L'une est celle qui nous offre pour chef un seul homme : l'autre est celle qui fait consister l'autorité dans l'union de plusieurs. La première s'appelle Monarchie, qui désigne le Gouvernement d'un seul : la dernière est ordinairement appelée du nom de République, qui exprime un commandement de plusieurs en commun (2).

§. IV.

Gouvernement monarchique. Théocratie.

La Monarchie a été autrefois nommée Théocratie, du mot grec *θεος*, qui signifie Dieu. Ainsi la Théocratie est le Gouvernement de Dieu. C'est cette forme de Gouvernement, que nous remarquons dans la Sainte Bible, au livre I. des Rois, Ch. VIII. où Samuël demandant de la part du Peuple, un Roi au Seigneur, Dieu répond : *audi vocem populi in omnibus quæ loquuntur tibi : non enim te abjecerunt, sed me, ne regnem super eos.* D'où il conSte que Dieu lui-même régnoit sur le Peuple Hébreu. Les Athéniens aussi se sont fait honneur d'un Gouvernement semblable, lorsque les deux fils de Codrus, Médon & Milée, troublant le repos public, Jupiter fut nommé Roi d'Athènes. Nous ne voyons pas que la Théocratie ait été connue en d'autres temps, ni chez aucune autre Nation.

§. V.

La Monarchie, offrant un Gouvernement dont un seul homme est chef, réunit dans celui-ci toute l'autorité de régler le système de l'Etat pour le plus grand bien des Peuples. Ainsi, nous pouvons appeller également Monarchique tout Etat dont le chef est titré de Roi, de Prince, de Duc, de Seigneur, &c. puisqu'un Prince, un Duc, un Seigneur, souverain dans son Pays, peut, de-même qu'un Roi, établir & diriger le système de son Etat au plus grand bien des Peuples qui le composent. C'est cette forme de Gouvernement vraiment Monarchique, que nous voyons fleurir dans la plupart des Etats de l'Europe & de l'Asie.

Gouvernement monarchique sous différents titres.

§. V I.

Mais si ce même Gouvernement qui doit tendre au bonheur des Peuples, s'éloigne de cette fin par les vices de son chef, Roi, ou Prince, s'il dirige ses opérations au seul profit de ce chef, sans égard à la félicité des membres qu'il rend au contraire misérables & abattus sous le poids de l'injustice; dès-lors il cesse de mériter le titre glorieux de Monarchie; on lui donne justement le nom odieux de tyrannie, & son chef n'est plus qu'un Tyran. Ce n'est pas que la qualité de Tyran emporte d'elle-même une signification odieuse; elle ne veut dire autre chose que chef du Gouvernement; mais parce que ces sortes de chefs ont été souvent corrompus, & n'ont eu que leurs passions pour règle, ils ont tellement avili ce titre qu'il ne se prend plus qu'en mauvaise part; & l'on traite de Tyran tout Prince qui se laisse aveugler par son amour-propre, au préjudice de ses Etats & de ses sujets (3). En remontant jusques à l'origine de la Monarchie & de la tyrannie, malgré le peu de lumières que nous donne l'Histoire dans cette recherche, peut-être trouverons-nous le vrai dans les jugemens que nous allons porter de leur institution.

Comment il dégénère en tyrannie.

§. V I I.

Origine
de la
Monar-
chie.

D'abord, il est vraisemblable que la Monarchie a été établie d'un consentement unanime de Peuples encore grossiers, qui se voyant en proie aux dissensions intestines, faute d'une bonne police, ou aux guerres externes, par défaut de discipline militaire, auront résolu de se soumettre à la conduite de quelqu'un d'entre eux, d'une prudence reconnue, qui leur donnant des loix, & employant à propos chaque sujet, aura arrêté le cours des maux que souffroit la nation, & qui auroient augmenté sans cet heureux expédient; & il est naturel de croire qu'en récompense des avantages dûs aux soins de cet homme choisi, on lui ait fait hommage des personnes & des biens des Peuples; en sorte que de Législateur, il soit devenu, par cette donation volontaire, l'arbitre souverain de la vie de ses semblables, & le maître absolu de leurs possessions; mais à certaines conditions, & avec des restrictions qui assuroient le bien général.

§. V I I I.

Autre
Origine.

La Monarchie peut aussi tirer son principe de la résolution de quelque personne sage, éclairée, & puissante, qui, déplorant l'ignorance & la grossièreté d'un Peuple, se fera généreusement offerte à le polir, à le conduire, à le défendre. Voilà les deux sources d'où la Monarchie peut être sortie; & son autorité passant ensuite, par un commun suffrage, aux descendants du Monarque, le Royaume & son Gouvernement seront ainsi devenus héréditaires dans une famille.

§. I X.

Origine
de la ty-
rannie.

La tyrannie peut avoir pris naissance de la convoitise de quelque ambitieux, qui par adresse aura séduit & entraîné les Peuples intimidés ou trompés, se sera emparé des domaines d'autrui, & aura établi sa souveraineté sur des hommes réduits

à le craindre & à plier sous lui. Ensuite, devenu plus puissant, il aura porté la guerre chez ses voisins; & les ayant vaincus, il les aura rendus ses sujets ou plutôt ses esclaves, comme fit Ninus.

§. X.

La tyrannie peut encore être un effet de la Monarchie dégénérée, lorsqu'un Monarque, après s'être bien comporté pendant les premières années de son règne, abandonne le parti de la vertu & de la justice pour se livrer à la cruauté, préfère son intérêt particulier à l'intérêt public, sacrifiant la vie & les biens de ses sujets à ses vues injustes.

Autre
Origine.

§. XI.

Mais cet état violent se change en véritable Monarchie, quand il arrive que le Tyran cesse d'être injuste & cruel; ou que son successeur détestant les maximes & les injustices du règne précédent, fait monter l'équité avec lui sur le trône; effuie les larmes des Peuples, tâche à force de bienfaits de leur faire oublier leurs maux passés. Alors ils respirent en liberté. Ces mêmes hommes que la violence seule avoit subjugués, se soumettent de plein gré, charmés du changement dont ils sentent les heureux effets. Ce n'est plus un Tyran cruel qui écrase, qui détruit; c'est un Monarque débonnaire qui porte la vie & le bonheur par-tout. Ainsi, Rome qui souffrit d'abord impatiemment l'Empire de Jules-César & d'Auguste, se félicita de ses chaînes, quand elle les vit transformées en liens d'amour & de bienveillance.

Change-
ment de
la tyran-
nie en
Monar-
chie.

§. XII.

Telles sont, ce me semble, les sources de la Monarchie & de la tyrannie: mais il faut distinguer, par rapport aux Monarchies, celles qui sont héréditaires, & dont le Royaume, ou la Principauté, se perpétue dans la famille du Monarque, d'avec celles dont le Roi, ou le Prince est électif.

Distin-
ction en-
tre les
Monar-
chies hé-
réritaires
& les
Monar-
chies éle-
ctives.

§. XIII.

Gouvernement
Républicain.

Quant à l'autre forme de Gouvernement, qui est celui des Républiques, l'Etat Républicain est, ou Aristocratique, ou Démocratique. L'objet de l'un & de l'autre est également le bien public, autant qu'il est possible de le procurer : & cette forme ne le cede en rien à celle de l'Etat Monarchique (4).

§. XIV.

Aristocratie.

L'Aristocratie est un Gouvernement confié aux Grands; c'est-à-dire, à plusieurs hommes sages, expérimentés, & de haute naissance, choisis & élus par d'autres personnages d'un rang distingué, & recommandables par leurs emplois. Tel fut le système de presque toutes les Républiques de la Grece, & d'Afrique, dont l'histoire nous donne de si brillantes idées, quand elle nous représente ces beaux Gouvernemens de Lacédémone, de Carthage, de Crete, d'Athènes. Tel est encore le système de la plupart des Républiques actuelles : & le Corps Germanique, ainsi que ceux des Villes libres de l'Empire, sont régis de la même maniere. Les Républiques de Venise, de Genes, de Lucques, & de Raguse, conservent tout-à-fait la forme du Gouvernement Aristocratique, & n'adoptent pas d'autre système.

§. XV.

Démocratie.

La Démocratie est l'union de la Noblesse & du Peuple, dans le Gouvernement. Cette forme fut d'abord exactement gardée chez les Romains : ensuite, elle y fut ensevelie sous les ruines de l'autorité du Peuple. Le Gouvernement du Peuple seul, se nomme aussi Démocratie; nous en avons des exemples dans la Hollande, la Suisse & dans la plus grande partie des Villes Anseatiques, où, n'y ayant que peu de Noblesse, chacun a également droit aux Charges.

§. XVI.

§. X V I.

L'origine de ces deux dernières espèces de Gouvernement, n'est pas différente sans doute de celle que nous attribuons à la Monarchie; à cela près que, dans celle-ci, toute l'autorité réside en un seul, tandis que, dans celles-là, elle appartient à un certain nombre de personnes, plus ou moins grand, ou à tout le corps.

Origine
du Gouverne-
ment ré-
publi-
cain.

§. X V I I.

Que si le système Démocratique vient à être altéré, en sorte que peu de membres s'emparent de toute l'autorité, pour la faire servir à leurs intérêts propres, préférablement au bien commun, alors ces Gouvernemens dégèrent en ce qu'on appelle Oligarchies, qui ne sont autre chose que le Despotisme de quelques personnes réunies. Tel fut dans Rome le fameux Triumvirat entre Octavien-Auguste, Marc-Antoine, & Lépide. Telles furent aussi les associations à l'Empire, par la création des Césars; comme lorsqu'Antonin le Pieux adopta Marc-Aurele, & Lucius-Vérus, qui régnerent après la mort d'Antonin : & lorsque aussi le Sénat déclara Empereurs Pupien & Balbinus; ou quand Dioclétien s'associa Maximien, création qui fut suivie de celles de Galerius & de Constance. La même chose avoit été pratiquée à Sparte, vers la fin de sa République. Un tel système de Gouvernement ne paroissant pas établi du consentement du Peuple, & étant plutôt contraire à la constitution de l'Etat, peut passer pour tyrannique.

Oligat-
chie.

§. X V I I I.

De plus, une République dégénère en Ochlocratie, quand le Peuple & la Noblesse refusent d'obéir aux loix, & cessent de garder l'ordre, les formalités & les termes établis pour l'élection & la déposition des Magistrats. Tel fut le mauvais Gouvernement de Rome sous les Decemvirs, lorsque les Grands prétendoient envahir l'autorité suprême par la force, & non

Ochlo-
cratie.

plus l'obtenir par la liberté des suffrages. La Démocratie souffre aussi cette altération, lorsque la dissension se met entre le Peuple & la Noblesse, soit que la Noblesse dédaigne de concourir avec le Peuple, au bien commun, ou que le Peuple se détache de la Noblesse; comme il arriva lorsque le Peuple Romain se sépara des Nobles, & se retira sur le mont Aventin.

§. X I X.

Gouvernement mixte.

Il est une autre système de Gouvernement composé de Monarchie & d'Aristocratie. Sparte joignoit à ces deux branches, celle de la Démocratie : son Sénat avoit le pouvoir de réformer les décrets même des Rois; & de son côté, le Peuple soutenu par ses Ephores, pouvoit s'opposer aux déclarations du Sénat & les annuler. De nos jours, la Pologne joint le système Aristocratique au Monarchique; & les Royaumes d'Angleterre & de Suede, sont aussi des Gouvernemens mixtes.

§. X X.

Résultat.

Ce sont là toutes les formes de Gouvernement que l'histoire ou le spectacle actuel du monde nous présente, tant pour les Etats Monarchiques, que pour les Républicains : nous venons de dire que ces mêmes formes de Gouvernement peuvent être altérées par la faute de leurs chefs; la Monarchie dégénérant en tyrannie; & les Etats Aristocratiques & Démocratiques, en Oligarchie, & Ochlocratie. Or, mon dessein étant d'instruire l'Homme d'Etat, & de lui indiquer les plus sûrs moyens de s'acquitter dignement de sa charge, c'est à lui que j'adresse ici la parole, & je le prie d'observer d'abord, que la tyrannie, l'Oligarchie & l'Ochlocratie, ne méritent son attention, qu'autant qu'il se verroit dans la dure nécessité de rectifier & réformer ces systèmes vicieux & de les changer en ceux dont ils auroient dégénéré. Il seroit donc superflu d'en parler davantage. Un soin plus essentiel doit m'occuper. Il s'agit de traiter à fond de la Monarchie, de l'Aristocratie, & de la Démocratie, comme étant les formes de Gouvernement propres à ren-

dre les Peuples heureux, & par conséquent les systèmes que l'Homme d'Etat doit approfondir, pour le bien suivre. Seulement il lui importe plus ou moins de connoître plus l'un que l'autre, suivant qu'il se trouve lui-même dans une Monarchie, une Aristocratie ou une Démocratie. Mais quand il auroit une connoissance parfaite de trois systèmes, il ne seroit que plus en état de bien diriger celui qui est confié à ses soins.

§. X X I.

Quelque variés que soient ces systèmes, il est constant qu'ils se ressemblent tous les uns aux autres, en ce qui fait l'essence du Gouvernement. Or, le point essentiel, qui réunit les divers systèmes, c'est (comme on peut l'inférer du Chapitre précédent) la puissance de porter des loix & de faire des décrets, qui réside dans tous les Gouvernemens soit Monarchiques ou Républicains, avec cette seule différence que dans la Monarchie elle réside en un seul, au lieu qu'elle appartient à plusieurs dans la République, savoir à tous, ou seulement à un nombre limité. Du reste cette différence bien appréciée se réduit à bien peu de chose, puisque dans la République le Peuple, ou les Grands constituent le Souverain, comme le Monarque l'est dans son Royaume.

Essence
du Gouverne-
ment, la
même
dans tous
les systé-
mes.

§. X X I I.

Les Monarchies & les Républiques, outre cette uniformité dans ce qui fait l'essence du Gouvernement, savoir le pouvoir de porter des loix & des décrets qui réside dans le Souverain seul, se ressemblent encore dans la manière dont le Souverain a coutume de se donner des substituts : car lorsque, dans un Etat Monarchique, le Roi, ou le Prince, veut se soulager du poids du Gouvernement, il en charge un sujet capable, ou un Conseil; se réservant le droit d'approuver, ou de désapprouver les décrets proposés : de même dans les Républiques, le Sénat, ce corps formé, soit des Grands seulement, soit de la Noblesse & du Peuple, ou des seuls Nobles, & qui n'est

Manière
dont le souve-
rain se
choisit
des sub-
stituts, la
même
dans tous
les systé-
mes.

pas moins Souverain que le Monarque, remet à un Conseil privé le soin de faire les décrets, & s'en réserve le jugement.

§ XXIII.

Ressem-
blance
des Mi-
nistres
dans tou-
tes les
formes
de Gou-
verne-
ment.

Puisque, malgré la diversité des systèmes politiques, ils se ressemblent tous dans le point essentiel des décrets, ces divers systèmes doivent donc aussi revenir à peu-près au même, à l'égard des Auteurs des décrets, c'est-à-dire des Ministres que le Souverain charge de les dresser & de les lui présenter pour les approuver ou les rejeter. C'est pourquoi, après avoir remarqué l'uniformité qui se trouve dans la pratique des différens systèmes, disons quelque chose de la ressemblance que les Ministres ont entre eux dans toutes les formes de Gouvernement.

§ XXIV.

Fon-
ctions
des Mi-
nistres les
mêmes
dans tout
Etat, au
moins
pour l'es-
sentiel.

S'il s'agit d'un Etat Monarchique, le Roi peut, sans contredit, se consulter soi-même, se conseiller, & ensuite donner les décrets qu'il a formés; en quoi il exerce, non seulement le pouvoir de Souverain, mais encore le devoir de Ministre : parce que le décret est le droit du Prince, & le conseil la charge du Ministre. S'agit-il d'une République, le droit de porter des décrets appartient au Sénat, au corps qui constitue le Souverain, ou qui le représente; comme, dans la Monarchie, il appartient au Prince. Le conseil est de-même dans la République, aussi bien que dans l'Etat Monarchique, le fait des Ministres. Enfin, comme tous les Gouvernemens sont administrés & dirigés par les moyens que nous allons expliquer dans le Chapitre suivant, aussi tous les Gouvernemens doivent avoir les mêmes Ministres, chargés des emplois énoncés & à énoncer.

§ XXV.

Souve-
rain fai-
sant l'of-
fice de
Ministre.

Que si dans une République, quelqu'un des membres du corps qui constitue ou représente le Souverain, prétend se consulter, proposer un décret, consulter ou conseiller, il ne tient

pas, en cela, son rang de Souverain, il fait l'office de Ministre; comme nous venons de le dire, en parlant du Prince ou du Roi dans l'Etat Monarchique.

§ X X V I.

Il résulte de ce que nous venons d'établir jusqu'ici, que toutes les especes de Gouvernement voient le même effet résulter des différents systèmes qui les dirigent : car il n'est pas moins vrai de dire que tout corps souverain est Roi, que de dire que tout Roi est corps souverain : puisque l'un donne ses décrets, comme l'autre. C'est pourquoi la charge des Ministres, qui proposent & conseillent également dans l'un & l'autre Gouvernement, est non seulement semblable, mais elle est la même.

Conclu-
sion.





NOTES

SUR LE CHAPITRE II.

NOTE (1). Page 51.

CETTE Note fera un peu longue. J'y traiterai des matières importantes qui demandent quelques détails. Il s'agit de l'origine & des fondemens des sociétés civiles.

De la liberté naturelle.

L'HOMME naît libre, & non pas indépendant. Il naît libre & dans l'état de nature, personne n'a droit de commander aux autres ni de s'en faire obéir. Il ne naît pourtant pas indépendant : il doit des égards à ses semblables. La pitié naturelle, ce sentiment de répugnance qu'il éprouve à leur faire du tort, l'avertit, dans toutes les occasions, de ce qu'il leur doit. Ne croyons pas que cette dépendance mutuelle & nécessaire à la conservation du genre humain, ôte rien de la parfaite égalité où nous naissons tous dans l'état de nature. Obligeant également tous les hommes, elle ne peut les rendre inégaux.

Il ne faut donc pas confondre la liberté & l'indépendance. Elles paroissent d'abord avoir quelque affinité; elles n'en ont aucune. Elles sont même si contraires qu'elles se détruisent essentiellement, & ne peuvent subsister ensemble. Ceci n'est point un paradoxe. Vouloir les réunir, ou seulement les rapprocher, ce seroit détruire d'un côté ce qu'on établiroit de l'autre. „ Il faut bien se mettre dans l'esprit, dit Mr. de Montesquieu, ce que c'est que l'indépendance, „ ce, & ce que c'est que la liberté. La liberté est le droit de faire ce que „ les loix permettent; & si un citoyen pouvoit faire ce qu'elles défendent, il „ n'auroit plus de liberté, les autres auroient tout de-même ce pouvoir. ” (*De l'esprit des loix*, Liv. XI. Chap. III.). Rapprochons ce raisonnement de l'état de nature.

La liberté naturelle est le droit de faire tout ce que la nature permet; les hommes ne peuvent être libres qu'autant qu'ils se contiennent dans les bornes qu'elle leur prescrit. Dans les Républiques les plus jalouses de leur liberté, on a toujours pensé que cette liberté ne consistoit pas à faire ce que l'on vouloit, mais à pratiquer ce qu'on devoit vouloir (*Stob. de Rep. Erasim. Apophteg.*).

Si un particulier a droit de faire ce que bon lui semble, sans aucun ménagement pour les autres, sans se soucier si ce qu'il fait leur est nuisible ou avantageux, la liberté naturelle étant la même dans chaque individu, chacun aura le même droit, en quoi consiste l'indépendance. Où sera alors la liberté? Qui pourra se dire vraiment libre? Chacun aura droit de faire son bien aux dépens d'autrui : chacun aussi sera obligé de céder sans murmure à la férocity des au-

tres ; tous seront à la fois esclaves & indépendans : tous seront indépendans , ayant droit de suivre toutes leurs volontés , tous leurs caprices , toutes leurs passions , sans aucune restriction ; tous seront esclaves , devant souffrir tout le mal qu'on leur fera.

Si vous avez un vrai pouvoir d'agir indépendamment du bien ou du mal qui peut m'en revenir , ne suis-je pas tenu de souffrir , sans me plaindre , tout le tort que je recevrai de vous ? De l'indépendance absolue de l'un suit nécessairement la dépendance entière de l'autre. Mais si j'ai un pouvoir égal au vôtre , fondé sur le même principe , alors je suis le maître , & vous l'esclave ; ou plutôt nous sommes tous les deux indépendans , & néanmoins dépendans l'un de l'autre ; ce qui est contradictoire.

Il est donc évident que cette licence absolue qu'on supposeroit dans tous les hommes , est chimérique & imaginaire ; le droit d'un seul étant destructif du droit pareil de tous les autres. Cette espèce de Despotisme universel est contre nature , & ne peut pas exister à la fois dans tous les individus. La liberté seule existe avec l'égalité.

La dépendance mutuelle où la Nature a mis les hommes , assure leur liberté.

Si nous sommes indépendans , nous ne sommes plus libres ; & la dépendance mutuelle dont il s'agit ici , loin de ruiner notre liberté , en fait au contraire la plus grande sûreté. Vous avez dans les égards que je vous dois , le garant & la caution de votre liberté ; & j'ai de-même dans vos obligations envers moi , une assurance que vous n'entreprendrez rien contre mes droits légitimes. Mais si nous cessons d'avoir des devoirs réciproques , où est alors cette assurance ? Qui peut me répondre de vous , & vous répondre de moi ? Libres alors de toute loi , vous pouvez tout oser , & moi pareillement. Le faible sera forcé de céder au plus puissant , avec le droit de reprendre sa revanche , quand il se croira en état de le faire.

C'est ainsi que dans tout Gouvernement bien constitué , les loix sont garantes de la liberté publique. Les citoyens sont libres , dès qu'ils les respectent. La loi , en me défendant de rien entreprendre contre la liberté de mes concitoyens , assure la mienne par la même défense qu'elle leur fait. Le peuple est libre tant qu'il est soumis aux loix. Athènes éprouva que l'esclavage n'est pas loin quand la liberté effrénée dégénère en licence : *Libertatis extrema licentia , extremæ servitutis est principium. Plato de Rep.*

De l'égalité naturelle.

QU'EST-CE à-présent que l'égalité naturelle ? Tous les hommes naissent égaux dans l'état de nature : est-ce à dire que , dans cet état , ils naissent avec un droit égal sur tout , avec un égal pouvoir de s'approprier tout ce qu'ils jugeront leur être convenable ? Si nous avons droit sur tout , c'est „ justement comme si nous n'avions droit sur rien ; car dans le même „ temps que je prétends à une chose qui me plaît , un plus fort que moi „ vient me l'enlever en vertu du même droit , & en jouit malgré moi : alors „ un homme usurpe le bien d'un autre par le même droit que cet autre le „ possède & le défend. ”

Tout ne peut pas appartenir à tous. Dans le cas d'une pareille supposition

cette abondance prétendue de biens immenses multipliés dans toutes les parties de l'univers, nous réduit à une disette extrême. Je ne puis rien posséder qu'un autre ne puisse m'enlever par la même raison que j'ai pu me l'approprier.

L'égalité naturelle consiste en ce que tous les hommes ont un droit égal avec une égale restriction à ce droit. Ils ont tous un plein pouvoir de se procurer le bien qu'ils voudront, avec cette condition qu'ils ne voudront jamais rien qui puisse préjudicier aux autres. Qu'on ne dise donc plus à l'homme, „ Fais ton bien avec le moindre mal d'autrui que tu pourras. ” (*Discours sur l'origine & les fondemens de l'inégalité parmi les hommes, par J. J. Rousseau.*) Ce n'est pas là le droit naturel. Il n'est jamais permis de faire son bien avec quelque mal d'autrui. L'un seroit heureux, & l'autre souffriroit : où seroit alors l'égalité ? Nous sommes tous égaux, je ne puis donc rien faire au préjudice de mon semblable ; la loi d'égalité qui l'oblige à ne me point traiter comme son sujet, m'impose la même obligation à son égard.

L'état de nature est un état de liberté & d'égalité. La liberté fonde le droit naturel & toutes les règles qui en découlent. L'égalité établit le droit des gens & toutes les obligations qu'il comprend.

De l'insuffisance de ce principe : „ Fais ton bien avec le moindre mal d'autrui que tu pourras. ”

SUPPOSER qu'il y ait des occasions où l'homme ne puisse faire son bien sans quelque mal d'autrui, c'est supposer une imperfection dans la nature qui ne peut pas y être ; c'est l'accuser de n'avoir pas pourvu suffisamment aux besoins de tous ses enfans.

Pour bien juger des inconvéniens & de l'insuffisance de ce principe, plaçons l'Homme Sauvage dans une de ces circonstances où, son bien-être se trouvant en compromis avec celui d'un autre Sauvage, il est nécessaire que l'un soit satisfait au préjudice de l'autre. Il éprouve deux impressions naturelles : un ardent désir de se satisfaire, & une répugnance innée à voir souffrir son semblable : impressions contradictoires dans ces circonstances. Le Sauvage ne peut obéir aux deux ; toutefois il est libre sur le choix, il en a le sentiment intérieur. Mais sur quelle règle se décidera-t-il pour agir sans inquiétude ? Tout est égal de part & d'autre. Ces deux principes de l'amour de soi-même, & de la pitié naturelle, sont également fondés sur la constitution de son être, tous deux immuables parce que la nature ne change point, tous deux d'une égale force & d'une même évidence, parce qu'ils sont commandés & notifiés par la même voix, celle de la nature. Comment donc jugera-t-il qu'il doit suivre l'un plutôt que l'autre ? Peut-on soupçonner que l'un puisse paroître moins indispensable que l'autre, puisqu'on les suppose pareillement naturels & qu'ils le sont en effet ?

Voilà l'homme de la nature dans l'affreuse nécessité d'étouffer un sentiment nécessaire pour en suivre un autre qui ne l'est pas moins, de se contredire pour se satisfaire ; & dans toutes les rencontres pareilles, il sera obligé de se faire violence & d'entrer en contradiction avec soi-même, quel que parti qu'il prenne.

Où est la raison de prétendre que l'homme puisse se trouver obligé de se révolter contre la nature pour lui obéir ? Où est la bonne foi de dire que la situation la plus violente & la moins naturelle, est un état de douceur & de volupté. S'il est vrai que celui-là ne connoît aucun genre de misère, dont

le cœur est en paix & le corps en santé, ne faut-il pas avouer que le plus misérable des hommes est celui qui se voit contraint d'être la victime des justes prétentions d'un égal, ou d'altérer la tranquillité de son ame en l'immolant, même justement, à son intérêt particulier ?

Sans-doute, le Philosophe célèbre qui a supposé si gratuitement que le bien de l'un pouvoit devenir le mal nécessaire de l'autre, n'avoit pas prévu ces conséquences. Si elles s'étoient présentées à son esprit, il eut compris qu'elles introduisoient dans l'état de nature le desordre qu'il blâme avec raison dans la société.

Dans l'hypothèse où nous venons de mettre deux hommes Sauvages, chacun se doit la préférence, & il est à croire que chacun se déterminera en sa faveur. Que s'ensuit-il ? Toutes sortes d'horreurs, & un desordre universel ; d'abord par l'impossibilité de distinguer les occasions prétendues légitimes où l'urgence du besoin lui fait une loi de se satisfaire : car comment calculer les degrés de son besoin avec les degrés du besoin de son rival, pour décider qui doit l'emporter ou céder ? De plus dans l'état de nature, les hommes sont supposés n'avoir d'autre règle de leurs actions que les impressions de la Nature ; or deux impressions naturelles se combattent dans le cas présent avec une égale force, & une même évidence de droit. Le Sauvage se croira donc toujours autorisé à ne suivre que l'amour de soi-même. Loin que cette ardeur vive & puissante qu'il a pour son bien-être soit tempérée ou arrêtée par la commisération intérieure, à-peine sera-t-il en état de juger qu'il a ce dernier principe dans lui, puisqu'il y sera comme muet & ne se fera presque plus entendre.

Qui ne voit aisément que la pitié naturelle ne parlant plus au cœur de l'homme Sauvage, ou n'en étant pas écoutée dans les rencontres où l'on prétend qu'il est juste & nécessaire de l'étouffer, s'affoiblira insensiblement & ne se fera bientôt plus sentir ? Ou si l'on n'est pas encore venu à bout de la détruire totalement, du moins ce ne sera plus qu'une impression foible & languissante comme la lumière du Soleil couchant ; si le Sauvage a du se croire autorisé à l'étouffer lorsqu'elle avoit encore toute sa vigueur, peut-il se persuader qu'elle l'oblige à quelques égards, lorsqu'elle n'est plus qu'un sentiment obscur, sans force, & à-peine sensible ? Cette foiblesse ne deviendra-t-elle pas une nouvelle raison, & un prétexte spécieux de la négliger ?

N'en doutons point : le Sauvage, obligé d'étouffer en mille occasions ce sentiment de commisération, y devient tout-à-fait insensible. Accoutumé à faire plus d'attention à son bien-être, qu'au mal de son semblable, poussé par la nature à se procurer des sensations agréables, sans aucune inquiétude sur le mal-être d'autrui, il n'a plus en vue que son plaisir, & ne songe qu'à soi-même.

Il trouve moins de répugnance à résister à l'impulsion intérieure de la commisération, qu'à la suivre. Il n'y résiste que pour se livrer à un sentiment plus fort, plus vif & plus impétueux, qu'il lui faudroit combattre & surmonter.

Je ne vois plus cet animal compatissant qui s'identifie avec l'animal qu'il voit souffrir, qui se livre d'abord au premier sentiment de l'humanité, qui n'est pas même tenté de se dégoûter à sa douce voix : cet homme raisonnable sans avoir appris à l'être, dans qui la pitié naturelle arrête ou suspend l'amour ardent de soi-même, & dont l'ame est plus touchée de la misère d'un Être étranger, que de sa félicité personnelle : ce Sauvage robuste qui va chercher ailleurs une subsistance qu'il peut aisément arracher des mains d'un foible enfant, ou d'un vieillard infirme.

Je n'apperçois qu'un animal féroce par nécessité, ensuite par habitude, bientôt par plaisir; dont le cœur uniquement occupé de son intérêt, se plaît à faire souffrir ses égaux qui ne lui doivent rien: un Sauvage furieux qui, se persuadant que tout ce qu'il desire lui appartient de droit, s'attaque indifféremment & aux tigres & aux hommes, aussi souvent qu'il espère leur enlever un bien acquis avec peine, ou trouvé par hasard: un Scyte barbare qui, loin de se sentir ému de compassion à la vue d'un vieillard souffrant, ou d'un enfant abandonné à sa foiblesse, profite de l'avantage que lui donne sa force pour les mettre en pièces & se repaître de leurs membres sanglans. Les hommes dans cet état, ne reconnoissant point d'autre loi que celle du plus fort ou du plus fourbe, l'univers est en proie à la violence & à la fraude.

Qu'est donc devenue cette pitié naturelle qu'on élevoit si haut? Elle devoit tenir lieu de frein à toutes les passions: elle devoit modérer dans chaque individu cette impétuosité qui le porte si vivement à tout ce qui flatte sa sensibilité. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait? O hommes! Comment avez-vous pu sans raison & sans philosophie, étouffer un mouvement antérieur à toute réflexion, que la nature avoit mis dans chacun de vous pour sa tranquillité particulière, & pour la sûreté commune.

Eh quoi! me diront les plus sages d'entre eux, s'il en est quelques-uns qui aient pu appercevoir le mal, sans y avoir participé; vous nous rappelez à une loi que la nature elle-même nous a forcés de violer: vous vantez un frein qu'elle a rompu de ses mains. Nous étions nés bons, c'est elle qui nous a rendus méchans; c'est elle qui nous apprend à dépouiller tout sentiment d'humanité, lorsqu'elle fit du bien d'autrui notre mal nécessaire. N'accusez qu'elle du désordre & des vices qui regnent parmi nous.

Véritable maxime de Justice naturelle.

Au principe dont je crois avoir démontré l'insuffisance, substituons cette maxime plus vraie, parce qu'elle est plus conforme à la nature: *Fais ton bien sans aucun mal d'autrui.* Déjà je vois renaître la tranquillité dans le cœur de chaque individu, & la paix entre tous. Le Sauvage aussi réservé à faire la moindre peine à son semblable, qu'ardent à contenter ses appétits, ne s'accoutume point à résister aux mouvemens de la commisération, parce qu'il n'y a plus d'occasions où il le fasse sans remords. Son bien nécessaire n'est jamais le mal d'un autre. Deux Sauvages viennent prendre leur repas sous le même chêne, & l'un n'arrache point à l'autre le gland qu'il a cueilli. Ils vont se désaltérer au même ruisseau. S'il ne s'y trouve qu'une goutte d'eau, il ne faut point se battre pour décider lequel boira: le premier venu se désaltère, & la nature dit au second d'aller chercher plus loin.

Dans l'autre hypothèse le Sauvage est porté à ne faire attention qu'à lui-même, & la nature l'excite, s'il est le plus fort, à chasser avec violence le premier occupant, sans se mettre en peine si celui-ci pourra trouver ailleurs le soulagement qui lui est enlevé contre toute justice.

Qu'on juge à-présent laquelle de ces deux maximes est la plus naturelle, la plus convenable à l'homme, la plus capable d'établir la paix.

De la Sociabilité.

L'HOMME est-il fait pour la société ? Ou doit-il errer dans les bois avec les animaux ses confrères, sans connoissance & sans loi, incapable de vice & de vertu ?

Nous ne naissons pas pour nous seuls, & l'intention de celui qui nous créa, n'est pas que nous vivions sans aucun commerce avec nos semblables. *Homo aptus est ad carum societatemque naturā. Aristot. Ethic. Cap. VII.*

Habitans de la même terre, nés les uns des autres, participans de la même nature, nous avons tous mêmes facultés & mêmes besoins, mêmes desirs & mêmes biens. Tout est à tous à cette condition que tous vivront ensemble & dans une étroite union. Si quelqu'un se sépare des autres, il perd ses droits : ses prétentions deviennent fausses & abusives. Tout est à tous & rien n'est au particulier : de quel droit demanderoit-il à partager les biens d'une société dont il s'est exclu ?

Le désir de vivre en société est dans tous les hommes & marqué dans tous les âges par l'établissement des Républiques & des Empires. Mais je n'ai garde de me contenter de ce témoignage universel. Montrer que tous les Peuples ont cru l'homme un animal sociable, ce seroit peut-être uniquement prouver que tous les Peuples, plus touchés des avantages dont ils croyoient jouir, que des biens réels dont ils n'avoient pas d'idée, ont pris pour un sentiment naturel ce qui n'étoit qu'un goût dépravé & un effet des circonstances où ils naissoient.

L'amour du bien-être porte les hommes à se réunir.

TOUT ce qui est, chérit son existence, & sent un penchant inné qui le pousse à ce qui lui est utile. Ce penchant est plus ardent & plus vif dans l'homme parce qu'il en sent tout le prix, & qu'il fait que la Raison d'accord avec la Nature, l'approuve & l'autorise.

L'amour du bien-être est le plus beau présent que celle-ci nous ait fait. Nous pouvions nous passer de tous les autres ; ce don seul nous étoit nécessaire. Les autres nous sont devenus funestes ; celui-là seul devoit nous rendre heureux, & rien n'eût manqué à notre bonheur, si nos premiers pères dociles à cette voix intérieure qui les pressoit d'en user selon les termes de la Nature, ne nous avoient pas appris à nous rendre misérables par le plus précieux de tous les avantages.

Le grand mobile des actions de l'homme, le grand ressort qui met au jeu ses passions, son unique loi & le centre de ses pensées, c'est l'amour de soi-même : sentiment d'autant plus fort & plus impétueux dans l'homme Sauvage, qu'il agit plus naturellement, n'ayant point appris par une sorte de bizarrerie, ou par une vanité ridicule, à se faire une joie de souffrir. Guidé par ce principe céleste, il doit se procurer tout le bien, & s'épargner tout le mal qu'il peut. C'est cette même ardeur qui porte tous les hommes à se rechercher les uns les autres, chacun trouvant un avantage réel & son plus grand bien dans cette réunion.

La misère naturelle à l'homme l'invite à rechercher la compagnie de ses semblables.

LE Sauvage nud, sans armes & sans autre secours que son imbécillité, erre comme au gré du hasard ; pouvant à-peine atteindre aux fruits du moindre arbruste, il broue l'herbe des campagnes, exposé sans défense à toute la fureur des bêtes farouches qu'il rencontre. Il veut fuir, & ses pieds mal assurés, ou arrêtés par la frayeur, lui sont inutiles. Il fait retentir les montagnes & les vallées de ses plaintes lugubres, & semble reprocher à la nature le peu de soin qu'elle prend de lui. Il réclame en vain les forces de celle qui l'alaita. Les rochers se contentent de répéter ses cris, sans pouvoir soulager ses douleurs. La mere qui le porta dans son sein, ne le reconnoît plus, & la nature laisse périr misérablement celui qui parut être l'objet de ses complaisances.

Représentez-vous donc le monde comme un vaste & affreux désert, peuplé d'animaux féroces & cruels. L'homme naturellement bon & compatissant, est devenu semblable à eux. Obligé d'attaquer les uns, ou de se défendre contre les autres, toujours en guerre, ce qu'il fait pour se procurer du repos & quelque contentement, est la source d'une agitation & d'une contrainte éternelle.

„ O vous ! qui prétendez que le Sauvage errant dans les bois, vit
 „ tranquille & heureux, écoutez, & détrompez-vous, c'est à moi seul de
 „ vous en instruire. La crainte empoisonne tous mes instans : mon ame
 „ inquiète souffre à chaque moment, avec les maux réels qu'elle a sujet
 „ d'appréhender, les maux imaginaires qu'elle appréhende. Il est vrai, je
 „ suis tout environné de biens & de richesses ; mais cette abondance m'est
 „ nuisible, & me devient à charge : elle multiplie mes desirs, sans me
 „ donner plus de facilité à les satisfaire ; elle me fait connoître ma mis-
 „ sère, sans m'offrir les moyens d'y remédier. Je vois naître sous mes
 „ yeux, & à ma portée, les productions de la terre, destinées à me
 „ fournir les alimens nécessaires, & je n'ose pourvoir à mes besoins. Tous
 „ les fruits me semblent interdits, & je n'y porte la main qu'en tremblant :
 „ je m'imagine toujours qu'un animal féroce vient me les enlever. Ma vie
 „ n'est pas à moi : c'est un bien dont je suis redevable à ceux qui m'ont
 „ épargné, & qui peuvent me dévorer à tout instant. Aucun lieu n'est pour
 „ moi sans crainte & sans dangers. Encore, si j'étois armé de griffes & de
 „ dents, comme les autres animaux, je me croirois destiné à vivre com-
 „ me eux, & à leur disputer ma subsistance. Réduit à moi seul, je n'ai
 „ rien pour ma défense, & je dois tout craindre de leur férocité. ”

C'est le Sauvage sans desirs & sans passions factices, qui nous fait part des sentimens que lui dicte la Nature. Il sent qu'il est fait pour la Société. Les dangers & la contrainte d'une vie errante lui sont à charge. *Homo enim naturā suā est animal gregabile, ad societatem cum aliis colendam natum, non autem ut feræ bellæ naturā solitarium, non ut aves vagum.*

L'insuffisance particulière de chaque homme veut qu'ils s'attroupent tous ensemble, pour y suppléer par des secours mutuels.

SI quelqu'un se suffit à lui-même, consacrons-lui un Temple, dressons-lui des Autels. C'est un Dieu, il mérite nos hommages & nos adorations. Il assistoit l'Auteur de la Nature, lorsqu'il travailloit à former le monde; & parmi les essences des choses, il s'en choisit une entière & toute accomplie. Que le reste des mortels convaincus de leur imbécillité, cherchent dans les autres ce qu'ils ne trouvent pas dans eux : c'est au foible à chercher un appui, c'est au pauvre à mendier le secours du riche. Mais le sage n'a point de besoins : enveloppé dans lui-même, il se soutient par sa propre force. Que les hommes chérissent & respectent des liens formés pour leur félicité. Seul dans la sphere, il ne tient à personne, & ne doit vivre que pour lui. A l'exemple des Dieux, il trouve dans le fond de son être, la loi, la vertu, la sagesse & le bonheur.

Mais ce Dieu prétendu n'est peut-être qu'un animal bizarre qui fuit la société pour s'affranchir des devoirs qu'elle impose. Il renonce aux avantages qu'elle lui offre, pour être plus indépendant. Il n'exige rien des autres, pour ne rien devoir à personne. Il aime mieux ramper avec le limaçon, ou errer au milieu des lours, que de vivre avec des Etres raisonnables. Il préfère une stupidité brutale aux lumières de l'entendement; & content de se voir confondu avec les bêtes, s'il n'a point d'autre engagement qu'elles, il renonce sans remords à la vertu, à la raison, à l'humanité. *Si quis est qui societates & congressus hominum ferre non possit aut nullo egeat, quod seipso contentus sit, vel bellus, vel Deus est. Aristot. de Rep. Lib. 1.*

Celui par qui nous sommes, pouvoit donner à chacun de nous tous les talens & un génie universel avec la facilité de se procurer par soi-même & sans peine tous les plaisirs & toutes les commodités que nous avons dans la société. Il pouvoit peut-être nous créer sans besoins & par-là insensibles à tout. L'homme alors se suffisant pouvoit se tenir à part, également incapable de faire aucun bien, ou d'en recevoir aucun. Inutiles à nous & aux autres, nous eussions vécu dans une entière indifférence, sans desirs & sans bonheur. Ce système, possible ou non, n'est pas celui de la Nature, & la main qui pour varier le spectacle de l'univers, sema dans chaque climat tant de productions différentes, a pu diversifier notre ame avec une profusion aussi magnifique.

Un seul Pays ne donne pas toutes les richesses à ses habitans : ici les campagnes sont couvertes de moissons dorées : ailleurs on voit germer l'or, l'argent & le fer ; l'Arabie est féconde en parfums ; & le Royaume de Golconde enrichit le Grand-Mogol par ses mines de diamant. Ainsi la Nature, par une distribution assez singulière, répandit çà & là les talens & l'industrie, les sciences & les arts, les vertus & les vices. A-t-elle prétendu que l'homme, borné à son génie particulier, ne profitât point des lumières d'autrui ? Veut-elle que, jouissant de ses seules inventions, il n'ait aucune part à l'avantage qui résulte de celles de ses semblables ? Ce n'est pas là son intention. Elle eut des vues plus grandes & plus nobles dans le partage inégal de ses dons.

Nous n'avons presque rien de notre fonds, mais nous pouvons tout acquérir. Nous sommes en état de suppléer à notre indigence naturelle, en nous appropriant l'adresse des autres, & en leur faisant part de la nôtre. Nés avec un double esprit de communication & de curiosité, l'un nous porte à enrichir

notre voisin du peu que nous avons , l'autre nous donne envie de profiter des découvertes que nous n'avons pas eu la peine de faire. C'est un innocent artifice de la mere commune des humains , qui , pour réunir ses enfans , les a mis dans la nécessité de s'entre-prêter leurs inventions , & le fruit de leurs travaux particuliers.

Les hommes plus ignorans n'en seroient pas meilleurs.

Si l'homme étoit borné à sa seule industrie personnelle , que le monde seroit ignorant & rustique ! Les arts réduits au petit nombre des nécessaires , se ressentiroient de la grossièreté de l'ouvrier ; les sciences n'auroient qu'autant d'étendue que la capacité d'un seul individu pourroit lui en donner ; & quoi qu'on en dise , l'homme plus hébété & moins cultivé n'en seroit pas meilleur.

Témoins oculaires de la corruption de notre siècle , & des vices qui deshonorent les temps où nous vivons , nous nous accoutumons trop à louer les hommes que nous n'avons pas vus , & à mépriser nos contemporains , au lieu de travailler à mériter les éloges de la postérité par notre propre sagesse.

Pleins de vénération pour l'antiquité , nous nous écrions sottement : ô temps ! ô mœurs ! Nos bons ayeux ! Nos sages ayeux ! Horace en disoit tout autant , & prétendoit que les races futures seroient encore pires que celles dont il reprenoit les vices. Platon avoit tenu le même langage , il regrettoit le temps où les hommes innocens voyoient les Dieux de plus près : *Peteres nobis meliores erant & propius Deos habitabant. Plato de Rep.* Platon ne répétoit que les plaintes de ses ancêtres ; & les premiers habitans du monde furent peut-être assez simples pour croire avoir dégénéré.

C'a été une foiblesse commune à tous les âges & à tous les hommes , de s'imaginer que leurs devanciers valoient mieux qu'eux. Personne ne dit avoir vu les beaux jours d'Astrée. Qu'en conclure ? Qu'aucun siècle n'a été innocent , que le monde a toujours été à-peu-près comme il est , & qu'il fera toujours le même.

L'ordre des choses demande que les hommes vivent en société.

L'UNIVERS peut être considéré comme un seul & grand Ouvrage merveilleusement ordonné , dont les pieces sont liées ensemble par des rapports mutuels & nécessaires , avec un point où elles viennent essentiellement aboutir. C'est un cercle de choses admirables : l'homme se trouve au centre , c'est lui qu'elles regardent , c'est à lui qu'elles se rapportent , & c'est lui qui les fait valoir. La terre n'est à personne , mais elle est pour tous , pour les plantes , pour les brutes & pour l'homme. Les plantes sont pour l'insecte qui vole , pour le bœuf qui rumine , pour l'animal qui pense. Mais la terre avec tout ce qu'elle renferme , tout ce qui en couvre la surface , & tout ce qui l'habite est pour l'Être sociable. Oter cette sociabilité , dit Sénèque , c'est détruire l'accord essentiel entre les œuvres du Créateur , c'est rompre l'admirable unité de la Nature.

Je disperse donc les hommes rassemblés , & leur ôtant la raison , je les fais rentrer dans l'épaisseur des forêts. Jettant alors un coup d'œil philosophique sur l'univers , il ne m'offre plus que l'ouvrage du hasard : une masse informe & raboteuse : des animaux qui l'habitent sans savoir comment ni pourquoi.

„ La terre renferme dans son sein des pierres propres à bâtir, & des métaux pour fabriquer toutes sortes d'ouvrages; mais elle n'a point d'hôte à loger, ni d'ouvriers qui sachent mettre en œuvre ces matériaux. Sa surface est un grand jardin, mais qui n'est point cultivé. La Nature est un beau spectacle qui n'est donné à personne. Le cheval & le bœuf ont reçu des forces qui les mettent en état de traîner & de porter les plus lourds fardeaux; ils ont le pied armé d'une corne capable de résister aux chemins les plus rudes; il ne leur falloit ni tant de force, ni un ongle si dur pour fouler l'herbe des prairies où ils cherchent leur pâture. La brebis est accablée du poids de sa toison; la vache & la chèvre sont incommodées de l'abondance de leur lait. ”

C'est alors qu'on peut dire que cette grande machine, dont les pièces sont éparpillées çà & là, sans jeu, sans ressort, sans liaison & sans dessein, est un pur caprice, un effet bizarre du mouvement éternel des atomes, surtout si l'on doit juger de l'imbécillité du Principe par l'inconséquence & l'incohérence de l'effet.

Ne laissons pas les hommes plus long-temps dans un état qui leur est si contraire. Rendons-leur l'usage de leurs facultés : réveillons ces Sauvages errans. La nature sort de l'engourdissement où elle étoit. Je vois fleurir les arts, les talens se développer, les sciences se multiplier. Je commence à découvrir que l'homme est le centre des choses qui existent sur notre terre. Le feu caché au sein des cailloux, vient s'attacher au bois pour ranimer ses membres engourdis, ou préparer sa nourriture. La terre s'ouvre & les pierres qu'elle renferme se placent à son gré, & lui forment un logement commode & solide.

La réunion des hommes n'est pas l'ouvrage du hasard.

Qu'on ne dise plus que la Nature n'a pris aucun soin de rapprocher les hommes par des avantages réels, qu'elle a peu préparé leur sociabilité, & qu'elle a mis peu du sien dans tout ce qu'ils ont fait pour établir leurs liens. Ce qui montre l'injustice de ce reproche, c'est qu'on n'a pu en venir à cette conclusion qu'après avoir abruti l'espèce humaine, & avoir confondu l'homme avec les animaux dont elle avoit pris tant de soin de le distinguer. Tout semble nous dire que rien ne nous convient moins que la solitude. Nos misères, nos plaisirs, nos inclinations, l'ordre immuable, tout nous convie à vivre en société.

C'est la nature elle-même qui rassembla ses enfans dispersés, ou plutôt qui les empêcha de se séparer jamais. Car on a de la peine à supposer, avec Mr. Rousseau, que les hommes épars sans besoins réciproques, sans penchant mutuel les uns pour les autres, indépendans, innocens & heureux, se soient enfin réunis, sans qu'on nous marque quel pût être le motif de cette réunion, lorsqu'on nous assure même qu'il n'y en a eu aucun, & qu'elle ne s'est faite que par quelque funeste hasard, qui pour l'utilité commune, eût dû ne jamais arriver.

Si c'est là résoudre la question, c'est assurément une manière bien commode de le faire, & chacun peut en venir à bout sans un grand effort de génie. On demande quelle est l'origine de la société. Mr. Rousseau entreprend de répondre & après avoir supposé l'homme dans une condition misérable, qu'il nomme état de nature, & qui est tout-à-fait contraire à la nature, il prononce

que la première réunion n'a pu se faire que par un accident singulier, extraordinaire, inconnu, sur lequel on ne peut faire que des conjectures vagues & incertaines, enfin par un hasard funeste qui, pour l'avantage du Genre-Humain, eût dû ne jamais arriver.

Il falloit bien raisonner de la sorte, & trancher brusquement la difficulté, après avoir mis les hommes dans l'impossibilité de se rassembler. Si l'état naturel, tel qu'il l'imagine, eût existé, il existeroit encore, & cependant il n'existe plus, il existeroit encore. Comment l'homme eût-il pu se réoudre à en sortir, lorsque tout le pressoit d'y rester, & qu'il ne pouvoit avoir aucun motif vrai ou apparent de le quitter, n'ayant pas même l'idée d'un autre état, & ne soupçonnant pas qu'il pût y en avoir un différent de celui où il se trouvoit.

Du premier Homme.

C'EST une erreur de s'imaginer que les hommes aient vécu dans les bois, parmi les bêtes farouches, jusqu'à ce qu'un d'eux s'avisa de dire : *Ceci est à moi*, & trouva des gens assez simples pour le croire. Celui-ci en s'appropriant un bien auquel il n'avoit pas plus de droit que les autres, donna peut-être occasion à des réglemens & à des partages qu'on n'avoit pas encore jugé nécessaires; mais il y avoit déjà long-temps que l'état de société subsistoit sans autres loix que celles de la nature, parce qu'elles avoient suffi pour maintenir la paix, & réprimer les passions; l'erreur de l'esprit, & les sophismes de l'amour-propre n'ayant pas encore assez dépravé le monde naissant pour l'exposer à les méconnoître ou à les mépriser.

Remontons jusqu'aux premières heures du monde, lorsque la terre n'avoit encore que deux habitans raisonnables : car, indépendamment du témoignage de l'Historien inspiré, un mâle & une femelle suffisoient pour peupler l'univers, ce seroit une folie de prétendre avec quelques anciens Philosophes, que les différentes parties du globe se trouverent tout-à-coup habitées par les hommes qui y naquirent du sein de la terre, comme on voit une fourmilière d'insectes éclore à l'embouchure du Nil. Il est bien vrai que Dieu pouvoit créer autant d'hommes que nous en voyons naître. Il pouvoit disperser de tous côtés les germes féconds qu'il renferma dans le premier homme; il ne l'a pas fait, les voies les plus simples étant les plus nobles & les plus dignes de lui.

L'homme sortit des mains de la Nature voyant & pensant. Une multitude d'objets frappa ses premiers regards, & son esprit se trouva assailli d'une foule d'idées, sans qu'il soit facile de décider quelle fut sa première réflexion, & si le sentiment de son existence, qui devoit prévenir les autres, comme étant le plus intérieur, ne fut point affoibli par ceux qu'il éprouva presque aussi-tôt.

Le ciel, la terre, les plantes, les animaux, sa compagne, soi-même, il vit tout cela, & chacun de ces objets excita dans lui divers sentimens, dont il n'est pas aisé de saisir l'ordre naturel, & qu'il ne put lui-même bien démêler dans la surprise extrême que doit éprouver celui qui passe du néant à l'être, avec connoissance qu'il est, & qu'il n'étoit pas l'instant d'avant : chose du reste aussi peu intéressante à savoir, que de deviner s'il ouvrit les yeux avant que d'étendre le bras, ou s'il étendit le bras plutôt qu'il n'avança le pied.

Il suffit de penser qu'il ne tarda guère à éprouver toutes les manières d'être,

tre, dont il étoit capable. Il eut faim, & sa main se porta naturellement sur les fruits destinés à le nourrir. Il eut soif, & il courut au ruisseau voisin. A l'approche de sa femelle, il sentit un autre besoin aussi naturel, & il le satisfit avec la même simplicité.

Ces deux individus n'agissoient encore que machinalement. Ils ne comprirent pas d'abord quel pouvoir étoit le but de ces actes indélébiles, ou même s'ils devoient en avoir un. La nature seule faisoit en eux ce que la raison devoit bientôt approuver. Ce n'est pas qu'il fût plus difficile à l'homme créé de faire usage des facultés de son ame, que de celles du corps. Il lui étoit aussi naturel de penser que de voir, de réfléchir, que de marcher. L'esprit est pour penser, comme les yeux sont pour voir, & les pieds pour marcher. Mais les mouvemens du corps furent déterminés par des appétits vifs & pressans. L'ame, au contraire, se trouva d'abord dans une surprise générale, ses facultés demeurèrent comme suspendues jusqu'à ce que l'habitude diminuant l'étonnement, elle revint de cet enchantement universel. La première vue de l'univers ravit l'homme & le charma. La nouveauté du spectacle l'occupant tout entier, & fixant toute son attention, il vit & admira : état d'autant plus naturel, que la distance du non-être à l'être étant infinie, il est impossible que l'ame puisse passer de l'un à l'autre sans une surprise immense.

Des premières connoissances de l'Homme.

L'HOMME peu satisfait de voir & d'admirer, voulut connoître & comprendre. Il sentit qu'il étoit, il vit qu'il n'étoit pas seul, il comprit qu'il n'étoit pas bon qu'il fût seul. Ce fut là d'abord toute la science de l'homme, le principe de toutes les connoissances qu'il devoit avoir, & la source de tous les devoirs dont il étoit susceptible. Il sentit qu'il étoit, & l'amour inné de son bien-être lui parut bon par les sensations agréables qu'il avoit éprouvées en le satisfaisant. Leur comparant ensuite la gêne & le mal-aise où il avoit été avant que d'avoir pourvu aux besoins de la nature, il se forma l'idée du bien & du mal physiques, & jugea qu'il étoit sensible à l'un & à l'autre. Il connut avec la même facilité qu'il pensoit, qu'il vouloit, qu'il raisonna, toutes ces opérations lui étant aussi intimes.

Jusques-là content de penser & de marcher, il ne lui vint pas à l'esprit de se demander pourquoi il pensoit & marchait, & si le corps qui marchait étoit aussi l'Etre qui pensoit. De pareilles questions exigeoient une subtilité qui ne lui convenoit pas encore. Sentant qu'il étoit susceptible de douleur & de plaisir, il songea à se procurer l'un & à éviter l'autre, & dans la suite il poussa plus loin ses recherches & sa curiosité.

L'Etre qui jusques-ici a fixé son attention sur lui seul, l'attache sur un Etre tout semblable à lui, qu'il trouve placé à ses côtés, & dont la vue lui cause une joie secrète, une douceur, une volupté qu'il n'a point éprouvée à la vue des animaux qui l'environnent. Leur rencontre n'excite dans lui que la frayeur & la crainte; leur ombre seule, ou leurs traces le font trembler, & le souvenir en est encore accompagné d'un frémissement d'horreur. Mais la présence d'un Etre qui sympathise si bien avec lui, ne pouvoit que lui plaire; & ce plaisir auquel il se livra aveuglément, devoit le lui faire rechercher. Il aima à vivre avec sa compagne, il y songeoit avec délices. Ce fut pour lui un motif de la suivre, de ne la point quitter, de ne la point perdre de vue, d'examiner toutes ses démarches, en un mot d'en faire le premier objet de ses observations.

J'en dis autant de la première femme à l'égard du premier homme, parce que la nature étant uniforme, ce développement des facultés humaines dut se faire dans eux à-peu-près de la même façon avec un progrès égal & le même résultat.

Par la conformité que chacun remarqua entre ses opérations & celles de son semblable, il leur fut évident qu'ils avoient tous deux la même nature & des inclinations pareilles. De cette égalité originelle on conclut une égalité de droit, & l'on jugea qu'il étoit naturel & raisonnable de ne se point gêner mutuellement dans la possession & l'exercice de ce droit. Cette véritable distinction du juste & de l'injuste se développa avec le temps, & se confirma davantage par le bien qui en revenoit à chaque particulier, & par la considération du mal & du désordre que produiroit infailliblement la moindre licence sur ce point.

Du commencement de la Société.

TOUTES ces remarques qui se firent sans effort, & presque sans y penser, loin de les porter à se fuir, confirmèrent l'attachement réciproque, & la pente invincible qui rapprochoit ces premiers habitans du monde dont ils ne connoissoient au plus que l'espace étroit que l'œil peut découvrir d'un seul point. Elles leur donnerent encore l'idée des secours & des avantages qu'ils pouvoient attendre les uns des autres : idée qui s'étendit en diverses circonstances; soit que l'un battant un arbre, il se trouva qu'il en abattoit les fruits pour tous les deux, sans songer qu'à lui seul, soit que la pitié naturelle les portât à se défendre mutuellement contre les bêtes qui les attaquoient.

Tout cela leur disoit qu'il étoit bon qu'ils vécussent ensemble. Ils se livrent à cette douce impression avec une simplicité naïve, digne de la première enfance du monde, sans guère s'éloigner, sans oser presque se perdre de vue. L'enfant ne fut point tenté de fuir la mère qui l'allaitoit, & dont il recevoit tant de biens. Celle-ci n'eut point la dureté d'abandonner un fils en faveur duquel la nature lui parloit si éloquemment.

Du premier usage de la parole.

ACCOUTUMÉ à se voir, on eut bientôt envie de se communiquer ses pensées & ses affections. Les gestes qui leur étoient les plus analogues, furent d'abord employés; & comme les mêmes gestes signifient à-peu-près les mêmes choses d'ins tous les hommes, il ne fut pas difficile de s'entendre. Ces gestes furent accompagnés de tons de voix & d'inflexions variées, selon la diversité des sentimens à exprimer. Cette variété de sons étoit l'ouvrage de la nature, comme celle des gestes. Lorsqu'elle fit les membres du corps propres à tant de mouvemens, elle disposa aussi les organes à produire sans étude des sons diversifiés jusqu'à l'infini.

Ce qui ne paroît pas surprenant, si l'on fait attention que dans les animaux, comme dans les hommes, tout ce qui affecte à un certain point, se manifeste au-dehors par des signes extérieurs, & des cris particuliers.

*Postremo quid in hac mirabile tantopere est re
Si genus humanum cui vox & lingua vigeret
Pro vario sensu varias res voce notaret;
Cum pecudes muta, cum denique sacra ferarum
Diffimiles soleant voces variasque ciere,
Cum metus aut dolor est, aut cum jam gaudia gliscunt.*

LUCR. Lib. V.

Cet idiôme ébauché s'étendit avec les connoissances, & se perfectionna en même proportion. Au moins il est sûr que, lorsque les hommes en eurent connu la nécessité & les grands avantages, ils y donnerent tous leurs soins.

Qu'il me soit permis d'observer que cette origine des langues ne pourroit pas avoir lieu dans l'hypothese contraire. En effet une multitude d'hommes errans & grossiers qui se rencontreroient, ou s'attrouperoient comme des singes ou des corneilles, fortuitement & sans raison, formeroient des cris, des gestes, des bruits imitatifs, des hurlemens, tels qu'on les conçoit dans des Sauvages accoutumés à vivre à la maniere des Ours. Il en résulte une confusion pareille à celle qui arriva à la construction de la tour de Babel. Ils durent s'effrayer au lieu de s'entendre; & cet essai si peu heureux, loin de les engager à en faire un second, leur ôta toute espérance de réussir, & sembla leur dire qu'ils devoient se contenter de leur premiere vie.

Ici point d'embarras, point de méprise à laquelle on ne remédie sur le champ. Ce sont les premiers enfans de la nature qui sont bonnement ce qu'elle veut. Elle leur apprend à marcher & à penser, ils font l'un & l'autre de leur mieux. Elle leur dit de s'entre-communiquer leurs idées par des gestes & des sons analogues, ils s'efforcent de le faire, ils le font d'abord imparfaitement; peu après ils en viennent à bout, & la nature s'applaudit en secret de voir ses desseins si bien suivis, si bien exécutés.

La science & l'industrie s'accrut de génération en génération par le moyen de cette communication qui transmettoit aux derniers venus, toutes les découvertes de ceux qui les avoient précédés. L'art ne périssoit point avec l'inventeur; mais les talens & les connoissances des uns devenoient propres des autres, & ceux-ci perfectionnoient ce qu'ils n'avoient trouvé qu'ébauché. Les premiers s'étoient fait des huttes de branchages, leurs descendans se bâtirent des cabanes plus solides & plus vastes. D'abord on alloit chercher sa nourriture de côté & d'autre, chaque fois que la faim en avertissoit; dans la suite on s'épargna une partie de la fatigue: on se rassasioit, & l'on apportoit encore à la maison commune des fruits pour le reste du jour, ou pour le lendemain.

Du Droit de Propriété.

L'ÉGALITÉ primitive subsistoit encore dans tout son entier, ou l'altération qu'avoient pu y produire les foibles progrès de l'esprit humain, étoit assez peu considérable pour n'être pas sensible. Tous les hommes, réunis sur la même portion de la terre, menaient une vie uniforme. Personne ne commandoit, personne n'obéissoit. Point d'autre loi que l'équité connue; & personne n'avoit la force de violer cette loi. Les arts inventés étoient encore dans un état si grossier, & tous s'y occupoient si également, que la différence des conditions se réduisoit presque à rien. Cependant la propriété avoit dé-

ja commencé à s'introduire ; ce droit fondé sur la nature , ne tarda pas à paroître tel , & à se faire respecter.

Chaque homme, dit Mr. Wollaston dans son *Ebauche de la Religion naturelle*, a dans lui un principe d'individualité qui le distingue & le sépare de tous les autres, & par-là le rend capable de posséder une chose en propre ; car il est des choses avec lesquelles chacun peut avoir des relations si personnelles, si immédiates, si uniques, qu'il n'y a que lui seul qui puisse les appeler siennes, & à qui elles doivent nécessairement appartenir. D'où il conclut que le Droit de propriété est fondé en nature & en vérité.

Il est clair que j'ai un rapport si personnel & si immédiat avec tout ce qui est strictement nécessaire à ma conservation, que ces choses sont réellement à moi seul, & qu'aucun autre n'y a droit. De-même mon travail & le fruit de mon industrie n'appartiennent qu'à moi, & il y auroit de l'injustice à me les disputer.

La force & l'usurpation ne pouvoient servir de fondement à ce droit de propriété, parce que la force & l'usurpation auroient pu l'anéantir. Il n'est donc pas raisonnable de douter que le titre du cultivateur ne fût plus légitime, & mieux établi que celui de l'usurpateur, lorsque le travail avoit été libre, & sans aucun dommage pour autrui, ou bien lorsque le fonds n'étoit point occupé, & ne pouvoit pas être dit appartenir à quelqu'un, n'étant absolument nécessaire à personne.

L'évidence de ces principes, qu'on vit dans la suite contestée par l'ambition, se fit sentir à des hommes qui suivoient avec droiture, la saine Raison qui n'est que l'interprète de la nature. L'on eût regardé comme un téméraire celui qui auroit voulu chasser son voisin de la cabane qu'il s'étoit bâtie, ou s'emparer des fruits d'un travail étranger.

De la première source de l'inégalité.

C EPENDANT les temps s'écouloient, & les années se succèdent avec rapidité. Les générations se multiplient ; le monde entier, renfermé d'abord dans un seul homme, se développe pour-ainsi-dire, & l'espece humaine s'accroît de jour en jour par le nombre des individus. La petite portion de terre, qui avoit aisément fourni aux besoins de quelques hommes, ne suffit plus à la multitude de ses habitans : l'indigence & la confusion les avertissent de se séparer, & d'aller occuper des régions qui demeurent stériles faute de culture, ou dont la fertilité naturelle semble les inviter.

Les familles se rassemblent en groupes. Il ne fallut pas les arracher d'une terre qui, accablée sous leur nombre, pouvoit à-peine les soutenir, & leur donner le nécessaire. Elles s'avancent dans des climats jusqu'alors inhabités, & se fixent dans ceux dont la température & la commodité paroissent contenir leurs besoins, & vouloir les arrêter.

Ici un nouvel ordre de choses commence, & s'élève sur les principes du premier sans les détruire. Il se forme des sociétés différentes : les mœurs s'altèrent. Nous allons voir s'introduire, parmi les hommes, cette bigarrure prodigieuse que nous admirons dans les fleurs, & dans les coquillages de la mer. Nous les verrons aussi se roidir contre la nature, oublier les règles de l'équité, perdre leur tranquillité avec l'innocence, se former mutuellement au crime, & donner ainsi occasion aux plus sages d'entr'eux, de les rappeler

à leurs anciens devoirs par des loix utiles à tous, & dont l'infraction ne devoit pas rester impunie.

Les peuples ainsi séparés les uns des autres par des distances assez considérables, pour interrompre tout commerce, du moins dans les commencemens, oublièrent ceux qu'ils avoient quittés, ou qui s'en étoient éloignés. Le temps, les lieux, les rencontres, les arts, les découvertes, les idées particulières, & d'autres causes semblables, introduisirent bien des changemens dans les mœurs, les coutumes, & l'idiome qu'ils avoient apportés avec eux. J'abrege pour ne point répéter des faits ou des conjectures dont on trouve ailleurs le détail.

La différence des climats mit une grande diversité dans les esprits & dans les caractères des hommes.

ON n'exige pas sans doute que je prouve une vérité confirmée par l'autorité de tous les âges. La qualité du ciel & du terroir, dit Platon, influe sur les esprits comme sur les corps. Elle diversifie les ames, comme elle contribue à la bonne ou mauvaise constitution des corps. Ce sage Philosophe se félicitoit avec raison d'être né à Athenes plutôt qu'à Thebes, reconnoissant devoir en partie la finesse & la beauté de son génie à l'air vif & subtil de l'Attique.

Quoique l'influence des astres n'ait aucun empire sur la volonté, ni sur la liberté, il n'est pas moins vrai que l'ame dépendant du corps dans ses opérations, la température de l'air agit sur le sang, les fibres, les organes, produit ainsi des esprits plus lents ou plus vifs, met dans les passions plus ou moins de fougue, rend la pratique des vertus plus ou moins facile, & donne à certaines nations un caractère plus cruel, & aux autres plus d'humanité. Cicéron croyoit que la douceur & l'urbanité avoient fleuri dans l'Asie mineure plus que par tout ailleurs, & que les Romains avoient heureusement hérité de cette aménité si précieuse.

Cette différence si sensible d'une nation à l'autre, ne l'est pas moins d'homme à homme dans le même pays. On voit le caractère national prendre des teintes différentes dans chaque individu; ce qui vient de la diverse constitution des corps, de la mixtion des humeurs, & de la différente texture des fibres du cerveau.

L'inégalité des esprits & des talens a dû produire celle des conditions.

DANS les pays Orientaux & Méridionaux, les peuples plus spirituels cultivèrent les sciences, la physique sur-tout, & l'astronomie: on mit de la distinction entre le sivant & l'ignorant. Celui qui s'appliqua à perfectionner les découvertes de ses ancêtres, fut plus considéré que l'imbécille qui se contentoit de vivre dans une douce mollesse.

Les Phéniciens & les Babyloniens furent les premiers qui observèrent le cours du soleil, & les mouvemens des astres. Ils s'aviserent encore les premiers de réfléchir sur la formation du monde, & de demander qui avoit fait l'univers, depuis quand il étoit habité, & quels en avoient été les premiers habitans. Ils suivoient les traces de leurs peres, & achevoient ce qu'on avoit ébauché avant eux.

Vers le Nord, la force & l'adresse du corps compenserent celles des esprits que la dureté du ciel rendoit plus grossiers. Les hommes, nés robustes & vigoureux, s'appliquèrent au travail des mains, à la guerre, aux arts pénibles & laborieux. On ouvrit les entrailles de la terre pour en tirer le fer & les pierres : on bâtit des maisons & des villes ; on entendit aux loin le bruit des marteaux qui faisoient gémir les enclumes sous leurs coups redoublés. Le plus robuste étoit le plus estimé, & celui qui fut tirer meilleur parti de son travail, devint le plus riche & le plus grand.

Les hommes eurent d'abord toute la peine, & ils ne s'épargnoient point, parce qu'ils étoient sûrs du gain. Les animaux partagerent bientôt la fatigue. Dès qu'on eut remarqué le grand secours qu'on en pouvoit tirer pour le transport des terres, des matériaux & des denrées, on n'omit rien pour apprivoiser ceux qui se laissoient approcher. On réussit enfin, on força le bœuf à tracer un pénible sillon. Le cheval & le chameau furent chargés de fardeaux pesans. Les animaux que nous appelons domestiques, devinrent les esclaves de l'homme, & le servirent utilement, sans y gagner autre chose que de la peine & des coups.

Du Commerce.

COMME tous les hommes étoient ouvriers par la raison que personne n'avoit rien s'il ne faisoit rien, & ne pouvoit rien avoir s'il ne donnoit quelque chose en échange, le travail devenoit inutile à force d'être abondant. Ici les greniers se trouvoient pleins de grains, & personne ne s'offroit pour les acheter. Ailleurs les campagnes étoient couvertes de nombreux troupeaux, mais à qui les vendre ? Tout le monde étoit riche en bétail....

On se rappella que d'autres peuples habitoient d'autres contrées. La différence qu'il fut aisé de remarquer entre les propriétés & les productions de deux terres assez peu distantes, fit conjecturer que les hommes, sous un ciel différent, avoient d'autres biens & d'autres richesses ; qu'on pouvoit faire un échange avantageux ; que la trop grande abondance de certaines especes de productions, inutile ou nuisible aux uns, devenant utile, ou même nécessaire à d'autres, il se feroit un trafic heureux, d'où résulteroit infailliblement le bien commun de tous.

Cette pensée frappa les esprits. L'on compta pour rien les difficultés. Il fallut franchir des rochers couverts de neige & de glaçons, & traverser des mers orageuses au péril de faire un triste naufrage. Mais la nécessité vient à bout de tout, & plus encore la soif des richesses, & l'envie de se faire considérer : deux passions, qui depuis long-temps, commençoient à séduire les cœurs. Les montagnes parurent s'aplanir sous les pas des voyageurs : la mer s'affermir, calma ses flots, & perdit sa fureur au gré de l'avidé navigateur.

L'inégalité des conditions est l'ouvrage de la nature, & ne peut pas être contre le droit naturel.

LES facultés naturelles sont développées ; l'histoire des progrès de l'esprit humain est presque finie. Les hommes couvrent une grande partie de la surface du globe terrestre. On cultive les sciences, les arts fleurissent, le commerce est en vigueur, les extrémités de la terre s'enrichissent mutuellement, & suppléent à l'insuffisance de la nature, qui n'a pas fait naître tous les biens

dans tous les pays. La balance de l'égalité est penchée. Les bras qui remuent la terre , n'ont pas les mêmes droits que ceux qui tirent l'or & le fer de la mine. La main qui tourne le fuseau, n'est plus aussi noble que celle qui se remplit d'or.

La nature doit-elle murmurer de cette inégalité ? Pourquoi en murmurerait-elle ? Tous les hommes naissent égaux , mais avec des qualités bien différentes. Cette première différence en produit une autre qui n'est pas moins naturelle. On convient que toutes choses eussent pu demeurer égales , si les talens eussent été égaux. C'est convenir que l'inégalité des talens a entraîné celle des conditions , d'où on doit conclure que la nature , qui a établi celle-là , doit approuver celle-ci qui découle de la première , puisqu'elle y a elle-même formé & disposé les hommes par la dispensation inégale de ses dons.

Il est juste , & dans les intentions de la cause première de toutes choses , que chaque Etre fasse valoir les facultés qu'il a reçues. Il ne les possède que pour s'en servir à son profit , toujours dans les termes de l'équité primitive , & sans aucun mal d'aurui. Le résultat , ou le produit de ces facultés , est alors légitime & naturel ; mais il doit être inégal , suivant la proportion des talens ; ainsi voilà une inégalité morale , fondée sur la nature , & légitime en toute rigueur. Il n'y a d'injuste que celle que la mauvaise foi , ou l'usurpation , a pu établir.

Il ne s'en suit pas que l'inégalité morale soit contraire au droit naturel , toutes les fois qu'elle ne concourt pas actuellement en même proportion avec l'inégalité physique. Les enfans ont un vrai droit à l'héritage du pere ; quoiqu'ils n'aient pas ses bonnes qualités , & que cette proportion qu'on exige ne subsiste plus. Les ancêtres ont transmis à leurs descendans leurs biens & les fruits légitimes de leur industrie ; & ceux-ci hors le cas d'une disposition particulière , y ont un droit aussi incontestable que l'étoit celui des premiers acquéreurs , puisque c'est le même qu'ils en ont reçu.

Pour que la possession en soit juste selon le droit naturel , il n'est pas requis que les héritiers aient cette proportion physique qui se trouva d'abord entre telles richesses & les talens personnels dont elles font le produit , il suffit que ce second ou troisième possesseur y ait plus de droit qu'aucun autre. Or à qui appartiennent-elles davantage ? Celui-ci a la totalité du droit qui lui a été transmis , & personne n'en peut alléguer un meilleur , ou plus naturel.

Autrement les enfans ne pourroient jouir des biens paternels que dans le cas assez rare de cette proportion. A qui donc reviendroient ces biens dans les occasions fréquentes où elle ne se trouve pas ?

Par le même principe , il faudroit encore convenir que les enfans des Rois ne pourroient prétendre légitimement à la couronne que lorsqu'ils auroient toutes les qualités qu'exige la Royauté. On n'ignore pas que plus d'un usurpateur s'est autorisé de ce prétexte spécieux pour monter sur le trône.

Des progrès du Vice.

Nous avons vu l'inégalité des conditions naître & s'étendre par le développement naturel des facultés humaines. La multiplicité des événemens à décrire , m'a empêché de faire remarquer dans la suite des temps les progrès du vice & des passions. Remontons à ces jours malheureux où le mal , comme un souffle empesté , commença à corrompre la surface de la terre. Les hommes

originaires égaux étoient devenus grands ou petits : les hommes naturellement bons se firent presque tous méchans.

La Nature ne se contredit point. Les passions, non indifférentes, mais bonnes dans leur principe, devoient servir à nous rendre heureux. Ce fut aussi leur effet, tant que l'équité naturelle eut assez de force pour les régler. L'idée de la justice, encore fraîche & récente parmi les hommes, les contient dans les bornes du devoir. Contens de ce qui leur suffisoit, ils ne s'approprioient point le nécessaire d'autrui. La paix régnoit avec la justice, & l'état d'innocence étoit celui de la concorde.

Les premières contestations ne tirèrent point à conséquence. L'Ancien de chaque famille en étoit le juge. La déférence qu'on avoit pour ces respectables vieillards, donnoit assez de poids à leurs décisions pour terminer toute dispute ; mais cette forme de Gouvernement ne subsista pas long-temps. Les hommes étoient trop méchans pour qu'elle fût suffisante.

Si-tôt que l'on distingua le fort & le foible, le riche & le pauvre, on ne s'occupa que de ces nouvelles idées, on négligea celles du juste & de l'injuste, ou l'on confondit les unes avec les autres. On crut qu'il étoit beau d'être considéré entre tous. Uniquement occupé du soin de faire fortune, on n'eut point égard aux conditions qui devoient la rendre légitime. D'autres s'imaginoient que ce qui les aggrandissoit étoit raisonnable, & ne songeoient qu'à s'élever au-dessus de leurs voisins.

Ainsi les notions de l'équité s'éclipserent en fort peu de temps : on y substitua celles de puissance & de grandeur. La raison laissant éteindre son flambeau, on se livra à la fougue aveugle des passions : l'intérêt devint la loi commune, & les premiers impies doutèrent qu'il dût y en avoir une autre.

La corruption des hommes ne fut point l'effet du développement de la raison.

PRENONS garde d'attribuer aux lumières & à la perfectibilité de l'esprit, un mal qui n'est venu que de l'oubli des principes naturels. Tandis que l'homme fut docile à la voix de l'équité connue, il respecta la liberté de son semblable, il eut pour lui les ménagemens qu'il lui devoit.

Les arts auroient pu se perfectionner, & l'inégalité venir au point où nous la voyons, sans que les hommes inégaux cessassent d'être innocens. La raison eut étouffé la jalousie des petits & l'ambition des grands, s'ils eussent toujours pensé que cette inégalité instituée par la nature, étoit bonne & vraiment respectable ; que l'équité leur permettoit de faire fructifier leur industrie, & non de s'élever sur les ruines d'autrui.

Si le genre-humain s'est dépravé, ce n'est point en s'accoutumant à méditer & à réfléchir. La raison est naturelle à l'homme. C'est en la négligeant qu'il s'est perdu. A la naissance du monde, on raisonneait juste, on pensoit selon la nature. Les hommes devinrent méchans & malheureux, à mesure qu'ils perdirent l'habitude d'écouter la raison, ou lorsqu'ils la forcèrent d'appuyer les sophismes de leurs passions, & de seconder les prestiges de leur imagination échauffée.

La nature se cachoit, honteuse de voir son ouvrage si défiguré ; & craignant que ses conseils ne fussent méprisés, elle n'osoit plus se faire entendre. Le mal croissoit, le puissant écrasait le foible, la fureur relevoit celui-ci, & la ruse triomphoit de la force. La fraude régloit le commerce, la puissance assignoit les rangs, la cruauté disposoit des biens, les hommes armés les uns contre les autres, travailloient à se détruire.

De l'établissement des loix positives.

Pour rétablir l'ordre il falloit réprimer la licence qui ruinoit la liberté. C'étoit un grand projet dont l'exécution ne pouvoit être l'ouvrage du riche. Son ambition s'y oppofoit. Devenu le Tyran de fes voisins, il ne pouvoit donner un apparence de justice à fes ufurpations. Le pauvre aufli ne devoit pas fe flatter de fe faire écouter des maîtres barbares qui le dévoroient , ou de trouver dans eux l'appui dont il avoit befoin. Ces brigands qui trouvoient leur profit à piller , à fâccager, n'avoient garde de propofer des réglemens raifonnables; ils fe feroient fait le tort le plus confidérable, fans aucun dédommagement réel.

Cette penfée divine n'entra donc que dans l'efprit d'un de ces Sages qui foulent d'un pied égal & les biens & les maux. Il rappella les hommes aux idées de justice & de vérité qui gouvernoient leurs ancêtres. Comparant la paix dont ils avoient joui à l'état préfent de guerre, il leur fit comprendre que l'oubli des loix naturelles étoit la caufe du défordre général.

„ O hommes! leur dit-il avec ce ton de force & de véhémence que donne
 „ l'amour pur du bien, vos peres étoient heureux parce qu'ils étoient innocens:
 „ vous êtes miférables parce que l'injuftice eft la fource de tous les maux.
 „ Ils étoient libres, vous voulez être indépendans, & vous êtes efclaves.
 „ Vos peres ne s'arrachent point avec fureur ce qu'ils poffédoient légitime-
 „ ment; ils jouiffoient en paix du fruit de leur travail particulier. Que cha-
 „ cun de vous faffe ainfi valoir fon induftrie & fes facultés; que le produit
 „ de fes peines foit tout à lui, fans que perfonne ofe en troubler la poffeffion.
 „ Faisons une loi qui contienne les téméraires dans le devoir. O hommes,
 „ cette loi ne fera point un nouveau joug : elle ne fera que l'expreflion de
 „ la loi naturelle, que vos peres ont fuivie, & dont l'idée n'eft plus fubfi-
 „ ftante parmi vous. Elle anéantira l'indépendance, & vous rendra votre li-
 „ berté toute entière. ”

Ce n'eft point là un Sauvage robuste qui, ayant enclos un terrain , s'écrie avec férocité : *Ceci eft à moi, qu'on fe donne garde d'y toucher.* Ce n'eft point un politique rufé qui, voyant que la force peut lui enlever ce qu'il a ufurpé par adrefle, veut perfuader à ceux qu'il opprime, d'appuyer fes injuftes prétentions. Ce n'eft point aufli un ambitieux qui, d'une adroite ufurpation ofant fe faire un droit irrévocable, prétend pour fon profit particulier, affujettir tout le genre-humain à la peine, à la fervitude, à la mifere.

De l'intention des premiers Légiflateurs.

Les loix ne furent donc pas établies, comme quelques-uns l'ont prétendu, pour donner de nouvelles entraves au foible, & de nouvelles forces au riche. L'intention des Légiflateurs qui fuivoient les traces & les vues de la nature, fut de réprimer la cruauté des grands & la fureur envieufe du peuple, de les rendre tous véritablement libres autant qu'ils pouvoient & devoient l'être, en défendant à tous également de s'inquiéter les uns les autres dans l'exercice de leur liberté.

*Inde data leges ne fortior omnia poffet,
 Ceptaque funt purè tradita sacra coli.
 Exiitque feritas, armisque potentius aquum est;
 Et cum cive pudes conferviffe manus.*

L

Les loix n'eussent pas eu cet heureux effet, si personne n'eut été chargé de les faire observer : il fallut donc créer des Magistrats.

Il n'est pas à croire non plus que les loix ne fussent d'abord que des conventions générales que tous les particuliers s'engageoient à observer, & dont la communauté se rendoit garante envers eux ; cette forme fragile, si elle subsista quelque temps, ne fut pas de longue durée. Des hommes assez éclairés pour voir les maux qui les accablent, & assez bien intentionnés pour vouloir y remédier, n'auroient pu se cacher qu'une telle forme de Gouvernement les exposoit de nouveau à tous les inconvéniens qu'on détestoit.

Dans la société primitive, personne n'étoit chargé de faire observer les loix naturelles, personne n'avoit l'autorité de punir ceux qui y manquoient.

— *Nec supplex turba timebat*

Judicis ora sui, sed erant sine judice tuti.

C'étoit-là le grand défaut de cette constitution, & ce qui affoiblissoit insensiblement la vertu des principes naturels qui à cause de la fougue des passions presque toujours en contradiction avec la loi, doivent être appuyés & soutenus d'une puissance coactive qui en empêche ou en punisse la violation. Cette autorité est absolument nécessaire pour châtier les coupables & intimider ceux qui seroient tentés de l'être.

Faire des réglemens sans nommer des juges pour les maintenir, c'est abuser les peuples. La crainte du châtiment doit balancer le plaisir funeste du crime ; & dès que l'on sentit la nécessité de faire des loix positives, on conclut qu'il falloit créer des Magistrats qui les fissent observer.

Du pouvoir Souverain.

SI l'on entend par ce pouvoir, l'exemption pleine & entière de toutes loix, il est clair qu'il n'existe point parmi les hommes, puisqu'il y a une loi primitive dont personne n'a pu être dispensé.

Dans la société civile, la Souveraineté est le droit d'établir des loix & de les faire observer, de commander & de se faire obéir. A qui appartient ce pouvoir, selon la nature & la vérité des choses ?

Sentiment de Hobbes.

HOBBS se déclare pour la puissance irrésistible, & son sentiment ne peut s'exposer d'une manière plus plausible que celle-ci. Lorsque l'inégalité est montée à un tel degré qu'il se trouve quelqu'un si supérieur aux autres, qu'il est impossible de lui résister, celui-là seul doit commander à tous. Ce caractère de puissance fonde un droit légitime ; & sans que ce Souverain s'engage à rien envers ses sujets, ceux-ci sont obligés de se soumettre par la raison qu'ils ne peuvent pas se soustraire à sa puissance. Alors, dit Hobbes, l'équité veut qu'ils s'accordent entr'eux à ne point se révolter contre les ordres de ce Maître souverain.

Réfutation de ce sentiment.

CE sentiment qui conduit à tous les excès du Despotisme, & qui sert de principe à la Politique de Machiavel, n'est pas raisonnable. D'abord cette supériorité irrésistible est chimérique ; & les hommes loin de se sentir portés à

s'y soumettre, feront tous leurs efforts pour l'affoiblir, & conviendront entre eux des moyens les plus efficaces pour la détruire. Une force qui ne peut que leur être nuisible, leur deviendra à-coup-sûr, odieuse & insupportable.

Cette autorité irrésistible forcera la liberté naturelle, mais elle ne sauroit établir une obligation morale.

Sentiment d'Aristote.

ARISTOTE a soutenu que les qualités naturelles, comme la bonté, la prudence, la valeur, ont pu, avant le Gouvernement établi, donner à celui qui les possédoit, un droit réel à dominer sur ses semblables. Si un homme, dit Aristote, est tel par sa nature, c'est-à-dire orné de talens si excellens au-dessus des qualités des autres, qu'aucun ne puisse aussi bien leur commander, Dieu dès-lors l'a désigné pour leur Roi : il porte le caractère de la Souveraineté.

Sentiment de Mr. Rousseau.

LE sentiment d'Aristote a été adopté par plusieurs modernes, & Mr. Rousseau paroît s'en accommoder. Il n'y a de puissance légitime & conforme au droit naturel, selon lui, que celle qui concourt en même proportion avec les facultés personnelles.

Examen de ce sentiment.

CHACUN voit que cette opinion n'est fondée que sur des raisons de convenance & des rapports d'utilité. Il est avantageux d'être gouverné par un homme prudent, sage & vertueux, mais doit-on en conclure que les hommes soient moralement obligés de lui obéir ? S'il vaut mieux que les autres, ceux-ci en sont-ils moins libres ? Quelle connexion nécessaire entre sa bonté personnelle, & une dépendance entière de la part de ses voisins.

J'ai de meilleurs yeux que vous, s'ensuit-il que vous deviez renoncer aux vôtres pour ne voir que par les miens ?

Sentiment de Mr. Burlamaqui.

DES deux sentimens de Hobbes & d'Aristote, Mr. Burlamaqui n'en fait qu'un, & pense que le droit de souveraineté dérive d'une puissance supérieure, accompagnée de bonté & de sagesse. *Principes du droit naturel Chap. IX. §. V^{III}.*

La manière dont ce célèbre Professeur prouve son sentiment, est obscure, & ne s'accorde guere. Il convient que la seule puissance supérieure n'établit aucun droit, que de-même la seule excellence d'un particulier au-dessus des autres, n'oblige ceux-ci à rien ; & cependant il veut que ces deux qualités jointes ensemble, forment un droit réel. Ne devoit-il pas conclure le contraire ?

Le droit du plus fort est nul ; le droit du plus sage & du meilleur, l'est aussi. La somme de deux droits qui sont nuls, n'est rien, & ne peut rien fonder de réel ni de véritable.

Sentiment de Sidney.

SIDNEY a très-bien prouvé que toutes les nations ont un droit naturel de se gouverner elles-mêmes, ou de se choisir un Gouverneur; & qu'il n'y a que la vertu qui puisse faire préférer un homme à un autre, & le choisir pour le Gouvernement plutôt qu'un autre; que le Gouvernement n'est pas établi pour l'avantage de celui qui gouverne, mais pour le bien de ceux qui sont gouvernés; que tout pouvoir légitime du Gouverneur dérive du peuple.

La Souveraineté réside originairement dans le corps de la nation.

IL n'est point de Corps politique qui puisse se soutenir sans cette puissance souveraine. La réunion des hommes forme les sociétés, & l'union des volontés fait toute la force des corps politiques. Cette union se maintient par les loix qui obligent tous les membres à vouloir les mêmes choses, celles que les loix permettent. Mais les loix pour obliger, supposent une vraie puissance législative.

La souveraineté réside originairement dans la nation entière. Cette puissance n'est que le produit du droit personnel que chaque homme a naturellement de pourvoir à sa sûreté, & de choisir les moyens qu'il juge les plus convenables à cet effet, en un mot, de se gouverner soi-même. C'est l'assemblage des droits des particuliers.

Par la réunion de plusieurs hommes, il se fait aussi une réunion de leurs intérêts, & un accord de leurs droits. Il n'y a plus qu'un intérêt unique, le bien commun. Il n'y a plus de même qu'un seul droit, le droit de la communauté. Chaque nation, grande ou petite, acquiert donc naturellement en se formant le droit de se gouverner elle-même, comme bon lui semble, d'établir des loix, & d'obliger tous les membres qui la composent à les observer. Elle seule a toute la souveraineté, sans qu'aucun particulier puisse y prétendre. Elle seule peut la conférer ou la transporter à une ou plusieurs personnes, à telles conditions qu'elle le juge à propos: ce qui se fait par une convention expresse, ou un consentement tacite de tous ses membres.

La nation assemblée par elle-même en corps, ou seulement par ses Députés ou États généraux, se choisit un chef, & se dépouille en sa faveur de ses droits, & de toute son autorité. Alors la nation devient soumise à ce Roi légitime, & obligée de lui obéir selon les termes du pacte.

Si quelqu'un consent à devenir membre d'une société, dès-là il s'engage tacitement aux loix de cette société, & se soumet à la puissance qui y commande. Les enfans deviennent sujets du Roi que leurs ancêtres ont élu, non parce que ceux-ci ont engagé leur liberté naturelle, ce qu'ils ne pouvoient pas faire avant que de naître, mais parce qu'ils ne sont citoyens de l'Etat où ils naissent qu'aux mêmes conditions que les premiers citoyens, parce qu'ils approuvent & reconnoissent au moins implicitement les loix, & le Souverain de l'Etat où ils consentent à vivre.

C'est ce même consentement tacite qui donne à l'héritier de la couronne tout le droit qu'avoit le premier Souverain élu par une convention expresse. Car au commencement, les premiers fondateurs de tel Gouvernement, étant convenus que le trône seroit héréditaire, leurs descendans, en

devenant membres de l'Etat, acceptent & ratifient cette constitution. D'où il est évident que dans la suite des générations, la Majesté des Rois est toujours inviolable, sainte & sacrée, comme le pacte fondamental dont elle tire son origine & sa force.

Des différens Gouvernemens.

LES sociétés ayant usé diversément de leur droit à l'instant de l'établissement, formeront diverses sortes de Gouvernement. Libres sur le choix des moyens de procurer la félicité commune, les peuples agiront selon leurs vûes & leurs idées particulières. Il est probable aussi que la situation particulière où les peuples réunis se trouveront au moment de l'institution, influera beaucoup sur la forme de Gouvernement qu'ils choisiront.

Je ne parle pas de la force qui put asservir un peuple entier, & faire élire un chef. Mais sans employer la force ouverte, un ambitieux put par son éloquence, & une grande montre de justice vraie ou feinte, persuader aux hommes que la Monarchie étoit le Gouvernement qui leur convenoit le mieux. La peinture d'un Roi juste, pere de ses sujets, qui fait son bonheur du leur, qui n'a d'autres vûes que le bien public, qui regne selon la justice, est bien capable de faire impression sur des esprits encore frappés des défordres de l'anarchie.

D'autres convaincus, peut-être par une expérience anticipée, qu'une si grande puissance étoit un fardeau trop pesant pour un seul homme, & une tentation trop dangereuse, qu'un Roi devient aisément un Tyran, préférèrent l'Aristocratie. On nomma des Magistrats, des Ephores, des Consuls dont l'autorité balancée réprimât l'ambition des uns, en excitant la vigilance des autres, & procurât ainsi le plus grand bien de la nation.

Plusieurs aussi firent plus d'attention à leur liberté naturelle qu'à tout le reste. Ils crurent remédier suffisamment au désordre par un Gouvernement populaire. Ils se réservèrent l'autorité souveraine, croyant qu'il étoit meilleur, plus expédient & plus naturel que la multitude participât à l'Administration, suprême, & jugeât elle-même ce qui étoit le plus convenable à sa propre félicité.

Toutes les formes de Gouvernement doivent leur origine ou à la force qui subjugué, ou à l'accord mutuel des hommes qui conviennent ensemble d'une telle constitution qu'ils croient la plus convenable. Il est à croire que parmi les premiers Gouvernemens, il y en eut qui sortirent de la première source, & d'autres qui durent leur établissement à la seconde.

La forme des premiers Gouvernemens ne fut pas toujours constante.

QUOI qu'il en soit, on présume que la forme du Gouvernement ne fut pas constante chez toutes les nations. L'amour de la nouveauté, les défauts d'une constitution établie avec précipitation, la férocité du peuple peu accoutumé à suivre l'impression d'un chef, l'ambition ou la négligence des premiers Monarques, toutes ces causes purent amener des changemens.

Peut-être aussi que l'on adopta trop aisément les maximes propres des Gouvernemens différens, & cette liberté dont on ne prévît pas les suites funestes, ne manqua pas d'avoir son effet. Chaque constitution à ses maximes propres. Il est dangereux d'introduire les principes républicains dans

l'Etat Monarchique , ou réciproquement. Pour peu que le mal fasse de progrès , la constitution de l'Etat en est ébranlée.

Le Peuple Hébreu se dégoûta de ses Juges , & demanda un Roi , sans que l'Historien sacré nous en donne d'autre raison que ce dégoût. La licence effrénée des Athéniens donna occasion à Pisistrate d'en faire des esclaves. Les excès des Tarquins firent détester aux Romains le nom de Roi qu'ils avoient chéri dans Romulus & dans Numa.

Conclusion.

CONCLUONS que les hommes n'étoient pas faits pour vivre dans les forêts à la manière des ours & des tigres ; que le monde ne devoit pas garder sa grossièreté primitive , & les imperfections de son enfance , puisqu'il ne pouvoit rester dans son imbecillité originaire , qu'en laissant ses facultés naturelles s'avilir & se perdre dans l'inaction , contre les intentions de celui dont il les avoit reçues pour en faire usage ; que la société est l'ouvrage de la nature , & que l'état civil & politique en est la perfection.



NOTE (2). Page 52.

CETTE division du Gouvernement en Monarchique & Républicain, est la plus générale & la plus exacte, puisqu'elle renferme toutes les formes de Gouvernement possibles. Elle est aussi la plus simple que l'on ait donnée jusqu'ici.

Le célèbre Auteur de l'*Esprit des loix* admet trois especes de Gouvernement, le Républicain, le Monarchique & le Despotique, dont il donne les trois définitions suivantes : Le Gouvernement Républicain est celui où le peuple en corps, ou seulement une partie du peuple a la souveraine puissance : le Monarchique, celui où un seul gouverne, mais par des loix fixes & établies : au lieu que dans le Despotisme, un seul, sans loi & sans regle, entraîne tout par sa volonté & par ses caprices. *De l'esprit des loix Liv. II. Chap. I.*

On a très-bien observé que cette division étoit inexacte, en ce que le Despotisme qui est la corruption d'un Gouvernement quelconque, ne peut pas être regardé comme une espece particuliere. C'est une erreur de s'imaginer qu'il n'y ait que la Monarchie qui puisse dégénérer en Despotisme. Le Despotisme peut avoir lieu sous le Gouvernement de plusieurs comme sous celui d'un seul. Il peut arriver que dans la République Aristocratique, les chefs, sans loi & sans regle, entraînent tout au gré de leurs caprices. Et qu'est-ce en effet que l'Olygarchie, sinon le Despotisme de plusieurs ? Qu'est-ce encore que ce qu'on nomme *Politie*, sinon le Despotisme de tous ? Ainsi le Despotisme peut non-seulement se trouver dans un Etat Monarchique, mais encore dans l'Aristocratie, & même la Démocratie la plus formelle.

„ Si celui qui gouverne seul, dit un Politique moderne, se fonde uniquement sur sa puissance, ne fait que suivre la fougue de ses passions déréglées, préfère ses intérêts particuliers aux intérêts publics ; s'il agit de dessein prémédité contre le salut de la société, foule aux pieds les loix de l'Etat, ou s'élève au-dessus d'elles ; si son penchant le porte à la cruauté, on appelle un pareil Gouvernement *Tyrannie*. ” Voilà le Despotisme d'un seul : en voilà même l'espece la plus vicieuse.

„ Lorsque la régence est commise à plusieurs personnes de l'Etat, & que celles-ci agissent d'une maniere contraire au bonheur de la République, lui préfèrent leurs intérêts particuliers, ne cherchent qu'à aggrandir leurs familles, ou à assouvir leurs passions, alors l'Aristocratie dégénère en *Oligarchie*. ” Voilà le Despotisme de plusieurs : un tel Gouvernement en a tous les caracteres, & l'Etat est opprimé par autant de Despotes qu'il y a de chefs qui partagent la puissance souveraine & la font servir à leurs volontés particulieres & à leurs caprices.

„ Quand tous les membres de l'Etat tiennent d'une commune main les rênes du Gouvernement, & que le peuple alors suit aveuglément ses passions effrénées, sans consulter la saine raison sur les véritables intérêts de la République, un pareil Gouvernement est nommé *Politie*. ” Ne voilà-t-il pas le Despotisme de tous ? Chacun ne veut suivre que sa volonté, ses caprices & ses passions. Chacun cherche à opprimer tous les autres. L'Etat a autant de tyrans que de membres ; chacun est tyran & esclave de tous les autres.

Ce qui acheve de prouver l'inexactitude de la division admise par Mr. de Montesquieu, c'est que l'abus ou le vice d'un Gouvernement n'en fait pas une

espece particuliere; de sorte que quand il n'y auroit que la Monarchie qui fût sujette à dégénérer en Despotisme, on n'en seroit pas plus fondé à regarder le Despotisme comme une forme particuliere de Gouvernement, parce que c'est un état violent, une maladie politique quelque longue qu'elle puisse être, un abus qui loin d'être fondé dans la nature, & de remplir la fin du Gouvernement, est directement opposé à l'une & à l'autre. „ Un Souverain ne doit rien „ faire que la raison n'avoue : s'il ne consulte pas les loix, s'il prive ses „ sujets de leur bien ou de leur vie, sans aucune forme de justice, son „ Gouvernement devient despotique. Mais de ces deux différentes manieres de régner, il ne résulte pas deux formes de Gouvernement. La puissance du Souverain qui regne justement n'est pas inférieure à celle du „ Monarque dont le Gouvernement dégénere en Tyrannie; car il ne peut „ y avoir une autorité plus grande que la souveraine. La différence ne se „ trouve que dans l'exercice de cette autorité, & elle vient de ce que l'un „ foumet le pouvoir suprême à la justice, & de ce que l'autre s'élève au-dessus de la raison. Le premier est un Roi : le second un Tyran; mais la „ tyrannie n'est pas une forme de Gouvernement. „

Ce qui est vrai du Despotisme Monarchique, l'est aussi du Despotisme Aristocratique ou Oligarchique, & du Despotisme populaire. Ce sont des abus du Gouvernement Aristocratique & Démocratique, & non des formes particulieres de Gouvernement. Aristote, Machiavel & d'autres ont eu tort d'en faire autant d'especes différentes, comme si les maladies des corps politiques devoient être réputées des constitutions particulieres.

On dit : L'Etat peut être gouverné par un seul, par plusieurs, ou par tous : d'où résultent trois formes ou especes de Gouvernement. Mais cette division n'est pas la plus générale, puisque les deux dernieres especes, l'Aristocratie & la Démocratie, peuvent être rapportées à une seule espece, savoir au Gouvernement Républicain qui signifie le commandement de plusieurs en commun, sans limiter le nombre, de sorte qu'il s'étende à tous ou à une certaine quantité, c'est toujours une pluralité de chefs dans qui réside la Souveraineté. Aussi les Aristocraties de Venise, de Genes ou de Luques, sont des Républiques comme les Démocraties des Provinces-Unies & des Cantons Suisses. Il me paroît donc que notre Auteur s'annonce plus exactement en divisant le Gouvernement en deux especes générales, le Monarchique & le Républicain, & en subdivisant cette dernière espece en Aristocratique & Démocratique.

Outre ces trois formes de Gouvernement, simples & régulières, il y en a de composées & d'irrégulières.

„ L'Etat composé est un assemblage d'Etats étroitement unis par quelque „ lien, en sorte qu'ils semblent ne faire qu'un seul corps, quoique chaque „ Etat conserve en soi sa Souveraineté particuliere. Ces Gouvernemens „ composés doivent être distingués en deux especes.

„ La premiere espece de Gouvernemens composés, est celle de deux „ Etats distincts qui sans être incorporés l'un à l'autre, sont joints & n'ont „ qu'un seul & même Roi, quoique la Souveraineté soit exercée par des puissances différentes.

„ La Grande-Bretagne & l'Irlande, la Pologne & le grand Duché de Lithuanie sont des Etats composés de cette premiere espece.

„ Il n'en est pas des corps moraux, comme des corps naturels qui ne „ sauroient avoir une tête commune à plusieurs, sans être des monstres. Une „ même personne peut être le chef de plusieurs sociétés, sans que ces so-

„ ciétés

ciétés cessent d'être séparées. Les successions, les mariages, les guerres produisent des Etats composés. Souvent la femme du Roi est Reine de son chef, & le droit de succession sépare quelquefois des Etats que ce même droit avoit joints.

Les Etats qui renferment plusieurs corps subordonnés, & où l'on voit un peuple descendre d'un autre peuple, ne doivent pas être mis au rang des Etats composés. Il ne faut pas non plus y mettre ceux qui ont reculé leurs frontieres par la conquête d'autres Etats. Les usages de ces corps subordonnés & de ces Provinces conquises, peuvent être différens de ceux du corps de l'Etat dont ils font partie, sans qu'il en résulte un Gouvernement composé. L'unité d'un Etat ne demande pas nécessairement que toutes les Provinces soient gouvernées par les mêmes loix positives, mais seulement qu'elles aient le même Souverain, & qu'elles ne soient pas distinguées en différens Gouvernemens, comme le sont la Grande-Bretagne & l'Irlande, la Pologne & la Lithuanie; car toute Province qui n'a plus de Souveraineté propre, cesse d'être un Etat; & devient une simple dépendance d'un autre Etat.

La seconde espece de Gouvernemens composés est celle des Etats qui voulant se conserver dans la liberté de se gouverner chacun par ses propres loix, & n'étant pas assez forts pour se mettre à couvert des insultes de leurs ennemis, se font liés par une confédération générale & perpétuelle, pour trouver dans cette union les forces qui ont paru nécessaires à la sûreté commune. C'est pour se procurer cet avantage, que les Etats confédérés de cette sorte, s'engagent à n'exercer qu'en commun certaines fonctions du pouvoir souverain, comme le droit de faire la guerre ou la paix, tandis que les traités de commerce, l'établissement des Impôts, la création des Magistrats, le droit de législation, celui de vie & de mort sur les Citoyens, demeurent en la disposition de chaque Etat particulier, mais avec quelque dépendance de la confédération. Il n'arrive guere que les intérêts de divers Etats soient si mêlés qu'il soit avantageux à tous les confédérés en général & à chacun en particulier, de n'exercer aucune des fonctions de la Souveraineté, que du consentement de tous. Si cela étoit, il seroit plus utile à ces divers Etats de se réunir en un seul corps, que de se lier par une simple confédération.

L'association dont je parle ici est fondée par une alliance inégale qui differe des alliances ordinaires en deux points : 1^o. En ce que les alliés ordinaires se déterminent par leur propre choix, à faire certaines conventions, sans faire dépendre de leur alliance l'exercice du pouvoir souverain, & sans rien relâcher du droit qu'ils ont de gouverner leurs Etats; 2^o. En ce que les alliances ordinaires n'ont pour objet que quelque utilité particulière des alliés & ne se font que pour un certain temps, sans que les alliés aient un Chef & un Gouvernement commun. Au contraire dans l'association dont il s'agit, chaque confédéré se relâche d'une partie de la Souveraineté; la confédération est générale & perpétuelle; & les confédérés conservent chacun son Gouvernement sous un Chef commun.

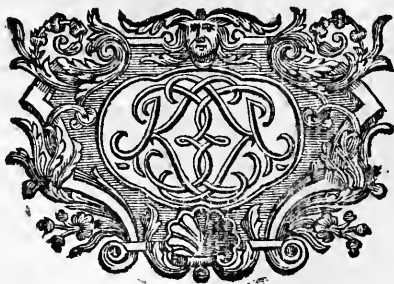
Tel est précisément le Corps Germanique. Tels sont, à différens égards le Corps Helvétique, & l'union Belge, pris collectivement. Comme tous les bâtimens ne sont pas construits selon les regles de

„ l'Architecture, tous les Etats ne sont pas constitués selon les principes du
 „ Gouvernement. L'irrégularité de la constitution de quelques Etats vient
 „ ou du vice de leur établissement, ou des circonstances de leur fonda-
 „ tion, ou des agitations que ces corps politiques ont souffertes. Les uns ont
 „ été formés irrégulièrement ; les autres l'ont été relativement à des cir-
 „ constances qui ont changé ; & la plupart doivent leur établissement à des
 „ récompenses obtenues ou extorquées des Souverains, flétries du nom d'u-
 „ surpation dans le commencement, & quelquefois honorées dans la suite
 „ du titre de privileges, ou même de celui de libertés.

„ Les Gouvernemens irréguliers sont ceux où l'on ne voit aucune des
 „ trois formes régulières, & qui ne peuvent proprement être rapportés
 „ à un corps composé de plusieurs Etats réguliers, en ce que toutes les
 „ affaires ne dépendent pas d'une seule volonté physique ou morale, parce
 „ que les Citoyens en général, & chaque Citoyen en particulier, ne sont
 „ pas soumis à un Empire commun. Ils diffèrent des corps composés de
 „ plusieurs Etats en ce que chacun de ces Etats unis est un Etat distinct &
 „ parfait. Ils diffèrent enfin des Etats malades, en ce que les maladies des
 „ Etats proviennent d'un mauvais usage d'une bonne forme de Gouverne-
 „ ment, au lieu qu'ici l'irrégularité est elle-même une forme de Gouverne-
 „ ment, forme vicieuse, mais constituée par le consentement public.

„ Tel est le Gouvernement du Corps Germanique, tel celui de la Grande-
 „ Bretagne, tel celui de Pologne. Si, parmi les formes irrégulières de Gou-
 „ vernement, je place ici des Etats que j'ai déjà comptés au nombre de
 „ ceux qu'on appelle composés, c'est parce que ces Etats participent de
 „ la nature des uns & des autres.

Comme notre Auteur s'est contenté de parler légèrement des Gouvernemens mixtes sans expliquer la nature des Gouvernemens composés & des Gouvernemens irréguliers, j'ai cru devoir y suppléer par ce passage tiré de la *Science du Gouvernement*, Ouvrage déjà cité.



NOTE (3). Page 53.

DANS son origine, le terme de Tyran ne signifioit pas un Usurpateur, un Souverain oppresseur de ses peuples. Parmi les sept sages de la Grece, il y a eu des Princes appelés par les Grecs & par les Latins *Tyranni*. Cléobule étoit Tyran de Linde; Pittacus de Lesbos; Trafibulle de Milet; Periandre de Corinthe; & Pisistrata d'Athenes. Strabon dit que les Princes du Bosphore & de Sicione étoient des hommes justes, & néanmoins il les appelle Tyrans de ces contrées. On trouve même dans Pausanias un Aristodème, Tyran d'Arcadie, surnommé pour sa vertu l'homme de bien. Silius Italicus, Poète Latin, parlant de Hiéron, Roi de Syracuse, bon & vertueux Prince, l'appelle le Tyran de Sicile. Platon, Aristote & Xenophon ont traité des devoirs des Tyrans. Est-ce qu'ils ont voulu donner des regles de Tyrannie, en prenant ce mot dans le sens qu'il a aujourd'hui? Non, c'est que la Tyrannie signifie dans leurs écrits *Royauté*. Ce sont les devoirs de la Royauté que ces Philosophes ont expliqués. Le mot de Tyran ne présentait pas alors à l'esprit l'idée odieuse que les Romains y ont attachée; il ne signifioit qu'un Roi, un Souverain, soit qu'il fût légitime, soit qu'il fût usurpateur, soit qu'il traitât les peuples avec bonté, soit qu'il les gouvernât avec violence. Ce terme convenoit proprement à ceux qui étoient revêtus de l'autorité souveraine, dans un Etat originairement libre, comme parloient les Grecs & les Romains, c'est-à-dire un Etat qui se gouvernoit lui-même."

Xenophon a fait un Traité particulier qu'il a intitulé *Hieron ou le Tyran*, & les excellens préceptes qu'il y donne de l'art de gouverner, sont bien voir qu'il n'entendoit pas toujours par la Tyrannie un Gouvernement injuste, cruel & féroce, comme on l'entend aujourd'hui; mais on remarquera qu'il donne le nom de Tyran indifféremment à un Usurpateur, à un Prince juste, & à celui qui abuse du pouvoir Souverain. Je vais donner une notice de cet excellent Traité, plein d'idées propres à faire les plus heureuses impressions sur les Souverains & leurs Ministres. Je la tire d'un ouvrage périodique qui a fini trop tôt.

Ce Traité est un Dialogue entre Hieron, Tyran de Syracuse, & le Poète Simonide. Celui-ci veut apprendre d'Hieron quel motif si puissant peut engager un particulier à usurper l'autorité souveraine, & à la retenir après l'avoir usurpée. Il suppose des plaisirs réservés aux Tyrans, & dont eux seuls doivent avoir l'idée. Hieron assure que la Tyrannie n'a que l'apparence des avantages qui la distinguent de l'état privé, & qu'elle éteint réellement tous les plaisirs des sens, ôte ceux du cœur & de l'esprit, & leur substitue la crainte & la terreur.

Tout ce morceau respire la Philosophie la plus profonde, quoiqu'il soit écrit très-simplement. On peut y renvoyer ceux dont l'aveugle humanité bouleverseroit toute société, s'ils pouvoient passer de la théorie à la pratique; nous parlons de ces hommes qui s'attendoient sur le malheur de certaines conditions, & s'irritent contre les prérogatives dont jouissent les classes les moins nombreuses. Qu'ils aillent à l'école de Xenophon, & il leur apprendra que si la nécessité des classifications met entre les différens ordres une inégalité apparente, l'égalité se trouve très-réelle par la compensation que produisent les opinions, suivant lesquelles tout n'est

„ pas un bien pour tous ; la privation , par exemple , rend la jouissance plus
 „ piquante , & l'excès de la jouissance en épuisant les facultés , produit une
 „ privation continuelle & irremédiable , &c.

„ Si dans un Etat où le partage des richesses est très-inégal , & la protection des loix très-puissante , on croit trouver des exceptions à cette égalité , c'est que jamais un Simonide n'a interrogé ces prétendus heureux
 „ qui paroissent affranchis des devoirs & des maux de l'humanité. Interrogez-les & s'ils sont de bonne foi , ils diront avec Hieron , que dans leur
 „ premier état , ils étoient mille fois plus heureux. C'est qu'ils jouissoient
 „ avec mesure , que leurs sens avoient le temps de se réparer , que les facultés de leur ame étoient plus exercées , & que tout , jusqu'au combat
 „ de l'industrie contre l'indigence , avoit pour eux des charmes désormais engloutis par la satiété.

„ Hieron prouve qu'il est bien loin d'avoir sur les autres hommes les avantages qu'on lui envie. Ce Tyran fait voir en effet que ces avantages
 „ sont chimériques , pendant que les inconvénients de la tyrannie sont réels
 „ & innombrables. Son cœur ne peut connoître ni les douceurs de l'amitié
 „ ni les charmes de l'amour ; la bienfaisance lui devient impraticable ,
 „ parce que sans cesse épuisé par les largesses que lui arrachent ses satellites , il doit dépouiller les Citoyens paisibles , & n'a jamais rien de reste
 „ pour les gens de bien dont il ne peut rien espérer. Il lui semble que les Citoyens courageux ont toujours le bras levé sur sa tête , que les sages emploient leur habileté à tramer des complots , que les justes sont appelés
 „ par le Peuple au Gouvernement dont ils sont plus dignes que lui. Quels seront donc ses défenseurs ? Des hommes corrompus , vicieux , & qui ne le serviront qu'autant qu'il les mettra en état de contenter leurs passions.
 „ Ainsi , loin qu'un Tyran , qui n'est grand que par la grandeur de son
 „ Etat , puisse en augmenter la force & la prospérité , il l'énervé nécessairement en faisant de ses sujets autant de lâches & de misérables ; car l'infolence que produit l'abondance lui est également funeste. Il craint les hommes libres & se voit forcé de donner la liberté aux esclaves dont il a fait
 „ ses Satellites ; il lui faut des Gardes armés , & des sujets desarmés ; il craint la trahison des premiers sans pouvoir compter sur le secours des autres ; il auroit besoin du rempart des loix , & il doit employer des étrangers dont l'intérêt est la seule loi , & dont un plus grand intérêt peut faire ses assassins. La Tyrannie est donc une contradiction perpétuelle
 „ & en elle-même & dans tout ce qui l'accompagne ; mais ce qu'elle a encore de plus affreux , c'est de devoir durer autant que la vie.

„ Comment un Tyran , s'il abdique , restituera-t-il tout ce qu'il a volé ?
 „ Comment dégage-t-il de leurs chaînes ceux qu'il en a chargés ? Comment rendra-t-il la vie à tant d'innocens à qui il l'a arrachée ? S'il est
 „ avantageux à quelqu'un de se pendre , c'est sur-tout à un Tyran , puisqu'il est le seul dont l'intérêt soit d'empêcher le mal , & qui ait intérêt à ce
 „ que le mal se fasse. C'est ainsi que conclut Hieron. Mais Simonide , plus sage encore que lui , ne convient pas qu'il doive se pendre. Écoutez sa réponse : „ Je ne suis pas surpris , ô Hieron ! que vous soyez aigri contre
 „ la Tyrannie , puisque desirant avec ardeur d'être aimé des hommes vous croyez qu'elle vous prive de leur amour. Mais je suis loin de reconnoître que le pouvoir suprême soit un obstacle réel à l'amour des hommes.
 „ Il ne s'agit point de comparer les bienfaits , mais d'examiner si un Sou-

„ verain faisant ce que fait un particulier pour être aimé , seroit plus ou
 „ moins sûr du succès.

„ Simonide prouve ensuite que l'élévation du rang donne un mérite de
 „ plus à tout ce que fait un Souverain. Que sera-ce quand il usera de tout
 „ son pouvoir pour faire plus que ne peut faire un particulier ?

„ Mais, dit Hieron, ce pouvoir même a deux principes odieux, les ex-
 „ citations qui ruinent le Peuple, & l'entretien des Soldats mercénaires, qui
 „ annonce l'oppression. De plus, il faut punir, contraindre, préférer.

„ Tout cela est indispensable, répond Simonide, mais le Souverain doit par-
 „ tager ses fonctions. Celles qui sont odieuses, comme de juger, de punir,
 „ il doit les abandonner aux Magistrats subalternes ; celles qui sont favora-
 „ bles, comme de proposer des récompenses & de les distribuer, il doit se
 „ les réserver. Quant aux contributions qu'il seroit forcé de demander, il les
 „ obtiendrait d'autant plus aisément, qu'il en feroit un emploi plus directe-
 „ ment utile au public. Telle seroit la dépense des prix pour le Citoyen qui
 „ auroit les plus belles armes, qui auroit fait les plus belles actions à la
 „ guerre, qui auroit mis le plus d'équité dans le commerce, &c. Les
 „ Citoyens croiroient devoir leur vertu au distributeur de ces prix. Ils l'ache-
 „ teroient en quelque sorte, & ne regretteroient pas ce qu'il leur en au-
 „ roit coûté pour faire naître une émulation qui les rendroit & meilleurs &
 „ plus heureux ; car le motif de l'honneur se joignant à tous les autres,
 „ tout se feroit & mieux & plus sûrement. Ce qu'il y a de plus profitable
 „ & à quoi l'émulation n'a cependant pour l'ordinaire aucune part, l'Agricul-
 „ ture elle-même rendroit beaucoup davantage, si l'on proposoit des prix
 „ par campagnes ou par bourgades à ceux qui cultiveroient le mieux leurs
 „ champs ; les Citoyens tourneroient leur attention & leurs efforts vers
 „ cette partie & en retireroient de très-grands biens.

„ De plus grands produits, plus de retenue, fruit ordinaire d'une vie oc-
 „ cupée, moins de forfaits, telles seroient les suites d'un pareil établisse-
 „ ment.

„ Il en seroit de-même du Commerce & des autres parties : rien ne
 „ coûte moins que ce dont l'honneur fait tous les frais. Jugez-en par les
 „ Jeux de toute espèce, qui se célèbrent dans la Grèce, où la dépense
 „ est si grande, & les prix si modiques.

„ Quant aux guerriers soudoyés, c'est une belle idée que la possibilité
 „ de s'en passer, & de n'avoir d'autre garde que l'amour de son peuple. Mais
 „ l'insolence naît souvent de l'aisance ; & le commun des hommes, lorsqu'il
 „ cesse de sentir le besoin des choses nécessaires, est sujet à se faire des
 „ besoins qu'il ne pourroit satisfaire que par le plus affreux désordre.

„ C'est donc servir également & le Souverain & les meilleurs Citoyens
 „ que d'entretenir en tout temps des Guerriers qui seront les gardes &
 „ l'escorte de chaque Citoyen, non moins que de celui qui les paiera ;
 „ qui dans les campagnes veilleront aux fortunes particulières, autant
 „ qu'aux domaines du Prince, dont une partie, distribuée dans les pos-
 „ sés les plus importants, épargnera des allarmes aux autres Citoyens,
 „ leur donnera le temps de s'armer, & de s'assembler, quand on aura be-
 „ soin d'un effort commun, se chargera en campagne de ce que la guerre
 „ a de plus pénible & de plus périlleux, & ne laissera aux autres que
 „ les dangers & les travaux des actions décisives. Lorsque tel sera l'emploi
 „ des Guerriers soudoyés ; lorsque le Citoyen sera bien assuré, non-seule-

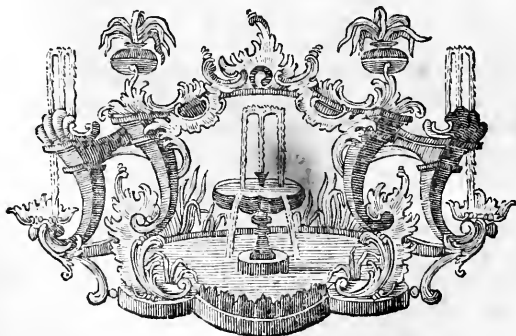
„ ment de n'avoir rien à craindre d'eux, mais d'en être secouru contre ses ennemis, peut-on imaginer qu'il refuse de contribuer aux frais de leur entretien, lui qu'on voit tous les jours soudoyer des gardiens pour la sûreté de choses beaucoup moins précieuses?.....

„ Le dernier conseil que Simonide donne à Hieron, est de contribuer de son bien aux dépenses publiques, de mépriser toute espèce de gloire qui ne seroit pas celle de son peuple autant que la sienne, & de ne chercher à l'emporter sur les autres Princes, que par de plus grands efforts, pour rendre sa Patrie heureuse & florissante.

„ Par-là, lui dit-il, tous vos concitoyens deviendront vos amis, vos enfans, parce que vous-même, vous regarderez votre Patrie comme votre famille. Chacun croira que votre vie est la moitié de la sienne : vous pourrez enrichir vos amis, parce que leurs trésors seront les vôtres : vous serez le plus heureux des hommes, & personne ne vous enviera votre bonheur, parce qu'il consistera, non dans ce qui sert à satisfaire les passions, mais dans l'exercice des vertus que peut pratiquer le simple Citoyen comme le Souverain.

„ On retrouvera sans doute ici le goût décidé de notre Philosophe pour le Gouvernement Monarchique ; mais on s'étonnera en même-temps qu'un Républicain ait deviné les plus importantes de ces maximes lumineuses, que l'on peut appeller les loix fondamentales de toutes les Monarchies modérées.

„ Nous appellerions volontiers cet Ouvrage le *Prince* de Xenophon, pour l'opposer à ce Livre abominable qui, pour le malheur de l'humanité, a eu plus de lecteurs, & a fait plus de prosélytes que le *Tyrant* du Philosophe Athénien.



CHAPITRE III.

Des différens Emplois du Gouvernement.

§. I.

TOUT corps destiné à l'exercice de quelque emploi, doit être composé de parties, ou membres, qu'il puisse faire servir à ses fins. Ainsi le corps humain, dont les diverses opérations se dirigent toutes à la vie ; & à l'entretien de l'homme, est formé de plusieurs membres, ou parties propres à cet effet. De-même, le Gouvernement des États, considéré par rapport à sa fin qui est le bonheur des Peuples, doit être regardé comme un corps : mais cette fin si noble, qu'il se propose, dépend de divers moyens ; un tel corps doit donc être formé de divers membres capables de mettre ces moyens en usage & d'en tirer tout le parti possible.

L'Etat
comparé
au corps
humain.

§. I I.

Afin qu'un Etat puisse être conduit avec succès, & que son Gouvernement soit bien administré, il est nécessaire d'empêcher non seulement tous les désordres actuels, mais encore tous ceux qui pourroient résulter de la négligence des Gouverneurs. Les Peuples rassemblés, & formés en corps de Nation, par constitutions Monarchiques, ou Républicaines, ayant découvert cinq especes de désordres auxquelles tout Gouvernement est exposé, ont aussi reconnu la nécessité d'appliquer à chacun de ces maux, le remede qui lui convient ; & ces remedes forment l'essence des Emplois du Gouvernement, dont ils partagent l'exercice en cinq grandes branches qui ont lieu dans tous les Etats, quels qu'ils soient ; & servent à découvrir les sources des désordres que produiroit

Cinq
branches
généra-
les de
l'Admi-
nistra-
tion.

infailliblement la suppression ou la mauvaise administration d'une seule.

§. I I I.

La Justice criminelle.

La première partie de l'Administration est l'exercice de la *Justice criminelle*. Cette Justice est fondée sur la loi naturelle, sur le droit des gens, sur les principes reçus chez toutes les Nations civilisées, & sur les statuts municipaux du propre Gouvernement (1). Elle inflige des châtimens aux coupables qui ont violé ces loix & inspire une crainte salutaire à ceux qui seroient tentés de les violer (2). Ainsi la Justice criminelle est le correctif de la première cause des désordres d'un Etat, en réprimant la violence qu'emploient les méchants pour satisfaire leurs desirs civilement injustes, en ce qu'ils sont contraires au bien public.

§. I V.

La Justice civile.

Une seconde source de troubles dans l'Etat, ce sont les contestations & les différends qui s'élèvent entre les particuliers, au sujet de leurs divers intérêts (3). La Justice civile y remédie en examinant leurs prétentions, en pesant leurs droits, en assurant leurs possessions, en fixant leur état, toujours suivant les loix, en rendant à chacun ce qui lui appartient. Ainsi elle juge du droit réel de chaque particulier, décide avec prudence, sagesse, équité, les cas où ce droit se trouve en litige, & fait cesser par ce moyen toutes sortes de procès & de contestations (4).

§. V.

L'Economie.

L'Economique est une troisième branche de la science du Gouvernement, qui prévient ou répare les désordres que peut mettre dans les Finances de l'Etat une prodigalité excessive, la négligence ou l'avidité de ceux à qui l'on confie cette partie de l'Administration. Elle compare les revenus de l'Etat à ses dépenses. Elle recherche les moyens d'augmenter les uns & de diminuer les autres. L'Agriculture, le Commerce, les Manufactures,

nufactures, les Impôts, tout ce qui peut remplir le trésor public, sans vexer le peuple, est de son ressort. Elle ne doit jamais oublier ce grand principe, que le trésor public ne doit point s'augmenter aux dépens des richesses des particuliers, mais s'accroître avec elles & en même proportion.

§. V I.

Le quatrieme moyen de maintenir l'ordre & la tranquillité dans l'Etat, sur-tout dans un grand Etat, est un *Militaire* assez nombreux pour prévenir les révoltes intérieures, inspirer de la crainte aux ennemis du dehors, garder suffisamment les frontieres, soutenir avec avantage une guerre défensive, ou même entreprendre une guerre offensive, lorsque la nécessité des circonstances l'ordonne. Ce moyen est sujet à des inconvéniens. Le soldat qui doit faire la sûreté du citoyen, peut troubler sa tranquillité, faute d'une bonne discipline propre à le contenir. C'est pourquoi l'Art militaire ne se borne pas à former des soldats, il donne aussi des regles pour les discipliner; & c'est ainsi qu'il remplit sa fin qui est de former des défenseurs à l'Etat dont les citoyens n'aient rien à craindre, & dont ils soient sûrs d'être secourus contre les ennemis de la Patrie.

L'Art
militaire.

§. V I I.

La *Politique* est la cinquieme branche de l'Administration. Cet Art sublime est d'une étendue immense, puisqu'il embrasse généralement tout ce qui peut influer sur la prospérité des États & sur le bonheur des Peuples; c'est lui qui juge de ce qui est utile à l'Etat dans les circonstances les plus critiques, comme dans les rencontres les plus ordinaires. Il indique les moyens & la maniere de les appliquer avec le plus grand avantage possible. Il apprend à deviner l'avenir par la science du passé & la connoissance du présent. Il montre les avantages & les inconvéniens de chaque parti, de chaque résolution, & la méthode d'éviter les uns en profitant des autres. Mais cette

La Po-
litique.

science s'acquiert difficilement, & à force d'expérience & de réflexion. Elle suppose une grande pénétration, un jugement solide, un esprit juste & sûr.

§. V I I I.

Cette
cinquième
branche
de
l'Admini-
stration
com-
mande &
dirige les
quatre
autres.

La Politique commande & dirige les quatre autres branches de l'Administration. Car elle a pour objet d'introduire & de maintenir un bon ordre dans l'Etat, d'y faire observer les loix, de punir ceux qui les violent, ce qui concerne l'exercice de la justice criminelle; d'y établir une bonne & exacte police; d'assurer à chacun la possession de ce qui lui appartient légitimement, afin que personne ne soit lésé dans ses intérêts particuliers, ce qui regarde l'exercice de la justice civile; de faire fleurir l'Etat, d'y entretenir l'opulence, ce qui a rapport à l'économique; enfin de rendre l'Etat formidable & respectable à ses voisins, ce qui concerne l'entretien des troupes & l'exercice de l'art militaire. Elle s'occupe de tous ces objets en grand : elle veille, par exemple, à ce que les Magistrats ne mettent ni trop de foiblesse ni trop de rigidité dans l'Administration de la justice criminelle ou civile. Mais elle n'est pas bornée au Gouvernement intérieur de l'Etat. Elle fait une de ses principales affaires de la conduite qu'il convient de tenir avec les Cours étrangères.

§. I X.

Des Su-
jets pro-
pres aux
différen-
tes bran-
ches de
l'Admini-
stration.

Tels sont les cinq Emplois de tout Gouvernement & dont la pratique bien entendue suffit pour rendre les Peuples heureux. Il n'y a point de Gouvernement qui puisse subsister, & encore moins parvenir aux fins de son institution, sans l'exercice continuel de ces diverses branches de l'Administration; il n'y a donc point de Gouvernement qui ne doive avoir en lui-même les sujets nécessaires propres aux fonctions de chaque partie (5). L'on donne à ces membres le nom de *Ministres*. Il s'agit maintenant d'en assigner les différentes especes, en commençant par donner la définition de ce titre.



NOTES

SUR LE CHAPITRE III.

NOTE (1). Page 96:

JE crois que l'on peut donner une notion plus précise du véritable fondement du droit de punir & conséquemment de la Justice criminelle.

Les loix ont été les conditions sous lesquelles les hommes indépendans & isolés dans l'état de nature, se sont réunis en société, puis en corps politiques. Peut-être il n'y a eu que des conventions dans le premier état d'association. Mais sûrement les corps politiques n'ont pu subsister sans loix, & il est à présumer que les loix pénales suivirent les loix qui régloient la propriété, pour en être l'appui. Les hommes sacrifièrent donc une partie de leur liberté pour jouir du reste avec plus de sûreté. La somme de toutes ces portions de liberté forma la Souveraineté de la nation qui fut mise en dépôt entre les mains du Souverain, & confiée à son administration. Mais il ne suffisoit pas d'établir ce dépôt, il falloit le défendre des usurpations de chaque particulier qui s'efforce de retirer de la masse commune, non seulement sa propre portion, mais encore celle des autres : il falloit des motifs sensibles & suffisans pour empêcher le Despotisme de chaque particulier de replonger la société dans son ancien cahos. Ces motifs furent des peines établies contre les infractions des loix. Telle est l'origine des loix pénales.

Ce fut la nécessité seule qui contraignit chaque homme à céder une portion de sa liberté pour conserver l'autre : car il n'est pas naturel que personne fasse gratuitement le sacrifice de sa liberté ou même d'une partie. Il s'ensuit que chacun n'en a voulu mettre dans le dépôt commun que la plus petite portion possible, la seule partie dont le sacrifice étoit nécessaire pour engager les associés à le maintenir dans la possession du reste. L'assemblage de toutes ces portions de liberté, les plus petites que chacun ait pu céder, est le fondement du droit de punir de la société. D'où il résulte que le droit de faire des loix pénales appartient à la Souveraineté, & ne peut résider que dans le Souverain. Il suit encore que toute peine est injuste, aussitôt qu'elle n'est pas nécessaire à la conservation du dépôt de la liberté publique. Les peines seront d'autant plus justes, que le Souverain conservera aux particuliers une liberté plus grande, & qu'en même-temps la liberté publique demeurera plus inviolable & plus sacrée. Voyez *Traité des Délits & des Peines*, §. II.

NOTE (2). Page 96.

Des moyens de prévenir les crimes.

L vaut mieux prévenir les crimes que de les punir ; & la Législation qui les prévient est sans contredit beaucoup plus parfaite que celle dont la Justice criminelle s'exerce avec le plus grand ordre. On peut même dire que le but de la Justice criminelle est moins de punir le crime commis, que de prévenir les défordres qui ne manqueroient pas de suivre l'impunité du crime. Tous ceux qui ont écrit sur ces matieres conviennent que le triste & lugubre appareil dont la Justice criminelle fait accompagner l'exécution de ses sentences, tend à frapper le peuple & à lui en imposer. Ce seroit une vengeance basse & abominable, tout-à-fait indigne de la Législation, que de faire expirer un malfaiteur dans les supplices, si sa mort n'avoit pas d'autre objet ; au contraire si le juge pouvoit sauver les douleurs à un criminel, il le feroit, ces douleurs comme telles ne procurant aucun avantage à la société, mais les roues, les buchers, les potences ont été justement imaginés pour inspirer une crainte salutaire à ceux qui pourroient être tentés de commettre des crimes. L'objet de la Justice criminelle n'est donc pas précisément de punir le crime, mais de le prévenir : elle se propose de le prévenir en le punissant. Mais on sent que ce n'est pas de ce moyen que je veux parler en disant qu'il vaut mieux prévenir les crimes que de les punir, car il est le dernier & le moindre de tous, & la Législation est bien imparfaite lorsqu'elle est réduite à celui-là seul. Il en est d'autres qui doivent le précéder.

Premier moyen : la précision des Loix.

VOULEZ-VOUS prévenir les crimes ? Faites que les Loix soient précises, claires & simples, que toute la force de la nation soit réunie pour les faire observer, pour les défendre, sans qu'aucune partie de cette force soit employée pour les attaquer. Faites que les Loix favorisent moins les différens ordres des citoyens, que chaque citoyen en particulier. Faites que les hommes les craignent & ne craignent qu'elles. La crainte des Loix est salutaire, mais la crainte d'un homme pour un autre homme est une source fatale & féconde de crimes. L'obscurité des Loix, l'incertitude des Loix, deux portes par où les crimes entrent dans l'Etat.

La précision dont je parle ne regarde pas seulement l'énoncé de la Loi, mais aussi sa sanction, ou la peine décernée contre celui qui la viole ; cette peine doit être prononcée clairement, sans la laisser à la disposition du Magistrat, autrement le citoyen ne seroit jamais en état de connoître les suites de ses propres actions sur sa personne & sur sa liberté, & cette incertitude fera perdre à la Loi une partie de sa force. Mais la précision des Loix, leur clarté, leur simplicité seront en pure perte, si ces Loix ne sont pas connues, & comment seront-elles connues, si le texte n'en est pas écrit dans une langue vulgaire que chaque citoyen puisse entendre & comprendre ? Les crimes seront d'autant moins fréquens, que le texte sacré des Loix sera lu & entendu d'un plus grand nombre d'hommes, puisqu'on ne peut douter que dans l'esprit de celui qui ne connoît pas ou qui connoît mal les peines décernées contre le crime qu'il médite, cette ignorance & cette incertitude n'aident fortement l'éloquence des passions.

Second moyen : polir une Nation & en étendre les lumieres.

VOULEZ-VOUS prévenir les crimes! Faites que les lumieres accompagnent la liberté. A mesure que les connoissances s'étendent, les maux qu'elles entraînent diminuent, & les avantages qu'elles apportent deviennent plus grands. Au lieu que l'ignorance & l'abrutissement sont des causes de toutes sortes de désordres. Quand les hommes manquent de principes, il n'y a que la crainte des supplices les plus cruels qui puisse les tenir en bride. Les mœurs s'adouciſſent à mesure que l'esprit s'éclaire. Devant les lumieres répandues avec profusion dans une nation, on voit disparaître la cruauté & la fraude, trembler l'autorité lorsqu'elle est défarmée de raisons, & demeurer immobile la seule force des loix. Il n'y a point d'homme éclairé qui n'aime les conventions dont l'utilité est claire & connue, & qui sont les fondemens de la sûreté publique; parce qu'il compare ce peu de liberté inutile dont il s'est dépouillé, avec la somme de toutes les autres libertés dont les autres hommes lui ont fait le sacrifice, & qui, sans les loix, pouvoient s'armer & conspirer contre lui. Quiconque a une ame sensible, jettant un regard sur un code de bonnes loix, & reconnoissant qu'il n'a perdu que la fumeſte liberté de nuire à ses semblables, sera forcé de bénir le trône & celui qui l'occupe. Quel est le Peuple le plus méchant? C'est, à coup sûr, le plus ignorant & le plus superstitieux, celui qui, avili par sa crasse ignorance, se refuse opiniâtrément aux efforts des Sages qui cherchent à l'éclairer.

Troisième moyen : faire enſorte que le Tribunal chargé du dépôt des Loix ſoit plus intéreſſé à les obſerver, qu'à les violer en ſe laiſſant corrompre.

PLUſ ce Tribunal ſera nombreux, moins on aura à craindre d'ufurpation & d'injuſtices de ſa part; parce qu'entre pluſieurs membres d'un même corps qui s'obſervent les uns les autres, il y a d'autant moins d'intérêt d'accroître l'autorité commune, que la portion qui en reviendrait à chacun eſt plus petite, principalement lorsqu'ils comparent la petiſſeſſe de l'avantage aux dangers de l'entreprife; & d'ailleurs dans un corps dont la premiere qualité eſt l'intégrité, la honte de paroître injuſte, balance le vil intérêt que l'on trouveroit à l'être. Si encore le Souverain en donnant à la Magiſtrature trop d'appareil, de pompe & d'autorité, & en ne permettant point les plaintes juſtes ou mal fondées de celui qui ſe croit opprimé, accoutume ſes Sujets à craindre moins les loix que les Magiſtrats, ceux-ci gagneront plus à cette crainte, & la sûreté publique & particuliere y perdra.

Quatrième moyen : récompenser la vertu.

LES Loix de toutes les Nations modernes décernent des peines contre les crimes & ne propoſent point de récompenses pour les bonnes actions. Le Code offre beaucoup de Loix pénales & pas une Loi rémunérative. Si l'on a cru devoir fortifier par la crainte des ſupplices, l'horreur naturelle de l'homme pour le mal, pourquoi n'a-t-on point penſé à ſeconder par l'eſpoir des récompenses, ſon amour pour le bien? Je crois cependant que, comme les prix académiques augmentent le nombre des bons livres & des bons Auteurs, des récompenses propoſées aux bonnes actions en augmenteroient le nombre, ainſi que des Citoyens vertueux.

Cinquième moyen : perfectionner l'Éducation.

L est sûr que rendre les hommes meilleurs, c'est prévenir les crimes, & bannir les vices. Mais quel moyen plus efficace de rendre les hommes meilleurs que de perfectionner l'éducation ? Les hommes sont ce qu'on les fait être, & c'est dans l'enfance qu'on les forme. C'est alors qu'on leur donne des principes. Il me semble que, dans l'éducation de la jeunesse, on ne devoit pas plus oublier le Code des Loix que la Grammaire & le Catéchisme. *Voyez Traité des Délits & des Peines §. XLI. & les Institutions Politiques du Baron de Bielfeld.*

N O T E (3). Page 96.

On assure que le célèbre Guillaume Penn, en établissant sa République Américaine, n'y voulut point admettre de Médecins ni de Gens de Loi : apparemment qu'il avoit le secret de changer la nature des hommes, pour faire en sorte qu'ils n'eussent besoin ni de l'Art de la Médecine, ni de l'administration de la Justice civile. Mais tant que le Tien & le Mien auront de l'empire sur le cœur des hommes, ils feront la source d'une infinité de procès. Le mal est inévitable, il en faut chercher le remède. On le trouve dans la Justice civile bien administrée. Que de choses sont requises pour cette bonne Administration !

La Jurisprudence peut être définie l'Art d'appliquer les Loix aux actions des hommes, ou les actions des hommes aux Loix, ou autrement l'Art de juger des actions des hommes suivant les Loix. *Jurisprudentia est habitus practicus rectè judicandi de actionibus hominum secundum Leges.* Les Loix facilitent beaucoup la pratique de cet Art, lorsqu'elles sont claires, simples, décisives & qu'elles embrassent un plus grand nombre de cas. Est-il utile ou dangereux de commenter les Loix ? La raison dit que ce n'est pas à un petit Jurisconsulte de gloser sur les intentions du Législateur. L'expérience apprend que les sentimens contradictoires des Commentateurs causent bien des incertitudes dans les Tribunaux, & font de l'Administration de la Justice un jeu de hasard, au moins une science embrouillée & fort équivoque.

La longueur des procès en fait le vrai malheur : c'est la ruine des familles ; c'est la cause qui engage souvent le bon droit à céder pour ne pas perdre d'avantage en formalités & en procédures. Car la fraude égare souvent le bon droit dans le labyrinthe de la chicane, & si elle ne l'égare pas, elle le fatigue en le harcelant de détours en détours ? On ne sauroit trop abrégier & simplifier la conduite d'un procès. Le grand point c'est de faire en sorte que les Procureurs, Avocats & Juges soient aussi intéressés à ce qu'il soit terminé promptement que les parties mêmes qui plaident. C'est donc une Ordonnance admirable du Roi de Prusse, qu'un Avocat n'ose demander ni avance ni salaire à son Client, avant que le procès soit entièrement terminé. C'est une disposition encore plus louable, d'avoir tellement réglé la conduite des procès, que le plus long ne puisse pas être prolongé au-delà de deux ans.

NOTE (4). Page 96.

IL se présente ici une belle question : savoir si le Souverain peut juger. Voici comment elle est discutée dans les Institutions Politiques du Baron de Bielfeld.

„ Tant de grands hommes ont posé pour principe , & tout le monde dit
 „ depuis si long-temps , que *le Prince est le premier Juge , le Juge Souve-*
 „ *rain , le Juge né de ses Peuples* , qu'on n'ose être d'un avis différent ;
 „ mais quand cela seroit vrai , selon le droit rigide de la nature & des gens ,
 „ c'est un droit que le Prince ne sauroit exercer , & qui par conséquent
 „ devient égal à zero. Tous mes Lecteurs ont le droit de semer & de re-
 „ cueillir dans les terres Australes qui sont dévolues au premier occupant ;
 „ mais personne ne peut exercer ce droit , qui est nul par là. D'abord
 „ un Prince ne sauroit acquérir la science d'un Jurisconsulte conformé ,
 „ sans négliger d'autres connoissances politiques , beaucoup plus nécessaires
 „ à l'emploi du Souverain. S'il possède de vastes Etats , comment seroit-il
 „ possible que toutes les affaires litigieuses fussent rapportées à son trô-
 „ ne ? C'est vouloir compter les étoiles , que prétendre juger tous les dif-
 „ férends de détail d'une Nation ; & quand la chose seroit possible , tous
 „ les Sujets seroient ruinés par la lenteur inévitable de l'expédition. En
 „ troisième lieu , dans tous les cas où les amendes pécuniaires , la confisca-
 „ tion , la condamnation aux travaux publics auroient lieu , le Souverain se-
 „ roit Juge & Partie , puisque ces peines tournent à son profit. Voilà donc
 „ un principe du Droit naturel & des Gens , qui est dangereux , d'une exé-
 „ cution impossible , & contraire à l'équité. Mais autre chose est d'avoir le
 „ *Droit de la Législation* , & celui d'établir des Magistrats , ou de juger soi-
 „ même. Le Souverain possède incontestablement les deux premiers , mais
 „ le dernier paroît sujet à bien des contradictions. Il est vrai que dans les
 „ cas importants , tout Sujet a le droit d'appel au Souverain ; mais celui-ci
 „ fait très-sagement , s'il ne décide pas , même en dernier ressort , de son pro-
 „ pre chef ; ce qui le mettroit à tout moment en risque de faire une injus-
 „ tice , & réduiroit à rien l'autorité de tous les autres Tribunaux. Il doit au
 „ contraire établir une Cour de justice composée des plus respectables per-
 „ sonnages de la Magistrature pour juger les affaires qui sont portées de-
 „ vant son trône ; & c'est dans ce Sénat qu'il peut , tout au plus , présider.
 „ Rien n'est si affreux que quand un Prince renverse de sa propre autorité
 „ les jugemens uniformes de toutes les instances par lesquelles un procès aura
 „ passé , & qu'il en décide d'une manière opposée. Une pareille décision
 „ est toujours une injustice manifeste , & la marque certaine d'un despotisme
 „ outrageant pour les Loix & pour les Juges. ” (Excepté seulement le cas
 „ où ces jugemens uniformes seroient injustes & contraires aux Loix. Mais alors
 „ même le Prince ne jugeroit pas , il annulerait l'injustice des Magistrats , &
 „ seroit parler les Loix contre leurs jugemens.)

Mr. de Montesquieu a traité la même question avec cette force de jugement qui lui étoit propre. Il examine dans quels Gouvernemens le Souverain peut être Juge.

„ Machiavel (*dit-il*) attribue la perte de la liberté de Florence à ce
 „ que le Peuple ne jugeoit pas en corps , comme à Rome , des crimes
 „ de Leze-Majesté commis contre lui. Il y avoit pour cela huit Juges
 „ établis. *Mais* , dit Machiavel , *peu sont corrompus par peu*. J'adopterois

„ bien la maxime de ce grand homme : mais comme dans ces cas l'intérêt politique force, pour ainsi dire, l'intérêt civil (car c'est toujours un inconvénient que le Peuple juge lui-même ses offenses;) il faut, pour y remédier, que les Loix pourvoient, autant qu'il est en elles, à la sûreté des particuliers.

„ Dans cette idée, les Législateurs de Rome firent deux choses; ils permirent aux accusés de s'exiler avant le jugement : & ils voulurent que les biens des condamnés fussent consacrés, pour que le Peuple n'en eût pas la confiscation.....

„ Solon fut bien prévenir l'abus que le Peuple pourroit faire de sa puissance dans le jugement des crimes : il voulut que l'Aréopage revît l'affaire; que s'il croyoit l'accusé injustement absous, il l'accusât de nouveau devant le Peuple; que s'il le croyoit injustement condamné, il arrêtât l'exécution, & lui fît rejurer l'affaire : Loi admirable qui soumettoit le Peuple à la censure de la Magistrature qu'il respectoit le plus, & à la sienne même!

„ Il fera bon de mettre quelque lenteur dans des affaires pareilles, surtout du moment que l'accusé sera prisonnier, afin que le Peuple puisse se calmer & juger de sang froid.

„ Dans les États despotiques le Prince peut juger lui-même. Il ne le peut dans les Monarchies : la constitution seroit détruite, les pouvoirs intermédiaires dépendans anéantis; on verroit cesser toutes les formalités des jugemens; la crainte s'empareroit de tous les esprits; on verroit la pâlueur sur tous les visages; plus de confiance, plus d'honneur, plus d'amour, plus de sûreté, plus de Monarchie.

„ Voici d'autres réflexions. Dans les États monarchiques, le Prince est la partie qui poursuit les accusés, & les fait punir ou absoudre; s'il jugeoit lui-même, il seroit le Juge & la Partie.

„ Dans ces mêmes États, le Prince a souvent les confiscations; s'il jugeoit les crimes, il seroit encore le Juge & la Partie.

„ De plus il perdrait le plus bel attribut de sa Souveraineté, qui est celui de faire grâce : il seroit insensé qu'il fit & défit ses Jugemens : il ne voudroit pas être en contradiction avec lui-même.

„ Outre que cela confondroit toutes les idées; on ne sauroit si un homme seroit absous, ou s'il recevrait sa grâce.

„ Lorsque Louis XIII. vouloit être Juge dans le procès du Duc de la Valette, & qu'il appella pour cela dans son cabinet quelques Officiers du Parlement & quelques Conseillers d'Etat; le Roi les ayant forcés d'opiner sur le décret de prise de corps, le Président de Believre dit „ *qu'il voyoit dans cette affaire une chose étrange, un Prince opiner au procès d'un de ses Sujets; que les Rois ne s'étoient réservé que les grâces, & qu'ils renvoyoient les condamnations vers les Officiers. Et Votre Majesté voudroit bien voir sur la sellette un homme devant Elle, qui par son jugement iroit dans une heure à la mort? Que la face du Prince qui porte les grâces ne peut soutenir cela; que sa vue seule levoit les interdits des Eglises; qu'on ne devoit sortir, que content de devant le Prince.* „ Lorsqu'on jugea le fonds, le même Président dit dans son avis : *Cela est un Jugement sans exemple, voire contre tous les exemples du passé jusqu'à lui, qu'un Roi de France ait condamné en qualité de Juge, par son avis, un Gentilhomme à mort.* „

„ Les jugemens rendus par le Prince seroient une source incarrissable d'in-

„ justices

„ justices & d'abus ; les courtisans extorqueroient par leur importunité, ses jugemens. Quelques Empereurs Romains eurent la fureur de juger ; nuls regnes n'étonnerent plus l'univers par leurs injustices.

„ Claude, dit Tacite, ayant attiré à lui le jugement des affaires, & les fonctions des Magistrats, donna occasion à toutes sortes de rapines (*Annal. Lib. XI.*). Aussi Neron parvenant à l'Empire après Claude, voulant se concilier les esprits, déclara-t-il qu'il se garderoit bien d'être le Juge de toutes les affaires, pour que les accusateurs & les accusés, dans les murs d'un palais, ne fussent pas exposés à l'inique pouvoir de quelques affranchis (*Ibid. Lib. XIII.*).

„ Sous le regne d'Arcadius (*dit Zozime Hist. Liv. V.*). la nation des calomniateurs se répandit, entourra la Cour, & l'infesta. Lorsqu'un homme étoit mort, on supposoit qu'il n'avoit point laissé d'enfans ; on donnoit ses biens par un rescrit. Car comme le Prince étoit étrangement stupide, & l'Impératrice entreprenante à l'excès, elle servoit l'insatiable avarice de ses domestiques & de ses confidentes ; de sorte que, pour les gens modérés, il n'y avoit rien de plus désirable que la mort.

„ Il y avoit autrefois (*dit Procope, Histoire secrète.*) fort peu de gens à la Cour : mais sous Justinien, comme les Juges n'avoient plus la liberté de rendre justice, leurs tribunaux étoient déserts, tandis que le palais du Prince retentissoit des clameurs des parties qui y sollicitoient leurs affaires. Tout le monde sait comment on y vendoit les jugemens & même les Loix.

„ Les Loix sont les yeux du Prince ; il voit par elles ce qu'il ne pourroit pas voir sans elles. Veut-il faire la fonction des tribunaux ? il travaille non pas pour lui, mais pour ses séducteurs contre lui. ” *De l'esprit des Loix Liv. VI. Chap. V.*

Afin de dire le pour & le contre dans une matiere aussi importante, j'ajouterai ici une courte observation critique d'un Auteur qui m'est inconnu & qui prétend ruiner par ce peu de mots le sentiment de Mr. de Montesquieu. Une des raisons que celui-ci allegue pour prouver que le Prince dans les Monarchies ne doit point juger, est qu'il perdrait par là le plus bel attribut de sa Souveraineté, qui est celui de faire grace ; sur quoi notre Anonyme dit :

„ Cette raison de Mr. de Montesquieu pour prouver qu'un Monarque ne doit point juger lui-même, paroît assez frivole ; & le discours du Président de Believre n'est guere propre à la confirmer. Quand un accusé est condamné, ce ne sont pas proprement les Juges qui lui infligent la peine, c'est la loi. Or la loi est la volonté du Souverain ; donc c'est toujours le Souverain qui condamne, soit que les sentences soient portées par des Tribunaux, soit par le Prince. Il paroît par-là que la faculté de juger ne fait point perdre l'attribut de faire grace ; encore moins peut-on avancer que si le Souverain jugeoit lui-même, il seroit en contradiction avec lui-même, & qu'il se trouveroit dans le cas de faire & de défaire ses propres jugemens : car l'attribut de faire grace est la faculté d'exempter dans un cas particulier d'une peine statuée par la loi. Or pourquoi un Souverain qui donne une loi générale, & qui jugeroit les accusés suivant cette loi, ne pourroit-il pas exempter de cette loi dans un cas où le bien public paroîtroit l'exiger, sans que pour cela il se trouvât en contradiction avec lui-même ? Prononcer suivant les loix faites pour contenir les Citoyens dans leur devoir, & exempter quelqu'un d'une peine portée par la loi, lorsque les circonstances semblent l'exiger, peut-on nommer cela

„ faire & défaire ses jugemens ? Les autres raisons que notre Auteur nous
 „ donne pour prouver qu'un Prince ne doit pas juger lui-même, sont si bon-
 „ nes, si sensées & si judicieuses, qu'il auroit bien pu se passer d'y ajouter
 „ celle dont nous venons de montrer l'insuffisance. ”

Cette Critique n'est pas exacte. Lorsque le Prince s'établit Juge, il doit juger suivant les loix ; dès-lors si les loix condamnent l'accusé, il le condamne lui-même, & par ce jugement perd évidemment la faculté de l'absoudre, puisqu'il ne peut pas le condamner & l'absoudre en même-temps. S'il le faisoit, il seroit en contradiction avec lui-même, il seroit & déferoit ses propres jugemens.

N O T E (5). Page 98.

LA division que fait notre Auteur, des matieres de Gouvernement, en cinq branches principales, dont la dernière, outre son objet particulier, influe encore sur les quatre autres dont elle a l'inspection & la direction ; cette division, dis-je, ne paroît ni juste ni complète. D'abord il y a de la confusion, en ce qu'elle divise des objets qui doivent être rangés sous le même département, & réunit d'autres objets toujours divisés. Ensuite elle est incomplète en ce qu'elle ne fait aucune mention de la Religion & des Affaires Ecclésiastiques : point essentiel. J'aimerois donc mieux la division ordinaire en huit départemens :

1. Le Département des Affaires Ecclésiastiques.
2. Celui de la Guerre.
3. Des Affaires Etrangères.
4. De la Justice.
5. Des Finances.
6. Du Commerce.
7. De la Police.
8. De la Marine.



CHAPITRE IV.

Des différentes especes de Ministre.

§. I.

AVANT que de parler de la différence qui se trouve entre les Ministres d'Etat, voyons ce que l'on doit entendre par le mot de Ministre. Ce mot pris en général a un sens très-étendu. On peut appeller Ministre toute personne qui s'emploie pour une autre. En ce sens tout serviteur est Ministre, les soldats sont des Ministres, ainsi que toutes les personnes qui sont employées, non-seulement pour l'Etat, mais encore pour les particuliers. Ce n'est pas de ces sortes de Ministres qu'il s'agit ici. Nous prenons ce mot dans un sens plus resserré, & nous entendons par un Ministre un homme employé dans le Gouvernement soit à la Cour soit dans les Cours étrangères, chargé de proposer au Souverain, les affaires sur lesquelles il doit décider & de coopérer en même temps au bien de l'Etat. Enfin, le Ministre dont il est ici question, est celui qu'Aristote, au troisième Livre de sa Politique, définit par ce peu de mots : *Civis qui habet potestatem judicandi, ac decernendi.*

Ce que
c'est
qu'un
Ministre.

§. II.

Or, comme le bonheur de l'Etat dépend de l'exercice des cinq emplois dont on vient de traiter dans le Chapitre précédent, quiconque remplit quelques fonctions de l'un des cinq pour le bien public, porte à bon droit le titre de Ministre. Ainsi la différence des emplois règle celle des Ministres. Nous admettons cinq especes de Ministres Publics, pour les cinq branches de l'Administration. Il est à propos d'exposer, en peu de mots, les principales qualités requises dans chaque espece de Ministres.

Cinq
sortes de
Minis-
tres.

§. I I I.

Mini-
stre ou
Juge cri-
minel.
Sa pre-
miere
qualité:
connois-
sance des
Loix.

Quant à celui qui exerce la Justice criminelle, que nous estimons être le premier Emploi du Gouvernement, puisqu'elle concerne l'observation & la transgression des Loix; la premiere qualité qu'il doit avoir, la plus essentielle & la base de toutes les autres, est une connoissance exacte & profonde de ces mêmes Loix. Ce n'est pas assez qu'il en ait une notion générale: il doit en avoir fait une étude détaillée; sur-tout de celles qui sont particulieres à l'Etat où il administre la Justice criminelle. Il doit les connoître à fond pour juger de la réalité, de l'espece & de l'étendue de la transgression (1).

§. I V.

Et de
leur es-
prit.

Quelque aveugle que doive être la Justice criminelle dans l'exécution des loix, & quelqu'obligé que soit celui qui l'exerce, de ne rien ajouter, comme de ne rien retrancher aux peines qu'elles prescrivent; toutefois, il est des cas où la connoissance de l'esprit des loix doit faire passer par-dessus la règle ordinaire. Il faut donc que le Juge soit éclairé des lumieres d'une Politique aussi sûre qu'équitable, qui en lui montrant le bien de l'Etat, comme la véritable fin de toute Loi, le détermine à en interpreter le texte conformément à cette fin; & à diriger sa sentence vers le bien général auquel le Législateur sembleroit n'avoir pas eu assez d'égard. Mais ce point exige beaucoup de circonspection.

§. V.

Mauvai-
se Politi-
que des
Siénois.

Si les Siénois ne s'étoient pas portés à punir & chasser avec la dernière rigueur les soldats Espagnols, que l'Empereur Charles V. avoit introduits dans leur Ville; & si, négligeant de faire attention aux libertés qu'on se donnoit, ou dissimulant les soupçons que leur République avoit lieu d'en concevoir, ils avoient porté leur vue plus loin & prévu le domma-

ge universel qu'une rigueur si grande pouvoit leur causer, peut-être auroient-ils évité leur ruine totale, & la perte de leur liberté.

§. V I.

Au contraire si l'on néglige d'étouffer, dans leur principe, les semences de la discorde, elles deviendront bientôt capables de renverser l'Etat. Si Jean Hus n'avoit pas été arrêté à Constance malgré le fauf-conduit de l'Empereur Sigismond, & si l'on avoit manqué de le faire mourir comme il s'approchoit de Prague; qui doute qu'il ne fût venu à bout de répandre par-tout le venin de son hérésie?

Jean Hus
arrêté
malgré
le fauf-
conduit
de Sigis-
mond.

§. V I I.

Ne fut-ce pas le ménagement excessif qu'on eut pour la parole donnée par Charles V. à Martin Luther, qui donna moyen à celui-ci d'établir ses dogmes?

Ménage-
ment in-
discret
pour
Martin
Luther.

§. V I I I.

Mais, dans le fond, ce n'est pas forcer les loix que de ne s'en pas tenir toujours au sens littéral, mais de substituer l'esprit à la lettre, ou plutôt d'expliquer la lettre par l'esprit. D'abord, elles ont été instituées d'après des especes particulieres, peut-être d'après des cas uniques. Comme donc il arrive toujours de nouveaux cas & de nouvelles especes, il s'ensuivroit qu'il faudroit retoucher sans cesse au code des loix, & l'augmenter sans fin, si on ne permettoit pas à la prudence du Juge d'en interpréter le texte selon l'esprit de la législation qui n'a pas pu prévoir tous les cas particuliers. Il y a donc une loi fondamentale, la regle de toutes les autres, celle de tendre inviolablement & constamment, selon l'équité, au plus grand bien de l'Etat. Ainsi, lorsque la douceur devient le moyen de parvenir à ce but précieux, c'est d'elle qu'il faut user, comme d'une loi mere, qui de tous temps en possession de modifier les loix particulieres, fait corriger, dans un cas proposé, la rigueur

Inter-
préter la
Loi, n'est
pas la for-
cer.

qui ne conviendrait pas. De même la sévérité fera la loi première qui redressera, dans un autre occasion, l'abus d'une tolérance nuisible.

§. I X.

Incon-
venient à
éviter.

Il ne faut pourtant pas inférer de ce principe, que dans la marche politique, l'innocent doive être jugé coupable, & condamné, parce que de sa condamnation il résulteroit un bien pour l'Etat : point du tout, puisqu'un tel bien ne seroit pas selon l'équité. Mais si une faute, quoique légère en elle-même, portoit un grand préjudice à l'Etat, elle devroit être sévèrement punie, parce que, de cette manière, non seulement on observeroit la loi fondamentale, mais on satisferoit aussi à la teneur des loix particulières, quelque éloignées qu'elles parussent être d'une telle sévérité. Dès qu'une faute légère en soi, ne laisse pas d'être fort nuisible à l'Etat, elle n'est plus une petite faute, mais un grand crime par ses circonstances. Cependant comme cette énormité n'est que politique & non intrinsèque, il faut lui chercher une peine dans le système politique, afin que l'espece de la peine se trouve proportionnée à l'espece du délit.

Au contraire, si une peine rigoureuse infligée pour un grand crime, faisoit craindre des suites fâcheuses à l'Etat, en ce cas, il faudroit traiter le crime de petite faute, pour n'être pas dans le cas de le punir avec une sévérité dommageable.

§. X.

La voie
de la dou-
ceur pré-
férable à
celle de la
rigueur.

Concluons que dans l'interprétation des loix, un Juge doit toujours plutôt incliner vers la douceur que vers la sévérité; ce parti est non-seulement plus conforme à l'humanité, mais encore plus utile à l'Etat, parce que le Gouvernement a plus d'intérêt à se concilier l'amour des peuples, qu'à leur inspirer une crainte propre à fomentier les murmures, & à exciter des révoltes. D'ailleurs on remarque que pour l'ordinaire, on est toujours à temps de punir, au lieu qu'une sentence prononcée, si elle est injuste, est un mal sans remède (2).

§. XI.

La Science requise dans un Juge civil est une souveraine connoissance des loix civiles, tant générales que particulieres, selon la Jurisprudence de son Pays. Cette science doit être portée jusqu'aux plus petits détails & aux moindres circonstances; & cette précision extrême dans la connoissance des loix dont il est le Ministre, lui est encore plus nécessaire, que ne l'est dans le premier Juge celle des loix criminelles, parce que le Juge civil ne sauroit, comme le peut le Juge criminel, user de certains ménagemens, ou amener à ses fins l'esprit de la loi, attendu que le Droit Civil est d'une exécution invariable & décidée, qu'il regarde uniquement les intérêts des particuliers sans qu'il en puisse résulter aucun préjudice à l'Etat; & que dans cette sorte de Justice, la faute ne se compare pas à la peine, comme dans les procédures criminelles; on n'y fait que garantir le droit de possession (3).

Ministre ou Juge civil.

§. XII.

C'est ici que le Juge est asservi à la lettre, sans qu'il puisse avoir aucun prétexte d'en secouer le joug. L'expérience jointe à la prudence, pourra faire un bon Juge criminel, & le diriger dans certains cas où la loi paroît manquer le vrai but de la législation. Mais ces deux qualités pourroient égarer le Juge civil, s'il les employoit à s'éloigner du sens strict de la loi. Elles lui sont aussi essentielles pourtant qu'au Juge criminel, puisque, sans leur secours, il lui seroit impossible d'adapter aucun fait aux termes des loix, dont nous le supposons instruit : mais il faut qu'elles laissent les loix décider seules, de sorte que quand le Juge semble avoir mal prononcé, c'est à elles qu'il faut s'en prendre. Mais il seroit injuste de les blâmer, puisqu'elles ont été reçues d'un consentement universel.

Ce Juge asservi à la lettre.

§. X I I I.

Cas ex-
traordi-
naire du
silence
des Loix.

Il pourroit absolument se présenter tel cas, non compris dans les loix, ou échappé à leur vigilance, à cause de sa singularité, & qu'alors, la seule prudence du Juge sembleroit pouvoir décider. Mais, outre qu'il est comme impossible d'assigner un fait que quelque loi ne comprenne, au moins indirectement; si cependant le cas arrivoit, je ne pense pas que le Juge dût alors décider, car il exerceroit une fonction de la souveraineté. Il seroit plus sage de s'adresser directement au Souverain. Il est donc prouvé que dans l'Administration de la Justice Civile, les vues politiques ne sauroient avoir lieu.

§. X I V.

Ministres
économiques.

Pour ce qui est des Ministres Economiques, leur principal talent semble devoir consister dans la connoissance & l'usage des moyens propres à augmenter les Finances de l'Etat, à accroître les richesses des particuliers & à favoriser la population. Le premier de ces trois objets en renferme deux autres, savoir la perception des revenus de l'Etat, & l'augmentation de ces revenus. Pour ce qui regarde la population, & l'accroissement de l'aisance ou de l'opulence des particuliers, je me propose d'en parler ailleurs.

§. X V.

Percep-
tion des
revenus
de l'Etat.

Le Ministre qui a en partage la première inspection, celle qui a pour objet la perception des revenus, se doit tout entier à cette partie, s'appliquant à chercher & à employer les moyens les plus simples & les plus efficaces pour parvenir à la perception la moins à charge à l'Etat & au particulier. Cette importante fonction demande une connoissance étendue des sources qui concourent à grossir le trésor public, & de tout ce qui se peut légitimement pratiquer pour y mieux réussir.

§. X V I.

§. X V I.

Ceux qui s'occupent de l'autre partie de l'Administration des Finances, laquelle a pour objet l'accroissement du Domaine & des revenus de l'Etat, ont un département plus vaste & des fonctions plus multipliées. Ils sont chargés du soin d'entretenir & de multiplier les différentes branches du Commerce, d'encourager les arts & les métiers, de fixer le taux des especes & l'intérêt de l'argent, d'augmenter la population : & ce dernier objet est lié à tant de causes physiques & morales, qu'il exige seul tout l'effort d'une application extrême. C'est eux que regarde la surintendance de la culture des terres & des défrichemens. Enfin c'est à eux de délivrer le Trésor public de la nécessité cruelle des dépenses superflues.

Aug-
menta-
tion de
ces re-
venus.

§. X V I I.

Du reste le Ministre Economique, un Surintendant, un Controleur général des Finances ne remplit pas des fonctions si indépendantes de la Politique, qu'il n'ait quelquefois besoin d'en faire jouer les ressorts. Il lui faut une circonspection étendue, pour éviter le soupçon de presser trop les paiemens : il doit même affecter une lenteur qui ressemble au ménagement, soit dans l'imposition des charges, soit dans le recouvrement des deniers, de peur qu'une conduite opposée ne mît le trouble dans l'Etat; comme il arriva à Jean Puzeno, Trésorier de l'Empereur Emmanuel Commene, qui par trop d'empressement à remplir le Trésor Impérial, mit le désordre dans l'Empire. Que dis-je ? la Politique est ici d'une nécessité d'autant plus grande, qu'il y est question des Finances & des Revenus, qui sont, pour ainsi dire, le sang de l'Etat : or, de même que la santé & les forces du corps humain dépendent essentiellement de la bonne disposition du sang ; ainsi, c'est l'économie bien entendue des Finances & des Revenus de l'Etat, qui lui forme une constitution vigoureuse.

La Poli-
tique
doit diri-
ger l'ad-
ministra-
tion des
Finances.

Faute de
Jean Pu-
zeno.

§. X V I I I.

Ministre
de la
Guerre.

Passons aux qualités du Ministre de la guerre; j'entends, non le Secrétaire d'Etat chargé du département de la guerre, mais le Guerrier-même qui commande l'armée. La première qualité de son métier est le courage, dont l'amour de sa propre gloire, celui de la Patrie & de son Souverain, doivent être le principe. Ce Ministère ayant plusieurs ordres, il est à propos de traiter en particulier des qualités qui conviennent à chaque ordre. Pour éviter une trop grande multiplicité, il suffira de considérer le Ministre de la guerre, ou comme Général en chef, ou comme Lieutenant-Général subordonné; car c'est à ces deux ordres que tout le Militaire peut être réduit.

§. X I X.

Général
en chef,
combien
il doit
posséder
l'Art de
la Guer-
re.

Comme le Ministre de la guerre, en qualité de Général en chef, représente le Roi, ou le Souverain de l'armée; il en doit remplir avec dignité toutes les fonctions; observant, dans la discipline militaire, les usages reçus dans ses Etats sans égard aux coutumes des Pays étrangers. Il doit inspirer de la valeur aux soldats, ou ranimer leur courage, non-seulement par ses paroles, mais aussi par la pratique de cet art admirable qui fait créer des hommes en multipliant leurs forces, qui double une armée par une manœuvre savante, qui ajoute aux forces physiques celles des sentimens par une généreuse confiance, celles de l'imagination par le mépris des ennemis, & par l'espoir d'un butin immense, celles des passions en inspirant une haine implacable contre ceux qu'il faut combattre, celle du desespoir par la peinture des suites terribles d'une défaite.

§. X X.

Se faire
une répu-
tation de
bravou-

Un échec vient ordinairement beaucoup plus de la faute des Officiers que des soldats. Une armée est une machine qu'il suffit de bien monter ou de bien diriger pour lui faire produire

on plus grand effet. C'est pourquoi un Général habile & vraiment courageux doit s'appliquer sur-tout à faire passer ses sentimens dans l'ame des Officiers. Il suffit quelquefois d'une bravoure apparente pour enflammer le soldat. Il faut des prodiges réels de valeur pour produire le même effet sur l'Officier plus clairvoyant. L'exemple du Général force l'un & l'autre à faire leur devoir en braves. Mais si l'Officier ne s'en laisse pas imposer par une valeur apparente, ou politique, plutôt que véritable, il comprend du moins qu'un Général, bien loin de devoir exposer sa personne, est obligé de la conserver, puisque de son salut dépend celui de l'armée qui ne survit guere à son chef. La grandeur d'ame se fait connoître en tout; elle respire sur le front d'un Général : elle est dans ses paroles, dans sa contenance, & l'on s'y méprend rarement.

re, &
d'habile-
té auprès
du Soldat
& de
l'Officier.

§. X X I.

Il importe encore à un Général d'entretenir des espions surs qui l'informent exactement de la marche & des desseins de l'Ennemi. Ce fut faute de tels avis que les Consuls Titus Vetturius Calvinus & Spurius Posthumus, se trouverent malheureusement engagés avec leur Armée, dans les Fourches-Caudines, d'où ils ne purent se tirer qu'en subissant le joug des Samnites leurs vainqueurs, qui ne leur accorderent la vie qu'à cette condition honteuse.

Avoir
des es-
pions.

§. X X I I.

Il est également de l'intérêt & de l'honneur d'un Général de se faire aimer des soldats, & craindre des Officiers; afin de plier à son gré la volonté des uns & soutenir son rang dans l'esprit des autres. Sa libéralité envers les Troupes doit être sans bornes; & elle n'en connoitra point en effet, s'il est véritablement animé de cet amour patriotique, dont nous le supposons rempli, & qui ne permet aucun intérêt-propre.

Se faire
aimer des
Soldats
& crain-
dre des
Officiers.

§. XXXIII.

Sa conduite dans le Conseil de guerre.

Qu'il écoute avec bonté l'avis de son Conseil, qu'il y défère même volontiers, tant qu'il est bon : qu'il étende sa condescendance jusques sur les conseils particuliers, mais rarement, pour ne pas affaiblir la haute opinion que l'on doit avoir de son expérience ; parce que cette opinion dispose & détermine à l'obéissance, au-lieu que l'on n'obéit guère à quelqu'un qu'on n'estime pas. Qu'il tâche donc de connoître dans l'occasion, le sentiment des Officiers les plus expérimentés, sur lequel il établira le sien, s'il est possible, après le leur avoir exposé le premier. Il convient pourtant quelquefois qu'un Général en chef fasse prévaloir son avis sur ceux des autres, & en ordonne l'exécution, pourvu qu'il n'en puisse jamais arriver un préjudice considérable, corrigeant, par cet air d'assurance, l'idée qu'on pourroit s'être formée d'une complaisance outrée.

§ XXXIV.

Sévérité de la discipline militaire.

La rigueur de ses jugemens dans les causes criminelles, doit être inflexible, parce qu'à l'armée ce n'est pas la douceur qui doit régner, mais la sévérité. Parmi les nombreux exemples de cette loi dure, mais nécessaire, de la guerre, j'aime à me rappeler pour l'autoriser, celui du Dictateur Papirius, que rien ne fut capable de fléchir en faveur de Quintus Fabius condamné à perdre la tête, pour avoir livré, contre l'ordre donné, une bataille qui fut suivie de la victoire la plus complète.

Manlius aussi n'eut-il pas la force de prononcer la sentence de mort contre son propre fils, coupable d'une pareille & aussi heureuse désobéissance ?

§. XXXV.

Politique militaire.

La Politique n'est pas d'un petit secours au Général en chef, lorsqu'il s'agit de donner le change aux Ennemis, soit

en faisant mine de s'ébranler quand il en a le moins d'envie ; ou en donnant à son armée l'apparence d'une position toute contraire à ses vrais desseins , comme faisoit si bien Fabius Maximus : soit en faisant paroître ses forces , plus ou moins grandes , selon les conjonctures : soit enfin en temporisant : car , suivant le sentiment de Végece , un bon Capitaine doit moins rechercher la victoire , en présentant ouvertement la bataille à l'ennemi , parce qu'alors il expose toutes ses troupes , qu'il ne doit se la procurer par des voies fourdes & séduisantes. La Politique sert aussi à se ménager des correspondances avec certains Officiers de l'armée ennemie ; à rendre impénétrables ses propres vues , soit marches , campemens , ou attaques , & les momens de leur exécution.

§. X X V I.

Ce fut un grand trait de politique de Mehemet Bacha , Général de Soliman II. de cacher à toute l'armée la mort du Grand-Seigneur , pendant vingt-deux jours qu'il fallut employer à la prise de Siguetto en Hongrie ; & de profiter de ce temps pour dépêcher des courriers à Selim II. fils de cet Empereur , qui se trouvoit alors en Amasie à huit journées de la Capitale de son Empire , lequel partit sur le champ , & monta sans obstacle sur le Trône de son Pere , la sagesse du Général ayant sauvé tout à la fois , & le trésor Impérial qui étoit au camp à la discrétion d'une avide milice , & Constantinople du pillage & des désordres qui accompagnent toujours un inter-regne.

Exemple remarquable.

§ X X V I I.

Nous venons d'indiquer les principaux devoirs d'un Général : voyons maintenant quels sont ceux des Officiers subalternes.

Officiers subalternes.

Quant à leur obligation personnelle , elle consiste dans une obéissance souverainement prompte , & si aveugle , qu'ils consentent à périr plutôt que de la violer : & comme ils sont chargés du soin des soldats , ils doivent les former à la dis-

Leur devoir personnel.

cipline militaire, & les rendre habiles dans l'usage des armes. Ils doivent les contenter tous, en donnant équitablement à chacun ce qu'il lui faut ; mais aussi, ils sont en droit d'exiger de tous un tel respect, & une obéissance si parfaite que l'on ne puisse pas douter que l'amour & la crainte ne les animent également.

§. XXVIII.

Leur
obligation
en-
vers l'ar-
mée.

L'obligation des Officiers par rapport à l'armée entière, c'est-à-dire, au conseil de guerre, est de donner leur avis avec autant de sincérité que de liberté, sans entrer dans des explications, parce que cette partie est du ressort du Général ; il suffit que l'opinion qu'ils proposent soit simplement appuyée sur des raisons claires & justes, par exemple sur celles qu'ils peuvent tirer de la connoissance qu'ils ont du pays, de sa situation, de ses troupes, de la saison convenable à l'entreprise, du caractère des ennemis. Qu'ils soient fermes dans leur sentiment, mais sans opiniâtreté, se rendant sans réserve à l'avis qui aura prévalu, & que le Conseil aura une fois adopté.

§. XXIX.

Mini-
stres poli-
tiques.

Reste à examiner les qualités que l'on exige dans les Ministres Politiques. D'abord ils doivent posséder toutes celles que nous avons dit être requises pour les emplois dont nous venons de parler ; car la science politique ne dirige pas seulement toutes les opérations du Gouvernement, elle en est encore le mobile, & en augmente l'effet : semblable à l'ame qui nous vivifie, & qui, par l'exercice de la raison, excite & dispose nos corps à faire ses fonctions. Cette science n'a qu'un petit nombre de principes, mais ils sont d'une grande fécondité, de sorte que, comme on l'a observé dès le commencement de cet Ouvrage, il faut joindre la pratique & l'observation à l'étude des règles. Aussi nous en donnerons ici une théorie pratique, & nous y joindrons l'observation méthodique & régulière de la conduite des plus grands Hommes d'Etat. Nous recueillerons leurs maximes, nous expo-

ferons leur maniere d'opérer , afin de disposer tellement l'étude de cette science importante que les commençans puissent y procéder avec ordre & succès, & que ceux qui s'y sont déjà rendus habiles, puissent encore s'y perfectionner.

§. X X X.

Il semble cependant que, comme le succès de la conduite politique dépend tout entier des décisions qui n'appartiennent qu'au Souverain , l'acquisition de ce grand art devoit aussi regarder le Souverain, plutôt que le Ministre : de sorte que ne me proposant pas ici l'institution d'un Prince , mais seulement d'un Ministre, je pourrois me dispenser de traiter de la Politique. Ceux qui raisonneroient ainsi se tromperoient étrangement. Si les Ministres ne décident pas, ce qui n'appartient véritablement qu'au Souverain, au moins ils lui proposent les matieres de décision , ils en préparent le dispositif, ils en rédigent les motifs & la forme : en un mot ils font le conseil du Souverain, ce qui demande beaucoup de lumieres & un grand fond de science politique, pour ne le pas-exposer par des avis inconsiderés à porter un décret ou faire une démarche contraire au bien de l'Etat.

Connoissances nécessaires aux Ministres politiques.

§. X X X I.

C'est aux Ministres Politiques à se former une idée juste & précise de la situation & de la constitution d'un Etat, afin d'en tirer des regles & des maximes générales relatives aux différens objets du Gouvernement ; par exemple, que la paix lui est plus avantageuse que la guerre. Lorsque l'on a établi une telle maxime sur des raisons solides, il ne faut plus s'en départir : on doit y rapporter toutes les résolutions, les démarches, toutes les opérations. Elle doit être le fondement de la conduite avec les Cours étrangères, de toutes les négociations, de tous les traités. Dans la dernière guerre, les Etats Généraux des Provinces Unies ont eu plusieurs occasions d'armer pour la défense de leur pavillon. On sembloit

Des Maximes politiques concernant la paix ou la guerre.

les y provoquer : ils ont temporisé. Ils ont essuyé des pertes. Mais ils sentoient qu'une guerre auroit fait bien plus de tort à leur commerce. La maxime contraire doit peut-être faire un principe politique du Gouvernement Anglois.

§. XXXII.

Concer-
nant les
objets
écono-
miques.

La Politique établit des maximes semblables concernant les objets économiques, l'encouragement de l'agriculture, la faveur & les facilités qu'il convient d'accorder au commerce, & à tel genre de commerce préférablement aux autres. Delà les connivences avec les Ambassadeurs des Princes, & les bons offices rendus, en vue du besoin que l'on peut avoir de leur assistance; ou, au contraire la fierté, & le ressentiment de quelque déplaisir reçu, selon que l'intérêt de l'Etat l'ordonne. Delà encore la réserve avec laquelle il est souvent à propos de se prêter aux besoins des Etats étrangers, afin de ne le faire qu'à des conditions avantageuses, que l'on obtient toujours quand ces besoins sont pressans.

§. XXXIII.

Instru-
ctions à
donner
aux Am-
bassa-
deurs.

La Politique prescrit & dicte les instructions à donner aux Ambassadeurs que l'on envoie dans les Cours Etrangères, elle apprend quand il est à propos de se rendre nécessaire, la manière de se mêler des intérêts des autres Puissances, pour régler le sort des Princes & des Empires, & donner presque la loi au monde politique : art important dans lequel ont excellé quelques Monarques de l'Europe. Les Romains se faisoient les défenseurs & les protecteurs de tous les peuples pour s'en rendre les maîtres; mais il eut été bien plus grand de leur laisser leur liberté.

§. XXXIV.

Rvenus:
dépense :
régie.

L'Economie politique fait faire à propos des fautes apparentes d'où résultent de grands avantages. Quelquefois on la voit ingénieuse à trouver les moyens de vuidier le trésor public.

public. Elle sème l'or pour le faire germer & fructifier. La dépense excède les revenus, pour que ceux-ci s'augmentent en voulant se remettre au niveau de la dépense & même la surpasser. Elle veille sur la Régie & ceux qui en sont chargés. Elle a soin d'acquitter les charges de l'Etat & sur-tout les petites dettes qu'il a contractées avec les particuliers. Aussi le Ministre Politique a-t-il besoin d'être exactement instruit de tous les Revenus de l'Etat, & de ses dépenses, ainsi que des temps où l'usage continué de celles-ci, lui est expédient; suivant la maxime connue que si *le Souverain peut se passer de tant de serviteurs, les serviteurs ne sauroient se passer du Souverain*. Cela montre que la bonne Politique ne consiste pas seulement à ménager le trésor public, mais encore à procurer le bien des sujets qui doit être son objet principal.

§. X X X V.

Si l'Economie est du ressort de la Politique, la Justice criminelle n'en est pas moins, comme nous l'avons déjà dit, sur-tout dans les cas dont il peut résulter de grands maux. Mais la Justice civile ne dépend pas de la Politique, si ce n'est de la manière que nous l'expliquerons dans le Chapitre suivant.

La Justice criminelle est du ressort de la Politique.

§. X X X V I.

Quant au Militaire, la Politique en est le mobile : c'est elle qui l'anime & le règle, qui mesure & pèse les forces des armées de terre & de mer, qui décide de l'avantage qu'il y auroit à se servir de Troupes étrangères, plutôt que des nationales, ou de la préférence de celles-ci sur celles-là (sujet que nous toucherons plus d'une fois) ainsi que de la manière de diriger les unes, ou les autres, selon la situation de l'Etat. Elle fait quand & comment se doivent faire les promotions : elle distingue les Places qu'il est besoin de fortifier, & assigne le genre de fortifications qui leur convient en egard à la façon de combattre de l'ennemi auquel ces Places sont le plus exposées : elle en dirige la défense suivant le local, la dépense

La Politique règle le Militaire.

qu'on y peut faire, & les forces qu'on y peut employer : ce qui ne s'acquiert que par l'étude de l'art Militaire. Elle prévoit les occasions propres aux préparatifs de Guerre, & connoît le temps qu'ils exigent, pour se pourvoir à propos des Ouvriers nécessaires; soit en les faisant venir de l'Etranger, sur des offres engageantes, soit en prévenant l'émigration de ceux du Pays. Elle s'applique à bien munir l'Etat en temps de paix; elle lui laisse des Troupes suffisantes pour le garantir, elle les porte successivement sur toutes les frontières, pour imprimer le respect aux Etats voisins.

Tout ce que nous venons de dire des devoirs du Ministre Politique, fait bien la plus grande partie de son emploi, & le distingue des autres Ministres, toutefois il y a encore d'autres soins qui le regardent spécialement; nous en parlerons dans la suite.

Telles sont donc les diverses fonctions des Ministres d'Etat, distingués entre eux par leurs titres respectifs de Juges criminels, Juges civils, Ministres Economiques, Militaires, & Politiques.





NOTES

SUR LE CHAPITRE IV.

NOTE (1). Page 108.

Du choix des Magistrats , & de leur caractère.

IL est essentiel au bonheur d'un Etat d'avoir des Juges integres & éclairés. Un Magistrat a mauvaise grace de juger & de condamner par les Loix qu'il ignore ou qu'il n'entend pas : il est encore plus ridicule qu'il punisse selon les Loix qu'il n'observe pas.

Les Egyptiens choisissoient leurs Juges parmi les gens de bien les plus favans dans la connoissance du Droit. Les Carthaginois ne confioient le dépôt de la Justice qu'à ceux qui avoient un certain revenu, afin que n'ayant besoin de rien, la seule équité dictât leurs arrêts. Mais n'étoit-ce pas exclure souvent de la Magistrature ceux qui en étoient les plus dignes, & qui préférant la sagesse à l'opulence, avoient au revenu près tout ce qu'il falloit pour faire de bons Magistrats ?

D'autres crurent remédier à tout en admettant indifféremment tous les Citoyens à ces charges, & leur assignant certains fonds, afin que délivrés de tout embarras domestique, ils ne fussent chargés que du soin de faire observer les Loix. Mais ils ne virent pas que toute récompense peut faire des hypocrites, que l'intérêt est de tous les moyens le plus dangereux pour exciter les hommes à leur devoir, & qu'un Juge intéressé vendra toujours la justice au plus offrant. Il est encore sûr que celui qui passera du sein de l'indigence à un état aisé, sera plus facile à corrompre qu'un autre. Outre que la fortune change les mœurs, l'or a d'autant plus d'appas pour les hommes, qu'ils commencent à en goûter les avantages.

Tout ce qu'on peut dire sur un point qui a tant exercé la subtilité des Politiques, c'est qu'il faut toujours exclure de ces dignités ceux qui les briguent. Les hommes de bon-sens les refusent, les gens de bien les craignent, les ignorans seuls s'en croient capables, & l'ambition les desire, tandis que le Sage aime mieux voir un Juge éclairé chargé de lui rendre Justice, que de se charger lui-même de la rendre aux autres.¹

„ En général, tous les Magistrats doivent être des hommes respectables
 „ par leur caractère, leurs talens, leur âge & leur intégrité. Il est ridi-
 „ cule de rendre ces charges vénales, & qu'un sujet ignorant ou mal inten-
 „ tionné puisse acheter à prix d'argent, le privilege de décider de la fortune
 „ & de la vie des autres sujets... Cependant il faut accorder aux Magi-

„strats de grandes distinctions, ou de grands émolumens. C'est une illusion
 „bien forte de croire qu'un véritablement habile homme veuille servir
 „l'Etat, si sa charge ne lui donne un rang distingué, ou ne lui fournit les
 „moyens de faire sa fortune. Il n'y a que des insensés, ou de mauvais
 „sujets qui servent pour une bagatelle ou sans honneur, & c'est le plus
 „grand malheur quand un pays est pourvu de pareils Magistrats.”

NOTE (2). Page 110.

A P R È S avoir lu ce que dit Niccolò Donato en faveur de l'interprétation des loix pénales qu'il croit quelquefois permises au Juge, utile & même nécessaire à l'Etat, on ne fera pas fâché de trouver ici l'opinion contraire, soutenue d'une manière qui nous paroît beaucoup plus juste & plus conforme aux saines maximes politiques.

„ Les Juges des crimes, par la raison même qu'ils ne sont pas Législateurs, ne peuvent avoir le droit d'interpréter les loix pénales. Les Magistrats ne reçoivent pas les loix de nos ancêtres, comme une tradition domestique, ou comme les volontés d'un testateur, que ses héritiers doivent accomplir. Ils les tiennent de la société vivante & subsistante, ou du Souverain qui la représente comme dépositaire du résultat actuel de la volonté de tous. L'autorité des loix mêmes n'est pas fondée sur une prétendue obligation d'exécuter des conventions anciennes, qui seroient nulles, puisqu'elles auroient lié des volontés qui n'existoient pas ; & injustes, puisqu'elles auroient réduit les hommes des siècles suivans à n'être qu'un vil troupeau, sans action & sans volonté pour lui-même. Elles empruntent leur force obligatoire, & leur autorité physique & réelle du serment de fidélité tacite ou exprès, que les volontés réunies des citoyens vivans ont fait au Souverain. Quel sera donc leur interprète légitime ? Le Souverain, c'est-à-dire le dépositaire des volontés actuelles de tous, & non le Juge dont le devoir est seulement d'examiner si un tel homme a fait ou non l'action contraire à la loi.

„ Dans le jugement de toute espèce de délit, le Juge a un syllogisme ou raisonnement à faire, dont la première proposition ou majeure est la loi générale, la mineure exprime l'action conforme ou contraire à la loi ; la conséquence, l'absolution ou la peine de l'accusé. Si le Juge de son chef, ou forcé par le vice des loix, fait un syllogisme de plus dans une affaire criminelle, tout devient incertitude & obscurité.

„ Il n'y a rien de plus dangereux, que l'axiome commun, *il faut prendre l'esprit de la loi*. L'adopter, c'est rompre la digue qui s'oppose au torrent des opinions. Cette vérité me paroît de la dernière évidence, quoiqu'elle semble un paradoxe aux esprits vulgaires, qui sont plus fortement frappés d'un petit désordre actuel, que des conséquences éloignées, mais mille fois plus funestes, qu'entraîne un seul principe faux, adopté par une nation. Nos connoissances & toutes nos idées se tiennent. Plus elles sont compliquées, & plus nombreuses sont les routes qui y conduisent, & qui en partent. Chaque homme a sa manière de voir qui lui est particulière ; & un même homme en différens temps, voit différemment les mêmes objets. L'esprit d'une loi seroit donc le résultat de la bonne ou mauvaise logique du Juge. Il dépendroit de sa bonne ou mauvaise digestion, de la violence de ses passions, de la foiblesse de

„ l'accusé, des relations du Magistrat avec l'offensé, & de toutes les petites causes qui changent les apparences des objets dans l'esprit inconstant de l'homme. Nous verrions le sort d'un citoyen changer par le transport de sa cause d'un Tribunal à l'autre, & sa vie & sa liberté à la merci d'un faux raisonnement, ou de la mauvaise humeur de son Juge. Nous verrions celui-ci prendre pour une interprétation légitime de la loi, le résultat vague d'une suite de notions confuses qui se feroient présentées à son esprit; nous verrions les mêmes crimes punis différemment en différens temps par le même Tribunal pour vouloir consulter, non la voix constante d'une loi invariable, mais l'instabilité trompeuse des interprétations arbitraires.

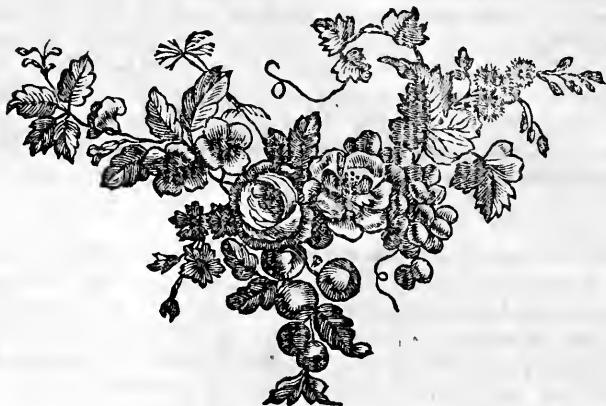
„ On ne peut comparer à ces desordres les inconvéniens qui peuvent naître de l'interprétation rigoureuse & littérale d'une loi pénale. Ces inconvéniens passagers forcent le Législateur de faire au texte équivoque de la loi des corrections faciles & nécessaires; mais au moins y a-t-il alors un frein à cette malheureuse licence d'expliquer & de raisonner, source des déclamations arbitraires & vénales. Si les loix ne sont pas fixes & littérales, si l'unique droit du Magistrat n'est pas de décider que l'action est contraire ou conforme à la loi écrite; si la règle du juste & de l'injuste qui doit diriger également les actions de l'ignorant & de l'homme instruit, n'est pas pour le Juge une simple question de fait, le citoyen sera esclave des Magistrats. Or le joug de cette multitude de Tyrans est d'autant plus insupportable que la distance est moindre entre l'oppressé & les opprimés. Il est plus difficile à secouer, parce qu'on ne peut s'en affranchir qu'en recourant au Despotisme d'un seul. Il est aussi plus cruel, parce qu'il rencontre plus de résistance, & que la cruauté de la tyrannie est proportionnée, non à sa force, mais aux obstacles qu'on lui oppose.

„ Avec des loix pénales entendues à la lettre, chacun peut calculer & connoître exactement les inconvéniens d'une mauvaise action, ce qui est utile pour l'en détourner; & les hommes jouissent de la sûreté de leurs personnes & de leurs biens, ce qui est juste, puisque c'est le but de leur réunion en société. Il est vrai aussi que les citoyens acquerront par là un esprit d'indépendance & de liberté; ils seront moins esclaves de ceux qui ont donné le nom de vertu à la faiblesse, & à la soumission aveugle à leurs caprices; mais ils n'en seront pas moins soumis aux loix & aux suprêmes Magistrats.

Il paroît par ces raisonnemens que notre Auteur a tort de permettre au Juge d'interpréter la loi dans certaines circonstances. Il n'y a que le Souverain qui ait ce droit; de sorte qu'un Juge criminel doit régler son jugement sur les termes de la loi, sans vouloir en interpréter l'esprit par des vues politiques. Cette dernière fonction fait partie de la puissance législative. La grande raison qu'allègue Niccolò Donato, c'est que le Juge supplée à l'insuffisance de la loi dans les cas où elle paroît manquer le vrai but de la Législation. A quoi il est aisé de répondre, 1°. que ce n'est pas au Juge à décider si la loi manque ou non le but de la Législation; 2°. que n'étant pas le Souverain, ce n'est pas à lui à y suppléer, car il seroit un acte de Souveraineté.

NOTE (3). Page III.

„ **L**es Loix ne fauroient être assez sévères contre les corruptions des Ju-
„ ges. C'est un crime qui met en défaut la sagesse des Loix, la pré-
„ voyance du Législateur, & l'autorité du Souverain. Il faut punir &
„ celui qui donne pour corrompre, & celui qui reçoit ; car c'est vouloir
„ faire un vol que de vouloir à prix d'argent gagner une cause injuste ; &
„ un homme capable de vendre la Justice est un lâche qui ne mérite pas
„ d'occuper l'important Emploi de Juge. ”



CHAPITRE V.

A quels Ministres appartient plus particulièrement le gouvernement de l'Etat.

§. I.

APREs avoir traité des différens devoirs des perſonnes employées au Gouvernement des Etats, auxquelles nous avons donné le titre général de Miniſtres, après avoir diſtingué leurs emplois, ſelon ce que déſignent ces différentes dénominations, nous allons examiner ſi le Gouvernement de l'Etat appartient également à chaque Miniſtere, ſelon la nature de ſes fonctions, ou ſ'il en eſt un qui y ait un droit excluſif. Dans ce dernier cas il ſ'agira d'établir le droit de ce Miniſtere privilégié.

Etat de
la Que-
ſtion.

§. I I.

Pour ſavoir ſi le Gouvernement de l'Etat appartient également à toute eſpece de Miniſteres, il ſuffit d'examiner en quoi conſiſte ce Gouvernement; & lui comparant enſuite la nature de chaque emploi, telle que nous l'avons expliquée dans le Chapitre précédent, il fera aisé de décider cette importante queſtion. Le Gouvernement d'un Etat quelconque conſiſte dans la connoiſſance & l'uſage des moyens les plus propres à le maintenir dans le meilleur ſyſtème. Or il doit y avoir une des branches de l'Adminiſtration qui en ſe maintenant elle-même dans ce bon ſyſtème, & en y établissant auſſi les autres parties qui concourent avec elle au Gouvernement total, parvienne à rendre l'Etat heureux.

Moyen
de la dé-
cider.

§. I I I.

Il en eſt du Gouvernement des Etats, comme d'une machine à rouage dont la maîtreſſe roue met en jeu toutes les

Le
Gouver

nement
comparé
à une ma-
chine à
rouage.

autres, en leur imprimant autant de mouvement qu'elles en peuvent recevoir selon leur place & l'effet qu'elles doivent produire : par cette impression communiquée d'une pièce à l'autre toute la machine agissant avec une harmonie réglée parvient au *maximum* de l'effet qu'on en attend. Tout le jeu d'une telle machine dépend donc du mouvement de la roue principale, qui règle & mesure celui de toutes les autres. Tel est l'ascendant de la principale branche de l'Administration sur toutes les autres: elle est le mobile de toute la machine du Gouvernement. Il est bien vrai que la conformation du bonheur de l'État, est l'ouvrage du concours mutuel de toutes les branches du Gouvernement; cependant comme il y en a une qui domine les autres, & qui comme la maîtresse roue leur donne le mouvement & l'action de sorte qu'elles n'agissent que par son impression, on peut la regarder comme le principe de tout le jeu de la machine politique.

Le Gouvernement est donc un corps formé de l'assemblage de plusieurs personnes employées dans l'Administration, qui ont chacune un Emploi particulier, comme les roues de la machine à laquelle nous l'avons comparé. Il ne seroit pas naturel d'attribuer le mouvement général de celle-ci à l'action d'une ou de quelques-unes des roues dépendantes de la principale; de même, il ne seroit pas raisonnable de supposer que le Gouvernement des Etats reçût, en premier ressort, l'influence d'aucune autre de ses parties, que de celle qui les meut toutes par sa propre activité, & qui les fait concourir avec elle, à une même fin.

§. I V.

Principa-
le bran-
che du
Gouver-
nement.

Mais quelle est cette partie ou cette branche principale du Gouvernement, qui a la vertu de communiquer son impression à toutes les autres & de les faire agir? C'est sans contredit le Ministère Politique. Et cette vérité est démontrée par la nature des quatre autres Emplois, sur lesquels il est aisé de remarquer l'influence du Ministère Politique qui ayant l'intendance & la direction des autres, doit réunir en soi leurs principales qualités. Ainsi, il paroît évidemment que ce Ministère

Politique

Politique est la regle des autres qui en reçoivent l'impression, & qui n'ont d'activité qu'autant qu'ils en tirent de ce premier mobile.

§. V.

Nous avons établi ci-dessus que la Politique n'avoit aucune influence sur le Ministre de la Justice civile pour lui faire ajouter, ou retrancher au texte des Loix, ce texte formel étant inflexible. Toutefois elle y a quelque inspection en ce qu'elle veille à l'intégrité des Juges chargés de la pleine exécution des loix comme à un point essentiellement lié au bon ordre qui doit régner dans l'Etat. Quant au retour réciproque de cette Justice sur la Politique, il consiste dans son exercice même, qui quelquefois est réservé au Ministre Politique.

Sur in-
fluence
sur la Ju-
stice ci-
vile.

§. V I.

Pour la Judicature criminelle, il est évident que la Politique en est l'ame, comme nous l'avons remarqué ci-devant, puisque c'est elle qui montre au Juge Criminel quels sont les délits qui doivent être punis plus sévèrement, que ne portent les loix ; & quels sont ceux dont il faut adoucir la peine légale. Elle se rapporte à la Politique de la même manière que la Justice civile. Car il est des especes où le Conseil d'Etat, composé de Ministres Politiques, se charge d'administrer la Justice criminelle, lorsqu'il s'agit d'un crime énorme par sa nature, ou par rapport à la qualité du coupable.

Sur la
Justice
criminel-
le.

§. V I I.

En considerant les fonctions du Ministère Economique, il est aisé de reconnoître combien la Science Politique lui est nécessaire, pour diriger ses opérations, les éclairer & les faciliter. Ce Ministère a deux fonctions distinctes qui concernent la perception des revenus de l'Etat, & leur accroissement. Or, non seulement la Politique regle cette seconde partie, aussi formellement que nous l'avons exposé dans le Chapitre précé-

Sur le
Ministère
écono-
mique.

dent, mais elle se mêle aussi de la première, en établissant des maximes propres à simplifier la régie & conséquemment à rendre la perception en même temps plus exacte, plus douce, & plus avantageuse à l'Etat. L'Economique rentre aussi, de son côté, dans l'ordre du Ministère Politique, en ce qu'elle lui propose souvent des moyens à prendre pour accréditer les Finances d'un Etat, en régler l'Administration & en augmenter la source.

§. VIII.

Sur le
Militaire.

Enfin, la Politique dirige le Militaire, surtout les Personnes qui y occupent les premiers postes, comme les Généraux qui sont à la tête des armées. Elle influe même sur tous les Gens de guerre, soldats, ou Officiers, quoique leur devoir ne consiste que dans l'exécution des ordres qu'ils reçoivent; puisque c'est la Science Politique qui leur fait comprendre combien le bonheur de l'Etat dépend de leur exactitude. De son côté, l'Art militaire vient à l'aide de la Politique, en ce que c'est sur les grandes qualités des Généraux, sur la bravoure des Officiers, sur l'obéissance des soldats, que le Ministère Politique fonde le succès des opérations qu'il prescrit. C'est d'après la connoissance qu'il en a, qu'il règle les marches, les lieges, les campemens, les attaques, les retraites, &c.

§. IX.

C'est au
Ministère
Politique
qu'appar-
tient le
Gouver-
nement.

De tout ce que nous venons de dire, il est aisé de conclure que le Ministère Politique est le premier mobile du Gouvernement de l'Etat : car puisqu'entre les cinq différentes sortes de Ministères dont nous avons fait mention, celui-ci est le seul qui influe le plus dans toutes les fonctions des autres, il faut convenir aussi que c'est celui de tous qui a le plus de part au Gouvernement. Il est vrai que chaque Ministre doit user des ressources de la Politique, mais il faut qu'il ne les emploie que dans ce qui est de sa compétence : au lieu que le Ministre Politique étend son inspection sur tous les autres; dispose leurs différentes opérations, & les dirige, tout immenses

qu'elles sont : semblable à l'Architecte qui, non-seulement est la cause principale de l'élévation de l'Edifice, mais encore de sa solidité. C'est donc sur le Ministère Politique que roule tout le soin du Gouvernement ; aussi est-ce à lui seul qu'il appartient d'indiquer au Souverain, ce qui est le plus expédient pour le bien public, dans l'exercice de sa puissance. C'est ce Ministère Politique qu'on peut & qu'on doit réellement appeler *le Gouvernement*, parce qu'il s'occupe entièrement de tous les objets de l'Administration, de tout ce qui peut contribuer à maintenir l'Etat dans le meilleur système possible.

§. X.

Ce n'est pas que les autres Ministères ne soient des parties réelles du Gouvernement ; mais ils sont tous sous la direction du Ministère Politique qui lui-même est subordonné au Souverain ; & l'union de toutes ces parties fait l'harmonie Politique du Gouvernement, comme l'harmonie musicale résulte du mélange de plusieurs voix différentes, & cesse par la suppression d'une seule de ces voix : tant la relation de l'une avec l'autre, & de chacun avec le tout, est essentielle. Or de-même que la basse dirige toutes les autres voix, quoique chacune de celles-ci soutienne sa partie, parce qu'étant comme le point de réunion auquel elles se rapportent toutes, elle les comprend toutes, & par-là devient l'ame de l'harmonie ; ainsi parmi les différents Ministères qui composent le Gouvernement, il y en a un, savoir le Ministère Politique, qui règle tous les autres, les comprend tous en soi, & par-là en devient l'ame & le mobile.

Harmonie de toutes les parties du Gouvernement.

§. X I.

Dans un Etat Républicain, chacun des divers Ministères dont nous parlons, concourt au Gouvernement d'une manière plus immédiate & plus expresse, parce que ce sont les propres membres de la Souveraineté, qui les remplissent : bien plus, il arrive souvent que ces mêmes membres composent en même-temps le corps inférieur, délégué par le Souverain

Application au Gouvernement Républicain.

aux affaires Politiques & économiques; de sorte qu'ils y agissent tout-à-la fois & comme Ministres de la République & comme membres du Souverain. Cependant le Gouvernement y doit toujours être regardé comme l'objet naturel du Ministère Politique, attendu qu'il a une inspection plus universelle sur toutes les affaires d'Etat, qu'il est plus distingué par lui-même de tous les autres, & qu'il emploie avec plus de succès la science admirable nécessaire dans tout bon Ministre.

§. X I I.

On n'a en vue que le Ministre Politique sous le nom d'Homme d'Etat. Bien que chaque Ministère ait part au Gouvernement d'une manière très-expresse, toutefois, pour connoître & pour expliquer les qualités & les fonctions de l'Homme d'Etat, nous ne l'envisagerons pas dans chacun de ces Ministères particuliers. Notre dessein n'étant que de traiter du Ministre qui, plus qu'aucun autre, a inspection sur l'Etat, & cette inspection si étendue n'appartenant qu'au Ministre Politique, c'est celui-ci que nous aurons uniquement en vue, avec d'autant plus de raison, que dans ses fonctions sublimes, il est le seul qui se trouve dénué, pour ainsi dire, du secours des règles & des loix qui servent de fondement aux autres : l'Homme d'Etat n'ayant guere que son génie pour guide, & devant, en quelque sorte, se suffire à lui-même. On voit que nous entendons ici par *Homme d'Etat*, celui qui excelle dans la connoissance & dans l'exercice de toutes les fonctions du Ministère Politique (*).





NOTE

SUR LE CHAPITRE V.

A la fin du Chapitre () Page 132.*

LES Ministres Politiques sont ceux à qui le titre de Ministres d'Etat paroît particulièrement affecté, pour ce qui regarde l'Administration intérieure : ce sont eux qui composent le Gouvernement de l'Etat. Mais on demande s'il convient que parmi ces Ministres il y en ait un qui soit le premier, & auquel les autres soient subordonnés. Le Cardinal de Richelieu se déclare pour l'affirmative dans le Testament Politique qui porte son nom. „ Diverses expériences, dit-il, m'ont rendu si savant en cette matière, que je penserois être „ responsable devant Dieu, si ce Testament ne portoit en termes exprès „ qu'il n'y a rien de plus dangereux dans un Etat que diverses autorités „ égales en l'administration des affaires. Ce que l'un entreprend est traversé par l'autre ; & si le plus homme de bien n'est pas le plus habile, quand „ même ses propositions seroient les meilleures, elles seroient toujours „ éludées par le plus puissant en esprit.... Comme les maladies & la „ mort des hommes ne viennent que des mauvais accords des élémens dont „ ils sont composés, aussi est-il certain que la contrariété & le peu d'union „ qui se trouve toujours entre les puissances égales, altérera le repos des „ Etats dont elles auront la conduite, & produiront divers accidents qui „ pourront enfin les perdre.... Ainsi que divers pilotes ne mettent jamais „ tous ensemble la main au timon, aussi n'en faut-il qu'un qui tienne celui de l'Etat. Il peut bien recevoir les avis des autres. Il doit même „ quelquefois les demander, mais c'est à lui d'en examiner la bonté, & de „ tourner la main d'un côté ou d'autre, selon qu'il estime plus à propos, pour „ éviter la tempête & faire heureusement sa route. ”

On sent combien ce raisonnement est foible pour prouver la nécessité d'un premier Ministre. Cela prouve bien que dans l'Etat il ne doit y avoir qu'un Chef, un Souverain qui n'ait point d'égal, ce qui est fondé sur le principe de l'indivisibilité de la Souveraineté. Car le Souverain est véritablement le Pilote, c'est lui qui tient le timon de l'Etat. Ses Ministres ne font que rapporter & proposer, c'est lui qui prend les résolutions. Les Ministres exécutent, mais lui seul ordonne & dirige l'exécution. Autrement ce ne seroit pas lui qui gouverneroit. Il ne peut réellement y avoir plusieurs Puissances souveraines égales dans l'Etat. Mais les Ministres ne sont pas des puissances souveraines : leur nom de *Ministre* le prouve suffisamment. Ce ne sont que des puissances exécutrices ou instrumentales, & leur égalité n'est point une chose étrange

dans l'Etat. S'il y a de la contrariété entre elles, le Souverain les accordera en prenant une résolution après avoir examiné & pesé les avis contraires, de sorte que toutes les volontés subalternes s'uniront dans celle du Souverain, lorsqu'elle sera déclarée.

L'exemple des Empereurs Romains, & celui de quelques Etats modernes, loin de devoir autoriser l'usage des premiers Ministres, sont beaucoup plus propres à en faire sentir les inconvéniens. „ Peu d'Empereurs Romains gouvernerent par eux-mêmes. Après avoir été les instrumens de leurs plaisirs, „ ou les compagnons de leurs débauches, des favoris étoient appelés „ tout-à-coup au Gouvernement de l'Etat. Si le Prince étoit jeune, ces indignes Ministres le corrompoient par le luxe & par la débauche. S'il étoit „ âgé, ils tâchoient de le rendre défiant & cruel. Qu'il fût bon ou méchant, jeune ou vieux, ils lui inspiroient du dégoût pour le Gouvernement, & s'emparoiént ainsi de toute l'administration publique....

„ La France & l'Espagne ont eu par intervalles des premiers Ministres qui avoient ce titre, pendant que la plupart des autres Etats de l'Europe ont „ été gouvernés par des hommes qui, pour ne l'avoir pas, ne faisoient pas „ moins les fonctions qui y sont attachées. Il est peu de Princes qui ne „ soient conduits par des Ministres en qui ils ont une confiance aveugle, & „ sur qui ils se reposent de la conduite des affaires. Si ces Princes ne se croient pas uniquement nés pour se livrer à toutes sortes de plaisirs, & „ placés sur le Trône pour donner à la terre le spectacle d'une vaine magnificence, au moins est-il certain que plusieurs vivent comme s'ils avoient „ cette pensée. Quelle honte pour celui qui doit conduire & gouverner les „ autres, d'être conduit & gouverné par ceux qui l'environnent ! Qui „ pourroit nombrer les maux qui en résultent !

„ Qu'il y a peu de Princes semblables à celui qui étant sur le point „ d'expirer, fit cette belle question aux personnes qui l'environnoient ! *T'a-t-il quelque affaire publique à décider ? Je la terminerai avant que de vous quitter.* „ (*Science du Gouvernement Tome VI.*) Il y en a bien peu, mais enfin il y en a, & l'on peut même dire, grâce à la Philosophie qui a pénétré jusqu'aux pieds du Trône, que les Princes qui y sont assis, sont aujourd'hui beaucoup plus adonnés aux affaires du Gouvernement que dans aucun des siècles précédens.

Mais pour nous mettre en état de décider avec plus de connoissance & de sûreté, si le Prince doit avoir un premier Ministre, examinons la question par rapport au Souverain lui-même, puis relativement au Ministre, & enfin eu égard à l'Etat.

D'abord la question considérée par rapport au Prince peut se résoudre affirmativement & négativement selon les qualités personnelles du Monarque. S'il a toutes les qualités d'un Roi, il ne doit point avoir d'autre premier Ministre que son propre génie éclairé des lumières dont il a eu soin de l'enrichir. C'est lui qui doit présider à tous les conseils, voir tout par ses propres yeux, régler tout par sa prudence. Sa gloire y est intéressée. Car il n'y a que la raison d'incapacité qui puisse l'en dispenser, à moins qu'il ne fût habituellement dans un état valétudinaire qui l'empêchât véritablement & non par une fausse délicatesse, de se charger des soins de la Royauté. Hors ce cas le Roi ne pour commander est aussi né pour le travail, *Imperium curarum est laborumque gravium susceptio voluntaria.* (Theophil. Institut. Reg. Part. II. Chap. XXI.) Il doit veiller & même souffrir, s'il est nécessaire, pour le repos & la sûreté

des Peuples. Il est dans l'Etat comme un Pilote dans un vaisseau, qui demeure attaché au gouvernail, qui veille pendant le sommeil des autres, & qui souffre l'inconvénient du froid & du vent, afin que ceux qui se reposent sur son application ne soient exposés à aucun danger : *Qui aliis suavi & profundo somno sepultis, vigilans obdurat.*

C'est ne pas connoître les devoirs de la Royauté que de s'imaginer que le Prince puisse, à son gré, s'en décharger sur un de ses Sujets. Si l'on veut bien faire attention à la nature de ces devoirs, il sera aisé de comprendre que le Souverain n'est pas libre de s'en exempter ni de les confier à un autre : car alors il disposeroit de la chose publique comme lui appartenant, & il doit se souvenir que la République n'est pas au Souverain, mais que c'est plutôt le Souverain qui est à la République : *Adverte Rempublicam non esse tuam, sed te Republica.* Que penseroit le Prince lui-même si ayant nommé un Général de ses armées, ce Général se donnoit un substitut à son gré, au lieu de commander par lui-même. Le Prince lui reprocheroit avec raison de disposer d'un bien qui ne lui appartient pas. L'Etat a le même reproche à faire à un Roi qui remet le pouvoir souverain aux mains d'un Ministre. Le Gouvernement de l'Etat est encore plus attaché à la personne du Souverain, que le commandement d'une armée à la personne du Général.

„ Défendre l'Etat contre l'Etranger, & en prendre soin au dedans avec
 „ la même attention que le possesseur de quelques arpens de terre a pour
 „ la conservation de son domaine ; maintenir les Loix pour apprendre à
 „ ses Sujets à les respecter ; obliger les Citoyens de bien vivre entre eux,
 „ faire subsister les uns, protéger les autres contre l'oppression des Grands,
 „ ménager les biens des Sujets, même dans les besoins publics ; être avare
 „ du sang des Peuples ; punir le crime, pardonner aux hommes qui n'ont pé-
 „ ché ni par l'intention ni par le cœur ; être accessible à tout le monde, &
 „ populaire, autant que peut le permettre la dignité bien entendue ; pro-
 „ fcrire le mensonge & éloigner la flatterie, ne point prendre de résolutions
 „ précipitées, & savoir revenir sur ses pas, lorsqu'on s'aperçoit qu'on a été
 „ trop loin ; se choisir de bons Ministres, établir des Magistrats intègres
 „ pour rendre la justice, des Prélats pieux & de bon exemple pour faire
 „ fleurir la Religion ; placer dans les Provinces des Gouverneurs qui main-
 „ tiennent les Loix, les coutumes générales du Royaume & celles de la
 „ Province sur laquelle ils sont établis ; faire servir au bien commun de l'E-
 „ tat ce fond de férocité secrète qui se trouve en tous les hommes ; tour-
 „ ner au profit de l'utilité publique les passions des hommes, & fournir mé-
 „ me des objets à celles qu'il convient de mettre en mouvement : voilà
 „ quels sont en général les devoirs d'un Roi. ” Voilà les charges qu'il
 „ doit remplir en personne. Il en répond aux yeux de l'Etat & devant Dieu.
 „ Quels terribles reproches n'auroit-il pas à se faire, si se reposant de ces soins
 „ importants sur un autre, celui-ci s'en acquittoit mal ? Un Roi se déshonore,
 „ que dis-je ? Il cesse d'être Roi, au moins il ne l'est plus que de nom, s'il
 „ préfère une vie oisive aux fonctions pénibles du Gouvernement. Il se doit aux
 „ Peuples qu'il gouverne : il leur doit son temps, ses pensées & toutes ses
 „ facultés. Il est Souverain & cette qualité absorbant tout son Etre, il ne doit
 „ plus agir ni même exister, que suivant les rapports de cette auguste qualité.

Plusieurs grands Monarques ont laissé des instructions à leurs fils ou à leurs Successeurs. Elles commencent toutes par insister sur l'obligation où est le Prince de gouverner par lui-même : elles parlent toutes de Ministres, de

Conseillers , de confidens , mais elles ne parlent point d'un Sujet qui regne au nom du Souverain. C'est ce qu'on peut voir dans l'instruction que l'Empereur Charles-Quint donna à Philippe II. son fils & son successeur , & que celui-ci laissa au Prince Philippe qui fut aussi son fils & son successeur ; dans celle de Saint Louis à son fils , & particulièrement dans celle que Gustave-Adolphe reçut de Charles , Roi de Suede , son pere , qui est très-courte , mais qui contient autant d'excellentes choses que de mots. Sa brièveté & l'excellence des préceptes qu'elle contient m'invitent à la rapporter ici en entier. C'est un Roi qui parle.

I.

„ Il faut premièrement savoir qu'une Couronne est bien pesante , si les
 „ fideles serviteurs du Prince qui la porte , & l'amour de ses Peuples
 „ n'en soutiennent une partie , & sa vertu l'autre.

I I.

„ Qu'il ne fasse jamais faire par ses Lieutenans ce qu'il pourra digne-
 „ ment faire lui-même.

I I I.

„ Qu'il voie partout , qu'il écoute tout , & que , par sa prudence & par
 „ sa bonté , il pourvoie à tout.

I V.

„ Qu'il n'ait pour confidens que des hommes sages , désintéressés & qu'il
 „ connoitra gens de bien.

V.

„ Que d'habiles hommes fassent tous les ans le tour de l'Europe , pour at-
 „ tirer à son service les personnes les plus renommées en toutes sortes de
 „ professions.

V I.

„ Qu'il apprenne plusieurs langues pour aimer plusieurs nations , & se
 „ faire aimer d'elles.

V I I.

„ Qu'il forme son jugement dans les sciences & les connoissances nécessai-
 „ res , pour mieux faire la différence du juste d'avec l'injuste , du vrai d'a-
 „ vec le faux , & de l'apparent d'avec le véritable.

V I I I.

„ Qu'il tâche , par sa douceur & son humanité , de s'acquérir les cœurs de
 „ tout le monde.

I X.

„ Qu'il ait le visage ouvert & le cœur fermé , & que son procédé pa-
 „ roisse , en toutes ses actions , loyal & convenable à sa dignité.

X.

„ Si le Prédécesseur du Prince ou lui-même s'est relâché pour l'observa-
 „ tion des loix de son Royaume par la mauvaise conjoncture des temps , qu'il
 „ ne balance point de les rétablir dans leur premier lustre , aussi-tôt qu'il le
 „ pourra , personne ne pouvant avec justice trouver à redire qu'il assujettisse
 „ les personnes & les choses aux loix de son Etat.

X I.

„ Qu'il emploie toutes ses finesses & son industrie à n'être ni trompé ni
 „ trompeur.

XII.

„ Que pour se rendre capable de dompter & d'affujettir les tyrans , il commence à dompter ses passions.

XIII.

„ Qu'il ne se rebute point du travail & de la peine dans les commencemens , il s'y accoutumera insensiblement. Et en partageant ses heures pour l'administration des affaires de son Etat , il aura du temps suffisamment pour y vaquer & prendre d'honnêtes divertissemens.

XIV.

„ Que son Royaume soit estimé le refuge & l'asile des Princes opprimés , & que son épée, jointe à sa réputation, ait l'avantage & la gloire de les rétablir en leur grandeur.

XV.

„ Qu'il tende la main à la veuve, qu'il secoure l'orphelin, qui attendent de sa bonté & de sa justice, qu'il ne souffrira point qu'ils soient opprimés dans leur malheureuse condition.

XVI.

„ Que le Prince non-seulement considère , mais encore qu'il examine , lorsqu'on rend de bons ou de mauvais services à quelqu'un, si c'est par principe de haine ou d'amitié, ou par un pur attachement à son service, en l'avertissant pour qui il doit avoir de l'estime ou de la défiance, la Cour & ceux qui la fréquentent étant remplis d'ordinaire d'envies , de suppositions & d'artifices.

XVII.

„ Qu'il sache que le sang innocent répandu , & celui du méchant conservé, crient également vengeance.

XVIII.

„ Qu'il abatte le fourcil de l'orgueilleux & de l'impudent , & qu'il fasse du bien aux humbles & aux timides.

XIX.

„ Qu'il se souvienne qu'il n'est pas moins important de punir que de récompenser , pour la conservation & le maintien de son Etat.

XX.

„ Que sa libéralité ne tende jamais à la profusion , & que ses bienfaits soient toujours départis avec choix & mesure.

XXI.

„ Qu'il regarde avec autant d'averfion & de mépris les flatteurs que les traîtres. Qu'il considère les fainéans & les oisifs comme morts ; & fasse aussi peu de cas des mutins & des menteurs.

XXII.

„ Que la bienfaisance accompagnée d'une certaine familiarité mesurée , n'imprime que de l'amour & du respect ; & que sa colere, quand il est contraint de la faire éclater, cause de la frayeur & de l'amendement.

XXIII.

„ Qu'il ne paroisse jamais inquiet ni chagrin, si ce n'est lorsque quelqu'un de ses bons serviteurs sera mort ou tombé dans quelque grande faute.

XXIV.

„ Qu'il excuse & pardonne plutôt la faute que la flatterie.

XXV.

„ Qu'il soit accessible, affable, porté à la clémence, sans ressentiment & sans fiel.

XXVI.

„ Que la vérité pénètre & soit reçue dans les lieux les plus secrets & les plus retirés de son Palais, où la plupart des Princes souffrent souvent qu'elle soit bannie.

XXVII.

„ Qu'en témoignant son déplaisir, il efface avec dextérité les cicatrices des plaies causées par les impôts dans le cœur de ses peuples, quoique donnés souvent au besoin de l'Etat & à la nécessité publique.

XXVIII.

„ Que dans sa Cour & dans ses Armées, l'étranger ne soit point rebuté, mais qu'il y soit considéré avec quelque sorte de différence des naturels sujets du Prince.

XXIX.

„ Qu'une chaste couche soit l'adoucissement de l'amertume de sa vie.

XXX.

„ Qu'il demande à Dieu des enfans vertueux, ou point.

XXXI.

„ Que dans les Provinces de nouvelle conquête il mette des personnes qui aient les mains pures, & qui soient de facile accès.

XXXII.

„ Enfin qu'en toutes ses actions il se conduise de telle sorte qu'il soit avoué de Dieu, en donnant à tout le monde des marques certaines de sa prudence, d'homme & de sa bonne conscience.

Il n'est pas seulement de la gloire du Souverain de gouverner par lui-même : s'il doit craindre le reproche d'un Prince foible ou incapable, il doit craindre bien davantage celui d'un Prince indifférent pour le bien de ses sujets, qui ne pense qu'à lui & à sa propre satisfaction, laissant son Ministre gouverner comme il peut ou comme il veut. Rien ne diminueroit tant l'affection des sujets pour leur Souverain, que cette persuasion où ils seroient que leur félicité touche peu leur Roi. Il est donc autant de son intérêt que de sa gloire de tenir lui-même les rênes du Gouvernement. Son application aux affaires de l'Etat augmentera l'estime & l'amour de ses Peuples, & facilitera grandement l'obéissance, même dans les choses les plus onéreuses, comme seroient des impôts indispensables. Car les Peuples jugeant de l'affection paternelle du Prince par les soins qu'il prend pour les gouverner selon la justice, & procurer en tout leur bien-être en s'acquittant des charges pénibles de la Royauté, seront portés à approuver tout ce qu'un Roi bon, sage & éclairé aura jugé convenable, & se prêteront avec ardeur à seconder ses vues. Au lieu que si sa vie oisive, & éloignée des travaux & des soins que lui impose son rang, leur fait concevoir une idée contraire, ils seront tentés de désapprouver toutes les opérations du Gouvernement qu'ils attribueront au caprice, à la négligence, à la mauvaise Administration. Delà naîtront les murmures, les mécontentemens. Ainsi le Prince s'aliène le cœur de ses sujets en abandonnant la sur-intendance des affaires à un premier Ministre qui dispose de tout à son gré. Et chacun se demande avec haine pourquoi le Prince ne gouverne pas lui-même.

Il n'y a, comme nous l'avons dit, que le cas d'incapacité, ou celui de maladie qui puisse obliger un Roi à se choisir un Ministre principal dont tous les autres

reçoivent les ordres. Car dans l'un & l'autre cas le Prince ne peut pas gouverner par lui-même : il faut qu'il y supplée par quelqu'un qui gouverne en son nom. Si alors on laissoit une puissance égale à chacun des Ministres, il seroit à craindre qu'ils ne voulussent profiter de la foiblesse du Prince pour s'élever les uns au-dessus des autres ; & en cas de diversité d'avis, chacun croyant voir le plus grand bien de l'Etat dans le sentiment qu'il propose, qui pourroit les accorder, & réunir les volontés partagées ? La jalousie & la division se mettroient entre les Ministres, dont l'Etat recevroit un grand dommage.

Mais hors le cas d'impossibilité, soit par défaut de talent, soit par défaut de santé, rien ne peut dispenser le Prince des sublimes fonctions de la Royauté. Sa gloire & son intérêt s'y opposent, & soit que l'on considère la nature de ses obligations, soit que l'on fasse attention à leur multitude, on verra qu'il n'est pas maître d'en rejeter la charge sur un de ses sujets.

En considérant la question par rapport au premier Ministre, on trouve que cette pratique a bien d'autres inconvéniens que ceux dont on vient de parler. D'abord la difficulté de trouver un sujet capable de soutenir le poids entier de la Couronne. Plus un Emploi est grand & pénible, moins il y aura de gens en état de s'en acquitter. Il est donc plus aisé de trouver un seul homme dans l'Etat digne de la Royauté & capable d'en remplir les charges immenses & comme infinies, que d'en trouver deux. Vouloir donc qu'outre le Monarque, il se trouve encore un de ses sujets capable de s'acquitter convenablement des fonctions de la Souveraineté, & l'en charger, c'est diminuer la probabilité du bon Gouvernement & augmenter le danger qu'il y a d'exposer le Peuple à être mal gouverné.

Ensuite on ne voit guere de Ministres s'affectionner au bien de l'Etat & des sujets, comme le Prince lui-même qui regarde ses Peuples comme sa famille. Et si le Prince, par indifférence, par paresse, par dégoût du travail, ou par quelqu'autre motif, ne veut point se charger du soin de faire le bonheur de ses Peuples, qui l'attendent de lui, & qui ont droit de l'attendre, comment pourra-t-il exiger qu'un sujet s'en charge à son refus, tandis qu'il sent que son Roi s'avilit par cette espèce de démission de l'autorité souveraine ? Comment pourra-t-il supposer que l'amour de la Patrie fera assez fort dans le cœur & l'esprit de ce Ministre pour l'obliger à se sacrifier au bien-être des Peuples, lorsque lui-même ne trouve point dans lui ce zèle héroïque ? Si un Roi souffre les peines attachées au rang suprême, il jouit aussi de ses avantages. Un premier Ministre chargé des mêmes embarras & des mêmes peines, n'en a pas le même dédommagement. Au contraire les travaux de la Royauté augmentent pour lui, & ses agrémens diminuent en proportion. Car il a des envieux ; on sent qu'il a une autorité qui ne convient pas à un sujet, il le sent lui-même. Il craint l'odieux d'une mauvaise réussite, & jouit bien peu du bon succès. Quelque vertueux, quelque habile que soit un Ministre, il est toujours sujet, & dès lors il ne peut pas mériter que le Prince lui abandonne son autorité : elle est inaliénable.

Je ne parle point de l'abus que le premier Ministre peut faire d'une autorité excessive : ce qui est pourtant un nouvel inconvénient à craindre. Le cœur d'un Ministre peut être sujet à des foiblesses qui n'affectent point celui d'un Roi. Un Ministre n'est pas toujours sans inquiétude sur sa fortune. Plus il est élevé, plus la chute est redoutable. Ne fera-t-il point tenté de se mettre à l'abri des revers ? Il sera peut-être plus tranquille sur la destinée de l'Etat que sur la sienne propre.

Mais ce qu'il y a de sûr, c'est que les Peuples respectent beaucoup moins l'autorité souveraine entre les mains d'un premier Ministre, qu'entre celles du Prince. „ L'obéissance du Prince coûte peu; celle qu'exige un sujet est insupportable. On veut bien dépendre du Souverain, & non pas ramper sous un homme qui devrait obéir comme les autres. On se foumet pourtant si l'on y est forcé; mais c'est avec une secrète indignation, & en cherchant les moyens d'abattre une puissance importune. „

Il s'en faut beaucoup que l'on s'affectionne à un Ministre comme au Prince même. On a de la peine à croire qu'il soit uniquement occupé du bien de la nation. On lui suppose volontiers des vues particulières; s'il fait bien, on s'imaginerait que le Prince feroit encore mieux de ne lui pas laisser tant d'autorité. On saisit avidement la moindre faute, on la grossit, on en fait un prétexte d'élever des plaintes & des murmures contre le Gouvernement, contre le premier Ministre qu'on regarde comme un homme qui use mal d'une autorité qui ne lui appartient point, contre le Prince dont la confiance aveugle foumet le sort de l'Etat aux lumières bornées d'un sujet. Il faudroit ne pas connoître les hommes pour croire qu'ils recevront avec autant de soumission les ordres d'un Ministre que ceux du Prince, qu'ils se porteront avec un égal zèle à l'exécution des uns & des autres, qu'ils approuveront les opérations dirigées par un Ministre, comme celles que le Prince auroit réglées. Non, l'empire de l'opinion ne s'étend point jusques-là. Plus l'autorité s'éloignera de sa source, plus elle sera foible, plus l'obéissance sera pénible.

Concluons de toutes ces considérations, que le Prince ne doit point avoir de premier Ministre qui partage son autorité ou qui la possède toute entière; qu'un Prince capable de gouverner son Peuple ne doit point confier à autrui un soin qui le regarde uniquement. La nature & l'importance de ce soin le rend inaliénable. Le Prince n'a pas droit de s'en dispenser, & il n'est ni de sa gloire ni de son intérêt qu'il s'en dispense. Quand il le voudroit, quand il le pourroit, la difficulté de trouver un Sujet digne à tous égards de le remplacer dans l'acquit des devoirs de la Royauté, les risques de faire un mauvais choix, la crainte d'affoiblir par-là son autorité & l'affection de ses Peuples, suffiroient pour l'en empêcher.

Je conçois néanmoins qu'un Roi peut mettre de la distinction entre ses Ministres, leur témoigner plus ou moins de confiance, les employer à des affaires plus ou moins importantes, selon qu'ils ont plus ou moins de capacité, de zèle, & d'amour pur pour le bien public. Mais jamais le Prince ne doit confondre ces deux choses qui paroissent semblables & qui ne le sont point du tout, une confiance entière & une pleine autorité. Il faut au contraire que les Ministres dépendent autant du Prince, que les moindres Sujets, & il est bon que ceux-ci le sachent, afin qu'ils rapportent toutes les résolutions qui se prennent, & généralement toutes les opérations du Gouvernement, au Prince seul, au nom duquel réellement tout se fait. Il est dangereux que l'on dise, c'est tel Ministre qui a voulu, qui a ordonné telle opération. Qu'il l'ait proposée, à la bonne heure; qu'il en ait exposé la nécessité, il a fait son devoir. Mais il faut que ce soit le Prince qui ait décidé; autrement le soupçon du contraire suffit pour indisposer les esprits contre les meilleurs réglemens, & faire trouver de l'opposition dans l'exécution.

Un point que j'ai oublié & qui n'est pourtant pas à négliger, c'est qu'un Ministre est encore plus aisé à corrompre par l'appas de l'intérêt ou par celui de la flatterie, que le Prince lui-même; & ses créatures seront encore bien plus

odieuses à la Nation, que les favoris du Prince. On peut tenter avec sûreté sur l'esprit d'un Ministre des épreuves qu'on n'oseroit faire sur celui du Monarque. Il y a toujours dans les Cours des gens qui s'attachent à étudier le foible de ceux qui ont l'autorité en main, & qui sont très-adroits à en profiter; il y a cent à parier contre un que le Ministre fera plutôt séduire que le Prince lui-même. Elevé presque à l'égal de son Maître, il aura une présomption qui est une disposition prochaine à donner dans le panneau. Il ne faut pas croire que les autres Ministres qui dépendent de lui & auxquels peut-être il aura un peu trop fait sentir le poids de son autorité, tâcheront de le préserver du piège qu'on lui tend. Au contraire, ils seront bien-aîsés de lui voir essuyer cette humiliation. Ainsi tout conspirera à lui faire commettre une faute; & il n'y aura qu'une prudence au-dessus de l'ordinaire qui puisse l'en préserver.

Du reste il n'est pas besoin d'avertir ici qu'en parlant de premier Ministre dans toute cette discussion, j'ai toujours entendu celui qui a une autorité entière, qui dispose de tout à son gré, sans attendre la décision du Souverain, le plus souvent même sans lui rendre un compte bien exact de ses vues & de ses opérations. Car pour un premier Ministre qui n'auroit la surintendance de toutes les affaires que pour les exposer au Souverain par des extraits en forme de rapport, ne réglant & décidant rien que sous la direction, & après avoir consulté la volonté du Prince, il seroit à l'égard de toutes les affaires, ce qu'est tout autre Ministre par rapport aux affaires de son département. Il ne partageroit pas plus qu'eux l'autorité souveraine. Mais ne seroit-ce pas une inutilité dans l'Etat?

Ce seroit peut-être ici le lieu d'examiner une seconde question, qui concerne le nombre des Ministres Politiques nécessaires dans un Etat, sur quoi l'on peut dire en général, que plus un Etat est vaste, plus il y faut des Ministres. Le faix du Gouvernement devenu plus vaste ne peut être supporté que par un plus grand nombre de personnes. Mais ce n'est pas seulement à l'étendue des Etats, c'est encore à leur situation que le nombre des Ministres doit être proportionné. Lorsque les Etats sont séparés & qu'ils ne sont pas gouvernés par les mêmes principes, il faut un plus grand nombre de Ministres, que lorsque les Etats sont réunis & ne forment qu'un seul corps soumis aux mêmes loix."

Enfin, pour mettre les Ministres en état de s'appliquer uniquement au service de l'Etat, quatre choses sont nécessaires de la part du Prince.

La première, que sans leur laisser prendre aucun ascendant, il ait confiance en eux, & qu'ils le sachent. Sans cela ils se tiendront sur la réserve en beaucoup d'occasions où leur inaction & leur silence seront préjudiciables à l'Etat.

La seconde, qu'il leur commande de lui parler librement, & leur persuade qu'ils le peuvent faire sans péril.

La troisième, qu'il soit libéral envers eux, de sorte qu'ils soient tous convaincus que leurs services ne demeureront pas sans récompense.

La quatrième, qu'il les autorise si ouvertement qu'ils n'aient ni à redouter les artifices ni à craindre le crédit de ceux qui voudroient les perdre. Si quelqu'un doit être sûr de la protection du Prince, c'est assurément le Ministre qui travaille sous ses yeux & sous sa direction au grand œuvre du bonheur de la Nation.

CHAPITRE VI.

Du choix des Ministres d'Etat, & combien le Souverain doit y apporter de précautions.

§. I.

Préambule.

JE donne ici aux titres d'Homme d'Etat & de Ministre, une seule & même signification, en tant qu'ils exercent l'un & l'autre les mêmes Emplois Politiques. Tout Ministre d'Etat devant être créé par le Souverain, ou par celui à qui le Souverain en donne commission, nous allons nous arrêter à l'examen de quelques vues générales, que la raison & l'expérience présentent, & que les Souverains ne doivent jamais négliger dans les choix qu'ils font de leurs Ministres. Quoique plusieurs de ces vues doivent être expliquées dans les Chapitres suivans, où il sera traité des qualités nécessaires à l'Homme d'Etat, néanmoins il convient que nous fassions ici mention de quelques autres qualités, qui quoiqu'extérieures à la personne d'un sujet, peuvent cependant le rendre plus ou moins propre au Ministère Politique. Mais avant tout, il nous paroît expédient de montrer qu'il est de l'intérêt des Souverains de changer rarement de Ministres. En voici les raisons.

§. II.

Inconvéniens du changement fréquent de Ministère. Altération dans la forme ou les Maximes fondamentales.

D'abord les changemens fréquens dans le ministère exposent infailliblement aux inconvéniens qui naissent toujours de la diversité des inclinations, ou de l'opposition des caractères : il est à craindre que ces nouveaux Esprits imbus d'idées particulières ne se portent à changer la forme du Gouvernement, en altérant les maximes générales qu'ils y trouvent établies, & causant ainsi tous les désordres dont nous aurons à parler dans le Chapitre III. de la seconde Partie; ou que s'il

s'agit d'établir telle ou telle maxime d'Etat, dont on ne se feroit pas encore avisé, ils ne s'écartent trop des vues de l'ancien Ministère, faute de les connoître ou de les avoir assez méditées. Pour apprendre à craindre ces dangers, il ne faut que réfléchir sur la nature de l'esprit humain toujours décidé en faveur de ses propres lumières, toujours porté à croire meilleur ce qui flatte davantage ses vues & ses inclinations.

mentales
du
Gouvernement.

§. III.

De plus supposé que la forme constitutive du Gouvernement ne souffre point d'altération de ce changement fréquent de Ministres, & qu'il ne préjudicie pas à l'Etat par l'établissement de nouvelles maximes peu convenables; ce sera merveille si la diversité des caractères n'occasionne pas des méprises dans l'application des grands principes de Gouvernement qu'il faut réduire en règles particulières pour les rendre pratiques. Des esprits différens les envisageront différemment, en tireront d'autres conséquences. Delà les opérations du nouveau Ministère, peu d'accord avec celles de l'ancien, mettront du désordre dans les affaires, & produiront des maux d'autant plus grands qu'on ne les aura pas prévus. On croira réformer des abus, & on ne fera qu'y en ajouter de nouveaux. Ou bien on voudra, soit par amour-propre ou par un zèle indiscret, améliorer l'ancien système, sans faire attention qu'il a été porté à sa perfection, & que les choses étant sur le meilleur pied possible, il suffit de les y maintenir. Ainsi les nouveautés s'introduisant dans l'Etat, à l'occasion du fréquent changement de ses Ministres, les Peuples en feront les malheureuses victimes, comme nous le montrerons en son lieu, en prouvant que ces nouveautés ne peuvent que causer bien des troubles, au moins dans le temps de leur introduction (1).

Contrariété dans les opérations.

§. IV.

Cependant les circonstances rendent quelquefois le changement de Ministère indispensable, soit à l'occasion de la mort

Changemens nécessaires.

de quelques Ministres, ou bien par des raisons de convenance ; car le Ministère, s'il est une charge, ne doit pas toujours accabler la même personne ; & s'il est une récompense du mérite, d'autres sujets pourront y prétendre. Nous allons donc parler des précautions avec lesquelles le Souverain doit procéder à ces changemens, & choisir les sujets propres à de si nobles fonctions (2).

§. V.

Regles
pour le
choix
d'un Mi-
nistre.
Recon-
noître
par soi-
même sa
capacité.

En premier lieu, il faut s'assurer, par un mur examen de la personne qu'on a en vue, si elle est douée des qualités requises (3). Cet examen doit être fait par le Souverain-même, ou par quelqu'un à qui le Souverain en aura commis le soin : & cela, non-seulement en vue d'éviter le préjudice qu'il en résulteroit pour l'Etat, si on lui donnoit un homme incapable de le gouverner ; mais encore, pour ne s'exposer pas au blâme qui suivroit l'aveu d'un mauvais choix, si l'on étoit obligé de déposer un tel Ministre. Il est donc de la plus grande conséquence de ne rien précipiter dans une pareille élection ; mais pour la faire avec succès, il faut observer ce qui suit :

§. V I.

Avoir
peu d'é-
gard aux
recom-
manda-
tions.

N'avoir égard à la recommandation, ou aux prières de qui que ce soit, dans la persuasion intime que les personnes dignes d'être élevées à ce poste si sublime, sont très-rares ; tandis que celles qui y aspirent sans le mériter, sont en grand nombre. Or, comme il arrive toujours que les sujets les moins capables se mettent sur les rangs avec les gens de mérite, & sont également ou même plus hardis à s'appuyer des recommandations pour s'élever au poste qu'ils briguent, si le Souverain se rendoit aux instances, ce seroit un heureux hazard s'il réussissoit, & il seroit beaucoup plus à craindre que le grand nombre des aspirants indignes, ne lui fit presque toujours prendre le change (4).

§. V I I.

§. VII.

On ne doit pas élever quelqu'un au Ministère, précisément à cause des services importans qu'il a rendus à l'Etat, non plus que pour les égards dus à sa famille, ni en vue de récompenser dans lui le mérite de ses peres. Je ne veux pas dire que le Souverain doive renoncer à sa noble passion de répandre ses graces sur ceux qui s'en sont rendus dignes ; de gratifier une famille qui a bien mérité de l'Etat ; de condescendre à des sollicitations aussi vives que raisonnables. Au contraire, c'est à lui qu'il appartient de se montrer généreux, & surtout en faveur du mérite qui a éclaté. Mais l'élévation au Ministère ne doit pas être comptée parmi les effets de la munificence souveraine, à laquelle mille autres chemins sont toujours ouverts, tels que sont tant d'autres postes honorables, ou lucratifs, qui peuvent être occupés avec des dispositions médiocres, sans aucun risque pour l'Etat.

Et même aux services rendus à l'Etat par les sujets qui se présentent.

§. VIII.

En un mot, le choix d'un Ministre est d'une telle importance, qu'il demande l'attention la plus réfléchie sur la capacité & le mérite personnel du sujet, sans égard pour tout le reste. Aussi, s'il arrivoit qu'un homme doué de toutes les excellentes qualités propres au Ministère, y aspirât par le sentiment de son mérite, & qu'il y joignît toutes les belles qualités personnelles capables de prévenir en sa faveur, le Souverain devroit l'y nommer, non pour ces dernières qualités, mais uniquement à cause de sa capacité reconnue pour le Gouvernement.

N'élever que le mérite propre au Ministère.

§. IX.

Le Souverain évitera sur-tout de se donner pour Ministre, un sujet généralement hâï : car puisque le principal but de tout le Gouvernement n'est autre que le plus grand bonheur des Peuples, qui ne peut jamais être que le fruit d'une Ad-

Choisir un sujet agréable au Peuple.

ministration douce & prudente, dans laquelle le Ministre concourt avec le Souverain, à faire aimer la puissance qui commande, seul moyen de rendre l'obéissance facile; si le Ministre n'est pas agréable aux différens corps de l'Etat, tout ce qu'il fera sera désapprouvé, contrôlé, vu de mauvais œil; on se portera avec peine à l'obéissance; par la disposition peu favorable où l'on fera pour le Ministère, on lui supposera toujours de mauvaises intentions. Il aura beau ne chercher que le bien, la prévention empoisonnera toutes ses démarches. S'il est juste, on dira qu'il est dur; s'il est généreux, on dira qu'il prodigue les richesses de l'Etat. Ainsi les Peuples n'étant pas contents, ils ne sauroient se croire heureux; & par-là le but du Gouvernement sera manqué.

§. X.

Ce qu'on
doit
craindre
sous un
Ministre
kai.

Il n'est pas nécessaire pour produire un si triste effet, que toutes ou presque toutes les personnes chargées des affaires de l'Etat, soient en horreur aux Peuples: il suffit qu'un seul Ministre Politique leur soit odieux: dès-lors toutes les dispositions du Gouvernement, quelque sages qu'elles puissent être, ne présenteront rien que de mauvais aux yeux du Public, parce qu'il n'y voudra voir que l'ouvrage de ce Ministre qu'il déteste: tout Décret juste & raisonnable, s'il est tant-
soit-peu onéreux, révoltera les Peuples, & ils ne s'y soumettront qu'à regret, comme à une charge insupportable, & non nécessaire. C'est un préjugé général chez toutes les Nations, que l'influence d'un seul Ministre abhorré, infecte & dégrade tout le bon qui peut se trouver dans les autres membres du Gouvernement.

§. X I.

La haine
du Peuple
contre le Mi-
nistre
peut re-
jaillir jus-
ques sur
le Sou-
verain.

Il est à craindre que le Souverain lui-même, ou tout le Gouvernement Souverain, ne soit rendu responsable de tous ces maux, & qu'il ne partage la haine du Peuple contre son Ministre. Car ce n'est pas le Ministre qui décide, ou qui porte les Décrets. Mais il les propose, il les prépare, il les

suggere, il les rédige; il en développe les raisons, de sorte qu'il a une très-grande part à tout ce qui émane du Trône. Mais si le Décret devient odieux, parce qu'il est inspiré par un Ministre qu'on déteste; on blâme encore le Souverain d'entrer dans ses vues, d'où il arrive que la haine des Sujets retombe sur le Souverain par qui ce Décret est confirmé : donc, le choix qu'il a fait d'un tel Ministre, lui fait perdre tout le fruit qu'il devoit se promettre de la sagesse de son Gouvernement; & ce choix imprudent le fait passer pour un Tyran. Dès-lors, les Sujets vont jusqu'au point, sinon de mépriser les Loix, du moins de perdre le respect dû au Souverain, & entrent contre lui, dans des transports de fureur, qui annoncent la sédition & la révolte.

§. X I I.

Qu'on se souvienne du désordre affreux que mit dans Naples Thomas Annielo. La cause en fut un rien, pour ainsi dire; mais elle fut fomentée avec tant de violence, que l'Espagne se vit sur le point de perdre ce fleuron de sa Couronne, parce que son Vice-Roi, Jean Ponce de Leon Duc d'Arcos, s'étoit attiré la haine des Napolitains, par la dureté avec laquelle il chargeoit le Peuple d'impôts, & les exigeoit.

Exemple.

§. X I I I.

Cet exemple fait voir qu'un Ministre d'Etat ne peut guere encourir l'indignation universelle, que par ses mauvais deportemens : sur-quoi il est à propos de faire ici quelques observations. Ce n'est pas toujours par la haine ou l'affection du Public pour un Ministre, que l'on doit juger du mérite de son administration. Tel sera fort méchant, & même d'un déréglément reconnu, qui ne sera pas pour cela odieux à tout le monde; au contraire, plusieurs l'excuseront, ou même le combleront de louanges. C'est pourquoi il importe que le Souverain, avant que de faire choix de son Ministre, examine mûrement si le sujet sur lequel il a jetté les yeux, n'est pas d'au-

Cause ordinaire de la haine du Peuple contre un Ministre.

tant plus digne de la haine publique, qu'il en paroît être moins chargé. En effet un homme trop adonné à ses plaisirs, indigne par-là même d'être employé au Gouvernement de l'Etat, ne peut que s'en montrer incapable par son peu de solidité, & faute de cette grande pénétration d'esprit que le Ministère exige, & qui ne sauroit être compatible avec les objets de dissipation auxquels il se livre sans cesse. Je ne disconviens pas pourtant qu'il n'y ait des gens d'une telle force de génie, qu'ils puissent concilier l'amour excessif du plaisir, avec l'application aux affaires : mais je soutiens que ce sont-là des phénomènes dont on ne doit se promettre la découverte, qu'après le plus rigoureux examen.

§. X I V.

Injustice
de l'en-
vie.

Il est encore à remarquer que la satire & l'envie, exagérant des défauts légers, attirent quelquefois l'indignation publique sur des hommes irréprochables, tandis qu'elles épargnent des vices grossiers ; & que pour un cœur bien fait qui prendra la défense d'un bon sujet, cent jaloux injustes vomiront contre lui des torrens de fiel. Ainsi la médisance donnera des vices énormes à quelqu'un qui n'aura que de petites imperfections. C'est pourquoi, le Souverain, que la sagesse guide, ne manque pas d'étudier avec soin le caractère des personnes qui répandent ces bruits désavantageux, afin de les apprécier, & de distinguer le réel de ce qu'y ajoute l'envie ou la prévention. Ayant démêlé le vrai d'avec le faux, il se décide pour le choix de celui qu'il a en vue, ou bien il le rejette (5).

§. X V.

Quand
doit-on
ajouter
foi à la
voix pu-
blique ?

Concluons que, si la voix publique forme un préjugé considérable sur le mérite, comme ce préjugé n'est pas toujours fondé sur la vérité, aussi ne doit-il pas être suivi à l'aveugle. Mais quel usage en faut-il faire ? En quel cas convient-il d'y ajouter foi ? c'est ce qui se pourra connoître, si l'on observe bien quelle est la source des bruits répandus, & quel est leur cours.

§. XVI.

La premiere source de ces bruits, c'est notre propre conduite. C'est par nos actions, que nous montrons ce que nous sommes, bons, ou mauvais; mais ceux qui nous observent agités de passions différentes, jugent diversement de nos démarches les plus simples. L'amour-propre, qui a un si grand empire sur chaque individu, lui propose son avancement pour objet principal, mais cet objet principal en renferme un autre, au moins implicitement, savoir l'abaissement d'autrui. Si l'on n'est pas en garde contre les suggestions de ce faux ami, on se sentira beaucoup plus porté à blâmer les actions d'autrui qu'à leur rendre le juste tribut de louanges qu'elles méritent. Il semble que le mérite de celui qui blâme, s'élève à mesure qu'il abaisse celui de la personne déprimée : élévation qui paroît d'autant plus légitime & mieux affermie, que les actions que l'on blâme donnent réellement quelque prise. Mais il s'en faut bien que l'on se tienne dans les bornes de l'équité. Une mouche devient bientôt un éléphant : la moindre difformité est un monstre. Un trait de satire est lancé par la malignité; ceux qui l'entendent le répètent : il est bientôt reproduit par mille bouches à la fois, dont chacun ajoute à sa malice : ainsi une réputation vient à être déchirée par la voix publique. Cet éloignement, quoiqu'universel, ne mérite aucune foi : en remontant à sa source on en découvre l'injustice.

Elle est quelquefois l'écho de l'injustice, soit en blâmant,

§. XVII.

L'on ne doit pas moins se défier de cette voix publique, quand elle prodigue ses éloges : car notre amour propre nous porte aussi à louer avec excès quelqu'un dont nous espérons un bienfait, ou de qui nous en avons déjà reçu; étant naturel qu'un bienfaiteur s'attire l'affection de ceux qu'il oblige, & que ce sentiment d'une reconnaissance intéressée, le plus puissant qui soit dans le cœur humain, fasse exalter de petits mérites & couvrir de grands défauts.

Soit en prodiguant des éloges,

§. X V I I I.

Témoi-
gnage
désinté-
ressé le
seul di-
gne de
foi.

Mais la voix publique est très-digne de foi, lorsque c'est comme indifféremment qu'elle rend son témoignage, également réservée sur le blâme & sur la louange; parce que, comme l'amour-propre, non-seulement grossit dans le public les défauts d'autrui, mais qu'il en fait encore la plus exacte recherche pour les publier, quand il ne découvre aucune mauvaise qualité dans un sujet quelconque, c'est une preuve certaine qu'il n'en a point. C'est sur un tel sujet qu'un Souverain jettera les yeux avec assurance, pour procéder à son examen par rapport aux qualités requises pour le Ministère auquel il le destine.

§. X I X.

Présence
d'esprit
nécessai-
re à tout
Homme
d'Etat.

Il s'agira d'abord de savoir si cet homme est doué d'une grande présence d'esprit, qualité très-essentielle, comme nous le montrerons dans le XXe. Chapitre de cette première Partie: non toutefois qu'il faille qu'elle soit éminente, puisqu'elle doit s'accroître & se perfectionner dans la pratique & le maniement des affaires comme par l'étude; mais on exige que le Candidat en ait le germe, & qu'il le montre jusques dans la moindre occasion. Le Souverain le mettra à l'épreuve, en le chargeant d'abord de quelque Emploi moins important, ou de quelque Négociation légère, pour lui donner lieu de développer les ressources de son esprit, soit pour ouvrir sur le champ un bon avis, ou apprécier celui d'autrui. C'est par l'embarras ou par la sagacité qu'il montrera dans ces occasions, que le Souverain jugera de son génie.

§. X X.

Le Prin-
ce ne
doit pas
se laisser
aveugler
par sa
prédilec-
tion,

Une autre attention de la plus grande conséquence pour le Souverain, c'est de ne pas choisir pour son Ministre, quelqu'un pour qui il auroit une affection particulière; & cela pour deux raisons: la première, parce que la partialité, & l'amour particulier aveuglant notre esprit jusqu'à l'empêcher de re-

marquer aucun défaut dans l'objet de notre prédilection, nous nous laissons préoccupper par l'idée agréable d'un seul mérite que nous lui connoissons ; & nous aimons à nous persuader que tout, en lui, est également bon : illusion trop souvent funeste, que nous honorons du titre de *Prévention de faveur* ! La seconde raison qui doit empêcher un Souverain de se donner son favori pour Ministre d'Etat, c'est que quand même celui-ci seroit rempli de tout le mérite requis dans le Ministère, le Souverain se verroit souvent forcé de condescendre à ce qu'il lui représenteroit comme convenable ; de suivre ses idées ; de s'en rapporter à lui aveuglément ; & par-là, de lui obéir comme à un Maître. Que d'exemples l'Histoire ne nous offre-t-elle pas de cette vérité ? Ou même, combien de fois n'avons-nous pas été témoins des grands dommages causés par cette fatale *prévention* des Souverains en faveur de leurs Ministres ? Chacun en est instruit, & il seroit inutile d'en parler davantage.

dans le
choix de
ses Mini-
stres.

§. X X I.

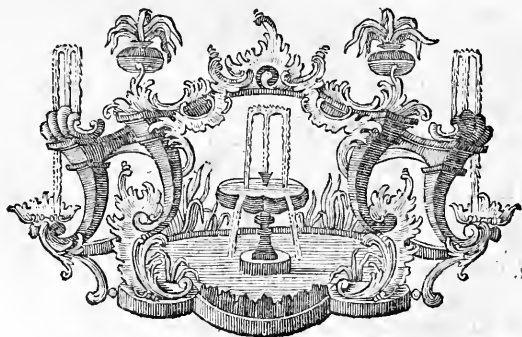
D'un autre côté, le Souverain ne négligera pas un sujet propre au Ministère, parce qu'une certaine aversion naturelle qu'on nomme antipathie, fait qu'il ne le voit pas de bon œil. Car si la prévention de faveur nous représente comme bonnes, toutes les qualités de la personne pour laquelle nous nous laissons prévenir, quoique souvent elle ait bien des endroits défectueux ; de même notre antipathie contre quelqu'un, pour un seul défaut que nous appercevrons en lui, & que souvent notre imagination blessée grossit, nous aveugle tellement l'esprit, & corrompt notre cœur à un tel point, que nous prenons ses vertus même pour des vices. Ainsi les mets les plus exquis n'ont point de faveur pour un palais malade. Un Souverain peut donc prendre le change, & dans sa prévention en faveur de quelqu'un qui lui plaît, & dans son aversion pour un sujet d'ailleurs capable du Ministère public.

Ni par
une aver-
sion d'an-
tipathie.

§. XIII.

Récapi-
tulation.

De tout ce que nous venons de dire il résulte que le Souverain, ou ses représentans, ne doivent que bien rarement changer de Ministres; qu'il convient de ne pas élever au Ministère des hommes odieux aux Peuples, mais des sujets dont le Public desintéressé rend un témoignage avantageux; & qu'il est essentiel d'en faire le choix sans prévention, n'ayant égard, ni aux sollicitations, ni au mérite extérieur de la personne, mais uniquement aux qualités intrinsèques qui forment l'Homme d'Etat.





NOTES

SUR LE CHAPITRE VI.

NOTE (1). Page 143.

UN événement qui d'ordinaire a coutume de produire le changement le plus considérable dans le Ministère, & qui par sa nature devoit y en apporter le moins, c'est l'avènement d'un nouveau Prince au trône. Les Monarchies sont ou héréditaires ou électives. Ainsi un Prince succède à un autre, soit par le droit du sang, soit en vertu d'une élection libre. Ne considérons d'abord que ces deux espèces de changement de Prince : examinons les raisons qui portent communément un nouveau Roi à se donner de nouveaux Ministres, au lieu de conserver les anciens; nous verrons combien elles s'accordent peu avec la saine politique, avec la gloire du Prince, & l'intérêt de l'Etat.

Dans les Etats héréditaires, l'héritier présomptif n'a que très-peu ou point d'influence dans l'administration. On ne croit pas qu'il soit de la bonne politique qu'il en ait davantage. Souvent il est suspect au Roi Régnant, & l'histoire des révolutions des Empires, nous apprend que ce n'est pas toujours sans raison. Elevé à l'ombre du trône, il est spectateur de tout ce qui se fait, & souvent il en juge d'autant mieux qu'il y a moins de part. Il est bien rare qu'il approuve en secret tout ce qui s'opère en public. Il a ses idées particulières, ses maximes qui ne sont pas toujours celles que l'on suit. C'est pourtant d'après ces maximes qu'il juge la conduite des Ministres. Ceux-ci choquent ses idées, agissent contre son goût, ordinairement sans le vouloir; quelquefois aussi ils ne sont pas fâchés de faire leur cour au Prince Régnant, par cette opposition avec les idées de l'héritier présomptif, surtout s'il est tant soit peu suspect. Ce dernier encore a des serviteurs, ses favoris qui sont ordinairement des jeunes gens comme lui, qui le flattent, qui entrent dans toutes ses vues, qui blâment ce qu'il désapprouve, qui se font une loi de penser comme lui, qui croient se préparer ainsi de loin une faveur dont ils comptent tirer avantage. Tels sont les hommes, & l'on fait que les jeunes Courtisans sont plus hommes que les autres, c'est-à-dire plus sujets aux faiblesses humaines. Ainsi l'héritier présomptif prend des préventions contre le Ministère actuel, & sans trop examiner si elles sont justes & raisonnables, il a déjà pris la résolution de s'en donner un autre lorsqu'il sera parvenu à la couronne: ce qu'il ne manque pas d'exécuter dès les premiers momens de son avènement. Il remercie les vieux Ministres de son prédécesseur, pour donner leurs places à ses créatures, à ceux qui lui ont paru attachés, & qui le sont peut-être plus à leur fortune qu'à sa personne.

Louis XI. Roi de France, coupable d'une pareille imprudence, avoua sur

la fin de ses jours, le tort qu'il avoit eu de déposséder les principaux Ministres & Officiers de son Royaume : il sentoît combien cette faute avoit mis de désordre dans l'Etat : en effet, elle occasionna la guerre qu'on appella *la guerre du bien public*. (*Communes. Liv. I. Chap. III.*).

Lorsqu'un Roi nouvellement couronné change le Ministère, il le fait ou parce que les anciens Ministres ne lui sont pas agréables, les croyant dans des principes contraires aux siens, ou parce qu'il veut élever ses créatures & ses Favoris : deux raisons qui devoient opérer un effet tout contraire. D'abord il n'est point de démarche qui doive moins se régler par le sentiment d'une affection particulière, que le choix d'un Ministre. Un Prince qui agit par de telles vues, ne connoît du tout point l'importance d'un tel choix. Un Ministre est l'œil du Prince : toujours ouvert, toujours veillant pour le salut de l'Etat ; il regarde en même-temps, devant, derrière, à droite, à gauche ; il fait la gloire du Prince & la félicité du Peuple, s'il est sain & juste ; il peut faire la honte de l'un & le désespoir des autres, s'il voit mal. Dès qu'un Prince regne il ne doit plus se déterminer par une affection particulière ; dans tout ce qui concerne le bien de l'Etat, & c'est à cette fin que doivent tendre toutes ses actions, il ne doit agir qu'en Roi, ne plus éprouver les foiblesses de l'humanité, ne connoître d'autre intérêt que l'intérêt de l'Etat.

En général un favori est un mauvais Ministre, même avec de bonnes qualités. Ce n'est presque jamais l'amour du bien public qui préside à ses opérations. Son ame n'est point assez ferme dans la pratique du bon & du vrai. Amolli, corrompu par l'habitude de flatter, son unique but est de se conserver en grâce, & lors même qu'il croit agir par un motif plus noble, la faveur est encore l'idole à laquelle il sacrifie. En même-temps qu'il rampe devant le Prince, il n'en sent pas moins l'ascendant qu'il a sur lui, & il est très-disposé à le faire sentir aux autres. Il s'en prévaut dans mille occasions, & presque toujours aux dépens de la bonne Administration des affaires. Alors le Prince est esclave du Ministre qu'il aime trop pour vouloir le chagriner, & le Ministre est esclave du Prince qu'il n'ose contredire par voie d'une juste représentation. Quel Gouvernement déplorable ne doit-il pas en résulter ? L'amour du bien est le gouvernail du vaisseau de la République ; s'il l'a perdu, il est le jouet des flots, c'est-à-dire des passions humaines.

Il est encore à présumer qu'un choix réglé par la faveur tombera sur un sujet qui n'aura point les grandes qualités requises dans un Ministre ; ce seroit un effet du hazard, s'il en arrivoit autrement : le hazard ne sert pas si bien un Prince imprudent. Dans l'élévation des favoris, on ne consulte point le mérite, ou du moins on ne l'examine pas si scrupuleusement. On se fait illusion, on va jusqu'à se persuader que la place donne les talens nécessaires pour la remplir. On se dit sérieusement que tous les hommes ont le germe de ces talens, & que l'occasion suffit pour les développer. L'expérience montre de temps-en-temps ce qu'on doit attendre de ces principes mis en pratique pour donner la place d'un Ministre habile, à un favori dont le plus grand mérite est de savoir flatter le Prince & captiver ses bonnes grâces.

Quant à l'autre motif qui occasionne des changemens dans le Ministère à l'avènement d'un nouveau Roi, savoir que les anciens Ministres ne lui sont pas agréables, il devroit d'abord examiner pourquoi ils lui sont devenus odieux. C'est peut-être uniquement parce qu'ils étoient trop attachés à son prédécesseur, mais c'est pour lui une raison de croire qu'ils lui seront également fideles & dévoués, ne cherchant que sa gloire & la félicité de ses sujets. Il ne goûte point

les maximes de l'ancien Gouvernement, c'est pourquoi il veut se défaire des Ministres qui les ont inspirées, ou qui les ont au moins maintenues avec tant de zèle. C'est-à-dire qu'il veut changer de Ministres pour changer la face des affaires : changement toujours dangereux. N'est-il pas plus aisé & plus sûr de mener le Peuple par des voies qui lui sont connues, que de le livrer à de nouveaux venus qui, se croyant plus habiles que ceux dont ils ont pris la place, ou aspirant à l'honneur de se frayer de nouvelles routes, tentent l'exécution de nouveaux projets pour donner du lustre à leur Ministère, sacrifiant quelquefois l'Etat à leur vanité ? Toute innovation est dangereuse, sur-tout quand le motif n'en est pas bien pur. Le mal seul mérite d'être changé & réformé. Mais il faut être bien certain que ce mal existe, & encore bien certain que le remède qu'on veut lui opposer, n'aura point de suites pires que le mal même. Cette discussion est très-délicate : elle demande bien des préliminaires, & sur-tout une profonde connoissance des affaires qui n'est pas à présumer dans un nouveau Prince & dans de nouveaux Ministres qui n'avoient point de part au Gouvernement qu'ils veulent réformer. Enfin le mal supposé & reconnu, il n'en faut pas brusquer le remède : il ne faut pas s'annoncer d'abord comme un réformateur politique. Ce seroit indisposer les esprits loin de les préparer à cette réforme. On doit se souvenir que les anciens Ministres ont leurs partisans parmi les Grands & les hommes puissans, ainsi que parmi le Peuple ; ils méritent des égards & par eux-mêmes & par leurs relations : par eux-mêmes, ils ont servi l'Etat avec zèle & avec droiture, sinon avec succès. Sied-il de payer leurs services par une subite disgrâce ? Ils tiennent souvent à ce qu'il y a de plus grand dans l'Etat, sinon par le sang, du moins par l'amitié & la confiance, de sorte que quand même ils seroient dans le cas de devoir être remerciés, il faudroit le faire avec bien des ménagemens, & amener doucement leur disgrâce pour qu'elle fit moins de sensation, & qu'on l'attribuât à toute autre chose qu'à son véritable motif.

Un Prince, à son avènement au trône, trouve en place des hommes contre qui il a des raisons particulières de ressentiment. Cela peut arriver dans une Monarchie héréditaire, comme nous l'avons observé ci-dessus, & l'histoire de l'Europe en fournit des exemples mémorables ; mais cela arrive sur-tout dans les Monarchies & les Principautés électives, où malheureusement l'esprit & l'animosité de parti subsistent encore lorsque tous les esprits devroient être réunis pour concourir uniquement au bien de l'Etat. Consultons les fastes du monde, & voyons comment les plus grands Princes se sont conduits dans ces conjonctures.

César pardonne généreusement à ceux qui avoient suivi le parti de Pompée, son rival & son ennemi.

L'Empereur Adolphe bien conseillé, laissa dans leurs Emplois ceux que son prédécesseur avoit choisis pour gouverner les Provinces & les Villes, quelque fortes raisons qu'il crût avoir de donner ces Gouvernemens à d'autres. Boëmond, son principal Ministre, lui avoit fait voir qu'un Prince nouvellement monté sur le trône, doit conserver les Ministres déjà formés & instruits dans le secret du Gouvernement, quand ils ne se rendent pas suspects.

Elizabeth, Reine d'Angleterre, qui fut long-temps en danger de périr sous le regne de Marie sa sœur, ne fut pas plutôt parvenue à la Couronne, qu'elle employa la plupart des Ministres dont elle avoit été fort maltraitée.

Adrien, avant que d'être Empereur, avoit été offensé par un particulier qui, devenu son sujet, vint en tremblant implorer sa clémence. „ Tu as échappé à

„ ma vengeance, lui dit ce Prince; tu eusses péri, si nous eussions combattu
 „ d'égal à égal; mais aujourd'hui que je suis ton Souverain, je ne fais éclater
 „ ma puissance que par mes bienfaits. ” *Perieras, si pares contendiſſemus, nunc
 potentior omitto, & potentiam meam non niſi beneficiis oſtendo.*

Louis XII. n'étant encore que Duc d'Orléans, avoit des ennemis en France
 dont il ſe fût ſans doute vengé, ſ'il en avoit eu le pouvoir. A peine, fut-il aſſis
 ſur le trône, qu'on lui repréſenta que le temps étoit venu de châtier ceux qui
 avoient traversé ſes deſſeins ſous le regne précédent, & ſur-tout Louis de la
 Trémoille qui l'avoit pris priſonnier à la bataille de Saint-Aubin. Mais ce
 Prince montra dès-lors qu'il mériteroit dans la ſuite le beau titre de pere du
 Peuple que ſon ſiècle lui a déſéré & que la poſtérité lui a confirmé. *Le Roi de
 France*, répondit-il à ceux qui vouloient exciter ſon reſſentiment, *ne
 venge pas les querelles du Duc d'Orléans.*

Louis XII. ſavoit que la vengeance eſt de toutes les paſſions, la plus baſſe
 dans un Souverain, qu'elle lui eſt encore plus défendue qu'aux autres hom-
 mes, à raifon de l'étendue de ſon pouvoir. Surement la ſuprême puiffance ne
 lui eſt pas donnée pour en faire un ſi vil uſage. Il ne faut pas que les Sujets con-
 damnent auffi trop légèrement la conduite du Souverain. Souvent un Roi
 nouvellement couronné, fait des changemens dans les charges & les emplois
 de l'Etat parce qu'il les croit néceſſaires au bien qu'il cherche & deſire uni-
 quement, quoique, ſuivant les apparences, on puiſſe les attribuer à un autre
 motif. Il peut arriver de-même que le Souverain ſe perſuade faire par devoir,
 ce qu'il fait par un principe moins noble.

NOTE (2). Page 144.

„ **L**ES Princes ne ſauroient tout faire eux-mêmes : ils ſont obligés par con-
 „ ſéquent de nommer des gens de confiance pour agir en leur nom, gens
 „ qui les avertiſſent de ce qu'il faut qu'ils ſachent : ce ſont leurs Mini-
 „ ſtres & leurs Conſeillers. C'eſt de leur choix prudent ou inconfidéré que dé-
 „ pendent le crédit, la tranquillité, le deſhonneur ou le danger du Souve-
 „ rain, de-même que le ſalut ou le mauvais traitement des Sujets. Les
 „ Princes ſages choiſſiſſent ceux qui leur reſſemblent, il en eſt de même
 „ de ceux qui ſont foibles ou vicieux : Neron avoit pour favori un Tigellin,
 „ la Reine Eliſabeth un Walsingham, Trajan un Pline, Henri IV. Roi de
 „ France, un Sully.
 „ Dans un Pays libre le Prince a un avantage conſidérable & un grand ſe-
 „ cours dans le choix de ſes Miniſtres, car ſi ſes intentions ſont droites, ſ'il
 „ ſonge à maintenir la conſtitution du Gouvernement & ſes loix, l'ordre
 „ veut qu'il nomme des gens de réputation & de probité : c'eſt ce qu'il
 „ peut faire ſans y mettre beaucoup du ſien : il lui ſuffit de conſidérer l'in-
 „ clination & l'opinion impartiales de ceux qui repréſentent le Peuple, &
 „ il ne ſauroit manquer d'être pourvu des plus habiles gens. Si l'on a beſoin
 „ de faire un choix, le conſentement général de la Nation peut faire con-
 „ noître la perſonne qui en eſt digne, dit Galba à Piſon. La réſexion d'Hei-
 „ vidius Priſcus eſt à peu près la même : lorsqu'on ſe diſpoſoit à envoyer
 „ une Ambaſſade du corps du Sénat à Veſpaſien, Helvidius propoſa que les
 „ Ambaſſadeurs fuſſent nommés par les Magiſtrats, parce que le jugement
 „ du Sénat étant ainſi connu, le Prince ſeroit ainſi inſtruit en quelque manie-
 „ re, de ceux qu'il devoit craindre & éviter, comme de ceux qu'il devoit

„ protéger & avoir pour agréables. Il ajouta qu'il n'y avoit pas de meilleurs
„ appuis d'un regne juste , que des Ministres équitables autour de la per-
„ sonne du Prince. A la vérité , si le Prince a pour but le renversement
„ des Loix fondamentales , & qu'il veuille leur substituer un pouvoir ar-
„ bitraire , il trouvera des instrumens propres à cet indigne ouvrage ; des
„ créatures dévouées à la pure volonté du Prince ; dont la fortune & les con-
„ seils sont également désespérés ; craints , ou méprisés , intéressés , en-
„ treprenans ou téméraires ; tels enfin qu'ils lui complairaient en tout & qu'ils
„ dépendront entièrement de lui. Mais un Prince qui s'applique au bien pu-
„ blic goûtera ceux qu'il verra animés de l'amour du Public. Connus par
„ l'inclination qu'ils ont pour la Patrie & ses Loix , ils ne déplairont jamais
„ à celui dont le but est la conservation de l'une & des autres.

„ Tandis que Neron se conduisoit par les conseils de Sénèque & de Bur-
„ rhus , on conçut de grandes idées de son gouvernement , à cause que ces
„ deux hommes étoient reconnus pour gens de bien & de mérite. Le plan
„ de son regne qu'il exposa dans son premier discours au Sénat , étoit beau
„ & juste : „ Qu'il ne vouloit point s'attribuer le jugement & la décision
„ des affaires , ni enfermer ceux qui étoient accusés au même lieu où
„ étoient leurs accusateurs , & soutenir par-là l'impuissante tyrannie d'un pe-
„ tit nombre. Rien ne seroit exposé en vente dans l'enceinte des murs du
„ Palais ; on n'y donneroit aucun accès aux obliquités , & aux attentats de
„ l'ambition ; on conserveroit une juste distinction entre sa famille & la Ré-
„ publique. Que le Sénat maintiendrait son ancienne juridiction , que l'Italie
„ & celles des Provinces qui par le partage avoient été assignées au Peuple ,
„ s'adresseroient seulement au Tribunal des Consuls qui leur procureroient
„ l'accès au Sénat. Que pour lui , il se réservoir ce qu'on lui avoit spéciale-
„ ment confié , qui étoit le commandement & la disposition des armées.

„ Tacite ajoute que ces déclarations ne manquoient pas de sincérité & que
„ le Sénat fit plusieurs réglemens conformes à son goût. Le Gouvernement
„ de ce Prince fut encore juste pendant quelques années ; & tandis que ces
„ deux Ministres le conduisirent , il fut irréprochable , regardé même comme
„ un modele des meilleurs Princes , comme la suite de son regne le fut
„ d'une tyrannie que les plus méchans ne sauroient surpasser.

„ Mais lorsque Burrhus & Senèque furent morts , ou qu'ils eurent déchu
„ de leur crédit auprès de Neron , il fut aisé de voir à quoi ce Prince ten-
„ doit , & qu'il alloit se livrer à toutes les violences d'un Tyran : sur-tout
„ quand on vit ceux qui avoient la plus grande autorité auprès de lui. On
„ pleura la perte de Senèque & de Burrhus , d'autant plus que Tigellin leur
„ succéda. Comme Neron s'étoit montré indigne des Ministres qu'il avoit
„ perdus , il trouva alors un Ministre digne d'un Prince tel que lui ; qu'il
„ avança seulement pour l'amour de sa bassesse & de son infamie. Les Mini-
„ stres précédens avoient pris soin de former le Prince à la vertu , & de le
„ rendre capable de bien gouverner ; ce fut l'affaire & le but du Directeur
„ qu'il s'étoit alors choisi , de l'entraîner à corps perdu dans une suite conti-
„ nue d'abominations & de cruautés. Cet infâme Ministre lui fit commet-
„ tre une infinité de crimes énormes ; il en commit de son chef qui furent in-
„ connus à son Maître. Ils étoient tous deux bien assortis , ou plutôt bien
„ malheureusement. Neron l'avança parce que c'étoit un homme infâme
„ & malfaisant , & celui-ci fit de Neron un Tyran très-pernicieux , tel en un
„ mot qu'il donnoit à ses affranchis même le pouvoir d'exercer la Tyrannie.

„ Hélius en étoit un, & ce fut à son administration & à sa disposition que
 „ l'Empereur livra le Peuple de Rome & les Habitans de toute l'Italie, avec
 „ une autorité si absolue & si terrible que sans consulter une seule fois
 „ l'Empereur son Maître, il condamna des Chevaliers Romains, des Sénateurs même, aux peines & aux amendes qu'il lui plut : les uns à l'exil, quelques-uns à la mort, plusieurs à la confiscation de leurs biens. Ce fut d'un souffle de la bouche de cet esclave tout-puissant que partit la condamnation à mort d'un des Grands de Rome, le plus illustre, Sulpicius Camérinus, & celle de son fils. Tous deux furent condamnés à mourir sans avoir commis d'autre crime que celui de se servir du surnom de *Pythicus* qu'ils tenoient de leurs ancêtres. Le Juge irréprochable les condamna, comme des impies usurpateurs des titres de l'Empereur qui avoit acquis celui-là par ses victoires aux jeux Pythiens. Si l'affranchi étoit si puissant, que devoit-ce être du premier Ministre, de celui sur-tout qui étoit dans une aussi haute faveur !

„ A la fin Tigellin se comporta comme il convenoit au Ministre d'un pareil Prince. Il devint traître à son maître à qui il avoit fait trahir la confiance des Peuples. Il porta tout le monde à abhorrer l'Empereur, & l'abandonna ensuite. Que pouvoit attendre le Tyran d'un pareil homme ? Etoit-il apparent que celui qui avoit été un scélérat à l'égard de presque tout l'univers, fût fidèle à aucun de ses habitans ? N'étoit-il pas naturel qu'après avoir commis tant de crimes en faveur de son Maître, il en commettroit un contre lui. C'étoit pour l'amour de lui-même, dirigé par des vues d'intérêt particulier que ce Ministre avoit déployé toutes les ressources de sa méchanceté ; & ce que Neron prenoit imprudemment pour des actes de devoir & de fidélité, ne venoit que de la trahison & des vues intéressées de son Ministre. Il ne songeoit uniquement qu'à satisfaire ses appétits brutaux, & à s'aggrandir, vues qu'il ne pouvoit remplir que par la faveur & l'autorité de Neron. De cette manière il ne servoit pas Neron, il s'accommodoit à son humeur & la trompoit. Il ne sauroit y avoir de véritable amitié, ni de zèle pur & désintéressé entre des scélérats.

C'est une chose plus fâcheuse que surprenante, de voir les meilleurs serviteurs d'un Prince souvent supplantés & accablés par les plus méchans ; de voir ses meilleurs amis humiliés, & les flatteurs les plus pernécieux triompher de la vertu la plus pure & du zèle le plus sincère ; de considérer les lâches mensonges, & les raisons frivoles dont les méchans se servent avec succès pour détruire peu-à-peu les gens de bien. Junius Blefus étoit un des plus illustres Romains de son temps : il avoit le cœur d'un Prince, & sa fortune étoit considérable comme sa naissance. Il étoit Gouverneur de la Gaule Lionnoise ; & il fut des premiers à embrasser le parti de Vitellius par un sentiment d'inclination. Il fit d'abord toutes les dépenses nécessaires pour soutenir la dignité impériale, ce que Vitellius n'étoit pas en état de faire à cause de sa pauvreté. Ce fut pour ces marques signalées de son zèle que Vitellius lui témoigna beaucoup d'affection en public, mais il le haïssoit en secret.

Les Courtisans envieux ne pouvoient souffrir un homme d'un mérite si distingué. Ils avoient pour lui une inimitié particulière parce qu'il les effaçoit par sa réputation, & par l'amour des Peuples qu'il avoit su mériter, tandis qu'ils étoient couverts d'opprobre & de l'indignation publique. Il falloit se défaire d'un homme aussi dangereux pour des gens de leur espèce. Ses grandes qualités étoient pour eux des reproches continuels qu'ils ne pouvoient supporter.

Comme il étoit irréprochable, il falloit lui trouver un crime, & jeter dans le cœur de l'Empercur l'allarme d'une horrible trahison. Ils en trouverent un. Il arriva que Blesus soupoit avec un ami dans le temps que l'Empercur se trouva incommodé. On faist cette occasion pour déprimer l'attachement de Blesus pour Vitellius. Un d'entre eux l'accusa de prendre ses plaisirs dans le temps que la vie de l'Empercur étoit en danger, & conclut que cette précieuse vie ne pouvoit être assurée que par la mort d'un aussi insolent criminel. Cette accusation eut son effet. L'Empercur extrêmement irrité commanda que Blesus fût empoisonné; & aussi brutal que crédule & insensé, il alla, plein d'une joie féroce qui éclatoit sur son visage; pour voir agoniser Blesus, & se vanta même d'avoir repu ses yeux du plaisir de contempler un ennemi expirant.

Telle fut l'indigne fin de Junius Blesus, causée par la langue envenimée des calomnieurs. C'étoit un homme respectable par l'ancienneté de sa race, distingué par la politesse de ses mœurs, & par sa probité; d'un attachement inviolable aux intérêts de Vitellius qu'il aimoit cordialement; sans vice, sans ambition, sans intrigue, & si éloigné de souhaiter des honneurs encore moins la Souveraineté, qu'il s'en fallut peu qu'on ne le jugeât digne de l'Empire. Ce qu'il y a de vrai en cela c'est qu'il avoit été fondé par les Courtisans & les faux amis de Vitellius, qui l'avoient sollicité d'abandonner son parti mais inutilement. Cela seul put en porter quelques-uns à le perdre.

Si un bon Ministre ne peut être en fureté là où ces pernicieux Favoris dominent, on en peut dire autant d'un Prince & de son Etat. Ce n'est point l'honneur du Prince, ce n'est point le bonheur de ses Sujets que ces gens-là ont en vue. Attentifs à leurs intérêts ils recherchent leur avancement, & toutes sortes de voies leur semblent bonnes pour cela, même en exposant le Roi & l'Etat au danger de périr. Je vais en rapporter un exemple terrible, bien propre à faire sentir aux Princes ce qu'ils ont à craindre, lorsque leur imprudence leur fait donner leur confiance aux méchans.

Jacques V. Roi d'Ecosse avoit une occasion favorable de faire une paix durable avec l'Angleterre. Henri VIII. son oncle alors fort brouillé avec le Pape, l'Empercur, & le Roi d'Espagne, souhaitoit de se fortifier au dedans, & même d'assurer sa succession à son neveu, il rechercha son alliance, & souhrita même de s'aboucher avec lui à York. Il ne pouvoit y avoir de plus belle perspective pour l'avantage de l'Ecosse, harassée & désolée par les longues guerres qu'elle avoit soutenues contre l'Angleterre: rien ne pouvoit être plus honorable & plus avantageux pour le Roi d'Ecosse, que de se voir assuré de la succession à la couronne, & de l'appui de son oncle. Henri VIII. avoit alors une fille unique, nommée Marie, qui fut déclarée illégitime. Le Roi Jacques, par l'avis de son Conseil, déclara qu'il acceptoit les propositions du Roi d'Angleterre, dont les Ambassadeurs se retirèrent fort satisfaits, portant cette agréable nouvelle à leur maître qui fit de grands préparatifs à York pour la réception du Roi d'Ecosse son neveu.

Cependant le Roi Jacques avoit auprès de lui des Favoris qui avoient plus d'empire sur son esprit que son Conseil, que son honneur & son intérêt, deux choses que les Princes, sur-tout, ne doivent jamais séparer. Ce fut à eux que le Clergé s'adressa, & les corrompant à force d'argent, il les engagea à empêcher le Roi de tenir sa parole. Quelques-uns des Favoris étoient aussi ecclésiastiques; ils tâchèrent au nom de tous leurs confreres de corrompre le Roi & de le tromper. Ils l'intimidèrent avec le grand mot d'Hérésie. Ils dirent donc que l'Hérésie s'étoit accrue en Angleterre, qu'elle faisoit de grands progrès en

Ecosse ; ils firent voir au Roi le profit considérable qu'il feroit en l'extirpant , & en s'enrichissant des dépouilles de ceux qui la professioient ou qui la favorisoient. Ils lui donnerent une liste des personnes suspectes , l'encourageant de piller & brûler les meilleurs de ses Sujets & les plus riches. Mais la suite fit bien voir que la cause de la Religion n'étoit qu'un prétexte qui couvroit leurs vues particulières : ils comptoient avoir leur part à ces riches dépoüilles.

Le Roi prêta l'oreille à cette proposition & la communiqua au Seigneur de Grange son Trésorier. Celui-ci, homme d'une probité intrepide, montra avec franchise à son Maître, combien ce conseil étoit injuste & pernicieux, lui fit connoître l'avidité & l'avarice de ceux qui lui donnoient de pareils avis, leur orgueil, leur ambition, leur incapacité pour les affaires d'Etat. Il éclaira le Roi sur ses véritables intérêts, & le fit revenir au dessein raisonnable de s'allier étroitement avec l'Angleterre. Le Roi Jacques affirma après cet entretien, lorsque ses Favoris l'aborderent, leur témoigna beaucoup de ressentiment sur ce qu'ils l'avoient porté à commettre une pareille cruauté contre tant de Barons & de Seigneurs ; ce qui auroit mis son Etat en danger. Ceux-ci ne se déconcertèrent pas facilement. Ils agirent fortement auprès d'Olivier Sinclair qu'ils corrompirent par des présents & lui promirent de grands honneurs, s'engageant de lui procurer par leur crédit le commandement de l'Armée contre l'Angleterre, s'il venoit à bout de porter le Roi à rompre avec son oncle. Ils s'attachèrent ensuite à décrier le Trésorier dans l'esprit du Roi, afin de le perdre, car ils savoient qu'il emploieroit tout son pouvoir & toute sa vertu à faire échouer leurs menées. C'étoit un orgueilleux, un hérétique qui avoit toujours dans sa poche un nouveau Testament en Anglois ; il étoit même si arrogant & si mauvais serviteur du Roi, qu'il ne-vouloit pas lui procurer des femmes, ni profiter celle de son fils aux plaisirs de Sa Majesté. C'étoit un des articles de l'accusation qu'on lui intentoit. Car ces Favoris, si zélés pour l'extirpation de l'Hérésie, avoient coutume d'amener au Roi des femmes ou des filles pour conserver ses bonnes grâces.

Le Trésorier succomba à ces accusations ; les mauvais conseils prévalurent sur l'esprit du Roi. Henri VIII. devient furieux, jure qu'il se vengera de ce mépris, envoie une armée pour porter le fer & le feu en Ecosse. Jacques leve des troupes de son côté, mais des troupes découragées qui sentoient qu'on prenoit les armes contre les véritables intérêts de la Patrie, par l'instigation des vils Courtisans. Sinclair le plus indigne & le plus coupable de tous fut nommé Général, les Seigneurs & les principaux Officiers refusèrent de combattre sous un tel Chef : ils se laissèrent prendre prisonniers, l'armée fut mise en déroute, le Royaume demeura sans défense, exposé aux ravages d'un ennemi victorieux, & le Roi dans l'Etat le plus déplorable. Tout le monde cria contre les Auteurs infâmes de ces maux. Le Roi ouvrit les yeux, & dans l'amertume de son cœur il éclata en reproches contre ces perfides conseillers qui en tirèrent vengeance en le faisant empoisonner par un de leurs scélérats affidés qu'ils avoient au service de cet infortuné Monarque. Ils terminèrent ainsi les jours & le regne de Jacques V. qu'ils avoient d'abord dépouillé de sa vertu, ensuite de ses bons Conseillers, puis de sa tranquillité & de son honneur, & finalement de sa vie. *Discours Politiques de Gordon.*

Je crois que ces exemples suffisent pour faire comprendre aux Princes combien ils doivent apporter de précautions dans le choix de leurs confidens & de leurs Ministres.

NOTE (3). Page 144.

L est de la dernière importance pour un Prince de connoître les Courtisans qui l'environnent, afin de savoir placer sa confiance à propos & de ne pas risquer d'être la dupe d'un masque d'hypocrisie, ce qui n'arrive que trop ordinairement pour la gloire des Rois & le bien des Peuples. Il doit se former une notion juste du génie général des gens de Cour, & s'appliquer ensuite à étudier le génie particulier de ceux qui forment la sienne.

Ce n'est pas ordinairement l'amour de la vérité qui fait aller les gens à la Cour, ni qui les y retient. La passion dominante des Courtisans, c'est un composé d'ambition, de flatterie & de dissimulation. C'est l'idée que s'en forme le Sage qui a fréquenté & observé les Cours & ceux qui y demeurent.

Celui qui a des vues pour quelque poste ou des prétentions sur la faveur du Maître, étant sûr d'avoir des concurrens, s'attache à les connoître, à se fortifier contre leurs brigues, & à tenter toutes sortes de voies pour l'emporter sur eux, comme il peut y avoir des obstacles, réels ou apparens, qui s'opposent à ses desseins, il se tient sur ses gardes; plus il est ambitieux, plus il craint de ne pas réussir, plus il se méfie de ceux même qui semblent embrasser son parti. De-là vient l'esprit de Cour, plein d'amour-propre, de soupçons, de terreurs vaines ou vraies, sans aucun lien d'amitié. De-là vient la souplesse des Courtisans, leur passage brusque d'une amitié feinte à une haine sincère, des démonstrations gênantes à une froideur choquante, des louanges au blâme à l'égard de la même personne, selon qu'elle est en crédit ou disgraciée, selon qu'elle peut nuire ou servir, ou qu'elle est incapable de tous les deux. Le grand but que l'on se propose, c'est d'avoir les bonnes grâces de celui qui est en place, de celui qui tient les rênes de l'autorité, & qui est la source des bienfaits ou des disgrâces. On étudie tous ses mouvemens, ses inclinations & ses aversions; on les adopte: ainsi un sourire, un air mécontent de celui qui est sur le trône ou qui en approche de près, est saisi avec empressement & change le visage de toute la Cour en un instant. Cela se communique avec une uniformité remarquable dans toutes les personnes de tout rang, depuis les premiers de la Cour, jusqu'aux simples commis d'un bureau.

La Cour est comme un rendez-vous nombreux de gens dont un petit nombre a des faveurs à distribuer. Les autres sont des compétiteurs qui les briguent, & qui tâchent de l'emporter l'un sur l'autre dans l'art de se rendre agréables. De-là vient l'air de complaisance des Courtisans, leur flatterie, leurs insinuations, & leur empressement; c'est-là qu'on voit des passions couvertes, quelques-unes déguisées, & d'autres affectées. De-là vient leur attachement pour ceux qui peuvent les servir, & leur indifférence pour ceux qui ne leur font bons à rien. C'est leur ambition qui règle leur conduite à l'égard de tout le monde. C'est parmi eux que la bonne fortune est un mérite quelque indigne que soit le sujet qui a ses faveurs. C'est auprès d'eux que la capacité dispa- roît avec le crédit.

La flatterie est le second trait du caractère des Courtisans. Quel monstre que la flatterie! Elle égare les Princes au point de leur faire accroire que leurs vices sont des vertus, & que les déportemens odieux d'une rage frénétique sont le résultat d'un Gouvernement juste, que la louange extorquée part d'une sincère affection, & qu'eux-mêmes sont l'amour du Peuple dans le temps qu'ils en sont l'horreur. Cette fausse idée les empêche de se repentir ou de se corriger.

S'endormant sur les discours de leurs flatteurs, ils ne sauroient découvrir en quoi ils ont mal fait, & ne voient point de quoi ils devoient se corriger. Les flatteurs de Neron tournoient Seneque en ridicule, & faisoient entendre au Prince qu'il n'avoit pas besoin de Tuteurs. Les flatteurs de Commode firent la même chose à l'égard de ses vieux Conseillers qui l'avoient été de son pere. Neron & Commode suivirent l'avis de leurs flatteurs, ils régnerent tyranniquement, firent une fin tragique, & leur mémoire est en détestation.

On ne peut envisager sans frémir l'espece de délire où la flatterie plonge un Prince : l'Histoire Romaine en fournit des exemples terribles. Ces pestes des Cours endorment les méchans Princes dans une sécurité fatale, & leur tiennent le bandeau sur les yeux jusqu'à ce que le hasard le leur fasse ouvrir : la première chose qu'ils voient, c'est leur trône chancelant ou renversé, & quelquefois le glaive du bourreau à leur gorge. Lors même que les choses en sont venues-là, il ne manque pas de gens qui leur donnent de fausses couleurs, & qui continuent leurs flatteries, comme ils firent à Galba peu d'instans avant qu'il fût égorgé.

Si Neron avoit suivi les excellentes regles de Gouvernement qui lui avoient été dictées par Seneque & par Burrhus, & qu'il s'étoit prescrites lui-même dans son premier discours au Sénat ; s'il avoit fermé l'oreille aux conseils de Tigellin & de plusieurs autres flatteurs de son espece ; la fin de son regne auroit été accompagnée des mêmes bénédictions que le commencement, & Neron auroit laissé un nom aussi respecté qu'il le rendit abominable.

La flatterie est un effet de l'ambition, de la crainte & de l'imposture, & la marque d'une ame basse. On a remarqué que les Princes sont flattés en proportion de leurs mauvaises qualités, & que les hommes les plus méchans & les plus faux sont les plus portés à l'adulation. Ces considérations devoient être une leçon aux Princes & aux Grands, de mettre dans la balance d'un côté leurs actions, de l'autre les louanges qu'ils en reçoivent, d'examiner le caractère de ceux qui les louent pour connoître si ce sont des gens d'honneur & de vertu, amateurs de la vérité, de leur patrie, du Genre-humain, ou s'ils ne sont pas du nombre de ces flatteurs qui louent sans discernement & sans mesure.

La complaisance & la dissimulation ne sauroient être bannies des Cours, non plus que l'ambition & la flatterie. Les gens qui y demeurent ne doivent souvent pas faire semblant d'entendre ou de connoître ce qu'ils savent très-bien, non plus qu'ils ne doivent pas dire tout ce qu'ils pensent. Les Princes usent souvent de dissimulation avec leurs Sujets, les Ministres avec les Princes, & les uns avec les autres. Chacun parle ou se montre le plus avantageusement qu'il peut. La dissimulation à la Cour est absolument nécessaire ; ainsi elle est légitime jusqu'à un certain point. Un honnête homme n'est pas toujours obligé de dire la vérité, quoiqu'il ne doive rien dire que de vrai. Personne n'est blâmable de cacher ses passions & ses sentimens, lorsque trop de sincérité lui porteroit du préjudice. C'est un respect dû au public, qui n'est excessif que lorsqu'il dégénere en hypocrisie.

Il y a peu de personnes, même dans la vie privée, à qui il soit sûr de confier des secrets d'où dépend la tranquillité ou la réputation. Il y en a encore moins à la Cour, peut-être n'y en a-t-il point du tout. C'est-là que les passions & les intérêts particuliers changent si souvent ; que les amis intimes y rompent ouvertement ; & que les anciennes amitiés s'y changent en haines pleines de ressentiment. Celui-là même qui auroit hasardé sa vie pour le service de son ami, est capable pour un léger mécontentement, de le laisser monter sur l'échaffaut, pouvant l'en tirer.

Ces raisons suffisent à ceux qui pratiquent les Cours, & qui ont la connoissance du monde & des hommes, pour les rendre réservés & circonspects à donner leur confiance, & pour les empêcher de la donner entièrement à ceux à qui ils se fient le plus. Un homme prudent ne se met point à la discrétion d'un ami qui peut devenir son ennemi. Mais un Prince doit être bien autrement circonspect sur ce point. Il doit avoir étudié long-temps un Grand, avant de lui donner sa confiance. Il doit l'avoir mis à de fortes épreuves, & les avoir variées & multipliées pour connoître s'il a une ame assez forte pour porter le poids de la confiance de son Prince. Elle lui impose de grands devoirs; elle le place souvent dans des circonstances délicates, & dont il n'y a que la plus grande droiture, éclairée par la plus grande connoissance du vrai & soutenue par l'amour le plus déterminé du bien, qui puisse le maintenir dans une place aussi glissante. Voyez les *Discours politiques de Gordon*.

NOTE (4). Page 144.

Les emplois sont en si grand nombre à la Cour, il y a tant de gens qui ont droit de recommander les personnes pour remplir les postes, il y a tant de gens qui le font par des motifs pitoyables, bizarres & intéressés, souvent même par des considérations infames & scandaleuses, qu'il n'est pas étonnant de voir plusieurs de ces emplois remplis par des gens qui n'ont souvent pour mérite que leur fortune, un nom, un parentage, ou seulement le zèle de leur patron. Souvent un homme qui ne peut prétendre à rien, faute d'éducation, de capacité, d'honneur, d'esprit, d'agrément, ou de simple sens-commun, aspire à une place & l'obtient. Cela ne pouvoit manquer. Celui qui distribue les faveurs fait moins d'attention au mérite des sujets qu'aux recommandations: il a de trop puissantes raisons de faire plaisir au patron du prétendant pour rejeter le protégé qu'il lui présente.

J'ai connu l'ami, le parent même d'un grand Ministre, digne de tout par des qualités éminentes qui manqua deux fois un emploi qu'on lui avoit destiné, parce qu'on fut obligé d'en disposer en faveur d'un autre par une puissante recommandation, comme on va voir. La première fois on donna cet emploi à un homme inconnu au Ministre, inconnu à celui qui le recommandoit, & que la Dame qui parla pour lui ne connoissoit pas non plus. Cet inconnu avoit donné de l'argent au valet de chambre d'un Gentil-homme, ce valet faisoit l'amour à la suivante de la Dame, & obligea sa maîtresse d'intéresser la Dame qu'elle gouvernoit, à gagner le patron qui recommanda le prétendant: la suivante l'entreprit & en vint à bout. L'ami & parent du Ministre se mit de nouveau sur les rangs quand l'emploi devint vacant, & eut le chagrin d'en voir revêtir une personne que le Ministre méprisoit souverainement & avec raison. Mais il fut obligé de sacrifier ses sentimens, son aversion & son parent à une recommandation qui ne valoit pas mieux que la première.

J'ai oui dire que dans une conjoncture aussi délicate que celle d'une rébellion, un homme écrivit de la même main dont il entretenoit correspondance avec les rebelles, une lettre qui procura une forte gratification à son frere aussi affectionné que lui aux rebelles, & qui s'étoit distingué dans un lieu assez public par les traits d'un mal intentionné, & qui déclaroient sa mauvaise volonté contre le Gouvernement. Dans ce dernier exemple il ne falut ni argent ni intrigue: celui qui recommandoit son frere, s'étoit parjuré une fois pour un Grand, dans une affaire délicate; ce Seigneur n'avoit ainsi rien à lui refuser. S'il se fût

signalé au service de la Patrie, on auroit eu peut-être moins d'égards pour lui, peut-être auroit-il eu peine à se faire écouter, comme ont eu tant d'autres en pareils cas.

Il arrive fort souvent que les Grands avancent des gens qui ne leur plaisent point, & d'autres qui ne leur font point d'honneur : ils le savent quelquefois ; souvent c'est sur de mauvais mémoires ; & dans tous les deux cas, ils se laissent aller à la sollicitation & à l'importunité. Les gens de mérite n'ont pas assez de vivacité sur l'intérêt : ils manquent souvent d'application & de hardiesse : au lieu que ceux qui n'ont aucun talent estimable, manquent rarement d'être importuns & effrontés. C'est souvent un avantage à un homme d'être insensible à la honte, & de ne pas connoître qu'on se joue de lui. J'en connois à qui cette heureuse insensibilité a fait faire leur fortune. Un homme qui a du jugement se paye de raison, & s'il voit qu'on lui en donne une frivole, il la prend pour un refus. Peut-être a-t-il trop d'orgueil pour s'abaisser à se rendre un suppliant importun ; mais celui qui n'a pas assez d'esprit pour lâcher prise, ou pour comprendre ce qu'on veut lui dire, qui ne sent point les refus, qui n'a pas honte de mendier & de fatiguer les gens en place, qui a un front d'airain, & une impertinence opiniâtre, se met en beau chemin pour faire réussir ses prétentions. S'il ne peut point persuader les Grands, il est capable d'épuiser leur patience. Il recueille ainsi le fruit des talens dont il est dépourvu. À force d'en manquer, on le méprise & on l'avance : un peu de sens & de modestie auroient tout gâté : il n'auroit point déplu & on l'auroit oublié.

Voilà quelle est la force de la recommandation non-seulement sans raison, mais même contre la raison. Il est toujours dangereux & honteux de se rendre à de pareilles instances ; mais le danger est bien plus grand lorsqu'il s'agit des premiers postes du Ministère Politique. C'est surtout alors que le Prince ne doit avoir aucun égard aux recommandations, quelles qu'elles soient. *Voyez les Discours Politiques de Gordon.*

N O T E (5). Page 148.

„ C'EST assurément une très-belle invitation que celle que Constan-
 „ tin fit à ses Peuples, de venir répandre dans son sein, avec confiance,
 „ les sujets de plainte qu'ils avoient contre les Ministres, les Favoris, les
 „ Juges & les Officiers de l'Empereur. (*Si quis est qui se in quemcumque ju-*
 „ *dicum, comitum, amicorum, vel palatinorum meorum aliquid veraciter pro-*
 „ *bare posse contendit, quod non integrè atque justè gessisse videntur : intrep-*
 „ *idus & securus accedat ; ipse audiam omnia, ipse cognoscam ; & si fuerit*
 „ *comprobatum, ipse me vindicabo de eo qui me usque ad hoc tempus simulatè*
 „ *integritate deceperit : illum autem qui hoc prodiderit & comprobaverit, & di-*
 „ *gnitatibus & rebus augebo. Ita mihi summa Divinitas propitia sit. Cod.*
 „ *Theod.*) : elle est la marque d'un grand & bon Prince ; mais il n'importe
 „ pas moins de punir les faux avis que de récompenser les bons.
 „ Les Ministres, les Généraux, les Favoris du Prince ne peuvent le ser-
 „ vir utilement sans s'attirer l'inimitié de beaucoup de gens, & ils ne sont
 „ pas toujours assez vertueux pour bien faire, s'ils craignent qu'il ne leur en
 „ revienne du mal. Il y a peu de Courtisans qui osent attaquer ouvertement
 „ ceux qui sont chargés des grands Emplois de l'Etat, ou honorés de la con-
 „ fiance du Prince ; mais il s'en trouve toujours qui essaient de les ruiner par
 „ des artifices & par des moyens secrets & difficiles à découvrir.

„ Le calomniateur est pour l'ordinaire écouté favorablement par les
„ Princes, parce qu'il se couvre d'une apparence d'affection & de zèle qui
„ flatte leur orgueil. La calomnie fait toujours quelque impression sur les
„ esprits les plus équitables, & y laisse des traces sombres & tristes qui dis-
„ posent aux soupçons, aux ombrages, aux défiances. Le calomniateur est
„ persévérant & hardi, parce qu'il croit être sûr de l'impunité, & qu'il risque
„ peu en nuisant beaucoup. Les Princes approfondissent rarement les ca-
„ lomnies secrètes, par paresse, par distraction, par la honte de la bassesse
„ qu'il y a à paroître soupçonneux, timides & défiants, enfin par la peine
„ d'avouer qu'ils se sont laissés tromper, & qu'ils se sont livrés à une crédulité
„ précipitée. Le Souverain inappliqué est encore plus exposé à être surpris
„ que les autres Princes, parce qu'ayant peu d'expérience des affaires, il les
„ juge plus souvent par le nombre des témoins que par le poids des témoi-
„ gnages.

„ Le Prince doit extrêmement se défier des avis qu'on lui donne en secret
„ ou indirectement contre la conduite de ses Ministres. Il n'est point de
„ Ministre, quelque vertueux qu'il soit, qui puisse passer pour innocent dans
„ l'esprit de son Maître, si son Maître n'examinant pas les choses par lui-
„ même, prête une oreille attentive aux rapports, mais le danger qu'il y au-
„ roit à négliger les avis, ne seroit pas moindre que celui d'y ajouter foi lé-
„ gèrement. Il y a un milieu. C'est de tout approfondir avec exactitude,
„ pour récompenser libéralement celui qui a fait le rapport, s'il se trouve
„ fondé, & pour le punir avec une sévérité inexorable, si l'accusation se
„ trouve fautive. C'est un remède souverain contre les faux rapports, que
„ de les punir. ” *Science du Gouvernement, Tome VI. p. 47-49.*



CHAPITRE VII.

Quel doit être l'Homme d'Etat.

§. I.

C'est par-
mi les
Nobles
qu'on
doit choi-
sir les Mi-
nistres
Politi-
ques.

LA capacité, quelque'universelle qu'elle soit, si elle fait tout le mérite d'un sujet, ne suffit pas pour le rendre propre au Ministère; il y seroit encore moins propre avec une seule des qualités requises. Qu'un homme soit capable de gouverner, & si vous voulez, plus capable qu'aucun autre, s'il est de basse extraction, la saine raison veut qu'un sujet noble, & d'une naissance distinguée, lui soit préféré, quoique d'ailleurs un peu moins habile.

Nous ne prétendons pas parler ici des Etats Démocratiques, où l'on n'a aucune idée de noblesse, & où l'on ne peut pas élever au Ministère un noble, eut-il d'ailleurs toutes les qualités requises dont nous avons déjà fait mention, & celles que nous détaillerons encore dans la suite.

Ce qu'on
entendici
par No-
blesse.

Sans avoir égard aux définitions philosophiques & morales du mot *Noblesse*, nous entendons par-là l'état de quelqu'un qui vit de son revenu, sans avoir besoin d'exercer aucun art mécanique. Mais plusieurs Républiques ne tiennent pour Nobles que les membres du Corps Souverain. Quoiqu'il en soit, c'est parmi des tels Nobles dans les Gouvernemens Aristocratiques & les autres qui ne sont pas Démocratiques, que doit être choisi le Ministre Politique, pour les raisons que nous allons exposer.

§. II.

Premiere
raison de
ne pas
choisir un
Ministre
sans nais-
sance.

La premiere, afin de maintenir les sujets dans l'obéissance; car si le Ministre est un homme du Peuple, ses égaux lui porteront envie, & les nobles refuseront de se soumettre à leur inférieur: ainsi l'envie des uns, & la hauteur des au-

tres, rendront le Ministre roturier, non seulement odieux à tous, mais encore un sujet de mépris dans tout ce qui émanera de lui.

Tout l'Etat passant soudain de l'obéissance forcée, au manque de respect formel, outre le grand préjudice que lui causera la rupture du nœud sacré de la soumission qui attache les Sujets au Prince, il verra se dissoudre l'autre lien, non moins inviolable, ce respect que le Prince doit, par toutes sortes de motifs, exiger de tous ses Sujets, pour lui-même, pour ses Décrets, pour ses Ministres. Il est vrai que l'on peut user de force, infliger des peines, confisquer les biens des mutins, pour les ramener à leur devoir : mais ces remèdes violents ne ferment une plaie, que pour en rouvrir d'autres ; & les Sujets ainsi contraints de céder à la force, & ne rendant que malgré eux, une obéissance dont ils se dispensoient avant le châtiment, s'il en revient à l'Etat quelque utilité, d'autre part la contrainte leur inspirant de l'aversion pour le Gouvernement, cette disposition funeste produira infailliblement de grands désordres.

§. III.

Seconde raison : il est à craindre qu'un Ministre sans naissance, ne tienne une conduite peu régulière, & que son administration ne soit mal soutenue, mal dirigée, faute d'un système politique assez bien lié, assez bien combiné : inconvenient qui peut avoir deux principes : son insuffisance personnelle, & celle de ses correspondances : l'insuffisance des moyens qu'il emploiera, & la foiblesse des correspondances qu'il entretiendra.

Seconde
raison.

§. IV.

Quant à l'insuffisance personnelle, elle est presque toujours à présumer & à craindre dans un Ministre sans naissance, parce que les gens de basse extraction donnent peu d'éducation à leurs enfans. Il est donc comme impossible que ceux-ci soient jamais instruits de toutes les Sciences qui appartiennent à l'Art du Gouvernement : leur condition vile bornant leurs

L'insuf-
fissance à
craindre
dans un
Ministre
sans nais-
sance.

idées, ils n'ont garde d'imaginer qu'ils puissent être élevés si haut. Ainsi quand même un homme du commun seroit propre aux Sciences, comme il ne pense à rien moins qu'à prétendre à un rang si démesuré, il ne s'attachera qu'à des études ordinaires. Je ne disconviens pas pourtant, qu'un tel homme devenu Ministre, comme il s'en est vu plusieurs, ne puisse s'élever au-dessus de lui-même & de sa condition, pour se mettre au niveau du poste qu'il occupe, en commençant sa carrière par se rendre familières toutes les Sciences qui conduisent à la perfection du Ministère; de sorte qu'il pourra y apporter des talens, des connoissances solides & une expérience consommée. Mais je crains que les impressions qu'il a reçues dès son enfance, ne restent & ne le fassent agir par leur impulsion. Il est fort probable qu'un Plébéien parvenu au Ministère, s'y conduira selon le système dont il aura été imbu dans sa jeunesse; il voudra y mettre de la grandeur & n'y mettra que du pédantisme. Il manquera de la plupart de ces grands principes, vastes & féconds, d'une nécessité si essentielle dans un Poste de cette importance; & il voudra y suppléer par de petites ressources conformes aux études bornées qu'il aura faites dans sa jeunesse. Il est donc à présumer qu'un tel Ministre ne saura jamais se former une véritable idée du Gouvernement, ni de son parfait exercice. Or, comme c'est de cette vraie notion du Gouvernement, que dépend tout le succès de l'Administration, comment concevoir qu'un homme qui ne l'a pas, puisse agir sans faire les plus fâcheuses méprises. Malheur qui, comme nous l'avons remarqué, a pour premier principe, le peu de ressources qu'il trouve dans lui pour trouver les expédiens les plus utiles à l'Etat dans toutes les circonstances, & pour en faire un usage convenable.

§. V.

L'insuffisance de ses correspondances.

L'insuffisance personnelle d'un tel Ministre influera sur ses correspondances qui seront foibles, & toujours disproportionnées à la nature des affaires. Quelque forte, quelque vive que soit l'imagination d'un tel homme, & quelle que puisse être

être son industrie dans l'invention des expédiens, il aura toujours deux grands désavantages lorsqu'il s'agira de traiter avec les Ministres étrangers, ou avec ceux qui servent le même Maître que lui.

§. VI.

Pour traiter avantageusement avec quelqu'un, il faut être au moins son égal, non-seulement en force ou pénétration d'esprit, mais encore en caractère personnel. Car si de deux Négociateurs l'un est obligé de se reconnoître pour inférieur à l'autre, cette inégalité l'empêchera de pouvoir soutenir avec fermeté ce qu'il propose, & d'user pour cela des mêmes airs de supériorité, dont l'autre fera usage envers lui. En ôtant à un Ministre ce caractère de dignité, vous ne voyez plus en lui qu'un personnage plein de circonspection, forcé à des ménagemens respectueux, peut-être même soumis, & qui n'osera s'ingérer que dans des négociations où il suffira d'être circonspect & modeste. Or, comment un Plébéien, qui connoît la bassesse de son extraction, qui en rougit peut-être, pourra-t-il prendre sur lui d'affecter autant de dignité que l'exige le service de l'Etat? Ou s'il veut se dépouiller du sentiment de sa propre bassesse, ne donnera-t-il pas dans l'excès contraire, en affichant une hauteur indécente?

Inégalité de son caractère personnel.

§. VII.

La seconde qualité dont manque le plus souvent un Ministre ignoble, fût-il, d'ailleurs, doué de prudence, de maturité, de science, & de toute la capacité qu'on pourroit supposer dans le plus habile Homme d'Etat, c'est une réputation suffisamment établie. Il est rare qu'il puisse se donner, chez les Ministres étrangers avec lesquels il traite, pour un personnage consommé dans l'Art de gouverner; ce seroit pourtant le seul moyen de dissiper dans eux la prévention défavorable de sa naissance obscure. Car on attend beaucoup plus de connoissances & d'habileté d'un Ministre sans naissance, que d'un Ministre d'une extraction illustre, puisque le premier n'a que ce ti-

Difficulté de passer pour un grand Homme d'Etat.

tre pour mériter & soutenir son rang. La roture n'a que l'éclat des talens pour s'illustrer. S'il lui reste une autre ressource pour sortir de la poussière, elle est dangereuse pour l'Etat; car ce ne peut être que la voie des richesses, & un Ministre qui cherche à s'enrichir est un loup dans un troupeau.

§. VIII.

Un Mi-
nistre ro-
turier se-
ra natu-
relle-
ment
plus in-
téressé
qu'un
Noble.

Un Ministre roturier, se laissera vaincre par son propre intérêt, bien plus aisément qu'un noble : car posons pour principe, comme nous le pouvons sans scrupule, que l'héroïsme qui étouffe absolument l'amour-propre, pour laisser vivre & régner seul, l'amour de la Patrie & du devoir, est, dans l'espèce humaine, une chose presque impossible : lorsque l'intérêt public exigera qu'une affaire soit traitée de telle sorte que le Ministre Plébéien en doive souffrir quelque préjudice, vous le verrez s'y porter avec une nonchalance proportionnée au dommage qu'il en craindra pour lui : ou, s'il s'agit d'une négociation qu'il croira lui être avantageuse, il en hâtera le succès avec une ardeur incroyable, parce que, fût-il déjà lui-même assez enrichi, pour n'avoir plus rien à désirer à cet égard, ses proches, ses amis devront l'occuper; & il seroit fort surprenant que, devenu maître de les tirer de la poussière, il eût la force de les y laisser. Mais je me trompe quant à sa propre fortune : s'il est vrai que le Souverain peut combler de biens son Ministre, il n'est pas toujours vrai que le Ministre s'en tienne aux bienfaits de son Prince, parce que la soif de l'or est insatiable, & sur-tout dans un cœur que le mérite, ou le caprice, a porté bien loin par delà les bornes de sa sphère. D'ailleurs, si l'Homme d'Etat dont nous parlons, est assez homme de bien pour refuser de s'enrichir par des voies iniques; pourra-t-il ne pas se permettre des soins étrangers à son Ministère, quand il s'en promettra un avantage qu'on ne sauroit lui disputer? Ou, ne croira-t-il pas être fondé à détourner, en faveur des siens, une partie des gratifications déjà destinées pour d'autres?

§. I X.

Outre cela, un pareil Ministre aura-t-il le cœur d'exposer librement aux yeux de son Souverain les choses qu'il faudra devoir lui déplaire? osera-t-il en traiter avec lui, sans crainte d'encourir son indignation, & quelque nécessaire qu'il soit de les développer, ne tremblera-t-il pas d'être la victime de son dévouement? Il est vrai qu'un Ministre d'Etat a besoin d'user de ménagement dans la maniere de proposer les Décrets au Prince (comme nous le dirons dans le Ch. XIII. de la seconde Partie) & qu'il doit choisir les moments favorables; mais sa circonspection doit aussi avoir un tout autre motif que la peur de rentrer dans son néant. Il est donc vrai que le Ministre Plébéien sera naturellement plus sujet à flatter servilement le Souverain, & à lui faire prendre ses défauts pour des qualités vertueuses.

Il craindra de dire la vérité, de peur d'en être la victime.

§. X.

Il est rare de trouver des dispositions de ce genre dans un Homme d'Etat né noble. Imbu, dès son enfance, de leçons & d'exemples qui ont un rapport direct à l'art de gouverner, il s'est fait une idée juste du Ministère. Sa naissance l'autorise à traiter avec tout autre Ministre, dans ce goût aisé qui prouve un commerce d'égal à égal. Recommandable par lui-même, ses sentiments naturels font un amour généreux pour la Patrie, & un attachement sincère à son devoir : Sa noblesse lui donne un lustre qu'il ne craint pas de perdre avec sa charge. Delà, sa fermeté dans les explications qu'elle l'oblige d'avoir avec son Prince : delà, cette équité que nul respect humain ne sauroit fléchir.

Qualités contraires à supposer dans un Gentilhomme.

§. X I.

Mais je ferois peu de prouver qu'il seroit dangereux de remplir d'hommes vulgaires le cabinet des Souverains, si je ne démontrois qu'un seul sujet de cette espece, parmi plusieurs

Danger de la trop grande dispo-

portion
de nais-
sance en-
tre les
Ministres

Ministres Nobles, peut faire bien des maux à l'Etat. Lorf-
qu'un seul des membres est difforme, cette difformité affecte
tout le corps. C'est la même chose dans le Ministère. Le vice
d'un seul de ses membres influe sur le corps entier, au grand
préjudice des affaires. La jalousie se met dans le conseil. C'est
l'ordinaire que les Nobles dédaignent un Collegue que la bas-
sesse de sa naissance met trop au-dessous d'eux; ils le contred-
isent même dans le bien qu'il propose; & celui-ci s'en venge
en les contredisant de son côté: d'où il arrive que le Prince &
l'Etat demeurent privés des avantages que doit produire la
bonne intelligence des Ministres. Que si un homme sans nais-
sance tenoit si fort au cœur du Souverain, par un mérite ex-
traordinaire, qu'il dût passer par-dessus toutes les considéra-
tions que nous venons de faire, & l'élever au Ministère, il
semble qu'il conviendrait d'en éloigner alors tous les Nobles,
& de ne composer ensuite le Gouvernement que de Plébéïens,
pour éviter toute dispute sur les préséances dans le cabinet.
Mais quel Prince voudroit renoncer aux avantages incompa-
rables que lui procure l'attachement de tant de Personnages
aussi savants, qu'ils sont illustres & renommés; pour ne pas
se priver d'un sujet obscur, & dont peut-être la capacité n'est
pas aussi grande qu'on la suppose? Oui, le meilleur sera tou-
jours d'écarter du Ministère la Roture, quelque habile qu'elle
soit, & de n'y admettre que des hommes d'une naissance di-
stinguée.

§. X I I.

Si ces
principes
sont ap-
plicables
à toute
forme de
Gouver-
nement.

Cependant, comme on ne prétend pas exclure tout-à-fait
du Gouvernement un Plébéïen, & que tout ce qu'on vient de
dire n'est que pour faire entendre que l'Emploi de Ministre ne
convient pas à de pareilles gens; voyons si le jugement que
nous en portons, doit avoir lieu pour toute forme de Gou-
vernement, ou s'il en est quelqu'une dans laquelle il ne doive
pas être suivi.

§. XIII.

D'abord, il est évident, que dans un Etat Aristocratique, tout Ministre doit être de race noble. Quand, en faveur de la capacité sans égale d'un Plébéien, on auroit passé par dessus toutes les règles, brusqué tous les égards dont nous avons fait mention; son exclusion n'en seroit pas moins immanquable pour la raison que voici : le corps souverain d'une Aristocratie n'étant composé que de membres nobles, sans doute que quelques-uns d'entre eux sont propres au Ministère, & que parmi ceux-ci, il est toujours aisé de discerner les plus habiles; d'autant mieux qu'en pareil Gouvernement, tout homme d'Etat n'est pas seulement Ministre, mais encore une portion intégrante de la Souveraineté; or s'il arrivoit qu'un Plébéien y fût admis au Ministère, cette Souveraineté seroit avilie par l'acquisition d'un nouveau membre indigne d'elle.

A l'Aristocratie.

§. XIV.

Il semble qu'il n'en est pas ainsi d'une Monarchie, où la seule volonté du Prince règle tout, sans égard à la naissance. Dans un tel Gouvernement, les raisons que nous avons données de la nécessité d'en exclure un Plébéien, paroîtront assez la prouver, parce qu'il est difficile de rencontrer, ici comme ailleurs, dans un tel homme, toutes les parties d'un Ministre excellent; & qu'ainsi son élévation fera pour le Monarque, un sujet de regret; sans parler de la haine, ou du mépris universel, à quoi le Plébéien se verra exposé : mais enfin son exclusion n'est ici qu'une nécessité de convenance, au lieu que dans l'Etat Aristocratique elle est d'une obligation absolue. Reste donc démontré, & par les exemples, & par la raison, que dans une Monarchie il n'est pas indispensablement nécessaire de rejeter du Gouvernement quiconque n'est pas noble, puisque les Ministres n'y font pas portion du Souverain, comme dans une République; & que par conséquent, l'Etat ne craint de leur part aucun mal direct: d'ailleurs, dans le cas

A la Monarchie.

dont il est question, la faveur du Prince pourra (bien qu'avec peine) suppléer au défaut de naissance, & les Peuples guidés par cette crainte respectueuse qui leur est naturelle pour le Monarque, déféreront à son Ministre roturier les mêmes honneurs qu'aux plus nobles.

§. X V.

Exem-
ple.

Il seroit pourtant dangereux pour un Etat Monarchique, que l'élevation des gens sans naissance au Ministère, y fût fréquente; parce que les égards des sujets envers eux, sont bientôt épuisés, & font place au mépris & à la desobéissance. C'est ce qui arriva en France, durant la minorité de Louis XIV. à l'égard du Sieur d'Eméry, Ministre si abhorré qu'il faillit à être déchiré par les mécontents, parce qu'au crime d'avoir mis la dernière main à l'ouvrage affreux des guerres civiles, il ajoutoit la tâche d'une naissance obscure.

Concluons qu'il ne peut jamais convenir à l'Etat Aristocratique de se donner un Ministre Plébéien; & qu'un pareil choix doit être rare dans une Monarchie (*).





NOTE

SUR LE CHAPITRE VII.

A la fin du Chapitre (). Page 174.*

NOTRE Auteur n'ayant examiné la qualité de la naissance que par rapport aux Ministres Politiques qui ont part au Gouvernement dans l'intérieur de l'Etat, sans l'envisager relativement aux Ministres publics hors de l'Etat, qui sont les Ambassadeurs, je crois qu'il est à propos d'y suppléer par une Note.

„ En Allemagne, en Espagne, en Pologne, à Rome, l'on regarde de plus près que dans les autres Cours, à la naissance des Ambassadeurs. „ Quand on fait qu'ils manquent de cet avantage, ils y sont moins respectés, „ & ce qu'ils ont à négocier devient plus difficile.

„ Pie II. refusa de recevoir une Ambassade de l'Empereur, parce qu'elle „ étoit obscure. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner le contraste de cette conduite du Vicaire de Jésus-Christ avec celle de Jésus-Christ lui-même. Il suffit d'y prouver, (& cet exemple le prouve) que les grands Princes souhaitent que les Ambassadeurs qu'on leur envoie, soient des personnes d'une grande considération.

„ L'observation de la paix, disoit Annibal à Scipion, dépend beaucoup „ de l'autorité de ceux qui l'ont conclue, & vos Sénateurs eux-mêmes „ n'ont point eu d'autre raison de nous la refuser que le défaut de dignité „ dans les Ambassadeurs qu'on vous avoit envoyés pour en traiter. Aujourd'hui, c'est moi, Annibal, qui la demande, parce que je la crois convenable, & les mêmes avantages qui me portent à la demander, me porteront aussi à l'observer. „ Dans ce temps, les Carthaginois avoient joint „ à Annibal des Ambassadeurs dont l'âge & la qualité étoient dignes de considération. C'étoient les principaux personnages de Carthage, & cette circonstance fit penser que c'étoit tout de bon que les Carthaginois vouloient „ traiter de la paix.

„ Dans la Négociation que César entama avec le Sénat Romain, après „ avoir passé le Rubicon, on trouva un sujet de défiance dans le choix que „ César avoit fait d'un Ministre d'aussi peu de poids que le jeune Lucius César, pour une si importante commission. Cette députation sembloit porter un air de mépris, & l'on crut que César avoit peut-être voulu se ménager le pouvoir de la désavouer.

„ Me. Olivier, comme parlent les Historiens, valet-de-chambre & Barbier „ de Louis XI. Roi de France, envoyé par ce Prince en Ambassade auprès „ des Gantois, après la mort de Charles Duc de Bourgogne, reçut nulle

„ affronts dans un pays dont il étoit originaire, & où par conséquent la basse de son extraction étoit connue. Il ne lui servit de rien de porter le titre de Comte de Meulan. Son Ambassade fut si désagréable aux Gantois que s'il ne fût sorti de leur Ville, on l'eût infailliblement jetté dans la rivière. Il n'étoit pas Ambassadeur dans la qualification qu'a ce titre aujourd'hui.

„ A parler en général, on est par-tout moins disposé à respecter les hommes nouveaux, que ces personnes sorties de ces familles qui sont depuis longtemps en possession des honneurs. La naissance donne de l'éclat aux autres qualités, & il est de la grandeur de l'Etat de n'employer dans les Ambassades que des personnes d'un rang distingué. Un Prince qui en use autrement avilit sa propre dignité, & marque peu d'égard à la Cour où il députe.

„ Si l'Ambassadeur qu'on envoie est inférieur à ceux qui l'avoient précédé, il acquerra difficilement l'estime du Public. *Pauvre maison, que tu as bien changé de maître!* mit-on autrefois sur la porte d'un Ministre avare qui occupoit la maison, & l'emploi d'un homme très-magnifique.

„ Le Seigneur doit être préféré au Noble, & le Noble au Roturier, toutes choses d'ailleurs égales, ne fut-ce qu'à cause de la prévention favorable où sont les hommes pour les personnes qui ont l'avantage de la naissance. La Noblesse est sans doute quelque chose de considérable quand la vertu marche d'un pas égal avec elle; réunies elles méritent tous les éloges; séparées, la Noblesse doit gémir de la solitude. L'engagement de nommer un Ambassadeur de grande naissance n'est que de bienfaisance, & l'habileté est indispensablement nécessaire. La considération prise des talents personnels doit donc marcher avant celle du rang, à moins qu'il ne soit question d'une Ambassade solennelle.

„ Les Ambassades extraordinaires, qui n'ont que quelque cérémonie pour objet, sont appellées solennelles. On n'y doit jamais nommer que de très-grands Seigneurs, & l'on doit choisir ceux qui sont les plus magnifiques, les plus en état de satisfaire à leur magnificence, & les plus distingués par une mine & une taille avantageuses, parce que dans ces Ambassades passagères & d'ostentation, la Majesté du Prince ne peut être représentée avec trop d'éclat, & que pour le faire avec dignité, il suffit de porter un grand nom, & d'avoir beaucoup de bien & une grande inclination à en dépenser. On ne peut faire trop de dépense dans une Ambassade d'obédience, dans la Cérémonie d'un Baptême, d'un Mariage, d'un Enterrement, dans une visite de la part des Princes qui se trouvent au voisinage l'un de l'autre. La capacité n'est nécessaire à rien de tout cela. Mais pour les Ambassades ordinaires ou extraordinaires, qui ont pour objet la Négociation de quelque affaire, il faut un homme & non une idole. C'est pour cela que dans une Ambassade solennelle, lorsqu'il y a à négocier aussi bien qu'à représenter, on fait accompagner l'Ambassadeur par quelque personne habile qui est proprement l'Homme d'affaires, pendant que l'Ambassadeur est l'Homme de dignité. C'est ainsi qu'on en use dans les Ambassades pour la paix, où le Chef des Plénipotentiaires est ordinairement l'un des Grands de l'Etat, quoiqu'il ne soit pas toujours le plus habile des Plénipotentiaires. Voyez *Science du Gouvernement*, Tome VI.

CHAPITRE VIII.

De l'Age le plus propre au Gouvernement.

§. I.

Nous avons dans la Sainte Bible, au III^{me}. Livre des Rois, Ch. XII, un bel exemple du succès que l'on doit attendre des conseils des jeunes-gens. Le Roi Roboam, fils de Salomon, reçut, dès les premiers jours de son avènement au Trône, une humble requête des douze Tribus de son Peuple, tendante à l'allègement des charges dont le Regne précédent l'avoit accablé. Sur quoi Roboam, ayant consulté les anciens Ministres de son Pere, ils répondirent qu'il étoit expédient de favoriser le Peuple en lui accordant sa demande. Mais le Roi peu satisfait d'un avis si sage, s'adressa à ses jeunes amis qui lui conseillèrent toute autre chose. La dernière opinion fut suivie; & la requête mise au néant, on ajouta l'outrage à la dureté, en annonçant au Peuple qu'on alloit augmenter les Impôts, au lieu de les diminuer : d'où il arriva que dix Tribus entières se révolterent, & se donnerent Jéroboam pour Roi.

Mauvais conseil que les jeunes Favoris de Roboam lui donnerent.

§. II.

Je ne prétends pas inférer delà que la jeunesse d'un sujet soit toujours une raison de l'exclure du Ministère, puisque dans le cas rapporté, ce fut moins le mauvais conseil des jeunes-gens, que l'adhésion de Roboam à ce même conseil, qui donna lieu à la révolte. Mais on doit tenir comme une règle sûre, la nécessité de ne composer que de gens consommés, le Ministère Politique d'une Monarchie dont le Roi est encore jeune; & de ne donner place à quelque jeunesse, que là où le Monarque est lui-même dans un âge avancé. Dans un Gouvernement Républicain, c'est autre chose : le Souverain y est

Si la jeunesse d'un sujet est toujours une raison de l'exclure du Ministère.

toujours mûr, toujours sage; & un jeune-homme y peut entrer, sans préjudice pour l'Etat. Toutefois, avant que d'entamer trop la matiere, voyons de quelle jeunesse il s'agit ici; ensuite nous montrerons combien il en faut peu dans le Gouvernement Politique.

§. I I I.

Deux especes de jeunesse: celle d'âge, celle de caractère.

Il y a deux especes de jeunesse: l'une consiste dans l'âge, & l'autre dans le caractère. L'âge de la jeunesse dure jusqu'à trente ans; mais le caractère est jeune tant qu'il s'annonce par des actions emportées & téméraires; par une conduite indifférente, & sans réflexion sur les mauvaises suites qu'elle peut avoir. Or, comme il arrive communément que ce caractère d'imprudence accompagne le jeune âge, delà vient que ces deux sortes de jeunesse se confondent l'une dans l'autre; & qu'étant regardées comme inséparables, on a mauvaise opinion des mœurs d'un homme, parce qu'il est encore jeune; au contraire, on ne doutera pas de la sagesse de quelqu'un sur le seul témoignage de ses cheveux blancs.

§. I V.

Vieillards jeunes de caractère.

Mais cette prévention est souvent fort éloignée du vrai: un homme, quelque vieux qu'il soit par le nombre de ses années, s'il n'a pas acquis la prudence, s'il ne pratique pas les leçons de sagesse qu'il a eu tant de temps d'apprendre, n'en est pas moins jeune par le caractère, & ne mérite pas d'être plus considéré & respecté, qu'un étourdi qui n'auroit pas vingt ans.

§. V.

Jeunesse d'un caractère mûr.

Puis donc que la jeunesse de l'âge, & celle du caractère sont si intimement unies, que l'on ne croit pas faire injure à une personne de la croire incapable de bien conduire des affaires tant soit peu sérieuses, si elle n'est pas née depuis longtemps: ce qui, dans le fond, n'est pas toujours une injustice; il faut, de nécessité, examiner avec la plus scrupuleuse atten-

tion, si le caractère, l'esprit & la conduite d'un jeune prétendant au Ministère d'Etat, n'auroient pas, par hazard, comme il arrive quelquefois, la maturité des vieillards, avant que de se décider pour son exclusion; parce que, comme ce sont les mœurs, & non pas les années qui indiquent la capacité, on doit faire autant de cas de celui que son grand mérite élève au-dessus d'un âge trop peu avancé, que mépriser celui qu'une longue vie n'a pas rendu sage. Le titre de vieillard que l'on ne donne plus qu'aux personnes accablées sous le poids des ans, & qui emporte tant de vénération, ne devoit être accordé qu'au vrai mérite de quelqu'âge qu'il fût.

§. V I.

Il faut pourtant convenir que, quand il s'agit de quelqu'un qui n'a pas encore atteint l'âge viril, l'examen de ses qualités est beaucoup plus indispensable & doit être plus scrupuleux dans quelque Gouvernement que ce soit, que lorsqu'il s'agit d'un homme avancé en âge; parce que l'incapacité est bien plus ordinaire dans les jeunes-gens, que dans les vieillards.

Quand on peut admettre un jeune homme au Ministère.

Le choix d'un jeune-homme ne doit pas avoir lieu, si le Ministère n'est composé que de peu de personnes, ou s'il consiste dans une seule tête; mais seulement quand il roule sur plusieurs: parce qu'un homme jeune encore, & par-là, d'autant plus sujet aux méprises, a besoin d'être souvent redressé.

Mais je croirois volontiers que dans un nombre de vieux Ministres pleins d'expérience, non-seulement le jeune-homme en question peut être admis sans crainte, mais encore au grand avantage de l'Etat; & voici pourquoi.

§. V I I.

Dans la supposition qu'un jeune-homme est d'un caractère excellent, d'une conduite sage & réfléchie, d'un sens mûr & raffiné, sa vigueur corporelle excitant naturellement les opérations de son esprit, elles seront & plus vives & plus promptes que celles de gens plus âgés, qui, à mesure que la chaleur na-

Raison d'admettre un jeune homme dans un nombre de vieux Ministres.

turelle commence à manquer, font d'une telle lenteur à exécuter leurs sages résolutions, qu'elle fait souvent tort à l'entreprendre : ainsi cette pesante maturité de la vieillesse, si nécessaire pour modérer les fougues du jeune-homme, se trouvera elle-même excitée par l'activité de celui-ci.

§. V I I I.

Caractère des vieillards.

Mais essayons de découvrir quel doit être ce jeune-homme extraordinaire, que la vigueur de son âge rende nécessaire au succès des résolutions des anciens, dans le Gouvernement de l'Etat : l'examen des motifs qui font respecter la vieillesse, nous guidera dans notre recherche.

Sources où ils puisent leurs connoissances.

Je trouve, en premier lieu, dans les vieillards, un commerce assidu avec des personnes, dont l'état & le caractère offrent mille occasions d'apprendre, soit par les événemens auxquels elles ont eu part, soit par ceux dont elles ont été témoins. J'observe aussi leur assiduité à la lecture des faits historiques, qui, du fond du cabinet, les rendant spectateurs du monde entier, leur apprend ses révolutions successives, heureuses, ou fatales. Mais j'admire sur-tout le soin qu'ils ont de joindre à la lecture, une pratique raisonnée des enseignemens qu'ils y trouvent : car un effet qui s'opère sous nos yeux, auquel nous participons, ou que nous produisons nous-mêmes, porte dans nos esprits bien plus de lumières, que ne peuvent faire des traits d'histoire, qui n'auront nul rapport au présent, & dont la vérité peut être contestée.

§. I X.

Leur grande expérience.

En second lieu, c'est aux sages vieillards qu'il appartient, comme en propre, de tirer parti de tout, en sorte que rien ne se passe sous leurs yeux inutilement, & sans avantage ; à quoi une mémoire heureuse leur sert beaucoup. En effet, que produiroit dans eux la réflexion la mieux appliquée, si elle s'écouloir comme l'eau, ou se dissipait comme la fumée ? Elle auroit usé l'esprit par la contention qu'elle exige, & le sou-

venir des arrangemens pris par son moyen , étant évanoui, ceux-ci feroient, par-là même rentrés dans leur premier néant. Ce n'est pas que l'omission de quelque événement, ou son oubli, doive être dans ces personnages vénérables, un sujet de blâme : trop d'application est toujours nuisible à l'esprit, ou au corps, & il n'est pas dit qu'ils doivent porter dans leur tête, le catalogue de toutes les connoissances qu'ils ont acquises, ou des observations qu'ils y ont faites; ils auront mérité nos éloges, s'ils ont pu exercer leur esprit & leur mémoire sur la plupart des faits, de manière à en remporter le fruit des maximes exquises, & des solides décisions, dont si souvent nous les trouvons riches, pour peu que nous fassions attention à cette aisance avec laquelle ils savent appliquer aux cas qui se présentent dans une affaire actuelle, ceux qui sont arrivés autrefois : ce qui est le véritable usage des deux facultés dont nous parlons, qui sont le jugement & la mémoire. Pour peu que nous sachions apprécier cet accord qu'ils trouvent si bien entre l'exemple passé & le fait présent qu'ils lui comparent : pour peu que nous démêlions la science qu'ils tirent du passé pour régler le présent, & prévoir l'avenir, nous ne pourrions nous empêcher de les admirer.

Voilà ce qui s'appelle une véritable expérience, qui ne peut s'acquérir autrement que par la méthode que nous avons indiquée : expérience aussi dont les seuls vieillards sont capables, & qui les rend seuls dignes de notre déférence à leurs décisions.

§. X.

Les actes multipliés de ces mêmes décisions en rendent la pratique plus aisée encore : car il en est des opérations de l'esprit, comme de celles du corps. L'artisan qui commence un ouvrage, éprouve d'abord des difficultés; mais elles diminuent insensiblement à mesure que l'ouvrage avance; parce que l'usage assidu des organes de l'artiste, les rendant toujours plus habiles à un même travail, ils s'y portent toujours avec moins de gêne : ainsi l'habitude répétée des efforts de l'entendement, les dépouille peu-à-peu de leur âpreté, jusqu'au point

Leur pratique.

de ne plus coûter qu'une application légère; & la réussite des décisions tire sa perfection de cette aisance plus ou moins grande. Personne ne révoquera en doute cette vérité; & chacun sait que l'habitude & la répétition des mêmes actes, dans quelqu'ouvrage que ce soit, sont les vrais moyens de rendre facile son exécution. Or, cette habitude sera naturellement plus grande dans les personnes avancées en âge, que dans les jeunes-gens, puisque ceux-ci ne sauroient avoir eu d'aussi fréquentes occasions de la former. C'est donc à l'expérience, que les vieillards doivent la solidité de leur jugement, & la sagesse de leurs décisions; & il est indubitable que sans son secours on ne peut rien produire que d'imparfait.

§. X I.

Com-
ment un
jeune-
homme
peut ac-
quérir
prompte-
ment
l'expé-
rience.

Mais parce que cet avantage ne se trouve pas facilement dans la jeunesse, est-ce à dire qu'il faille absolument l'exclure du Ministère? Non; ce n'est pas toujours le grand âge qui fait mériter cet Emploi : & puisque la réflexion & la mémoire donnent l'expérience, il semble que le temps ne lui est nécessaire, qu'autant qu'il offre quantité d'événemens propres à exercer l'une & l'autre faculté. Or, s'il arrive qu'un court intervalle amène tout à la fois un grand nombre d'occasions de cette nature; cette affluence d'événemens qui se touchent pour ainsi dire l'un l'autre, équivaut, sans doute, à la longueur du temps, communément nécessaire pour former l'expérience. Et d'ailleurs, si un jeune homme d'un esprit solide, apporte une attention bien réfléchie aux différens événemens qui se présentent, & en fait nourrir sa mémoire de sorte qu'ils y demeurent profondément gravés; ces deux qualités l'égaliseront presque en mérite aux plus anciens, ou l'en approcheront, à raison de sa façon de réfléchir plus soutenue, & de sa mémoire plus ténace : ce qui vaut autant qu'une expérience acquise à la longue.

§. XII.

Je ne disconviens pas cependant que l'âge & le temps ne donnent un grand poids à l'habitude du Ministère ; mais je crois qu'absolument parlant, elle peut ne dépendre ni de l'un, ni de l'autre. Pour acquérir cette habitude, il suffit que l'esprit ne se dissipe pas, mais qu'il s'applique tout entier à son objet ; ainsi, l'âge est seulement un moyen très-propre à nous la faire contracter ; comme il en est le moyen ordinaire. Et puisque le temps n'est pas essentiellement nécessaire pour former l'expérience, comme nous venons de le faire voir, il ne doit pas l'être non plus pour donner l'habitude, laquelle peut aussi devenir l'effet de l'usage réitéré des organes. Il est bien vrai que l'expérience & l'habitude se trouvent plus souvent chez le vieillard, que dans une jeune tête ; mais il n'est pourtant pas impossible de voir un jeune-homme expérimenté & rompu dans le maniement des affaires.

Et la pratique des affaires.

§. XIII.

Supposé donc que la jeunesse ne soit pas un titre absolument exclusif par rapport au Ministère d'Etat, il faut voir quelles qualités un jeune-homme doit y apporter.

Qualités qu'un jeune homme doit avoir pour entrer dans le Ministère.

Quoiqu'on n'exige pas en lui une maturité d'âge, l'expérience & l'habitude pouvant y suppléer, il faut convenir que l'importance de l'emploi demande au moins un certain âge. Car quoique l'expérience & l'habitude puissent prévenir la vieillesse, il faut cependant du temps pour acquérir l'une & l'autre. Ainsi je ferois d'avis qu'on ne doit pas élever un jeune homme au Ministère avant trente ans ou environ. C'est tout ce qu'on peut se permettre à cet égard, suivant les dispositions des loix, & les usages des Gouvernemens anciens & modernes.

L'âge : trente ans ou environ.

§. X I V.

-Connois-
sance des
mœurs
étrangè-
res ;

Ce jeune-homme , dans qui l'on suppose déjà de l'expérience , doit avoir aussi quelque connoissance des mœurs étrangères : connoissance qui s'acquiert par les voyages , par le commerce des sçavants , & par la lecture assidue des bons auteurs.

§. X V.

Et des
Affaires
politi-
ques.

Enfin , il doit être initié au maniement des affaires publiques , savoir au moins les élémens & les principes de la science du Gouvernement , afin que la pratique ne soit pas tout-à-fait neuve pour lui.

§. X V I.

Loi
de Solon
pour ex-
clure les
jeunes-
gens de
la Magi-
strature.

Si , outre les qualités que nous avons énoncées le jeune-homme possède aussi celles dont nous parlerons dans les Chapitres suivans , rien n'empêchera qu'on ne l'admette au Ministère Politique. Il est vrai que Solon fit une loi pour empêcher , non seulement qu'aucun jeune-homme n'entrât dans la Magistrature , mais même qu'aucun ne fût reçu dans le Conseil le moins important. Cependant , comme l'âge de trente ans n'est plus celui de la première jeunesse ; comme d'ailleurs celle-ci ne consiste pas toujours dans l'âge , puisque , ainsi que nous l'avons remarqué , tout homme , quelque jeune qu'il soit , peut être réputé vieillard par la solidité de son esprit , & par la maturité de ses sentimens ; il s'ensuit qu'il est une vieillesse de bon sens qui quelquefois s'allie avec la jeunesse de l'âge.

§ X V I I.

Utili-
té de la
jeunesse
dans le
Conseil
des An-
ciens.

Difons à-présent un mot de notre dernière proposition , qui est que les jeunes gens doivent être en petit nombre dans le corps du Ministère Politique ; & qu'encore faut-il qu'ils y soient adaptés , pour ainsi dire , au tempérament des Anciens. Par exemple : ceux-ci marchent-ils d'un pas trop lent dans

dans les affaires? Ou bien manquent-ils de résolution? Il seroit bon alors que plus d'un jeune homme leur fût associé, afin que leurs opérations en reçussent cette juste vivacité si nécessaire dans l'exécution, l'ardeur de la jeunesse ranimant la tiédeur ordinaire aux vieillards. Au contraire, les jeunes gens devront être moins nombreux dans les Conseils où il y aura une vieillesse ferme & déterminée. Car si dans le nombre des Ministres d'Etat, les jeunes abondoient toujours, non seulement les avis seroient précipités, mais une trop ardente exécution empêcheroit qu'ils prissent jamais la consistance nécessaire pour former des maximes sages, ou pour conduire à leur terme les affaires du Gouvernement. D'autre part, sans le secours d'une jeunesse proportionnée à l'état du Ministère, les affaires languiroient, tout s'y poursuivroit, & s'y termineroit trop pesamment. Pour me servir d'une comparaison vulgaire, les jeunes Ministres doivent être à l'Etat comme le levain au pain, ni en trop grande, ni en trop petite quantité.

§. X V I I I.

Quant à l'âge trop avancé, il n'est pas propre pour le Ministère, parce que son exercice requiert bien des fatigues corporelles, que ne sauroit soutenir un tempérament affoibli par la décrépitude; sans parler des affections particulières qui dominent l'homme sur la fin de sa vie : il se passionne pour les anciens usages, & ne vante que les mœurs & les événemens du temps passé. La même foiblesse lui fait désapprouver, dédaigner les usages présens, & rejeter bien loin les meilleurs avis qu'on lui propose, parce qu'il ne veut en croire qu'à lui-même, & ne suivre que les vieilles routines. L'Ecriture sainte nous marque peut-être la fâcheuse condition d'un Ministre décrépiti, par ces paroles : *Si autem in potentatibus octoginta anni, & amplius, eorum vita labor & dolor. Ps. lxxxix. v. 11.*

Il est aisé de conclure de tout ce Chapitre, que l'âge requis pour le Ministre politique, est tout l'intervalle qu'il y a depuis la fin de la jeunesse, jusqu'au commencement de la décrépitude. (*)

L'âge trop avancé peu propre au Ministère.



N O T E

S U R L E C H A P I T R E V I I I .

A la fin du Chapitre (). Page 185.*

UNE seule raison milite en faveur de la jeunesse pour l'introduire dans le Ministère, c'est l'inconvénient du changement fréquent de Ministres. Ne choisir que des vieillards, que la Nature, au bout de quelques années, range dans la classe des invalides, ou au nombre des morts, c'est s'exposer visiblement à des mutations qu'on ne sauroit rendre trop rares, parce qu'elles influent toujours plus ou moins dans l'Administration dont elles font varier les principes, ce qui la rend incertaine, vague & fragile; au lieu qu'un jeune Ministre dure plus long-temps.

Il faut convenir que lorsqu'il s'agit d'élever au Ministère un jeune homme qui n'a pas encore trente ans accomplis, l'examen de ses qualités est beaucoup plus indispensable, & doit être plus scrupuleux, que lorsqu'il est question d'un sujet plus mûr, parce que, comme dit Nicolò Donato, l'incapacité est bien plus ordinaire dans les jeunes gens que dans les personnes plus âgées, outre que du côté du cœur la jeunesse est encore plus sujette aux faiblesses de l'humanité, que l'âge où le sang commence à se rasseoir. Mais aussi lorsqu'un jeune homme a de la probité, de la capacité, de l'application, de la prudence & de la discrétion, qui sont comme les cinq vertus cardinales du Ministre, j'ose dire que, tout le reste égal, il mérite à raison même de sa jeunesse, la préférence sur un plus âgé, parce que l'Etat doit en attendre de plus longs services. Le point est d'examiner si ces cinq vertus se trouvent plus difficilement réunies dans un jeune homme que dans un homme plus mûr.

La probité du Ministre consiste à être fidèle à son Maître, à l'Etat, à chaque Citoyen. Cette probité est fondée sur la droiture du cœur; la droiture du cœur exaltée par l'activité organique plus ordinaire dans le printemps de l'âge que dans son automne, produit une sorte d'enthousiasme bien pardonnable, bien louable lorsqu'il s'agit de vertu, & d'une vertu publique qui influe sur le bonheur de tout un Peuple. Un Ministre fidèle à son Maître doit l'aimer & le respecter, avoir un attachement sincère pour ses intérêts. Le sentiment de la reconnaissance doit se joindre ici à l'inclination naturelle, & faire naître, par leur réunion, ce zèle, ce desir, cette ardeur à remplir tous ses devoirs & à mériter par des services réels la continuation de ses bonnes grâces & de sa confiance dont le prix est inestimable pour une belle âme. Cet attachement sincère l'empêchera de prendre du mécontentement pour des causes légères, & le mettra au-dessus de certains petits intérêts de rien qui souvent nuisent aux plus

grandes choses. Une partie de cette fidélité est de parler librement & sincèrement à son Souverain, sans lui déguiser la vérité par une condescendance ou une affection mal-entendue. Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que c'est sur-tout dans la jeunesse qu'un cœur bien né est capable de cet attachement héroïque, vif, ardent, sans fausse délicatesse, sans ménagemens coupables : il est alors plus désintéressé, il craint moins les disgrâces, il court plus hardiment les risques d'un emploi si difficile environné d'écueils capables d'abattre le courage le plus ferme, si une heureuse distraction n'en déroboit pas la vue. La jeunesse s'affecte aisément & met un intérêt très-vif à tout ce qu'elle fait. L'esprit quoique moins opiniâtre alors, se plie néanmoins plus difficilement à l'injustice & à l'infamie, parce que l'amour de la gloire le domine davantage. Ainsi lorsqu'il sera bien persuadé que le salut du Peuple fait la gloire du Souverain & celle du Ministre, son amour pour son Maître ne le séduira point jusqu'à trahir les intérêts de l'Etat ; & peut-être moins sensible à la faveur qu'un vieux Courtisan, il sera moins tenté d'être infidèle à la Patrie en se montrant trop complaisant pour le Prince, il aura moins de ces craintes & de ces foiblesses qui empêchent qu'on ne prenne des résolutions utiles & qu'on n'exécute celles qu'on a prises. Fidèle au Souverain, fidèle à la Patrie, pourquoi ne le seroit-il pas envers chaque Citoyen, en ne faisant d'injustice à personne, en faisant monter autant qu'il le peut, le bonheur de chaque particulier au plus haut degré, qu'il puisse parvenir ? Plus une âme est jeune & tendre, plus elle est ouverte à l'humanité. La rigueur & la dureté ne sont pas ordinairement les défauts de la jeunesse. Il est vrai qu'un Ministre doit aussi prendre garde de donner dans cette foiblesse qu'on honore du nom de bonté, & qui empêche de refuser ceux qui font des demandes injustes : car si l'on doit accorder sans hésiter ce qui est raisonnable, on doit refuser avec fermeté ce qui ne l'est pas ; & donner aux importunités d'un sollicitateur ce qu'il ne mérite pas, c'est faire une injustice à tous ceux qui ont des prétentions mieux fondées.

La capacité, seconde qualité d'un Ministre, peut être envisagée sous deux faces différentes, par rapport à la solidité de l'esprit & l'étendue des connoissances théorétiques & par rapport à l'expérience. Il paroît d'abord que l'âge mûr doit avoir l'avantage sur la jeunesse à l'égard de ces deux points, & je conviens sans peine que cela arrive ordinairement, quoique non exclusivement. Non seulement il y a des esprits précoces qui préviennent leur âge, mais il y a quantité de connoissances que l'on acquiert mieux à vingt ans qu'à quarante. Un Ministre jeune ou vieux n'entre point tout formé dans le Ministère, & si l'on suppose une bonne éducation, celui qui n'a que trente ans fera de bien plus grands progrès dans la Politique, que celui qui en auroit cinquante. Ajoutez encore que la pénétration & la solidité d'esprit sont plutôt des dons de la nature, qu'un fruit de l'étude.

À l'égard de l'application, la jeunesse est sur-tout le temps où le travail coûte le moins, je veux dire, où l'on peut travailler plus assidûment sans risque pour sa santé. Le feu de l'âge dévore les indiscrétions en ce genre auxquelles un Ministre est quelquefois forcé par la multitude des affaires, ou par une besogne pressante. Il est vrai aussi que moins on a d'âge, plus on est porté à la dissipation. Cependant cela dépend encore plus du tempérament, de la trempe d'esprit, de l'éducation, que du nombre des années. L'on a vu des vieillards à soixante & dix ans plus légers, plus dissipés, tranchons le mot, plus étourdis, qu'un jeune homme de vingt-cinq. Mais il est sûr que celui qui se fait de bonne heure une habitude du travail, la conservera dans un âge plus avancé. Du

reste quand on parle d'application constante, il ne faut pas s'imaginer qu'un Ministre doive être continuellement enchaîné à son bureau, qu'il renonce à la société, qu'il fasse de son cabinet une cellule d'Hermite. L'esprit veut du relâche. Plus les occupations sont sérieuses & importantes, plus l'esprit contentieusement appliqué, a besoin de récréation. Il ne faut pas aussi que sous ce prétexte on imite la négligence d'un Ministre mort il y a quelques années. Quand on fit l'inventaire de ses papiers, on trouva une quantité surprenante de requêtes, mémoires, lettres, &c. qui lui avoient été adressés dans le cours de son Ministère, & qui concernoient en partie des affaires de conséquence, la fortune, & même la vie de plusieurs Citoyens. Il les avoit jettés de côté sans les ouvrir. On les décacheta après sa mort, & l'on fut étrangement surpris d'une négligence aussi coupable. S'il est des fautes que l'on doive se reprocher, ce sont sur-tout celles que l'on fait par défaut d'application.

La prudence qui fait que l'on n'embrasse un parti qu'après un examen réfléchi, & la discrétion qui rend un homme impénétrable sur tous les secrets d'Etat qui méritent véritablement ce nom, ne sont point non plus des qualités au-dessus de l'âge de trente ans. Pour la prudence, elle dégénère aisément en timidité, en pusillanimité dans les vieillards; & l'on a remarqué que la pusillanimité a causé pour le moins autant de préjudices aux Etats, que le trop de hardiesse. Ainsi la prudence doit être accompagnée de fermeté & de résolution dans un Homme d'Etat. Quant à la discrétion, c'est sur-tout dans le Ministère qu'il faut, comme il est écrit, mettre un frein à sa langue, & un cademat à sa bouche; qu'une légèreté naturelle, ni une humeur babillarde, ni la vanité déplacée de paroître initié aux mystères de l'Etat, ni l'envie de faire éclater sa prévoyance pour les événemens futurs, ni le manque d'attention aux pièges tendus par des gens adroits, ni l'amitié, ni l'amour, ne doivent jamais arracher un secret à un Ministre. Il ne doit pas aussi faire mal-à-propos le mystérieux pour des bagatelles. Il y a des objets que la Politique doit dédaigner de tenir secrets. La prévention fondée sur l'expérience regarde la prudence & la discrétion comme l'appanage de l'âge mûr. Mais on voit des hommes pour qui l'âge mûr vient avant trente ans. Ce n'est pas dans la foule des Courtisans, j'en conviens, ce n'est pas non plus la Cour qui est la meilleure pépinière des Hommes d'Etat.

Je terminerai cette remarque par un passage des Discours Politiques de Machiavel sur Tite-Live, où il fait voir qu'à Rome le Consulat & toutes les autres Charges se donnoient sans regarder à l'âge: il faut avouer que toute raison de convenance, soit de naissance, soit d'âge, doit céder au bien de l'Etat.

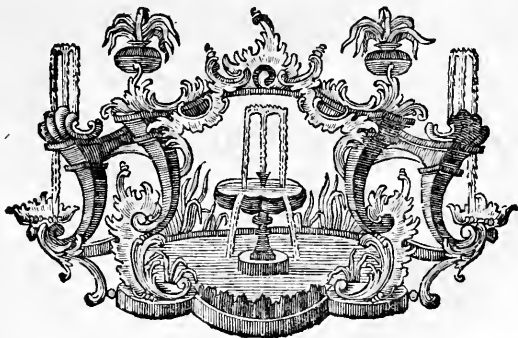
„ L'on voit par la suite de l'Histoire que depuis que le Peuple entra dans
 „ le Consulat, la République y admit tous ses Citoyens, sans distinction d'âge ni de naissance; car, pour l'âge, on n'y eut jamais d'égard à
 „ Rome, mais on alla toujours chercher le mérite, en quelque part qu'il
 „ se trouvât, sans différence de vieillards ou de jeunes gens, comme il
 „ s'en voit un exemple dans la personne de Valerius Corvinus qui fut créé
 „ Consul à l'âge de vingt-trois ans; & lui-même parlant à ses Soldats, il
 „ leur dit que la dignité Consulaire étoit le partage de la vertu, & non
 „ pas celui de la naissance: *erat premium virtutis non sanguinis*.

„ Il y a du pour & du contre dans cette résolution de ne regarder, ni
 „ à l'âge, ni à la naissance. Pour cette dernière qualité, il fallut se relâcher
 „ à Rome, & il faudroit en faire de même dans toute autre République.

„ qu'on voudroit rendre puissante; car il ne faut pas prétendre que les hommes se soumettent à la peine sans récompense, & il y a toujours du danger à vouloir ôter l'espérance qu'on en peut avoir. Dans la suite même, la seule espérance ne contenta pas le Peuple, il fallut en venir à l'effet.

„ Pour les Républiques qui ne donnent point d'occupations glorieuses à leur petit Peuple, elles peuvent le traiter comme elles voudront (*pourvu que la Justice ne soit point violée*;) mais celles, qui entreprendront de faire ce que Rome a fait, ne doivent apporter aucune distinction entre leurs Sujets.

„ Ce point étant donc décidé, la question de l'âge doit l'être aussi, & même il est nécessaire de n'y avoir point d'égard: car, quand il s'agira d'élever un jeune homme à un grade qui demande la prudence d'un homme âgé, soyez assuré que, si le Peuple en fait lui-même le choix, il ne l'élèvera jamais à de telles Dignités que pour quelque action extraordinaire qui marque son extrême mérite, & sa grande capacité. Et lorsqu'un jeune homme est rempli d'un tel mérite qu'il se fait distinguer dans quelque chose de considérable, ce seroit très-grand dommage que l'État ne pût pas s'en prévaloir dès l'heure même, & qu'il dût attendre que l'âge eût amorti en lui cette vigueur de courage, & cette activité dont il peut tirer de très-grands services pendant qu'un tel sujet est jeune, comme on voit que Rome tira de très-grands avantages du mérite de Valerius Corvinus, de celui de Scipion, de celui de Pompée, & de tant d'autres qui ont eu les honneurs du triomphe dans la fleur de leur jeunesse. ”



CHAPITRE IX.

L'Homme d'Etat ne doit pas être d'un esprit factieux.

§. I.

Sujet de
ce Cha-
pitre.

PUISQU'IL s'agit de montrer que l'Homme d'Etat doit être exempt de faction, il fera à propos d'expliquer ce que c'est que l'esprit factieux, quelle est la source de ce vice, & quels en sont les funestes effets.

§. I I.

Ce que
c'est que
l'esprit
factieux.

J'entends par un homme factieux celui qui directement, ou indirectement, emploie des moyens artificieux pour s'élever aux charges & aux honneurs.

§. I I I.

Sa source.

Je crois que l'esprit de faction n'a pas d'autre principe que l'amour-propre, parce que ce n'est que l'amour-propre qui excite en nous le desir de posséder de grands biens : or, comme les honneurs & les prééminences nous semblent être des biens, notre amour-propre nous les rend désirables ; & cette inclination naturelle, si difficile à détruire, parce que l'amour-propre la nourrit, pousse ce desir jusqu'à l'excès. Delà vient la soif insatiable des Emplois & des dignités, qui caractérise l'homme factieux. Je remarque que cette inclination qui nous est innée, de desirer les honneurs avec avidité, se divise en trois classes qui forment comme trois especes d'esprits factieux.

§. I V.

Première
classe
d'esprits
factieux.

La première classe est celle des vindicatifs, qui cabalent contre ceux qu'ils haïssent, tenant leur haine cachée, afin de

pourfuivre plus sûrement celui qui en est l'objet. Ils mettent tout en ufage, même les moyens les plus injuftes, pour fe procurer un pofte éminent, afin d'affouvir leur vengeance avec d'autant plus de fureté, qu'il leur fera plus facile de l'autorifer par des prétextes fpécieux; car ils ne manqueront pas de faire entendre que le devoir de leur charge les oblige à fêvir contre les objets de leur fureur implacable.

§. V.

La feconde classe de caracteres fujets à cette foibleffe humaine, comprend ces hommes fuperbes, qui pleins de l'eftime d'eux-mêmes, ne peuvent fe réfoudre à recevoir la loi de perfonne. Ceux-ci, méprifant toute autre façon de penfer que la leur, & fe jugeant feuls dignes de tous les égards, s'efforcent, en toutes manieres, de s'élever aux premiers Emplois, pour ne plus rien voir au-deffus d'eux, s'il eft poffible. Mais font-ils parvenus à ce qu'ils fouhaitoient? ils laiffent éclater leur joie avec tant d'indécence, que leur fafte & leur hauteur les rendent odieux: & comme c'est le propre du vice de s'accroître de plus en plus, cette fierté hautaine corrompt les actions d'ailleurs les plus louables: elle n'oblige que pour faire sentir le poids de fa grandeur: elle protege pour voir ramper à fès pieds une foule d'adorateurs. Ainfi le factieux fe forme un parti qui le fortifie & l'affûre dans fon pofte, qui l'aide encore à monter plus haut, ou garantit fon rétabliffement en cas de difgrace.

Seconde
classe.

§. VI.

Enfin, dans la troifieme classe font ceux qui ayant à fe rapprocher quelque défaut naturel, ou accidentel, cherchent à le couvrir du manteau d'une charge honorable. J'entends ici, par défaut naturel, un manque de génie, par exemple, qui devient, pour celui qui le fouffre, un obftacle à fa gloire, en le mettant hors d'état de s'élever par le mérite, & en l'exposant plutôt au mépris du public toujours prêt à accabler les fots du poids de fon indignation. J'appelle auffi défaut naturel, un

Troisième
classe.

caractere indocile, & incapable de souffrir patiemment d'être contredit, qui prétend que toutes les propositions qu'il avance soient reçues comme des oracles auxquels personne n'ose répliquer. Si l'on porte de tels défauts, dans un poste éminent, on sent qu'on n'a plus à craindre, en quelque sorte les traits d'une médisance, ni d'une contradiction ouverte; la dignité en impose : on salue la robe d'un Magistrat ignorant : sous la dorure les défauts deviennent presque des vertus aux yeux du vulgaire imbécile, ou d'un adulateur intéressé.

Je compte parmi les défauts accidentels, les dérangemens de fortune causés par une négligence trop ordinaire, à quoi l'acquisition d'un poste honorable peut remédier, avec plus de décence que de justice, bien moins par les émolumens d'une charge lucrative, que par la retenue & le respect qu'elle inspire à ceux qui seroient autorisés à augmenter & accélérer la ruine totale d'un pareil débiteur, en réclamant leur dû par tous les moyens possibles, s'ils n'étoient pas arrêtés par l'autorité que lui donne son rang. La décadence de la condition, la perte de l'estime publique, sont aussi des défauts accidentels, qui sont causés des plus grands préjudices, mais que l'on peut réparer à la faveur des grandes charges.

§. V I I.

Procédés
de l'es-
prit fa-
ctieux.

Voilà les trois classes auxquelles se réduisent les diverses especes de cet esprit factieux né d'un excès d'amour-propre qui fait aspirer avec trop d'ardeur aux Postes élevés, sans scrupule sur les moyens, la violence, la flatterie, & la dissimulation tout étant bon pour assurer les prétentions des ambitieux. Leur premier soin est de se faire autant de créatures qu'ils peuvent. Ils y réussissent aisément, en étudiant les goûts de toutes les personnes qu'ils recherchent & en les contentant. Ensuite ils tâchent de leur faire approuver insensiblement quelques principes particuliers, dont le but est une maxime générale, peu conforme à celle qui est établie dans le Gouvernement. Ils improuvent en même temps la conduite des Ministres actuels, & embellissent leur plan par les promesses d'un Ministère

stere qui , graces à leurs soins , sera avantageux à tous , & principalement à ceux à qui ils parlent.

C'est ainsi qu'un esprit factieux parvient à se former un parti , qui le tiendra bientôt pour l'homme le plus digne de gouverner l'Etat , soit Monarchique , soit Républicain. On se portera avec ardeur à tout ce qui pourra favoriser ses vues , & l'on s'opposera efficacement à ce qu'un autre lui soit préféré. Par-là , ce parti prévaudra sur tout autre , ou l'éclipsera tout-à-fait ; en sorte que chacun sera forcé de se rendre à lui , faute de pouvoir le combattre : mais qui l'aura le mieux soutenu , en sera aussi le mieux récompensé.

Dans une République , par exemple , quiconque se fera distingué dans le parti du nouveau Ministre , ne manquera pas d'avoir plus de suffrages en sa faveur , que tout autre personne ; & dans un Etat Monarchique , un tel sujet sera celui que le Prince prévenu favorisera davantage.

§. V I I I.

Mais comme il est ordinaire que l'homme factieux parvenu au Gouvernement , s'appuyant trop sur la force de son parti , ose trancher de l'indépendant , & se donner les airs d'une autorité sans bornes , si le Souverain , justement indigné , le menace de le dépouiller de ses dignités ; cet homme aidé de son Parti , mettra en œuvre tant de moyens pour se soutenir , que ses maneges pourront causer de très-grands maux à l'Etat.

Ses suites funestes pour l'Etat.

§. I X.

Ces maux seront plus ou moins funestes , selon la nature & la situation de l'Etat qui les verra naître. Si les peuples sont naturellement portés aux armes , la révolte s'en suivra , le feu des guerres civiles en sera allumé ; sur-tout dans le cas que l'Auteur des troubles eût semé des maximes contradictoires à la forme du Gouvernement , car , sous prétexte de la nécessité d'en établir une nouvelle , il persuaderoit encore le besoin de s'en faire le chef.

Divers désordres qu'il produit selon la diverse situation des Etats.

§. X.

Exem-
ples de
ces dé-
fordres.

Nous avons une foule de ces cruels exemples. Que firent les Gracques dans Rome? Que n'y firent pas les Marius, les Silla, les Jules-César? Quelles furent les horreurs du Triumvirat? Rappelions des maux moins anciens : ceux que firent éprouver à l'Angleterre, les Maisons de Lancaſtre & d'York : ſouvenons-nous ſur-tout d'un Cromwel. Combien la France n'a-t-elle pas ſouffert des guerres civiles? Que de rebellions dans la Perſe & la Turquie! L'Iſle de Corſe eſt encore aujourd'hui un témoignage vivant des ravages de l'Eſprit factieux. Ce ne ſont pas ſeulement des peuples nourris dans le carnage & dans le ſang qui nous fourniffent ces exemples terribles; les Nations les moins portées aux armes, les plus civilifées, les mieux policées, nous en offrent d'auffi frappans. Athenes, quoi qu'elle fit dans ſes commencemens, pour nourrir la paix dans ſon ſein, fut contrainte de céder à la violence d'une faction atroce, & de recevoir d'indignes fers des mains de Piſſistrate. Florence cessa d'être libre, dès que les Guelfes & les Gibelins commencerent à déchirer ſon ſein par leurs différends & par leurs injures réciproques, & que les familles des Pazzi & des Medicis firent parti l'une contre l'autre.

§. X I.

Ménées
moins
violentes,
mais
toujours
dangereuſes.

Toutefois, ne ſuppoſons pas que la méchanceté d'un Miniſtre factieux ſe porte jamais juſqu'aux excès dont nous venons de faire le portrait : reſuſons de croire qu'un tel homme oſât prétendre à la Souveraineté; ou même, qu'il aſpirât à un poſte, où il ne pourroit ſe ſoutenir que par la violence & par la révolte. Son amour propre ne ceſſera pourtant pas de le dominer; toujours il le portera avec ardeur vers l'objet de ſa paſſion; & toujours plein du deſir de la ſatisfaire, il en ſuivra l'attrait, en employant des moyens moins furieux, mais non moins dangereux, pour ſe mettre en poſſeſſion de la Place qu'il recherche; ou ſe l'aſſurer, s'il l'occupe déjà. Il n'y

parviendra pas, si vous voulez, par la force ouverte; mais, ses menées, pour être sourdes, n'en seront pas moins vigoureuses : & comme il n'est pas dans ces fortes de desseins, de moyen plus efficace que celui d'une faction, il est naturel de penser qu'il n'oubliera rien pour s'en former une.

§. XII.

Cet homme une fois installé dans un poste, qui aura exigé tant de fatigues, pourra-t-il manquer de reconnoissances envers ceux qui auront été les instruments manifestes de son élévation? aura-t-il le cœur de se refuser à leur égard, une partialité déclarée, qui l'oblige à leur accorder toutes leurs demandes? Bien plus, il est fort probable qu'il craindra de leur paroître ingrat, s'il ne passe en leur faveur les bornes de la justice; ou du moins, s'il n'use pas d'autorité contre tous ceux qui voudroient mettre obstacle aux intérêts de ses Partisans.

Partialité de l'homme factieux.

§. XIII.

Voilà une voie de fait qui, quoique couverte, ressemble beaucoup à la Tyrannie d'un despote. Un Ministre factieux ne favorise, n'élève que ceux de son parti. Le mérite est rejeté dès qu'il n'épouse pas ses intérêts : l'innocence est sacrifiée, si cette victime est utile à l'établissement de sa grandeur. D'où il arrive que lors-même que le Souverain confère les charges selon les loix les plus exactes de la Justice distributive, on le croit encore injuste, parce que ceux qui les méritent le mieux, n'osent y prétendre, pour ne pas s'y voir en butte aux traits des factieux. L'administration de la Justice en souffre de terribles atteintes, aussi bien que les bonnes intentions du Souverain qui sont presque toujours frustrées. Il est encore à craindre que la faction aveuglément dévouée aux maximes de son chef, ne le soutienne avec une telle opiniâtreté, que le Souverain lui-même se voie contraint d'y adhérer, tout injustes qu'elles sont, & malgré les préjudices qu'el-

Tyrannie d'un Ministre factieux.

les peuvent causer à l'Etat. Quel sujet de confusion pour un tel Souverain ! quel malheur pour un tel Gouvernement !

§. X I V.

Com-
bien il
est essen-
tiel que
l'Hom-
me d'E-
tat soit
exempt
de ce vi-
ce.

Nous avons développé ce que c'est que l'esprit factieux, & de quoi il est capable : voyons combien il est essentiel que l'Homme d'Etat soit exempt de ce vice.

Il seroit sans doute à souhaiter que l'on pût exclure les esprits factieux de toutes charges quelconques ; les désordres terribles qu'ils ne manquent guere de causer dans l'Etat, prouvent suffisamment la nécessité de cette exclusion, cependant, comme elle n'est pas toujours aussi possible que desirable, au moins on doit leur interdire absolument l'entrée du Ministère Politique, de crainte que la grande autorité qu'ils auroient ne devint entre leurs mains, un instrument de trouble, le Ministère Politique étant la règle & l'ame de tout l'Etat, le premier mobile, le principal ressort de toute la machine du Gouvernement ; comme nous l'avons fait voir dans les Chapitres IV. & V. Un Ministre d'Etat d'un esprit factieux peut, dans quelques instants, bouleverser tout Empire, & mettre la confusion où regnoit auparavant l'ordre le plus admirable. Tous les objets du Gouvernement sont le fait du Ministre Politique. Il a l'inspection de toutes les branches de l'Administration. Comment les réglera-t-il, si son esprit inquiet & factieux ne connoît point de règle, & ne se plaît que dans le tumulte de la cabale ?

§ X V.

Com-
bien il a-
buseroit
aisément
de son
autorité.

Un autre motif qui oblige d'écarter du Ministère d'Etat un esprit factieux, c'est l'extrême facilité qu'il auroit à grossir son parti, jusqu'à y faire entrer aisément tout l'Etat, car il n'est pas de moyen plus aisé de s'attirer les esprits & les cœurs, que de seconder secrètement leurs vues : or, la multitude innombrable d'affaires qui se traitent dans un Etat, & qui lui passent toutes sous les yeux, le mettent à-même de connoître les vues de presque tous ceux qui ont quelque crédit dans la na-

tion. Il peut flatter leurs intérêts, & ils entreront furement dans les siens. Il est le distributeur des graces, nouveau moyen pour parvenir à ses fins. C'est-à-lui que tout s'adresse ; c'est par lui que tout s'expédie. Tous les sujets ont recours à lui pour obtenir ce qu'ils desirent : nécessaire à tous, & pouvant s'en faire un titre pour captiver l'affection publique, ce Ministre trouve, dans la nature-même de sa charge, la plus grande facilité à se rendre maître des esprits & des cœurs, & à fortifier ainsi & accroître son parti.

Après avoir démontré que l'Homme d'Etat ne doit point être d'un esprit factieux, voyons les connoissances qui lui sont nécessaires (*).





NOTE

SUR LE CHAPITRE IX.

A la fin du Chapitre (). Page 197.*

C E Chapitre ne contenant que le portrait d'un Ministre factieux, nous allons en ajouter trois autres, celui d'un mauvais Surintendant des Finances, d'un Ministre dissipé, & d'un mauvais Conseiller qui avoit beaucoup de crédit. Ils sont extraits tous les trois d'un excellent Ouvrage Politique intitulé : *Mémoires d'Etat sous les regnes de Henri III. & de Henri IV.* Ces portraits frappans d'une malversation coupable sont propres à faire impression. Puissent-ils ne convenir à aucun personnage vivant !

Portrait d'URBAIN BAVARDIER, Surintendant des Finances.

„ Sous un si beau regne (celui de Henri IV.) ce fut certes grandement
 „ dommage que les affaires des Finances, & les deniers publics fussent re-
 „ mis es mains du Sr. Urbain Bavardier, pour lors Surintendant desdites
 „ Finances. Iceelui étoit un mesquin personnage, ayant fait sa fortune sous
 „ le défunt Roi par la plume, & néanmoins escrivoit si mal adroitement,
 „ qu'il ne savoit coudre deux phrases ensemble en notre langue maternelle,
 „ ni en autres, & peignoit si pietre caractère, qu'eussiez eu besoin d'un dé-
 „ chiffreur pour lire, voir & comprendre ce qu'il avoit barbouillé sur le
 „ papier, dont souvent mal-entendu & bévüe advint es affaires. Mais ce fut
 „ encore-là la moindre de ses défautsités. Urbain n'avoit aucune astuce,
 „ ni sagacité en son esprit, encore moins d'entendement de bons &
 „ loyaux principes de l'économie générale, & véritables intérêts de notre
 „ grand Royaume. Il suivoit en toutes choses, ainsi qu'une mazette, cer-
 „ taine vieille allure, ne faisant le moindrement attention aux change-
 „ mens de l'Erat & variations naturelles des affaires, ignorant sur-tout jus-
 „ qu'à l'A, B, C, du Commerce. Alors que veniez deviser avec lui sur aucun
 „ objet des Finances, n'en eussiez pu tirer, non plus que d'une buze, le
 „ moindre raisonnement sensé sur les plus petites choses qui concernoient
 „ son propre emploi; mais avoit appris par mémoire une douzaine ou deux
 „ de phrases & d'apophtegmes des anciens Financiers, qu'aucuns nomment
 „ lieux communs, & vous jettoit pareilles ravauderies à la barbe, ce dont
 „ les fots, pires que lui, furent fort émerveillés; mais par quoi les clair-
 „ voyans s'apperçurent très-bien que Bavardier étoit un mince Docteur en
 „ son métier. Il avoit en outre le cœur plus mal basty encore que l'esprit.

„ Notre grand Roi Henri eut par accoutumance de dire, *qu'il ne vouloit*
 „ *prendre treve ni repos que chaque Payſan de ſon Royaume ne pût mettre une*
 „ *poule à ſon pot à tous les Dimanches*, ce qui, en vérité, étoit un mot tout
 „ d'or dans la bouche d'un Roi, mais ſon Surintendant, (vrai beſiſtre en ce
 „ point comme en beaucoup d'autres) ſouloit dire à aucuns de ſes ſuppôts
 „ que lui ne vouloit avoir ceſſe juſqu'à ce qu'il pût réduire les bons Bour-
 „ geois du Royaume au point de porter ſarreaux de toile & ſabots. Auſſi
 „ cherchoit-il toujours à rendre le Roi avare & léſineux, & à mettre grande
 „ meſquinerie en tout le fait de la Finance, ne ſachant jamais faire à pro-
 „ pos une belle & utile dépenſe. Vrai grapillard & non un habile Intendant
 „ qu'il étoit! & en vérité ne ſauroit-on comprendre comme quoi un ſi ſage &
 „ ſi docte Roi, tel qu'étoit le Roi Henri, ait laiſſé cheminer ſi longuement
 „ un ſi mauvais perſonnage en pareille carrière, faire cette charge ſi impor-
 „ tante pour les Peuples, d'autant plus qu'Urbain ne pouvoit avoir ſéduit ſa
 „ bienveillance par ſon bout-de-dehors, lequel étoit fort plat, & ayant, juſ-
 „ qu'aux manieres & à l'accoutrement, l'air d'un vieux benêt. ”

Portrait d'un Garde des Sceaux fort peu digne de cette Dignité.

„ **L**E Garde des Sceaux ***, en qui Sa Majeſté mettoit ſi grande con-
 „ fiance, que comme un autre Atlas, tout le fardeau des affaires du Royau-
 „ me gardoit ſur ſes épaules, étoit un perſonnage bien agréable par ſon joli
 „ entendement & la gentilleſſe de ſes manieres. Si, pour être ſerviteur d'E-
 „ tat, il ne fût ſuffiſant que d'être homme aimable, certainement Sa Majeſté
 „ n'auroit pu faire un choix meilleur que d'icelui Seigneur Garde des
 „ Sceaux, qui avoit l'eſprit délicat, & le don vraiment de la parole, & en
 „ deſſus ſavoit proſérer toujours à propos quelques paroles amiables,
 „ ou répondre par judicieux monosyllabes, ou lâcher quelques phraſes de
 „ trois mots qui faiſoit plaisir à l'ouïr. Il étoit en outre humain, affable,
 „ zélé pour ſon maître, & envers tout le monde d'une ſi grande honnêteté,
 „ & gracieuſe accointance, que ſavoit, par ſon premier abord, prendre tous
 „ les cœurs comme au trébuchet. Mais par malavanture toutes ces belles
 „ qualités & talens, qui euſſent fait de ſa perſonne un Courtiſan accompli,
 „ n'en faiſoient pas un bon Conſeiller du Roi & ſerviteur aux affaires. C'eſt
 „ un dire bien vrai de l'Hiſtorien Tacite, qu'il eſt voire une eſpece de
 „ grandeur à ſe depaître des dignités qui ſont au-deſſus de nos forces, &
 „ qui nous accablent plus qu'elles ne nous honorent : *Plebſcitum, quo one-*
 „ *ratus magis, quam honoratus ſum, primus antiquo, abrogoque. Tacit.*
 „ *Lib. XXII.* Par ainſi le Garde des Sceaux auroit dû ſe ramentevoir qu'il
 „ manquoit de nerf pour entretenir le mouvement perpetuel d'une auſſi
 „ grande machine que la France; par où il avint forcée méchef & dom-
 „ mage aux affaires publiques. Et certes c'eſt un emploi bien diſcordant
 „ qu'icelui d'être, à la fois, le Favori & le Miniſtre d'un Monarque, & en
 „ même perſonnage avoir ſans ceſſe le viſage tranquille, & l'eſprit toujours
 „ inquiet, être obligé d'un côté pour ſe ſoutenir à la Cour, de faire grands
 „ cajollemens aux Reines, Princes, Princeſſes, Dames ſurannées, jeunes
 „ Demoiſelles, Conſeſſeurs, Gens d'Egliſe, Courtiſans, & voire juſqu'aux
 „ Bouffons, & autres chétifs perſonnages, & de l'autre ſe trouver en obli-
 „ gation, comme bon & loyal Miniſtre, de refuſer ſouvent grâces & ſer-
 „ vices, ou être ſévère envers les tranſgreſſeurs des Ordonnances Royales;

„ être tantôt Narcisse à la Cour, & se vêtir de brillans accoutremens, &
 „ tantôt (ainsi que notre brave Rhôni) s'enfermer dans la poussière de son
 „ Cabinet, & tantôt figurer à la Cour & participer aux bals, jeux, mom-
 „ meries, & autres réjouissemens, & tantôt gémir sous le joug des affai-
 „ res, lesquelles aussi prenoient si mauvais train & si désastreuse allure, que
 „ sembloit le Royaume aller à l'Hôpital, & qu'auroit joué notre bon Roi
 „ un chétif rôle à la guerre & dans la paix, si S. M. n'y eut bouté empê-
 „ che. Et fut encore un vice insigne dans la régie dudit Sieur Garde des
 „ Sceaux, dont ne puis me taire; car icelui étoit fortement amoureux d'une
 „ grande & honnête Dame qui le gouvernoit & le faisoit tourner ni plus ni
 „ moins qu'une girouette. Cette Dame, à son tour, suivoit aveuglément
 „ le vouloir d'un enfant qu'elle chérissoit outre mesure; l'enfant étoit gou-
 „ verné par une vieille Douaigne; & cette bonne femme par une ancienne
 „ servante; de telle façon qu'à bien prendre les choses, & en dévidant le
 „ chapelet, ainsi qu'on dit, notre grand Royaume étoit régi par une vieille
 „ servante. ”

*Portrait d'IGNACE RENARDO, homme insinuant, flatteur, fourbe & ambi-
 tieux à l'excès.*

IL nous advint aussi par delà les monts un fort méchant personnage
 „ qui, sous le masque de la probité, cachoit un cœur bien déloyal & gan-
 „ grené; mais qui par sa ruse & finesse, la plus grande qu'on vit en ceques, se
 „ maintint longuement es graces & faveurs de Sa Majesté, mais qui,
 „ néanmoins, ne put s'empêcher enfin de cheoir en bas de son pinacle. C'étoit
 „ Ignace Renardo, qui ci-devant avoit été Abbé, Avocat, Astrologue, &
 „ Scribe en Italie. Il avoit la prestance & la physionomie fort agréable, ainsi
 „ que le parlement; de manière que l'eussiez pris pour le plus grand hom-
 „ me-de-bien, & savoit s'insinuer & se glisser par-là, ainsi qu'un serpent,
 „ dans l'esprit des Rois, Princes, grands Capitaines, & autres Seigneurs illu-
 „ strés. C'étoit un vrai prodige que sa mémoire, laquelle aussi lui tenoit lieu
 „ d'esprit, qu'il avoit assez plat & mesquin dans le fond, mais néanmoins
 „ fin & souple, & savoit parvenir moult adroitement à ses vues, lesquelles il
 „ viroit & dirigeoit à un double point, à savoir premièrement à gouverner
 „ l'Etat sous l'apparence & le nom du Roi, lequel, ainsi qu'un chacun sait,
 „ étoit un maître Sire, & l'eut cruellement rabroué, s'il s'en fût aperçu,
 „ & secondement d'accumuler ou amasser grands Trésors en affectant au de-
 „ hors un parfait désintéressement. A cette cause Ignace souloit faire pa-
 „ roître une soumission aveugle aux volontés de Sa Majesté, un zèle excessif
 „ pour sa grande renommée, & un attachement merveilleux à la prospérité
 „ du Royaume. Onques il ne s'émancipa à donner un Conseil; mais tous
 „ ses avisemens étoient des insinuations adroites, indirectes, & comme parle
 „ Tacite de Séjan, il agissoit sans empressement, & dans l'action même
 „ étoit semblable à ceux qui sont oisifs, ne s'attribuant le succès de rien, &
 „ par-là venant à bout de tout; flatteur & superbe en même-temps, ayant au-
 „ dehors une modestie simulée, & dans le fond une ambition outre mesure.
 „ Aucun homme ne fut mieux que lui l'art de temporiser, de céder à un
 „ mouvement de colere, d'emportement ou mauvaise humeur de son
 „ maître, & de fléchir sous la contradiction; & par ainsi que notre bon
 „ Roi

„ Roi avoit l'ame grande, voire héroïque, Ignace ne devoit que de gloire, d'honneur, de postérité, alors même que vouloit lui suggérer conseils pernicieux & intéressés; & ne fut vraiment merveille à s'ébahir qu'icelui personnage desirât chaudement l'heur de l'Etat, sachant tourner à son propre profit chaque bonace & favorable événement; aussi faisoit-il la grimace de regarder les Armées & les Escadres de sa Majesté comme si eussent été appartenantes à lui-même, & larmoyoit voire, lorsqu'à icelles advint quelque échec ou désastre; larmes de crocodile vraiment répandues par duperie! Au-delors savoit Ignace garder merveilleuse contenance contre les tentations du démon des richesses, ne se faisant onques, comme on dit, graisser la patte, ne fouillant ses mains par l'or des présents; mais avoit répandu par la Cité quatre bons amis vilains & obscurs, qui devoient avec lui, qui avoient grande puissance sur son esprit, & qui pouvoient faire réussir tout, & mener chaque barque à bon Port. Chacun d'eux tenoit bureau d'adresse pour les solliciteurs, & avoit élevé des vrais autels où chaque sujet en détresse pouvoit porter ses vœux & ses offrandes; mais tomboient finalement toutes ces offrandes dans le grand réservoir d'Ignace. Néanmoins ne voulant cheminer si lentement & à pas de tortue à la fortune, il fouloit faire mascarade secrète & cause commune avec certains maîtres-marchands-monopolistes, pour attirer à iceux tout le commerce, bonnes affaires, & baux lucratifs du Royaume, & par après partager le gâteau; par où engloutissant tout le négoce en ce gouffre, il advint que force bons & honnêtes commerçants, colporteurs, fabricateurs, & autres gens d'industrie, tombèrent en décadence & cheminèrent hors du Royaume. Or, pour que pareil manège, tant déloyal, ne parvint à l'ouïr & connoissance du Roi, Ignace possédoit merveilleuse astuce & tour de main pour faire éloigner de Sa Majesté, mettre à l'écart & croupir les gens de bien & sujets de mérite, capables de pénétrer & de lâcher contre lui traits caustiques & lardons, mais utiles pour découvrir sa turpitude & méchanceté. Et certes tant que fut ce malin personnage en bonne odeur & faveur, ne parvinrent à aucune bonne place, ou emploi, quasi que des ames de boue tant viles pour être ses créatures & suppôts. ”



CHAPITRE X

L'Homme d'Etat doit avoir une connoissance, au moins superficielle, de toutes les Sciences, & de tous les Arts.

§. I.

L'Homme d'Etat doit connoître les Sciences & les Arts,

POUR traiter de la connoissance, au moins superficielle ; que l'Homme d'Etat doit avoir de toutes les Sciences, & de tous les Arts, il faudroit commencer par en donner une idée ; mais mon intention n'étant pas d'examiner ici, ni d'expliquer en détail tant d'objets divers, qui se trouvent traités à fond par plusieurs Auteurs, & qui ne serviroient qu'à rendre cet Ouvrage diffus & peut-être ennuyeux ; je ne m'attacherai qu'à les distinguer, & à en faire une énumération précise, en marquant en quoi ces Sciences & ces Arts sont utiles & nécessaires à l'Homme d'Etat.

§. II.

A proportion de l'avantage qu'il en retire pour l'acquit de son Ministère.

Quand on dit que l'Homme d'Etat doit avoir une connoissance au moins superficielle de toutes les Sciences & de tous les Arts, on n'entend néanmoins parler que des especes qui ont quelque rapport à son Emploi, qui peuvent lui aider à en remplir plus parfaitement les sublimes fonctions, & cette utilité est la regle du plus ou du moins de connoissance qu'il doit en avoir. Les Sciences dont il doit faire un plus grand usage, & les Arts dont il peut tirer plus d'avantage, sont les Sciences & les Arts qu'il doit connoître plus à fond, & ainsi des autres, à proportion du besoin qu'il en a dans l'acquit du Ministère.

§. III.

Deux especes de Sciences

Il y a des Sciences, & des Arts dont la connoissance a une influence continue & universelle sur toutes les parties de

l'Administration. La pratique en est continuelle à l'Homme d'Etat. Il y en a d'autres dont la connoissance n'influe que dans quelques parties, & dont l'usage par conséquent n'est que particulier dans certaines occasions. Sous ce point de vue les Sciences & les Arts ne font que de deux especes pour l'Homme d'Etat.

& d'Arts
pour
l'Hom-
me d'E-
tat.

§. I V.

La premiere comprend les Sciences qui apprennent à connoître les affaires, à en apprécier l'état, à les régler & les administrer suivant les différentes circonstances qui les font naître & les suites qu'elles peuvent avoir. La connoissance de ces Sciences peut être regardée comme la clé du Ministère : elle en facilite l'exercice & l'assure. Comme elles influent sur toutes les branches de l'Administration, elles servent à l'Homme d'Etat, comme de flambeau, à la faveur duquel il peut discerner le vrai & le faux de chaque occurrence particulière.

Premie-
re espece.

§. V.

Ces Sciences dont l'usage est continuel, & dont il a sans cesse occasion de faire une application utile en mille façons différentes, sont la Philosophie naturelle & la Philosophie morale.

La Phi-
losophie
naturel-
le & la
Morale.

§. V I.

Je n'entends pas parler de cette Philosophie naturelle qui comprend la Science Physique ; parce que son usage n'est rien moins qu'universel ; elle ne considère que la nature des Corps, & leurs mouvemens ; elle est de peu de secours pour la recherche & l'acquisition de cette vérité universelle indéfinie dont les rayons éclatent dans tout & partout. Je veux parler de la Philosophie qui embrasse la Métaphysique, la Logique, & la Rhétorique. Les deux premieres forment l'esprit, & le conduisent par degrés, du positif & du réel, à ce qui n'a point de sujet positif, & qu'on nomme *abstrait*. Elles nous accoutument à chercher & à découvrir l'essence & l'existence des cho-

Ce qu'on
entend
ici par
Philoso-
phie na-
turelle.

Méta-
physi-
que, Lo-
gique &
Rethori-
que.

ses, lesquelles se manifestent par d'autres choses qui en contiennent la vérité, les raisons & les preuves. Quant à la Rhétorique, elle sert à donner de l'ordre à ces preuves tirées de la vérité même; à les faire valoir au moyen de figures énergiques; & à exprimer par la parole cette vérité que les deux premières Sciences nous ont découverte. Nous réservons au Chapitre XVII. de cette première Partie, l'explication de l'usage auquel la Logique & la Rhétorique, unies ensemble, peuvent servir, outre ce que nous venons d'en dire.

§. V I I.

La Physique.

Il est vrai que cette partie de la Philosophie naturelle qui traite de la Physique, pourroit être employée absolument à l'acquisition des connoissances universelles, savoir par les Mathématiques; mais cette voie seroit longue & pénible; elle pourroit aiguïser l'esprit, si vous voulez, à force d'exercice; mais en même temps, elle le distrairoit en l'appliquant à des vérités trop peu conformes aux devoirs de l'Homme d'Etat. Ainsi la Physique considérée comme un moyen universel de l'exercice du Gouvernement, est un moyen trop éloigné, quoique dans certaines circonstances elle en soit un moyen particulier très-excellent, comme nous le dirons dans la suite.

§. V I I I.

Philosophie Morale.

Pour ce qui est de la Philosophie morale, elle consiste dans la connoissance des caractères, & pour ainsi dire, du tempérament des hommes, dont se forme la constitution ou le tempérament de l'Etat. Cette Science est fondée sur la partie de la Philosophie naturelle qui considère & anatomise la structure mécanique du corps humain, duquel on ne sauroit connoître les diverses modifications, qu'en étudiant les qualités des climats, & la nature des productions d'un Pays: cette connoissance mène à celle des mœurs & du génie des Nations particulières, & sert ainsi de fondement à cette partie de la Philosophie, que nous appellons Morale.

§. I X.

La Morale comprend généralement tout ce qui est du ressort de l'administration de la Justice tant civile que criminelle; ce qui concerne l'établissement des loix, & des maximes du Gouvernement, &c. (1) La Morale est encore l'art de nous bien conduire nous-mêmes; elle enchérit sur la Justice, en s'étendant jusqu'aux points essentiels de l'ordre, & à la nécessité d'une Religion dans l'Etat, & de son exacte observation. Ainsi, en même-temps que cette science regle notre propre conduite, en nous faisant connoître notre caractère particulier, & celui des autres, après que la Philosophie naturelle, aidée d'une bonne Logique, nous a appris le bon & le mauvais côté de chaque chose; elle nous enseigne, & nous facilite la pratique du bien, & nous fait éviter le mal. Elle nous apprend à nous enrichir de toutes les vertus que nous admirons dans les autres, à nous les approprier à nous-mêmes, à nous former un caractère parfait de l'assemblage des qualités les plus précieuses de l'ame, telles que l'affabilité, la patience, la douceur, la modestie, la retenue, la discrétion, & tant d'autres vertus, dont une seule peut rendre recommandable quelqu'un qui la posséderoit dans un degré éminent. La Morale enfin qui apprend à conduire les hommes, embrasse tous les moyens & toutes les qualités qui contribuent à un bon Gouvernement; même les qualités de l'esprit qui sont la justesse de jugement, une pénétration vive, dont nous parlerons dans le Chapitre XIX. de cette première Partie; la promptitude dans l'expédition des affaires, l'éloquence, de la méthode dans l'exercice du Ministère, un jugement sûr dans l'appréciation des choses, la prudence, enfin toute la science politique. (2)

Sa grande influence dans la science du Gouvernement.

§. X.

Passons aux Sciences du second ordre, je veux dire celles dont l'Homme d'Etat peut tirer avantage dans les cas plus particuliers. La Philosophie, dans le sens le plus étendu, est

Sciences de la seconde espèce.

l'assemblage de toutes les Sciences & de tous les Arts; on peut donc lui rapporter aussi la notion de ces Arts, que l'Homme d'Etat n'aura peut-être que peu d'occasions d'appliquer aux objets de son Ministère. Mais en parlant ici de Philosophie, il ne s'agit plus ni de Métaphysique, ni de Logique, ni de Morale : nous entendons les connoissances physiques que nous n'avons fait qu'indiquer, dont il ne suffit pas de posséder la théorie sans la pratique.

§. X I.

Les Mathématiques.

Arithmétique, Algèbre, Géométrie, Géographie, Navigation.

Les Mathématiques se divisent en Mathématiques pures & Mathématiques physiques. Les premières traitent des nombres ou des signes qui les représentent, & sont l'Arithmétique & l'Algèbre. Les autres comprennent la Géométrie, la Géographie, l'Art de la Navigation, celui des Fortifications, & mille autres.

§. X I I.

Utilité des Mathématiques pour les Arts.

La Science des Mathématiques est d'un grand secours pour l'acquisition des Arts mécaniques, & leur perfection. Elle en facilite la pratique. Car tous ces Arts ayant leur principe dans cette Science mere, c'est par son moyen que les règles en deviennent claires & faciles, & leur acquisition en est bien plus parfaite chez le Mathématicien, que chez l'Artiste, puisque celui-ci n'y emploie que la pratique, au lieu que l'autre fonde & approfondit l'Art dans tout ce qui en constitue l'essence : aussi peut-il bien mieux que l'Artiste pousser toute sorte d'Arts à la plus haute perfection. Ces Arts mécaniques intéressent l'établissement & la conservation du commerce & des manufactures, ainsi que la culture des terres. Ceux dont l'usage donne la construction des machines & des édifices, intéressent même l'Etat en ce qu'ils le garantissent de la violence des rivières, & des usurpations de la mer, comme ils le défendent des invasions de ses ennemis, & lui procurent les moyens de faire la guerre avec avantage.

§. X I I I.

Ce n'est pas que l'Homme d'Etat doive être instruit à fond de chacun de ces arts : cela demanderoit trop de temps; & de plus il ne doit pas les connoître pour les exercer. Il seroit inutile, ou même il seroit indécent qu'il y réussît. Il lui suffit d'en pouvoir parler pertinemment, d'une façon qui s'accorde avec le sentiment des Experts; outre qu'ici son inspection n'est que momentanée. Ainsi il aura une connoissance profonde des sciences qui sont pour lui de première nécessité. Ce sera assez qu'il ait une connoissance superficielle des sciences du second ordre, savoir la Mécanique & tous les arts qu'elle comprend. Il s'agit maintenant de voir les raisons qui obligent l'Homme d'Etat à s'instruire des unes & des autres; examen qui nous sera facile, en commençant par les sciences comprises dans ces parties de la Philosophie naturelle, que nous nommons la Méthaphysique, la Logique, & la Rhétorique.

Com-
bien
l'Hom-
me d'E-
tat doit
être in-
struit de
ces scien-
ces du
second
ordre.

§. X I V.

Il est certain que l'Emploi de l'Homme d'Etat, tel que nous l'avons tracé dans le Chapitre V, consiste dans les opérations de l'entendement & que c'est l'entendement qui le constitue, le forme & le perfectionne : c'est pourquoi il ne doit s'appliquer qu'à connoître les choses qui sont convenables au bien de l'Etat, à rechercher les moyens de parvenir à cette fin, & à établir en conséquence, les maximes nécessaires, pour les exposer au Souverain, & les soutenir en sa présence, avec cette fermeté digne d'un Ministre qui en a pesé à loisir la valeur, & assez combiné les preuves, pour les rendre recevables : après quoi il prendra les voies que lui dictera la prudence, pour en assurer la pratique. En effet, à considérer de près le devoir de l'Homme d'Etat, toujours arbitre des maximes offertes au Gouvernement, comment pourra-t-il les admettre, ou les rejeter, sans l'examen le plus sérieux, tant des causes qui les ont produites, que des effets qui en peuvent résulter? Pourra-t-il les bien apprécier,

Import-
tance de
la Méta-
physi-
que, &
de la Lo-
gique.

ou en diriger sagement l'application, s'il n'approfondit leurs circonstances, qui sont les conjonctures du temps par rapport à son propre pays, comme à l'égard des pays étrangers, & toutes les autres considérations qui en rendent l'adoption & l'observation nécessaires? Tout cela démontre combien il importe à l'Homme d'Etat de posséder des connoissances fondées sur cette partie de la Philosophie naturelle, qui comprend la Méthaphysique & la Logique; puisqu'elles seules sont capables d'éclairer son esprit, & de le diriger dans l'acquisition des différentes parties de la science du Gouvernement.

§. X V.

De la
Rhétori-
que.

Dans l'obligation continuelle où se trouve l'Homme d'Etat, par la nature de sa place de faire connoître & comprendre soit au Souverain ou à ses Collegues, la vérité & les raisons de ses propres desseins, aussi bien que ceux d'autrui; devant de plus, mettre de l'ordre dans les diverses opérations de l'entendement, afin que cet ordre passe plus aisément dans leur expression soit verbale ou écrite, il a besoin du secours de la Rhétorique; sans elle le jugement le plus exquis formé par les seules lumieres naturelles, ne seroit pour ainsi dire que bégayer.

§. X V I.

De la
Morale.

Venons maintenant aux raisons qui prouvent que la partie de la Philosophie qui renferme la Morale, est essentielle à l'Homme d'Etat.

§ X V I I.

Premiere
raison de
la nécessité
de
cette
Science.

La premiere de ces raisons est, que le sujet principal de l'établissement & de la pratique des maximes du Gouvernement, soit particulieres, soit universelles, c'est l'homme, comme partie efficiente de l'Etat, & de tous les Etats du monde. Or, pour connoître ce sujet principal, il faut sonder son naturel, démêler ses inclinations, faire une juste appréciation de ses mœurs. La Morale seule enseigne tout cela; c'est cette science précieuse

précieuse qui inspire les maximes les plus vraies, & les plus efficaces. Elle apprit à Alexandre le Grand qu'il n'avoit besoin que d'un petit nombre de troupes pour venir à bout d'un dessein immense. Avec une poignée de soldats, il fut remporter des victoires sans nombre, que des millions d'ennemis ne furent jamais capables d'arrêter. Il subjuga l'Asie & l'Afrique. Au contraire Pierre le Grand, dont le génie vaste embrassoit également les qualités de Souverain, & celles d'Homme d'Etat, flatté de l'espérance de tirer ses Peuples de l'assoupissement & de l'indolence, & desireux de leur procurer le bien inestimable des sciences & des beaux arts qu'il voyoit fleurir dans le reste de l'Europe, forma la belle entreprise de les leur communiquer; mais quelques soins qu'il se donnât par tant de pénibles voyages que son grand cœur lui fit entreprendre, quelques mesures qu'il prît pour introduire dans ses Etats l'urbanité & le goût, les sciences & les arts, ces richesses préférables à l'or, il n'y réussit qu'en partie, & à force d'héroïsme; à peine il recueillit de tous ses travaux la moitié du fruit qu'il s'en étoit promis, & encore étoit-il à craindre de voir ce peu de succès s'évanouir, sans la protection du génie de Pierre, qui anime ses augustes Successeurs: tant il est difficile de faire prendre pied dans un Etat, à des mœurs étrangères! C'étoit à l'incomparable Impératrice, digne héritière des vertus de ce Héros, ainsi que de son Trône auguste, qu'étoit réservée la consommation de son ouvrage.

Alexandre le Grand.

Pierre le Grand.

La cause de ces deux Phénomènes différens, que nous venons de comparer ensemble, consiste en ce que le fils de Philippe s'étoit fait une étude particulière du tempérament & des inclinations de ses Guerriers, aussi bien que des mœurs des Nations Orientales & Africaines; & cette connoissance bien ménagée le fit réussir parfaitement dans ses desseins: au lieu que Pierre le Grand dont le génie s'élançoit au-delà du présent, considéra moins l'état actuel de son Empire, le caractère & les mœurs de ses Peuples tels qu'ils étoient en effet, que tels qu'ils pouvoient devenir; de sorte que se conduisant par une maxime précoce pour le temps, & conséquemment moins sûre, il osa anticiper sur l'avenir, dévorer les âges, si je

puis ainsi m'exprimer, & avancer le grand ouvrage porté aujourd'hui à un si grand haut point de perfection.

§. X V I I I.

Seconde
raison.

Une seconde raison qui prouve la nécessité de la Philosophie Morale dans l'Homme d'Etat, c'est que le Gouvernement n'étant établi que pour faire le bonheur des sujets; il est impossible d'y parvenir sans être instruit des mœurs qui leur sont propres, de ce qui peut les épurer, les perfectionner, les porter efficacement vers le plus grand bien possible. Or, c'est là ce qu'enseigne la Morale, offrant à l'Homme d'Etat les plus sûrs moyens de bien remplir son Ministère à cet égard (3). Certes les Romains auroient bien mal suivi les sages maximes de leur Politique, si lors de la première guerre punique, dans le fort de leur amour pour la gloire & pour la liberté, quelqu'un de leurs Tribuns, ou de leurs Censeurs, sans égard aux mœurs ni aux penchans, se fût avisé de leur proposer les attraits d'une vie tranquille & pacifique, tandis que ces cœurs faits pour les armes, ne respiroient que la guerre, & ne pouvoient trouver qu'en elle leur félicité. Il faut pourtant avouer, que l'inclination du peuple ne doit pas toujours être suivie, eu égard à l'extrême facilité avec laquelle il se meut, soit en bien, soit en mal. L'Homme d'Etat doit donc beaucoup étudier cette inclination, afin de discerner si le motif qui la détermine, peut nuire à l'Etat, ou s'il peut lui être avantageux. Il doit imiter le médecin prudent, qui ne permet à son malade d'appaîser la faim qui le presse ordinairement dans une convalescence, que lorsqu'il est assuré que cette condescendance ne ramènera point la maladie en occasionnant une rechute, mais plutôt qu'elle donnera des forces au corps affoibli, sans qu'il y ait d'inconvénient à craindre.

§. X I X.

Troisième
raison.

Enfin pour troisième raison, sans le secours de la Morale, l'Homme d'Etat ne sauroit se connoître lui-même, ni les per-

sonnes avec lesquelles il a affaire. Or, comment pouvoir se charger des fonctions pénibles du Ministère, sans s'être consulté, sans avoir reconnu son habileté pour un si noble & si difficile emploi ? Qui l'entreprendroit indécemment, viendrait-il jamais à bout de mettre en exécution ce qu'il se seroit proposé ? L'exercice du Ministère est un flux & reflux de négociations non moins épineuses qu'importantes ; & le Ministre qui s'en charge, sans s'être dûment éprouvé, se verra bientôt engagé dans cet océan d'affaires, où, manquant de tout ce qu'il faudroit pour éviter le naufrage, il ne pourra s'attendre qu'à la honte d'échouer, après avoir erré çà là, & ne pouvant conduire à terme aucune entreprise, il sera forcé de se démettre de sa charge, rendant tout l'univers témoin de sa lâcheté, aussi bien que de son imprudence à se charger d'un emploi auquel il n'étoit pas propre.

À dire vrai, quiconque n'a point rentré dans soi-même, pour connoître ses inclinations & ses défauts, est ordinairement fort dépourvu de sens commun, il manque de principes de conduite. Et où en a-t-on plus de besoin que dans la première Place de l'Etat ? Inconnu lui-même à lui-même, il est aisé de voir qu'il saura peu fonder & connoître ceux avec qui il faudra qu'il traite. Je ne craindrai pourtant pas d'avancer que la connoissance d'autrui pourra lui être plus aisée que la sienne ; & voici pourquoi.

§. X X.

Cet amour-propre, inné dans tous, & dont nous avons déjà parlé, fomentant dans chaque individu de notre espèce, le désir de s'élever au dessus des autres, il est naturel que les recherches que nous faisons en nous-mêmes, tendent à nous trouver exempts de défauts : pour cet effet, nous prenons des yeux d'indulgence & de complaisance pour nous contempler. Si nous appercevons dans nous quelque défaut, notre raison d'accord avec l'amour-propre conspire à nous le faire envisager comme très-léger, peut-être comme un défaut qui a ses avantages, ou même comme une vertu ; ainsi nous sommes

Il est plus aisé de connoître les autres, que de se connoître soi-même.

aveugles dans les jugemens que nous formons à notre égard. C'est le contraire à l'égard d'autrui ; c'est encore l'amour-propre qui juge ici ; mais il le fait avec autant de sévérité, pour ne pas dire d'injustice, qu'il a usé d'indulgence pour nous. C'est-là qu'il fait dévoiler le vice, & nous l'offrir tel qu'il est en effet ; si même il ne l'aggrave. Cette vérité n'a pas besoin de preuves : tout le monde la sent trop pour n'en pas convenir. Notre amour-propre est un voile qui couvre nos vices, & en même-temps le flambeau qui nous éclaire sur les défauts d'autrui ; il peut par conséquent, élever nos connoissances, par rapport à d'autres que nous, jusqu'au point d'en tirer du succès dans les affaires que nous avons à démêler avec eux.

§. X X I.

La
Morale
triomphe
de l'a-
mour
propre.

Mais ce qui peut vaincre l'obstacle qu'oppose l'amour-propre à la connoissance de nous-mêmes, c'est la Philosophie Morale ; elle dissipe ses vaines illusions ; elle le subjugué. Alors en état de nous apprécier au juste, rien n'empêche plus que nous ne discernions notre propre capacité, ou notre insuffisance pour le Ministère, dont je suppose que nous avons d'avance une idée au moins superficielle.

En effet, puisque les principes de la Philosophie Morale roulent sur les actes humains les plus ordinaires, il n'est pas possible qu'à l'aide d'une telle science, nous n'apprenions, par le moindre retour sur nous-mêmes, si nos mœurs sont conformes à celles des autres hommes. La Morale enseigne l'estime que méritent les bonnes mœurs, & le mépris qui est dû aux mauvaises : nous pourrions, par conséquent, apprécier les nôtres, condamnant justement le mal qu'elle nous fait appercevoir en nous, & nous félicitant, avec la même équité, du bien que nous y découvrons. L'étude des autres perfectionnera la connoissance de nous-mêmes ; car l'examen de nos propres penchans, s'il est bien libre de préjugés, nous autorise à fonder avec succès, les penchans d'autrui : double étude indispensable dans un Ministre.

§. XXXII.

Après avoir exposé les raisons qui obligent l'Homme d'Etat de posséder à fond la Métaphysique, la Logique, & la Rhétorique, aussi bien que la Morale, s'il veut remplir parfaitement tous ses devoirs, reste à examiner combien les connoissances Physiques lui sont nécessaires, surtout celles qui rendent toutes les autres plus faciles, telles que sont l'Algebre, la Géométrie, la Géographie, l'Art de la Navigation, des Fortifications, & tant d'autres objets des Mathématiques, avec cette différence pourtant qu'il lui suffit de les posséder légèrement.

Utilité
des Con-
noissan-
ces Phy-
siques.

Le bon Gouvernement d'un Etat ne consiste pas tout dans l'établissement des maximes, soit générales, soit particulières, pour la conduite des peuples, ni dans la seule connoissance des caracteres des personnes, & des mœurs des Nations : il dépend en général des moyens propres à préserver l'Etat de tout ce qui peut lui être nuisible, & à en procurer le bien de toutes les manieres possibles. La Métaphysique, la Logique, la Morale, font en partie ce bon effet; elles y ont même la meilleure part; on n'en sauroit disconvenir : néanmoins elles ne peuvent suffire à tout, parce que tous les inconvéniens d'un Etat n'ont pas pour cause la conduite irrégulière des peuples.

§. XXXIII.

Il est, par exemple, des dommages auxquels l'exposent les débordemens des fleuves, ou de la mer; les terrains en sont submergés, dégradés, souvent-même emportés avec les récoltes : tels accidens emportent tout le bonheur qu'a pu, jusques-là, procurer aux peuples le Gouvernement le plus sage. Quel remède, si le Ministre ignore les Mathématiques, seules capables de réparer ces sortes de maux? Mais s'il a des connoissances suffisantes en ce genre, il choisit le meilleur des projets proposés par les Experts : on fait fuir les eaux; les fleuves rentrent dans leurs lits; on force la mer de se replier sur

Pour les
Ouvra-
ges pu-
blics.

elle-même, & tout est rétabli. Bien plus, le Ministère, habile à tirer parti de tout pour le bien de l'Etat, rendra profitable aux finances un des projets proposés en cette occasion, & auquel il se fera attaché, si, outre qu'il le voit suffisant au besoin il le juge encore, le plus simple, & le moins dispendieux.

§. X X I V.

Dans les
Finances.

Parmi d'autres désordres qui peuvent menacer le régime d'un Etat, nous pouvons compter les abus du trésor public: car bien que ce sujet ne semble regarder que le Ministère Economique, il ne laisse pas que d'être aussi de la compétence du Ministre Politique, comme préposé pour examiner la nécessité des dépenses, les prescrire, ou les augmenter à propos, en changer les objets, & enfin pourvoir aux moyens sûrs d'enrichir l'Etat. Que si faute d'habileté dans ce Ministre Politique, l'Economie est mal administrée; le trésor public, loin d'être maintenu, est dissipé, épuisé: il faut recourir aux Impôts; remède violent qui, en surchargeant les sujets, leur retranche les douces aïssances de la vie, trouble leur tranquillité, & par conséquent les empêche d'être heureux. Pour obvier à de si fâcheux inconvénients, il faut donc faire régner une Economie bien entendue: or comme son succès dépend tout entier de la justesse des calculs, l'Arithmétique & l'Algebre y sont des sciences nécessaires. Cette raison suffit pour porter l'Homme d'Etat à les acquérir, ces sciences, par le secours desquelles il pourra calculer les Revenus publics, & les mesurer aux dépenses, dans une proportion avantageuse, ou du moins, il prévoira la rentrée de certaines sommes capables de suppléer aux dépenses nécessaires, prescrites par les plus sages vues du Gouvernement, prévenant par-là les dérangements à craindre dans l'Economie, ou même rectifiant les abus qui s'y seroient déjà introduits. Plus de surcroît d'Impôts. La joie renaît dans tous les cœurs: fruits précieux d'un bon Gouvernement.

§. XXV.

Un autre motif rend nécessaires les Sciences de l'Arithmétique & de l'Algebre ; c'est qu'elles procurent au Commerce des gains non pas imaginaires, ou passagers, mais réels & continus. En effet, dans la supposition que l'Etat retire d'abord un lucre assez honnête de certaine branche de Commerce, qui fait si, à la longue, ce lucre ne sera pas absorbé par les intérêts, & par les fraix auxquels on est toujours engagé? De plus, il en pourra naître du dommage à l'Etat faute de calcul, en ce que les personnes employées dans ce Commerce y rempliront mal leur tâche, ou négligeront les solides avantages de la culture des terres, de l'entretien & de la perfection des manufactures : &c. Donnons un exemple de ce mauvais calcul.

Pour l'avantage
du Com-
merce.

§. XXVI.

L'Etat entreprend de ramasser tout ce qu'il peut des produits que l'Amérique envoie en Europe; ils les fait passer en Asie, pour en retirer des marchandises de toute espece, & à leur retour les vendre à plus haut prix, qu'elles n'aient coûté. Ensuite, l'appas d'un plus gros gain invitera à renvoyer en Asie les fonds que ses marchandises auront procuré, & ils seront convertis en nouveaux effets plus nombreux, qu'on rapportera en Europe, pour les y débiter encore avec un profit toujours plus grand. Qu'en arrivera-t-il? Le voici : l'Etat aura épuisé ses Finances, par leur exportation en Asie; & au lieu d'elles, qui sont des biens durables, il aura acquis dans les produits de l'Etranger des richesses consumées & disparues dès leur arrivée : ainsi, bien loin de s'enrichir de plus en plus par les suites d'une pareille spéculation, il verra son lucre apparent, ou éphémère; se convertir en pure perte; & il est aisé d'en deviner les causes : exposons-en une des plus communes. Les mines de l'Amérique produiront à l'Europe une moindre quantité d'argent qu'à l'ordinaire; cela ne sera pas nouveau : l'Etat trafiquant n'en tirera pas tout ce qu'il lui faudra

Exemple
de mau-
vais cal-
cul en fait
de Com-
merce.

pour ses remises en Asie, de sorte que, dans son dessein de continuer le trafic, il sera contraint de déboursier ses premiers profits, & de s'appauvrir d'autant, outre que la disette d'espèces l'induit insensiblement à vendre ses marchandises à bon marché, & bientôt avec perte. Il est donc à souhaiter qu'un Etat porté à suivre l'attrait d'un semblable Commerce, se mette d'abord à examiner par de bons calculs algébriques, s'il ne lui seroit pas plus convenable de s'en tenir aux objets solides d'abondance & de richesse qu'il peut tirer de son propre sein, que de s'amuser à courir après des profits incertains ou passagers. Or, ces objets solides, nous les expliquerons dans le XIVe. Chapitre de cette première Partie.

Parlons à présent moins en général, & disons que l'Homme d'Etat, quand il entre dans une Négociation mercantile, doit préalablement peser & calculer, suivant les principes d'une bonne Arithmétique, & par les infallibles supputations de l'Algebre, la solidité des intérêts, en proportion de la dignité, de l'étendue, & des grands avantages du Gouvernement commis à ses soins.

§. XXVI.

La Géographie.

Il faut encore, pour accepter, ou rejeter à propos l'offre d'une entreprise dans le Commerce, que l'Homme d'Etat sache la Géographie, parce que la distance des lieux, & la nature des voyages requis, sont des raisons qui doivent le décider pour ou contre. La connoissance de notre Globe lui est nécessaire aussi, lorsqu'il s'agit d'une guerre, pour la conquête de quelque Pays, ou de quelque Ville. Et même dans un Traité de paix, ne doit-il pas savoir quelles sont les limites de l'Etat, ainsi que celles des Etats voisins? Ne faut-il pas qu'il soit instruit de la situation de tous les Pays connus, pour déterminer les routes & les moyens de leurs Commerces réciproques, les motifs de leurs querelles, ou de leur intelligence, l'étendue & les bornes de leurs Etats, & les confins des uns à l'égard des autres?

§ XXVIII.

§. XXVIII.

La Géométrie ne doit pas non plus être ignorée de l'Homme d'Etat, puisqu'elle enseigne la mesure des lieux & des espaces, pour l'intelligence de leur grandeur, ou de leur petitesse; d'où se fait la juste estime de l'étendue des Royaumes, & des Domaines de la terre. Un habile Ministre peut subdiviser son propre Gouvernement, par le nombre & l'étendue déterminée des biens-fonds des particuliers, les divisant suivant les mesures que lui fournit cette Science, savoir le *pied*, le *pas*, la *perche* ou *toise*, le *mille*, la *lieue*, le *dégré*, &c. Ayant soin de faire entrer dans son calcul la fertilité spécifique des terrains; sans quoi il posséderoit envain la Géographie.

La Géométrie.

§. XXIX.

L'Homme d'Etat n'a pas moins besoin de savoir l'Art des Fortifications, afin de prescrire avec sagesse la nature de celles qui conviendront le mieux à telle Place, ou à telle autre; faisant choix du meilleur projet, entre tous ceux qu'on lui aura proposés. C'est au moyen de ce bel Art que les Places mises en bon état de défense, deviennent respectables aux ennemis; & que les Peuples jouissant des charmes d'une sécurité qui fait leur bonheur, le Gouvernement parvient à son vrai but, qui est la félicité des Sujets.

Fortifications.

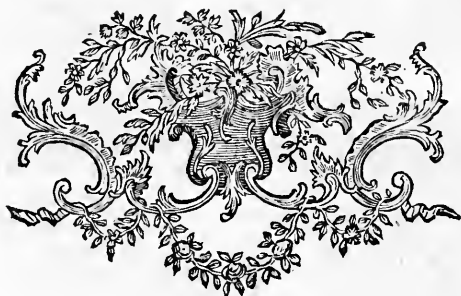
§. XXX.

Il faut aussi que l'Homme d'Etat soit instruit de ce qui concerne les Manufactures, & les Arts mécaniques, pour connoître par les dépenses que ces objets entraînent, ce qu'ils peuvent rapporter d'avantages, ou causer de préjudices.

Manufactures & Métiers.

Mais, encore une fois, une connoissance superficielle de tout ce qu'embrassent les Mathématiques, suffit à l'Homme d'Etat; parce qu'outre qu'il n'en fait pas un usage continu, il a la commodité de consulter les Experts. Quant à d'autres Sciences qui doivent lui être connues, & dont nous n'avons

pas fait mention dans ce Chapitre, il en sera traité dans les suivants. Nous nous contentons d'ajouter ici, pour finir un discours peut-être déjà trop long, que plus l'Homme d'Etat possédera toutes ces matieres, mieux il remplira sa Charge, au grand bonheur des Peuples.





NOTES

SUR LE CHAPITRE X.

NOTE (1). Page 205.

SANS la Justice, sans la Morale, les Empires ne feroient que des retraites de brigands, dit St. Augustin. *Remota itaque Justitia, quid sunt regna, nisi magna latrocinia ? De Civit. Dei, Lib. IV. Cap. IV.*

Cicéron dit pareillement qu'il est très-vrai qu'une République ne peut pas être gouvernée sans une grande Justice. *Propter illud quod jam vulgo ferebatur, Rempublicam regi sine injuriâ non posse, hanc proinde questionem discutiendam & enodandam esse, adensus est Scipio, responditque nihil esse... quo possent longius progredi, nisi esset confirmatum, non modò falsum esse illud sine injuriâ non posse, sed hoc verissimum sine summa justitiâ Rempublicam regi non posse.*

Quelle est donc l'impiété, & en même-temps la maladresse des prétendus Politiques qui soutiennent hautement que la Justice n'entre pour rien dans la Science du Gouvernement ! Jamais on n'entendra un Ministre vraiment Chrétien dire à son Souverain, *Seigneur, s'il vous plaît, il est juste* ; ni aux Sujets, *la volonté du Prince est la Loi*. La Justice commande aux Souverains comme à leurs Peuples. Le salut de la République est la loi suprême de celui qui gouverne & de ceux qui sont gouvernés. On parle beaucoup de raison d'Etat. La véritable raison d'Etat est d'observer la Justice.

NOTE (2). Page 205.

L'ORATEUR Romain regardoit la Philosophie comme une Ecole de Sagesse, de Justice & de vertu où il étoit nécessaire que les Princes vinssent apprendre la Science de gouverner leurs Etats, comme celle de se gouverner eux-mêmes. En effet c'est la Philosophie qui a inspiré l'amour des vertus & la haine des vices, qui a rassemblé & lié les hommes, qui a adouci les mœurs, & tiré les loix du chaste sein de l'équité. Marc-Antonin, l'un des plus éclairés & des meilleurs Empereurs Romains, quoique Monarque absolu, avoit toujours à la bouche ce mot de Platon, *Que les Peuples ne peuvent être heureux si les Philosophes ne sont Rois, ou si les Rois ne sont Philosophes*. Il n'entendoit pas parler de cette Philosophie spéculative qui dispute des principes ou premiers élémens de la matière, de l'origine des choses, &c. Ce n'est pas là l'étude à laquelle il vouloit que le Souverain s'appliquât. Il parloit de la Philosophie morale qui traite du juste & de l'injuste, qui s'attache à régler les actions de l'homme, qui apprend à connoître la nature humaine, à la perfe-

étionner, à la rendre heureuse par la pratique de la vertu. C'est celle-là qui apprend à bien gouverner les hommes.

La Morale a l'homme pour objet; mais elle le considère ou individuellement, ou comme pere de famille, ou comme membre d'une société civile, ce qui divise la Morale en trois parties. La premiere apprend à soumettre les passions à la raison, & tend à faire des gens de bien; la seconde fait les sages économes en fournissant aux peres de familles les moyens de bien régler leur maison, & d'y établir la félicité domestique; la troisieme a pour but le bien public qui renferme tous les biens particuliers. Mais cette dernière partie qui contient la Politique, est la plus considérable de toutes. Il est nécessaire de connoître l'homme pour le gouverner & pour le rendre heureux, & la Politique ne sauroit arriver à la perfection sans la Morale qui se propose de régler les mœurs. C'est donc dans la Morale qu'il faut puiser la véritable Politique, la seule qui puisse atteindre le but de tout Gouvernement fondé sur la Justice.

NOTE (3) Page 210.

UN des grands préceptes que la Morale Politique enseigne aux Ministres & aux autres personnes qui remplissent des charges publiques, soit dans la robe, dans l'épée ou à la Cour, c'est de sacrifier les intérêts de leurs passions au bien de la Patrie. L'Histoire Romaine nous fournit un bel exemple de ce désintéressement patriotique dans la personne de Fabius.

Dans le temps que Manlius commandoit l'armée de la République contre les Samnites, il reçut une blessure dans un combat: ce qui étant capable d'exposer les troupes à quelque danger, le Sénat crut qu'il étoit nécessaire d'envoyer Papirius Cursor en qualité de Dictateur pour tenir la place de Consul. Mais comme c'étoit Fabius qui devoit nommer le Dictateur, & qu'il étoit en Toscane avec les armées Romaines, où l'on craignoit qu'il ne voulût pas consentir à cette nomination, parce qu'il étoit brouillé avec Cursor, le Sénat lui envoya deux Ambassadeurs, pour le prier de mettre à part la haine personnelle qu'il avoit contre Cursor, & de le nommer Dictateur, en faveur du bien de l'Etat. Fabius le fit par un motif d'amour pour sa Patrie, quoiqu'il marquât par son silence & par quelques autres signes extérieurs, que cette nomination lui déplaisoit. Mais tous ceux qui voudront passer pour bons Patriotes, doivent imiter cet exemple.



CHAPITRE XI.

L'Homme d'Etat doit savoir l'Histoire de sa Nation, & celle des autres Peuples.

§. I.

SANS m'arrêter inutilement à parler du prix de l'Histoire en elle-même, non plus qu'à répéter les magnifiques éloges qu'en ont fait les Auteurs célèbres, je vais d'abord considérer la grande utilité de son étude pour toute sorte de conditions, & montrer combien la connoissance, tant générale, que particulière, en est nécessaire à l'Homme d'Etat.

L'Histoire considérée comme moyen d'acquiescer de l'expérience.

Nous avons dit dans le Chapitre VIII. que l'expérience sert à donner de la maturité à un Ministre encore jeune; & nous avons, en même-temps, désigné l'Histoire comme un bon moyen d'acquiescer l'expérience. En effet celle-ci étant le fruit de l'attention réfléchie sur les divers événemens, de quelle autre source peuvent-ils être tirés, que de l'Histoire qui les réunit, & les met tous, d'un seul trait, sous nos yeux, comme une peinture animée? L'Histoire est donc du plus grand secours, pour parvenir aisément à l'expérience. Que dis-je? Elle la donne mieux que les événemens mêmes dont nous sommes témoins; parce que, comme le plus souvent, nous laissons passer ceux-ci, sans beaucoup de réflexion, nous n'en conservons guère le souvenir; au lieu que ceux que l'Histoire contient, y sont à notre disposition, comme un trésor sûr, auquel nous pouvons toujours revenir: aussi exigent-ils, bien moins que les autres, le travail de l'application. Après tout, quel avantage n'est-ce pas de s'épargner ce long espace de temps que requiert l'expérience, sans le secours de l'Histoire? Un sage Prêtre Égyptien, qui ne l'ignoroit pas, cet avantage, dit, en soupirant à la vue des premiers progrès de la Grèce dans les Sciences: „ que le Législateur Solon, & tous les

„ illustres Grecs, ne passoient pour jeunes-gens dans son es-
 „ prit, que parce qu'ils n'étoient pas soigneux de conserver
 „ la mémoire des choses anciennes; attendu que la Science
 „ de l'Histoire élève les enfans au rang des hommes mûrs,
 „ tandis que les hommes faits qui l'ignorent, doivent être
 „ pris pour des enfans (1).

§. I I.

Utilité que l'Homme d'Etat peut retirer de l'histoire de son pays.

Outre le profit que tout le monde peut retirer de l'Histoire universelle, l'Homme d'Etat en trouvera encore dans la connoissance de l'Histoire particuliere, qui lui offre le recueil circonstancié des gestes anciens, concernant le Gouvernement dont il a la conduite actuelle (2).

§. I I I.

1°. Pour connoître la maxime générale par laquelle un Pays se gouverne.

En effet, comme l'histoire particuliere d'un Pays rappelle des faits passés, qui ne regardent que lui, on en peut aisément déduire la maxime générale alors en vigueur dans l'Etat, & la méthode qu'on observoit dans sa pratique. Quand même elle n'y feroit pas décrite en propres termes, il suffit d'y voir les différentes vicissitudes de ce même Etat, & la conduite respective qu'on y a tenue, pour pouvoir sans peine comparer les méthodes les unes aux autres, & en reconnoître la dissimilitude, ou les rapports; & en observant ceux qu'une même cause aura produits, l'on parviendra à démêler leur ressort principal qui n'est rien autre que la maxime générale qu'on desire.

§. I V.

Exemple tiré de l'Histoire Romaine.

Dans l'histoire de la République Romaine, par exemple, il est aisé de décider que dans ses premiers temps, sa maxime ne consistoit qu'à conserver son propre terrain; puisque, dans l'intervalle qu'il y eut depuis l'expulsion des Rois, jusqu'à la première guerre Punique, toutes celles qu'elle fit, furent passives. Elle ne tourna la pointe de ses armes contre les Nations

étrangeres, qu'après qu'elle eut combattu Porfenna qui vint l'attaquer pour rétablir les Tarquins. Elle avoit dompté les Volques & les Sabins qui pilloient ses terres. Elle avoit vaincu les Gaulois qui s'étoient emparés de Rome même, en assiégeant le Capitole. Elle avoit défait les Samnites & les Etruriens qui la pressoient de tous côtés. Enfin, elle avoit puni les Tarentins d'avoir appelé du fond de la Grece Pyrrhus, pour la subjuguier sous prétexte de les secourir. Avec tout cela elle n'avoit point encore médité de Conquêtes. Si sa maxime avoit été d'en faire, après qu'elle eut chassé ses Rois, elle n'auroit jamais attendu que Porfenna vint l'attaquer; elle l'auroit provoqué la première; d'où il s'ensuit qu'elle ne prétendoit rien autre chose, dans ses commencemens, que de bien conserver son Pays. Ce qui prouve invinciblement cette vérité, c'est le désintéressement de Rome qui rendoit aux Peuples vaincus, pour sa seule défense, tout ce qu'ils possédoient; se contentant de les unir à la République, & les laissant d'ailleurs jouir d'autant de liberté qu'ils en avoient avant leur assujettissement.

§. V.

Mais il est aisé de reconnoître le temps où Rome adopta la maxime contraire. Que fallut-il aux Romains, livrés à la passion des conquêtes, pour les y déterminer? un prétexte frivole les autorisa contre la République leur rivale : ils fondirent sans cause sur la Sirie & sur la Macédoine : Carthage avoit fait sa paix avec Rome, Rome viole ses traités pour envahir Carthage; la prise de Numance, la conquête de toutes les Espagnes, celle du Monde entier, à laquelle ce Peuple vainqueur parvint avec une rapidité si étonnante : voilà des marques bien distinctes de la maxime générale qu'il s'avisâ de substituer à la première.

Rome
change
de maxi-
me.

§. V I.

Il ne faut qu'examiner la conduite de cette fameuse République, dans ses différentes situations, depuis sa naissance, jusques à sa première guerre contre Carthage, pour être assuré

Raisons
de ce
change-
ment.

que son attention extrême à se laisser provoquer, ne pouvoit être que l'effet d'un motif parfaitement soutenu : c'étoit, ou une nécessité, ou un penchant décidé, qui lui faisoit négliger l'offensive : nécessité, ou penchant, vraie cause de la maxime de ne prétendre rien de plus que sa propre conservation. Comme depuis la premiere guerre Punique, à-peu-près jusques vers les temps de l'Empereur Adrien, la conduite de la République ne se démentit guere dans l'ardeur d'attaquer pour conquérir, il est clair qu'alors elle vouloit s'étendre, & que ce but étoit devenu sa maxime générale : quoiqu'à bien suivre son histoire, on reconnoitra que Rome ne s'est jamais trop imposée le joug d'aucune maxime, comme nous le verrons dans la seconde Partie Chapitre III. Section II.

§. V I I.

Applica-
tion de
cet exem-
ple.

Ce que nous venons de dire doit faire comprendre aisément comme l'Histoire particuliere dévoilera à l'Homme d'Etat l'ancienne maxime générale du Gouvernement de son pays : premier fruit qu'il retirera de cette lecture : car il ne faut pas qu'il l'ignore, cette maxime ancienne, s'il veut employer avec succès celle qu'il trouve actuellement en vigueur dans l'Etat, ou s'il croit qu'il est de la sagesse de lui en substituer une autre.

§. V I I I.

2°. Pour
connoi-
tre la con-
duite de
ses prédé-
cesseurs,

2°. L'Histoire particuliere de l'Etat enseigne au Ministre la conduite qu'ont tenue ses prédécesseurs, dans les diverses circonstances de leur temps : conduite qui lui servira bien à propos de modele, pour s'y conformer dans des conjonctures pareilles. Ce n'est pas que, sans ce secours, l'Homme d'Etat ne puisse trouver dans sa propre prudence, les moyens les plus applicables à certains cas difficiles qui exigent beaucoup de sagacité : mais toujours est-il vrai de dire que la connoissance des expédients employés autrefois, par d'autres, dans les mêmes rencontres, est, sinon nécessaire, du moins fort utile au Ministre Politique qui craint sagement de présumer trop de
ses

ses propres lumieres, dans l'acquit d'un Emploi aussi délicat que le sien.

§. I X.

Mais outre le fruit que l'on trouve à se conformer à la bonne conduite des autres, dans les occurrences difficiles, cette imitation devient un devoir indispensable dans les cas douteux, que l'expérience, même consommée, ne fauroit décider; par exemple :

Dont l'imitation est quelquefois nécessaire.

§. X.

Certaines pratiques de quelque Etat étranger auront, par hazard, fait courir des risques au Gouvernement : delà, le Ministre apprend à se défier de pareilles pratiques, & les détourne adroitement, pour empêcher leurs suites dangereuses. Mais s'il néglige la précaution que le passé lui offre, il s'expose au malheur d'un remede trop lent : malheur d'autant plus grand, que le bien de l'Etat dépendra davantage de l'activité du Ministre à le prévenir.

Exemple.

Non-seulement l'histoire de l'Etat donne la notion des pratiques étrangères, qui pouvoient préjudicier au Gouvernement, le Ministre en recueille encore la connoissance des effets produits dans l'Etranger, par la conduite de l'Etat dans ces circonstances : d'où il peut se promettre avec beaucoup de fondement, que son attention à marcher sur les traces de ses prédécesseurs, sera suivie d'un succès égal.

Que d'exemples, tirés de l'Histoire même, ne pourrois-je pas rapporter en preuve de cette vérité, si elle avoit besoin d'être prouvée ?

§. X I.

3°. Comme il convient beaucoup mieux à un malade d'avoir pour medecin quelqu'un qui connoisse son tempérament, & les vices de sa complexion, que d'être livré à un homme qui les ignore; de-même, il est de la dernière importance pour l'Etat, que le Ministre Politique, qui le gouverne, & qui est chargé de prévenir ses maux, ou d'y remédier, soit parfaite-

3°. Pour bien gouverner l'Etat confié à ses soins.

ment au fait des révolutions qui ont pu autrefois altérer sa constitution, ou qui peuvent encore la déranger. Le médecin qui fait la cause des infirmités habituelles de son malade, est en état de guérir celles-ci, en même-temps qu'il guérit son mal actuel; ses remèdes appliqués avec connoissance de cause, auront ce double effet. Ainsi l'Homme d'Etat, versé dans l'histoire des révolutions du pays qu'il administre, saura réparer ses maux présents, & tout ensemble empêcher le retour des désordres passés, en établissant des maximes capables de produire à la fois, & la douce jouissance de la prospérité, & l'heureux éloignement de toutes sortes de maux.

Outre cela, le médecin qui ignore les mauvaises dispositions du malade, & les autres infirmités auxquelles il se trouve sujet, pourra bien lui prescrire un remède approprié au mal présent; mais si ce remède se trouve en même-temps contraire à l'état habituel & valétudinaire de celui qui a mis sa confiance en lui; si par exemple, ce remède irrite de nouveau les humeurs déjà trop rebelles, si leur violence excède ce que la foiblesse habituelle du malade peut supporter, malheur à lui! Et malheur à l'Etat dont le Ministre ignore l'histoire particulière, unique interprète de tous ses besoins! en voulant guérir ses maux par des maximes mal appliquées, il déchirera son sein, & ne fera qu'aigrir les maux auxquels il pourroit être en proie.

§. X I I.

49. Pour
les Négocia-
tions.

4°. L'histoire particulière d'un Etat contient en détail, ses négociations & ses alliances; ses brigues & ses convulsions intérieures; ses guerres & ses accommodemens; ses traités en tout genre; ses conventions; ses réserves dans tous les tems, avec tout autre Etat quelconque : de quoi le Ministre Politique étant bien instruit, pourra se garder d'entamer d'autres négociations, ou de nouveaux traités qui dérogeroient aux premiers, ou qui les contrediroient à certains regards, & par lesquels il feroit tomber, sans le vouloir, sur son Souverain, le reproche de mauvaise foi, & lui suscitoit autant d'ennemis qu'il se trouveroit de Princes intéressés à réprimer cette

infraction , ou à en demander raison. L'histoire particuliere apprend encore les vrais termes des traités qui lient les Cours étrangères avec l'Etat ; ainsi le Ministre qui la fait , sera à même , non-seulement de faire observer ponctuellement la teneur des traités , mais encore d'amener par eux les Cours étrangères à ses fins.

§. X I I I.

5°. Comme il n'est pas possible qu'un Etat ait des liaisons , & des traités formels avec tous les autres Etats ; & pouvant arriver qu'il fût besoin d'entrer en négociation avec quelque Cour restée indifférente jusqu'ici , il doit en ce cas , s'enquérir de la maxime générale en vigueur dans ladite Cour , de crainte de proposer des objets qui lui fussent contraires , & de mériter l'affront d'un refus. Il doit aussi , par conséquent , étudier l'histoire de cette Cour , comme contenant en abrégé , celle de son Gouvernement , d'où le Ministre habile reconnoîtra la maxime générale qui s'y observoit aux temps marqués dans ses fastes , pour les cas qui avoient du rapport avec le dessein en question.

5°. Pour traiter avec une Cour jusques-là indifférente.

§. X I V.

Mais après avoir fait mention de l'utilité de l'Histoire en général , pour qui que ce soit qui s'en occupe , après avoir expliqué les avantages que l'Homme d'Etat peut retirer de celle en particulier du pays qu'il administre , je crois qu'il convient de parler de ceux que lui procurera encore la connoissance de toute autre histoire.

Utilité que procure la connoissance de l'histoire des autres pays.

§ X V.

Nous avons déjà prouvé que l'Histoire universelle est un grand moyen pour acquérir une expérience profonde , j'oserois presque dire , de toutes choses. Ajoutons que cette expérience , que chacun peut obtenir par ce même moyen , l'Homme d'Etat l'acquiert aussi sans doute , mais avec bien plus de

L'Histoire contient la science du Gouvernement mise en pratique.

succès que toute autre personne, parce que la lecture qu'il fait de l'histoire, est une vraie étude dont l'objet n'est rien moins que la science du Gouvernement, au lieu que les particuliers ne la lisent que par curiosité, ou pour leur satisfaction particulière. L'Histoire dévoile aux yeux de l'Homme d'Etat tous les secrets & les mystères de l'Administration. Elle lui offre des desseins raisonnés, des conseils profonds, avec leurs suites heureuses; elle lui découvre les malheureux effets des menées injustes, des mesures mal concertées; & par-là elle lui inculque, pour ainsi-dire, la prudence: elle lui remplit l'esprit des richesses de tant d'événemens, d'une si grande abondance de matières propres à former le raisonnement, qu'outre la prudence & la discrétion, elle lui ouvre tous les trésors de l'éloquence, & vérifie cette parole de Démostène: *Historia judicium format, dicendique facultatem auget.*

§. X V I.

L'Origine des Empires & les causes de leurs révolutions.

Mais le fruit le plus exquis, que l'étude de l'Histoire prépare à l'Homme d'Etat, c'est, à mon avis, la science de l'origine des Royaumes & des Empires; la connoissance des époques, & des causes de leur agrandissement, & de leur décadence: parce qu'avec ces lumières, il apprend à supprimer, à extirper dans son Gouvernement, les maximes qu'il voit avoir entraîné les autres à leur ruine, tandis qu'il fait introduire & mettre en vogue celles qu'il reconnoît avoir fait fleurir les autres Etats.

§ X V I I.

Grandeur & décadence du Royaume d'Egypte.

Le Ministre Politique pourra, par exemple, recueillir de l'Histoire universelle, que la puissance & l'éclat du Royaume d'Egypte firent de continuels progrès, tant que l'amour de la Patrie, le desir des sciences, & l'ardeur du travail enflammèrent les cœurs des Citoyens à disposition qui, sous la conduite des Sésostris, leur fit subjuguier tant de Peuples. Au lieu que ce Royaume pencha vers sa chute, dès le moment que le Prince, dans la crainte que trop de gloire & de prospérité n'enor-

gueillit ses sujets, jusqu'à les porter aux dissensions & à la révolte, s'avisâ de leur faire goûter la mollesse, pour les rendre efféminés, & incapables d'exécuter les projets séditieux que pouvoit produire leur inaction, dans la paix profonde dont ils jouissoient. C'est ainsi qu'en leur ôtant tout à la fois l'espérance & le courage, il donna lieu à Sabacon Ethiopien de pénétrer dans l'intérieur du Royaume, & de l'affervir. Peu après, Cambises, Roi de Perse, lui fit la loi; & enfin ce pays, l'objet de l'admiration & de l'envie des autres, ne fut plus digne que d'un mépris général.

§. X V I I I.

C'est l'Histoire universelle qui apprend à l'Homme d'Etat que la Monarchie des Assyriens, si fameuse sous les Regnes de Ninus, & de Sémiramis, étendit ses conquêtes jusques dans la Libie : mais qu'enfin le voluptueux Sardanapale affoiblit ses Etats de la moitié, lorsque ses sujets, outrés d'une débauche inouïe jusqu'alors, se donnerent en partie au Royaume de Babilone.

De la
Monarchie des
Assyriens.

§. X I X.

Elle lui montre que, par la prompte extinction de la famille Royale, Ninive & Babilone s'unissant ensemble, formerent ce célèbre Empire que ruina l'orgueil excessif de Nicostris mere de Balthazar, lorsque pour jetter ce beau pont de communication sur l'Euphrate, qui partageoit Babilone en deux, elle fit mettre à sec ce fleuve immense, en détournant ses eaux, & les réduisant en un lac loin de la ville qui par-là fut ouverte aux Ennemis, elle qui jusques à cette époque, n'avoit à craindre l'effort d'aucune Puissance humaine, mais que le vaillant Cyrus força de se donner à lui, en faisant servir à ses desseins le sujet de la vanité de cette Reine.

Empire
de Babilone.

§. X X.

Je serois trop long, si je voulois rapporter les causes de la décadence des Perses sous Darius Codoman; de l'Empire du

Autres
Empires.

Grand Alexandre; des Républiques de la Grece; de la Puissance des anciens Romains, des Lombards, des Empereurs Grecs, & des autres Etats qui ont brillé dans le Monde : il me suffit d'avoir prouvé que c'est dans l'Histoire universelle que le Ministre Politique découvrira l'origine de leur renversement, & apprendra à faire un bon usage de cette découverte.

§. X X I.

Instru-
ctions
que four-
nit l'Hi-
stoire Ro-
maine.

Mais ce même avantage lui en présente un nouveau : c'est la connoissance de la conduite des hommes qui gouvernoient dans ces temps de crise & d'orage. Que n'enseigne pas à ce sujet l'histoire Romaine toute seule? Menenius Agrippa marque jusqu'à quel point une éloquence mâle avoit pu disposer du Peuple, retiré sur le Mont Aventin, en le forçant de renoncer au dessein qu'il avoit formé contre la Noblesse : & le tempérament que l'on prit de lui donner des Tribuns par l'autorité d'une loi établie exprès, démontre que dans des cas extrêmes, il faut savoir employer les remèdes mêmes qui seroient nuisibles en tout autre temps, s'ils peuvent être utiles dans la conjoncture présente.

§. X X I I.

Sage con-
duite de
la Répu-
blique de
Venise.

La République de Venise, lorsque la plus grande partie de l'Europe, soulevée contre elle, s'efforçoit de la subjuguier, permit aux villes de sa dépendance en Italie, de se donner tel maître qu'elles voudroient, bien que son ennemi : résolution pleine de sagesse, & qui étant jusques-là sans exemple, mérite d'en servir à tous les Etats qui se trouvent dans ces situations désespérées, où le soin de leur propre conservation ne doit jamais faire perdre de vue les moyens de recouvrer, non seulement leur liberté entière, mais encore toute leur première splendeur. En effet, la conduite admirable de cette République opéra son salut : elle vit enfin se rallentir cette fougueuse invasion de tant d'ennemis ligués, parce qu'elle la soutint vaillamment; & bientôt il lui fut d'autant plus aisé de rap-

peller à elle les villes dont elle s'étoit volontairement départie, que sa générosité en les dégageant de la foi qu'elles lui devoient avoit redoublé leur amour à son égard, jusques au point de ne rechercher que l'occasion favorable de se dévouer à elle avec plus d'ardeur que jamais.

§. XXXII.

Or, tous ceux à qui l'Histoire a donné ces fortes de connoissances, & tant d'autres lumieres, doivent regarder d'un œil bien complaisant, les moyens qu'elle leur prépare dans les exemples de tout genre, propres à confirmer invariablement la vérité des propositions qu'ils auront à faire. Telle sera la force & l'évidence des maximes formées & fondées sur de tels principes, que le Prince, s'il s'agit d'une Monarchie, ou bien le Corps Souverain, si l'Etat est Républicain, les acceptera sans difficulté; & l'autorité de l'exemple imposera la nécessité de l'exécution. Quintilien relève avec justice, l'utilité essentielle de ces exemples pour un Orateur, quand il appelle

Utilité
des exem-
ples.

§. XXXV.

Il résulte de ce que nous venons de dire, que l'avantage le plus grand & le plus universel que l'Homme d'Etat retirera de l'Histoire, c'est une connoissance parfaite de la constitution de tous les Gouvernements, & de leur condition passée & présente; des possessions, des négociations & des différents traités de chacun d'eux, enfin de tout ce qui s'est jamais fait dans le Monde. Il y verra d'un coup d'œil, tous les Royaumes de la terre avec toutes les révolutions qu'ils ont souffertes dans tous les temps. Qui ne sent le prix d'un pareil avantage?

Récapitulation
des avan-
tages que
procure
l'étude
de l'His-
toire.



NOTES

SUR LE CHAPITRE XI.

NOTE (1). Page 222.

On peut ranger sous trois chefs tous les avantages que l'Homme d'Etat retire de l'Histoire. 1°. D'abord elle orne l'esprit & enrichit la mémoire : elle excite l'émulation par les éloges qu'elle donne aux grands Politiques, éloges qui ne sont plus équivoques quand ils sont confirmés par la postérité. 2°. L'Homme d'Etat apprend dans l'Histoire le sort des Etats, la cause de leur grandeur & de leur décadence ; les droits en vertu desquels tel Etat est passé dans de certaines Maisons, la forme des différens Gouvernemens, comment elle a été établie, les changemens qu'elle a subis, les regles propres à la rendre stable, les améliorations dont elle est susceptible. 3°. Il y voit la conduite des plus grands hommes dans l'art du Gouvernement, les ressources qu'ils ont su mettre en usage dans les circonstances critiques ; la bonne ou mauvaise réussite des Négociations avec les causes de l'une & de l'autre, &c. Un Homme d'Etat qui fait lire l'Histoire dans l'esprit de sa profession sublime, y trouve en raccourci, & souvent même en détail tout ce qu'il doit favoir & pratiquer.

NOTE (2). Page 222.

Ce n'est pas assez d'être convaincu de l'utilité de l'Histoire. Il faut favoir la méthode de la lire avec le plus grand profit, & sur-tout se borner dans une Science si vaste qu'elle absorberoit toute la vie d'un Ministre s'il vouloit la favoir en entier. Il doit donc se borner à prendre dans cette étude une légère teinture de l'Histoire des trois autres parties du monde, pour s'appliquer à acquérir une connoissance plus exacte de celle de l'Europe, de celle des Etats qui y jouent un plus grand rôle. Il doit se faire un système complet, s'il est possible, des intérêts réciproques de tous les Etats de l'Europe ; mais de toutes les Histoires celle qu'il lui convient le plus de favoir à fond, c'est celle des Etats de son Maître, de leurs événemens, révolutions, intérêts, relations avec les Etats circonvoisins, &c. Si les grandes occupations ne lui permettoient pas des études plus étendues, il pourroit absolument ne remonter que jusqu'au temps de François I. & de Charles-Quint ; qui fait une époque considérable dans l'Histoire de l'Europe, & une époque qui conduit à la connoissance des deux siècles les plus féconds en événemens instructifs, & qui sont par cela même comme les seuls qui nous intéressent.

CHAPITRE

CHAPITRE XII.

Qu'il importe à l'Homme d'Etat de connoître les inclinations des Princes étrangers, & de leurs Ministres.

§. I.

P UISQU'IL est ici question de discourir des inclinations des Princes étrangers, & de celles de leurs Ministres d'Etat; qu'il nous soit permis, sur le principe établi dans le Chapitre X. Qu'un Ministre Politique doit posséder à fond ces parties de la Philosophie qui donnent les vraies notions de l'homme; qu'il nous soit permis, dis-je, de commencer par quelques réflexions qui nous facilitent les moyens de démontrer la nature & les causes des inclinations humaines dans chaque individu : cela nous donnera occasion d'examiner & comment, & par où, ces inclinations peuvent être apperçues : ensuite, parvenus à les voir telles qu'elles sont dans tout homme, il ne nous sera pas difficile de prouver combien il importe au Ministre Politique de savoir quelles elles sont en effet dans les Princes étrangers, & dans leurs Ministres d'Etat.

Annon-
ce préli-
minaire.

SECTION PREMIERE.

DE LA NATURE ET DES CAUSES DES
INCLINATIONS HUMAINES.

§. II.

P OUR commencer à traiter des inclinations, il s'agit d'abord de définir leur nature. Ce mot *inclination*, simplement entendu, signifie, *direction*, *penchant*, *mouvement progressif vers un objet quelconque*; mais quand ce mot est appliqué à une personne, la signification énoncée ci-dessus est métaphorique

De la na-
ture des
Inclina-
tions.

& comparative; d'autant que par le mot, *Personne*, nous entendons un composé de corps & d'ame; or, l'ame ne sauroit, tant qu'elle réside dans un corps, avoir ni direction, ni mouvement progressif hors de lui : ainsi, *l'inclination*, prise pour le penchant d'une personne, veut dire cet appétit qui porte l'ame à desirer, & poursuivre un objet plus fréquemment que tout autre : & parce qu'il semble que le penchant de l'ame imite l'action du mouvement d'un corps qui en se mouvant s'approche progressivement d'un autre corps, nous donnons, par métaphore, à cette disposition de l'ame, le nom d'*inclination*.

§. I I I.

De leurs
causes.

Voilà ce qu'en ce sens, on doit entendre par *inclination*; après en avoir défini la nature, il s'agit de parler de ses causes, & d'examiner si c'est du corps ou de l'esprit que les inclinations procedent.

§. I V.

Corps
sans ame,
celui des
Brutes.

Si nous considérons le corps, nous trouverons qu'il produit ses inclinations; & si nous jettons nos regards sur l'ame spirituelle, nous la verrons produire aussi les siennes. Quant au premier de ces deux sujets, j'appelle corps sans ame spirituelle, celui de la brute, parce que je la crois privée de la faculté de penser, & conséquemment de celle de desirer par la pensée; n'opérant jamais par choix, mais seulement selon l'impression aveugle de ses mouvemens corporels, comme une attention un peu sérieuse nous le fait connoître clairement, en nous assurant que puisque les brutes n'ont pas de libre arbitre, elles n'ont pas d'ame non plus, c'est-à-dire, de principe intellectuel qui éclaire & dirige leurs opérations.

§. V.

Elles
n'ont ni
volonté,
ni enten-
dement.

Chacun sait que l'ame, ou le principe qui pense dans nous, est entendement & volonté; que la volonté, libre de sa nature, n'opere que par choix; & qu'ainsi, tout ce qui emporte

nécessité, se fait sans choix & involontairement. Or, les opérations de la brute n'étant rien moins qu'arbitraires, puisqu'elle ne se refuse jamais au plus puissant de ses mouvemens corporels, il s'ensuit qu'elle n'a point de volonté. Donc, ce qui constitue l'essence de l'ame manque à la brute. Donc, elle est sans ame spirituelle; car l'entendement opere toujours, ou par affirmation, ou par négation, ou par convenance, qui sont autant d'effets de la volonté. L'entendement seroit sans exercice, si ses opérations n'avoient pas leur fin déterminée: par conséquent la brute, n'ayant pas de volonté, elle ne peut aussi qu'être privée d'entendement, parce que la nature ne fait rien en vain.

§. V I.

Nous remarquons pourtant dans les bêtes, ces mouvemens que nous venons d'appeller *inclinations*; & nous les voyons portées à telle affection ou passion, plutôt qu'à telle autre. En effet, il en est qui ont un penchant décidé pour la trahison, comme, les singes: celui des lieures les dévoue à la timidité: les bêtes féroces se livrent à la colere: la luxure, la prudence apparente, un soupçon d'industrie, caractérisent d'autres brutes: enfin les inclinations de l'homme se trouvent presque toutes dans la bête; sur quoi il est bon d'observer que ces sortes d'inclinations n'ont leur principe que dans les dispositions corporelles; d'où il s'ensuit qu'elles s'engendrent dans elles avec diverses qualités, qui répondent exactement à la différente organisation des corps. Or, ces dispositions corporelles étant toutes les effets de l'une des deux causes qui donnent au corps le mouvement, je veux dire, la puissance concupiscible, & la puissance irascible, il est constant que ces penchans, ainsi que leurs modes & leurs effets, ne peuvent être rapportés qu'à l'une des deux.

Leurs inclinations ne peuvent être rapportées qu'au corps.

§. V I I.

Quant aux inclinations qui procedent de l'ame, ou de l'esprit dégagé de la matiere, comme cet Etre ne tombe pas

Les inclinations humaines

proce-
dent de
l'ame &
du corps
unis en-
semble.

sous nos sens, nous ne pouvons lui attribuer d'autre penchant que celui qui constitue sa nature intrinsèque, qui est de tendre au bien essentiel. C'est pourquoi nous sommes forcés de considérer l'esprit, ou l'ame immatérielle, dans son état d'union avec le corps. Par-là, nous découvrirons l'origine des inclinations de l'homme.

C'est un sentiment reçu, que les principes de la plupart de ses penchants se trouvent dans la disposition du corps; mais que pour élever ces principes jusqu'au degré d'inclinations formelles, il est besoin du concours, au moins implicite, de l'ame, ou de la faculté de penser; & que c'est, par conséquent, du corps & de l'ame unis ensemble, que procede leur perfection.

§. V I I I.

Inclina-
tions aux-
quelles
l'ame pa-
roit avoir
plus de
part que
le corps.

Pendant, il arrive que certains corps, plus ou moins bien disposés, se refusent aussi plus ou moins aux impressions de l'ame, dans le concours des opérations; tandis qu'ils ne s'opposent point, ou que très-peu, au penchant qui la porte, par sa nature, à poursuivre l'acquisition du vrai & du bon, autant qu'elle peut connoître l'un & l'autre pendant son union avec le corps. Alors elle s'adonne à l'étude, & aux Arts libéraux & mécaniques. C'est de ces sortes d'inclinations qu'on peut dire que l'ame est le principe, bien qu'elle ne les produise qu'autant que la disposition du corps ne les lui rend pas impraticables. Toutefois le corps devant concourir à leur effet, soit par la lecture, soit par l'écriture, & tantôt par le moyen de l'imagination, ou par celui du raisonnement; cela démontre que ces inclinations, & non pas celles dont nous avons d'abord parlé, prennent leur principe dans l'ame & reçoivent du corps leur perfection. A ces inclinations, qui méritent le titre de vertueuses, il faut ajouter celles qui doivent être appelées vicieuses, parce qu'elles excèdent les bornes de la vertu; telles sont l'Envie, la Jalousie, l'Orgueil, le Soupçon injuste, & tant d'autres.

§. I X.

Il est donc évident qu'il n'y a dans l'homme que deux espèces d'inclinations; savoir : celles qui tirent leur origine du corps, & que l'ame complete pour ainsi dire, & celles que l'ame produit, & que le corps perfectionne. En voici la raison. L'être de l'homme consiste, ainsi que nous l'avons déjà dit, dans l'union de l'ame avec le corps : or, c'est le propre de l'union, de confondre ensemble les opérations essentielles des parties unies, autant que leur nature particuliere le souffre. Sur ce principe, qu'établit l'union, l'ame ne fait rien sans le concours du corps ni le corps sans l'entremise de l'ame; surtout, dans ce qui concerne les inclinations, parce qu'elles sont produites d'une des principales opérations, soit du corps, soit de l'ame; mais avec cette différence, que l'ame étant douée d'une volonté libre, peut influer tellement dans quelques mouvemens du corps, qu'elle les regle & les réprime : au lieu que le corps, qui est sans volonté, ne sauroit avoir un pareil empire sur l'ame, pouvant tout au plus l'induire à seconder les mouvemens corporels. Tout ceci prouve qu'il n'y a point d'inclination dans l'homme, si le corps & l'ame ne s'accordent à la former.

Il n'y a dans l'homme que deux espèces d'inclinations.

§. X.

L'origine des inclinations étant ainsi démontrée, reste à examiner si celles qui procedent des affections corporelles, sont produites dans l'homme plus aisément que celles dont l'ame est la cause.

Quelle espèce d'inclinations naît plus aisément dans l'homme.

Pour empêcher les premieres de se former, il faut, ou que le corps n'abonde pas beaucoup en ces humeurs qui rendent trop véhémentes les parties concupiscible & irascible, ou, que l'ame réprime, par la volonté, leurs mouvemens fougueux.

Le premier de ces états est bien rare, car nous voyons très-peu de tempéramens modérés. Ainsi il y a beaucoup plus d'hommes qui tiennent leurs inclinations du corps, que d'hommes qui les tiennent de l'ame.

§. X I.

Facilité
avec la-
quelle la
volonté
cede aux
appétits
du corps.

Dans le second état, nous observons que toutes les fois que l'homme emploie sa volonté, pour l'opposer à quelqu'un de ses penchants corporels, cet acte de la volonté doit avoir une vigueur proportionnée à la force du penchant. D'autre part, nous reconnoissons que dans toutes ses opérations, l'ame n'envisage que sa satisfaction, qui est celle de son amour-propre. Ainsi le Stoïque combat tous ses appétits corporels, pour avoir le plaisir de les vaincre : au contraire, l'Epicurien qui établit son bonheur dans la satisfaction des sens, suit tous ses appétits corporels, s'y livre sans réserve, & les entretient de tout son pouvoir. En un mot, l'homme, selon le naturel qu'il a, met sa gloire dans telle ou telle conduite; & détermine par la volonté le choix de l'action la plus propre à satisfaire son penchant, quel qu'il soit. Delà, quand l'appétit corporel est véhément, l'ame, pour l'ordinaire, le suit, parce que se voyant obligée à des efforts trop grands, si elle entreprend de le combattre, elle aime mieux laisser reposer les actes de sa volonté, ou n'en faire qu'un doux usage en obéissant. Ainsi, les inclinations ne se forment guere qu'au gré des mouvements du corps; & de la douceur flatteuse qu'on trouve à s'y conformer, naît le caractère de la plupart des hommes.

§. X I I.

Causes
de cette
facilité.

De plus, cette activité si vive de l'appétit corporel qui porte l'ame, non-seulement à ne le point combattre, mais même à le suivre, a, tout à la fois, l'ame & le corps pour principe : attendu que dès le moment que celle-là y adhère, soit sans y penser, soit par l'illusion que lui fait l'attrait corporel, dans la supposition du vrai bien qu'elle y trouvera; dès-lors, dis-je, certains esprits animaux, très-prompts, se font jour à travers les parties du corps les plus délicates, excitant, par leurs chocs impétueux, les fibres dont ils augmentent d'autant l'élasticité : ce qui met en jeu tout le principe de l'appétit cor-

porel, & le rend efficace. Delà, ces esprits se multipliant, & redoublant de force, dans les chemins qu'ils se sont frayés, & qu'a dilatés leur multitude, ils excitent par tout le corps de si violents appétits, que ce qui n'étoit d'abord qu'un soupçon de penchant, devient une inclination formelle, dont la volonté ne peut guere plus être maîtresse; de sorte que celle-ci, s'abandonnant à l'inaction, (non pas qu'elle ne soit bien capable de résister, mais parce qu'elle préfere le bien sensible qu'elle goûte en cédant, au bien moral qui lui reviendrait d'une résistance pénible;) il arrive que les inclinations des hommes se portent, ainsi que celles des bêtes, au gré des appétits du corps, & selon ses dispositions; avec cet avantage toutefois du côté des hommes, que leur volonté peut élever les esprits animaux à un plus haut degré de force, pour le raffinement du plaisir; au lieu que les bêtes étant sans volonté, on ne voit pas qu'elles fassent plus que suivre aveuglément leurs appétits. Concluons donc qu'ordinairement les inclinations qui proviennent du corps, prévalent dans les hommes.

§ X I I I.

Nous avons crû devoir nous étendre un peu sur ce sujet, en exposant les principes des inclinations, & comment il se fait qu'elles l'emportent ordinairement sur la volonté des hommes, afin d'apprendre à les régler, ou à les changer dans nous, & peut-être même dans les autres, selon les occurrences; mais notre dessein étant sur-tout de faciliter les moyens de connoître quelles elles sont dans les Princes, & dans leurs Ministres, nous en allons faire la matiere de la Section qui suit.

Passage
à la Section
suivante.

S E C O N D E S E C T I O N.

COMMENT ET A QUOI L'ON PEUT CONNOÎTRE LES INCLINA-
TIONS DES PRINCES ETRANGERS ET DE LEURS MINISTRES.

§. X I V.

Les incli-
nations
de l'hom-
me se ma-
nifestent
par ses
actions.

PUISQUE les inclinations portent l'homme vers l'objet auquel elles se dirigent, & que la poursuite de cet objet est une action de l'homme, il est évident que ses inclinations doivent se manifester par quelques-unes de ses actions : or, nous reconnoissons dans l'homme trois sortes d'actions principales.

§. X V.

Trois ef-
peces d'a-
ctions.
Premiere
espece.

Premièrement, les actions publiques, c'est-à-dire, celles qui sont connues de tout le monde, lesquelles, chez les Princes, & les Hommes d'Etat, se réduisent à la guerre, ou à la paix, à l'observation des traités, ou à leur violation, aux opérations du commerce, à l'établissement des manufactures, aux voyages, & autres actions de cette nature.

§. X V I.

Seconde
espece.

Secondement, les actions particulieres & privées, qui ne viennent pas aisément à la connoissance du Public, comme la fidélité aux loix ; le maintien de l'ordre intérieur de l'Etat ; l'usage de la sévérité, ou de la douceur ; la nécessité de gouverner par soi-même, ou par d'autres ; & tant d'actions semblables qui restent inconnues à qui ne les observe pas avec attention.

§. X V I I.

Troisie-
me espe-
ce.

En troisieme lieu, les actions qui forment les habitudes, ou pour mieux dire, les habitudes elles-mêmes, qui consistent dans ce qu'une personne fait le plus souvent, & ce qu'elle auroit bien

bien de la peine à se dispenser de faire, par exemple, de satisfaire ses passions quelles qu'elles soient. Ainsi celui que domine l'appétit irascible, se plaît à la vengeance, à la haine, à la cruauté; & celui qui lâche la bride à l'appétit concupiscible, mène une vie lascive & oiseuse, qu'il assaisonne d'intempérance. Et par rapport aux habitudes de l'ame, & ce sont ou l'application à l'étude, & aux arts libéraux & mécaniques, l'accomplissement des préceptes de la Religion, le retour sur soi-même, l'amour de ses devoirs : ou, au-contre l'orgueil, l'envie, les préventions injustes, &c.

§. X V I I I.

Il semble que ces trois sortes d'actions servent extrêmement à démêler les inclinations des Princes & de leurs Ministres; & en effet, ce sont-là des moyens si propres à cette recherche, que l'on pourroit les employer heureusement pour reconnoître les inclinations même des anciens sur la foi de l'Histoire, si le but que l'Homme d'Etat se propose dans cette sorte d'étude, ne le dispensoit pas de connoître d'autres inclinations que celles des personnes avec qui il doit avoir des relations, soit directes, soit indirectes.

Les actions des Princes & de leurs Ministres, considérées comme moyen de connoître leurs inclinations.

§. X I X.

Mais, après avoir montré les moyens qui peuvent dévoiler aux yeux de l'Homme d'Etat, les affections & les penchants des Princes & de leurs Ministres; examinons si les différentes formes de Gouvernement sont sujettes à cette diversité d'inclinations (1); & s'il faut, dans une Monarchie, comme dans un Etat Républicain, prendre une même route pour parvenir à les connoître. Or, voici, à peu-près, les causes qui peuvent assujettir les Etats à l'impression des inclinations différentes des Princes & des Ministres.

Influence des inclinations des Princes & de leurs Ministres sur le Gouvernement.

§. XX.

Un Etat
porte
l'em-
preinte
du cara-
ctère de
celui qui
le gou-
verne.

En premier lieu, il est évident que le Gouvernement prend toujours l'empreinte des inclinations diverses des personnes qui le conduisent le plus immédiatement. L'énergie & la vivacité de la partie concupiscible, & de la partie irascible, n'étant pas toujours les mêmes dans l'homme, tantôt c'est l'une qui l'emporte sur l'autre, tantôt elles s'élèvent toutes deux à un même degré de force, par un double effet de leurs mouvemens contraires. Tout ce système variant avec les causes qui la produisent, il fait changer aussi la face d'un Etat.

§. XX I.

Exem-
ples.

Ainsi voyons-nous que Nerva & Trajan firent fleurir leur vaste Empire, par la meilleure forme de Gouvernement, parce qu'ils faisoient se gouverner eux-mêmes avec la plus grande sagesse : au contraire, Néron & Domitien méritèrent, par la dépravation de leurs mœurs, que leurs regnes fussent en proie aux révolutions & aux révoltes.

§. XX I I.

La varia-
tion des
inclina-
tions du
chef fait
varier la
face du
Gouver-
nement.

La même raison nous apprend que, si ceux qui gouvernent viennent à changer de mœurs, le Gouvernement ne manque pas de changer de système. Néron lui-même en est la preuve : les premières années de son regne se passèrent dans une parfaite harmonie de tous les ordres de l'Empire : doux effets des bonnes habitudes du Prince, que la modestie guidait encore ! Mais dès qu'il se livra à des penchans contraires, tout l'Empire se vit enveloppé dans les horreurs dont l'idée nous fait encore frémir.

§. XX I I I.

L'Etat
varie en-
core par

En second lieu, ce qui assujettit un Etat aux différentes inclinations de ses Chefs, c'est le fréquent changement de ceux-

ci. En effet, puisque nous voyons des inclinations tout-à-fait différentes se succéder souvent très-rapidement dans une même personne, il est aisé de concevoir qu'un Souverain ou un Ministre qui succède à l'autre, puisse ne pas avoir les penchans de son Prédécesseur. D'où il est à présumer que plus les Souverains & les Ministres seront souvent remplacés par d'autres, plus il surviendra de changemens d'inclinations dans les Chefs de l'Etat, & plus aussi cet Etat fera sujet à changer de face.

le changement de chef.

§. X X I V.

La troisième cause qui soumet un Gouvernement à ces sortes de variations, c'est l'autorité absolue mise dans les mains d'un seul. Car l'indépendance du Prince le mettant au-dessus du blâme, sa volonté en a moins de résolution & moins de vigueur à réprimer les premiers penchans vicieux, & à nourrir les inclinations vertueuses qui lui feroient cultiver les Sciences, & rechercher le vrai bien. Libre à tous égards, même du joug des loix, il s'affranchira encore de l'empire de l'opinion, il résistera à l'attrait de la bienfaisance, se laissera aisément aller à l'attrait séduisant des passions, lesquelles excitées alternativement par leur vivacité naturelle & l'impression stimulante des objets, se reproduiront sous mille formes variées, dont l'Etat agité recevra toutes les impressions : malheur terrible qui fait des Peuples le jouet & l'amusement du Despote, sans nul égard aux Loix divines & humaines !

Troisième source de variation, l'indépendance absolue du Chef.

§. X X V.

Ces causes, que nous venons d'expliquer, font bien voir que les divers Gouvernemens ne sont pas tous également sujets à être emportés par le torrent des inclinations diverses de leurs Chefs ; & que ceux-là y sont beaucoup plus sujets, qu'un seul conduit despotiquement, s'il suit l'attrait de ses penchans multipliés. Plus son regne sera long, plus il aura occasion de changer d'inclinations, soit par l'inconstance naturelle à l'homme, soit par la vicissitude des causes extérieu-

Les Monarchies plus sujettes à changer de face que les Républiques.

res ; ou si les changemens de Souverain, & de Ministres, sont fréquens dans l'Etat, il est naturel de penser que la diversité des inclinations en sera plus souvent renouvelée. Tel seroit le sort des Etats Monarchiques, si les vertus des Rois, & les Loix fondamentales de la constitution ne prévenoient ce malheur. Car pour les Républiques, comme la conduite en est en plusieurs mains, elles ont moins à craindre ces sortes de révolutions. Dans cette forme de Gouvernement, les Décrets ne passent qu'à la pluralité des voix ; & il n'est pas douteux que des résolutions prises de l'avis presque unanime des personnes les plus recommandables d'un Etat, ne soient les productions de la sagesse, plutôt que du caprice aveugle.

D'où il faut conclure que les actions publiques, les actions privées, & l'habitude, ces trois moyens que nous avons assignés plus haut, pour parvenir à la connoissance des inclinations des Princes & des Ministres, ne seront pas d'un usage égal dans un Etat Républicain, & dans une Monarchie. Les deux premiers indices, c'est-à-dire, les actions publiques, & les actions privées, voilà les moyens seuls propres à être employés pour cette connoissance dans une République, & cela pour la raison suivante.

§. X X V I.

L'habitude n'est pas un moyen de connoître les inclinations des Chefs d'une République ;

Il seroit inutile de chercher dans l'habitude, la connoissance des inclinations d'une République, parce que l'habitude est autre chose dans un individu, & autre chose dans l'union d'un grand concours de personnes, tel que celui qui forme tout le Gouvernement d'une République ; de sorte qu'ici le mot *habitude* n'a d'autre sens que celui de maxime, ou d'action, soit publique, soit privée ; au lieu que dans une personne particulière, il signifie une coutume de faire certaines actions dont elle auroit beaucoup de peine à se dispenser.

§. XXVII.

Ce troisieme moyen aura donc lieu seulement dans les Monarchies, & sera d'autant plus efficace pour connoître les inclinations des Princes & des Ministres, que ces formes de Gouvernemens mettent la Souveraineté dans une seule personne qui donne l'impression à tout le corps politique. Le Gouvernement Monarchique, dépendant de l'autorité d'un seul, il est ordinaire que le Gouvernement suive son inclination habituelle, les maximes d'Etat en sont toutes imbues, & pour peu qu'on les considere, on y voit les traces du caractère du Prince. Mais dans l'Etat Republicain, où la Souveraineté réside dans le nombre, comme les inclinations habituelles y sont presque aussi différentes que les personnes qui la partagent, les maximes du Gouvernement sentent trop peu les caractères respectifs de ses parties, pour les y retrouver : d'où nous concluons que l'inclination du Corps Souverain d'une République, ne sauroit être connue par ce moyen.

Mais
seule-
ment
dans les
Monar-
chies.

§. XXVIII.

Quant à l'emploi des deux autres moyens pour parvenir à la connoissance des principes sur lesquels se conduit un Etat Republicain, lesquels consistent dans les actions publiques & dans les actions privées, sa réussite est immanquable, si l'on y observe bien ce que nous avons dit touchant ces actions.

Efficacité
des deux
autres
moyens
par rap-
port aux
Républi-
ques.

TROISIEME SECTION.

DES RAISONS QUI OBLIGENT L'HOMME D'ÉTAT A ETUDIER
LES INCLINATIONS DES PRINCES E'TRANGERS, ET DE LEURS
MINISTRES (2).

§. XXI X.

Pour procéder, avec toute la clarté possible au développement des raisons qui imposent à l'Homme d'Etat le devoir

Division
de cette
Section.

d'étudier & connoître les inclinations des Princes étrangers & de leurs Ministres, il est à propos de commencer par exposer celles qui en établissent la nécessité par rapport aux Princes étrangers, nous considérerons ensuite la même obligation par rapport à leurs Ministres.

§. X X X.

Les
Maximes
d'Etat
sont ordi-
nairement
analo-
gues aux
inclina-
tions des
Princes.
Exem-
ple. Ro-
mulus.

En premier lieu, comme dans tout Etat, soit Monarchique, soit Républicain, les inclinations des Souverains influent beaucoup sur l'établissement des maximes, tant générales, que particulières, qui dirigent tout le Gouvernement; il s'ensuit que, pour l'ordinaire, les maximes d'Etat se ressentent de ces mêmes inclinations.

Ainsi, Romulus, homme d'un naturel fier & hautain, & d'un génie dur & belliqueux, comme ayant été élevé dans les bois, consacra au Dieu Mars, sa Ville naissante, & ne tarda pas de s'adonner aux exercices militaires; montrant par-là son ardeur pour les grands exploits, dont il s'efforçoit d'inspirer les hauts sentimens à son Peuple encore trop petit pour en avoir d'autres que ceux de sa propre conservation.

Numa.

Numa, successeur de Romulus, fit cesser toute entreprise bruyante, & n'établit que des maximes de paix, parce qu'il n'avoit d'attrait que pour les exercices de l'esprit.

Sparte.

Le Gouvernement de Sparte n'auroit jamais pris pour maxime fondamentale, le devoir de n'employer toute la force de ses armes, qu'à se défendre, s'il n'eût pas aimé la frugalité, & si son penchant ne se fût pas décidé pour les douceurs de l'Etat médiocre.

Athenes.

Athenes au contraire, portée à l'amour des richesses, des vastes possessions, & par conséquent, de la gloire, s'imposa la loi d'étendre de tout son pouvoir, les bornes de sa domination.

§. X X X I.

Nécessité
d'étudier
les incli-

Tout cela prouve que l'Homme d'Etat, qui sait que son principal devoir est de procurer au Pays qu'il gouverne, tous les

avantages possibles dans les regles de l'équité, est, par-là même, obligé de s'instruire avec soin de la nature des affections qui dominent les Souverains, parce que ce sont elles qui engendrent, pour ainsi dire, les maximes générales & particulières des Gouvernemens; comme c'est de la connoissance de ces maximes que dépendent les avantages que l'Homme d'Etat doit procurer au Pays confié à son Administration, en les étudiant & combinant pour rejeter celles qui pourroient être nuisibles & embrasser les plus salutaires.

nations
des Prin-
ces étran-
gers.

§. XXXII.

En second lieu, je remarque qu'il est très-difficile de réprimer en nous les inclinations vicieuses, qui ont leur source dans le tempérament. Quelques soins que nous nous donnions pour les changer en inclinations morales, ou spirituelles, nous n'en viendrons que rarement à bout, parce que la force intrinsèque de la cause qui produit ces inclinations, triomphe de toute la vertu que nous pouvons employer contre elles. En effet, combien cette force intrinsèque des esprits animaux, qui viennent en foule mettre le désordre dans les sens, n'est-elle pas plus fréquente, plus active, plus puissante, que ne peuvent l'être, humainement parlant, les moyens de résistance que la volonté lui oppose? De-là vient que l'on se corrige rarement de ces inclinations, & qu'il faut une vertu plus qu'humaine pour en triompher. Il n'en est pas ainsi des inclinations spirituelles; rien n'est plus aisé que de les pervertir, & de les tourner à son gre, comme nous l'avons déjà observé.

Combien
il est diffi-
cile de ré-
primer les
inclina-
tions vi-
cieuses.

§. XXXIII.

Il n'est pas raisonnable de penser que des maximes établies par l'inclination du Souverain, puissent être changées, si cette inclination même ne change. Il faut donc que l'Homme d'Etat connoisse les penchans des Princes, pour juger, par leur durée, de la constance des Souverains à suivre les mêmes maximes, le même plan d'opérations, & la même conduite.

Con-
stance
dans la
conduite
des Prin-
ces occa-
sionnée
par la du-
rée de
leurs in-
clina-
tions.

§. X X X I V.

Connoître la passion dominante des Princes pour juger de leur foi.

En troisieme lieu, il est évident que pour la sûreté & le bon ordre de l'Etat, le Ministre Politique doit savoir combien, & jusqu'à quel point il pourra compter sur la foi des Souverains, avec lesquels son Maître a des démêlés, ou des intelligences: car un Etat peut souffrir d'étranges dommages de la retraite d'un allié qui, n'écoutant que son intérêt propre, rompt l'alliance, quand on a plus besoin que jamais de son secours. Nous en avons un exemple frappant dans le trait qui fixa à la Maison des Médicis, la possession du Grand-Duché de Toscane. Il y avoit une alliance secrète entre elle & François I, Roi de France; elle s'en départit au moment qu'elle vit ce Prince prisonnier, & s'allia ouvertement avec l'Empereur Charles V. Pour savoir quel fond l'on peut faire sur un Prince, il est donc nécessaire de savoir où sa passion dominante le porte, à la gloire, ou à l'intérêt. L'amour de l'intérêt-propre le rend inconstant & perfide; l'amour de la gloire le rend noble & généreux.

§. X X X V.

Connoître leur fermeté pour ne leur pas résister imprudemment.

La connoissance de certaines inclinations des Princes, est aussi d'un grand secours, lorsqu'il s'agit de prendre parti contre eux, pour juger s'il est expédient ou non, de persister dans le dessein que l'on avoit formé de les réduire. Charles VIII, Roi de France, étant entré à force ouverte dans Florence avec ses troupes, cessa de prétendre des Florentins un secours contre Alphonse, Roi de Naples, dès que Pierre Capponi lui eût fait connoître que si, pour réussir, il faisoit retentir ses trompettes, Florence sonneroit son tocsin. Ces paroles persuaderent au Roi de France que les Florentins avoient résolu de demeurer inébranlables dans leur refus, & il se désista de sa prétention.

§. X X X V I.

§. XXXVI.

En quatrième lieu, puisque les inclinations engendrent les maximes, & que les inclinations morales ou intellectuelles peuvent s'altérer & dégénérer en inclinations physiques, au lieu que celles-ci sont plus constantes; le Ministre Politique, qui connoîtra que certaines maximes sont avantageuses à l'Etat, pourra, par des voies secrètes, mais justes, entretenir l'inclination du Prince qui les a établies. Que si d'autres maximes doivent convenir davantage, le Ministre emploiera, en sens contraire, des moyens également équitables, pour tourner ailleurs les penchans du Prince, & abolir ainsi les maximes qui en résultent, pour y en substituer d'autres.

Fomen-
ter les
penchans
des Prin-
ces, ou
travailler
à les chan-
ger selon
le besoin.

§. XXXVII.

En cinquième lieu, au moyen de cette connoissance des inclinations des Princes, l'Homme d'Etat pourra aisément se concilier l'affection de ceux qu'il verra opposés à ses desseins; ou, s'il n'y réussit pas, du moins lui sera-t-il facile de se disposer avec avantage à tout événement; il aura toujours acquis des lumières pour diriger ses attaques ou sa défense, s'il est réduit à cette extrémité.

Se conci-
lier l'affec-
tion des
Princes,
en sui-
vant leurs
inclina-
tions.

§. XXXVIII.

Enfin, à l'aide de la même étude, l'Homme d'Etat apprendra si les Princes sont enclins à l'injustice, à la tyrannie, à l'avarice, & se conduira en conséquence. Il ne craindra pas d'user de force, autant qu'elle sera nécessaire pour le bien de son Pays, à l'exemple de l'Empereur Charles V, lequel, après que, sans son consentement formel, on eut donné Plaisance à Pierre-Louis Farneſe, & apprenant qu'il y exerçoit une domination tyrannique, fut tellement animer contre lui les esprits déjà révoltés de ses excès, que ce Tyran fut assassiné & jeté par les fenêtres. Ainsi cet Empereur revendiqua, & recouvra Plaisance.

Régler
sa con-
duite sur
les incli-
nations
des Prin-
ces.

§ XXXIX.

Des raisons qui portent l'Homme d'Etat à étudier le caractère des Ministres étrangers.

Nous venons d'expliquer les principales raisons pour lesquelles l'Homme d'Etat doit étudier & connoître les inclinations des Princes étrangers. Voyons maintenant les raisons qui doivent le porter à étudier & connoître les caractères des Ministres.

§ XL.

Première raison. Les Princes n'agissent souvent que par leurs Ministres.

La première est que les Ministres peuvent, plus que personne, tourner à leur gré les inclinations de leur Maître, étant ceux en qui, pour l'ordinaire, il a le plus de confiance, & dont il suit plus volontiers le sentiment. Le Prince établit-il des maximes trop sévères? le Ministre trouve le moyen de les radoucir. Sont-elles trop lâches? il le porte à leur donner plus de vigueur. Ainsi c'est le Ministre qui dirige l'inclination du Souverain, soit vers la rigueur, soit vers la clémence, selon le besoin. Or, puisqu'il a cet ascendant à l'égard des maximes générales qui concernent l'intérieur de l'Etat, il en aura un plus grand encore à l'égard des maximes particulières qui regardent la conduite du Prince avec les autres Souverains. Il pourra aussi modérer dans son Prince les inclinations qu'une longue habitude aura rendues plus notoires. Il est donc important à l'Homme d'Etat de connoître le caractère des Ministres, puisqu'il influe si fort sur celui des Princes, sur-tout, lorsque ceux-ci ne se mêlent pas beaucoup des affaires.

§ XLI.

Seconde raison. Apprécier les dispositions actuelles des Ministres pour se les rendre favorables.

Une seconde raison qui exige de l'Homme d'Etat cette connoissance, c'est l'utilité qu'il en peut retirer, pour apprécier les dispositions des Ministres, savoir, par exemple, s'ils sont tellement dévoués à leur devoir, que rien ne soit capable de le leur faire oublier, ni sollicitation, ni service rendu, ni avantage offert, ni envie de se venger de quelque outrage reçu; ce fut par un pareil motif de vengeance que Narzetta cour-

roucé contre l'Impératrice Sophie , appella les Lombards en Italie. Du reste l'intention de l'Homme d'Etat doit être pure & honnête dans cette recherche ; il peut, sans injustice, tirer avantage des penchans des Ministres, pour les porter à obtenir de leur Maître, l'abrogation de certaines conditions ou conventions qu'il juge défavorables à son Pays, à entrer dans des alliances avantageuses, &c.

Ainsi l'Homme d'Etat connoissant le fort & le foible des Ministres étrangers, verra clairement ce qu'il peut en espérer, comment il doit négocier avec eux, s'il doit les prendre par l'amour du devoir, ou (supposé que ces Ministres ne soient pas inébranlables) s'il peut en toute justice, tirer parti de leur foiblesse.

§. XLII.

Il nous semble avoir assez expliqué la nature & les causes des inclinations, de-même que les moyens de les connoître, & avoir prouvé la nécessité de cette connoissance pour l'Homme d'Etat. Du reste, c'est à son génie d'approfondir davantage les ressorts secrets qui font agir les hommes, que leur conduite lui découvrira, & dont le détail seroit immense. Une autre connoissance ne lui est pas moins nécessaire, c'est celle des affaires & négociations des Cours étrangères, qui va faire l'objet du Chapitre suivant.

Autre
connois-
sance né-
cessaire
à l'Hom-
me d'E-
tat.





NOTES

SUR LE CHAPITRE XII.

NOTE (1) Page 241.

UN Politique moderne a pris à tâche de comparer en général les bonnes & les mauvaises qualités d'un Prince avec celles d'un Peuple ; & le résultat de cette comparaison est très-favorable au sentiment que Nicolo Donato veut établir, savoir qu'il y a dans les Républiques, un principe de constance, qui n'est pas aussi fort dans les Monarchies. Mais un Républicain qui prétend que le Peuple est plus sage, plus constant, plus humain, plus fidele, plus reconnoissant qu'un Prince, ne doit pas en être cru sur la seule parole. Nous ne prétendons point décider une question si importante & si délicate. Si nous consultons l'histoire, elle nous offrira une infinité d'exemples qui, faisant pencher la balance alternativement d'un côté & de l'autre, laisseront l'esprit en suspens, & l'empêcheront de prononcer.

Si Vespasien paya d'ingratitude les services signalés que lui rendit Antonius Primus qui mit Rome en sa possession malgré la résistance de Vitellius ; si Ferdinand, Roi d'Aragon, accabla de disgrâces injustes Gonsalve Ferdinand qui lui avoit conquis le Royaume de Naples ; l'ingratitude du Peuple Romain, envers Scipion, n'est pas moins éclatante, ni moins odieuse. Quel nom donner à cette fureur aveugle qui fit dire *qu'une ville ne pouvoit point passer pour libre, lorsqu'elle renfermoit un Citoyen redoutable aux Magistrats* ! Mais aussi de quelles couleurs doit-on peindre la conduite de François I. envers l'infortuné Jean-Jacques Trivulce. Ce Maréchal qui avoit si bien servi sous Charles VIII, & sous Louis XII, consacré Milan à François I., & dépouillé l'Espagnol de ses meilleures places, eut le malheur de se rendre suspect à son Roi. François I. oublia dès-lors tous les services que lui avoit rendus ce vaillant homme. Trivulce, négligé de son Prince, & chargé de dettes contractées pour la subsistance des armées qu'il avoit commandées, se fit porter dans une chaise où le Roi devoit passer, pour tâcher de l'émouvoir à quelque sentiment de justice & de reconnaissance ; mais le Roi ne fit pas semblant de voir ni d'entendre ce Général qui l'appella plusieurs fois son Prince, son Bienfaiteur & son Maître. Trivulce, pénétré de douleur, tomba malade sur l'heure. François I., instruit de la cause de sa maladie, l'envoya visiter, & lui fit dire qu'il tâchât de recouvrer sa santé, & qu'il ne seroit pas plutôt convalescent, que le Roi prendroit lui-même un soin particulier de ses affaires, & lui assureroit une vieillesse heureuse. Cette marque tardive de bonté fut impuissante. Trivulce répondit d'une voix mourante : Dites au Roi que

„ je le remercie, & que c'est augmenter le mal qu'il m'a fait, que de m'assurer si tard de ses bontés; mais que la dureté qu'il a eue pour moi, n'empêche pas que je ne meure son très-humble serviteur. ” Puis tournant la tête de l'autre côté, il expira sur le champ.

Rien n'égale l'atrocité de cet exemple, si ce n'est peut-être l'insolence de la populace de Londres qui osa boire à la santé du cheval, qui par sa chute, avoit occasionné la mort de Guillaume III, un de ses meilleurs Rois, que cette nation, alors ingrate, révere aujourd'hui comme son glorieux libérateur.

Ces traits sont bien humilians pour l'homme civil. Rien n'est plus léger, plus changeant que le peuple. On l'a vu condamner à mort ceux qu'il venoit d'encenser, & regretter ceux qu'il venoit de faire mourir. Les Rois sont-ils plus constants dans leur faveur? Cependant cette succession rapide de faveurs & de disgrâces, qui tantôt élève & tantôt abaisse les Courtisans, est une des plus grandes fautes contre la saine Politique, que les Princes puissent commettre. Ils perdent par-là la confiance des hommes sages, capables de les servir. Cette inconstance éloigne les bons sujets de leur Cour, & n'y laisse que les têtes légères, inconfidées, qui ne voient pas le danger auquel elles s'exposent.

Démétrius, que l'on appelloit le preneur de villes, avoit rendu mille bons offices aux Athéniens. Il arriva par la suite que ce Prince étant battu par ses ennemis, & voulant se réfugier dans Athènes, comme dans une ville amie, & qui lui avoit des obligations, cette ville eut la dureté & l'ingratitude de lui fermer ses portes : ce qui lui fut plus sensible que la perte qu'il venoit de faire de son armée.

Pompée ayant été défait par César dans la Thessalie, il se retira en Egypte vers Ptolomée qu'il avoit auparavant remis sur le trône, & qui, pour récompense, fit tuer ce malheureux Romain.

Je me lasse de recueillir des faits qui font gémir l'humanité. Puissent-ils inspirer tant d'horreur qu'ils ne soient jamais renouvelés ! Que les Princes & les Républiques apprennent du sage Aristide à préférer l'honnête à l'utile, ou plutôt à n'estimer véritablement utile, que ce qui est conforme à la probité, à la foi des promesses ! Thémistocle haranguant les Athéniens, leur dit qu'il faisoit un moyen de faire un grand bien à leur pays; mais qu'il ne pouvoit le dire, de peur de le faire manquer en le découvrant. Le Peuple d'Athènes donna commission à Aristide d'écouter ses propositions, & de prendre en conséquence les résolutions qu'il jugeroit à propos. Thémistocle donc lui découvrit que la flotte de toute la Grece étoit dans un lieu où il seroit aisé de la prendre ou de la détruire; & que, quoiqu'elle fût sous la bonne foi des Athéniens, l'on pouvoit passer par-dessus cette délicatesse, puisque ce coup les rendroit entièrement maîtres de toutes les autres Puissances de la Grece. Aristide rapporta au Peuple que la proposition de Thémistocle étoit véritablement très-avantageuse, mais en même-temps très-malhonnette, & très-contraire à la probité, & en insistant sur ce dernier point, il la fit rejeter d'un consentement unanime.

ON regarde communément ce principe comme incontestable : Que connoître les intérêts des hommes avec qui l'on négocie , c'est connoître la conduite qu'ils tiendront , & la maniere dont il faut s'y prendre pour les amener à ses fins. Comme l'intérêt des passions est le plus cher aux hommes , on peut dire avec la même vérité , que connoître les passions des Princes & de leurs Ministres , c'est connoître la conduite qu'ils tiendront en telle & telle circonstance , & la maniere dont il faut s'y prendre pour en obtenir ce que l'on desire.

Junon cherchant à persuader au Dieu du sommeil de lui rendre un service signalé , mais dangereux pour lui , savoir d'endormir Jupiter , ne lui promet ni des richesses , ni du crédit auprès du Souverain de l'Olympe , mais la Nymphé Pasithée en mariage , parce qu'elle fait qu'il en est amoureux.

Voilà un emblème de la maniere dont on doit négocier avec les Princes & leurs Ministres. Quand on connoît leurs passions , il est aisé de les prendre par leur foible ; pourvu que l'on y apporte les ménagemens requis , on est sûr de réussir. Il faut commencer par gagner leur affection & leur estime , par toutes sortes d'égards , de ménagemens , de prévenances & d'attentions fines qui ne dérogent point à la dignité de Ministre , soit en approuvant leur conduite , en louant d'un air naturel , leurs talens & leurs lumieres , leur sagesse , leur clémence , leur générosité ; soit en se rendant à leur avis dans les choses indifférentes , & autres qui n'intéressent point l'Etat ; soit en prenant part à tous les événemens heureux ou funestes qui les intéressent. Mais il faut mettre dans toutes ces démonstrations , plus de naturel que d'affectation , plus de dignité que de mignardise , plus d'affection que de flatterie. Autrement en croyant faire fa cour , on s'aviliroit , on ne s'attireroit que du mépris.

C'est déjà un grand point que de s'être rendu agréable à une Cour , de s'être insinué dans l'esprit du Prince , d'avoir gagné ses Ministres. Si avec cela on a assez bien étudié leurs inclinations pour avoir reconnu celles qui les dominent , pour peu que l'on ait l'adresse de les manier habilement , on en fera ce qu'on voudra. Mais il faut bien prendre garde de se tromper dans la découverte de ces inclinations. Non-seulement nous nous portons par-tout , nous , nos vices & nos vertus ; mais encore nous sommes enclins à nous voir dans les autres , à supposer aux autres nos vices & nos vertus. L'avare croit tous ceux qui l'approchent aussi avides d'argent que lui , & il croiroit négocier heureusement avec un Ministre , en le prenant par l'intérêt. Juger ainsi les autres par soi-même , c'est s'exposer à de fréquentes méprises. On agit avec les autres , comme avec soi-même , & l'on se trompe. Il faut juger des gens par eux-mêmes , & pour cela il faut les étudier , il faut converser avec eux , suivre leur conduite. L'homme se peint dans ce qu'il dit , & dans ce qu'il fait , lorsqu'il n'a pas d'intérêt à se cacher.

Une affaire a toujours une infinité de côtés & de rapports , & il est rare que dans cette foule de rapports , il n'y en ait pas quelques-uns sous lesquels elle puisse être présentée favorablement & agréablement à un Prince , de quelque caractère qu'il soit. C'est au Négociateur habile à saisir cet endroit , à l'embellir , à y fixer toute l'attention de la Cour avec qui il traite. Son génie inventif doit créer , s'il est nécessaire. Tout ce qui est présenté sous une face attrayante , se fait désirer ; & lorsque l'on a fait désirer aux Princes & aux

Ministres, un Traité que l'on veut en obtenir, on est sûr qu'ils y consentiront. Le grand art est d'y faire voir & leur intérêt réel, & leur intérêt relatif, j'entends celui de leurs inclinations favorites, sans qu'il paroisse néanmoins qu'on cherche à les séduire, en leur présentant deux appas auxquels ils ne résisteront certainement pas, s'ils n'ont d'ailleurs aucun soupçon; & quel soupçon peut tenir contre ce que l'on desire?

Le moyen de gouverner les hommes, & de les amener à ses fins, c'est de connoître & exalter leurs passions, & de prendre chacun par ce qui le flatte davantage. „ Voulez-vous persuader un ambitieux? Montrez-lui des hon-
„ neurs, des dignités & des applaudissemens à la suite de ce que vous
„ souhaitez de lui. Votre dessein est-il de toucher un avare? Ayez l'adresse
„ de le convaincre qu'il ajoutera à ses richesses, en prenant le parti que
„ vous lui proposez. Avez-vous intérêt de conclure avec un Prince vain?
„ Flattez sa vanité, & lui faites toujours envisager les égards qu'on lui
„ marque. Est-ce avec un Prince amoureux que vous négociez? Intéressez
„ sa passion au succès.

„ Un habile Négociateur a assuré qu'il n'avoit jamais trouvé de meilleur
„ leur méthode pour juger des résolutions d'un Etat, que de s'appliquer
„ à connoître le tempérament, l'esprit, l'humeur des Princes & des princes,
„ pax Ministres qui ménagent les affaires. ” *Temple, dans ses mémoires de ce qui s'est passé dans la Chrétienté, depuis le commencement de la guerre en 1672, jusqu'à la paix conclue en 1679.*



CHAPITRE XIII.

*Il est essentiel à l'Homme d'Etat d'avoir connoissance des affaires;
& des négociations de toutes les Cours.*

§. I.

Sens gé-
néral des
mots af-
faire &
Négocia-
tion.

POUR faire entendre combien il importe à l'Homme d'Etat d'être instruit des affaires & des négociations des différentes Cours, commençons par définir ces mots *Affaire*, & *Négociation*.

Par le mot générique *d'affaire*, on entend communément toute action déduite d'un moyen quelconque : ainsi la poursuite d'un bien, l'opposition à un mal; la conduite d'une famille, ou de soi-même; la prétention à un Poste, sont des affaires. De-même, le mot de *négociation* pris en général, nous représente la disposition de tout moyen quelconque, employé à la réussite d'une affaire : ainsi l'usage des sollicitations, des prières, des présens, & tout ce dont nous pouvons nous servir directement, ou indirectement, pour parvenir au but que nous nous proposons, s'appelle *négociation*. D'où il paroît que le sens du mot *affaire*, & celui du mot *négociation*, communément entendus, sont analogues au sens que nous offre le mot *Gouvernement*, pris de-même en général; comme nous en avons parlé dans le Chapitre I.

§. II.

Leur
sens poli-
tique,
celui
dont il
s'agit ici.

Mais ce n'est pas ainsi que nous devons entendre à-présent les mots *affaire* & *négociation*, parce que, comme nous avons restreint le sens du mot *Gouvernement*, en lui faisant signifier seulement le bon système des Etats, de-même nous n'entendons ici par les mots *affaire* & *négociation*, que le seul exercice du Gouvernement. *Affaire* signifiera donc le terme, la suite,

suite, le succès de cet exercice. *Négociation* exprimera l'emploi & la disposition des moyens mis en œuvre pour y parvenir. Par-là, nous voyons une différence sensible entre les sens que nous assignons à ces deux mots, & la signification que nous avons donnée à celui de *Gouvernement* : car le *Gouvernement* est le système total & la conduite générale d'un Etat ; au-lieu qu'une affaire, une négociation en font des parties. L'on dira avec raison : le *Gouvernement* s'occupe d'*affaires* & de *négociations* ; mais on ne peut pas dire que les *affaires* & les *négociations* s'occupent du *Gouvernement*.

§. III.

En nous engageant à traiter des affaires & négociations des Cours étrangères, nous n'avons pas dessein d'entrer dans le détail du Gouvernement intérieur de ces différents Etats, dont la connoissance n'est pas nécessaire au Ministre Politique. Nous nous contenterons de parler de la partie extérieure qui regarde directement l'Etat confié à son administration. Quelle nécessité, par exemple, de lui exposer les réglemens particuliers, concernant les délits & les peines, ou les récompenses ordonnées pour ceux qui ont bien mérité de l'Etat, les élections aux charges, l'interprétation des loix civiles, & l'administration de la justice, les moyens que l'on prend dans les divers pays, pour l'embellissement des villes, l'ordre des spectacles, & autres objets semblables resserrés dans les bornes des Etats respectifs, sans avoir aucun rapport avec les autres Gouvernements ? Ce qu'il convient à l'Homme d'Etat de savoir, ce sont ces affaires publiques & ces négociations secrètes qui passent les limites du Royaume, se répandent hors du pays, & qui intéressent, ou peuvent intéresser les autres Cours, soit en bien, soit en mal. Voici quelles sont ces affaires & ces négociations.

De quel-
les affai-
res il est
ici ques-
tion.

§. IV.

Il en est de deux sortes : les intérieures & les extérieures. Les premières sont celles qui apportent quelque changement

Deux
sortes
d'affaires

publi-
ques.

dans l'ordre ordinaire d'une Ville ou d'un Etat : les dernières regardent les Traités avec l'étranger.

§. V.

Affaires
intérieu-
res.

Quant aux premières, telles sont les plus importantes :

L'augmentation, ou la diminution des Impôts.

Impôts.

Elle apprend à connoître la pénurie, ou l'abondance du trésor public, dans le Gouvernement qui les ordonne.

Manufa-
ctures.

L'avancement des Arts & des Manufactures, aussi bien que l'introduction des Manufactures étrangères, objet qui peut nuire ou servir au Commerce des autres Etats.

Com-
merce.

L'établissement des compagnies de Commerce, pour même raison.

Levée
de trou-
pes.

Les levées des troupes, étrangères, ou nationales : indices de guerre, soit offensive ou défensive, à quoi les autres Cours peuvent être intéressées.

Forces
navales.

Les préparatifs d'armées navales, & le redoublement d'ouvriers dans les Arcenaux : autre sujet d'alarme, ou d'espérance.

Fortifi-
cations.

La construction, ou fortification d'un Poste, d'une Place, sur les frontières : ce qui dénote qu'on veut se prémunir contre les attaques des Etats voisins.

Defordre
dans le
Conseil.

Enfin, la diversité d'opinions chez les Ministres Politiques des Pays étrangers, & l'ébranlement de quelque maxime qu'ils auroient suivie jusques-là.

§. V I.

Affaires
extérieu-
res qui
concer-
nent les
Traités.

Les affaires & négociations qui regardent les Traités avec l'Etranger, & que pour cela nous appellons extérieures, sont les suivantes.

Guerre
ou paix.

L'établissement d'un système militaire, ou pacifique, avec un Etat particulier, ou plusieurs Etats.

Média-
tion.

Les médiations en faveur des Etats qui sont en différend.

Neutra-
lité.

La neutralité qu'on observe, tandis que les autres se battent.

L'affermissement d'une ancienne alliance, & les moyens qu'on prend pour s'en procurer de nouvelles. Alliances

L'adhésion, où le consentement aux Traités de quelques Cours entre elles. Ratification de traités.

Les projets & conclusions de mariage. Mariage.

Les privilèges & prérogatives que certaines Cours accordent à d'autres. Privileges.

Les mécontentemens qui rompent l'union & la bonne intelligence entre les Cours, & ce qui y a donné lieu. Ruptures

Les menées par lesquelles on rétablit la bonne intelligence entre deux Princes. Négociation pour rétablir l'union.

Enfin, tout ce qui se fait dans les Cours, relativement à d'autres Cours (1).

Tels sont, je pense, les principaux objets qui intéressent l'Etat, que nous comprenons sous le noms *d'affaires* & de *négociations*, & dont la connoissance est très-nécessaire au Ministre Politique pour les raisons suivantes :

§. V I I.

D'abord, elle sert à régler sa propre conduite sur les dispositions des autres Etats, & selon la conjoncture des temps.

Le grand objet, & la maxime fondamentale de tout Gouvernement quelconque, c'est, nous l'avons dit, le bonheur des Peuples ; ou, le maintien de cette situation favorable, quand une fois on y est parvenu. Pour cela, il faut, ou conserver en paix les possessions de l'Etat, ou les augmenter, & les étendre par des conquêtes, suivant la nature du Gouvernement. De l'exacte attention à son tempérament, que nous expliquerons au long dans le troisieme Chapitre de la seconde Partie, dépend le bien général.

Pour le maintenir en entier, ce qui est le devoir essentiel d'un Ministre fidele, il faut connoître les moyens qui peuvent le conserver ou l'altérer, & les rapports réciproques des différents Etats dont que les arrangemens de l'un influent sur le bien-être des autres.

Utilité de la connoissance de tous ces objets, pour la réussite des grandes entreprises.

§. V I I I.

Exem-
ples de
l'utilité
de cette
connois-
sance.

Si le Ministre Politique d'un Pays qui auroit la paix pour maxime, n'étoit pas bien instruit des alliances qu'une autre Puissance feroit pour lui susciter une guerre; s'il n'approfondissoit pas les trames, les menées sourdes de cet ennemi, comment pourroit-il jamais parer le coup? Comment mettroit-il son Pays à couvert d'une attaque imprévue?

Supposons un autre Etat dont la maxime seroit de s'étendre & de s'agrandir. Son Ministre la suivroit mal, sans la parfaite connoissance des forces absolues ou relatives des Etats étrangers; au lieu qu'avec cette connoissance il fera en état de diriger ses opérations contre le plus foible, ou celui que des soins multipliés empêchent d'être sur ses gardes pour parvenir plus aisément & plus sûrement à la conquête qu'il médite, & que nous supposons légitime.

§. I X.

Les
Huns.

Jamais les Huns, unis aux Gots & aux Alains, n'auroient formé le projet de subjuguier l'Europe, s'ils n'eussent été bien instruits des révoltes de Procope contre Valens: aussi ces Barbares, & sur-tout les Gots secouerent son joug, & après avoir envahi ses Etats, firent périr par le feu ce malheureux Empereur.

§. X.

Les
Alains.

Jamais les Alains, ligüés avec les Vandales, n'auroient entrepris d'attaquer l'Empire Romain, si Stilicon, Vandale lui-même, & Général d'Honorius, ne leur eût découvert la situation critique, & la prochaine décadence de cet Empire si fameux.

§. X I.

Attila.

Les Huns auroient-ils jamais pris la Pannonie, sous la conduite d'Attila, s'ils n'eussent bien su les progrès des Vandales,

des Gots, des Saxons, & des Bourguignons en Europe, ceux-ci subjuguant les Gaules, ceux-là les Espagnes, la Bretagne tombant sous l'effort des autres, & l'Allemagne se rendant aux derniers ? En vain Attila lui-même auroit-il conçu l'étonnant dessein de ranger l'Europe sous ses loix, il n'auroit jamais pu l'exécuter, s'il eût tourné ses armes contre Marcien Empereur d'Orient, comme il le projetta d'abord ; au lieu de s'attaquer à Valentinien, sur l'avis d'un de ses Capitaines, qui connoissoit à quel point de foiblesse l'Europe étoit réduite par ses démembrements successifs, & ses divisions en tant de nouvelles petites Monarchies. Enfin, cet Attila n'auroit jamais présumé d'envahir l'Europe, en débutant par l'Italie, après son retour en Pannonie, & sa défaite par Etius, & par les Troupes combinées des Alliés de Valentinien, s'il n'eût été averti de la mort de ce même Etius qui pouvoit seul lui tenir tête.

Voilà ce que valut à tous ces Peuples, la connoissance des désordres intérieurs de l'Empire Romain.

§. X I I.

Si les Cimbres, les Gots, & mille autres Peuples des Gaules, de l'Allemagne & de la Trace, bien instruits de la constitution de la République Romaine & de son Empire, avoient renoncé au projet alors insensé, d'envahir ses Etats ; ils n'auroient pas essuyé les déplorables coups que leur portèrent les Marius, les César, les Clodius, & plusieurs autres vaillans Romains : ils auroient reconnu que, tandis que cet Empire confervoit son union, & la sagesse de ses maximes, c'étoit un Colosse trop formidable, pour qu'on l'attaquât impunément. Ils eussent bien mieux fait d'apprendre à vivre contents de leur condition, & d'attendre, à l'exemple d'autres Peuples, que Rome manquât de forces, pour la combattre avec avantage.

Les Cimbres & les Gots.

§ X I I I.

La connoissance de ce qui se passe dans les Cours étrangères, est nécessaire pour remplir les vastes objets, dont nous

Utilité de la même connois-

lance
pour des
objet
particu-
liers.

venons de parler, elle l'est aussi pour réussir dans la poursuite des avantages particuliers. Par exemple, il sera aisé au Ministre politique de faire tourner au profit de l'Etat, l'amitié de son Souverain, qu'il saura être avantageuse à un autre. Il fera servir à la même fin, la médiation de son Prince, en faveur de quelqu'un qui la réclame : il procurera de nouveaux biens à son Gouvernement par son intervention dans la querelle de deux Souverains qui prendront son Maître pour arbitre (2).

§. X I V.

Exem-
ples.

Plusieurs Cours ont connu tout le prix de cette vérité, & l'ont mise à profit, sur-tout durant les longs démêlés de l'Empereur Charles V, & du Roi François I, qui, l'un & l'autre, requièrent l'alliance de différents Etats. Alors les Cardinaux Farnese, & Arlinghieri disposèrent avec tant d'adresse, des perplexités de l'Empereur, que par ménagement pour eux, ce Prince ne s'opposa pas à ce que Plaisance fût donnée à Pierre-Louis Farnese, dont la famille en eut bien-tôt la possession pour toujours. Or, qui ne voit que si ces Ministres n'avoient pas été pleinement instruits, non-seulement des brigues déclarées des deux Monarques, mais encore de leurs menées secrètes; ils n'auroient jamais réussi à enrichir la Maison Farnese de ce Duché ?

§. X V.

Elle sert
encore à
écarter
des dan-
gers im-
minens;

Il est bon d'être au fait des négociations des Cours étrangères, pour écarter & dissiper les dommages qui pourroient en résulter directement ou indirectement pour l'Etat. Souvent la confiance indiscrete s'endort, trompée par un calme apparent. La prudence du Ministre doit avoir un œil toujours ouvert sur les opérations des Princes étrangers; il faut qu'il sache pénétrer leurs menées, les approfondir & les peser, après les avoir prévues de loin, égalant en prévoyance & en activité, ceux même qui les ont disposées & méditées (3).

§. X V I.

Les Ministres de quelques Etats d'Italie montrèrent combien la connoissance des négociations & des affaires des Princes, est utile pour renverser des desseins nuisibles, lorsque Charles VIII. Roi de France entra en Italie, & se rendit maître de Naples. Ce Prince, ne se bornant pas à ses vastes possessions, avoit formé la résolution de passer la Mer Adriatique, pour porter, à l'improviste, ses armes en Grece, avant que Bajazet Empereur des Turcs, en eut le soupçon. Mais les Italiens pénétrant ce projet, & fondés, comme ils étoient à en appréhender les suites, parce que si le Roi avoit réussi à envahir l'Empire Ottoman, ou une partie considérable de ses terres, il se seroit rendu trop formidable, au grand dommage de l'Italie; ils eurent, en habiles gens, la précaution d'en prévenir Bajazet, afin que pour sa propre défense, il s'opposât à l'invasion. Heureuse découverte qui mit des bornes à l'excessive puissance de Charles VIII. qui ne voyant plus le moyen de passer en Grece, & contraint de retourner en France, laissa l'Italie libre des craintes qu'elle avoit eu lieu de concevoir (4).

Et à traverser des desseins nuisibles.

§. X V I I.

L'estime & la réputation d'un Gouvernement chez les Princes étrangers, est un nouveau motif qui oblige le Ministre Politique zélé pour son Souverain, & soigneux de sa gloire, à s'enquérir des négociations des différentes Cours. Or, les plus sûrs moyens d'acquérir l'amitié & la confiance des Princes, semblent consister : 1°. A se rendre nécessaire.

2°. A devenir médiateur, non-seulement dans un congrès de paix, mais aussi dans les contestations moins considérables qui naissent entre les Souverains.

3°. A proposer, ou augmenter en faveur d'un Prince, des avantages dont on n'a pas besoin pour soi, quand il n'en peut revenir aucun dommage à l'Etat, mais plutôt de l'utilité.

4°. A disposer, & partager avec un noble déintéressement, les pays que divers prétendants se disputent.

Cette connoissance est un bon moyen d'acquiescer de la considération dans les Cabinets des Princes.

Mais pour pouvoir faire un usage convenable de ces moyens, il ne faut rien ignorer de tous les ressorts intérieurs & extérieurs des différentes Cours; car 1°. il est évident que l'on ne parviendra pas à se rendre nécessaire à d'autres Souverains, si l'on ne connoît leurs besoins.

2°. Pour devenir l'arbitre des querelles des Rois, il faut de-même en savoir bien les causes; comment, sans cette lumière, pouvoir proposer des conditions recevables, & les faire agréer?

3°. Le moyen aussi de procurer des avantages aux autres, sans notre préjudice, mais plutôt à notre profit, si nous ignorons les ressorts secrets des Etats pour qui nous agissons?

4°. Enfin, comment se promettre de faire, avec équité, le partage des pays, que deux ou plusieurs Princes se disputent, & de le faire à leur satisfaction commune, si l'on n'est parfaitement instruit des facultés, des relations, des convenances, de l'autorité respectives, non-seulement de ces mêmes Princes, mais encore de ceux dont les Etats continuent avec les pays qui font l'objet de la contestation?

Concluons qu'il est impossible de s'ingérer avec succès & honneur dans les affaires & les négociations des Cours étrangères, sans une connoissance exacte des intérêts des Princes, de leurs vues, du but de leurs ménagemens entr'eux; des causes de leur désunion, ou de leur union; & de plus de tout ce qui peut en revenir de bien ou de mal, au Prince médiateur. Car il ne seroit pas impossible que sous le voile séduisant de l'amitié, on cachât les noirs desseins de frapper des coups d'autant plus funestes, qu'ils seroient moins prévus; ou bien, que par l'illusion de certaines menaces, on prétendit porter un Prince à fortifier contre toute attaque le côté le plus exposé de ses Etats, tandis qu'on en prépareroit l'assaut dans l'endroit le moins à soupçonner.

§. X V I I I.

Conclu-
sion.

Il est donc démontré par tous ces raisonnemens, que le Ministre politique a besoin de toutes les lumières dont nous ve-
nons

nons de parler, pour veiller au bien de l'Etat au-dehors; & par conséquent il est clair que personne ne doit entreprendre l'exercice du Ministère, s'il n'en possède pas la science : car s'il pense pouvoir l'acquérir par la simple pratique, (ce qui peut absolument arriver) tout le temps d'un tel apprentissage sera pour l'Etat, ou inutile, ou nuisible, puisqu'il n'aura d'abord aucune des notions requises, ou il ne se conduira que sur des principes faux qui pourront engager le Souverain à adopter des maximes préjudiciables.

Mais en voilà assez sur cette matière : passons à un autre devoir de l'Homme d'Etat.





NOTES

SUR LE CHAPITRE XIII.

NOTE (1). Page 259.

L'HOMME d'Etat doit joindre à la connoissance des affaires & négociations qui se traitent actuellement dans les Cours étrangères, celle des Traités antérieurs, & de tout ce qui sert de fondement au Droit des Gens. Ou plutôt cette seconde connoissance doit servir de base à l'autre. Car c'est par ce qui a été statué antérieurement qu'il peut bien apprécier ce qui se fait aujourd'hui. Sans une connoissance particulière des Traités, ou il prendra mal-à-propos l'alarme, ou il s'endormira dans une fausse sécurité. La lecture de ces Traités est une étude réfléchie; il en faut prendre l'esprit, & on ne peut bien puiser cet esprit que dans les mémoires des Négociations qui ont amené ces Traités. Les Actes des différentes Paix, sur-tout des dernières qui ont fixé les intérêts des Puissances jusqu'à une nouvelle révolution, l'instruiront de leurs droits réels & de leurs prétentions respectives; il y verra les difficultés, les objections, les réponses, les répliques des Négociateurs, & les motifs qui les ont déterminés.

Cette étude politique lui donnera une notion exacte des véritables intérêts de son propre Pays avec les autres Etats, d'où il tirera une règle infaillible pour juger sainement des négociations, menées & brigues qui se passent dans les Cours étrangères & qui parviendront à sa connoissance, & pour connoître ce qu'il en doit craindre ou espérer.

NOTE (2). Page 262.

Il est beau, il est même avantageux à un grand Prince de se faire l'arbitre & le médiateur des autres Puissances. Mais c'est un emploi très-délicat que celui de réconcilier des ennemis armés, d'accorder des différends fort embrouillés, de se mêler des affaires d'autrui, quand elles ne nous regardent en aucune manière. Une médiation peut faire beaucoup d'honneur à un Roi, lui attirer la confiance des parties qui sont en dispute, le rendre respectable aux yeux de toute l'Europe; mais il faut pour cela qu'il s'y comporte d'une manière grande, noble & généreuse. Un médiateur doit se montrer exempt de passion, & sans partialité, droit, équitable, & modéré en négociant les intérêts divers. C'est par ces qualités qu'il acquerra de l'autorité, autant que par ses lumières & sa pénétration à discuter les objets de contestation. S'il ne témoigne pas une égale affection pour les deux partis, s'il laisse pencher la balance d'un côté ou

de l'autre, le parti lezé le regarde comme un ennemi & non comme un médiateur. Il se décrédite, & sa médiation sans succès pour les Puissances belligérantes, ou seulement désunies, n'est pas sans honte pour lui. Comme souvent la justice est toute entière d'un côté & l'injustice de l'autre, la médiation ne peut honnêtement être également favorable aux deux partis; alors elle doit tellement ménager le coupable qu'il sente que la justice seule agit. Un médiateur doit penser que le plus souvent il n'est que le témoin des transactions & de l'accord des Puissances qui se réunissent. Il en est aussi ordinairement le garant.

NOTE (3). Page 262.

L E Roi d'Angleterre, Henri VII. grand Homme d'Etat, avoit des Ambassadeurs dans toutes les Cours, lesquels étoient moins des Ambassadeurs que des espions: car il ne leur donnoit rien à négocier, parce qu'il ne vouloit pas leur confier son secret. Il ne leur donnoit qu'une instruction, laquelle consistoit à l'informer avec exactitude de tout ce que les Ambassadeurs des autres Princes traitoient dans les mêmes Cours. Il apprenoit ainsi les affaires & les intentions de ses voisins, amis, ou ennemis, sans qu'ils pussent rien apprendre des siennes.

NOTE (4). Page 263.

C'EST cette nécessité d'être instruit à temps de tout ce qui se passe hors de l'Etat, qui a introduit l'usage d'avoir des Ambassadeurs ou autres Ministres publics qui résident continuellement dans les Cours étrangères. Une des connoissances les plus importantes pour le Gouvernement, est celle de toutes les affaires & négociations qui peuvent avoir rapport à lui, à ses alliés, à ses ennemis, ou aux Puissances neutres. On a des Ministres par-tout, parce que l'on découvre dans une Cour ce qui se cache soigneusement dans une autre. L'Homme d'Etat averti par l'un ou l'autre de ce qui se projette ou se trame contre les intérêts de son Prince, est en état de dissiper de son cabinet des projets dont il eut été la victime sans ces informations hâtives, de rompre les liaisons qui lui donnent de justes craintes, de conclure des Traités avantageux, en un mot de procurer le repos au dehors comme au dedans. Il est aisé de faire échouer les plus grandes entreprises lorsqu'on les découvre dès leur naissance; & comme il faut un grand nombre de ressorts pour les faire mouvoir, il n'est presque pas possible de les cacher à un Négociateur habile qui réside dans le lieu où elles se forment.



C H A P I T R E X I V.

*L'Homme d'Etat doit avoir une connoissance exacte des Revenus
& des Charges de l'Etat.*

§. I.

Des ob-
jets éco-
nomi-
ques.

QUOIQUE la connoissance des Revenus de l'Etat regarde directement le Ministre Economique, plutôt que le Politique, comme nous l'avons établi dans le Chapitre IV de cette premiere Partie, toutefois, comme nous avons prouvé, dans le même Chapitre, que le Ministère Politique s'étend sur les autres Ministeres, & les comprend en quelque sorte, il ne sera pas hors de propos de parler ici d'Economie & de Finances. Ayant donc résolu de nous étendre un peu sur ces objets importants, pour faire voir combien le vrai Politique est obligé de les connoître, nous commencerons par entrer dans un détail suivi des principaux Revenus de l'Etat; ce qui nous donnera lieu d'en rechercher les causes & les rapports, d'en assigner l'emploi, & de prescrire au Ministre Politique les regles qu'il doit suivre, pour que l'Administration de cette partie délicate, soit portée à la plus grande perfection dont elle est susceptible. Nous renfermerons ces objets économiques en quatre Sections, & nous commencerons par une énumération succincte des principaux Revenus d'un Etat.

P R E M I E R E S E C T I O N.

D E S R E V E N U S.

§. II.

L n'y a pas, ce semble, d'abus à croire que tous les divers Revenus d'un Etat partent d'un seul principe, & que c'est le

Le Peuple est le

Peuple qui est ce principe. En effet, si le Peuple se refusoit aux contributions que le Souverain ne peut exiger que de lui, en argent, en industrie, en travail, & en œuvre, tous les Revenus de l'Etat manqueraient à la fois. La condition d'un Souverain est bien différente de celle des Particuliers; comme eux il ne retire pas chaque année le produit de ses soins, ni celui de ses possessions & domaines, (sauf les Allodiaux) parce qu'il ne peut pas exercer les arts mécaniques, & que ses possessions, étant des Provinces entières, elles ont trop d'étendue, pour pouvoir être cultivées comme ses sujets font les leurs. Mais supposons la chose possible; alors ses sujets manqueraient de subsistance, à moins qu'il ne se chargeât lui-même de leur en fournir : ce qui seroit d'une trop grande difficulté dans la pratique. Il est donc probable que, dans l'ordre qui fut établi pour l'entretien civil, quand les Peuples se choisirent un Souverain, ou consentirent à lui obéir, (comme nous l'avons dit dans le Chapitre II, en parlant de l'institution des Royaumes) il est, dis-je, probable que les Peuples ne transporterent point au Souverain leurs richesses avec leur puissance, parce que ce transport eût été inutile, & que le Souverain se trouvoit dans l'impossibilité de cultiver, & d'administrer ces biens, quand on l'en auroit fait le maître. Ils en conserverent la propriété & la possession, en convenant d'une redevance au Souverain, en signe d'hommage, pour subvenir aux besoins publics, & fournir à sa propre dépense : redevance & contribution, qu'apparemment il aura ordonné dans la forme qui suit.

principe
des reve-
nus de
l'Etat.

§. I I I.

Je compte sept sources d'où découlent, dans le Trésor public, tous les Revenus d'un Etat; & ce sont les moyens par lesquels les sujets contribuent du leur à la gloire & à l'entretien du Prince.

Quels
sont ces
revenus.

La première : les impôts sur les biens.

La seconde : les taxes sur l'entrée, ou l'importation des marchandises & des vivres, sur leur consommation, & leur sortie, ou exportation.

La troisieme : les impôts extraordinaires sur les personnes.

La quatrieme : le fisc, ou la vente des terres.

La cinquieme : la monnoie.

La sixieme : le dépôt de l'argent des particuliers, sur lequel ils perçoivent des rentes.

La septieme : les lotteries.

§. I V.

Impôts. En examinant de près ces sources du Trésor public, nous voyons que la premiere qui consiste dans les impôts, dépend de la contribution des possesseurs des biens-fonds, & des divers corps des Artisans & Ouvriers; ce qui par conséquent, fait une charge mise sur les biens des uns, & les profits des autres. Elle fut d'abord nommée *Taxe*, & on la regarda simplement comme une contribution d'une partie des rentes & pensions des biens-fonds, & de l'industrie; mais elle est aujourd'hui, dans tous les Etats, un véritable impôt, quoiqu'exigé différemment, & porté plus ou moins haut dans les uns que dans les autres. Or, pour savoir ce que cette source des Revenus d'un Etat lui rapporte, il faut une connoissance générale de la somme à laquelle se monte d'ordinaire tous les ans, cette taxe particuliere; si elle est par exemple, un quint, ou un sixieme, ou un dixieme du produit annuel des immeubles & des arts. Outre cela, il faut connoître la valeur des terroirs, & leurs qualités, ce qu'ils ont de cultivé & d'inculte, de fertile & d'infécond. Il faut être instruit du nombre des personnes imposées, si les Artisans & Ouvriers sont en grande quantité, combien les arts fleurissent. C'est ainsi que l'on pourra calculer ce qu'il revient à l'Etat de cette sorte d'impôts. Les préposés à la Régie & perception de ces deniers, pourront donner au Ministre Politique un état exact de ces différents objets.

§. V.

Gabelle. Mais le Peuple qui remplit le Trésor public de l'argent des impôts, lui apporte de nouvelles sommes d'une autre maniere;

& c'est la seconde source des Revenus de l'Etat, je veux dire, la Gabelle. On entend par *Gabelle*, les contributions payées au Trésor, pour l'importation des marchandises, leur consommation, & leur sortie, lesquelles contributions sont reçues chez toutes les Nations du monde, en faveur de leur communication entr'elles, par le trafic & l'échange réciproque de leurs articles & denrées, selon leur valeur intrinsèque ou affectée, & principalement pour les objets de première nécessité.

Pour savoir de combien la Gabelle enrichit la caisse du Trésor, comme cette taxe se fait sur l'entrée, l'usage & la sortie des denrées & des marchandises; & comme plus ces opérations sont multipliées, plus aussi la caisse s'accroît, il faut s'enquérir soigneusement des moyens que l'Etat peut avoir de faciliter ces opérations. Or, il semble que les principaux moyens d'attirer des marchandises de l'Etranger, d'en consommer, & d'en exporter, sont les suivans :

§. V I.

Un Etat s'attire aisément beaucoup de marchandises & de denrées, & en fait un usage considérable, à proportion du nombre de ses habitans; plus ce nombre est grand, plus aussi l'importation doit être souvent reproduite durant l'année, à raison de la consommation : telle est la cause du grand produit de la Gabelle; outre que quand le Peuple est nombreux, les objets d'un luxe superflu ne manquent pas de s'introduire : de sorte que non-seulement le Trésor public s'accroît des Revenus de la Gabelle ordinaire, mais encore de ceux que lui rapportent les articles de fantaisie, comme le tabac, le thé, le café, & autres choses de cette nature, que le luxe & la volupté, & non pas le besoin, rendent nécessaires, & dont l'entrée & la consommation, ou même la sortie, sont devenues dans tous les Pays de l'Europe & du Monde, des objets considérables, qui sont par-tout les principales branches des Gabelles.

Moyen
d'aug-
menter
le produit
des Ga-
belles.

§. V I I.

Moyen
d'accroître la Po-
pulation.

Voyons maintenant quelqu'un des moyens propres à accroître la population dans un Etat (1). C'est sans doute un attrait pour les étrangers, que le bon marché des vivres d'un pays, & ce qui peut les y fixer plus que toute autre considération, c'est de voir qu'ils y dépenseront moins que chez eux. Par conséquent le Ministre Politique doit s'instruire de la quantité & qualité des denrées de son pays, si elles sont meilleures & en plus grande abondance qu'ailleurs, de leur taux, si elles sont à un prix un peu moindre qu'ailleurs, & dans ce cas les y maintenir. Je dis un prix un peu moindre, parce qu'un trop bas prix réveille de telle sorte l'avidité du gain, que chacun trouvant un gros intérêt dans l'exportation de ces marchandises qu'il vendroit beaucoup plus cher dans l'étranger, l'Etat se verroit dépouillé des choses les plus nécessaires, & contraint de se les procurer du dehors au prix qu'il y trouveroit établi, & sans doute plus cher qu'elles n'auroient été vendues la première fois : ce qui détruiroit dans le pays le bon marché des vivres, cet appas puissant pour attirer les étrangers & ce moyen sûr d'augmenter la population.

§. V I I I.

Abon-
dance des
récoltes.
Industrie
des Arti-
sans.

La modération des prix provient de l'abondance des récoltes, & de l'industrie des artisans, ainsi que de leur grand nombre, les récoltes étant abondantes, & les manufactures nombreuses, leurs possesseurs respectifs sont forcés de vendre aux prix qu'on leur en offre, sous peine de voir les marchandises & denrées périr, ou se gâter en leurs mains, & les ouvrages devenir inutiles par l'inconstance des modes. D'où il résulte que la culture assidue des terres, & la quantité des ouvriers, procurant l'abondance en tous genres, toutes choses se vendent à bon marché. Cependant on n'y trouve pas moins une juste proportion entre les prix & les choses, parce que cette même abondance donne occasion d'employer beaucoup de monde

monde, & fait vivre quantité de personnes par le travail : ce qui est un nouveau moyen d'attirer & d'attacher à l'Etat les étrangers qui y trouveront des moyens de subsistance, d'accroître la population, & par conséquent d'augmenter la consommation, le flux & reflux des marchandises & des denrées, l'importation & l'exportation, & par une suite nécessaire le produit de la Gabelle.

§. I X.

Un autre moyen plus efficace encore d'augmenter ce produit, ce sera de permettre une diminution passagère sur la Gabelle même, en taxant à un moindre taux les effets dont l'Etat peut retirer d'autres avantages dans leur importation, par l'emploi qu'on en peut faire aux Manufactures, ou par un trafic lucratif. A quoi il faut ajouter un pareil rabais sur les effets superflus du pays, d'une exportation lucrative.

Diminution de Gabelle.

Ainsi on verra entrer dans l'Etat bien plus de matiere brute qu'il n'en peut jamais entrer sans un tel rabais ; & cette perte apparente de la Gabelle, sera compensée avec avantage par la sortie de cette même matiere ouvragée qui aura déjà occupé, nourri & enrichi le peuple. Cette perte doit donc être estimée un gain, & un gain très-considérable. De plus, si le rabais en question produit un plus grand commerce d'articles profitables, par leur entrée & par leur sortie ; une augmentation de droits sur l'importation des effets étrangers dont on peut se passer, ou sur l'exportation de ceux du pays qui ne sont point à charge, ne fera pas un petit objet pour la Gabelle.

§. X.

Il est vrai que le produit direct qui provient du rabais dont nous parlons, n'enrichit pas le Trésor public immédiatement, attendu qu'il s'arrête d'abord dans la bourse des particuliers. Mais un Peuple riche n'est-il pas un plus grand Trésor, qu'un amas d'argent grossi aux dépens des sujets, dont les biens sont toujours à la disposition du Souverain ? D'ailleurs cet argent,

Un Peuple riche est un plus grand trésor qu'un amas d'argent.

entre les mains des particuliers qui, loin de le dissiper, l'augmentent par le trafic, est bien mieux placé qu'il ne l'est dans des caisses, où il ne produit rien, & où le pécumat lui fait des brèches d'autant plus grandes, qu'elles sont plus secrètes, (2) sans compter que la vue d'un Trésor bien fourni, peut aisément induire l'Etat à des dépenses inutiles, même dans l'étranger : au lieu que, quand c'est le Peuple qui jouit d'une partie des richesses publiques, ou plutôt, qui la conserve, le Souverain ne songe à s'en prévaloir que dans des besoins pressants, parce qu'il ne peut la retirer de leurs mains, pour la transporter dans le Trésor, que par le moyen des impôts extraordinaires.

§. X I.

Autre
avantage
de la mo-
dération
de la Ga-
belle.

Il faut convenir que les richesses qu'acquieren les sujets d'un Etat, par la liberté qu'ils y ont de se pourvoir de tout ce qui leur convient, & d'envoyer ailleurs les effets dont ils n'ont que faire sans obligation de payer de gros droits, ne peut qu'être une amorce bien flatteuse pour les étrangers. Ils y sont par-là doucement attirés; ils s'y établissent, & c'est ainsi que la consommation des vivres & des marchandises s'accroît dans cet Etat, au grand avantage de la Gabelle, toute modérée qu'elle est : de sorte qu'un tel profit passera de beaucoup celui qu'elle auroit pu retirer d'une taxe plus forte; outre mille autres bons effets qui en résulteront.

§. X I I.

Appas
puissans
pour atti-
rer les
Etrangers
dans un
Pays.

Des attraites puissans pour attirer les étrangers dans un pays, sont la multitude & la magnificence des spectacles publics; l'établissement d'excellentes Académies & Universités; la liberté de la vie, l'affabilité & la politesse du peuple; l'exac-titude & la promptitude dans l'administration de la Justice; la bonne Police; la douceur & la température du climat; la situation du pays; la facilité à admettre les étrangers à l'exercices des arts & métiers en récompensant ceux qui en introduisent de nouveaux dans l'Etat; la facilité même à les

admettre aux emplois & aux charges du Gouvernement, s'il est Monarchique, ou à les élever au rang de membres du Corps Souverain, s'il s'agit d'une République, supposé dans tous ces cas, le mérite des personnes. Rome donna l'exemple de cette conduite si humaine, & c'est ce qui la rendit la glorieuse Patrie de toutes les Nations. Que l'on ne dise pas que cette facilité portée à l'excès causa sa ruine. Car nous improuvons cet excès; ou plutôt Rome se perdit en donnant ensuite dans l'excès opposé, & d'ailleurs la forme de son Gouvernement l'entraînoit vers sa chute.

§. XIII.

Mais de tous ces appas, le plus grand, peut-être, est celui de la bonne Police, & sous ce nom l'on comprend une Justice incorruptible, sans acception de personnes; une exactitude convenable envers les Créanciers de l'Etat, une douce modération dans les impôts; une attention extrême à découvrir & punir les malfaiteurs, & à récompenser les belles actions; une parfaite distribution des charges, toujours accordées au mérite; une contenance ferme & imposante contre toute entreprise de la part des Ennemis de l'Etat; enfin un ordre invariable dans le régime interne & externe.

Police.

§. XIV.

Après avoir montré qu'une population nombreuse est le grand moyen de faciliter dans un Pays l'importation des marchandises & des denrées nécessaires, d'où la Gabelle peut grossir le Trésor public, après avoir suggéré quelques expédients pour accroître cette population, en attirant les étrangers, & en les portant à s'établir dans l'Etat : comme d'ailleurs, l'argent de la Gabelle ne se tire pas seulement des marchandises & denrées qui n'entrent que pour être consommées, mais aussi de celles qui sortent pour être transportées ailleurs; il nous reste à parler de ce qui est propre à faciliter cette sortie.

Exportation.

§. X V.

Com-
merce
confidé-
ré com-
me objet
de Fi-
nance.

Il n'est pas de moyen plus convenable à cet effet, que le Commerce. On convient qu'il favorise également l'entrée des divers articles, suppose le rabais sur la taxe; mais nous étant déjà assez étendus sur cet objet, il ne s'agit à-présent que de considérer le Commerce par rapport au produit que les droits de sortie des marchandises rapportent au Trésor public en voie directe. Et avant tout, nous nous expliquerons sur ce que nous entendons par le mot de *Commerce*.

§. X V I.

Deux
sortes de
Com-
merce.

On désigne ici par Commerce, le gain qui se perçoit de l'échange, ou du troc de tout effet contre un autre quelconque: ainsi nous faisons un Commerce, quand nous donnons à autrui quelque chose, en échange d'une somme d'argent plus grande que celle que nous a coûté cette chose. Il est de ces Commerces de deux sortes: celui où l'on échange les marchandises & les denrées, pour de l'argent monnoyé; & celui où l'on troque marchandises contre marchandises, ou des denrées contre d'autres, en donnant ce qui nous est superflu à quelqu'un qui en a besoin, pour recevoir de lui ce qui nous est nécessaire, & dont il veut se passer. Le premier Commerce que les hommes aient pratiqué entre eux, aura sans doute été celui-ci; parce que les marchandises & les denrées ont existé avant la monnoie, & qu'alors la valeur de ces choses ne se prenoit que du plus de besoin qu'on en avoit, lorsqu'elles étoient rares; de sorte qu'un Pays fournissoit simplement à un autre ce qui lui manquoit. Mais ensuite, les terres étant devenues par-tout également cultivées, & le monde ayant besoin d'un moyen qui fixât le prix de chaque chose, pour s'en tenir unanimement à cette règle dans l'évaluation d'un bien quelconque, l'on inventa la monnoie métallique: & c'est par elle, en substance, ou par dénomination, que se fait aujourd'hui tout Commerce, selon le sens que nous lui donnons: ainsi, en

convertissant en espèces sonnantes, toutes les fortes de marchandises qu'on nous demande, nous retirons le profit que procure le Commerce, lorsque nous les vendons à plus haut prix qu'elles ne nous ont coûté.

§ XVII.

Revenons maintenant à l'augmentation du Trésor public, produite par le droit de Gabelle, imposé sur les marchandises & denrées exportées hors du Pays par le moyen du Commerce. Il est clair que c'est lui qui opère cette augmentation, puisque nul effet ne peut être troqué contre un effet étranger, ou échangé à prix d'argent, sans être exporté. Voyons donc ce qu'on doit observer pour faire ce Commerce avec avantage.

Droits
d'exportation
produits
par le
Com-
merce.

§ XVIII.

Il faut, sur toutes choses, connoître le local & la constitution du Pays, dans lequel on prétend commercer; il faut de plus avoir une connoissance aussi exacte des lieux par lesquels on doit se diriger, & que les Négociants appellent *Echelles de Commerce*. Il est donc important de savoir si le Pays en question est propre au Commerce de terre, ou à celui qui se fait par mer: si celui qui y est établi convient à la qualité du lieu, & si les Echelles de ce Commerce seront également favorables à l'espèce de trafic que l'on y veut faire. Si, par exemple, les villes d'un grand Continent, les plus fertiles, mais situées fort loin de la mer, & manquant du secours des rivières, entreprenoient d'établir chez elles un Commerce maritime, elles ne pourroient guère se promettre d'heureux succès. Il y en auroit aussi peu dans un Commerce qui, par le moyen des Caravannes, devoit passer à travers de vastes Régions, si on prétendoit le faire parvenir à son terme par l'immense étendue des mers qui baignent l'Europe & l'Asie & l'Afrique. Au contraire, si les nations situées aux bords de la mer, s'avisent de renoncer à leur Commerce maritime, pour s'adonner à un Commerce de terre; comme celui-ci leur seroit plus dispendieux, non-seule-

Connois-
sances re-
quises
pour faire
le Com-
merce
avec a-
vantage.

ment elles n'y gagneroient pas, mais elles s'y ruineroient. Et quant à la proportion qui doit se trouver entre le pays choisi pour un établissement de Commerce, & ses Echelles, par rapport à la distance des lieux, il est évident que le plus éloigné, ou celui qui est le moins à portée de telle ou de telle Echelle, par la difficulté des chemins, prétendrait inutilement ravir au plus voisin, ou à celui d'un accès plus facile, sa correspondance avec elle.

§. X I X.

Exem-
ple. An-
cien com-
merce de
l'Europe
avec l'A-
sie, par
les Echel-
les d'A-
lep &
d'Ale-
xandrie.

Ce point de difficulté se fit bien sentir à ces Peuples d'Europe qui faisoient autrefois le Commerce avec l'Asie, par les Echelles d'Alep & d'Alexandrie, où les Nations Aliatiques conduisoient leurs marchandises, & les troquoient contre celles d'Europe; quand d'autres Européens, traversant l'Afrique par le Cap de Bonne-Espérance, parvinrent précisément aux plages & ports de ces Régions de l'Asie, d'où leurs Peuples transportoient avec tant de peines, les productions de leurs pays, jusqu'aux susdites Echelles, pour l'échange dont nous venons de parler. Trouvant beaucoup plus de facilité à établir chez eux le débit de leurs marchandises, qu'à les transporter si loin sur la Méditerranée, ils renoncèrent à aller chercher des acheteurs aux Echelles d'Alep & d'Alexandrie, & commercerent avec ceux qui venoient dans leurs ports. Il est vrai que leurs premiers correspondans auroient pu aussi entrer dans l'Océan, & doublant le Cap de Bonne-Espérance, passer par les Indes, & faire également leur Commerce dans l'Asie même. Mais qu'en seroit-il arrivé? Etant obligés de passer le détroit de Gibraltar, & en allant, & en revenant, les fatigues d'un si long voyage, & sur-tout le peu d'expérience qu'ils avoient sur l'Océan, les auroient exposés à des dangers & des avaries qui eussent peut-être occasionné leur ruine. Et qui fait si d'autres Peuples, plus forts qu'eux, ne se seroient pas opposés à leur entreprise, & si pour la soutenir, ils n'auroient pas été entraînés dans des guerres funestes?

§. X X.

De-là naissent quelques considérations à faire, pour rendre avantageux & durable un Commerce que l'on veut établir; & pour savoir si celui qui se fait dans l'Etat, rapporte beaucoup au Trésor public, par la voie de la Gabelle; le Ministre Politique n'a qu'à examiner s'il a été formé sur ces mêmes considérations : Les voici :

Objets de considération propres à apprécier l'avantage réel d'un commerce.

§. X X I.

En général, le meilleur Commerce que l'on puisse faire, semble être celui qui convertit en especes sonnantes, les effets absolument superflus; parce que c'est avec l'argent, comme par un moyen universel, que l'on se procure le nécessaire & le superflu. Les especes s'emploient à ce que l'on veut. L'argent est un bien qui ne dépérit point, comme les autres effets. Il ne perd point sa valeur. Il attend le possesseur, & survient d'abord à tous ses besoins. L'Etat ne peut pas se servir aussi aisément des choses dont tout le monde peut se passer, & qui se font introduites dans le Pays, par l'échange de celles qui en sont sorties.

Echange du superflu contre de l'argent.

§. X X I I.

Or, pour faire un tel Commerce avec succès, il faut se procurer des productions abondantes, rares & riches, par la culture des terres, & l'entretien des pâturages, qui puissent donner, par exemple, des laines précieuses, comme celles d'Espagne: il faut encourager les ouvriers, & perfectionner les manufactures, au point de les avoir meilleures que ne sont celles des autres Etats, & d'en faire le débit à moindre prix que ceux-ci ne peuvent vendre les leurs; il faut s'en réserver de particulières, & propres du Pays, qu'on ne puisse imiter chez l'Etranger: (ainsi Venise s'étoit réservé si avantageusement à elle seule, la beauté des glaces de miroir) & pour cet effet, donner une attention extrême à ce que les Artistes, inventeurs d'une telle fabrique unique, n'aillent pas ailleurs porter leur savoir & leur industrie.

Culture des terres: entretien des pâturages, &c.

§. X X I I I.

Echange
de l'utile
contre le
nécessai-
re.

Quoique , suivant nous , le meilleur de tous les Commerces soit celui par lequel les marchandises superflues se changent en argent comptant , nous ne prétendons pas que le troc des effets utiles , contre d'autres nécessaires , ne soit encore un bon genre de Commerce , puisque ce troc peut produire en partie , l'avantage qui résulte de l'autre genre. Mais nous croyons qu'il ne conviendrait pas de se charger si fort de marchandises étrangères , par l'échange de celles du Pays , que cet amas excédât la possibilité du débit , de l'exportation , ou de la consommation interne. Ces marchandises étrangères deviendroient pour nous un fond mort , duquel non-seulement nous ne retirerions pas le profit que nous en devrions attendre , mais qui nous feroient perdre encore l'argent qu'elles nous auroient coûté , ou en entier , si elles dépérissent , ou en partie par la diminution du prix , à laquelle toute denrée est sujette. Il paroît donc raisonnable de penser que dans le trafic , ce qu'il convient mieux de recevoir en échange des productions & manufactures du Pays , c'est l'argent monnoyé ; parce que , là où il n'y a pas de mines , cette maniere de trafiquer est la seule voie capable de procurer à l'Etat des especes réelles , lesquelles se reproduisent toujours avec d'autant plus de rapidité & de fécondité , qu'elles sont mises dans un plus grand mouvement de circulation.

§. X X I V.

Echan-
ge de l'ar-
gent con-
tre des
mar-
chandi-
ses.

Delà nous ne saurions approuver le Commerce qui exporte l'argent d'un Pays , pour le convertir en plus de marchandises étrangères qu'il ne lui en faut ; puisque le superflu de ces effets n'aura pas d'autre sort que celui d'être vendu avec perte , si l'on ne veut le voir périr absolument ; tandis que l'argent est un effet qui ne périt point , qui peut être réservé commodément pour les usages les plus utiles , comme nous l'avons dit.

§. X X V.

§. XXXV.

Ce préjudice auroit dû frapper les Nations Européennes dont nous avons parlé au sujet de leur Commerce avec les Indes Orientales, où elles porteroient tout l'argent que l'Europe avoit pu retirer de l'Inde d'Occident, pour se charger, en retour, d'une infinité d'effets dont elle fut inondée, & qu'elle fut forcée de consommer avec perte. Il est vrai que le Commerce des Indes d'Orient enrichit beaucoup les Gabelles des Etats qui le font, par les Droits d'entrée, de consommation & de sortie; mais ce profit, quelque grand que nous le supposions, n'est pas à désirer, parce qu'il n'a rien de solide; c'est un profit éphémère qui s'évanouit nécessairement : car à mesure que l'on épuise la véritable richesse de l'Europe, qui consiste dans l'or qu'elle a pu ramasser, & que cette richesse va se perdre dans l'autre hémisphère pour des retraits de marchandises d'Asie, n'est-il pas indubitable que l'Europe, privée tout-à-coup de son nerf essentiel, doit bientôt manquer des forces nécessaires à la continuation d'un tel Commerce, & que le défaut de continuité doit faire perdre en moins de rien tout l'avantage que les Gabelles en auront retiré?

Exemple de l'inconvénient de cette espèce d'échange.

§. XXXVI.

Il résulte de ces considérations, que le meilleur de tous les Commerces est celui qui se pratique le plus commodément, par la proximité des lieux, qui n'a rien à craindre des longueurs & des dangers des courses, qui n'expose point trop le Négociant, & qui par sa continuité uniforme devient une source de richesse pour les Sujets & pour l'Etat. Ce Commerce, pour ne parler que des avantages du Trésor public, l'augmente si considérablement par les produits multipliés & persévérants des Gabelles, que les fraix d'entretien sont insensibles.

Résultat.

§. X X V I I.

Combien
l'Hom-
me d'E-
tat doit
être au
fait de
tout ce
qui re-
garde le
commer-
ce.

Les objets du Commerce sont d'une vaste étendue, & nous sommes bien éloignés de vouloir & de pouvoir les embrasser tous. Cependant l'Homme d'Etat ne doit rien ignorer de ce qui concerne un sujet aussi important, & pour le posséder plus à fond, il devoit être parfaitement instruit des causes de tous les besoins de l'Etat, des moyens d'y augmenter l'industrie, des avantages qui reviennent au Gouvernement d'une bonne direction du Commerce, selon des maximes sagement adaptées aux conjonctures, des moyens de rendre le Peuple si heureusement laborieux, que le produit des droits de sortie des marchandises du Pays, approche, égale ou surpasse même la valeur des Droits d'entrée des articles nécessaires & convenables à l'Etat.

§. X X V I I I.

Com-
merce a-
ctif.

C'est en cela que consiste l'espece de Commerce qu'on nomme *actif* : Commerce très-utile à la Nation qui le fait, comme nous venons de dire, à cause des richesses que les changes & rechanges y répandent, & non moins avantageux à l'Etat, pour l'augmentation des Droits qu'il lui procure, que par le prétexte légitime & raisonnable qu'il lui fournit d'exiger de ses Sujets opulents, des contributions plus fortes, lorsqu'elles sont nécessaires.

Après cette exposition des deux premières sources des revenus publics, c'est-à-dire, des Impôts sur les biens, & de la Gabelle : & après avoir indiqué les meilleurs moyens de les accroître ; passons à la troisième source de Finances, savoir les Impôts extraordinaires sur les personnes.

§. X X I X.

Impôts
extraor-
dinaires
sur les
person-
nes.

Les Impôts extraordinaires étant le dernier & le plus violent des moyens à employer pour se tirer de quelque cas extrême, pour réparer la vigueur épuisée d'un Etat, & lui ren-

dre sa premiere activité; ils nous suggerent ici deux considérations : la premiere, sur les expédiens à prendre pour se les procurer au besoin, sans le moindre délai, & la seconde, sur les arrangemens à prendre, pour s'empêcher d'y avoir recours.

§. X X X.

Quant au premier point, nous dirons que, comme les Impôts s'exigent également des capitalistes ou possesseurs de biens fonds, terres & rentes, & des Artisans, en forme de taxes imposées par le Souverain, pour subvenir aux dépenses & aux nécessités publiques; la meilleure maniere de les lever est de fixer à un certain point de modération, proportionné pourtant à la condition de chaque particulier, les facultés du Peuple & sa richesse : moyen qu'on peut employer en deux façons : l'une, en donnant plus d'étendue au Commerce actif, & en attirant chez soi les Etrangers, comme nous l'avons dit plus haut, par l'abondance & le bon marché de vivres; par la perfection des Arts; par l'exercice de la Justice & de l'équité, sans acception de personnes; par la beauté des Spectacles, &c. Et l'autre, en défendant aux Sujets de l'Etat les dépenses superflues qu'occasionnent le luxe & l'abondance dans un Peuple qui n'est pas surchargé d'Impôts.

Moyens de les lever promptement lorsque le besoin l'exige.

§. X X X I.

L'Empereur Constance à qui il étoit échu en partage le Commandement des Espagnes, des Gaules & des Alpes, devint suspect à l'Empereur Galerius son Collegue, parce qu'il traitoit ses Sujets avec douceur, & qu'il n'exigeoit d'eux que des Impôts fort légers. On lui envoya des Ambassadeurs, pour le prier d'en agir avec plus de vigueur. Constance ne se servit pas de paroles pour autoriser sa conduite; il prétexta un besoin d'argent, le demanda sur le champ à ses Sujets, en présence des Ambassadeurs de Galerius, & obtint sans le moindre délai, une somme si immense, que le seul récit en étonna

Sagesse de l'Empereur Constance.

tout Rome, & lui persuada combien il est avantageux de n pas fouler les Peuples à force d'Impôts & de contributions.

§. XXXII.

Moyens
de préve-
nir la né-
cessité
des Im-
pôts ex-
traordi-
naires.

Les arrangemens à prendre pour prévenir la nécessité des Impôts extraordinaires, sont aussi utiles que solides : il n'est pas moins constant que leur pratique est très-difficile, sur-tout dans un Etat dont l'Economie a souffert du dérangement. Toutefois, si l'on ne peut pas les suivre en totalité, il est toujours bon de les connoître pour en tirer tout le parti possible. Un de ces arrangemens est de libérer l'Etat des dépenses qui excédroient ses revenus ordinaires, que les charges & les Impôts n'auroient pas encore accrus. Un autre consiste à montrer aux Puissances étrangères une contenance qui les empêche de porter aisément le feu de la guerre dans l'Etat. Un troisième, c'est d'avoir toujours dans le Trésor une réserve pour les occasions urgentes.

Exemple
des Ro-
mains.

Les Romains faisoient une répartition de leurs Finances pleine de sagesse. La caisse publique avoit trois étages : dans le premier étoit conservé l'or des butins & des victoires, pour les seules nécessités de la guerre. L'argent qu'ils nommoient *vigésimaire*, parce qu'il provenoit de la Gabelle appelée *vingtième*, que payoient les affranchis, entroit au second étage, pour servir dans certaines occasions importantes. Le troisième contenoit les autres Revenus de la République, applicables aux dépenses communes de l'Etat.

C'est au Ministre Politique, attentif aux circonstances des temps, aussi bien qu'aux facultés, & au naturel des sujets, à savoir discerner jusqu'à quel point ils peuvent porter, sans risque, le poids de ces Impôts extraordinaires.]

§. XXXIII.

Le Fisc.

Venons à la quatrième source des Revenus publics, le Fisc, par lequel on entend communément la vente que le Souverain ordonne des biens & possessions des sujets, soit débiteurs,

soit coupables. Ce mot de *Fisc* ne veut dire rien autre chose que *panier*, ou *corbeille*; parce que, chez les Romains, quand les bourses de tels revenus étoient pleines, on les verfoit, principalement en voyages, dans un panier que les Latins appelloient *fiscus*; tel est le denier du *Fisc*. Outre cela, on nomme encore denier du *Fisc*, celui qui provient de toutes ventes de biens échus au Prince, par faute d'héritiers; comme aussi l'argent qui se retire des terres qui n'ont pas encore été vendues, ou données par le Souverain, comprises sous le nom de *biens communs*. Les *biens alluviaux* que procurent à l'Etat les fleuves & les rivières, comme fait à Venise le Pô, près la mer, sont encore deniers du *Fisc*.

§. XXXIV.

Pour connoître ce que cette source rapporte au Trésor public, il faut voir, à l'égard du *Fisc* provenant des biens des débiteurs & des coupables, si les sujets de l'Etat sont d'un naturel vindicatif, & capable de se porter aisément à des excès de colere, qui les rendant criminels, autorisent le Prince à confisquer leurs biens. Il faut observer si le Peuple se refuse aux contributions avec assez d'opiniâtreté, pour mériter d'être condamné à l'amende, bien qu'en cette occasion ce soit moins un nouveau profit pour le Trésor, qu'un supplément au paiement de ces contributions. Il faut savoir s'il est dans l'Etat, des territoires qui jouissent du privilege de n'être pas sujets au *Fisc*, quelque faute que leurs habitans puissent commettre. Dans le fond, il est autant à désirer que cette source de Revenus soit foible, & d'un petit rapport, qu'il est bon pour un Etat d'avoir moins de débiteurs & de coupables.

Appré-
ciation
du pro-
duit du
Fisc.

A l'égard de la vente des biens échus au Prince, des biens communs, & des biens alluviaux, il ne faut que considérer l'étendue de l'Etat : objet qui semble mériter peu d'attention dans un petit pays, mais qui est très-considérable dans les vastes Domaines, sur-tout si le fléau de la peste, en les dépeuplant, devient un surcroît au *Fisc* : avantage trop lamentable pour ne pas souhaiter de le voir anéanti.

§. X X X V.

La mon-
noie.

La cinquieme source des Revenus d'un Etat, c'est la Monnoie qu'il fait battre: objet immense, & que plusieurs chapîtres n'épuiseroient pas, soit pour en expliquer bien la nature, que peu de personnes connoissent à fond, soit pour résoudre les difficultés qui s'y multiplient comme à l'infini. Mais comme nous ne nous sommes engagés à exposer à l'Homme d'Etat, les Revenus publics, que par les endroits qui fussent pour lui en donner une connoissance raisonnable, nous nous réduirons à traiter seulement de quelques-uns de leurs points principaux; renvoyant pour des informations plus profondes, tant sur cette matiere, que sur toutes les autres, aux Auteurs qui en ont écrit *ex professo*.

§. X X X V I.

Nature
& usage
de la
Mon-
noie :
profit
qu'elle
apporte
au Sou-
verain.

Quant à la nature de la Monnoie, & aux commodités de son usage, on les sent assez, c'est une mesure commune à toute espece de produits, d'effets & d'industrie : ce qui l'a fait adopter de tous les Peuples. Ainsi, nous ne nous étendrons pas à des détails superflus. Mais nous nous occuperons plus à propos de l'explication du profit qui en revient à tous les Souverains.

§. X X X V I I.

Lecoin.

L'utilité que le Prince retire en général de la Monnoie, provient du coin, ou de l'empreinte; puisqu'au moyen de cette marque qu'il imprime sur le métal, il en rehausse la valeur; en sorte qu'une certaine quantité de pieces d'or, portant l'empreinte du Prince, vaut autant qu'une autre quantité déterminée plus grande de même métal, qui n'en est pas marqué. Par exemple : un Souverain veut réduire en Monnoie, des lingots d'argent d'un certain poids limité, pour y retrouver l'avantage qu'il se propose, il retranche à ce poids la portion dont il veut se payer pour les fraix du coin, & le profit du

Trésor public, & substitue à la portion soustraite, un même poids d'argent inférieur : ce qui s'appelle droit Seigneurial.

§. X X X V I I I.

Mais pour faire profiter le Trésor assez considérablement, dans la fabrication des especes (nous entendons celles d'or & d'argent) : comme dans une petite quantité, le gain seroit modique, il en faut battre beaucoup à la fois, afin que ce gain trop imperceptible sur une seule piece de monnoie, s'accroisse par le nombre; & que plusieurs petites parties d'émolument jointes ensemble, concourent à former un tout assez considérable.

Quantité
des especes
monnoyées.

Toutefois, il ne convient de fabriquer beaucoup d'especes d'or & d'argent, que lorsque le besoin le requiert; c'est-à-dire, quand il y en a véritablement une disette dans le pays : or, la disette d'especes n'aura jamais lieu dans un Etat, si elles ne se répandent dans l'Etranger. Il est donc expédient qu'elles sortent; & pour cela, il faut qu'elles soient frappées à un si bon coin, que non-seulement on les reçoive volontiers dans les autres pays, mais encoré qu'on les y souhaite, & qu'on les recherche, jusques à les faire exporter; auquel cas, il ne faut pas cesser de battre Monnoie, à proportion de la quantité qu'il en sort; & c'est ainsi que ce droit Seigneurial devient considérable. Mais afin que les especes d'or & d'argent soient recherchées de l'Etranger, deux conditions nous semblent fort nécessaires.

§. X X X I X.

La premiere, qu'on ne fasse entrer dans la masse d'or, ou d'argent à monnoyer, que bien peu d'alliage; parce que l'estime que l'on fait des especes, dépend de l'attention qu'on a apportée à les fabriquer au meilleur titre : au moins faut-il que cet alliage soit très-notoire; & cela, afin que la Monnoie approche plus aisément de sa valeur intrinseque; c'est-à-dire, que pour une livre pesant de cette Monnoie, tout Marchand perçoive communément une livre pesant d'un pareil métal

Leur titre.

non monnoyé, mais pur, & parfait dans sa nature. Ainsi l'on pourroit facilement avec cette Monnoie de bon alloi, acheter du métal pur, & des lingots sans alliage, pour en fabriquer des especes, & y retrouver de nouveau, le profit du coin. De plus, lorsqu'une Monnoie a peu d'alliage, elle est enlevée par les étrangers, pour la revendre à leurs bureaux de Monnoies, où l'article de l'alloi est soigneusement éprouvé, crainte de former de l'assemblage des especes, une Monnoie de pire condition.

§. X L.

Regle
générale
pour l'al-
liage.

Mais quelle est la regle qui détermine la juste quantité d'alliage dans les especes? C'est, ce semble, d'y en faire entrer moins que n'en ont les especes étrangères, & de se contenter ainsi d'un profit presque imperceptible du droit Seigneurial, sur chaque piece de Monnoie; parce que ces petits émoluments, rendus considérables par la grande réitération du coin, sont de longue durée; au-lieu que le trop grand gain qu'on s'empreseroit de faire par un fort alliage, sans rabais sur le prix, ne feroit qu'un avantage passager: outre que de telles especes seroient fort peu recherchées par les étrangers; ce qui excluroit l'heureuse nécessité d'en fabriquer de nouvelles, & feroit par conséquent tarir les produits de la Monnoie; sans compter les terribles effets que causeroit cet avantage prétendu. En voici un Exemple.

§. X L I.

Exemple
frappant
des in-
convé-
nients du
bas alloi
dans les
especes.

Quand, vers le milieu du siecle passé, Casimir Roi de Pologne, remonta sur le Trône, après la guerre que la Suede, le Brandebourg, & la Transilvanie avoient faite à cette République; il trouva l'Etat dépourvu de tout, & lui-même étoit redevable d'une grosse somme d'argent envers ses troupes. Ne sachant donc quel parti prendre dans cette fâcheuse situation, on lui conseilla de faire frapper de la Monnoie d'un fort bas alloi, afin que l'épargne du métal, jointe à la hausse du coin, augmentât tellement les especes en nombre & en valeur, qu'il pût

pût par-là subvenir à tout. Casimir charmé du projet, & sans égard aux oppositions de Dantzik, fit fabriquer dans le goût proposé, une si grande quantité d'especes, qu'il remplit ses engagements. Mais les Nations étrangères reconnoissant d'abord la mauvaise qualité de cette Monnoie, l'évaluerent à la juste moitié du prix auquel elle couroit en Pologne. A cette nouvelle, les Polonois qui avoient donné, pour cette fabrication d'especes, tout ce qu'ils avoient soigneusement soustrait d'or & d'argent aux troubles de la guerre, & qui avoient reçu ces mauvaises especes en paiement, se voyant trompés, & les troupes se plaignant hautement de la même supercherie dans les paiemens qu'on leur avoit faits, tout le Royaume se révolta d'une si étrange maniere, qu'il en fut à deux doigts de sa perte. Ces troubles donnerent occasion aux Turcs d'envahir la Podolie, & le Pays d'Ukraine; enfin mille calamités furent les fruits de ce conseil pernicieux, comme l'histoire nous l'apprend.

§. XLII.

La deuxieme condition requise pour se procurer la défaite des especes d'or & d'argent, & conséquemment pour se mettre dans le cas d'en battre de nouvelles, c'est de les évaluer un peu au-dessous du prix qu'on leur assigne dans les Etats étrangers. Par exemple; par tout Pays, on a des équivalens imaginaires, ou numéraires des monnoies, tels que la Livre, l'Ecu, le Ducat, & plusieurs autres, & c'est par eux que l'on fixe la valeur des especes réelles. Sur le pied des Ecus, des Ducats, ou des Livres, on change les Pistoles, les Sequins, les Florins, les uns par les autres, quoique dans presque tous les Pays, ces équivalens numéraires soient différens. Or, il semble qu'il conviendrait d'assigner à la monnoie d'or & d'argent, un équivalent qui fût tel qu'il n'excédât pas, proportion gardée, la valeur numéraire la plus ordinaire des autres monnoies, tant du Pays, que de l'Etranger, en réduisant celles du Pays, à la plus commune valeur numéraire du métal pur. La raison en est que, si à la modicité d'alliage, on joignoit encore, dans la monnoie du Pays, la taxe d'une valeur numé-

Evaluer les especes un peu au-dessous du taux qu'on leur assigne chez l'étranger.

raire proportionnellement inférieure à celle des monnoies étrangères, celle-là seroit enlevée avec trop d'ardeur au grand préjudice de l'Etat. Ce qui montre que pour en faciliter l'exportation, il suffit de suivre la règle que nous avons indiquée concernant la bonne qualité de la matiere; parce que cela seul donne occasion de répéter souvent la fabrication des especes; & que le profit que le Trésor public en retire, quelque petit qu'il soit, devient considérable par sa continuité.

§. X L I I I.

Objection.

On objectera peut-être que cette fabrication des especes, si souvent répétée, mettra souvent le Pays dans le cas d'avoir besoin des matieres d'or & d'argent, & qu'à cette occasion, les marchands de ces matieres, remarquant la nécessité de l'Etat, les mettront à plus haut prix; de sorte que les profits du coin seront tellement absorbés par la cherté des matieres, que l'Etat lui-même en souffrira un dommage réel.

Réponse.

L'on répond que, tant que l'évaluation, ou l'équivalent de la monnoie sera en juste proportion avec sa qualité, son alliage & le rapport de l'or à l'argent, la justesse de cette proportion ne laissera aux Sujets aucun motif d'intérêt qui les engage à exporter hors de l'Etat celui des deux métaux, même monnoyés, qui sembleroit évalué trop bas; de sorte que jamais il n'arrivera que les Marchands puissent prétendre rien de plus que le juste prix de leurs matieres; ni qu'ils en exigent une plus grande somme de monnoie de bon aloi que celle qui leur sera due. Quel seroit le Bureau des monnoies bien dirigé qui acheteroit de ces matieres renchéries? Aucun sans doute, & les enchérisseurs ne pourroient jamais s'en défaire. Du reste, il n'est pas vraisemblable que les Marchands en question prétendissent une plus grande quantité d'especes du meilleur aloi, telles que celles de la fabrique qui rechercheroit leurs matieres, qu'ils ne pourroient prétendre d'especes d'une moindre qualité, des autres fabriques. Ils s'exposeroient, par une telle imprudence, à la nécessité de livrer à celles-ci leurs matieres, en échange d'especes de bas aloi, & mal proportion-

nées aux monnoies étrangères ; au lieu du solide avantage qu'ils auroient eu avec notre fabrique qui ne les eût payés qu'en bonne monnoie, & d'un rapport parfait aux monnoies de l'Etranger ; sans compter la fréquente réitération de leurs profits, par les nouvelles demandes des matieres.

§. XLIV.

Quelqu'un ignore-t-il que la bonne monnoie, cette monnoie frappée au coin des plus exacts rapports, est généralement beaucoup plus appréciée, que celle d'un moindre titre, & mal proportionnée aux especes étrangères ? Le grand usage que l'on fait par-tout, & en tant de manieres, des especes de bon alloi, prouve le peu de cas qu'on fait des autres. Les Marchands qui échangent leurs lingots en cette monnoie d'excellent titre, retireront, outre le profit des lingots, un surcroît de gain sur les especes même, par la facilité qu'ils auront de les revendre ailleurs à plus haut prix qu'elles ne leur auront coûté. Mais pour anéantir l'objection en deux mots : jamais un Etat dont le commerce actif prévaut sur son commerce passif, ne peut manquer de matieres à réduire en monnoie ; puisque la valeur des marchandises qui sortent, bien plus grand que n'est le prix de celles qui entrent, est d'ordinaire payée en especes étrangères.

Credit & circulation aisée des especes de bon alloi.

§. XLV.

L'on pourroit encore objecter que la grande vogue de la bonne monnoie dont nous parlons, rendant plus avides de gain les particuliers qui s'en trouvent pourvus, ils refuseront de la donner pour sa valeur préfixe ; & la hausseront contre la volonté du Gouvernement : ce qui fera avorter le projet de la répandre dans l'Etranger.

Autre objection.

Raison plus futile encore que la premiere. Car, quoi de plus facile au Souverain, que de donner de fréquents Edits pour le maintien de la plus juste évaluation des especes, par lesquels les transgresseurs soient soumis à des peines rigoureuses ? Et delà naîtront deux avantages très-importants : c'est

Réponse.

que les Etrangers qui rechercheront ces especes, donneront en échange une plus grande quantité de marchandises qu'ils ne feroient, si la monnoie étoit moins bonne, & d'une moins juste valeur. Avantage pour le Commerce qui en devient plus florissant : avantage pour le Trésor public, par un plus grand Revenu de la Gabelle.

§. XLVI.

Troisième
me objet
cution.

Réponse.

Mais, nous dira-t-on encore qu'en procurant une pareille facilité d'exporter la monnoie chez l'Etranger, le pays se trouveroit bientôt en disette d'especes usuelles; ce qui donneroit lieu à l'introduction des monnoies du dehors, lesquelles malgré tout leur alliage, & non-obstant leur excessive évaluation numéraire, rehausseront de prix & seront portées plus haut que si elles étoient du meilleur alloi, par l'échange qui en seroit fait en especes nationales d'un titre parfait? Nous répondons que pour entretenir toujours dans le pays les especes du plus bas usage; c'est-à-dire la monnoie de Billon, dont nous n'avons pas encore parlé; il paroît convenable que le Prince y cherche l'avantage du coin, qui est son droit Seigneurial, par une route opposée à celle qui le lui donne sur les especes d'or & d'argent. Dans celles-ci il fera entrer le plus pur alliage, & leur fixera le prix le plus modéré, pour donner lieu à l'exportation, & par-là à la fréquente réitération de la fabrique, au grand avantage du droit Seigneurial, mais il mettra dans la monnoie de billon un alliage un peu inférieur, & l'évaluera un peu au-dessus de sa proportion, pour empêcher qu'on ne l'enleve à l'Etat, qui n'en aura que ce qu'il lui en faut pour son usage. Quant au droit du coin, ou de Seigneurie, le Prince le retrouvera assez dans cette évaluation modérément altérée. C'est ainsi que l'on empêchera l'affluence excessive des monnoies étrangères, puisqu'on en aura fait cesser le besoin, en ne les évaluant qu'au prix courant, & même un peu au-dessous de celui qu'elles obtiennent dans les autres pays : à moins qu'il ne fût plus expédient à l'Etat de défendre absolument l'entrée des especes de billon.

§. XLVII.

Enfin on nous dira que le Souverain, en mettant ses especes à bas prix, perd l'avantage de ce que l'on nomme *Agio*, qui consiste dans la différence qu'il y a de la valeur taxée par lui-même, à la valeur que les Marchands donnent à la monnoie par contravention; par exemple : le Prince fixe le prix du florin à cinq lires, & l'abus a prévalu dans le commerce d'évaluer ce florin à six lires, de sorte que l'Etat percevant sur chaque florin du commerce, une lire au-delà de la vraie valeur, gagne cent lires dans la perception d'une somme de cent florins.

Quatrième
objet.
Agió.

§. XLVIII.

Pour démontrer l'erreur d'un pareil calcul, nous répondons qu'un Etat perçoit les deniers en deux façons; l'une par la voie des Gabelles, l'autre par la voie des Impôts. Quant à la première façon, supposé cet usage abusif du Commerce d'attribuer aux especes plus de valeur que le Prince ne leur en a donné; les profits que l'Agió semble procurer à l'Etat restent anéantis par la perte qu'il fait dans un rabais équivalent à cet Agio, sur les Revenus de la Gabelle donnée à ferme : de manière que si la Gabelle affermée rapportoit à l'Etat cent florins, lorsque cette monnoie n'étoit pas encore évaluée par les Marchands, plus de cinq lires; maintenant qu'ils lui en attribuent la valeur de six, l'Etat perd vingt pour cent sur les Revenus des fermes de la Gabelle; & ce rabais qui met tout à niveau, absorbe précisément l'Agió, lequel au fond n'est rien qu'une chimere.

Réponse.
Compensation de
l'agio par
le produit des
Gabelles.

Si non-obstant la valeur arbitraire de six lires, que le Commerce donneroit au florin, la ferme des Gabelles, qui avant l'arbitrage des Marchands rendoit cent florins à l'Etat, lui en rapportoit encore le même nombre, ou davantage; cela proviendrait de ce qu'à proportion de la hausse du prix des florins, on auroit aussi renchéri les marchandises qui, en payant toutes à la Gabelle leurs droits respectifs, contribuent toutes

à former le Revenu de cette Ferme : étant juste que lorsque les marchandises procurent aux vendeurs un profit plus considérable, les Droits en soient plus grands à proportion, & rapportent davantage à l'Etat. Mais si sans aucune augmentation de prix dans la vente des marchandises, la Ferme de la Gabelle n'en rapportoit pas moins la somme de cent florins; cela proviendrait de la plus grande exportation, ou du plus grand débit de ces marchandises. Ainsi, de manière ou d'autre, quand le Prince contraindrait les Marchands de se conformer exactement à son évaluation de la monnoie; s'il est vrai qu'alors cette conformité dans le prix des especes, ne laissât à l'Etat nul profit d'Agio; d'autre part, les denrées, c'est-à-dire, le sel, l'huile, le vin, la viande, le bled, le tabac, & tous autres articles qui paient les droits de Gabelle, se vendroient moins cher; parce que la Ferme qui ne devoit pas souffrir de la soustraction de cet Agio, quel qu'il soit, feroit baisser le prix des marchandises, pour en faciliter le débit; & leur plus grande consommation grossissant le Revenu de la Gabelle, il est clair qu'elle compenseroit le défaut de l'Agio par la plus grande quantité de florins qu'elle rapporteroit au Prince.

§. X L I X.

Et par le
produit
des Im-
pôts.

Quant au paiement des Impôts en especes, comme, par exemple, en florins qui coûteroient aux particuliers une lire de plus, que le Prince ne les auroit évalués; il ne faut pas croire que les profits d'Agio y fussent perdus pour le Pays, puisqu'il les retrouveroit ailleurs. En premier lieu, plusieurs Etats, dans quelques-unes de leurs dépenses, n'emploient pas les especes selon leur cours sur la Place, ni au prix qu'elles coûtent aux particuliers, mais au prix déterminé par le Prince. Outre cela, bien que, dans d'autres occasions, on suive ce cours de la Place, tandis qu'on ne reçoit jamais de monnoie, que selon l'évaluation du Souverain, en quoi ces Etats profitent de l'Agio; s'ils vouloient n'en pas profiter, ils en seroient aisément dédommagés par le gain que leur procureroit la fabrication d'une plus considérable quantité d'especes,

soutenues au prix légal, qui en faciliteroit l'extraction, pour en fabriquer toujours davantage. Mais il seroit difficile aux Souverains d'abolir, pour leur propre avantage, le prétendu profit de l'Agio, d'ailleurs très-nuissible à d'autres égards; & de maintenir invariablement les especes à l'évaluation qu'eux-mêmes leur ont assignée : parce qu'enfin cette évaluation semble bien moins dépendre de leur loi, que de l'intérêt des autres hommes, de leur volonté, de leur habileté : torrents auxquels le vouloir des Princes ne peut guere s'opposer.

§. L.

L'Homme d'Etat doit avoir une connoissance précise de tout ce que nous venons d'observer au sujet des monnoies, par rapport à son Pays, pour en inférer l'abondance, la consistance, & le bon ordre des Revenus provenans de cette branche. Mais le Trésor public, ne devant pas être fondé sur cette source de richesses, qui n'est ni ne doit être fort abondante par elle-même, il seroit superflu de nous arrêter davantage aux autres objets qui concernent cette matiere, qui consistent dans le prix général des especes; dans les rapports des métaux entre eux; dans la masse des rechanges; dans le capital de la branche des crédits, à l'égard de l'économie, tant publique, que particuliere, comme à l'égard des intérêts, des profits, & des pertes : & nous nous contenterons de ce que nous avons touché, en passant, d'un sujet qui ne sauroit être traité à fond, sans nous obliger à des détails immenses.

Connoissances nécessaires à l'Homme d'Etat au sujet des Monnoies.

§. L I.

Venons à la sixieme source des Revenus publics, savoir, au dépôt des argens des particuliers, dont ils perçoivent les rentes : le Gouvernement peut y trouver son avantage par deux moyens; l'un en recueillant les deniers des Etrangers, aussi bien que des Sujets de l'Etat, par hypothèque, ou même en leur assignant une rente publique, en compensation du cens; donnant, par exemple, trois pour cent l'année; afin de mettre

Dépôt de l'argent mis en rente. Premier moyen de placer cet argent.

ces deniers à profit, en les faisant passer, en même forme de dépôt, à des Places étrangères; mais sous la condition d'un cens plus fort, dont l'excédant par-delà la rente assignée aux particuliers, seroit à l'avantage de l'Etat. Mais un gain de cette nature, outre la difficulté qu'il seroit éprouver à placer les argens sans risque, seroit peu convenable à la Majesté des Princes: il leur deviendroient même nuisible en ce qu'ils priveroient leurs Etats de l'usage des sommes d'argent dont ils enrichiroient d'autres Peuples. Et pour ce qui est des Pays où cet argent passeroit, l'affluence des especes les obligeroit à baisser l'intérêt de l'argent, de sorte qu'ils ne payeroient pour les nouvelles sommes qu'ils recevroient, qu'un cens, ou intérêt plus modique. Les derniers articles compenseroient insensiblement les premiers. Si, par exemple, ils avoient donné quatre pour cent d'un dépôt précédent, ils ne donneroient pour les suivans que trois & demi, ou moins encore; ce petit bénéfice d'un demi pour cent, ou peut-être plus, formeroit à la longue, par ses nombreuses réitérations, une somme très-considérable.

§. L I I.

Second
Moyen.

L'autre moyen, bien plus noble, de se procurer du profit sur les dépôts, c'est d'attirer de par-tout, les argens, tant de l'Etranger, que des Sujets de l'Etat, pour les répandre dans le Pays, & les mettre à constitution. Or, ces argens reçus de l'Etranger, augmenteroient le fond capital de l'Etat; & de la part des Sujets, les sommes, que les gens riches gardoient inutilement dans des coffres, seroient avantageusement employées à donner de l'activité aux Manufactures & au Commerce en général, d'où le Peuple verroit accroître ses richesses, & l'Etat ses Revenus de Gabelles: ainsi tous ces deniers divers, rentrant peu-à-peu dans le Trésor public, par différens canaux, les charges de cens fixes auxquelles il seroit nécessairement assujetti, lui deviendroient insensibles, par les profits qu'il accumuleroit comme à l'infini, au moyen de ces constitutions de rentes,

§. L I I I.

§. L I I I.

Il nous reste à-présent à parler, en peu de mots, des Lotteries, septieme source d'où découlent dans le Trésor, les Revenus de l'Etat. Lotteries.

Il est aisé de comprendre combien cette source est féconde, soit que le Souverain l'affirme, soit qu'il la laisse courir pour son compte; en ce que si l'argent des billets devant, par exemple, former une somme d'un million d'écus, l'on en destine la moitié, (3) ou davantage pour les prix, & une autre moindre partie est réservée pour les fraix : de sorte que ce qui reste d'argent, après cette disposition, demeure au profit de qui il appartient, & ce reste entre immédiatement dans le Trésor public, si la Lotterie se fait pour le compte du Prince; & si elle est pour le compte des Fermiers, ceux-ci paient à l'Etat la plus grande partie des avances, suivant l'accord stipulé. Mais il convient mieux que les Lotteries se tirent pour le compte du Prince, tant parce que le profit en est employé en faveur de l'Etat, que pour éviter l'inconvénient de le voir frustré de cet avantage, pour l'intérêt particulier des Fermiers qui en jouiroient seuls, & qui, s'ils étoient étrangers, pourroient à la longue appauvrir le Pays, en se retirant avec leur gain.

§. L I V.

Au reste, une Lotterie établie sur le pié de celle de Venise, quelque grand que puisse être le risqué des débours, rendra toujours beaucoup plus que toute autre, étant aussi rare d'en voir les Auteurs excédés par le gros montant des sommes à payer, qu'il est difficile que les porteurs des billets gagnent, tout-à-la-fois, des lots bien considérables. Lotterie de Venise, la plus avantageuse à l'Etat.

§. L V.

Sur cette courte exposition des moyens d'enrichir le Trésor public, l'Homme d'Etat observant si le Pays qu'il administre, Canaux qui versent l'ar-

gent dans
le Trésor
public.

les emploie en tout, ou en partie, reconnoîtra non-seulement la mesure de sa richesse; mais aussi quelles sont les sources qui la lui procurent, & quel est l'avantage qui revient à l'Etat de chacune d'elles.

Mais de toutes les connoissances que le Ministre Politique peut acquérir à ce sujet, la plus importante est celle qui l'instruit de l'espece & de la fécondité des sources premières, d'où celles que nous avons découvertes, tirent ce qu'elles versent dans le Trésor; parce qu'à proportion de leur abondance ou de leur sécheresse, les secondes couleront à grands flots, ou ne s'épancheront que goutte à goutte. Or ces canaux consistent dans le principe universel des richesses d'un Pays, c'est-à-dire dans l'abondance des choses de nécessité & d'aisance pour la vie, qui fait qu'il n'a pas besoin de se les procurer des Pays étrangers. Ils consistent de même dans l'abondance, & la grande circulation de l'argent monnoyé, ce vrai nerf d'un Etat, seul capable de lui faire surpasser les autres Nations en force & en puissance.

§. L V I.

Produit
des Ter-
res : Ma-
nufactu-
res : Ar-
gent
mon-
noyé.

Tout le nécessaire à la vie se prend des terres & des manufactures : l'abondance de l'argent monnoyé provient, quant à sa matière, des mines du Pays, ou de son commerce actif; & quant à son grand usage, c'est par un cours sans cesse réitéré, & par un passage continuel de main en main, qu'il s'accroît & s'étend; & ces trois choses, les produits des terres, les manufactures & l'argent se reproduisent mutuellement. Le Laboureur aisé travaille & cultive, & il ne le pourroit faire sans argent. Il faut de l'argent pour faire fleurir les manufactures; & l'exportation des denrées & des marchandises attire l'argent. Ces trois sources premières versent les richesses dans le Trésor public. En effet, quels ouvrages peut fournir l'Ouvrier, s'il n'en reçoit pas le salaire? Et comment le Marchand donnera-t-il ce salaire, si les ouvrages de sa manufacture restent sans débit? Comment ce débit aura-t-il lieu, si les acheteurs manquent? & où seront les acheteurs, tant que les terres ne produiront rien, ou que le commerce n'attirera pas les espèces

étrangères, avec une abondance qui passe les besoins communs, sur-tout dans un Pays destitué de mines d'or & d'argent? Un tel Pays pourra-t-il payer les intérêts des dépôts qui ne lui rapporteront rien? L'artisan & le serviteur auront-ils le moyen de supporter le renchérissement auquel l'augmentation forcée des Gabelles portera les marchandises & les denrées; & leur sera-t-il possible de satisfaire à des redoublemens d'impôts, si les gens riches n'augmentent pas à proportion les gages ou les salaires? Mais d'où ces gens riches de leurs bien-fonds, augmenteront-ils les salaires, à moins que le produit des terres, ou du commerce, ne s'accroisse aussi? Enfin, est-il concevable que ce produit s'accroisse, si les terres & les manufactures restent si obérées, que pour suppléer à leur défaut, il faille recourir ailleurs, en portant à l'Etranger le peu d'argent de l'Etat, sous la condition onéreuse des rechanges?

§. L V I I.

Il est donc vrai que les sept sources des Revenus publics, dont nous avons parlé, reçoivent ce qu'elles ont des terres, des manufactures, & de l'argent. Si ces derniers articles n'abondent pas; si les terres produisent peu, si les manufactures languissent, s'il y a disette d'espèces, le possesseur des terres borne sa dépense, emploie moins d'argent à satisfaire ses goûts, renonce à l'aisance, réduit ses besoins au plus petit nombre, se contente de peu, devient lui-même nécessaire, & partage enfin la condition des pauvres. Dans l'Etat, ce desséchement des trois sources premières (4) affoiblit l'exportation des marchandises & des productions du Pays, diminue le nombre des ouvrages, amoindrit le salaire des ouvriers, arrête la consommation, & intercepte par conséquent les droits de Gabelle. De-là, plus de perception d'Impôts, moins encore d'espoir de recours à la bourse des particuliers, aussi vuide que le Trésor public, & le bureau de la monnaie qui n'agit plus. Augmenter les droits & les Impôts dans cet état de détresse, ce seroit porter le mal à son comble, puisque le défaut de consommation, & l'impuissance du peuple, rendroient impraticable la

Influence
de ces
trois arti-
cles sur
les four-
ces des
Revenus
publics.

perception des deniers. Enfin, non-seulement les Etrangers rebutés, renonceroient au dessein de s'établir dans un Pays si misérable; mais encore ses propres Citoyens accablés de pauvreté, iroient chercher sous quelqu'autre Ciel, un fort moins rigoureux. Ainsi l'Etat manquant de sujets, manqueroit de tout moyen de rétablissement.

§. L V I I I.

Récapitulation des connoissances nécessaires à l'Homme d'Etat touchant les Revenus publics, & leurs sources.

Outre la connoissance exacte que l'Homme d'Etat doit avoir du produit respectif des sept sources des Revenus publics, il doit porter ses vues sur le fonds riche & fertile d'où elles tirent ce qu'elles apportent; c'est-à-dire sur la fécondité & la culture des terres; le rapport des manufactures; la qualité active ou passive du commerce & du trafic; le nombre, le caractère & l'industrie du Peuple; la quantité & la matière des espèces monnoyées; leur circulation; le bas cours des changes du Pays, qu'il faut procurer, ou du moins mettre au pair avec les changes étrangers; enfin, le capital de la Nation, qui par le moyen des sept canaux, communique sa richesse au Trésor public, lequel en même-temps qu'il grossit par leur plénitude, doit s'occuper à fournir de quoi alimenter le fonds qui produit les richesses; puisque sans ce retour avantageux & nécessaire, il ne tarderoit pas à s'épuiser. Que l'Homme d'Etat soit indispensablement obligé d'être instruit de toutes ces choses, nous le prouverons, après que nous aurons indiqué, dans le Paragraphes suivant, les principales charges, ou dépenses du Gouvernement.

S E C T I O N S E C O N D E.

D E S C H A R G E S.

§. L I X.

De la proportion des

AYANT traité amplement des Revenus publics d'un Etat, tant en général, qu'en particulier; il est temps de parler de ses

charges, afin que le Ministre Politique, les comparant les uns aux autres, sache de combien les Revenus ordinaires de l'Etat, joints aux casuels, autant qu'il peut raisonnablement compter sur eux, surpassent les dépenses communes; ou, s'ils ne suffisent pas pour y subvenir, qu'il cherche des expédiens ou pour diminuer ces dépenses annuelles, ou pour se procurer de nouveaux fonds.

Revenus
& des
charges.

§. L X.

Les principales charges auxquelles un Etat est sujet, semblent se réduire à cinq classes; & les voici :

Char-
ges publi-
ques.

1°. Les appointemens des Magistrats, & des Employés au service du Gouvernement.

2°. L'entretien de l'Arcenal, tant pour les provisions des matieres propres aux ouvrages, que pour le salaire des Ouvriers.

3°. La paie des Troupes de terre & de mer, & tout ce qui est nécessaire à leur entretien.

4°. La réparation des Chemins & des Chauffées, & tout ce que requierent ces sortes d'ouvrages.

5°. Les cens à payer sur les deniers reçus en dépôt, & toutes les pensions accordées par le Prince.

§. L X I.

Quant au premier chef, il est hors de doute que comme tout particulier est obligé de payer un salaire aux personnes employées à son service; tout Souverain le doit de-même à ses Ministres; sur-tout pour les emplois serviles, dans un Etat où l'humanité a aboli l'usage des esclaves : encore seroit-il juste & indispensable, si l'on se servoit d'eux, de leur donner le nécessaire à la vie. Au reste, le Gouvernement étant composé, comme nous l'avons dit dans le Chapitre III, de cinq branches différentes, qui sont la civile, la criminelle, l'économique, la militaire, & la politique, le Prince a dans chacune d'elles, des personnes propres pour leur exercice respectif, qu'il doit par conséquent pourvoir de tous leurs besoins.

Appoin-
temens
à payer.

§ L X I I.

Dans le
Civil.

Pour l'inspection civile, combien ne faut-il pas de Juges, dans l'Etat même le moins peuplé? puisque, suivant la loi, un seul jugement ne suffit pas à la décision du droit de possession; mais qu'il y est requis conformité de deux sentences, pour que le titre en soit dûement conféré. Pour cela, que de procès? & combien de Sales d'audience? Rome seule en avoit jusqu'à dix-sept dans son enceinte, & un prodigieux nombre d'autres dans les Royaumes conquis. Mais à proportion des Juges, il faut des Avocats, des Procureurs, des Notaires, des Greffiers, &c. lesquelles personnes coûtent à l'Etat respectivement à l'importance des emplois.

§. L X I I I.

Dans le
Criminel.

Il en est de même de l'inspection criminelle; dans laquelle il faut, de plus tant d'Emissaires, de Sbirres, d'autres gens de Police, &c.

§. L X I V.

Dans la
Partie E-
conomi-
que.

Dans l'Economie, le nombre de gens à gages, surpasse celui de tous les autres Employés. Comme on voit chez les riches particuliers, des Agents ou Receveurs qu'ils se substituent dans le soin d'exiger leurs rentes & d'acquitter leurs dettes; de-même, un Etat a besoin de pareils Agents, multipliés à proportion de ses détails, incomparablement plus nombreux & plus étendus que ceux d'une maison privée: & d'autant plus, qu'ici, tandis qu'un même homme suffit à tout ce qui regarde son Ministère; dans un Etat les détails économiques sont si vastes, que, non-seulement chacun d'eux occupe tout un homme, mais qu'il faut encore à celui-ci plusieurs subalternes qui l'aident à remplir ses fonctions. On appelle Agents du Ministère Economique, & les Sujets préposés pour exiger les deniers publics, & ceux qui sont chargés de les distribuer; de-même qu'on nomme subalternes dans l'Econo-

mie, les Employés aux livres, aux comptes, aux perceptions, aux coadjutoreries, & à tant d'autres services plus ou moins nombreux, selon l'institution du Gouvernement, tous payés par l'Etat à l'égal de leur mérite.

§. L X V.

L'inspection militaire perçoit aussi de grandes sommes du Trésor, dans la partie qui concerne l'Economie de la Guerre, & la paye des Troupes. Sans parler ici d'un autre objet que nous rappellerons dans la suite; il y a beaucoup de Ministres de la Guerre, beaucoup d'Ingénieurs, beaucoup d'Experts, &c.

Dans le Militaire.

§. L X V I.

Enfin, par rapport au Ministère Politique, quelles dépenses pour le Souverain, sur-tout dans une Monarchie? C'est ici un Océan qui n'a point de bornes. Un seul Ministre du Cabinet aura deux cents mille florins par an & plus encore : & combien ne faut-il pas au Prince, d'hommes de cette importance? Outre ceux qu'il retient auprès de sa Personne, il en a dans les Villes & dans les Provinces de l'Etat en qualité de Gouverneurs; il en a dans les Cours étrangères avec titre d'Ambassadeurs, accompagnés de Secrétaires de toute espèce, de Référendaires, de Coadjuteurs. Les dépenses d'une République sont bien moindres à cet égard, puisque les personnes qui y exercent le Ministère, sont membres du Corps Souverain. Ce n'est pas que les Gouvernements Républicains ne soient sujets à de grandes charges; mais comme il leur est aisé de les réduire au nécessaire, ils en souffrent moins.

Dans le Ministère Politique.

§. L X V I I.

Suivent les dépenses des Arceneaux. Ils présentent d'abord un grand nombre de Métiers & d'Arts, qui demandent quantité de personnes pour les conduire, & infiniment plus pour les exercer. Ils offrent la nécessité de se pourvoir de bons Ou-

Entretien des Arceneaux.

riers, soit du Pays, soit Etrangers, Ils exigent des sommes immenses, pour les achats indispensables des approvisionnements en tout genre; pour la construction des Vaisseaux, pour leur armement, pour les préparatifs de guerre.

§. L X V I I I.

La Sol-
de des
Troupes.

La Solde des Troupes & des Milices est proportionnée, il est vrai, au nombre des Soldats que le Souverain a coutume d'entretenir en temps de paix, mais pour peu qu'un Etat soit étendu, voilà bien des milliers d'hommes destinés & payés pour la garde des Villes & des frontieres; ce qui tous les ans se monte à de très-grosses sommes. Quant à la paie des Officiers, il n'est pas aisé de la supputer, si l'on considère qu'un Maréchal de Camp aura quelquefois cinquante mille florins de gages. Et jusqu'où ne vont pas les vivres, les fourrages, les engagements des Soldats, & mille autres fraix dont le détail seroit trop long.

§. L X I X.

Entre-
tien des
chemins.

Ajoutez les réparations continuelles, & l'entretien des chemins, & des chaussées: dépenses plus ou moins considérables, selon l'étendue & la qualité du Pays. En effet, celui qui sera plus sujet aux inondations des mers, ou aux débordements des rivières & des fleuves, aura bien plus à payer pour les dégradations, & réparations des digues, qu'un autre que sa situation plus heureuse expose moins à de pareils accidents. De-même un Pays montueux & marécageux, coûtera beaucoup dans l'ordre des voies & des chemins. Il est vrai que l'Etat s'en décharge ordinairement, du moins en partie, sur les possesseurs des biens-fonds: mais c'est toujours au détriment des Sujets qu'on foule par-là, & les Revenus publics n'y gagnent rien. Outre cela, les dépenses augmentent par la magnificence des Edifices, des Spectacles, des Equipages, & par le luxe de la Cour du Souverain; témoin ce que l'Histoire rapporte de Salomon, des Egyptiens, des Assyriens, des Perses, des Grecs & des Romains.

§. L X X.

§. L X X.

Enfin il faut compter parmi les charges du Trésor public, outre les cens, ou rentes à payer pour les deniers en dépôt, les pensions accordées aux particuliers : dépenses dont le Ministre Politique doit bien connoître l'étendue & l'équité ; parce que c'est par elles qu'éclatent la Justice, la bonté, & la générosité du Prince envers les Sujets qui ont bien mérité de l'Etat ; ou en faveur de ceux que l'âge, l'infirmité, & surtout les blessures reçues pour la défense de la Patrie ont mis hors de service ; ou enfin, pour l'amour de ceux à qui le Souverain juge à-propos de témoigner de l'affection.

Rentes &
Pensions
à payer.

§. L X X I.

A ces cinq diverses classes se réduisent donc les principales charges de l'Etat, quant aux dépenses & fraix à payer des deniers du Trésor : & cette notion suffit à l'Homme d'Etat pour reconnoître aisément à quelle somme se monte dans l'année, chacune de ces dépenses ; ensuite, calculant le total des Revenus, comme nous avons dit ci-devant, rien ne lui sera plus facile que de savoir, du moins à peu-près, de combien ceux-ci excèdent les autres, ou en font excédés. Pour cela, il conviendrait fort à tout Gouvernement, de tenir registre exact des Revenus des Provinces d'une part, & de l'autre, de toutes les charges quelconques ; afin de pouvoir d'un coup d'œil, faire la balance des deniers du Trésor reçus & payés chaque année : laissant du reste à l'Homme d'Etat, le soin d'examiner plus à fond, toutes les choses indiquées dans la Section précédente, & qui consistent, non-seulement dans la connoissance de la constitution économique du Trésor public, mais de l'Etat tout entier ; comme la fertilité, la culture & le produit des terres ; la quantité & la perfection des Manufactures ; les avantages du Commerce ; les fonds réels du pays, & ses crédits ; la situation du change, celle de la monnoie : enfin toute la substance de la Nation, pour mieux juger des moyens d'aug-

Compa-
raison des
Revenus
aux Dé-
penses.

menter avec plus de succès les Revenus annuels de l'Etat, & de se procurer avec moins d'obstacles des subsides extraordinaires si considérables qu'ils fussent pour faire face à tout événement. Mais en voilà assez sur les Revenus & sur les Charges : Voyons les Raisons qui imposent au Ministre Politique, l'obligation de les connoître.

S E C T I O N T R O I S I E M E.

RAISONS POURQUOI L'HOMME D'ETAT DOIT ETRE INSTRUIT
DES REVENUS ET DES CHARGES DE L'ETAT.

§. L X X I I.

Oracle
de la Sa-
gesse, ap-
pliqué à
l'Hom-
me d'E-
tat.

CELUI qui entreprend une chose quelle qu'elle soit, sans avoir commencé par examiner s'il a les moyens & les facultés d'exécuter une telle entreprise, non-seulement éprouvera de grandes difficultés à vaincre, mais il s'expose de plus à la risée publique, si par impuissance, il se voit forcé d'abandonner son projet à moitié exécuté. C'est un oracle de la sagesse même, qui nous demande ce que l'on doit penser d'un homme qui voulant bâtir une tour, ne penseroit pas aux matériaux nécessaires pour l'élever, ou d'un Roi qui, avant que de se mettre en campagne contre un Ennemi formidable, n'auroit pas supputé le nombre des soldats qu'il pourroit opposer à son adversaire. Ainsi, l'Homme d'Etat qui ne seroit pas préalablement instruit des Revenus & des charges de l'Etat qu'il administre, n'en sauroit connoître assez la constitution économique, pour se promettre du succès de son Gouvernement.

§. L X X I I I.

Nécessité
des con-
noissan-
ces finan-
cières
dans un
Homme
d'Etat;

En effet, pour réussir, il faut en toutes choses, ou de la force, ou de l'habileté. Nul autre moyen de parvenir au but, si ce n'est, peut-être, le hazard : or cette ressource ne sera jamais celle d'un homme sage.

Supposons donc qu'un Souverain ne puisse obtenir que par

la force, la réussite d'une entreprise de son Ministre, il est clair que c'est dans l'or que cette force doit prendre sa racine, & son activité; puisque sans ce mobile, à-présent que les gens sont plus avisés qu'ils n'étoient autrefois, aucun Prince ne trouvera des hommes qui veuillent se battre pour lui, s'ils n'en sont bien payés. Le Ministre qui aura porté son Souverain à prétendre par la force, le succès en question, sans s'être auparavant assuré des sommes nécessaires, fera donc condamnable pour avoir ainsi exposé & le Prince, & l'Etat, à des malheurs, peut-être irréparables. Non, ce n'est que d'après la connoissance intime des forces du Trésor public, qu'un Ministre politique peut raisonnablement persuader au Souverain d'employer la violence contre les Potentats opposés à ses vues, ou l'en dissuader.

Lorsqu'il s'agit d'employer la force.

Si François I. avoit suivi les conseils de ses Ministres, qui lui représentoient les dangers où l'exposoit son dessein d'envahir le Royaume de Naples, lorsque faisant la guerre à l'Empereur Charles-quin, il s'étoit avancé jusques près de Pavie avec ses troupes, lui insinuant qu'elles ne suffisoient pas pour une telle conquête, puisqu'il falloit les partager pour faire face, en même-temps, à un ennemi trop redoutable; ce Roi n'auroit pas perdu son armée & sa liberté.

Exemple: François I.

§. L X X I V.

Mais l'argent n'est pas moins nécessaire à un Souverain dont l'entreprise exige de l'habileté : car pour bien conduire une affaire, il faut pouvoir se rendre aisés les moyens propres pour la réussite; or, cela n'est pas possible sans le secours de l'argent, puisque c'est par lui que l'on s'attache les personnes qu'on doit employer, en les portant par cet apas puissant à féconder les vues d'un bienfaiteur.

Lorsque l'habileté est plus utile.

§. L X X V.

C'est en faisant briller l'or, que l'on parvient à fonder les intentions, à découvrir les menées des Cours; à faire échouer

Puissance de l'Or.

un dessein dont on craint le succès, à changer les maximes des Princes. Enfin, par ce mobile aussi efficace qu'il est universel, on fait naître l'amour, on inspire la haine en place où l'on veut la crainte, l'espérance; on fait jouer à son gré toutes les passions. Et comme pour mouvoir ces roues, l'argent doit être répandu à proportion de l'importance de l'affaire, & suivant la force des obstacles qui s'y opposent, il faut être au fait de l'état actuel du Trésor afin de savoir pousser l'entreprise, s'il est assez riche pour faire face aux grandes dépenses qu'elle exige; ou la laisser, & s'en désister, si l'on se trouve dans l'impuissance de fournir aux fraix.

§. L X X V I.

Etat estimé à proportion de la réputation de ses richesses.

Il y a plus : c'est qu'un Etat est estimé, ou redouté, selon les richesses qu'on lui suppose. La vertu & la valeur rendirent autrefois recommandables les Spartiates, & les Romains : Ces deux Peuples incomparables dans leur sobriété, furent, à bon droit, respectés & craints de tous les autres, quoique Sparte & Rome dans leurs plus beaux jours ne connussent pas l'or, que même elles le dédaignassent. Mais aujourd'hui, la force de l'esprit & du corps n'est plus considérée, & l'on compte pour rien la grandeur d'ame qui n'est point soutenue par l'argent. Au fonds, la valeur & la force du corps ne sont plus guere que des meubles inutiles, depuis que le canon & le mousquet leur permettent si peu de se montrer.

§. L X X V I I.

L'or est une grande force de l'Etat.

Qu'on se défabuse : c'est dans l'or que réside en grande partie la vigueur d'un Etat; c'est l'or qui le rend respectable. Ainsi, tout Ministre Politique qui ignorera la situation économique de son pays, n'en concevra jamais une juste idée. S'il croit le Trésor plus rempli qu'il n'est en effet, il engagera l'Etat dans une entreprise qui passera ses forces. L'ennemi menacé ou attaqué, menacera à son tour; il attaquera aussi; l'on se verra honteusement contraint de battre en retraite; & qui fait les maux qui s'ensuivront?

§. L X X V I I I.

Il résulte de ce que nous venons de dire, que la raison fondamentale qui oblige l'Homme d'Etat à bien connoître sa vigueur économique, c'est le besoin qu'il a de calculer juste pour savoir de quelles sommes il pourra disposer dans l'occasion : connoissance si indispensable, que, sans elle, nulle famille ne sauroit durer, non plus qu'aucune Société Politique. C'est elle qui répand sur l'Etat cette lumière favorable qui en dirige les opérations, & qui le sauve des pertes qu'entraînent les moindres méprises à l'égard de ses finances. Conclu-
sion.

Nous croyons nous être assez expliqués sur la nécessité des connoissances financières dans l'Homme d'Etat : ajoutons-y pourtant quelques réflexions, dont il ne fera pas inutile de faire le sujet d'une quatrième Section.

SECTION QUATRIÈME.

REFLEXIONS SUR LA CONNOISSANCE DES REVENUS ET DES
DEPENSES DE L'ETAT.

§. L X X I X.

SI le Ministère Politique consistoit à faire le bonheur du Gouvernement seul, & à ne remplir d'argent que le Trésor public, & s'il étoit de l'intérêt de tout un Pays, que chacun fût aussi bien que le Ministre, la vraie situation de l'économie générale, il seroit inutile d'entrer dans un nouveau détail sur cette matière. Ce Ministre suffisamment instruit des moyens d'augmenter le Trésor, pourroit s'attacher à les mettre en exécution, à y faire concourir tous les ressorts imaginables, ne cessant de le grossir continuellement. Mais, outre le bien du Gouvernement, l'Homme d'Etat a pour objet la prospérité de tout le Pays confié à sa prudence, & dont le Gouvernement est la portion dominante. Rappelions donc quelques observations que nous croyons nécessaires au Ministre, pour se De la
prospéri-
té du
pays.

servir avec succès de ses connoissances dans la partie de l'économie.

§. L X X X.

On doit
cacher
aux
étrangers
le défor-
dre de ses
finances.

Après ce que nous venons de dire du respect & de la considération que les richesses attirent à l'Etat, ainsi que des autres grands avantages que lui procure une réputation d'opulence, en même-temps qu'elle le met à l'abri des préjudices de l'opinion contraire : il est clair que quelque obéré qu'il puisse être, il ne doit rien oublier pour se maintenir en honneur chez les étrangers, & exiger toujours d'eux autant de respect & d'égard qu'ils en témoignent aux autres Etats. D'où il faut inférer, ce semble, qu'il est très-essentiel au Ministre Politique d'empêcher que la situation de l'économie générale ne vienne à être connue de trop de personnes; sur-tout quand elle n'est rien moins que brillante : en effet, il n'est peut-être pas moins obligé de la cacher aux autres, que d'en favoriser lui-même le fort ou le foible. Aussi, le régître que nous avons proposé tantôt, devoit être gardé secrètement; étant certain que l'Etat sera d'autant moins exposé à perdre sa réputation chez les étrangers, qu'il y aura moins de gens au fait du désordre & de l'épuisement des Finances.

§. L X X X I.

Il est
quelque-
fois ex-
pédient
d'affecter
un air
d'opulen-
ce.

Et non-seulement il convient de tenir sous le voile du mystère un objet aussi important; il est encore quelquefois expédient pour l'Etat, d'affecter un air d'opulence qu'il n'a point : parce que cette affectation impose aux autres Puissances, & devient ainsi un moyen efficace de les tenir en respect, d'en obtenir ce qu'on souhaite, de les faire entrer dans nos vues; ou pour le moins, cette persuasion de nos grandes facultés amortira la fougue d'un ennemi qui chercheroit à nuire; refroidira son ardeur pour l'attaque; l'éteindra même tout-à-fait.

§. L X X X I I.

Combien de fois cela n'arrive-t-il pas en guerre? Manlius assiégé dans le Capitole, par les Gots qui comptoient de le voir se rendre au premier jour faute de vivres, s'avisa d'un stratagème bien hardi, pour leur persuader le contraire : il fit jeter dans le camp ennemi presque tout le peu de pain qui lui restoit : les Gots prirent le change; & ne doutant plus que des troupes qui les bravoient ainsi, n'eussent des provisions extraordinaires, ils consentirent à une capitulation aussi peu onéreuse aux Romains, qu'elle étoit honteuse aux Gots, & honorable à Manlius. François Barbaro, Commandant de Bresse pour la République de Venise, se conduisit comme le Général Romain, & comme lui il réussit. Cette ville de la Lombardie étoit attaquée, elle manquoit déjà de subsistance, & alloit subir la loi du Vainqueur, lorsque Barbaro ramassa ce qu'il put de farine & de pain, dont il régala les ennemis qui, trompés comme les Gots, leverent le Siege, & décamperent.

En temps
de guerre.
Exem-
ples :
Manlius.

François
Barbaro.

§. L X X X I I I.

Cette ruse qui en guerre a produit tant d'excellents effets, peut être aussi très-salutaire dans l'administration du Gouvernement, en temps de Paix.

En temps
de paix

Dans cette vue, il sera quelquefois avantageux de répandre dans le Pays, & même en faveur des Etrangers, des sommes dont l'emploi paroisse assez superflu ; comme d'embellir les Villes de l'Etat par des monumens somptueux, soit en se les procurant des Pays lointains, soit en appelant les fameux Artistes étrangers, pour leur en ordonner, chez soi, la construction à grands fraix : de donner au Peuple des fêtes magnifiques, comme faisoient les Grecs & les Romains : d'élever des Palais superbes : de donner à d'autres Edifices déjà bâtis, & plus d'ordre & plus d'étendue. Ainsi l'ont pratiqué les plus grands Princes; & Louis XIV n'eût pas rendu si considérables ses Maisons de Versailles & de Marly, s'il n'avoit senti le be-

soin où il étoit alors de paroître aux yeux de l'Europe, bien plus opulent qu'il n'étoit.

§. L X X X I V.

Discrétion à cet égard.

Il ne faut pas pourtant s'imaginer que pour subvenir à ces fortes de dépenses politiques, il fût raisonnable de puiser dans le Trésor, jusqu'à déranger son Economie; moins encore de surcharger les Peuples : rien ne devant être plus à cœur à l'Homme d'Etat, que le maintien d'un système bien réglé. Mais il suffit de se porter à quelque ostentation, lorsque la prudence le requiert, & toujours avec mesure & décence.

L'inattention à cet égard peut non-seulement déranger le Trésor public, mais encore porter les Nations étrangères à supposer plus de richesses dans le Pays, qu'il ne s'y en trouve en effet; source de jalousie, & de funestes intentions de la part des Princes. Il faut donc, dans le Ministre Politique, une conduite si pleine de sagesse sur ce point, qu'en dérochant à tous les yeux la foiblesse de l'Etat, jusques même à le montrer florissant, il ne l'énerve pas, & n'excite contre lui l'envie d'aucun autre Souverain.

Telles sont les précautions que doit prendre le Ministre Politique dans un Etat dont le Trésor est à l'étroit : venons à ce qu'il faut qu'il observe, quand le Pays qu'il conduit possède de grandes richesses.

§. L X X X V.

La Politique exige que l'on cache de trop grandes richesses.

La prudence qui oblige l'Homme d'Etat à masquer l'épuisement de ses finances, afin d'éviter le mépris des Etrangers, doit lui dicter les moyens de voiler l'éclat de ses trésors entassés, s'il veut empêcher les cruels effets de l'envie, qui, outre le soupçon qu'elle fait naître, irrite toujours les desirs, & arme l'envieux contre l'objet de sa passion. Un Etat trop riche est représenté comme un ennemi redoutable qu'il faut opprimer. Nous savons que toute l'Europe s'est élevée contre un seul Etat, par la raison qu'on y prodiguoit l'or, jusqu'à l'employer en Vaiselle : ce qui étoit alors inoui.

Un

Un bon moyen de garantir la richesse de l'Etat, c'est l'emprunt des deniers privés, qu'il garde en forme de dépôt, dont il paie le cens : ce qui indique plutôt le besoin, que l'opulence. Ainsi on écarte les yeux de l'envie, & l'on se conserve dans un parfait repos, à l'abri de ses coups.

§. L X X X V I.

Mais soit que la situation de l'Etat, par rapport à ses Finances, se trouve critique, ou opulente, le Ministre doit bien se garder de faire ses calculs avec tant de scrupule, que de crainte de manquer à la balance exacte des Revenus & des dépenses, il refusât de sacrifier quelque argent à l'exécution d'une entreprise qui, sans être absolument nécessaire, ne laisseroit pas de procurer de l'avantage.

Calcul
trop
scrupu-
leux.

§. L X X X V I I.

L'Economie d'un Etat n'est point celle d'une famille. Celle-ci fait positivement jusqu'où peuvent s'étendre ses rentes & ses gains, au-delà desquels elle ne voit plus de ressource : elle ne fait pas valoir son bien par d'autres, mais elle en dispose elle-même. Dans un Etat, il est impossible de saisir l'étendue des dispositions économiques, ni d'en calculer au juste les détails : car, s'il s'agit du Pays en général, la source immense de ses revenus comprend l'industrie, la culture des terres, le commerce, les intérêts ; branches diverses, dont les produits sont presque tous destinés aux nécessités de l'Etat, & par conséquent mis en réserve dans le Trésor public. S'il est question du Gouvernement, bien qu'il puisse, en quelque façon, estimer la somme ordinaire de ses revenus ; comme néanmoins la source d'où il les tire, n'est autre que l'universalité du Pays, il ne sauroit les fixer à aucun point, que le plus, ou le moins d'influence de cette source ne les puisse changer, les augmentant ou les diminuant, selon qu'elle est elle-même plus ou moins abondante. Quant à leur usage, le Gouvernement le tourne également à son profit, & à l'avantage de la Nation, & de l'Etat en géné-

Différen-
ce de l'é-
conomie
d'une fa-
mille à
celle d'un
Etat.

ral. D'où il résulte que ce n'est pas sur les revenus du Gouvernement qu'il faut se régler au sujet des dépenses publiques, mais sur le Capital de la Nation, & sur l'activité du Peuple à en procurer l'accroissement.

§. L X X X V I I I.

Un Etat riche, &c qui a des ressources, peut quelquefois excéder ses Revenus dans sa dépense.

Ainsi, dans un Etat fort riche, le Gouvernement pourra, par fois, excéder dans sa dépense ses revenus annuels, en s'en ménageant l'augmentation, au moyen des avances à intérêt, qu'il donnera à des Etats moins opulents, ou à des Nations peu laborieuses. Ne vaut-il pas mieux proportionner par-là ses revenus ordinaires aux dépenses inattendues qui peuvent se présenter, que de se voir privé de cet avantage par l'observation d'une mesure extrême ?

Enfin nous concluons que la principale attention du Ministre Politique à ce sujet, doit être de se prêter de telle manière à la circulation de l'argent du Trésor public dans l'Etat, qu'il n'en sorte point, mais plutôt qu'il serve à de nouveaux profits pour la Caisse, au moyen des intérêts pris sur le peuple : non qu'il soit toujours nuisible, ou inutile de souffrir l'exportation des deniers hors du Pays ; mais nous ne la croyons avantageuse que quand la nécessité, ou la vue du profit l'autorise, remettant du reste, à la prudence & à la pénétration de l'Homme d'Etat, la découverte des conditions requises à cet effet, comme nous en parlerons en son lieu (5).



NOTES

SUR LE CHAPITRE XIV.

NOTE (1). Page 272.

ON convient que l'Homme d'Etat doit avoir une connoissance exacte de la population, il ne faut pourtant pas s'imaginer avec quelques Auteurs économiques que l'on puisse juger de la prospérité d'un Etat par sa population.

„ On estime la population de l'Espagne égale à celle de l'Angleterre, mais on ne pense pas de même sur la prospérité de ces deux Royaumes, & l'on a raison, parce qu'un Payſan Anglois peut conſommer trois ou quatre fois plus qu'un Payſan Eſpagnol. Une grande population pauvre eſt dans un Etat une plus grande maſſe de beſoins phyſiques rigoureux, préjudiciables aux beſoins politiques : car il faut avant tout que les hommes vivent, & quand leur conſommation eſt réduite au dernier point, il ne reſte aucune marge qui puiſſe ſubvenir aux beſoins de l'Etat; ſelon l'axiome connu, où il n'y a rien, (c'eſt-à-dire, où il n'y a que le néceſſaire phyſique rigoureux) le Roi perd ſes droits. Ce n'eſt donc pas par l'énumération de la population que l'on peut juger de la puiſſance d'un Royaume.

„ Le vulgaire penſe que la force d'une Nation conſiſte dans le nombre d'hommes en état de porter les armes. Cela pouvoit être ainſi dans le Gouvernement Féodal, où les Seigneurs combattoient, n'ayant pour Soldats que leurs Vaſſaux qui étoient obligés de les ſuivre à la guerre, & qui, dans ces guerres paſſagères, ne vivoient que de pillage. Ou pour mieux dire, cela ne pouvoit même pas être vu ainſi dans ce temps-là; car les hommes auroient beau vivre de pillage, ce n'eſt qu'à raiſon de la quantité de choſes à piller, que l'on pourroit juger de la puiſſance & de la proſpérité des pillards.

„ Dans les Monarchies où l'on entretient conſtamment des corps militaires, la force conſiſte dans les richèſſes néceſſaires pour en ſoutenir les dépenſes. Toute Nation qui peut bien ſolder ne manquera jamais de Soldats qui accourent de bon gré ſe ranger ſous ſes Etendarts.

„ La culture du territoire eſt une manufacture dont les travaux ſont très-chers; une Nation qui n'en peut pas faire la dépenſe, n'en ſauroit retirer un grand produit net. Ainſi quand cette Nation ſeroit fort nombreuſe, elle n'auroit cependant qu'une très-petite *population diſponible* : car ce n'eſt que ſur la dépenſe du produit net que l'on peut entretenir une

„ population disponible , ou employable au service public , puisque toutes
 „ les autres dépenses sont directement ou indirectement engagées aux tra-
 „ vaux indispensables pour la reproduction annuelle. La nombreuse popu-
 „ lation d'une telle Nation ne l'empêcheroit donc pas d'être très-foible ;
 „ car c'est la prospérité ou l'indigence qui constituent l'état fort ou foible
 „ d'une Nation. Ainsi les connoissances véritablement utiles à l'Administra-
 „ tion , celles qui peuvent influer sur les systèmes , celles dont s'occupent
 „ les grands Ministres , sont celles de l'état des richesses & du produit net
 „ de la culture , qui indiquent le parti que l'on peut tirer de la population ,
 „ & non celles du recensement général de la population qui n'indique
 „ point du tout quelle en est la quantité disponible , ni quelle peut être
 „ la puissance de l'Etat. ” *Journal de l'Agriculture , du Commerce , & des Fi-
 nances*, Juillet 1766.

NOTE (2). Page 274.

„ **N**ous ne voyons communément en Europe aucun Souverain qui garde
 „ dans ses coffres plus du tiers du revenu d'une année , le courant de la
 „ dépense journalière payé ; mais les Princes d'Orient amassent des Tré-
 „ sors pendant la paix. L'usage des Princes Européens est meilleur que
 „ celui des Orientaux. Ceux-ci , en arrêtant la circulation des especes , ta-
 „ rissent la source même des Finances. Si la mer retenoit toutes les eaux des
 „ rivières qui s'y déchargent , sans les rendre à leur source par des conduits
 „ souterrains , elle sécheroit les rivières & se sécheroit ensuite elle-même.
 „ Les Trésors amassés par un Prince n'ont d'ailleurs communément que des
 „ effets funestes : ils corrompent son Successeur qui en est ébloui , &
 „ s'ils ne gâtent pas son cœur , ils gâtent son esprit. Il forme d'abord de
 „ grandes entreprises avec une Puissance qui n'est que d'accident & qui
 „ ne peut durer , parce qu'elle n'est pas naturelle & qu'elle est plutôt enflée
 „ qu'aggrandie. Le Roi de Prusse d'aujourd'hui trouva , à la mort de son
 „ Père , cent mille hommes sur pied , & dans ses coffres , cent millions. Le
 „ feu Roi de Prusse n'avoit pu ni entretenir tant de Troupes , ni amasser
 „ tant d'argent , sans que son Etat en fût accablé. Son Successeur à peine
 „ assis sur le Trône , a fait la guerre à la Reine de Hongrie , & l'a faite
 „ avec succès ; mais si les circonstances lui eussent été aussi contraires
 „ qu'elles lui ont été favorables , c'étoit fait du Roi de Prusse. L'Ennemi
 „ vainqueur se fût facilement rendu maître d'un Pays dont le Souverain
 „ n'auroit trouvé de ressource ni dans la fortune , ni dans la volonté de ses
 „ Sujets. ”

NOTE (3). Page 297.

„ **I**l me semble que la moitié du produit des billets pour les prix est bien
 „ peu de chose ; & une Lotterie établie sur ce principe n'auroit pas beaucoup de cré-
 „ dit. Ordinairement la balance doit faire monter l'argent destiné aux prix à l'é-
 „ galité de l'argent perçu pour les billets. Seulement l'Etat peut retenir dix ou
 „ tout au plus douze pour cent de bénéfice sur les prix. Du moins c'est ce que
 „ lui accordent les Auteurs qui ont écrit sur cette matière. Du reste les Lotte-
 „ ries servent à mettre l'argent en circulation. Il ne faut cependant pas trop les
 „ multiplier , pour ne pas donner lieu au Peuple , avide de gain , d'y perdre trop
 „ d'argent , & de faire de mauvaises manœuvres pour le ravoit. Il est avanta-

geux pour l'Etat qu'il y ait presque toujours une Lotterie générale considérable sur pied pour attirer l'argent de l'Etranger ; mais il ne faut pas sans de fortes raisons, octroyer les petites Lotteries particulières qui sont des pièges tendus au public. Il faut aussi observer la plus sévère probité dans la direction, pour tâcher d'effacer le préjugé qui dit, *Lotterie filouterie*, comme si ces deux termes étoient synonymes. Sans la plus scrupuleuse exactitude dans les termes du tirage & dans le paiement, la Lotterie n'obtiendra jamais de crédit chez l'Etranger. On auroit de la peine à donner sa confiance à une nouvelle Lotterie de Cologne. Les païemens doivent se faire en bon argent, sans usure d'Agio, sans mauvaises chicanes, sans retenue de la part des payeurs, soit en forme d'aumone ou autrement. On ne doit absolument retenir que les dix ou douze pour cent de l'Etat, & c'est sur ce bénéfice que l'Etat paie les fraix de collection & direction.

Il existe une Lotterie qui a peut-être plus de crédit qu'aucune autre chez l'Etranger. Il faut croire qu'elle le mérite ; mais l'on se plaint fort dans le Pays où elle est établie, sinon de la Direction, au moins des Collecteurs. Par un monopole de ceux-ci, il y a très-peu de billets qui soient donnés au prix fixé par l'Etat, ce qui est une première vexation, que l'on pourroit faire cesser aisément en ordonnant à tout Collecteur de les livrer au prix de l'Etat pendant tout le temps destiné au remplissage de chaque classe, qui sera borné à tant de semaines selon l'éloignement des Tirages. Après cela qu'ils haussent ou baissent, à la bonne heure. De plus pour peu que l'on tire un lot de quelques cent florins, le Collecteur n'a pas honte de demander d'abord quelque rétribution pour lui, & ensuite une autre pour les maisons des Orphelins : autres vexations indignes du Souverain & furement contre ses intentions. Du reste on a un grand soin de tourner l'attention des Nationaux & des Etrangers sur cette Lotterie de l'Etat : on tâche même de leur faire oublier qu'il y en ait d'autres établies dans d'autres Pays, de crainte qu'ils fussent tentés d'y envoyer leur argent, & en cela la Politique est bonne. En conséquence il est insinué aux Gazetteurs, si multipliés dans le Pays dont je parle, de n'annoncer aucune autre Lotterie, ou même de n'en point parler en aucune manière. Mais ne craint-on point la repréaille ?

NOTE (4). Page 299.

ON peut soutenir même qu'il n'y a de source de revenu que là où il y a création & production, & que partout ailleurs il n'y a que circulation & dépense. En vain croit-on voir une augmentation de richesses dans la distribution & l'emploi des richesses : on ne fait que multiplier la source-mère en autant de branches qu'il y a de divers genres d'occupations dans la Société, comme un homme qui voyant une infinité de canaux qu'on a tirés par des saignées d'une rivière voisine, & qui viennent se réunir à quelque distance après avoir arrosé les terres, prendroit tous ces ruisseaux pour autant de rivières séparées, sans remonter à la source dont ils dérivent.

NOTE (5). Page 314.

L'IMPORTANCE des matieres traitées dans ce Chapitre, nous engage à y revenir. Cette Note sera un peu longue : nous nous proposons d'y parler de Commerce, de Monnoies, de l'Intérêt de l'argent, de Monopole, de Luxe : tous

objets si importans dans l'Administration, qu'il est essentiel que l'Homme d'Etat s'en forme des notions un peu plus précises que n'en contient cette Partie de l'Ouvrage de notre Auteur. Du reste ce qui intéresse n'est jamais long. Nous ne parlerons point de nous-mêmes. Nous pouvons faire mieux, c'est de rassembler ici quelques Mémoires ou Extraits de main de Maître, sur chacun de ces objets. Notre but est d'être utiles, & de compléter, autant que nous le pouvons, cet Ouvrage pour le rendre digne du titre qu'il porte. Sûrement les lumières d'autrui nous serviront plus efficacement à remplir ce but, que nos foibles talens. Ouvrons les différens Journaux d'Agriculture, de Commerce & de Finances, Recueil précieux où les matieres économiques sont traitées avec la plus grande solidité & sur les meilleurs principes. Nous y trouverons ce que nous pouvons présenter de mieux à la méditation de l'Homme d'Etat.

A R T I C L E I.

Principes sur le Commerce.

CES Principes exposés avec une précision laconique sont le résumé d'une étude profonde, & on peut les regarder comme des règles sur lesquelles on peut juger, & conduire toutes ou presque toutes les opérations du Commerce. C'est ce qui nous a portés à les mettre ici, comme trente propositions fondamentales sur ce grand objet.

I.

Le Commerce n'est autre chose qu'un échange réciproque de différens objets de consommation, par le moyen duquel aucune des choses commercables n'est réellement superflue dans le lieu de sa production, puisqu'elle est pour ses propriétaires le gage qui leur assure la faculté de se procurer une autre chose plus nécessaire pour eux.

I I.

Pour recevoir beaucoup, il faut donner beaucoup; & par la raison inverse, pour donner beaucoup il faut recevoir beaucoup. Voilà tout l'Art du Commerce. On sent aisément que l'on ne peut supposer un Commerce soutenu dans lequel on achèteroit plus qu'on ne vendroit; car alors on commenceroit par s'endetter, & on finiroit par se ruiner: mais ce malheur ne seroit point l'effet du Commerce quide sa nature ne fait qu'échanger ensemble des choses de valeur égale; ce seroit l'effet de la mauvaise conduite de ceux qui consommeroient au-dessus de la valeur de la reproduction de leur territoire, ou si cette conduite étoit tenue par des Etats qui n'eussent point de territoire, au-dessus de la valeur des salaires qu'ils gagnent. Il ne faut jamais douter que la ruine d'une Nation ne soit toujours très-désavantageuse pour les autres Nations, car elles perdent par-là un débouché pour leurs denrées; & la consommation en diminuant, la valeur vénale d'abord, & la reproduction ensuite en diminuent aussi, & le revenu de leur territoire, ainsi que la population qu'il faisoit vivre, s'anéantissent proportionnellement.

I I I.

Il suit de-là qu'il est contraire aux Loix de la Providence, injuste & par conséquent dangereux de vouloir réunir chez soi toutes les différentes branches du Commerce. Il suffit de consulter la Nature pour connoître la marche qu'on doit suivre. En favorisant chaque climat de différentes productions, ne dit-elle pas clairement à ceux qui les habitent, qu'en perfectionnant leurs travaux, c'est

le superflu de ces productions privilégiées, qui doit faire la principale & peut-être l'unique base de leur Commerce extérieur?

I V.

L'échange des denrées de première nécessité entre les Etats où elles croissent également, ne peut faire un Commerce constant. Il change de l'actif au passif suivant l'abondance ou la disette; si l'on dissipoit les produits de la première, pour faire face à la seconde, il faudroit prendre sur les fonds; les sommes que celle-là procure ne doivent être regardées que comme un dépôt que celle-ci doit bientôt faire restituer.

V.

Il n'en est pas de même des denrées particulières à un climat, leur superflu est la monnaie naturelle pour acheter celui des autres. Ce Commerce est indépendant & assuré. Les récoltes moins heureuses réparent par la cherté de leur produit le défaut de leur abondance, & elles procurent à-peu-près la même qualité d'objets de consommation.

V I.

Il ne faut pas beaucoup de pénétration pour sentir ici qu'on ne peut échanger & même continuer à cultiver son superflu, qu'en favorisant celui des autres. Il leur sert à payer ce qu'on leur veut vendre; & pour leur vendre beaucoup, il faut leur désirer de grands moyens pour acheter.

V I I.

Tâcher de naturaliser chez soi une production d'un Etat étranger, c'est prendre le parti de lui vendre pour la même somme qu'on cesse de lui acheter. Il faut donc bien réfléchir avant de s'y déterminer, afin de savoir comment cet Etat étranger pourra faire pour acheter plus en vendant moins qu'il n'a accoutumé, & pour continuer un pareil Commerce.

V I I I.

S'il en coûte plus pour récolter chez soi une production nouvelle que pour la tirer du dehors, c'est-à-dire, si la culture occupe plus de bras & de terrain que celle dont l'échange qui la procuroit n'en occupoit, à cause de la propriété du terrain qui lui étoit plus favorable, (& en ajoutant sans doute au calcul celui des frais de transport) c'est une mauvaise opération que de chercher à récolter chez soi cette production. L'opération est au contraire excellente, si la production nouvelle coûte moins: si le prix de la consommation est même égal, il ne faut pas balancer; on y gagne au moins l'indépendance des crises de la guerre, si fatale au Commerce, dont elle interrompt toutes les opérations.

I X.

Puisque l'intérêt bien entendu du Commerce, porte à cultiver chez soi toutes les productions dont la culture seroit moins coûteuse que l'échange & même seroit au pair; il en résulte qu'un grand Commerce extérieur est la preuve d'un climat bien défavorable, ou d'une grande misère intérieure.

X.

Ce n'est que hors des climats tempérés que la terre ne donne pas des productions assez variées pour fournir tous les objets d'une consommation agréable. Les Etats qui sont situés dans les climats extrêmes sont obligés de transporter leur superflu pour se procurer ce que la terre leur refuse. Moins leurs productions sont différentes, plus il faut en donner une grande quantité pour recevoir celles qui ont les qualités dont ils ont besoin. Les frais & les profits de ces échanges font une charge réelle sur leur consommation & sur leur re-

venu : donc leur grand Commerce extérieur entraîne une dépense , suite onéreuse de leur climat défavorable.

X I.

Les Etats situés dans les climats tempérés ont sur ceux-là l'avantage de recueillir à peu près tout ce que peut désirer une consommation honnête & raisonnable ; ainsi ils ne sont point obligés de surcharger leur dépense par les frais d'échanges qui leur sont presque toujours superflus. Si l'aisance générale & la population y sont proportionnées à l'étendue & à la fécondité du territoire, il ne doit y avoir que très-peu de chose à vendre au-dehors, & par conséquent très-peu à tirer de l'Etranger. Mais dans le cas de misère générale & de dépopulation, les tristes restes de l'Agriculture sont encore trop abondants pour les facultés des consommateurs réduits au nécessaire le plus étroit. L'opulence accumulée aux dépens du grand nombre, est renfermée dans une trop petite quantité de personnes, pour qu'elles puissent consommer toutes les denrées de première nécessité ; de sorte qu'après s'être approprié ces denrées, les hommes opulents sont obligés de les envoyer dissiper au loin par des échanges qui en consomment la plus grande partie en frais, & ne donnent en retour que des objets de caprice & de fantaisie. C'est donc au défaut d'aisance générale qu'un tel Commerce doit son existence ; ainsi il est la preuve d'une grande misère intérieure, malgré l'activité & les richesses qu'il réunit dans de petits coins isolés, puisque l'intérieur languit dans l'indolence & la pauvreté.

X I I.

C'est ce Commerce de superfluité qui favorise le luxe destructeur contre lequel on écrit à si juste titre. En voyant les maux qui vont à sa suite, on l'en a regardé comme la cause morale, tandis qu'il n'en est lui-même qu'un effet physique. C'est ce défaut d'observation qui a tant fait varier sur sa définition, & qui a dû rendre tous les remèdes sans succès. Pour arrêter ces dommages, il ne faut que rétablir l'aisance générale. A mesure que le grand nombre de Citoyens commence à consommer, c'est-à-dire, que l'on fait refluer les richesses parmi eux, on doit voir diminuer ce Commerce extérieur qui éblouit les dupes, mais qui n'offre aux gens sensés que la preuve d'une grande misère intérieure.

X I I I.

Comme il est impossible d'empêcher de dépenser dans les lieux où l'on accumule les richesses ; les Loix somptuaires ont dû toujours être sans effet dans ce cas. C'est vouloir suspendre le cours d'un torrent par une faible digue en même-temps qu'on resserre son lit.

X I V.

L'intérêt du Commerce général est de favoriser une très-grande consommation. Cette grande consommation exige que la valeur vénale des productions dans les lieux où elles croissent, ne soit augmentée que le moins possible par les frais de transport, & les bénéfices des porteurs. Moins les prix d'achats & de revenu sont différents, moins il y a de disparité dans les échanges ; plus on reçoit pour ce que l'on donne, plus on peut consommer d'objets en retour du superflu dont on peut disposer.

X V.

La première loi de Commerce est donc de restreindre les frais de transport & le bénéfice des Revendeurs. Une consommation rapprochée, des routes commodées, & surtout les transports par eau sont les moyens qui favorisent le premier avantage. La concurrence la plus étendue, c'est-à-dire, une liberté indéfinie est la seule manière de remplir la seconde vue.

XVI.

Si les grands salaires & les bénéfices trop considérables des agens du Commerce, diminuent la consommation en l'enchérisant, il s'ensuit qu'ils sont contraires à l'intérêt du Commerce, & destructeurs de ses opérations; il s'ensuit de-même que les agens du Commerce tendent à le détruire, & que leurs fortunes brillantes & trop rapides, loin d'être un indice de la prospérité du Commerce, sont des preuves qu'il souffre dans des entraves trop étroites.

XVII.

Toute protection accordée aux Commerçans sous le nom du Commerce par exclusion, enfante le monopole; celle qu'il reçoit des gratifications est un moyen puérile & ne doit réussir qu'un instant; c'est un exemple donné que tout le monde peut & est forcé de suivre. En compliquant ses opérations, on n'y gagne que de forcer les autres à la même gêne. Les tarifs de gratifications & de droits ne dérangent point le niveau; ils ne font que l'élever, mais les sources en donnent moins d'abondance. C'est se monter à l'envi sur des échasses pour paroître plus grand & marcher avec moins de facilité.

XVIII.

Le bon marché est le seul titre pour mériter & pour obtenir la préférence; tout ce que l'économie gagne sur les faux fraix est un accroissement réel de revenu & de ressources pour l'Etat.

XIX.

Quand une libre & sage concurrence modere les bénéfices à un taux juste & modique, & fait évanouir les trésors du monopole, ceux qui les accumuloient se regardent comme composant le corps de la Nation; ils supposent qu'elle perd tout ce qu'ils cessent de gagner. Mais leurs plaintes sur ce point sont d'autant plus dangereuses, que leur prévention est directement opposée à la réalité. Le calcul des dommages qu'ils éprouvent est infiniment plus foible que celui des torts qu'ils faisoient au Commerce, en détruisant (par l'effet du niveau naturel que fixe la concurrence des acheteurs,) la valeur vénale de toutes les denrées & marchandises qui trouvent de la consommation dans l'intérieur de l'Etat, & qui ne passent point par leurs mains, en raison du profit excessif qu'ils font sur celles qu'ils revendent; & conséquemment le calcul des dommages qu'ils éprouvent, ne peut donner l'idée que d'une très-petite partie des avantages que la nouvelle concurrence doit procurer à l'Etat.

XX.

Plus l'eau a de canaux à traverser, plus il s'en dépense pour les humecter. Il en est de-même du Commerce; la multiplicité des mains par lesquelles il passe le diminue en raison du nombre des intermédiaires. S'il étoit possible que tous les objets de consommation passassent directement de la main du Cultivateur & du Fabriqueur aux Consommateurs, le Commerce seroit bien plus étendu & bien plus profitable, & il n'y auroit ni Négocians ni Revendeurs.

XXI.

Le Commerce n'est point un accroissement de richesses; il est seulement un service qui procure & facilite l'usage de celles que la terre produit; il déplace & ne crée point. Il est vrai que par ces déplacemens il met à portée de jouir du superflu, qu'il convertit en d'autres objets qui rendent la consommation plus agréable & plus multipliée. Sous ce point de vue, il est la cause seconde des productions; car sans lui elles seroient anéanties par le défaut de débouchés.

(Il n'y a point de doute que la faculté de débiter les productions, ne soit

une cause très-efficace de leur naissance. Cette faculté résulte de la quantité des consommateurs qui ont le moyen de payer, de la qualité des productions, & des facilités que le physique du territoire offre pour leur voiturage. Les Agens du Commerce ne donnent point cette faculté, mais viennent offrir leurs services pour gagner salaire, en raison de l'occasion que leur offre cette faculté qui existoit avant eux.)

X X I I.

Sous cet aspect même, le plus favorable que l'on puisse donner au Commerce, il est évident qu'il est une dépense loin d'être un revenu. Ses opérations stériles par elles-mêmes, ne peuvent payer la subsistance de ceux qu'il emploie ; cette dépense est toujours payée par le propriétaire, soit par le bas prix des achats qui diminuent le revenu, soit par le renchérissement des ventes qui le surecharge.

X X I I I.

Les productions territoriales sont la seule matière de la dépense, elles n'appartiennent qu'aux cultivateurs & aux propriétaires. Le Commerce est une dépense, ainsi l'agriculture la fournit. Celle-ci en qualité de payante doit donner la loi ; si on la force de la recevoir, l'ordre est renversé.

X X I V.

Quand on sent la solidité de ces principes, on n'admet point l'avantage des ressources de subsistance, qui dans un Royaume agricole, sous un climat tempéré, sont offertes par une nombreuse navigation à un grand nombre de Citoyens. Des yeux pénétrants n'y voient que des voitures & des voituriers à la solde du luxe. Ceux-ci n'y viennent subsister par des salaires, que parce qu'ils ont cessé de pouvoir vivre de leur revenu. Pour comparer le profit de ces opérations mercénaires avec les richesses réelles d'une nation où l'agriculture ferait au même état de prospérité, l'Auvergne & l'Isle de France présentent deux tableaux palpables. La première où le revenu territorial est presque nul, envoie des colonies qui, pendant six mois de chaque année, ramassent de l'argent à force de travaux & d'économie ; cependant malgré toutes les sommes qu'elle en reçoit, elle est toujours fort misérable. L'Isle de France au contraire paie sans regret les services qu'elle en retire, & sa prospérité fondée sur des productions renaissantes & consommées, n'est point altérée par la portion du numéraire dont les calculateurs d'argent la croiroient dépouillée par ces agens officieux.

X X V.

On doit ranger dans la même classe de ressources peu fructueuses, les manufactures dont les productions travaillées avec des matières premières étrangères, sont destinées à la consommation du dehors. La nourriture des ouvriers qu'elles occupent étant le seul profit qu'elles procurent, c'est seulement leur pension qu'on fait payer à l'étranger. Or un Etat agricole ne gagne rien au marché. Pendant la paix, il lui est indifférent de porter ses denrées aux ateliers étrangers ou de les vendre chez soi, aux ouvriers que les manufacturiers entretiennent. Si l'on objecte que la guerre en interrompant le transport des denrées, aviliroit leur prix par leur engorgement ; on répond que la guerre suspend de même les travaux, & par conséquent supprime les salaires des ouvriers qui, se trouvant alors sans pain, demeurent à la charge du Public qui est obligé de les nourrir à ses dépens. Or dans l'alternative indispensable de garder des denrées invendues ou de les donner pour rien à des gens sans emploi, la première nécessité est la moins dispendieuse. D'ailleurs ces établisse-

mens, que tout le monde peut partager, sont si précieuses, qu'ils ne peuvent servir à composer la base d'une puiffance folide.

X X V I.

Le grand nombre de manufactures d'objets de simple décoration que l'ap-pas de gagner la main-d'œuvre fait établir, découvrent les progrès du luxe, & fervent encore à l'étendre. Celles qui substituent la conformation des matie-res premières étrangères à celles des nationales qu'elles anéantissent, causent un préjudice qu'aucun bénéfice ne peut balancer; elles augmentent la dépense en même temps qu'elles diminuent le revenu. Ce n'est pas qu'elles ne soient utiles pour un certain ordre de Citoyens dont le rang & la fortune leur donne droit de s'y fournir; mais le dommage commence lorsque les classes inférieures préfèrent leurs productions, & pour s'en procurer économisent sur leurs autres consommations; & ce dommage ne peut manquer d'arriver par l'effet de l'exemple, & par la plus grande facilité que l'on trouve à le suivre, quand on demeure sur le lieu même de ces manufactures.

X X V I I.

Les calculs d'argent n'auroient pas causé tant d'erreurs, si l'on avoit pu être une fois bien convaincu que comme monnoie il n'est qu'un gage intermédiaire entre les ventes & les achats. La masse du numéraire est censée se diviser dans la circulation entre toutes les parties de la masse des objets de consommation. Pourvu que leur rapport soit égal dans un Etat à celui des autres, tout ce qui seroit au-delà seroit superflu & ne pourroit circuler. En effet, si la masse d'argent d'un Royaume étoit augmentée sans que celle de ses denrées eût reçu le même accroissement, il y auroit plus de signes pour représenter les mêmes objets; donc la raison des signes aux objets seroit accrue; donc il faudroit que les derniers fussent enchéris, puisqu'on auroit plus d'argent à donner pour se les procurer. Mais si les autres Royaumes n'avoient pas multiplié les espèces numéraires dans la même proportion, leurs denrées ne subiroient pas le même enchérissement. Or le prix général forçant le prix particulier, le Royaume qui auroit accru son numéraire plus que les autres, ne pourroit faire circuler son augmentation, puisqu'il ne pourroit enchérir ses denrées; donc ce surcroît de signes lui seroit superflu.

X X V I I I.

Il seroit même fatal, si le Commerce l'avoit procuré à un Etat aux dépens des autres; ce seroit une preuve qu'il lui auroit vendu plus qu'il n'auroit acheté, & conséquemment qu'il auroit affoibli ses correspondances. La cupidité qui vante l'avantage de la balance du Commerce, & la crédulité qui s'en applaudit, n'ont pas disposé les esprits à reconnoître cette vérité: savoir, que la folde du Commerce bien entendu doit être faite sans retour d'espèces, puisque le résultat de toutes ses opérations doit être la parité.

X X I X.

Le produit des mines ne fait qu'une branche de Commerce de plus, dépendante des mêmes principes que les autres. Les Royaumes qui les possèdent se ruineroient s'ils vouloient conserver chez eux l'augmentation successive d'espèces qu'elles leur fourniroient. Elles y causeroient un enchérissement intérieur si énorme, que les autres Etats ne pourroient rien leur acheter; & ces autres Etats pouvant au contraire fournir à plus bas prix, ils détruiraient chez les propriétaires des mines l'agriculture & les fabriques. Ceux-ci, malgré leur attention à garder les métaux dont l'engorgement les auroit réduits à la misère, ne pourroient empêcher qu'il ne s'en écoulât une partie pour solder l'achat des ob-

jets que le bon marché auroit fait préférer. Ainsi leur mauvaise conduite n'auroit réussi qu'à retarder le niveau général qui ne s'en établirait pas moins quoique plus lentement ; & ayant détruit leurs travaux productifs, ils auroient sacrifié les vraies richesses à leurs signes.

X X X.

Il est de l'intérêt de ces Etats, de regarder le produit de leurs mines comme des productions de la terre qui telles que des denrées sont des moyens libres d'échange. La même raison qui doit les engager à n'en augmenter chaque année leur numéraire, qu'en raison du renchérissement général que la distribution proportionnelle de ce surcroît d'espèces doit produire, est une loi pour les autres Etats de ne point tendre au partage pour une portion plus considérable. La masse du produit net de l'agriculture de chaque Etat, estimée sur la valeur générale & moyenne des denrées, est la vraie mesure de la plus grande masse possible de son numéraire. Ainsi sa part du produit des mines doit être à leur produit général dans la même raison que son revenu territorial est à celui de tous les autres Etats. Si cependant l'établissement ou les améliorations de son agriculture en augmentent les reproductions, alors cette part du produit des mines doit être en raison composée de son ancien revenu & de celui de l'extension de ses travaux.

ARTICLE II.

EXAMEN DE CETTE QUESTION.

Est-il possible, est-il avantageux à un Etat quelconque d'embrasser toutes les branches de l'agriculture, du Commerce & de l'industrie dans toute leur étendue, au point d'empêcher les étrangers de fournir leur superflu à sa consommation, & qu'au contraire, il puisse lui-même fournir le sien à la leur ?

L'ESPRIT de cupidité peut adopter les maximes les plus étranges, & tenter les entreprises les plus chimériques. Le projet du Commerce universel est dans son espèce comme celui de la Monarchie universelle. Cependant ces brillantes chimères s'emparent quelquefois d'un Gouvernement trop peu en garde contre leur éclat illusoire. On veut enlever une branche de Commerce à un Etat rival ; on se flatte de réussir, on réussit peut-être. On essaie d'en conquérir une seconde, on compte ruiner totalement le Commerce de cette nation, engloutir ensuite celui d'une autre, & parcourant ainsi toute la terre, s'emparer du Commerce de tous les Peuples, cultiver tout, fabriquer tout, voiturier tout pour sa consommation & celle de tous les autres : ambition vaine & absurde qui ne fait ce qu'elle desire. Ce commerce universel, fut-il possible, se détruirait de lui-même, ainsi qu'on le démontre solidement par le développement des deux propositions suivantes qui méritent d'autant plus l'attention des Ministres Politiques, que souvent on se laisse éblouir par l'appas séducteur d'enrichir l'Etat d'une nouvelle branche de Commerce aux dépens d'un Etat voisin, sans faire attention qu'il y a un niveau de Commerce, qu'une Nation qui monte au-dessus, travaille à retomber au-dessous, & qu'ainsi il faut être extrêmement discret à ne point passer ce niveau, ardent & actif pour y atteindre si on n'y est pas, ferme & vigilant pour s'y maintenir.

PREMIERE PROPOSITION.

Le Commerce universel est physiquement impossible à quelque Nation de l'Europe que ce soit.

Quelle Nation pourroit maintenant ne rien recevoir des Etrangers, & leur fournir son superflu, parce qu'elle embrasseroit avantageusement toutes les branches d'Agriculture, de Commerce & d'Industrie? Une telle Nation devroit avoir toutes les matieres premières, toutes les Manufactures, toutes les denrées, soit de la terre ou de l'eau. Mais alors il lui faudroit avoir aussi tous les fonds de terre & tous les bras, car on suppose qu'elle ne recevrait rien des Etrangers; & pour exploiter toutes les productions, il faut avoir tous les bras, & comment avoir tous les bras? Ou si on les a tous, que signifie le terme d'*Etrangers* à qui une telle Nation prétend fournir son superflu? Rien n'est donc plus contradictoire que l'idée de ce Commerce universel.

Les Nations de l'Europe sont dans l'une de ces deux situations: ou leur population n'est pas occupée autant qu'elle pourroit l'être à faire produire la fécondité de leur sol, ni à en travailler & manifester les productions; ou tous leurs Citoyens aussi utilement occupés qu'ils peuvent l'être ne suffisent pas à faire valoir leur territoire. Les premières ne sont pas dans le cas d'envier le Commerce, l'Industrie & l'Agriculture de leurs voisins puisqu'elles ont du travail chez elles, & que leur population reste pourtant oisive, soit paresse, ou défaut de génie. Les Nations qui n'ont pas assez de bras pour labourer leurs terres, manifester les matieres de leur cru, &c. en manqueront à plus forte raison pour les nouvelles branches de Commerce qu'elles voudroient enlever aux Etrangers. Ni les unes ni les autres ne sont donc dans le cas de pouvoir aspirer à un Commerce universel. Si l'Angleterre occupe tout son monde, & qu'elle veuille enlever aux Hollandois la pêche du turbot & du hareng, où trouvera-t-elle des pêcheurs? Il faut qu'elle les enlève à leurs autres travaux: elle ne pourra donc cultiver cette nouvelle branche qu'aux dépens d'une ancienne. Elle n'augmentera donc pas son Commerce: tout au plus elle le fera changer d'objet.

Une Nation qui auroit plus de bras que de territoire, ou plus de richesses que d'occasions de les employer, peut chercher des occupations nouvelles, & un nouveau Commerce. Ainsi la Hollande, dans des circonstances uniques, & qui peut-être ne reparoitront jamais, voyant augmenter sa population à un point incroyable, à raison de son territoire, par l'affluence des hommes qui se refugioient en foule de toutes parts au sein de ses Provinces, a pu & dû tout entreprendre, profiter de l'inaction des autres Peuples, & bâtir sur le double fondement de leur paresse & de leur insensibilité, l'édifice de son vaste Commerce & de son opulente industrie. Mais il s'en faut beaucoup qu'elle ait fait un Commerce universel. Malgré ses Conquêtes dans les Indes, qu'étoit son plus grand Commerce, dans l'état le plus florissant, en comparaison de celui qu'elle ne pouvoit pas faire? Mais il est inutile de s'appesantir plus longtemps sur une chimere aussi vaine que le projet d'un Commerce universel. Les Nations n'ont qu'une portion de temps à employer au travail, & qu'une portion de forces physiques à faire agir. Que tous leurs Citoyens soient occupés à faire valoir les produits de leur cru; s'il reste des bras oisifs, qu'ils soient employés au genre de travail le plus avantageux; le choix est une affaire de

calcul, lorsque les circonstances ne le déterminent pas nécessairement. Mais nulle Nation n'aura jamais assez de moyens pour tout faire. Les Loix physiques de la nature du climat, de la qualité du sol, de la disposition des rivières, & les loix morales du génie & du caractère national, mettent des bornes nécessaires aux facultés d'un Etat quelconque pour le Commerce. S'il est assez heureux pour tirer le meilleur parti possible de tous ses avantages par le bon emploi des facultés de son Peuple, il est parvenu au maximum de richesses qu'il puisse atteindre. C'est dans une jouissance constante de cette situation que réside pour lui le bonheur. Toute invention qui augmenteroit la richesse d'un Pays au-dessus de la quote-part naturelle que lui assure la culture de son territoire & le plus haut produit de ses productions mises en valeur par toutes les facultés de son Peuple, tendroit ensuite par une révolution nécessaire à la réduire au-dessous de cette quote-part, comme on va le voir.

SECONDE PROPOSITION.

Si le Commerce universel étoit possible à une Nation quelconque, il n'en résulteroit bientôt pour elle que la cessation de tout son Commerce avec l'Etranger, & enfin le dépérissement de tout son Commerce intérieur, de son industrie, de son agriculture, de sa population.

Une telle Nation qui par la supposition n'auroit besoin de rien acheter, n'iroit point chercher les denrées des autres, mais seulement leur argent. Mais cet argent tarirait bientôt, même dans les Pays qui ont les mines, car l'or & l'argent ne se régénèrent pas aussi promptement que les autres denrées. Ainsi une Nation qui seroit dans le cas de payer tout en argent seroit bientôt ruinée; ou bien il faudroit pour prévenir sa ruine, qu'elle fermât ses places, & s'interdit toutes sortes d'achats. Dans l'un & l'autre cas la Nation riche en productions seroit forcée de cesser ses exportations chez les étrangers qui ne voudroient, ou ne pourroient plus payer ses marchandises : & alors son Commerce tomberoit, elle s'appauvrirait elle-même par la voie qu'elle auroit prise pour appauvrir les autres. Ceux de ses Artisans, de ses Manufacturiers, de ses Marchands, de ses Négociants, dont le travail & l'industrie fournissoit à la consommation de l'Etranger, mourroient de faim, la surabondance des productions superflues qu'elle étoit accoutumée à vendre au-dehors, & qui se trouveroient sans débit, seroit tomber en non-valeur les productions même nécessaires à sa consommation intérieure; delà le revenu de son territoire seroit réduit presque à rien; la plus grande partie de ses terres retomberoit en friche, & sa population s'anéantiroit par la misère & le désespoir & par les défordres qu'entraîne nécessairement une misère qui suit l'abondance. On voit donc que de cette prétendue prospérité, sortiroit le dépérissement de son Commerce, de son industrie, de son agriculture, de sa population.

Le Commerce ne peut se faire, & ne se fait réellement de Nation à Nation, que comme de particulier à particulier : c'est-à-dire, par échange de denrées. Ma terre produit du bled; je le vends afin d'acheter du vin avec l'argent que j'en reçois; c'est dans la réalité mon bled que j'échange contre du vin, & l'argent que je reçois d'un côté, pour le rendre de l'autre, n'est que le gagne de mon échange. Si je veux vendre mon bled sans acheter le vin de mon voisin, mon voisin qui n'a que du vin pour payer mon bled, ne l'achetiera point, & mon bled restera invendu. Il en est de-même de la masse réciproque

des denrées de deux Nations qui ont mutuellement à vendre & à acheter. Si l'une ne veut rien acheter de la Nation voisine, celle-ci tenant (par impuissance encore plus que par repréaille) la même conduite, n'achètera pas davantage des denrées de sa rivale. Quelles que soient donc les prétentions de celle qui possède beaucoup, elle ne vendra plus rien à celle qui possède moins, & il faudra nécessairement qu'elles s'en tiennent l'une à l'égard de l'autre, à leurs productions, & dès-lors plus d'échange, plus de Commerce.

Il seroit à souhaiter que les hommes se regardassent tous comme frères, ne semblassent pas être dans un état de guerre continuelle, ne tâchassent pas de se dépouiller les uns les autres, non-seulement par les armes à la main, mais par une industrie insidieuse, & une cupidité aveugle, qui tendant à ruiner leurs semblables, ne parviennent qu'à les consumer eux-mêmes par leurs propres larcins. Il y a une vérité dont il seroit bien important que les Nations fussent pénétrées; savoir qu'elles feront d'autant plus riches & heureuses que non-seulement les Nations qui les environnent, mais même tous les peuples de l'univers, s'il est possible, réussiront à l'être. Si les peuples aveuglés par l'intérêt personnel mal calculé, sont incapables de saisir cette vérité, c'est aux Ministres qui président à leur bonheur, à la comprendre pour eux, & à diriger leurs opérations en conséquence.

C'est peu d'avoir montré qu'un Commerce universel n'est pas possible, & que quand il le seroit, il se détruiroit bientôt par lui-même; de sorte que c'est de toutes les chimères la plus contradictoire, & la plus futile. Il y a des nations qui semblent ne respirer que rapine, usurpations, conquêtes. Tâchons de leur faire voir qu'enlever une branche de commerce ou d'industrie à ses voisins, est une opération difficile & dangereuse, où il y a ordinairement plus à perdre qu'à gagner, une opération souvent contre nature, parce qu'il y a des raisons physiques qui déterminent la position des manufactures dans un pays plutôt que dans un autre, & qui assignent telle espèce de commerce à un peuple plutôt qu'à un autre, comme telle production est affectée à tel climat, exclusivement à tout autre.

Les pays privés de chemins & de facilités pour le Commerce extérieur, qui par conséquent sont pauvres, & ont toutes leurs denrées à bas prix, manquant de débouchés pour ces denrées, trouvent des avantages à les employer en consommation d'ouvriers dont les ouvrages de main-d'œuvre, qui renferment une plus grande valeur dans un moindre espace que les denrées, sont par conséquent plus transportables, & par le bas prix de la consommation des manufactures, se trouvent fabriqués avec assez peu de frais, pour pouvoir supporter ceux du transport, & mériter encore la préférence, ou du moins soutenir la concurrence dans les marchés généraux, où se débitent les marchandises ouvrées.

Les Républiques qui ont peu ou point de territoire fructueux, & dont les sujets n'étant par conséquent pas les maîtres du choix dans l'emploi de leurs facultés, sont forcés de vivre d'industrie, parce qu'il n'y a pas à balancer, lorsqu'on ne possède point de richesses, sur le parti à prendre de louer ses bras à ses voisins, & de gagner salaire pour subsister; les Républiques dont les Citoyens sont forcés par l'ingratitude, ou la trop petite étendue de leur sol, relativement à leur population, de mettre habituellement une économie parcimonieuse dans leurs consommations, regagnent par cette économie nécessaire, qui devient partie des mœurs, & de la constitution de l'Etat, la facilité de fabriquer à presque aussi peu de frais que les Nations qui, faute de débou-

chés, ont leurs denrées à bas prix, & par conséquent peuvent être manufacturiers, ouvriers ou voituriers, & le deviennent tout naturellement, puisqu'elles ne sauroient faire un autre métier.

Ainsi ce sont les pays pauvres, soit par le défaut de chemins & de communications, soit par les erreurs d'une Politique prohibitive, soit par une nature invincible, qui ont l'avantage pour les Manufactures, & dans lesquels elles se multiplient d'elles-mêmes en raison du bas prix de leurs denrées, ou de la parcimonie de leurs habitants.

Quand un pays plus riche où les denrées se vendent bien, quand une Nation agricole, dont la prospérité est attachée à l'habitude d'une forte consommation intérieure, veulent établir une manufacture déjà placée ailleurs, la nature y répugne, on ne peut la vaincre qu'à grands frais; & les premières difficultés surmontées, la manufacture nouvellement établie dans ce pays qui n'y est pas propre, ne peut néanmoins débiter ses ouvrages fabriqués plus chèrement que ceux de ses voisins, & il faut qu'elle périsse; à moins qu'elle ne parvienne à surprendre la religion du Gouvernement, au point d'obtenir que l'on soutienne la première violation de l'ordre naturel, qui a présidé à son établissement par une seconde violation pire & plus dangereuse encore, c'est-à-dire, par la prohibition des travaux de l'industrie étrangère, ou même par celle du Commerce des denrées du cru, lorsque les manufacturiers réussissent à persuader qu'il est bon de diminuer les revenus des propriétaires des terres, & ceux de l'Etat, pour leur donner de l'ouvrage.

Dans le premier cas, les étrangers accoutumés à vendre aux Nations agricoles, les travaux de leur industrie, & à en acheter en échange les productions qui leur sont nécessaires, se trouvant privés du salaire que leur fournisoit leur travail, n'ont plus la faculté d'acheter les productions de la Nation agricole: & la consommation des ouvriers régnicoles ne dédommage point du déficit des ventes extérieures de productions; car par l'établissement d'une manufacture nationale, la consommation intérieure n'est pas augmentée, les manufacturiers, avant de l'être, faisoient quelque autre métier, la plupart d'entr'eux même étoient agriculteurs, & tous consommoient avant d'être manufacturiers: la concurrence diminuant donc entre les acheteurs des denrées de ces nations qui ont voulu s'approprier les Manufactures qui n'étoient pas faites pour elles, la valeur de leurs productions, le revenu de leurs terres diminue.

Dans le second cas, le revenu des terres diminue directement, & plus rapidement encore par la prohibition formelle de la vente à l'étranger.

Dans l'un & l'autre, les richesses, les jouissances, le bonheur de la Nation qui a violé l'ordre naturel, se trouvent anéantis en proportion relative de l'étendue de la violation; & si cette marche étoit universelle, la Nation devroit bientôt pauvre, & très-propre à faire le métier des Peuples pauvres, très-propre à être manufacturière, voiturière, tout ce qu'elle voudroit, excepté riche & puissante.

L'Angleterre a déjà commencé à se conduire ainsi relativement à ses laines, & à plusieurs autres parties. D'autres Nations faites par leur constitution, & par leur territoire, pour être infiniment plus puissantes que l'Angleterre, ont été beaucoup plus loin.

Il est à remarquer que nous ne parlons ici que des manufactures de luxe dont les ouvrages sont précieux, & assez chers pour pouvoir supporter les frais du transport; car pour les Manufactures nécessaires à la consommation de la

la plus grande partie des hommes , celles des étoffes grossières , celles des marchandises peu transportables , elles seront , comme les travaux de la fabrication des vêtements de toutes les Nations , toujours exécutées sur les lieux mêmes où elles se débiteront . Aucun Anglois ne seroit faire ses fouliers en France , quand même le Commerce en seroit libre , quoique les Cordonniers François soient moins chers que les Anglois . Aucun Payfan ne s'habillera d'une étoffe faite loin de chez lui .

Résumons . Il ne faut , à ce que nous croyons , ni exciter , ni empêcher l'établissement des manufactures , il faut seulement lui donner facilité & liberté ; au moyen de quoi elles naîtront , & se placeront d'elles-mêmes en raison du profit qu'envisageront les entrepreneurs auxquels il faut laisser le soin de calculer leurs affaires . Toute manufacture qui sera ainsi née & placée , & qui se soutiendra d'elle-même , sera certainement une très-bonne & très-utile manufacture , qui méritera la protection du Gouvernement , mais non pas le droit d'exercer un Monopole sur la Nation ; mais non pas un Privilege exclusif . Enfin de tous les motifs d'exciter une manufacture , le plus gauche , le plus imprudent & le plus dangereux , est le desir de l'enlever à une Nation rivale ou ennemie . Car la basse rivalité , la jalousie aveugle ne savent point raisonner . On entreprend une opération délicate , sans avoir assez consulté ses moyens , & mesuré ses facultés : d'où il arrive que l'on fait ordinairement une fausse démarche , dont le succès , si elle en a quelqu'un , est une perte réelle pour l'Etat , parce qu'il tient la place d'un profit plus grand qui se seroit fait par des opérations plus naturelles , moins coûteuses , moins dangereuses .

ARTICLE III.

Des Monopoles , ou Privileges exclusifs.

Nous venons de voir que toute protection accordée sous le nom de Commerce par exclusion , enfantoit le Monopole . Les Privileges exclusifs sont véritablement des atteintes contre la liberté civile , des actes d'hostilité contre la société : ils attaquent de toutes parts la propriété des biens , la valeur des productions , la facilité des échanges , la liberté de l'emploi des hommes & des richesses : ils entravent le Commerce , enchaînent l'industrie , renchérissent les services , & multiplient les dépenses stériles : en un mot ils dessèchent toutes les sources des richesses de l'Etat . Ces idées ne sont pas faciles à faire entrer dans les têtes livrées au préjugé d'un ancien usage presque universel . Ecoutons Mr. le Baron de Bielfeld sur cet important sujet . Nous donnerons ensuite un tableau de ces privileges , de leurs especes & de leurs effets .

„ On entend sous le nom de Monopole , un privilege exclusif accordé
 „ par le Souverain à une ou plusieurs personnes , de fabriquer , & de vendre
 „ seul une sorte de marchandise dans toute l'étendue de l'Etat , ou
 „ dans quelqu'une de ses Provinces . Les Peuples les plus policés dans tous les
 „ âges , ont eu une si grande aversion pour cette espece de tyrannie , que
 „ le seul nom en est devenu odieux au point que l'Empereur Tibere , voulant
 „ s'en servir , demanda au Sénat la permission de le faire , comme le
 „ rapporte Suetone . La voix du Peuple Romain est bien ici la voix de Dieu ,
 „ & la voix de la raison . Tâchons de prouver par les simples lumieres du
 „ bon sens que tout monopole , en général , est préjudiciable au bien com-

„ mun de la société, & nuisible au succès de la Manufacture même en fa-
 „ veur de laquelle il est accordé. Tout privilège exclusif tombe ou sur une
 „ Fabrique qui a déjà été exercée dans l'Etat, ou sur une Fabrique que l'on
 „ veut nouvellement établir. Dans le premier cas, il est dur d'enlever à un
 „ grand nombre de Citoyens les moyens de subsister pour enrichir un seul
 „ homme : il est plus cruel encore de mettre tout un Peuple à la discrétion
 „ d'un monopoliste qui a mille moyens en main de duper le public, soit dans
 „ la qualité, soit dans le prix de la marchandise dont il est obligé de se
 „ pourvoir chez lui, malgré qu'il en ait : car qu'une pareille Manufacture
 „ réussisse ou ne réussisse pas, le public est toujours obligé de la prendre, &
 „ de la payer selon le caprice ou la cupidité de l'entrepreneur. Or il faut
 „ peu connoître les hommes, pour croire qu'un tel entrepreneur ne fasse
 „ jamais abus de son privilège, & ne cherche pas à tirer tout le profit pos-
 „ sible de la situation où il se trouve. Si c'est une Manufacture nouvelle
 „ que l'on veut établir à la faveur d'un pareil monopole, les Sujets n'en sou-
 „ frent pas moins : car si l'entrepreneur, auquel le Souverain accorde
 „ les avantages que nous venons d'indiquer, ne peut faire réussir sa Ma-
 „ nufacture au point qu'il n'ait aucune concurrence étrangère à craindre
 „ sur-tout, si le Gouvernement lui accorde encore le bénéfice d'un léger
 „ impôt sur les marchandises de la même qualité que les siennes qui vien-
 „ nent du dehors, on peut hardiment conclure que cette Fabrique est mal
 „ conduite, qu'elle a un vice intérieur qui la rend très-pernicieuse à l'Etat ;
 „ premièrement parce qu'on détourne la main des Ouvriers qui travailloient
 „ à une Fabrique profitable pour les employer à une autre qui va mal ; &
 „ secondement parce qu'on oblige le public à acheter fort cher une mau-
 „ vaise marchandise : ce qui est l'impôt le plus accablant & le plus dange-
 „ reux qu'on puisse mettre sur le Peuple ; & tout cela pour favoriser un
 „ misérable monopoliste.

„ Quant au succès d'une manufacture, il est certain que le monopole lui
 „ est également préjudiciable. On peut démontrer que rien ne contribue plus
 „ à la perfection des fabriques que la liberté d'une concurrence générale.
 „ Plus cette concurrence est grande, plus la manufacture s'élève, plus elle
 „ atteint rapidement son point de perfection ; au lieu qu'un privilège ex-
 „ clusif éteint, anéantit d'abord toute émulation dans les entrepreneurs ; les
 „ dessinateurs, les artistes, les ouvriers habiles s'éloignent, fuient, évitent
 „ un endroit, où ils ne peuvent travailler que pour une seule manufacture,
 „ où ils n'ont point de choix à faire, où ils dépendent du caprice, des chi-
 „ canes, & de l'esprit lésineux d'un seul homme. Dès ce moment, la manu-
 „ facture, sur-tout si elle dépend du dessein & de la mode, commence à
 „ languir ; les voisins plus habiles avancent vers le succès, nous enlèvent le
 „ débit étranger ; ce débit devient une nouvelle source de perfection pour
 „ les manufactures rivales des nôtres ; nous ne vendons plus qu'à nos pro-
 „ pres sujets, & le monopoliste enfin, après avoir mis pendant quelques an-
 „ nées les citoyens au désespoir, périt avec sa fabrique & son privilège. Je
 „ fais bien que les partisans des monopoles opposent plusieurs argumens
 „ spécieux à ces principes certains & invariables ; mais j'ose assurer qu'ils
 „ n'en sauroient avancer aucun qui ne soit détruit par la droite raison & par
 „ l'expérience....

„ Il y a cependant quelques cas où il est permis de s'écarter pour un mo-
 „ ment de la règle générale ; mais ces cas sont rares. En voici deux pour

„ exemple. Si un homme industrieux invente quelque Art nouveau, quel-
 „ que fabrique utile, & qu'il refuse de découvrir son secret, ou d'établir
 „ cette fabrique, s'il n'en obtient pas le privilege exclusif, *on peut le lui*
 „ *accorder pour un certain temps limité, pourvu que ce ne soit pas un objet de*
 „ *premiere nécessité*, pour lequel aucun Souverain ne doit jamais accorder de
 „ monopole. Il faut acheter le secret à quelque prix que ce soit pour le com-
 „ muniquer à différens sujets; & lors même que la manufacture ne produit
 „ que des Ouvrages de luxe, elle doit rentrer dans les mains du Public, dès
 „ que le terme du monopole est expiré. Ceci est plutôt un tribut accordé au
 „ mérite de l'invention, qu'un monopole perpétuel. Le second cas est
 „ lorsque la fabrique est de telle nature que son entreprise demande des fonds
 „ si considérables, qu'il n'y a que le Souverain même ou bien une associa-
 „ tion de riches sujets, qui puisse les fournir. En ce cas il est permis au
 „ Souverain de s'en charger lui-même, ou de donner quelques privileges ex-
 „ clusifs à la compagnie qui l'entreprend, sans souffrir que des particu-
 „ liers se ruinent eux & la fabrique privilégiée qu'ils veulent imiter. C'est
 „ sur ces principes qu'ont été établies les manufactures de haute-lisse aux
 „ Gobelins, celle de porcelaine de Meissen en Saxe & diverses autres.”

Mais que penser de cette multitude presque infinie de privileges exclusifs de tout genre & de toute espece qui forment autant d'embarras dans la circulation & d'obstructions dans le corps politique? Un Auteur économique s'est appliqué à en rechercher les différentes especes dans sa Patrie. On est étonné de leur nombre. Nous allons en suivre le détail. On pourra en faire l'application à tout autre pays. Indiquer le mal, c'est préparer les voies au remède.

Il y a des privileges exclusifs de nation à nation. Ils ont pour objet de réserver aux Négocians nationaux telle ou telle branche de reveute ou de voiturage, c'est-à-dire de borner & de rendre moins avantageux à la nation le Commerce de ses productions en augmentant les fraix du transport au préjudice de la valeur qui est son seul intérêt. On commence à sentir que ces privileges sont très-nuisibles, mais il semble qu'aucune Nation n'ose donner le premier exemple de la liberté; il s'agiroit donc de prouver qu'il est de l'intérêt de chaque Nation de l'admettre sans attendre qu'elle soit réciproque. Un Auteur qui s'exerceroit dans cette carrière, rendroit un grand service à l'humanité.

Il en est de *Province à Province*. Ils sont de chacune d'elles autant de petites Nations ennemies qui cherchent à se supplanter & à se nuire. Ils constituent les membres du même corps politique dans un Etat respectif & continuel d'hostilité. L'attachement qu'on a pour eux fait partie de l'amour qu'on a pour son Pays & son Canton, il s'identifie avec ce sentiment si louable & si légitime, & lui communique une impression d'exclusion qui fait que chacun croit ne pouvoir aimer sa Province & son Canton qu'au préjudice des autres. Tel est le privilege qu'exerce la ville de Bordeaux sur les vins du Pays supérieur, qui malheureusement sont forcés de déboucher par la Garonne: tel est celui que le Bordelais & le Comté Nantois exercent sur plusieurs Provinces situées sur la Loire, contre lesquelles ils ont surpris la prohibition d'envoyer leurs vins dans les Colonies, ou du moins l'imposition des mêmes droits qui se paient pour le transport à l'étranger: tel est celui que les Pays des vignobles en général exercent contre les Provinces qui fournissent des eaux-de-vie de cidre, en obtenant contre elles non-seulement la défense de les exporter, mais même celle de les transporter hors du lieu de la production.

Il en est de particuliers à des Cantons de Province, qui sont dirigés con-

tre le surplus de la Province & contre les Provinces voisines. Tel est celui-ci qui me tombe sous la main. La ville de Souillac, par une délibération publique homologuée au Parlement de Bordeaux, a statué qu'il ne seroit débité dans son enceinte aucun vin du dehors, avant qu'il fût bien constaté que tout celui de la banlieue étoit bu.

Si de la division des privilèges par Pays & par Contrées, l'on entreprenoit de descendre dans le détail, leur distribution en genres, en classes & en espèces, & la distinction de leurs différens caractères demanderoient beaucoup de recherches. Que seroit-ce de leur énumération exacte ? Le Ministre Politique qui desire le bien & qui sent combien il seroit difficile & peut-être dangereux de tenter une suppression totale & brusque, doit se faire instruire de tous ces privilèges exclusifs, & l'exécuter par degrés, supprimant d'abord les plus nuisibles, laissant s'éteindre les autres, modifiant ceux-ci pour en empêcher l'effet, rachetant ceux-là, c'est-à-dire remboursant ceux qui en jouissent à prix d'achat.

Les uns attaquent le *Commerce*, les autres l'*Industrie*. Cette grande division pourroit servir de tige à un arbre généalogique que les bornes de cette note ne me permettent pas de dresser & encore moins mes connoissances de détail. Je renonce à une entreprise supérieure à mes forces, & sans chercher à analyser didactiquement ce qui étant l'ouvrage du hasard, est très-peu susceptible de méthode, je me contenterai de présenter tous ces privilèges ensemble.

Il en est qui *attaquent directement la propriété foncière*, en prohibant la culture de certaines productions qui accroîtreient la somme des richesses nationales.

Il en est qui *s'emparent du droit de vendre telle ou telle marchandise*. Ils sont plus ou moins fâcheux suivant la nature de cette marchandise ; ils le sont beaucoup moins, si c'est un objet de luxe, que si c'étoit une denrée nécessaire.

Il en est qui, *placés sur les chemins*, en gênent la communication, & renchérissent la dépense des voyages & des transports à la faveur d'un service qu'on se procureroit si aisément, à moindres frais, & souvent plus commodément dans un état de liberté ; & de ce genre il en est qui sont établis sur la terre, il en est sur les rivières. L'air étant inaccessible aux hommes, n'a pu fournir matière à en asséoir.

Il en est qui ont été accordés *pour faciliter des entreprises*, c'est-à-dire dont le but & l'effet est de les rendre plus fructueuses à l'entrepreneur ; car toute entreprise bien combinée & bien conduite doit rembourser ses frais & donner en outre un bénéfice proportionné à la mise sans le secours d'un privilège. Si cette entreprise est utile, pourquoi la rendre unique ? Le premier occupant ne trouvera-t-il pas assez d'avantage dans la priorité de l'établissement, & l'intérêt de la société n'est-il pas de trouver dans la concurrence une diminution de frais. Un homme établit des bains, & exige 3. liv. Un autre survient, & se contentant d'un moindre bénéfice, se restreint à 50 s. Le premier est forcé de baisser le prix, & ils s'efforcent de bien servir à l'envi l'un de l'autre : voilà l'intérêt du public, voilà le prix du service fixé & déterminé à sa juste valeur de la manière la plus légitime : si le premier sous le prétexte de la dépense de l'établissement obtient un privilège, il devient seul arbitre du prix. Mais, dit-on, l'entreprise est impossible à soutenir sans le secours d'un privilège. Si cela est vrai, c'est qu'elle est mauvaise & impraticable ; il faut y renoncer, en attendant qu'il se présente un Entrepreneur plus hardi qui trouvera des ressources dans une plus grande économie.

Ces considérations servent à expliquer & modifier ce que dit Mr. le Baron de Bielfeld des entreprises qui semblent exiger des privilèges à cause des fraix immenses de la premiere mise & de l'entretien. On peut dire en général que toute Fabrique qui ne peut se soutenir sans le secours d'un monopole, n'est pas un bien pour l'Etat, & qu'en conséquence il faut y renoncer. Car ou cela vient du peu de facultés des Entrepreneurs, ou d'un vice local, comme la cherté des matieres premieres qu'il faut faire venir de l'Etranger, ou de l'imperfection même des matieres ouvrees qui n'égale point celles qui se tirent de l'Etranger pour d'autres productions qu'on leur livre en échange, ou enfin de quelque autre circonstance semblable. Dans tous ces cas non-seulement le privilege n'est pas raisonnable, mais l'intérêt réel de l'Etat le défend expressément. Dans le premier cas, que les Entrepreneurs, qui n'ont point assez de fonds pour l'entreprise, se donnent des associés, ou que l'Etat entre dans l'entreprise; ou qu'on attende que des gens plus riches s'en chargent: ce qui ne tardera pas si l'affaire est bonne & bien combinée. Mais la saine Politique ne permet pas un monopole pour suppléer aux facultés d'un particulier. Ce monopole peut ruiner trente particuliers dans une Ville pour en enrichir un seul. Si c'est la cherté des matieres premieres qui sert de motif au privilege, c'est un motif bien plus puissant de ne point établir une Manufacture dont l'aliment doit être cherché loin & à grands fraix: c'est un principe universel, & applicable à toute sorte d'entreprise, que pour être bonne & profitable, elle doit rembourser les fraix & procurer en outre un bénéfice honnête, sans aucun secours étranger, par elle seule, c'est-à-dire, par l'activité des Entrepreneurs, la bonté & la perfection de l'ouvrage, la facilité des débouchés, &c. Si les marchandises qui sortent d'une Fabrique ne sont pas aussi parfaites que celles des autres Manufactures semblables, soit étrangères, soit nationales, mais établies dans d'autres Provinces, sûrement on ne parviendra point à les porter à leur perfection en donnant aux Entrepreneurs un privilege exclusif contre toutes les autres: ce seroit plutôt en autoriser la médiocrité, que de lui donner une pareille récompense. Mais quand une Fabrique n'aura d'autre moyen pour s'élever au-dessus des autres, ou au moins se procurer un débit égal, qu'une égalité de perfection, c'est alors que les Entrepreneurs redoubleront de soins & d'attentions pour égaler ou surpasser même les autres, s'il est possible.

Il est des privileges qui *sont accordés à des inventions de secrets & de découvertes nouvelles*. Mais loin de favoriser le progrès des Arts & des inventions utiles, il est vrai de dire qu'ils le suspendent & l'empêchent. Car un homme qui auroit pu de son côté faire la même découverte, cesse d'y travailler quand il se voit prévenu & devancé par un privilégié. Voilà l'autre cas où Mr. le Baron de Bielfeld permet un privilege limité pour certain temps. Mais il ne paroît pas qu'il y ait là une raison suffisante pour un privilege exclusif. Ou il s'agit d'un objet de premiere nécessité, ou d'un objet de luxe. Jamais un Souverain ne doit accorder un monopole pour un objet de premiere nécessité. Mr. le B. de Bielfeld en convient lui même, ou plutôt c'est un des principes économiques auxquels il est le plus fortement attaché & il a raison. Or un objet de luxe ne mérite point un privilege exclusif: un secret qui tend à ôter des bras aux Arts utiles & absolument nécessaires, ne mérite pas qu'on l'achete à un prix si cher.

Il est des privileges qui *sont perpétuels*, & d'autres à *temps fixe*. Ceux-ci tomberoient d'eux-mêmes en cessant de les renouveler. Les autres prouvent l'imperfection de la science politique dans le temps où ils ont été accordés.

Il en est qui consistent en simple concession ; & d'autres qui forment une propriété constante entre les mains d'un possesseur, tels sont les fours, les moulins, les pressoirs bannaux, dont il seroit facile de permettre le rachat aux Communautés.

Il en est qui sont érigés en titre d'office, & d'autres qui sont à simple brevet.

Il en est qui ont une forme légale, des Loix & des Tribunaux pour en connaître ; il en est qui n'ont qu'une existence précaire, & ils en sont plus faciles à détruire.

Il en est dont le bénéfice, qui consiste dans le surhaussement de frais causé par le défaut de concurrence, se partage entre le Propriétaire du droit & un Fermier ; il en est d'autres qui ne sont pas de nature à s'affermir : les premiers sont ordinairement les plus dangereux, parce que ceux à qui l'exercice en est affermé, l'aggravent & l'étendent d'autant plus aisément qu'ils sont plus protégés & plus soutenus.

Il en est qu'on a tâché de rendre moins à charge au public en les bridant par des tarifs, que le Propriétaire du privilège trouve toujours moyen de faire fixer à son avantage ; il en est qui ne sont point de nature à être soumis à une taxation.

Il en est dont on se réclame à prix d'argent ; & qui ayant acheté en gros la liberté des Citoyens, la leur vendent en détail : il en est qui sont inflexibles, & qui ne sont pas de nature à se prêter à cet arrangement.

Il en est qui étant communs à plusieurs personnes entre lesquelles il n'y a pas une Communauté entière d'intérêt, ne détruisent pas en entier la concurrence, mais la restreignent seulement, & surchargent de frais superflus les marchandises & les services : il en est d'autres qui concentrés dans la main d'un seul, ne laissent aucun lieu à la concurrence.

Du premier genre est l'érection des maîtrises qui ne permet d'exercer tel Art, telle Profession, ou tel Commerce, qu'à ceux qui en ont acquis le droit en se faisant agréger moyennant finance à la Communauté qui en a le privilège. L'art même de la peinture n'a pu se sauver à Paris de cette police exclusive. Les barbouilleurs de bâtimens auroient été fondés à saisir Boucher, Verneet ou Greuse, la veille du jour qu'ils se sont présentés à l'Académie Royale.

Du second genre sont ceux de plusieurs manufactures de draps fins, celui des glaces, &c. Cependant quelque parti qu'on embrasse sur la nature de l'industrie, il paroît également utile de la laisser libre. Si elle est pour une Nation un moyen de s'enrichir, on ne peut trop faciliter & multiplier ce moyen ; si c'est une dépense stérile, on ne peut trop la réduire par la concurrence. Les glaces, par exemple, vaudroient peut-être un tiers de moins s'il y en avoit plusieurs Manufactures.

Il est encore des privilèges exclusifs... Il en est... Il en est.... Il en est.....

En un mot tout est devenu privilège, & s'il est vrai que le monopole existe par-tout où la concurrence est détruite, on peut dire que tout est monopole. Il est impossible de faire un pas sans rencontrer quelques privilèges qui arrêtent, soit les hommes qui voyagent, soit les marchandises qui circulent, ou qui concentrant l'industrie en ont indiqué les différentes branches, & empêchent de faire usage de son talent, de monter une boutique ou un métier, quiconque n'en a pas acheté la faculté.

Tous ces abus ne sont pas nouveaux ; ils dérivent de l'ignorance où l'on étoit des vraies ressources d'un Etat, & des principes de l'Administration. Il est dit dans le préambule de l'Édit de Henri III. qui érige les Communautés d'Arts & Métiers, que le droit de travailler est un Droit Royal, dont les Sujets ne peu-

vent jouir qu'en l'achetant du Souverain. Quelle idée avoit-on alors du droit de propriété & de la nature de l'autorité souveraine qui n'est instituée de Dieu que pour le protéger ? Si le droit de travailler est un *Droit Royal*, le droit de vivre est un *Droit Royal*.

Quelqu'évidente que soit l'erreur de ce principe, on en a tiré mille conséquences ; toute l'industrie s'est trouvée asservie aux privilèges exclusifs, & comme l'on a regardé l'industrie comme productive, on a profité dans les besoins de l'Etat de la facilité de lever des contributions répétées sur tous ces corps finiqués, qui se trouvent aujourd'hui accablés de dettes & d'arrérages de rentes. Telles sont les suites d'une fausse maxime en fait d'administration. Nos Villes sont tellement remplies de ces privilèges, que le détail en est innombrable. Les choses même les plus nécessaires à la vie n'en sont pas exemptes. Il faut être privilégié pour vendre du pain, de la viande, du poisson. Il est facile de sentir combien cette manutention surcharge ces denrées de frais inutiles. Or si la grande valeur des productions est avantageuse, c'est relativement au prix de la première vente, parce que c'est elle qui constitue & qui forme le revenu : mais il est sensiblement de l'intérêt d'une Nation de payer le moins cher possible les services de fabrication & de commerce, parce qu'ils sont des objets de dépense stérile. Le premier pas à faire vers le rétablissement de la liberté naturelle dont il ne reste presque plus de vestige, seroit du moins d'ôter toute espèce de gêne & d'exclusion relativement à ces trois denrées principales, tant en supprimant les Communautés qui en font le débit, qu'en autorisant les Villes à racheter des Propriétaires les droits d'étaux de boucherie & de poissonnerie, afin de rendre parfaitement libre la vente de ces denrées. Le monopole est si facile à exercer par des gens armés de privilèges exclusifs, que pour éviter cet inconvénient, l'on est tombé dans un autre qui n'est guère moindre : c'est celui de taxer le pain & la viande. Comment est-il possible à des Juges de fixer équitablement les prix dont les causes toujours variables ne sont pas soumises à l'autorité des hommes ? Comment réunir toutes les connaissances de détail nécessaires pour s'assurer chaque foi de la bonté d'une pareille opération ? Comment évaluer & peser toutes les circonstances qui influent sur les prix, calculer tous les frais & l'économie qu'on peut y mettre, & atteindre toujours ce point si important à saisir, & que des lois physiques tiennent dans une variation perpétuelle ? Il est impossible de statuer autrement que par approximation, & de tenir une balance exacte entre les Vendeurs & le Public ; & il arrive nécessairement qu'elle penche toujours en faveur des Vendeurs ; comme ils savent très-bien leur calcul, ils ne manquent pas de se plaindre lorsqu'elle est contre eux, & le public n'est point à portée de réclamer lorsqu'elle est contre lui, il n'est pas même en état d'en juger. Tout est donc nécessairement contre le Peuple dans cette opération. Tel est l'inconvénient où l'on tombe lorsqu'on entreprend de troubler l'ordre naturel, d'attenter à la liberté des échanges, & de fixer ce qui ne peut l'être avec une entière égalité que par la concurrence. La liberté dans la fabrication & la vente du pain procureroit sur cette denrée une diminution de prix en faveur du Peuple qui compenseroit la petite augmentation qui peut résulter de la sortie des grains. Le bled pourroit augmenter d'un cinquième sans que le pain haussât de prix. La viande est encore bien plus difficile à taxer. J'ai insisté sur ces privilèges parce qu'ils touchent & attaquent immédiatement la subsistance.

Chaque profession dans les Villes a son privilège, & s'en sert soit pour brider celui des autres, soit pour s'assurer par les voies juridiques la jouissance de

l'exclusion dont elle est en possession. L'exercice de ces privilèges est une source intarissable de recherches, de visites, d'inspections, de frais de régie, de saisies, de confiscations, de haines, de troubles, d'animosités, de jalousies, de procès, d'emprunts ruineux qui présentent aujourd'hui le plus grand obstacle au rétablissement de la liberté. Les Juges un peu éclairés protègent le moins qu'ils peuvent ces atteintes journalières portées à la liberté naturelle & imprescriptible : mais combien n'en est-il pas qui trouvent cette police admirable !

C'est ainsi que l'intérêt particulier aussi aveugle qu'injuste dans ses desirs, croit ne posséder que ce qu'il a seul & ne veut jouir qu'exclusivement. C'est ainsi qu'il a détruit & violé la paix, l'union, la fraternité, pour y substituer l'invasion, le trouble, le désordre. C'est ainsi qu'il a restreint & resserré de proche en proche la société universelle, qui, dans l'ordre de la Providence & par rapport à la communication des biens & des services, n'est pas de nature à être bornée par les frontières qui séparent les Empires & par la distinction des territoires. C'est ainsi que chaque Nation, chaque Province, chaque Ville s'est isolée & cantonnée de manière que la société se trouve à la fin concentrée dans les membres de chacun des corps qu'un intérêt commun réunit contre les autres, ou souvent même dans des individus.

Tous ces privilèges présentent dans l'intérieur de chaque société l'image trop vraie d'une guerre intestine. Les grands enveloppent les moindres, & tous font effort les uns contre les autres par un mouvement continu d'action & de réaction ; ils se croisent & se choquent, se heurtent & se repoussent, & ils continueront de le faire jusqu'au moment où l'on imposera silence à tous ces intérêts divisés qui se déchirent & se dévorent, pour faire prévaloir sur eux l'intérêt général de la société, à qui seul il appartient de les supprimer & de les contenir ; jusqu'à ce que le Gouvernement brise les chaînes qui enveloppent les Peuples par mille & mille contours, & sache les obliger, par son autorité tutélaire, à vivre en paix, & à goûter les avantages de la liberté.

Tous ces privilèges sont sérieux & plus ou moins funestes à la prospérité d'une Nation. Nous avons cru devoir les mettre sous les yeux de l'Homme d'Etat, afin qu'il s'applique à connaître ceux qui ont lieu dans l'Etat confié à son Administration, qu'il comprenne la nécessité de les supprimer, & cherche les moyens les plus expédients pour cet effet. D'abord il n'en accordera point de nouveaux ; il laissera s'éteindre ceux qui ne seront qu'à temps limité. Un abus lui fournira l'occasion d'en anéantir plusieurs de ceux qui sont perpétuels ; il en modérera d'autres ; & peu-à-peu cet ouvrage délicat se trouvera presque achevé.

ARTICLE IV.

Du Monnayage.

CE seroit une fort mauvaise politique de regarder la fabrication des monnoies comme une branche de revenu pour le Trésor de l'Etat. Le monnayage est un service public qui dans l'ordre naturel nous paroît devoir être payé par le revenu public, & non pas servir de base à ce revenu.

L'or & l'argent considérés comme monnoie sont l'ame des plus grandes entreprises dans tous les genres, & l'expérience nous apprend que rien n'est impossible à ceux qui peuvent s'aider de leur secours. Il est donc du plus grand intérêt des Souverains de faciliter chez eux la conversion des matières que leurs sujets peuvent tirer de l'Etranger, en monnoie, car à coup sûr les especes
abonderont,

abonderont, tout le reste égal, dans l'Etat où le monnayage coûtera moins au particulier.

En France les négocians ou particuliers qui portent leur or & leur argent aux hôtels des monnoies perdent deux & trois quarts pour cent ou environ, sans compter encore les déchets provenant des foiblages & écharcetés qu'ils supportent en ce que l'or & l'argent qu'ils reçoivent sont d'autant plus foibles en poids & titres.

En Hollande au contraire l'Etat se contente d'un demi pour cent qui sert à couvrir amplement les fraix de monnayage.

En Angleterre, où la faveur du commerce est le principe & le motif de toutes les résolutions du Gouvernement, l'Etat rend aux particuliers poids pour poids, & titre pour titre, & supporte en entier la perte causée par les déchets dans les fontes, & tous les fraix de la fabrication des especes. Voici même un trait fort remarquable à ce sujet. Lorsqu'après la grande guerre pour la succession de la Monarchie d'Espagne, les Anglois s'aperçurent que leurs especes, sur-tout celles d'or, avoient été rognées & affoiblies, le Parlement ordonna une nouvelle refonte, rendit aux particuliers piece pour piece, & supporta en totalité la perte de cette grande opération, où il eut à rétablir le poids sur plus de neuf millions sterlings de numéraire.

Après ces différences énormes de fraix de monnayage en France, en Hollande & en Angleterre, il n'est pas étonnant que les hôtels des monnoies de ces deux derniers Etats soient toujours en action & en travail, au-lieu que les matieres manquent à ceux de France, au point que l'Etat est souvent obligé de renoncer à une partie de ce gain de deux & trois quarts pour cent, & de traiter avec des particuliers pour les engager à fournir des matieres, remede précaire, momentané & insuffisant. Le Négociant François qui charge des marchandises soit sur la flotte pour la Nouvelle Espagne, soit sur les gallions pour le Perou, & qui en reçoit le prix en piastres effectives, se donne bien de garde de les faire venir en France; il trouve un avantage considérable à les faire venir en Hollande ou en Angleterre. En Hollande il ne peut perdre qu'un demi pour cent; & en Angleterre il est sûr de recevoir poids pour poids, titre pour titre. De-là la grande importation des matieres d'or & d'argent qui se fait en Hollande & en Angleterre.

Une autre considération à faire c'est que le revenu que l'on croiroit tirer des hôtels des monnoies, seroit au moins illusoire, comme l'a très-bien prouvé notre Auteur. Si quelque Souverain déclaroit qu'une certaine quantité de métal, qui par son poids & son titre ne vaut entre les Nations commerçantes que la somme d'un écu, seroit néanmoins acceptée par ses sujets pour celle de deux écus lorsqu'elle auroit reçu l'empreinte de son coin, ce Souverain n'auroit pas pour cela accru ses revenus ou sa faculté de dépenser pour le service public, quoiqu'il parût y avoir pour lui un profit de moitié sur sa monnoie. 1^o. Les Etrangers ne prendroient jamais sa piece nommée deux écus que selon la valeur de son poids & de son titre qui ne seroit qu'un écu. 2^o. Ses propres sujets, qui sembleroient plus astreints à suivre la loi qui paroîtroit assurer au Souverain un grand revenu par son droit de monnayage, trouveroient cependant bientôt le moyen d'é luder cette loi en augmentant la dénomination de la valeur de leurs denrées, comme on auroit augmenté la dénomination de la valeur de la monnoie.

Le revenu que l'on croiroit tirer des hôtels des monnoies seroit donc un faux revenu qui n'auroit d'existence que dans sa dénomination, qui ne contribueroit

en rien à augmenter chez le Souverain la faculté de dépenser, & par conséquent la puissance de l'Etat, & qui au contraire nuirait à l'une & à l'autre par l'effet de la sorte de gêne & d'incertitude que met nécessairement dans le commerce l'usage de donner une dénomination différente à la valeur de deux morceaux de métal égaux en poids & en titre, & qui ne différeroient que par l'empreinte que l'un des deux auroit reçue.

ARTICLE V.

De l'Intérêt de l'Argent, & de l'Usure.

LES Auteurs qui ont examiné la matière du prêt à intérêt, ou autrement du fur ou intérêt exigé pour le prêt de l'argent, ont trouvé qu'il avoit ses avantages & ses désavantages. Ils se seroient peut-être expliqué d'une manière plus exacte, s'ils avoient dit que le fur modéré & légitime est avantageux, & que le fur immodéré, le seul, qu'on doit appeller usure, est injuste, infame & toujours pernicieux. L'usure seule ruine l'agriculture, le commerce, & l'industrie : elle seule arrête la circulation de l'argent, avilit les immeubles, ou biens fonds. Mais le fur modéré n'est sujet à aucun de ces inconvénients. Cela est bientôt dit. On demande s'il y a une loi physique ou politique qui fixe le taux de l'intérêt ou revenu sur-tout pour l'argent placé en constitution de rentes perpétuelles dans un Etat agricole ; & quelle est cette loi, supposé qu'il y en ait une. Un Auteur moderne qui s'est proposé cette question, l'a faite dans le point fondamental, & paroît l'avoir assez bien discutée. Le fur ou l'intérêt exigé pour le prêt d'argent, dit-il, est fondé de droit sur le rapport de conformité qu'il a avec le revenu des biens fonds, & avec le gain que procure le commerce. Avec de l'argent on acquiert la propriété & le revenu d'un bien fonds ; la propriété tient lieu du Capital de l'argent payé pour l'acquisition de ce bien, qui en outre rapporte annuellement un revenu. Ainsi par l'emploi de l'argent on acquiert un revenu annuel avec la conservation du Capital. Nous ajoutons que dans le commerce, un Capital d'argent se conserve, & rapporte encore un gain plus ou moins considérable qui peut être regardé comme un revenu ou un intérêt de ce Capital. Donc avec de l'argent on peut, dans l'ordre de la justice la plus exacte, acquérir un revenu annuel, avec la conservation du Capital de l'argent qui procure ce revenu. Quand quelqu'un prête de l'argent, il aliène donc une richesse qui de droit peut lui rapporter un revenu, avec la conservation du Capital qu'il aliène. Voilà le principe qui fonde la légitimité de l'intérêt exigé pour le prêt de l'argent. Il en fait aussi la mesure comme nous l'allons voir. Ne parlons d'abord que de l'argent placé en constitution de rente perpétuelle. Nous ferons ensuite mention des emprunts passagers usités dans le Commerce & la Finance.

Rien ne peut réellement produire de revenu que la terre ; le revenu de la terre est fixe & non arbitraire, quoique variable. Ainsi le prétexte du prêt à intérêt ne peut être fondé dans l'ordre naturel & dans l'ordre de la justice que sur le rapport de conformité de cet intérêt avec le revenu que l'on peut acquérir avec de l'argent par l'achat des terres. Donc l'intérêt du prêt de l'argent à rente perpétuelle n'est point arbitraire. Donc il doit suivre le taux du revenu des terres ; & tout intérêt excédant ce taux est illégitime. Ce qui se confirme par la ressemblance d'une constitution de rente perpétuelle avec un

bien fonds. En effet une constitution de rente perpétuelle, sur-tout si elle n'est pas rachetable, est un bien fonds acheté au prix du Capital, & la rente annuelle, ou autrement l'intérêt est le revenu que produit ce bien.

On fait assez que l'argent considéré en lui-même est une richesse stérile qui ne produit rien, & que dans les achats il n'est reçu que pour un prix égal à celui de la chose que l'on achete. Ainsi l'argent ne peut procurer de revenu que par l'achat d'un bien qui en produit, ou en l'aliénant à un emprunteur qui peut en faire le même emploi, parce qu'effectivement l'argent peut servir à cet emploi, & que celui qui le prête à constitution de rente, peut présumer avec raison que l'emprunteur se dédommagera, puisqu'il le peut, par l'emploi de cet argent même, de la rente qu'il se charge de payer annuellement & à perpétuité, s'il n'éteint pas cette rente par le remboursement volontaire du Capital.

Mais le prêteur ne peut présumer avec raison, pour décider lui-même arbitrairement du taux de l'intérêt de son argent, que l'emprunteur pourra loyalement se dédommager par un plus grand revenu que celui que les terres produisent, puisqu'il n'y a que les terres qui produisent réellement un revenu, & qu'il n'y a que ce revenu qui puisse servir de prétexte au prêt de l'argent à intérêt en constitution de rentes perpétuelles.

L'intérêt de l'argent a subi quatre réductions en France depuis un siècle & demi. En 1601. Sully réduisit cet intérêt du denier 10 & 12 au denier 16. En 1634. Le Cardinal de Richelieu réduisit l'intérêt du denier 16 au denier 18, & dans son édit il ne manqua pas de citer celui qui avoit été rendu sous Henri IV, & qui contenoit d'excellens principes sur cette matière. En 1665 Colbert fit une nouvelle réduction du denier 18 au denier 20. Ce taux a subsisté environ cent ans, & il vient d'être réduit du denier 20 au denier 25. Les suites heureuses des trois premières réductions, assurent le succès de la dernière. Le haut prix de l'intérêt est un appas qui engage les particuliers à placer leur argent en contrats de rente, & à vivre dans l'oïseté, au lieu de s'appliquer à la culture des terres, aux manufactures & au Commerce. Je ne fais si l'intention du Gouvernement François dans cette dernière opération qui lui fait tant d'honneur, a été de rapprocher le taux de l'intérêt de l'argent de celui du revenu des terres suivant les principes qu'on vient d'établir. Quoi qu'il en soit, l'effet en sera toujours le même, & tel qu'on doit l'espérer pour faire fleurir l'agriculture, l'industrie & le Commerce.

Cependant cette loi de la proportion entre le fur, & le revenu des terres, doit-elle avoir lieu dans les emprunts usités dans le commerce & la Finance, lesquels sont ordinairement passagers & sans aliénation du fonds? Nous avons dit nous-mêmes que l'intérêt exigé pour l'argent étoit fondé de droit sur le rapport de conformité qu'il a avec le gain que procure le commerce, aussi bien qu'avec le revenu des biens fonds. On pourroit donc s'en autoriser pour établir une proportion entre le taux de cet intérêt & le gain que procure le commerce, qui est bien au-dessus du revenu des terres. Ne voyons-nous pas qu'en France, pour prendre un exemple dans la même nation dont nous venons de parler, le prêt aux marchands, financiers & gens d'affaires, à dix pour cent, quoique le fonds ne soit pas aliéné, est permis & autorisé? Le célèbre Chancelier Bacon permet aussi de prêter à un intérêt plus haut aux commerçans qu'aux autres particuliers, à raison de leurs profits plus considérables; il veut même qu'on leur laisse le soin de fixer cet intérêt entre eux, parce que le sort du commerce étant très-inconstant, il n'est rien de plus incertain que le prix des denrées & par conséquent de l'argent. Des

Auteurs plus récents ont aussi répété la même chose. Laisant l'autorité à part, voyons ce que peut légitimement exiger le prêteur en quelque circonstance que ce soit, dans l'ordre de la justice la plus exacte.

Un Capitaliste qui renonce au commerce & à toutes sortes d'affaires & d'entreprises pour vivre oisif, est comme un possesseur de biens fonds en terres qui a ses fermiers. Le premier, soit qu'il prête son argent à des commerçans à courts termes, soit qu'il l'aliène à des particuliers en forme de constitution à rentes perpétuelles, n'a aucun droit d'en retirer un profit ou intérêt plus grand, que le second ne retire de revenu de ses terres. En vain alléguera-t-il le prétexte du grand gain que le marchand auquel il prête fera avec son argent. Car ce marchand est à l'égard du prêteur, comme le fermier relativement au possesseur de terres. Le fermier rend une somme stipulée de sa ferme ou cense : & c'est-là le revenu qu'en tire le propriétaire. Quant au surplus, il appartient au fermier, comme son salaire, le produit de son travail & de ses peines, en un mot c'est sa subsistance. Si le propriétaire veut jouir de ce produit que gagne son fermier, il faut qu'il laboure lui-même, qu'il fasse valoir lui-même ses terres. De-même le Capitaliste prêteur doit faire lui-même le commerce, s'il veut jouir des gains du commerce en tout ou en partie ; mais s'il veut se borner à placer son argent, il ne peut exiger que le produit naturel de l'argent qui est, comme nous l'avons dit ci-dessus, un intérêt proportionné au revenu des terres, parce qu'il n'y a que les terres qui produisent un revenu réel. Quant au gain considérable du négociant, c'est le produit de ses peines, le fruit de son industrie, le dédommagement de ses inquiétudes qui lui appartient à lui seul, sans que le prêteur y ait aucun droit dans l'ordre de la justice exacte, c'est-à-dire, pour ne rien retrancher de ce qui appartient à autrui.

Pour estimer le taux de l'intérêt du prêt de l'argent, il ne faut faire attention qu'à l'essentiel, sans égard pour l'accessoire : il ne faut pas examiner ce que telle somme peut produire entre telles ou telles mains, mais ce qu'elle doit rapporter, ce qu'on a droit d'en attendre en toute circonstance. Ce taux réglé par le revenu des fonds de terres est le seul que le prêteur a droit d'exiger de l'emprunteur, quel qu'il soit. Autrement il mettroit l'industrie de celui-ci à contribution, c'est-à-dire qu'il lui raviroit une partie de ce qui lui appartient. On sentira encore mieux la justesse de ce principe, en prenant l'inverse de la supposition actuelle, c'est-à-dire en supposant que l'emprunteur ne retirât pas de la somme qu'il emprunte, un profit égal au revenu que rapporte un bien fonds. Dans ce cas, l'intérêt au taux du revenu de la même somme employée à acheter une terre, n'en est pas moins exigible de droit naturel, quoique ce produit n'ait point eu lieu en faveur de l'emprunteur, parce cette considération n'entre pour rien dans le principe qui établit le fur. Ce n'est point le produit possible par telle ou telle circonstance dépendante de l'emprunteur qui fonde la proportion de l'intérêt du prêt de l'argent, c'est le revenu possible de droit ; ou autrement sa valeur représentative d'un bien fonds d'un certain revenu. Le prêteur n'étant point dans l'obligation de prêter son argent à un intérêt au-dessous du produit des terres, sous le prétexte que la somme prêtée ne rapporteroit pas à l'emprunteur un tel profit ; aussi n'a-t-il aucun droit naturel d'en exiger un plus grand, parce que l'emprunteur aura le talent d'en tirer un produit fort au-dessus du revenu d'une terre. La cupidité mutuelle du prêteur & le besoin urgent de l'emprunteur ont pu faire oublier ou violer ces principes qui n'en sont pas moins solides & décisifs dans

cette matiere : au moins ils méritent la plus sérieuse attention de la part de l'Homme d'Etat, puisque tout intérêt qui excède la proportion du revenu naturel de l'argent par l'acquisition des terres est une charge sur la Nation, également nuisible au commerce, à l'industrie & à l'agriculture.

ARTICLE VI.

Du Luxe & des Loix Somptuaires.

DE tout ce que les Auteurs on dit sur le Luxe, on peut recueillir quelques principes que nous allons rassembler ici en les exposant de la maniere la plus concise & la plus claire qu'il nous sera possible.

I.

On peut définir le Luxe l'usage que l'on fait de ses richesses & de son industrie pour se procurer une existence agréable. Cette définition peut servir à juger du luxe utile & du luxe nuisible. Car le luxe bien entendu & bien réglé peut être une source de prospérité pour l'Etat. Mais s'il passe les bornes que lui prescrivent certaines loix, il devient un monstre dévorant dont les ravages rapides annoncent la décadence de l'Etat.

II.

Le luxe, dit Mr. de Montesquieu, est en raison composée des richesses de l'Etat, de l'inégalité des fortunes des particuliers, & du nombre d'hommes que l'on assemble dans de certains lieux, c'est-à-dire dans les Capitales.

III.

Comme par la constitution des Monarchies les richesses y sont inégalement partagées, il faut bien qu'il y ait du luxe. Si les riches n'y dépensent pas beaucoup, les pauvres mourront de faim. Il faut même que les riches y dépensent à proportion de l'inégalité des fortunes, & que le luxe y augmente dans cette proportion. Les richesses particulières n'ont augmenté que parce qu'elles ont ôté à une partie des citoyens le nécessaire physique; il faut donc qu'il leur soit rendu. Ainsi pour que l'Etat Monarchique se soutienne, le luxe doit aller en croissant du laboureur à l'artisan, au négociant, aux nobles, aux Magistrats, aux grands Seigneurs, aux Traitans principaux, aux Princes, sans quoi tout seroit perdu.

IV.

Un petit Etat qui n'a que peu de terrain & peu d'industrie ne doit point contrefaire le faste des grandes Nations, parce que ses fonds passeroient en peu aux étrangers dont il seroit obligé de tirer tous les besoins de son luxe; au lieu qu'un grand Etat, qui renferme dans son sein tous les ouvriers du luxe, & qui en tire de son cru toutes les matieres, peut & doit introduire une grande magnificence, une somptuosité proportionnée aux fortunes de ses citoyens, parce que les dépenses y encouragent, animent & vivifient tout, & que l'argent circule & reste dans le pays.

V.

Les Républiques finissent par le luxe, sur-tout les Républiques commerçantes. Le commerce produit la richesse; la richesse engendre le luxe. On peut dire que le luxe est un fils dénaturé qui dévore sa mere & assomme son grand-pere. La grande disproportion des fortunes & la richesse inégale des particuliers sont des maux inévitables dans une République commerçante : ce sont néanmoins des maux, parce qu'elles font naître le luxe, & que le luxe est un

poison mortel pour un pareil Etat. Tout Politique désintéressé conviendra que la Hollande est dans sa décadence, & elle y est depuis l'introduction du luxe. Le luxe ôte le goût du travail, & plus on emploie de temps pour dépenser, moins il en reste pour gagner. Le luxe dévore l'aliment du commerce. On ôte de l'argent de son commerce, pour le donner à son luxe : le commerce en est appauvri d'autant. Il y a 70 ans que les plus grands négocians d'Amsterdam n'avoient ni jardins, ni maisons de campagne, comparables à celles que leurs commis possèdent aujourd'hui, suivant la remarque de l'Auteur d'un excellent Essai sur le luxe (*Imprimé à Amsterdam chez J. Foubert 1762*). Les équipages étoient rares & modestes : il étoit inouï qu'un négociant nourrit quinze & vingt chevaux pour promener son luxe fastueux. Mais aussi depuis la fondation de la République on n'avoit point vu tant de maisons ruinées, tant de faillites, qu'il y en a eu depuis dix ans.

Ce n'est pas dans une République que le luxe aide à la circulation de l'argent, parce qu'il y a un autre moyen de circulation bien plus grand, & plus salutaire. Le luxe fait circuler l'argent en le dissipant. Le commerce le fait circuler d'une manière reproductive qui le ramène avec augmentation. C'est encore une remarque du même Auteur dont l'ouvrage solide & profond ne fau- roit être trop médité. Vingt commis dans un comptoir sont plus utiles à l'Etat, que l'entretien de vingt laquais ou de vingt chevaux. Un grand négociant par la gestion de son commerce, procure le pain à un plus grand nombre de gens que ne fait le faste d'un grand Seigneur.

VI.

Dans une Monarchie le Souverain doit proportionner le luxe de son pays aux moyens qu'il a de le satisfaire par les richesses & l'industrie de ses sujets. Le luxe y devient dangereux, dès qu'il s'élève au-dessus de la proportion que nous avons marquée ci-dessus. Que chacun y dépense selon ses facultés, cela doit être pour que tout l'argent soit en circulation. Un grand Seigneur, dans les Monarchies, n'ayant point d'autre moyen de faire circuler son argent, que de le dépenser, sa dépense tourne au profit de l'Etat, parce qu'elle fait passer ses fonds entre les mains des artisans & des commerçans qui le font valoir. Mais lorsque le luxe excède les facultés de ceux qui s'y livrent, comme le mal devient général & gagne jusqu'aux dernières classes, alors il excède aussi les facultés totales de l'Etat, & ne manque pas d'avancer sa ruine. Les arts du luxe l'emportent sur les professions nécessaires les seules véritablement productives. Chacun s'enfle & creve. La pauvreté doit nécessairement succéder à un faste qui n'est qu'apparent faute de soutien. Ainsi les Monarchies ruinées par le luxe, ou plutôt par l'abus & l'excès du luxe, finissent par la pauvreté.

VII.

Quelques Politiques étrangers ont paru étonnés de l'extrême sévérité de la nouvelle loi somptuaire portée en Suede en forme d'Edit le 26 juin 1766. Mais, lorsqu'un Etat sent que des marchandises étrangères d'un trop haut prix demanderoient une telle exportation de siennes, qu'il se priveroit plus de ses besoins par la sortie de celles-ci qu'il n'en satisferoit par la jouissance de celles-là, la bonne Politique lui prescrit d'en défendre absolument l'entrée & l'usage. C'est le cas où la Suede se trouvoit depuis long-temps. Mr. de Montesquieu l'avoit déjà observé.

CHAPITRE XV.

Le Ministre Politique doit connoître les forces de l'Etat, & celles des Etats étrangers.

§. I.

C E que nous avons dit dans le Chapitre précédent touchant les revenus & les dépenses de l'Etat, éclaircit beaucoup la matiere embrouillée de ses forces, attendu que l'or est un nerf si essentiel dans le corps politique, que sa vigueur en dépend presque. Ce n'est pas à dire que les richesses seules soient capables de fortifier l'Etat à tous égards; de le défendre contre les entreprises de ses ennemis; de lui procurer des conquêtes, ni de le mettre en si grande estime chez les autres peuples, qu'elles puissent lui tenir lieu de tous les autres avantages. Il est pour lui d'autres principes de force, que nous allons développer dans ce Chapitre, & dont la connoissance est aussi nécessaire à l'Homme d'Etat que celle de ses ressources économiques dont nous venons de parler; & il lui importe de connoître ces nouveaux principes de force, non seulement par rapport à l'Etat à la tête duquel il se trouve placé, mais aussi relativement aux autres Etats: à cause de leur dépendance réciproque.

L'or ne fait pas toute la force de l'Etat.

§. I I.

Nous ne parlons plus des Revenus publics, mais de la richesse d'une Nation.

De la richesse d'une Nation.

Plus un Peuple a d'argent, plus il pourra se rendre fort; pourvû toutefois que le Gouvernement & le Peuple, abusant de leurs richesses, ne deviennent pas effeminés. Au contraire la disette d'argent, & l'épuisement des sources qui le communiquent sont de si grandes causes de foiblesse, qu'elles mettent tout un Pays hors d'état de repousser la force par la force.

Nous avons déjà prouvé que les beaux exemples de Sparte & de l'ancienne Rome, ces Républiques pauvres & invincibles tout-à-la-fois, ne sont plus de modèles à suivre; premièrement, parce que la valeur qui nous étonne dans l'Histoire des Hommes fameux de ces premiers temps, semble avoir beaucoup dégénéré dans notre siècle : en second lieu, parce que les guerriers d'aujourd'hui, fussent-ils aussi vaillants, & plus encore, que n'étoient les Spartiates & les Romains, que deviendroient-ils, vis-à-vis de cent mille arquebuses en feu qui vomissent la mort? L'intrepidité même, ou la force personnelle que feroit-elle devant un boulet embrasé, ou bien, sur cent arpents de terre que le salpêtre & le nitre mariés ensemble par une industrie infernale, font voler, en éclats brûlants, jusques à la moyenne région de l'air? Il est donc décidé que les richesses doivent à présent suppléer à la force, si l'on veut pouvoir se soutenir contre des attaques vigoureuses.

§. III.

Charles XII, Roi de Suede.
L'on nous dira que Charles XII. Roi de Suede, à la tête d'une poignée de gens, vainquit vers le commencement du siècle, une armée de cent mille hommes. Mais s'ensuit-il qu'il faille imiter ce Prince qu'une ardeur immodérée anima toujours? son habileté le soutint un peu de temps, la fortune le seconda de-même; mais enfin elle l'abandonna & toute la valeur de l'Alexandre du Nord ne put tenir contre la violence d'un globe de plomb, qui vint le terrasser. La témérité ne convient nullement à l'homme d'Etat; car outre que toute personne trop hardie ne manque guere de devenir la victime de son indiscretion, le Ministre Politique doit songer qu'il ne gère pas ses propres affaires, mais celles du Souverain; & que si son inclination particuliere le porte à braver les dangers, il doit les épargner à son Maître & à son Peuple.

Que l'Homme d'Etat juge donc des forces du Pays qu'il administre par les richesses qu'il remarque dans la nation, & pour assurer mieux sa marche, qu'il raisonne de-même à l'égard des Pays étrangers, sans mépriser jamais aucun de ceux qu'il ne
verra

verra pas opulens : car il n'est pas d'ennemi plus dangereux que celui que l'on ne craint point , parce qu'on le méprise. Après ce préliminaire, parlons de la force réelle des Etats.

§. I V.

Elle semble avoir beaucoup de rapport avec la force d'un mur , d'un Palais ou de tout autre ouvrage d'architecture , dont la solidité dépend à peu près des mêmes causes , que l'affermissement des Etats. En effet tout bâtiment élevé sur un sol mal assis , quelque bien construit qu'il puisse être , croulera bientôt : de-même un Etat , d'ailleurs bien constitué , s'il est dénué de finances , qui sont comme le terrain sur lequel sa base doit être assise , ne peut pas tarder de tomber en ruine. Voyons donc comment il faut qu'il porte sur ses fondements.

La force d'un Etat comparée à celle d'un Ouvrage d'architecture.

D'abord , nul Edifice ne sera durable , si son plan n'a pas été formé par un sage Architecte , qui , non seulement l'ait conduit selon toutes les proportions de l'art , mais encore , qui ait prévu ses déchets inmanquables par la suite du temps & disposé d'avance les moyens de les réparer : Ainsi , pour établir la force d'un Etat , il est besoin d'hommes de tête , tant pour le Politique , que pour le Militaire , qui connoissent l'essence de cette force , les moyens de la lui communiquer , & ceux de la relever dès les premiers signes d'abatement.

Ensuite , de-même que la solidité d'un édifice dépend , en partie , de la dureté des pierres qui le composent ; la force d'un Etat dépend aussi beaucoup de la valeur des sujets , que j'aime à considérer comme autant de pierres qui concourent à la formation de l'Edifice Politique.

§. V.

La valeur d'un peuple doit être estimée sur le tempérament qui fait son caractère & qu'on appelle *le génie national*. Il faut que ce génie , pour former un peuple excellent , soit éloigné de la crainte , porté à l'amour de la Patrie , & à la subordination au Souverain , soutenu d'une complexion saine &

Génie national.

robuste, capable de supporter la fatigue, & de se contenter d'une nourriture frugale : il faut qu'il soit doué d'assez de capacité & de mémoire, pour apprendre aisément, & retenir ses devoirs : il faut qu'il soit modéré dans ses passions, afin que le Souverain n'ait point à craindre de sa part, ni sédition, ni révolte; & qu'il puisse d'autant plus compter sur son courage contre les Ennemis, qu'il n'en fera jamais d'autre usage.

Il ne convient pas que le Peuple soit curieux, ni qu'il ait l'esprit pénétrant; parce que cette sorte de caractère n'est point du tout propre à l'obéissance qu'on exige de lui; il n'est pas à propos qu'il demande raison de chaque commandement qui lui est enjoint : cette disposition funeste seroit de tous les sujets, autant de contrôleurs des ordres du Prince, qu'ils n'exécuteroient jamais qu'après les avoir discutés, & trouvés bons. Or, le Peuple n'approuvant guere que ce qui lui plaît, & ne se conduisant que selon son caprice, & non par principes, il ne s'attache qu'à l'écorce : d'où il s'ensuivroit qu'au moyen de ses recherches, il ne se soumettroit jamais à des dispositions qui ne seroient pas de son goût; un tel peuple affoiblirait l'Etat, au lieu de le fortifier.

§. V I.

Peuple
d'un gé-
nie pe-
sant &
grossier.

Au contraire, le Gouvernement s'affermit, & repose à merveille sur un peuple d'un esprit pesant & grossier. Il faut convenir qu'à cet égard plusieurs Peuples de l'Europe ont assez les qualités propres à les rendre forts, & puissants. Si le génie national peche dans quelques autres, l'attention extrême qu'on a de les aguerrir supplée aux défauts qu'ils ont d'ailleurs : aussi quelque foibles que soient leurs dispositions pour la guerre, ils y sont tous élevés, comme on faisoit autrefois chez les Hebreux, à Sparte, dans Rome, où tout Citoyen étoit soldat : ainsi pouvoit-on dans le nombre, choisir les meilleurs hommes, pour en composer des armées formidables, sous la discipline & la conduite des plus habiles Généraux.

§. VII.

Peut-être seroit-il avantageux qu'à l'imitation des Hébreux, des Spartiates, & des Romains, chaque Sujet des Etats d'aujourd'hui fût, ou pût être militaire : mais il n'en est rien ; & nous n'irons pas réformer le monde. C'est au Ministre Politique à examiner les usages reçus dans le Gouvernement, pour former sur eux une idée des plus excellentes coutumes à établir ; ensuite, comparer à son modèle, les usages en vogue, afin d'en faire une juste estime, & les élever, autant qu'il pourra jusqu'à la perfection du prototype.

S'il convient que tout sujet soit soldat.

§. VIII.

Mais la force du peuple & son heureux génie national, comparés à la solidité des pierres qui composent un Edifice, ne suffisent point encore à l'affermissement de l'Etat. Pour donner à une tour la consistance nécessaire, il faut un ciment qui en lie fortement les pierres les unes aux autres : de même, pour rendre un Etat vigoureux, il faut un lien qui unissant ensemble tous les sujets, les attache inséparablement, & leur donne une fermeté que rien ne sauroit vaincre, & qui fait celle de l'Etat. Or ce lien si puissant, c'est l'amour de la Patrie (1), & par conséquent, des concitoyens. Cet amour dépouille les hommes de leur intérêt particulier, & les porte à sacrifier à la Patrie, tous leurs biens, & même tout leur sang. Quel nuage de preuves la Grece & Rome ne nous en donnent-elles pas ? Cet amour arma des millions d'hommes en faveur du légitime possesseur d'Hélène, contre son ravisseur injuste ; & ces hommes ainsi unis se sentirent assez forts pour entreprendre une guerre qui devoit durer dix ans, sans égard aux dangers auxquels ils s'exposaient, ni à la mort, dont plusieurs d'entre eux, & des plus intrépides, devoient être les victimes. Ce fut l'amour de la Patrie, qui inspira à Codrus le moyen de la sauver, en mourant de plein gré, pour elle, sous un habillement emprunté. Chez les Romains on connoît assez

L'amour de la Patrie, lien commun qui unit les membres du Corps politique.

ce qu'ont osé faire pour l'amour de la Patrie, les Horace, les Scévola, les Curcius, & mille autres. Cet admirable amour détruit dans le Peuple les bas sentiments, la pusillanimité, l'avarice, la crainte, & l'anime de ce courage, de cette générosité qui le rend invincible.

§. I X.

l'Accord
de tous
les mem-
bres de
l'Etat.

C'est beaucoup pour un Etat que la richesse, l'élévation des sentiments, l'excellent génie de la Nation, & l'amour sacré de la Patrie : mais ce n'est pas assez pour l'établir dans ce haut degré de force dont il a besoin ; comme il ne suffit pas, pour la parfaite solidité d'un Edifice, que le sol soit ferme, la construction dirigée par un habile Architecte, les pierres d'une dureté à toute épreuve, & le ciment qui les lie, de la meilleure espèce : il faut encore que la solidité du tout résulte de la convenance & de la bonne disposition des parties entre elles. Ainsi faut-il de l'harmonie dans un Etat ; parmi les sujets, les uns doivent être dressés à l'exercice de la guerre au moyen d'une discipline exacte ; & les autres employés aux charges, ou aux travaux qui leur conviennent, selon le talent d'un chacun ; afin que tous les membres de l'Etat, remplissant leurs fonctions diverses dans un accord parfait, ils concourent ensemble à lui procurer une force qu'il ne peut recevoir que de cette constante harmonie.

§. X.

L'Emu-
lation.

Toutefois, étant très-difficile de maintenir un Peuple dans l'exacte observance de ses devoirs, sur-tout dans le Militaire, où l'aspect fréquent de la mort est si capable de balancer l'amour de la patrie ; celui-ci semble demander quelque chose qui puisse aiguillonner le Peuple, jusqu'à le déterminer absolument en faveur d'un métier si dur. L'émulation sera cet aiguillon. Par elle, chacun voudra surpasser les autres en mérite : & l'on fait que l'amour-propre fait tout entreprendre. C'est pourquoi il seroit expédient que le Gouvernement incorporât quelques troupes étrangères dans celles de la Nation ; afin que celles-ci, sentant

la supériorité qu'elles doivent avoir sur les autres, s'animaient aux actions les plus héroïques : ce qui feroit une nouvelle force pour l'Etat. César, avant que de tourner ses armes contre les Germains, excita l'émulation parmi ses soldats, en comblant d'éloges la dixième Légion, par-dessus les autres ; & en déclarant qu'il oseroit, assisté d'elle seule, entreprendre la conquête qu'il méditoit : usage suivi des Romains, qui accorderoient toujours des titres d'honneur, & des gratifications au mérite ; parce qu'ils savoient combien ces moyens étoient capables de le produire. Aujourd'hui, l'honorifique touche moins dans les armées ; il faut donc lui substituer la concurrence des guerriers étrangers, afin de piquer l'émulation.

§. X I.

Mais, puisque la bonne discipline des troupes est si essentielle pour affermir un Etat, ne vaudroit-il pas mieux le rendre fort par le bras de tout un Militaire étranger bien aguerri, que d'exposer ses propres sujets aux cruels événemens de la guerre ? Non parce que l'amour de la Patrie, aussi nécessaire à l'Etat que la bravoure, manqueroit toujours à des hommes d'un autre Pays, & que ce seul défaut dans ces troupes étrangères, affoiblirait leur ardeur pour la victoire, non-seulement en faisant languir leur courage, mais encore, en les portant à écouter leur intérêt propre, & l'amour de la vie.

Troupe
étrangè-
res.

§. X I I.

Outre cela, combien ne seroit-il pas à craindre que, se voyant en état de faire la loi, elles ne subjuguassent enfin le Pays ? Philippe de Macédoine, à la tête des Thébains, prit Thebes, avec les mêmes soldats qu'il venoit de commander pour elle. Les Carthaginois, après leur première guerre contre les Romains, virent le moment qu'ils alloient devenir esclaves des troupes étrangères qu'ils avoient à leur solde ; & les Germains se rendirent maîtres de toutes les Provinces des Gaulois qui les employoient à leur service. Il ne faut donc

Danger
d'en em-
ployer
un trop
grand
nombre.

pas croire que la force d'un Etat puisse provenir du trop grand nombre de Milice étrangere bien aguerrie : ce qui la procurera, cette force, ce sera la valeur des soldats citoyens excitée par l'émulation de quelques bonnes troupes étrangères mêlées parmi eux, comme nous l'avons dit, & comme nous le prouverons mieux dans la seconde Partie. (2)

§ - X I I I.

Des
moyens
de con-
server les
forces
d'un E-
tat.

La force intime d'un Etat consiste dans l'heureuse concurrence des richesses, avec l'habileté des Ministres; le bon tempérament des sujets, l'amour de la Patrie, & l'exacte discipline militaire : mais il est question de la conserver cette force, de l'accroître, s'il est possible. Revenons à notre comparaison de cette force avec la solidité d'un édifice. S'il est isolé, & en rase campagne, exposé aux vents, aux débordements des rivières, aux ouragans, il durera bien moins que s'il se trouvoit à l'abri de beaux & grands arbres, ou entouré d'autres bons batiments, comme dans une Ville. De même un Etat qui n'a que les appuis qu'il tire de lui-même, subsistera moins qu'un autre qui se trouvera protégé d'ailleurs. Les hommes, les principaux soutiens d'un Gouvernement, sont par leur condition humaine, si sujets à l'inconstance, & dans leur caractère, & dans leur tempérament, qu'il n'est pas possible qu'ils se maintiennent toujours dans le même état de vigueur. Dans ce temps de crise, la chose publique est en danger par l'affoiblissement des forces intérieures; & l'ennemi peut avoir bon marché d'un Etat qui marche de lui-même à sa ruine. Il faut chercher un remède à cette maladie du corps politique, qui lui rende sa première force, le renouvelle pour ainsi-dire & le fasse renaître; ou ce qui vaut encore mieux, un préservatif qui l'empêche de tomber dans la langueur & l'abattement. Il est trois especes de préservatifs, toutes, sinon essentielles, du moins fort utiles.

§. X I V.

Le premier est celui des Places fortes, Châteaux & Forteres-
 ses bien situées dans l'Etat, & principalement sur ses fron-
 tieres. Si quelques Peuples n'ont ni villes, ni Châteaux, s'ils
 vivent épars dans les campagnes, sous des tentes, s'ils met-
 tent toute leur confiance dans la vigueur de leurs bras, tels
 que les Tartares, les Indiens du Mogol, les Abissins, & d'au-
 tres Nations de l'Afrique : c'est que ces gens-là ne craignent
 rien moins que d'être attaqués ; car qui oseroit les entrepren-
 dre dans leurs vastes Régions entourées de déserts impraticables
 & stériles ? Mais, dira-t-on, les Forteres-
 ses & les Châteaux qui servent à fortifier un Etat, & qui en effet le défen-
 dront bien, tant qu'il en sera maître, lui deviendront nuisi-
 bles, si l'ennemi vient à s'en emparer. Nous répondons que
 les Forteres-
 ses & Châteaux de l'Etat ne peuvent tourner au
 préjudice du Pays à moins qu'il n'ait ni troupes ni armes à op-
 poser à l'ennemi : mais qu'on y mette de bonnes garnisons,
 & qu'on les approvisionne bien de toutes sortes de munitions ;
 il est sûr que bien loin de pouvoir en aucun temps nuire à l'E-
 tat, ils feront toujours sa défense.

Les For-
 teresses.

§. X V.

Nous avouerons pourtant qu'il ne conviendrait gueres
 à un Etat de trop multiplier ses places de défense, parce qu'en-
 fin, quelque puissant que l'on soit, il est mal-aisé de pourvoir à
 trop de besoins, & il n'est pas rare de voir tomber une place
 forte entre les mains des ennemis, soit par la faute d'un Gou-
 verneur infidèle, soit par le manque de vivres, & d'autres se-
 cours interceptés : ce qui, à la vérité, affoiblirait l'Etat, au-lieu
 de le fortifier. Mais, que les fortieres soient en nombre suffi-
 sant placées aux portes de l'Etat, il lui sera facile de les conser-
 ver à son très-grand avantage.

Il ne faut
 pas trop
 les mul-
 tiplier.

§. X V I.

Armée
Navale.

Le second préservatif est celui d'une armée navale : elle protège les Ports & les côtes du Pays, tient l'Ennemi en échec, empêche les descentes, combat ses Vaisseaux ; & lorsqu'elle les défait, elle peut quelquefois pousser ses conquêtes jusque dans les terres de leur Souverain. Il n'en est pas des Vaisseaux de guerre, comme des Forteresses dont nous avons dit qu'il ne faut pas en avoir beaucoup : la plus grande sûreté d'un État est dans le plus grand nombre de ses Vaisseaux ; leur défense est plus facile que celle des Places fortes, n'étant pas sujets, comme elles, à devenir la proie de l'Ennemi ; car avant que de se voir forcé de les lui rendre, on fait les brûler. D'ailleurs il y a beaucoup moins à craindre de la fidélité de leurs Capitaines, que de celle des Commandants de Place ; attendu que sur des Vaisseaux qui touchent à leur perte, l'on n'a ni le temps, ni le moyen de se ménager un pour-parler avec les Ennemis ; & si l'évasion n'est pas praticable, il faut vaincre ou périr.

§. X V I I.

Avantages d'une
nombreuse
Marine
guerrière.

Une raison qui prouve bien la nécessité où l'on est, d'avoir grand nombre de Vaisseaux, c'est qu'ayant à combattre ceux de l'Ennemi, lesquels sont pour l'ordinaire, aussi forts que ceux de l'État, plus il leur en peut opposer, plus aussi la victoire est sûre. Outre cela, avec une nombreuse Marine, l'on porte aux villes & aux armées à quelque distance qu'elles puissent être, les secours convenables : l'on transporte des troupes, pour entreprendre, ou pour continuer une guerre ; & tout se fait sans obstacle, par la quantité de Vaisseaux, dont une partie amuse les Vaisseaux ennemis, tandis que l'autre passe par des chemins libres : sans compter le grand avantage qu'il y a à pouvoir faire des débarquements de soldats assez nombreux, pour ne pas craindre de les voir accablés par ceux qu'ils doivent attaquer & combattre.

§. X V I I I.

§. X V I I I.

Le troisieme préservatif des forces d'un Etat, consiste dans les alliances qu'il fait se ménager avec les Puissances étrangères. Ces alliances lui seront avantageuses en deux manieres : premièrement, en ce qu'il en retirera au besoin des secours en vaisseaux, troupes, ou argent; & en second lieu il pourra engager ses alliés à faire diversion d'armes en occupant ailleurs les forces de l'ennemi.

§. X I X.

Quant au premier avantage, il est grand, pourvu qu'il ne soit sans doute pas excessif : les troupes auxiliaires excitent l'émulation des Nationales, comme nous l'avons dit, & elles rendent d'ailleurs des services réels; mais si elles étoient trop nombreuses, elles pourroient faire beaucoup plus de mal, que de bien; & voici comment. Elles obéissent difficilement au Général en chef : comme étrangères, elles ne sont pas animées de zèle pour le pays qui les soudoie : elles s'attribuent toute la gloire des bons succès, & chargent de la honte des événements fâcheux les Troupes Nationales; d'où il arrivera aisément que dans une victoire, s'arrogant une trop grande portion de récompense, elles opprimeront l'Etat plus qu'elles ne peuvent le servir. Ainfi les Turcs, après avoir servi, en qualité de Troupes auxiliaires, dans les armées des Empereurs de Constantinople, s'emparerent d'une grande partie de la Grece, qu'ils venoient de défendre pour eux, & enfin envahirent tout. De-même, si l'Etat que des étrangers secourent, vient à avoir du dessous, il sera dangereux qu'ils ne profitent de sa foiblesse, pour essayer de le subjuguier. C'est pourquoi il faut user de beaucoup de réserve à admettre un grand nombre de Troupes auxiliaires : & ce qui convient le plus c'est de n'en accepter que ce qui suffit pour animer d'une émulation généreuse les soldats du Pays.

§. X X.

Et quant à la diversion d'armes, elle est bien autrement avantageuse & désirable, que ne le sont les Troupes auxiliaires; car

ses effets ordinaires font d'intimider l'Ennemi, de déconcerter ses desseins, de faire cesser ses attaques, de ravager ses terres, de diviser ses forces, pour les rendre d'autant moins redoutables. De plus, on n'y a pas à craindre les inconvénients que nous avons remarqués dans l'usage des Troupes auxiliaires, puisque les soldats du Prince ami, ne se trouvent pas dans le cas d'obéir à d'autres, qu'à leurs propres Généraux ; ni de prétendre rien plus que les récompenses de leurs propres actions, & les vrais fruits de leurs victoires. L'on n'aura pas sujet, non plus d'appréhender de leur part des entreprises contre l'Etat, puisqu'ils en sont loin, & uniquement occupés à combattre pour lui, en se défendant eux-mêmes contre l'Ennemi commun.

Tels sont les avantages qui proviennent des intelligences que l'on fait se ménager avec les Cours étrangères, pour garantir les forces intérieures de l'Etat. Or, ces avantages du dehors concourant avec ce qui fortifie l'intérieur de l'Etat, qui sont ses places de défense & sa marine guerrière, il pourra résister aux plus puissans ennemis.

§. X X I.

Juste
estima-
tion que
l'Hom-
me d'E-
tat doit
faire des
forces de
son Pays
& de cel-
les des
Puissan-
ces étran-
gères.

Nous avons vu dans le Chapitre précédent que le Ministre Politique est dans l'indispensable nécessité de connoître les Revenus & les charges de l'Etat pour trois raisons : premièrement afin d'en mesurer la valeur, juger de ce qu'il peut effectuer avec de pareils moyens ; ensuite pour savoir la meilleure manière d'accroître les uns & diminuer les autres, toujours au plus grand bien de l'Etat ; enfin parce que les erreurs à cet égard sont très-dangereuses, & qu'il ne sauroit trop être exact dans l'estimation réelle des Revenus de l'Etat comparés à ses charges. Ces mêmes raisons prescrivent au Ministre Politique d'étudier les forces de son Pays & celles des Puissances étrangères (3).

Il est évident que l'Homme d'Etat ne sauroit juger de ce que son Pays doit craindre ou espérer de la part de ses voisins, que par la connoissance de ses forces & des leurs. Un

Souverain sera souvent trompé sur cette estime à l'égard des Puissances étrangères, si l'Homme-d'Etat adulateur, ou peu instruit, les lui représente plus foibles qu'elles ne sont en effet : ignorance qui peut être suivie des plus grands malheurs. Si au contraire le Ministre redoute tel ou tel Peuple, plus qu'il n'est redoutable, il fera perdre à son Souverain par une crainte mal fondée les avantages (supposé justes) qu'il eût retirés infailliblement par une contenance plus assurée.

§. XXXI.

De la connoissance des forces de l'Etat, & de celles des Etats étrangers, naît ensuite le parallèle à faire de celui-là avec les autres. Parallèle essentiel, pour savoir jusqu'à quel point on peut résister à l'Ennemi, ou se promettre la victoire. Cette règle fut excellemment bien observée par Eudemus Athénien, qui se trouvoit auprès de Darius quand ce Prince, dans les champs de Babilone, fit parade de l'armée immense qu'il conduisoit contre Alexandre. Cet Eudemus interrogé par Darius sur ce qu'il pensoit de tant de forces contre son Ennemi ; après avoir comparé exactement la valeur des soldats des deux partis, ne balança pas de répondre, *que la Perse avoit besoin de faire ses recrues dans le Pays d'où Alexandre tiroit les siennes* ; voulant dire que les soldats de Darius, tout innombrables qu'ils étoient, ne tiendroient pas contre le petit nombre de Grecs aguerris par le Héros de Macedoine : parole qui eut son effet aux Piles Amaniques, où Darius fut vaincu, & toute son armée taillée en pièce. Si le Roi de Perse avoit comme Eudemus, connu ses propres forces, & celles de son terrible Ennemi ; s'il avoit bien fait le parallèle des unes avec les autres, il n'eût pas trop présumé du nombre de ses troupes ; ou il s'en fut donné de meilleures : ainsi la connoissance d'un objet si important lui eût fait éviter sa perte.

Nous avons expliqué les principes des forces d'un Etat, & démontré combien le Ministre Politique est obligé de les connoître, & d'être instruit de celles des Princes étrangers.

Parallèle
des unes
& des
autres.

Faute de
Darius
à cet
égard.



NOTES

SUR LE CHAPITRE XV.

NOTE (1). Page 347.

PUISQU'IL s'agit de Patriotisme ou d'amour de la Patrie, & que notre Auteur ne considère cette vertu morale que dans le peuple, il ne fera pas hors de propos de la considérer ici dans l'Homme d'Etat, & de faire voir combien il est essentiel qu'il soit bon Patriote.

Le génie & la science élèvent un Ministre d'Etat au-dessus des esprits inférieurs ; mais la probité naturelle & l'amour du bien public le rendent bien plus recommandable. Une Nation peut s'honorer d'avoir produit de grands Hommes d'Etat : le nombre de ses Ministres vrais patriotes lui fait encore plus d'honneur.

Il paroît que l'on n'a pas assez distingué jusqu'ici le sens particulier à chacun de ces deux mots, *Homme d'Etat* & *Patriote*. Quelques gens se servent trop indifféremment de l'un ou de l'autre, comme s'ils étoient synonymes, sans faire attention qu'un Patriote n'est pas un Homme d'Etat, & qu'un Homme d'Etat n'est pas toujours un Patriote, quoiqu'il dût toujours l'être pour servir utilement son Pays. Gresham & Middleton furent des Patriotes distingués. Wolfey & Buckingham ne furent que des Hommes d'Etat. Quelle différence entre les idées que ces noms excitent dans notre esprit, sur-tout dans l'esprit d'un Anglois ! Sous ce point de vue il y a eu plus d'Hommes d'Etat que de vrais Patriotes à la tête des affaires ; & l'on pourroit citer bien de ces Hommes d'Etat, justement réputés pour tels par leur politique profonde, qui n'ont jamais fait une action propre à leur mériter le titre de Patriotes.

Une bonne définition de ces deux caractères fixera une bonne fois les idées du public, & le mettra en état de les apprécier avec équité. Chacun a son mérite particulier ; mais ils doivent être réunis dans la même personne pour que la Patrie puisse en recueillir les avantages qu'elle a droit d'en attendre. Heureux le Pays qui voit à sa tête plusieurs de ces Sujets dans qui une heureuse combinaison des qualités de l'esprit & des vertus du cœur fait de l'Homme d'Etat un vrai Patriote, & du Patriote un grand Homme d'Etat.

L'Homme d'Etat, dans le sens propre & avantageux du mot, est celui qui, parfaitement instruit du droit de la Nature & des Gens, connoît également bien & les hommes & les choses ; qui fait, veut & fait ce qu'exige l'intérêt le plus réel de son Pays, selon les loix de sa constitution, dont il connoît jusqu'à la moindre circonstance ; qui soutient l'Etat au-dehors contre le choc de ses voisins & contre les entreprises des Puissances plus éloignées ; qui au-dedans fait tenir la balance entre les prérogatives de la Couronne & les droits des

Sujets ; qui connoît les moyens de porter la somme de bonheur dont le Peuple est susceptible, au plus haut point, & qui les emploie de la manière la plus efficace.

Lorsqu'un homme de cette trempe est à la tête des affaires, qu'il agit selon la vaste étendue de ses connoissances, & que son intégrité sur-tout égale sa capacité, il est sûr de la plus grande vénération des Peuples. Il réunit à la fois les lumières de l'Homme d'Etat & les vertus du Patriote : il mérite ces deux titres. On le regarde comme l'Ange tutélaire de la Patrie. Le bonheur de l'Etat est justement attribué à la sagesse de ses conseils, à la sûreté de ses démarches, à l'habileté avec laquelle il dirige tous les mouvemens de la machine politique. Survient-il quelque danger, tous les yeux sont attachés sur lui : tous les cœurs l'implorent avec confiance, & ils ne l'implorent pas en vain. Alors l'Homme d'Etat est véritablement l'Homme de l'Etat & le vrai Patriote.

Le même titre se donne aussi, dans un sens plus étendu & moins propre, à des hommes qui n'ont aucune ressemblance avec le portrait que je viens de faire. On le donne, par exemple, à un Ministre qui a plus d'intrigue que de savoir, & encore plus de savoir que de vertu : à un autre qui ayant du savoir & de la vertu n'en tire aucun secours pour le bien de l'Etat, parce que son esprit pusillanime incapable de résolution, cède lâchement à l'impresion d'autrui ; il voit le bien, il le veut, & il n'a pas le courage de l'entreprendre malgré des avis contraires. L'usage le donne encore quelquefois à un homme dont l'ame toute dévouée à l'intérêt, fait cacher cette passion basse & fardide. Que pensent aujourd'hui les Anglois des Spenfer, des Gaveston, des Wolfey ? Lorsqu'il paroît de ces monstres dans le monde politique, ils sont chargés de toute la haine des Sages ; mais il y a aussi de vils adulateurs qui les honorent du titre d'Homme d'Etat. Leur mémoire est en horreur à la postérité. Tous les vœux & toutes les forces doivent se réunir pour leur chute. Telle fut la juste indignation des Romains, sous l'Empire de Tibere, contre Sejan dont la perte combla leurs desirs, & qui est encore aujourd'hui détesté de tous les cœurs vertueux.

On doit conclure que le nom d'Homme d'Etat ne laisse pas d'être quelquefois équivoque, & qu'il a décoré des hommes d'un caractère très-oppoé, parce qu'on l'a donné plutôt à la place qu'au mérite.

En est-il ainsi du titre de Patriote. Ce dernier caractère paroît plus décidé. L'amour de la Patrie est sa vertu. Il n'a d'intérêt que le bien public, qui semble avoir comme absorbé tous les autres. Si jamais il perdoit de vue ce principe, il perdrait en même-temps le nom de Patriote.

Le Patriote est prêt à quitter les douceurs d'une vie privée dès que le salut de la Patrie l'exige. Il prend part aux dissensions civiles pour en éteindre le feu, & aux cabales pour réprimer les factieux : il pénètre leurs maneges, il traverse leurs desseins, il s'oppose fortement à leurs entreprises : il allume dans tous les cœurs le zèle patriotique qui anime le sien, tout cela sans aucun retour sur lui-même, par l'amour seul de la Patrie. Le salut de ses concitoyens, la défense de leurs privilèges & de leur liberté, l'abaissement de tout pouvoir qui aspire au despotisme, voilà l'objet de ses soins dans tout Etat modéré, le mobile de ses actions, le but où tendent tous ses vœux & tous ses efforts.

Cependant l'homme peut abuser de tout ; & il n'est rien dont il soit plus facile d'abuser que des mots. Quoique l'amour pur & désintéressé du bien public soit le caractère du Patriote, cet amour peut être illusoire, aveugle, indiscret, mal dirigé. J'ose même dire que dans la première chaleur des esprits,

il est presque toujours excessif dans les jugemens qu'il porte de l'Administration, lorsqu'il croit avoir à se plaindre du Gouvernement; & dans les remèdes qu'il propose contre un mal quelquefois imaginaire, & toujours moins grand qu'il ne le fait. Le Patriotisme est susceptible d'enthousiasme, même de fanatisme, & ses vues, toutes droites qu'elles sont, peuvent devenir préjudiciables à l'Etat.

Quand on n'assiste pas au Conseil, on voit mal ce qui s'y passe; & si on ne le voit pas bien, peut-on en juger sainement? C'est dans les grandes places que l'on est plus sujet à faire des fautes, par la multiplicité des objets à combiner & à accorder, par les contradictions que l'on éprouve, par la crainte de ne pas réussir, par la foule des censeurs capables d'intimider les âmes les plus droites, par certaines circonstances si délicates, si critiques, qu'elles n'offrent quelquefois d'autre ressource que celle de choisir le moindre de deux maux. Les Patriotes prétendus ne sont pas ces réflexions. Ils imputent tout au vice du cœur, à l'ambition, à l'avarice, & rien aux bornes naturelles de l'esprit humain, rien au malheur des circonstances, rien à l'embarras des affaires, rien à des accidens qu'il étoit moralement impossible de prévoir. Toutes ces choses & une infinité d'autres semblables influent plus ou moins sur la conduite des Ministres; elles doivent donc être mises dans la balance qui sert à peser leurs actions, autrement on risque de se méprendre grossièrement.

On ne doit pas fermer volontairement les yeux sur une malversation évidente. Ce seroit s'en rendre complice. Mais qu'il faut de prudence & de lumières pour en juger équitablement! La liberté dont jouit le Peuple Anglois de censurer ouvertement les opérations du Ministère rend cet emploi doublement difficile, parce qu'il s'y livre plus volontiers & avec moins de précaution.

- N O T E. (2) Page 350.

EN général les troupes étrangères coûtent beaucoup plus que les nationales, elles servent beaucoup moins bien, & l'on doit craindre d'en être trahi: trois raisons plus que suffisantes pour s'en passer. On pourroit ajouter une infinité d'autres exemples à ceux que notre Auteur allègue pour faire voir que les services de ces troupes étrangères sont extrêmement dangereux. Il arrive trop souvent que les Princes ambitieux assistent les uns pour opprimer les autres & les assujettir tous à la fin. Le secours le plus puissant est sûrement le plus redoutable. Combien de fois l'intention de celui qui envoie ce secours est-elle de donner un maître en offrant un allié, & de subjuguier celui qu'il fait semblant de vouloir secourir. L'Histoire en offre trop de preuves frappantes pour ne pas rendre les Princes très-circonspects à demander ou accepter des secours de troupes, sur-tout si c'est pour faire la guerre dans leur propre Pays. Quiconque se repose sur les autres du soin de sa défense, met son bien, son repos & sa vie au pouvoir de ses défenseurs. Il se met dans une situation précaire où dépendant toujours de la volonté d'autrui, il est pour-ainsi-dire à sa discrétion. Le même intérêt qui fait passer les troupes stipendiaires dans un parti, peut les faire passer dans le parti contraire.

Philippe de Macédoine, appelé au secours des Thebains, leur ravit la liberté après qu'il les eût aidés à vaincre leurs ennemis.

Carthage, en sortant de la première guerre Punique contre les Romains, pensa être opprimée par les soldats mercenaires dont elle étoit remplie.

Les Celtibériens subornés par les Romains, abandonnerent les Carthaginois;

& corrompus depuis par les Carthaginois, ils abandonnerent les Romains.

La première origine de la décadence de l'Empire Romain est attribuée aux armes des Gots qui vinrent à son secours & qui ensuite le démembrement.

Les Romains eux-mêmes s'étoient faits les protecteurs & les alliés de tous les Peuples pour les asservir tous.

L'esclavage de la Grece qui gémit sous le joug des Infidèles, n'a commencé que par un secours de dix mille hommes que l'Empereur Andronic Paléologue le jeune y fit entrer pour faire la guerre à ses voisins. Ce Prince remporta de grands avantages sur ses ennemis; mais ses nouveaux amis ne voulurent plus sortir de la Grece, & ils en sont demeurés les maîtres.

François Sforce, appelé à Milan, après la mort du Duc Philippe, défit les Vénitiens, & s'unit aussitôt avec eux pour envahir le Milanais.

Les Vénitiens eux-mêmes qui s'étoient rendus redoutables sur la mer, où ils ne combattent qu'avec leurs propres forces, n'ont jamais eu la même réputation sur la terre où ils emploient des armes mercenaires. Ces armes dangereuses firent perdre à la République de Venise à Vaila en une seule bataille, ce qu'elle avoit acquis par de grands travaux en huit siècles.

Lorsque la Nation qui fournit les troupes étrangères est attaquée, le Prince qu'elles servent en est abandonné dans ses plus grands besoins. C'est ainsi qu'en usèrent les Grisons qui étoient au service de François I. lorsque Jean-Jacques de Medicis attaqua leur Pays.

Sans être attaquée, la Nation qui fournit les troupes devient quelquefois l'ennemie de celle à laquelle elle les fournit. Les François ne furent jamais si embarrassés que lorsque les Suisses se déclarèrent leurs ennemis. Car comme Charles VIII. & Louis XII. s'étoient toujours servis de l'Infanterie Suisse, la France eut à combattre des ennemis agguerris à ses dépens, & ne put leur opposer que quelques Gascons qui composoient alors toute l'Infanterie nationale.

Ces mêmes Suisses firent éprouver à Charles VIII., à Louis XII. & à François I. dans leurs guerres d'Italie, tous les inconvéniens des troupes mercenaires. Ils voulurent se saisir de la personne de Charles VIII., comme ils livrèrent dans la suite celle du malheureux Ludovic Sforce; ils s'emparèrent de places qui appartoient à la Puissance qui les avoit soudoyés, & lui firent la guerre. Ils firent des alliances avec elle & les rompirent; ils l'abandonnerent dans des circonstances critiques; ils se mutinèrent souvent, & pour tout dire en un mot, une partie de leurs troupes se retira à la veille de la bataille de Pavie, & l'autre se comporta mal dans l'action.

Les armées d'Espagne n'étoient composées que d'Allemands, de Hollandois & d'Anglois, à la mort de Charles II. toutes ces troupes auxiliaires & stipendiaires se retirèrent lorsque Philippe V. monta sur le trône, & leurs maîtres firent la guerre à ce Monarque. Si les Suisses qui servoient alors la France continuèrent de la servir, quelques-uns des Cantons mêmes qui louoient leurs troupes à la France, ne laisserent pas de favoriser le passage des armes & des hommes qui alloient joindre le Général Mercy. Le Duc de Hanover, l'un de nos ennemis, ayant passé le Rhin à Sherek près de Philisbourg, fit mine d'attaquer les lignes de Weissembourg où le Marechal d'Harcourt s'étoit renfermé. Cette feinte avoit pour but de faciliter l'exécution d'un projet important dont ce Prince avoit chargé Mercy. Ce projet étoit de pénétrer dans la Haute Alsace, pour donner la main au Général Thaun qui devoit passer le Rhône, & établir une communication au travers de la Franche-Comté. Mercy traversa le Canton de Basse, à la tête de cinq mille hommes, sans que les Suisses s'op-

possissent à son passage, eux qui avoient fait tant de bruit toutes les fois que les François, anciens alliés des Cantons, avoient approché de leur territoire. Etant entré par-là dans la Haute Alsace, il s'avança entre Brisach & Huningue, vis-à-vis de l'Isle de Neubourg où les François avoient cinq escadrons & huit bataillons qui l'abandonnerent. Mercy l'occupa, y jeta un pont, & marcha à la tête de tout ce qu'il avoit rassemblé de troupes contre le Comte du Bourg, Lieutenant-Général, que d'Harcourt venoit de détacher avec dix-huit escadrons, six bataillons, & quatre cents grenadiers. Ils se rencontrèrent entre Hornesstadt & Rumersheim, à une demi-lieue de l'Isle de Neubourg. Le combat ne dura pas une heure. L'Infanterie Allemande jeta ses armes, après avoir fait une décharge, la Cavalerie la suivit à toute bride pour gagner le pont qui se rompit presque aussi-tôt qu'elle commença à passer; & de sept à huit mille hommes qu'avoit Mercy, il ne s'en sauva guère que deux mille. Le reste fut tué, pris, ou noyé. Si Mercy n'eût pas été battu, la France auroit appris à ses dépens de quelle conséquence étoit ce passage clandestin, & combien on doit compter sur les alliés même dont on a les troupes à sa solde. Ces exemples ne sauroient être trop étudiés & médités par l'Homme d'Etat.

NOTE (3). Page 354.

QU'EST-CE qui constitue la puissance réelle & intrinsèque d'un Etat ? On se trompe souvent dans la solution que l'on donne de cette importante question, sur-tout lorsqu'on fait trop d'attention à certaines apparences brillantes qui en imposent. Un Etat peut avoir un vaste territoire, chargé d'habitans, & avec cela beaucoup de richesses, & n'être encore qu'une Puissance trop foible pour résister à une autre qui ne possédra pas ces avantages dans le même degré. L'Asie nous offre de ces vastes Monarchies, riches & très-peuplées, qui sont bien moins puissantes que plusieurs Etats de l'Europe qui n'ont pourtant ni des Provinces aussi vastes, ni des richesses aussi immenses, ni des peuples aussi nombreux. Une seule de ces qualités suffit encore moins pour rendre un Etat puissant & formidable. A l'égard de l'étendue de terrain, il suffit de jeter les yeux sur la carte & de mesurer les limites de l'Empire Ottoman, pour se convaincre que la puissance d'un Etat n'est pas toujours en proportion avec le Pays qu'il possède. Plus d'une fois toutes les forces Ottomanes ont été arrêtées par la République de Venise, & insultées par l'Ordre de Malte. L'Espagne, le Portugal, la Hollande & d'autres Etats prouvent aussi que les richesses ne font pas la puissance. Elles y contribuent, mais c'est l'art de savoir tirer tout le parti possible de l'étendue du Pays, du nombre des habitans & de la richesse d'un Etat qui en fait la puissance & la force réelles.

Les Politiques définissent la puissance, *la réunion des qualités, propriétés & ressources qu'un Etat trouve en lui-même pour se faire respecter des autres Etats, se défendre contre leurs attaques, & faire valoir au besoin les droits & les prétentions qu'il peut avoir à leurs charges.*

On compte jusqu'à sept caractères principaux de la puissance réelle. 1. Une grandeur raisonnable de terrain; 2. Une population proportionnée; 3. Une situation locale avantageuse; 4. De l'industrie, un Commerce florissant : cette partie devient tous les jours plus essentielle; 5. Une liaison immédiate avec le système de l'Europe qui donne de l'influence dans toutes les grandes affaires; 6. Un peuple laborieux, actif, vaillant, plein d'honneur & d'amour patriotique; 7. Un système de Gouvernement sage, éclairé, fondé sur les vrais principes politiques.

politiques. Voilà les caractères d'après lesquels chaque Nation peut apprécier sa puissance réelle.

Il y a une autre espèce de puissance qu'on nomme relative & qui consiste dans la foiblesse des Etats circonvoisins. Les Etats qui partagent l'Italie, sans avoir une grande puissance réelle, ne laissent pas d'être respectables les uns aux autres, par la force relative qu'ils possèdent.

La puissance d'opinion n'est pas fondée sur des forces réelles, mais sur la considération que lui portent les autres Nations. Telle est la puissance politique du Pape. Comme Prince séculier, il est peu redoutable. Comme Chef de la Chrétienté, il a une influence extraordinaire dans la plupart des Cabinets de l'Europe.

La puissance accessoire consiste dans la possession de contrées, isles ou colonies lointaines qui sont séparées du corps de l'Etat, par des mers, ou d'autres Etats. Cette puissance accessoire affoiblit souvent la puissance réelle, lui étant onéreuse par les soins qu'elle exige, & les charges qui en sont inséparables.

En jugeant des différentes Puissances de l'Europe sur les principes qu'on vient de développer, on peut les ranger en quatre classes. Les regards se fixent d'abord sur deux grandes Puissances qui entretiennent des armées nombreuses & des flottes considérables, qui ont des ressources intarissables, qui sont toujours en état de tenir tête elles seules à quelque autre Puissance que ce soit agissant aussi sans alliés; ce sont la France & l'Angleterre, que nous mettons au premier rang, au-dessus de toutes les autres Puissances de l'Europe. La Maison d'Autriche, la Russie, la Prusse & l'Espagne occupent la seconde place. Elles sont très-formidables par elles-mêmes; mais elles ne possèdent pas les mêmes grands avantages des Monarchies Francoise & Angloise: elles ne sont pas en état de soutenir seules sans alliance & sans secours pécuniaires, une guerre longue & constamment défavantageuse. Les Royaumes de Portugal, de Sardaigne, de Suede, de Dannemarc, de Naples, la République de Hollande, &c. sont encore dans un rang inférieur, parce qu'ils manquent ou d'un militaire assez formidable pour agir en chefs, ou d'un territoire assez vaste, ou d'une population assez nombreuse, ou de revenus assez considérables, ou enfin de quelques autres qualités essentielles pour s'élever à l'égal des Puissances supérieures que nous avons mises dans la première & la seconde classes.

Ces trois classes comprennent ce qu'on peut appeler les grandes Puissances de l'Europe. On range dans la quatrième tous les autres Etats moins puissans, absolument incapables d'agir par eux-mêmes, dans une guerre offensive ou défensive, & dont toute la Politique doit se borner à vivre en bonne intelligence avec leurs voisins, & à goûter sagement les douceurs d'une heureuse médiocrité.



C H A P I T R E X V I.

*L'Homme d'Etat doit connoître les inclinations de son Souverain,
& celles de ses autres Ministres.*

§. I.

Division
de ce
Chapi-
tre.

LE Chapitre XII. explique assez au long la nature & les causes des penchans des Princes étrangers, & de leurs Ministres, ainsi que les moyens de les connoître. Voyons maintenant pourquoi l'Homme d'Etat se trouve obligé d'avoir une connoissance particuliere des inclinations de son propre Souverain, & des divers Ministres du Gouvernement : sans, toute-fois, entrer dans la distinction des Monarchies & des Républiques, ce qui seroit inutile ici, tant parce que nous estimons cette connoissance également indispensable sous l'une & l'autre forme de Gouvernement, que parce que nos principes sont applicables à tous les Etats. Du reste toutes les qualités que nous avons requises dans un Ministre Politique, nous les lui croyons également nécessaires, sous quelque forme de Gouvernement qu'il vive.

Pour procéder avec clarté autant qu'il est possible, nous supposerons d'abord un Souverain & des Ministres, doués des plus heureuses inclinations : nous considérerons ensuite un Prince & des Ministres, guidés par des penchans vicieux ; voyons la conduite que l'Homme d'Etat doit tenir dans ces différentes circonstances.

§. I I.

Con-
duite de
l'Hom-
me d'E-
tat en-
vers un
Souve-
rain ver-
tueux.

I. Quant aux bonnes inclinations du Souverain, il faut que le Ministre Politique les connoisse, pour en inférer le genre de maximes que son Maître adoptera & fera observer plus volontiers : d'où déduisant ensuite celles qui, quoique justes & avantageuses à l'Etat, pourroient n'être pas agréées, il mettra en

usage les moyens capables de porter le Prince à les approuver. Mais ce qui rend précieuse à l'Homme d'Etat la connoissance des bonnes inclinations de son Souverain, c'est sur-tout la facilité qu'elle donne de les nourrir, au grand bonheur des Sujets. Expliquons comment un Ministre pourra réussir à cet égard.

D'abord, étant vrai que les inclinations humaines se montrent, non-seulement par les œuvres, mais encore par les maximes, & que celles-ci, quand elles se trouvent exprimées par celles-là, peuvent opérer beaucoup sur les inclinations ; l'Homme d'Etat doit proposer au Prince bien disposé, des maximes plus louables encore que celles que son heureux penchant aura produites.

§. I I I.

En effet, il y a dans le physique de l'homme, une production continuelle d'esprits animaux, sources fécondes des passions, qui l'excitent sans cesse à suivre les appétits du corps : il faut donc offrir au Souverain, des maximes plus relevées, s'il est possible, que celles qu'il a adoptées, afin de le fortifier par des impressions plus puissantes, contre l'attrait persévérant des sens & des objets sensibles. Autrement, ses premiers penchans vertueux seroient bientôt excédés par la force des passions, & non-seulement ils céderoient enfin, mais encore ils pourroient dégénérer en vices. Il faut en user avec les passions comme avec un cheval, qui ne soutient son pas qu'autant que le cavalier lui rend le mors toujours sensible, en le remuant sans cesse.

Pour fortifier & augmenter ses heureuses inclinations.

§. I V.

En second lien, le Souverain fera constant dans ses bonnes inclinations si son Ministre Politique lui facilite la pratique de ses excellentes maximes. Il ne nous est que trop naturel de nous rebuter dans le chemin de la vertu dès que nous y trouvons des obstacles ; & notre répugnance va jusqu'à nous faire perdre l'habitude des choses vertueuses. Aussi l'Homme d'Etat n'aura rien tant à cœur que l'éloignement de pareils obstacles, afin que le Prince, flatté du succès de ses heureuses dispositions, se porte

Pour lui faciliter la pratique des vertus.

de plus en plus à s'y maintenir & à en produire des actes encore plus parfaits.

§. V.

Le dé-
tourner
de l'oisiv-
eté.

Troisièmement, rien n'est plus propre à tenir en bride les passions, que le travail continu, qui en multipliant les exercices de l'esprit, le rend insensible aux attrait du vice. L'Homme d'État offrira donc toujours de nouvelles affaires à son Souverain ; & dussent-elles n'avoir pas d'autre effet que celui de le défendre contre les attaques de l'oisiveté, l'on aura toujours assez gagné (*).

§. VI.

L'Hom-
me d'E-
tat doit
étudier
& con-
noître ses
Colle-
gues.

Discourons à-présent des Ministres également enclins au bien : & avant tout, recherchons la raison qui oblige l'Homme d'État à les connoître tels ; ensuite nous parlerons des principaux moyens de les maintenir dans leurs bonnes inclinations.

Le Ministre Politique doit savoir les inclinations des Ministres ses Collegues, afin de les entretenir, si elles sont louables ; parce que les résolutions qu'ils présentent au Souverain sont très-capables de changer les siennes : & puisqu'il est vrai de dire que c'est dans les inclinations vertueuses que les bonnes maximes prennent leur source, il ne faut pas douter de la grande influence des inclinations louables des Ministres sur les bonnes maximes du Prince. Mais les fréquents changemens dans le Ministère y amenant, avec de nouveaux Sujets, des inclinations nouvelles, & les maximes changeant en même temps, l'Homme d'État est d'autant plus obligé de reconnoître les nouveaux caractères, que leur influence sur l'esprit & le cœur du Souverain est plus dangereuse, s'ils ont de mauvais principes. Outre cela, cette connoissance découvre au Ministre Politique les secours qu'il doit attendre de ses Collegues, dans les occasions qui s'offriront de proposer de sages maximes au Prince, afin qu'il les approuve avec plus d'assurance : car il suivra plus volontiers le sentiment de plusieurs que l'opinion d'un seul. Mais jamais cette attention de l'Homme d'État ne devient plus utile que dans les cas où il y auroit des défauts essentiels à corriger dans le caractère du Souverain.

§. VII.

Pour entretenir dans les Ministres les bons principes auxquels on les voit naturellement attachés, l'Homme d'Etat doit les approuver & les appuyer de nouveaux motifs & par des considérations qui auroient pu échapper à ses Collegues; tâchant de leur en rendre la vérité plus sensible, afin qu'enchantés, plus que jamais, de leur propre ouvrage, ils s'affermissent dans leurs bonnes dispositions. Un autre excellent moyen à cet effet, ce sont des éloges raisonnables donnés en public, & de telle façon qu'ils viennent à leur connoissance : car, de-même qu'une louange qui n'est point méritée, ne peut gâter que l'esprit de celui à qui on la donne, en lui faisant croire qu'elle lui est due ; de-même aussi les justes éloges confirment dans le bien les personnes qui s'en sont rendues dignes ; & leur amour-propre en est tellement flatté, & avec raison, que c'est un nouvel aiguillon qui les porte à mériter de nouvelles louanges, par un attachement plus grand & plus vif au bien de l'Etat.

Sa conduite avec des Collegues vertueux.

Il est un troisieme moyen de les encourager dans la carrière du bien, c'est de leur laisser toute la gloire d'une opération au succès de laquelle ils ont contribué, ou dont ils ont été les premiers moteurs. L'amour-propre se nourrit de louanges, de distinctions, de richesses, de plaisirs ; & lorsqu'on ne peut espérer de tels avantages que de ses bonnes qualités, on aimera à être vertueux & zélé pour le bien. L'Homme d'Etat doit féconder & entretenir un amour propre si bien placé, parce qu'il est capable de grandes choses : au lieu que l'homme est tenté d'abandonner une vertu stérile qui ne procure aucun avantage.

§. VIII.

II. L'Homme d'Etat, qui a découvert dans son Souverain, & dans les Ministres, des inclinations heureuses, n'aura pas beaucoup de peine à se conduire avec eux. Le grand point de son administration consiste à savoir ménager des hommes vicieux, tournés aux objets des sens, & livrés à des passions

Le nombre des méchans plus grand que celui des bons.

sougueuses, & combien le nombre des méchants n'excede-t-il pas celui des bons? Combien, par conséquent, n'a-t-on pas plus souvent à faire avec ceux-là? Aussi ne faut-il rien négliger, pour trouver un moyen propre, non pour découvrir les inclinations perverses des hommes : elles ne se montrent que trop d'elles-mêmes; mais pour se bien comporter avec eux, malgré elles, c'est-à-dire, empêcher leur influence sur les affaires publiques.

§. I X.

Vices ordinaires
aux Princes.

Il est question de réformer des inclinations vicieuses qui peuvent se trouver dans un Souverain : l'Homme d'Etat doit les connoître pour chercher le moyen de les redresser; quoique nous ayons avancé dans le douzieme Chapitre de ce Traité, qu'il est bien difficile de tourner du côté de l'esprit, des penchans dirigés vers le sens, & portés à contenter les passions du corps. L'entreprise est grande, il est vrai; mais enfin, elle est possible; & nous avons plusieurs exemples de personnes tout-à-fait dépravées dans leurs principes, dont l'heureux changement nous prouve la possibilité d'une pareille réforme, si ce n'est en tout, du moins en partie. Il ne faut pas aussi faire le mal plus grand qu'il n'est. Certains penchans tout matériels qu'ils sont, ne rendent pas absolument vicieuses les personnes qui les suivent; sur-tout celles qu'une belle éducation distingue, comme les Princes. Dans eux, ce ne sera pas une honteuse grossièreté de mœurs qui dominera, mais quelques habitudes licencieuses, du mépris pour des préjugés utiles, de la présomption : ou bien, ce sera foiblesse d'esprit, négligence dans le soin de leur gloire, petitesse dans leur économie, impatience à souffrir les représentations qu'on ose leur faire, ou les avis qui ne sont pas de leur goût. Or, dans l'un & l'autre cas, il faut trouver les moyens les plus efficaces, soit pour modérer des passions effrénées, s'il n'est pas possible de les extirper tout-à-fait, soit pour adoucir des mœurs indociles & mal réglées.

§. X.

Le premier de ces moyens consiste, selon nous, à ne pas s'opposer de front aux actions condamnables du Souverain, ou aux mauvaises inclinations dont il suit l'attrait : car le cœur humain flatté par la présence du plaisir, se révolte contre tout ce qui vient le combattre sans ménagement ; il en devient insensible aux avantages d'une conduite réglée, & si ennemi de quiconque ose le traverser ainsi à l'improviste, que bien loin de vouloir l'écouter, il ne cherche qu'à s'en défaire, pour se livrer sans gêne à ce plaisir qu'on a voulu lui arracher. Les beaux discours d'un Médecin sur le mérite de la diette, sont déplacés à table ; & celui qui, pour faire un tel éloge, prendroit si mal son temps, mériterait qu'on lui appliquât cet ancien proverbe : *aut bibe, aut abi*. Aussi, il me semble que, dans le dessein de corriger un Prince de ses inclinations vicieuses, l'Homme d'Etat doit d'abord faire semblant d'en avoir plus que lui : puisque par cette feinte, il évitera l'indignation de son Souverain, & s'attirera ses bonnes grâces : ensuite se sentant fort de sa faveur, il travaillera, au moins d'une manière indirecte, à s'opposer à ses dangereuses maximes, soit en rendant impraticables les moyens qu'il veut employer pour les suivre, soit en trouvant ceux de hâter leur effet, (supposé qu'il ne dût pas nuire trop à l'Etat,) afin de faire valoir dans l'esprit du Prince leurs facheuses suites, comme autant de motifs capables de le désabuser, & le porter ainsi peu-à-peu à modérer ses passions.

Il faut ménager les vices des Princes pour les corriger.

§. XI.

Toute la conduite du Cardinal Mazarin doit sur ce sujet, servir d'exemple aux Hommes d'Etat. Il avoit à faire à un Roi très-puissant, mais très-jeune, par conséquent sans expérience, & dont le naturel indocile encore tenoit continuellement en haleine l'habileté de son Mentor. Celui-ci éprouvoit son Eleve, mettoit en jeu ses penchans pour les connoître à fond ; & sans se roidir contre la fougue d'une volonté indépendante autant

Exemple du Cardinal Mazarin.

que vicieuse, il se contentoit d'en réprimer adroitement les faillies, en faisant mine de les suivre. Cette sage modération, ouvrage d'une patience inaltérable, & d'un talent sublime, rendit insensiblement Louis XIV. aussi grand Roi que Mazarin fut grand Ministre.

§. X I I.

Rendre
les vices
odieux
Par la
Peinture
de leurs
suites ter-
ribles.

C'est encore un bon moyen de corriger les inclinations moins heureuses d'un Prince, que de lui faire une vive peinture des maux qu'elles peuvent causer ; d'en surfaire même les funestes effets ; afin qu'effrayé de son propre danger, il se porte comme de lui-même à changer ses vices en bonnes habitudes.

Le Ministre Politique pourra s'associer, dans une affaire aussi essentielle, les Ministres ses Collegues, qu'il fait être capables de leçons de sagesse, parce que le Souverain, plus touché de la conformité de sentimens de plusieurs hommes éclairés, que des remontrances d'un seul, en fera aussi plus puissamment persuadé.

Il est vrai que la conduite dont nous parlons, agira avec succès sur l'esprit du Prince, & reformera beaucoup ses penchans ; mais il n'en faut pas conclurre qu'il n'y reste plus rien à faire : c'est une entreprise toute pleine de difficultés & dans le choix des moyens & dans leur emploi.

§. X I I I.

Triste situation
d'un Etat
où le
Prince a
des Ministres
aussi méchans
que lui.

L'Homme d'Etat rencontrera donc des obstacles à vaincre dans son zele à tourner vers le bien, les inclinations de son Souverain : mais quelle épreuve pour sa prudence, que l'ouvrage de la correction des Ministres eux-mêmes, s'ils ont des principes pervers ? Encore, si au milieu de tels Ministres, régnoit un Prince ami du vrai, les maux ne feroient pas grands ; puisqu'enfin l'on pourroit en trouver le remede dans son autorité, en les lui déferant : le Maître parleroit, & il seroit obéi ; ou les serviteurs infideles disparaîtroient. Mais quand un Souverain ressemble à ses Ministres vicieux, l'on ne peut venir à bout de rien, & la vérité la plus manifeste ne fera d'aucun poids pour lui.

lui. Que ne fallut-il pas pour porter l'Empereur Commode à se défaire de son cher Cléandre? Quels ressorts ne fit-on pas jouer pour perdre enfin Plantien dans l'esprit de Sévère? L'un & l'autre de ces indignes Ministres en favorisant les inclinations de son Souverain, en fomentant ses vices, toucha presque au moment de le détrôner. Convenons que dans ce funeste rapport de penchans, dans cette malheureuse sympathie des méchans Princes avec leurs Ministres aussi pervers, nous gagnerons plus à montrer comment l'Homme d'Etat doit se conduire, que de lui présenter de vains moyens d'y remédier.

§. X I V.

Il est bon d'avertir ici que nous ne prétendons point parler d'un Gouvernement, dont les maximes fussent si perverses, qu'elles l'eussent fait dégénérer en vraie Tyrannie, en Oligarchie, ou Oclocratie, puisque nous avons posé pour principe, que l'Homme d'Etat à qui nous parlons, n'a rien à voir dans de pareils systèmes, hors le cas d'y remédier: ce qui n'est pas même de notre sujet. Nous supposons seulement un Etat un peu altéré dans ses maximes, par la faute du Prince, & des Ministres livrés à leurs plaisirs, à la moleste, à l'avarice; incapables des soins efficaces & des vues éclairées qui menent à l'établissement des bonnes maximes: un Etat où le Prince & les Ministres, vendus à des passions honteuses, ébranleroient la forme du Gouvernement: or, voici, dans ce cas, comment nous souhaiterions que le Ministre Politique se conduisît.

Comment l'Homme d'Etat doit se conduire sous un Prince & avec des Colles vi- cieux.

§. X V.

Il ne devoit jamais se rebuter, bien moins encore se démettre volontairement de sa charge, à la vue du peu de succès qui répondroit à ses espérances, afin de procurer à l'Etat, au moins, ce peu de profit qu'il peut tirer des sages maximes de son Administration; lesquelles, si elles ne sont pas toujours écoutées, auront lieu dans quelque occasion. Il les proposera d'abord inutilement, des temps plus heureux les feront goûter. Sa constance

Ne point abandonner l'Etat à ceux qui le déclinent.

ne perdra pas tous ses droits, & l'Etat y gagnera toujours quelque chose.

§. X V I.

Ufer
des plus
grands
ménage-
mens.

Le Ministre Politique auroit donc tort d'affecter une conduite peu ménagée, en vue de se faire exclure du Ministère ; puisqu'un tel procédé ne pourroit guere être exempt de quelque faute essentielle : s'opposeroit-il comme un mur d'airain à des maximes condamnables ? Le respect dû au Prince y feroit intéressé : en proposeroit-il d'autres toutes contraires aux usages du Gouvernement ? Il encourroit l'indignation publique : se refuseroit-il aux devoirs de sa charge ? Il se rendroit coupable de défobéissance. Tout ce qui lui convient est de se soutenir par des principes également sages & utiles à la Patrie, dont l'amour seul doit l'animer, & non pas l'ambition ni la vaine gloire. Qu'il dissimule la douleur que lui cause un désordre auquel il ne peut pas remédier à son gré : & qu'il demeure irrépréhensible dans son poste s'il est vrai qu'il ne l'aime que pour le bien de l'Etat.

§. X V I I.

Céder au
temps
sans en
murmurer.

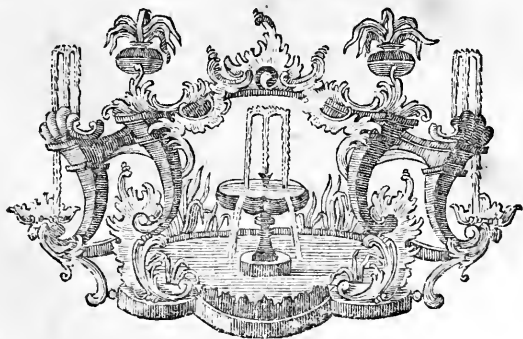
Mais, fût-il éloigné du Ministère par la cabale, il n'en fera point indigné ; au contraire, persuadé que son influence sur les affaires du Gouvernement se fera toujours mieux sentir de près que de loin, le zele patriotique qui l'anime, l'obligera d'employer prudemment tous les moyens capables de l'y rétablir : & s'il les voit échouer tous, il n'aura garde d'improver, ni en public ni en particulier, les maximes qui auront prévalu, fussent-elles condamnables, parce qu'il sait combien il est essentiel pour l'entretien du bon système de l'Etat, que cette vénération profonde que le Peuple doit au Gouvernement ne souffre pas la moindre brèche : car dès que ces maximes deviendroient sujettes à la critique du Public, elles ne pourroient plus éviter le mépris universel ; d'où il arriveroit que les Sujets s'éloignant peu-à-peu de l'obéissance due au Souverain, se porteroient aisément aux excès de l'Oclocratie. C'est pourquoi, l'Homme d'Etat exclus du Gouvernement, dans un temps où

le Prince & les Ministres concourent à le déranger par leur conduite blâmable, doit, s'il n'y voit pas du remède, cesser absolument de s'ingérer dans les affaires ; & en agir à cet égard, comme le prudent Médecin vis-à-vis d'un malade qu'il n'espère plus de guérir. Qu'il empêche pourtant du mieux qu'il lui sera possible, l'animosité du Peuple contre le Gouvernement, de peur d'un renversement total : comme le Médecin épargne son malade en lui refusant des potions qui pourroient accélérer sa mort.

§. XVIII.

Caton d'Utique, après la victoire décisive que Jules-César remporta sur le grand Pompée, voyant les plus sages maximes foulées aux pieds, & la liberté Romaine sans aucune ressource, quitta généreusement sa chère Patrie, & se réduisit à une vie privée qu'il perdit bientôt. Bel exemple pour un Homme d'Etat en semblable occurrence !

Caton
d'Utique





NOTES

SUR LE CHAPITRE XVI.

NOTE (*). Page 364.

IL y a encore d'autres points très-essentiels qui regardent la conduite d'un Ministre envers son Souverain. Il ne doit jamais oublier qu'il est son sujet, de crainte d'exposer le Prince à le lui rappeler d'une manière toujours disgracieuse, quelle qu'elle soit. Il y a bien des revers dont on a ignoré la cause cachée, & souvent cette cause étoit un oubli de la part du Ministre : oubli qui annonce infailliblement un esprit dominateur ; & rien n'est plus choquant pour un Souverain. Plus on est près du trône, plus la place est glissante, plus il est difficile de s'y soutenir. Point de bassesse, point d'adulation ; mais aussi point de hauteur ni dans la conduite, ni dans les paroles. Une noble franchise est le milieu entre les deux extrémités.

Un sujet, quelque élevé qu'il soit, doit se donner de garde d'inspirer de la crainte à son maître. Car celui-ci cherchera sûrement à s'en défaire. Louis de Luxembourg, Comte de Saint-Pol, Connétable de France, en est un exemple.

Il ne doit point aussi chercher à être chargé du secret de son Prince. Un secret est un pesant fardeau, sur-tout pour quelqu'un qui s'en est chargé lui-même, & souvent malgré le Prince auquel il l'a enlevé. Un Ministre ne doit donc point paroître trop avisé ou trop empressé à pénétrer dans les intentions de son Souverain. Si même il les soupçonne, ou s'il les apprend par une voie indirecte, il n'en doit rien témoigner. Il est beaucoup plus sage & plus noble de paroître ignorer ce que le Prince n'a pas jugé à propos de lui confier, que de se faire une espèce de triomphe d'avoir percé un mystère dont on tâchoit de lui dérober la connaissance. Il ne doit pas même se montrer plus instruit qu'on ne veut qu'il le soit.

„ Un Gentil-homme François, nommé Lignerolles, attaché particulièrement au parti Catholique sous les Guises, contre les Huguenots, s'étoit concilié les bonnes grâces du Duc d'Anjou. Ce Prince infinua quelque chose à ce favori du dessein qui fut dans la suite exécuté le jour de Saint-Barthelemy. Charles IX qui régnoit alors, parlant peu après à ce Gentil-homme des sujets de mécontentement qu'il avoit des Huguenots, Lignerolles eut l'indifférence de dire au Roi ces propres mots : *J'en en ferez bientôt défaut.* Cette inconsidération lui coûta la vie. Il fut assassiné dès le lendemain. ”

Une autre attention que le Ministre doit avoir, c'est d'éviter de paroître avoir de la supériorité sur le Prince du côté de l'esprit & des connoissances. Il est dangereux d'avoir plus d'esprit que son maître. Il est indécent & fatal de le lui donner à connoître. Il y a des Princes qui veulent primer en tout. C'est d'eux sur-tout qu'il est question dans cet Oracle : *Coram Rege noli videri sapiens* ; c'est-à-dire , *cachez votre sagesse devant le Roi*. Lorsqu'un Ministre a reconnu ce foible dans son maître, il doit être extrêmement attentif pour ne point blesser sa délicatesse. Plus il aura de supériorité sur le Prince, plus il devra être adroit à la cacher. Les Rois, quelque justes, bons & généreux qu'on les suppose, n'aiment point à être maîtrisés.



CHAPITRE XVII.

L'Homme d'Etat doit savoir particulièrement la Logique & la Rhétorique.

§. I.

Logique
& Rhé-
torique
politi-
ques.

JE suppose que l'Homme d'Etat, ou quelqu'un qui aspire à le devenir, a acquis assez de Rhétorique & de Logique, pour savoir, en toute occasion, faire usage de l'art de bien penser & de celui de bien dire. Il s'agit maintenant de voir comment il doit les employer, à quelles fins il doit les faire servir, & pourquoi il lui importe de les posséder à fond. Nous allons donner les principes de la Logique & de la Rhétorique Politiques. Nous commencerons par discourir de la Logique, dont nous réduirons tout l'exercice à deux points, qui sont la formation des maximes générales & particulières, & l'épreuve de ces maximes : ce qui est du ressort de la Logique. Nous traiterons ensuite de l'exposition des maximes, qui appartient à la Rhétorique.

§. I I.

De la
Logique
par rap-
port à la
forma-
tion des
Maximes
d'Etat.

Quant à ce qui est de la formation des maximes & de la partie de la Logique qui l'opere, il est aisé de voir que c'est celle qui traite des idées. Les idées sont les élémens de nos jugemens & de toutes les opérations de l'entendement. Les maximes d'Etat sont des jugemens fondés sur des idées. Il importe de connoître si ces idées sont vraies dans tous leurs rapports ; si elles sont prises de la nature des choses ou de l'opinion & du préjugé ; si elles ne sont point contredites & réfutées par des notions plus sûres. Il faut les décomposer, les tourner & les retourner pour s'assurer davantage de leur solidité. Nous avons trois points à examiner avant que d'établir & adopter une maxime d'Etat, la netteté, & la vérité des idées qui com-

posent cette maxime, la notion distincte des principes généraux desquels elle est déduite ; les rapports de cette maxime, qui sont le but où elle tend, les suites qu'elle peut avoir, les moyens de la mettre en pratique, les raisons qui la rendent utile ou nécessaire. Si nous ignorons ou les idées, ou les principes, ou les rapports d'une maxime, elle ne présentera que des doutes & des obscurités ; elle sera insuffisante, inutile, & souvent nuisible. La première disposition requise, pour former une maxime également vraie & utile, consiste donc dans l'idée claire & distincte du cas, de ses principes, & de son terme.

§. III.

Tout cela prouve combien la clarté des idées est nécessaire à l'Homme d'Etat, puisque la bonté & la vérité de ses maximes en dépendent. L'évidence seule dans les choses humaines nous peut assurer d'un principe, & cette évidence ne se tire que de la clarté des idées. Clarté
des idées.

Si l'Homme d'Etat n'a pas une idée bien distincte de la vérité de sa maxime, ou du principe qui lui sert de base, ou des raisons qui la rendent nécessaire, ou enfin du but où elle tend ; il s'en suivra que l'une de ces circonstances venant à se trouver fausse, toutes les autres le seront aussi : ce qui pourra être une source de désordres. Mais, fussent-elles toutes vraies, s'il n'a pas une idée claire & distincte de leur vérité, il ne s'en servira qu'avec incertitude, & à l'aveugle, & tout le succès en devra être attribué au hasard ; sans compter le danger où il sera d'admettre, sans y penser, quelque fausse opinion à la suite d'une vérité, & celle-ci perdra son effet par un si mauvais alliage. De-là résulte plus clairement l'obligation où est l'Homme d'Etat, d'avoir des idées distinctes par le moyen d'une bonne Logique, qui seule peut les rendre telles.

§. IV.

La clarté des idées doit être suivie du développement des mêmes idées, par le progrès du raisonnement, ou, la construction du syllogisme : parce que l'on ne sauroit développer la Déve-
loppe-
ment des
idées Art
du Syllo-
gisme.

vérité d'une maxime, ou d'une proposition, quelque claires & vraies que soient les idées qui la composent, sinon à l'aide d'un raisonnement suivi, qui la tire des principes sur lesquels elle est fondée, ou des circonstances qui la font naître, & tout cela appartient à l'art du Syllogisme.

§. V.

Du sophisme.

Il faut éviter sur-tout que dans cette discussion importante, le Syllogisme ne dégénere en sophisme, ce raisonnement louche, ou trompeur, dont la Logique apprend à se défier : car lorsqu'un Syllogisme est sophistique, la proposition qu'il s'agit de prouver, ne suit pas directement des prémisses, & elle demeure sans preuve. Je souhaiterois fort que l'Homme d'Etat connût à plein la nature du sophisme, & ses variétés ; parce qu'il est une source d'erreurs, & qu'il peut donner au raisonnement le plus gauche, un air de vérité qui impose.

§. V I.

Heureux effet d'un raisonnement juste.

L'heureux effet du raisonnement est de nous démontrer à nous-mêmes la vérité ou la fausseté de nos jugemens, ainsi que le vrai ou le faux des jugemens des autres ; & ce qui n'est pas moins important, de nous mettre en état d'exposer nos sentimens & nos vues sur les affaires d'Etat, de les soutenir, de les prouver ; de répondre à propos aux jugemens des autres, en les réfutant ou les approuvant.

Il ne paroît pas moins nécessaire de se former un raisonnement juste, & bien purgé de toute sophistiquerie, qu'il n'est nécessaire d'avoir des idées claires & vraies. Cette justesse de raisonnement est d'autant plus indispensable, qu'il n'est pas possible d'obtenir un bon succès d'une maxime fautive. Or, comme dans ce que l'on propose, c'est au succès que l'on tend uniquement ; combien n'est-il pas essentiel que des maximes dont l'effet ne doit être autre chose que le plus grand bien d'un Etat, soient de la plus grande vérité.

C'est dans ces deux points, savoir, la netteté des idées ; & la

la justesse du raisonnement, qu'est comprise toute la Logique Politique, à l'aide de laquelle l'Homme d'Etat peut former ses maximes générales & particulieres, premier devoir de sa charge. (1) La Rhétorique lui apprendra à les exposer d'une manière également sensible & persuasive : second devoir essentiel comme l'autre.

§. VII.

La Rhétorique ne peut pas se réduire à deux points, comme la Logique : elle en a davantage. Elle est, par rapport à la Logique, ce que sont, à l'égard du corps, les muscles & les chairs qui servent d'enveloppe aux os. Ainsi la Rhétorique couvre de ses ornemens le squelette de la Logique. Deux motifs obligent l'Homme d'Etat à se rendre parfait dans l'Art Oratoire : le premier le touche lui-même ; le second regarde les autres. Quoiqu'il soit naturel à l'esprit humain de saisir une vérité exposée avec autant de netteté, que du justesse ; toutefois comme il arrive souvent qu'elle est combattue par un sentiment contraire que d'autres aiment à soutenir, quelque faux qu'il puisse être, si l'on se contente de la leur prouver par des raisonnemens secs, on convaincra peut-être les esprits, mais on ne triomphera pas des volontés, par la douce persuasion : & la vérité ne sera suivie que de mauvaise grace, & comme par force : au lieu que l'Art de la Rhétorique, en couvrant la nudité du Syllogisme, rend la vérité plus attrayante, & l'insinue jusques dans l'ame, comme le Tasse l'a dit,

Quel usage l'Homme d'Etat doit faire de la Rhétorique.

Pour faire goûter ses raisonnemens.

Art sublime, aimable, enchanteur,
Qui foumet à ses loix & l'esprit & le cœur.

§. VIII.

Le second motif qui oblige l'Homme d'Etat de posséder la Rhétorique, c'est l'habileté dont il a besoin pour faire l'analyse d'un discours, & en découvrir le Syllogisme, souvent enveloppé de tant de figures, & de périodes, qu'il n'est pas aisé à reconnoître, si ce n'est pour un bon Rhétoricien, capable de le débarrasser de tant d'ornemens souvent étrangers.

Pour analyser les raisonnemens d'autrui.

§. I X.

Proportionner son langage aux dispositions de ceux à qui l'on parle.

Mais il est temps que nous nous expliquions sur les différentes parties de l'Art de bien dire, dans lesquelles il importe que l'Homme d'Etat excelle.

Le premier point est d'employer toujours un langage approprié à la disposition des esprits à qui l'on s'adresse. Parle-t-on à des personnes intelligentes ? Il ne faut pas craindre de leur présenter des argumens concis. Avec des idiots, les paraboles, & les similitudes conviennent. On doit allumer le feu de la vengeance dans des cœurs ulcérés en relevant l'injustice du procédé que l'on combat. L'on gagne le suffrage des âmes intéressées, lorsqu'on prouve que ce qu'on propose, ne pourra que leur être avantageux. Enfin, il faut savoir intéresser ceux à qui l'on parle, & les mettre de moitié dans ce qu'on leur propose ; car l'amour-propre nous détermine, plus que toute autre chose, à nous rendre à des sentimens que nous ne suivrions pas, si nous n'étions flattés par l'espérance ou effrayés par le danger.

§. X.

Du bon usage des figures.

Un autre point consiste dans le bon usage des figures, non-seulement dans la Peroraison qui semble être leur place naturelle, mais encore dans toute autre partie du discours. Elles font fort bien dans l'Exorde, pour disposer les auditeurs à cette douce bienveillance qui dispose à l'assentiment. Elles font d'un grand poids dans la narration, où elles remplissent d'âme & de vivacité les faits que l'on dépeint, avec leurs circonstances les plus propres à prouver la proposition avancée, en même temps qu'elles affoiblissent & détruisent les raisons qu'on pourroit faire valoir contre elle : ainsi le simple récit, habilement orné de figures, équivaut à un argument en forme. Elles aident puissamment dans la confirmation des preuves, & dans la réfutation des objections ; parce que notre esprit est d'autant plus pénétré de ce qu'on lui expose, qu'il en reçoit l'impression par des traits plus variés : or, l'usage des figures diversifie de telle sorte les

raisons, que celles-ci en sont comme reproduites dans l'entendement ; & que l'entendement entraîné par la forte séduction des figures, les admet comme autant de nouvelles preuves. Par-là, chaque argument est sûr de produire son effet naturel, qui est de persuader, en représentant à l'esprit la vérité en question sous les aspects différens dont elle est susceptible. Enfin, les figures sont un merveilleux effet dans la Peroraison, parce que les esprits étant préparés dès l'Exorde ; instruits par le tissu du discours ; convaincus & presque entraînés par les preuves ; ce dernier moyen achève de remuer les passions avec un tel empire que chacun demeure persuadé & se rend de plein gré à la vérité proposée.

§. X I.

Le troisieme point est la disposition des raisons à alléguer, soit en confirmant soit en réfutant : car s'il est important de bien caractériser la force de chacune d'elles, il n'est pas moins essentiel, selon nous, de leur donner l'ordre qui suit.

La disposition des preuves.

S'il n'y a que deux argumens à proposer, il faut que le moins fort précède, parce que, comme l'œil souffre à passer tout d'un coup de l'obscurité au grand jour ; de-même, l'esprit accoutumé aux ténèbres de l'ignorance, est ébloui par l'éclat subit de la vérité qu'un argument victorieux met en évidence. Mais, qu'on produise d'abord la moindre preuve ; elle dissipera peu-à-peu ces ténèbres, & disposera l'esprit à soutenir sans peine tout l'éclat de la lumière qu'on lui prépare dans une dernière preuve plus puissante. Que si les preuves sont en plus grand nombre, on commencera par celles que l'on regarde comme de moyenne force ; les plus foibles viendront ensuite ; & les plus convaincantes seront employées en dernier lieu : voici pourquoi. Quand on débute par les raisons les plus foibles ; comme elles ne sont qu'effleurer, pour-ainsi-dire, la question, elles sont tenues insuffisantes ou tout-à-fait inutiles ; & on les méprise. Mais, comme il ne faut pas non plus donner la première place aux plus fortes, parce que leur présence trop soudaine éblouiroit, ni aux plus foibles, parce qu'elles revoltéroient, il convient donc de commencer par la preuve, ou les preuves moyennes, qui n'éclaircissent l'esprit qu'autant qu'il faut pour ne pas l'accabler.

Outre cela, si l'on allegue d'abord ce qu'on a de plus foibles raisons, l'auditeur en sera si fort prévenu contre l'orateur, qu'il regardera d'avance comme également foibles, les plus forts argumens qui pourront suivre, & n'en sera point touché. Qu'elles soient donc placées entre les raisonnemens moyens & les plus convainquans ; afin qu'à la faveur des uns & des autres, elles empruntent une vigueur qu'elles n'ont pas naturellement, & agissent sur l'esprit avec un peu plus d'empire, qu'elles ne feroient par elles-mêmes, si elles étoient isolées au commencement du discours. Or, ce n'est qu'en les plaçant ainsi au milieu, qu'on peut leur donner quelque valeur ; les faisant servir comme d'accessoire à la preuve précédente, & augmentant peu à peu, par elles, la clarté de la proposition que l'on prétend prouver.

Les meilleures raisons seront réservées pour la fin ; d'abord, parce que le début, comme nous l'avons remarqué, ne leur convient pas ; non plus que le milieu, attendu qu'il ne resteroit aucune place pour les plus foibles preuves, & que c'est aux raisons puissantes à finir par triompher des esprits, en leur dévoilant, par un dernier effort, la vérité pure & simple, après qu'elle leur a été présentée de loin, dans les deux sortes de preuves, moyennes & foibles, qui ont précédé.

De plus, ces raisons puissantes se gardent pour la fin, parce que ce n'est qu'alors qu'il faut emporter le consentement & opérer la persuasion : car si au lieu des meilleures preuves, on emploie les plus foibles ; il arrivera que l'Auditeur déjà convaincu par les premières, sera choqué d'entendre des raisons moins bonnes que les premières, craindra d'avoir trop donné à celles-ci & finira peut-être par n'en plus croire aucun : car l'esprit ne se fixe jamais ; il court toujours après les suites d'un discours, dans l'attente de ce qui le satisfera plus pleinement. L'Orateur qui ne donnera pas à ses diverses preuves, l'ordre que nous lui prescrivons, ne persuadera donc jamais.

§. XII.

Un autre point essentiel est la maniere de s'énoncer, tant pour la clarté des pensées que pour la propriété, & le choix des termes en eux-mêmes. A l'égard de la clarté des pensées, nous considérons comme absolument nécessaire, l'usage fréquent de ces traits simples, & pour ainsi dire, tout nuds, qui font que chaque partie du discours est rendue sensible; au lieu que sans eux, l'Auditeur faisoit avec peine la nature, la qualité, & la force de divers raisonnements, tombant au contraire, dans une confusion qui ne lui laisse qu'une ennuyeuse & pénible obscurité, à la place de la lumière qu'il cherchoit. Inconvénient d'autant plus à craindre, qu'il est moins ordinaire que toutes les personnes qui entendent parler sur des sujets relevés, ou des affaires d'Etat, sachent parfaitement la Rhétorique. Des passages simples & clairs doivent, par conséquent, faciliter l'intelligence de toutes les parties d'un discours, & les mettre à la portée de tous les esprits, instruits, ou non, de l'art de bien parler. Les Démosthène, les Cicéron, les Quintilien, tous les plus grands Maîtres nous donnent ce précepte, & la pure raison le prescrit.

Choix
& pro-
priété
des ter-
mes.

§. XIII.

Toutefois, comme une trop grande uniformité dans les périodes, trop de simplicité dans les transitions, & trop de méthode pourroient enfin causer l'ennui, & même le dégoût, l'Orateur aura recours aux agréments de la diction : par eux, il faudra éviter la monotonie & couvrir de fleurs légères la sécheresse du fond. Que l'Orateur Politique s'exprime donc avec toute la simplicité, toute la brièveté, & toute la clarté possible : ainsi il gravera ses pensées dans l'esprit de ceux qui l'écoutent, & les leur fera concevoir pour ainsi dire, toutes telles qu'il les conçoit lui-même : qu'il varie ses expressions : qu'il donne à ses périodes, cette heureuse nouveauté qui bien loin d'ennuyer enchante, & attache l'Auditeur, même à ce qui ne lui est encore offert que sous le voile, parce qu'il a l'espérance de le per-

Elé-
gance
de la
Diction.

cer bientôt. Et non-seulement il aime ainsi à être instruit, mais son plaisir s'accroît d'autant plus, qu'il a plus lieu d'attribuer le mérite de ses découvertes, à la peine qu'il s'est donnée pour les faire.

§. X I V.

De la
vraie sig-
nification
des ter-
mes.

Pour bien réussir dans la pratique de ces regles, l'on doit, sur toutes choses, posséder l'exakte signification des termes, dont l'ignorance cause souvent deux tristes effets, au lieu que leur connoissance parfaite en produit d'ordinaire un des plus excellents. Quand on ignore le vrai sens des mots, on les emploie mal, on les emploie d'une maniere ambigue. L'orateur peu instruit ne sent pas l'équivoque. L'auditeur prend le change, & n'entend plus ce que l'orateur veut dire, l'un parle, l'autre écoute, mais c'est en pure perte. L'inconvénient est bien plus grand lorsque, faute de bien savoir la signification des termes, l'orateur leur donne un sens directement contraire à celui qu'ils ont. Une seule méprise de cette espece dans un argument, ou dans une proposition à prouver, peut déranger & détruire toute la solidité d'un discours. Tel est le défaut ordinaire des amateurs des grands mots, ou de la sublimité du style, qui ne sachant ni la nature, ni la valeur des mots recherchés, dont ils font un usage abusif, se rendent inintelligibles, ou détruisent ce qu'ils vouloient établir.

§. X V.

Com-
bien l'u-
sage judi-
ciaire des
termes
propres
met de
clarté
dans un
discours.

Au contraire l'exakte connoissance des termes rend un discours concis, clair, juste : parce que les idées y sont exprimées sans circonlocutions, sans équivoques : les termes employés dans leur sens propre présentent d'abord à l'esprit la chose signifiée. Ainsi, s'obtient la persuasion, le grand œuvre de l'éloquence.

§. X V I.

Con-
clusion.

Dans ce que nous venons d'exposer, l'Homme d'Etat peut trouver, à ce qu'il nous semble, les moyens de bien employer sa Rhétorique, & sa Logique ; en quoi consiste tout ce qui est

le plus essentiellement requis, soit pour le bon établissement des maximes, soit pour leur parfaite exposition. Il ne s'agit donc plus que d'influencer, en terminant ce Chapitre, pourquoi la connoissance de ces deux arts est particulièrement nécessaire à l'Homme d'Etat ?

L'on comprendra aisément le motif de cette nécessité, si l'on se rappelle ce qui a été dit dans le Chapitre X, savoir que le Ministre Politique doit avoir une connoissance, au moins superficielle, de toutes les sciences, & de tous les arts, parce que les diverses fonctions de sa charge l'exigent. La Logique & la Rhétorique sont les instruments par lesquels il peut acquérir les autres sciences, & en faire usage, lui étant impossible de les exercer sans le secours de la Logique qui lui apprend à découvrir la vérité, & sans celui de la Rhétorique qui lui apprend à faire connoître la vérité, & à la persuader aux autres (2).





NOTES

SUR LE CHAPITRE XVII.

NOTE (1) Page 377.

LA Logique nous apprend l'usage que nous devons faire de notre raison dans la recherche de la vérité. Elle se divise en naturelle & artificielle.

La Logique naturelle nous apprend à penser juste ; la Logique artificielle nous enseigne la manière de communiquer nos pensées avec ordre. La première renferme la perception, le jugement & le raisonnement ; la seconde est renfermée dans la méthode.

Ce que nous appelons l'art de penser, dit Mr. le Marquis d'Argens, comprend ces quatre chefs, concevoir, juger, raisonner & ordonner. Ces quatre chefs renferment la Logique tant naturelle qu'artificielle.

Concevoir ou imaginer une chose, c'est s'en former dans l'esprit la véritable image, & par le moyen de cette image, la chose est présente à l'esprit : comme lorsque nous nous représentons le soleil, un arbre, un rond, &c. Or, la forme par laquelle nous nous les représentons, ou cette première & simple conception qui les offre, s'appelle idée, ou notion.

Juger, c'est dire véritablement d'une chose ce qu'elle est, ou ce qu'elle n'est pas, en lui attribuant ce qui lui convient, & lui ôtant ce qui ne lui convient point. Cette opération de notre esprit se fait lorsque joignant deux diverses idées, nous les affirmons ou les nions l'une de l'autre : comme quand nous disons que la terre est ronde, & n'est pas carrée, car nous affirmons sa rondeur, & nions qu'elle ait une autre figure : ou lorsque nous assurons que l'homme est un animal, & non point un arbre ; donnant à l'homme ce qui lui convient, & niant ce qui ne lui convient pas.

La troisième opération de notre esprit s'appelle raisonner, c'est-à-dire, inférer d'une ou de deux propositions, quelque chose de conclu conséquemment : comme lorsqu'on dit, le crime mérite d'être puni ; la trahison est un crime ; donc la trahison mérite d'être punie.

La dernière des opérations de l'esprit s'appelle ordonner, c'est-à-dire, disposer & arranger ce que l'on a pensé sur un sujet, de la manière la plus naturelle & la plus claire qu'il nous est possible, & c'est ce qu'on nomme méthode.

Ainsi la méthode est l'art d'arranger nos pensées dans un certain ordre, soit pour la recherche de la vérité, soit pour la manifester aux autres. Il y a deux sortes de méthodes, dit Mr. le Marquis d'Argens ; l'une qui sert à découvrir la vérité, & qu'on appelle analyse ou méthode de résolution, ou même méthode d'invention ; & l'autre qu'on nomme synthèse ou méthode de composition, qu'on

qu'on emploie lorsqu'on veut rendre sensibles aux autres les vérités dont on est déjà convaincu.

La principale opération de l'analyse, ou méthode d'invention, consiste principalement à concevoir avec clarté & netteté la question dont il s'agit, à examiner avec attention & en détail toutes les notions qui peuvent y avoir du rapport.

L'autre espèce de méthode, qu'on appelle méthode de composition, est la même qu'on a suivie dans la recherche de la vérité. On persuade les autres par la même voie qui nous a conduit nous-mêmes à la persuasion. Il suffit ensuite de revêtir nos pensées d'expressions claires & précises; alors nos idées entreront dans l'esprit des autres & elles y feront toute l'impression qu'elles font sur le nôtre.

NOTE (2) Page 383.

ON s'étonnera sans-doute que notre Auteur, en traitant des différentes connoissances nécessaires à l'Homme d'Etat, n'y ait point compris la connoissance des langues, si essentielle pour un Ambassadeur & un Négociateur. Voici comment Mr. De Réal s'explique sur ce sujet dans son Traité de la Politique.

„ Comme les Langues sont la porte des sciences, elles sont aussi celle de la communication. On ne sauroit traiter ensemble sans s'entendre; & on s'entend toujours mal, quand ce n'est que par truchement. Le Négociateur doit favoir & même bien savoir la Langue du Pays où il négocie, cela lui est nécessaire par plusieurs raisons.

„ Premièrement, pour en être plus agréable aux Ministres avec lesquels il doit traiter, car s'il ne sait pas leur langue, ou s'il ne la possède qu'imparfaitement, il se trouvera engagé à des explications & à des redites perpétuelles, ce qui ne peut que jeter de l'ennui dans la conversation.

„ En second lieu pour accélérer la conclusion des affaires. La longueur est inséparable de la peine que nous avons à bien comprendre ce qu'on nous dit, & à faire bien entendre ce que nous disons aux autres. Les intérêts du maître souffrent du retardement, toutes les fois que la diligence est nécessaire dans une négociation, & elle l'est très-souvent.

„ En troisième lieu pour éviter les équivoques. A combien de surprises les Ministres ne sont-ils pas exposés, s'ils ne possèdent pas la langue dans laquelle ils doivent négocier? Ce sera bien pis encore, si le Traité doit être écrit dans cette langue mal entendue de leur part. Quelquefois une seule phrase, un seul mot peut changer tout le sens d'un article. C'est pour remédier à cet inconvénient que les actes publics & sur-tout les Traités considérables sont souvent rédigés en Latin, comme en une langue dont l'usage ne sauroit changer.

„ En quatrième lieu, pour faire des liaisons avec les gens du pays. Les affaires du Maître demandent que son Ministre ait des relations avec les Seigneurs de la Cour & avec plusieurs particuliers. Entretiendront-ils ce commerce avec agrément & avec utilité, s'ils n'ont la facilité de la communication?

„ Sans parler Latin ou Allemand, un Ministre ne sauroit bien servir son maître en Allemagne ni dans tout le Nord. Il faut qu'il sache la langue du Pays où'il ait du moins quelque usage de la Langue Latine qui y est fort commune, & qu'il seroit honteux à un Ministre étranger d'ignorer, puisqu'elle est la Langue générale des Nations Chrétiennes.

„ Il est encore certain que plus un Ministre public saura de Langues, plus
„ il tirera parti de la société qu'il aura avec les Ministres étrangers qu'il est
„ obligé de voir par bienfaisance & par intérêt. Ces Ministres s'ouvriront tou-
„ jours avec plus de franchise à ceux qui entendent & parlent leur propre
„ Langue. Il y a en effet dans la communication des idiomes, on ne fait
„ quoi qui attire & lie les hommes les uns aux autres. C'est une vérité dont
„ l'expérience nous convainc. ”



CHAPITRE XVIII.

Il importe à l'Homme d'Etat d'avoir le talent de la parole & celui de la plume.

§. I.

S'IL est vrai de dire que le sens de la vue seroit un avantage superflu pour quelqu'un que l'on auroit condamné à passer toute sa vie dans des ténèbres impénétrables, il n'est pas moins vrai qu'il nous seroit inutile de posséder la Théorie d'une science que nous ne pourrions pas réduire en pratique, soit pour nos propres besoins, soit pour juger de la manière dont d'autres s'en acquitteroient. Au reste, quelle indolence seroit celle d'un homme qui, instruit des règles d'un Art, n'en voudroit faire usage, que pour examiner la pratique d'autrui, sans jamais se résoudre à exécuter lui-même ce qu'il sauroit à fond? Il ne suffit donc pas de posséder la Théorie d'une Science; il faut encore pouvoir l'exercer en toute occasion. Il résulte de ce principe, que nous aurions en vain prouvé, dans le Chapitre précédent, l'obligation très-étroite où se trouve l'Homme d'Etat, d'être instruit de la Logique & de la Rhétorique, que nous aurions en vain désigné les principales parties de la Théorie de ces deux Sciences qu'il doit posséder aussi parfaitement qu'il est possible à un homme, s'il n'avoit pas dessein de les mettre en pratique: or, les moyens de cette pratique, ce sont le talent de la parole & celui de la plume dont nous allons parler.

Théorie inutile, si on ne fait pas la réduire en pratique.

§. I I.

En premier lieu, par le talent de la parole nous entendons l'art de s'énoncer sur le champ, & sans préparation; en sorte que ce qui se dit, ou ce que l'on explique, ne soit ni écrit auparavant, ni appris par cœur; sur-tout lorsqu'il est question de donner des réponses pressées ou de résoudre des difficultés que l'on nous fait actuellement.

Du talent de la parole.

Quelqu'un qui doit persuader les autres de ses propres sentimens, les faire agréer au Souverain, les faire adopter au Conseil, ne sauroit, sans doute, en venir à bout, sans le don de la parole. Quand on supposeroit pour un moment, un Etat dont le Gouvernement seroit si pleinement confié à un seul Ministre, qu'il ne seroit pas dans le cas de rendre compte au Souverain de ses résolutions ni de ses démarches, ce qui est une supposition absolument chimérique, vu qu'il ne sauroit y avoir d'Etat où le Ministre agisse avec une autorité si despotique; cependant dans cette supposition étrange, l'éloquence naturelle, ou la facilité de traiter sans préparation, des affaires d'Etat, lui seroit nécessaire. Il ne pourroit pas éviter d'avoir à traiter avec les Princes étrangers, ou leurs Ministres : il se verroit dans l'obligation de discuter certains intérêts politiques, d'expliquer ses intentions ou de les justifier, ou bien de demander raison de certaines démarches : toutes choses qui se font souvent de vive voix, & qui montrent que l'Homme d'Etat doit avoir le don de l'éloquence naturelle pour s'acquitter dignement de son ministère auguste.

§. I I I.

Deux
défauts
à éviter.

Mais, s'il est décidé que tout Ministre Politique doit avoir le talent de la parole, nous ne voyons pas que tous le possèdent & s'en servent avec un succès égal ; au contraire, plusieurs commettent deux sortes de fautes à cet égard, dont l'une consiste dans la confusion de leurs discours, & l'autre dans l'omission de ce qu'il y avoit de plus essentiel à dire : défauts qui proviennent originairement du tempérament, mais que l'on peut corriger avec du soin & de la pratique.

§. I V.

D'où
vient la
confu-
sion dans
le dis-
cours.

La confusion dans le discours semble naître de la trop grande ardeur du tempérament, qui fait que l'esprit est sollicité à hâter le développement de ses pensées, & les exposer toutes à la fois; de sorte qu'il ne se donne pas le temps de les mettre dans la disposition, & l'ordre nécessaire : ainsi il les débite confusément,

en foule comme elles se présentent, & avec le même desordre dans lequel l'imagination ardente les assemble. Par là, rien n'est suivi dans un discours : l'on commence par où il faudroit finir ; & faute de liaison, les points les plus essentiels ne sont pas éclaircis : tout est obscurité ; l'Auditeur n'y peut rien comprendre.

§. V.

Quant à l'omission des choses qu'il eût fallu dire, elle est de deux genres, & a par conséquent deux principes. L'omission du premier genre, est celle de quelque circonstance essentielle qui auroit éclairci la matiere, & dont le défaut laisse l'esprit dans les ténèbres : effet naturel de la précipitation dont nous venons de parler, qui voulant tout dire à la fois, n'expose rien exactement ; les choses y sont mutilées, & les termes peu expressifs, parce que l'Orateur trop précipité admet sans aucun choix, les premiers qui se présentent.

Omission des choses essentielles, est de deux sortes. Première espece.

§. VI.

L'omission du second genre, est celle des parties intégrantes du discours : défaut qui, selon nous, prend sa source dans un tempérament froid ; parce que cette froideur rend l'imagination peu propre à se représenter les especes des choses qu'il faut détailler : d'où il arrive que, si le discours emporte un plus grand nombre de choses que l'imagination tardive n'en conçoit, elle néglige, & omet tout ce qui ne l'affecte pas. De plus, les tempéraments froids sont sujets à l'apprehension, & au respect-humain ; ce qui les empêche de s'expliquer rondement, & fait que, semblable à un mauvais nageur qui n'ose abandonner la planche qui le soutient, le froid orateur s'attache à un seul point, sur lequel il languit ; crainte de rester court, s'il se hazarde à diversifier sa matiere. Dans la lenteur de sa marche, il oublie l'essentiel, & son discours devient inconcevable. Tels sont, à ce qu'il nous semble, les mauvais effets de la chaleur du tempérament, ou de sa froideur. Or, comme il est infiniment plus aisé de donner dans l'un, ou dans l'autre de ces deux extrêmes, qu'il n'est facile de tenir un juste milieu, attendu que ce milieu n'a qu'un

Seconde espece.

point indivisible, de-là vient que les Orateurs tombent, pour la plupart, dans ces défauts ; tandis que le nombre des personnes qui savent raisonner juste, est fort petit. Aussi allons-nous tâcher de donner quelques regles capables de corriger assez le tempérament, pour lui faire éviter ces deux redoutables extrêmes, & l'établir dans le juste milieu.

§. V I I.

Regle
pour éviter
la
confu-
sion dans
le dis-
cours.

Pour éviter la confusion qui provient d'une trop grande chaleur d'imagination, il faut s'efforcer de saisir d'abord, au moyen de la vivacité & de la pénétration, dont nous parlerons dans le Chapitre suivant, tous les points qui doivent constituer le discours ; afin de pouvoir en faire un bon choix, & les placer, chacun en son lieu naturel.

§. V I I I.

Regle
pour éviter
les
omissions
essenti-
elles.

Pour ne rien omettre d'essentiel, il faut avoir soin de ne point passer d'un objet à un autre avant que d'avoir traité à fond celui que l'on discute actuellement comme s'il ne s'agissoit que de celui-là seul, oubliant en quelque sorte tout ce dont on a encore à parler : parce que ce n'est qu'ainsi que l'on peut développer avec succès un point de raisonnement, & le rendre sensible en toutes manieres.

§. I X.

Regle
pour exci-
ter un
esprit
froid à se
servir de
tout ce
qu'un
raisonne-
ment or-
dinaire
essenti-
el.

Pour exciter un esprit naturellement froid à se servir de tout ce qu'un raisonnement offre d'essentiel, il faut le saisir tout entier, ou se laisser soi-même emporter par quelque passion véhémente, telle que la colere, l'amour de la Patrie, de celui de sa propre gloire, ou telle autre propre à réveiller l'ame, à la rendre éloquente : ces mouvemens exciteront les esprits animaux, & triompheront de l'indolence du tempérament. L'esprit sera porté à saisir toutes les raisons qui militent en faveur d'un sentiment & à les exposer avec une abondance vraiment oratoire.

§. X.

Pour vaincre l'indolence d'un esprit froid, il faut commencer par le délivrer des terreurs paniques qui lui font paroître insurmontables les difficultés du discours, & l'empêchent de l'entreprendre, dans l'appréhension d'avoir de trop foibles raisons à donner ; de les confondre les unes par les autres ; de manquer aux égards dûs à des personnes que l'on a intérêt de ménager & dont on n'oseroit exposer aux yeux du Public les défauts secrets : enfin, d'apprêter à rire aux autres. Un homme d'un tempérament froid ne sauroit trop se dépouiller de tous ces vains phantômes, qui, en relâchant les fibres du corps, & ralentissant les mouvemens des esprits animaux, font languir l'imagination, éteignent les étincelles du génie, & rendent un discours glacé.

Autre-
regle pour
vaincre
l'indolence
d'un esprit
froid.

§. XI.

Il n'y a pas sujet de soupçonner qu'un pareil tempérament donne, en observant cette regle, dans aucun excès contraire ; ni qu'il en devienne audacieux, inconsidéré ou téméraire : parce qu'il est moralement impossible qu'un naturel passe jamais de son état naturel de froideur, à l'ardeur violente qu'il lui faudroit avoir, pour se porter à de telles extrémités. Mais, dût-il en courir le risque ; la regle assignée pour les naturels ardens saura le modérer & le contenir dans les bornes d'un juste milieu. En effet, ce qui enhardit un Orateur jusqu'à la trop grande liberté, c'est la persuasion intime ou il est de la vérité, de l'excellence & du prix de son discours, tandis qu'il n'en a pas encore examiné & pesé l'ensemble. Mais s'il suit notre première regle, qui consiste à embrasser d'abord le discours dans tous ses points, il pourra juger sainement de la valeur réelle de ses raisons ; & la juste connoissance qu'il en aura, le rendra aussi modeste qu'assuré dans leur exposition. Par cette même regle il se sauvera du vice d'inconsidération, qui est incompatible avec la vérité & la bonté. Il s'en servira de-même avec succès pour éviter les personnalités, lorsqu'en méditant bien son sujet, dont il s'est déjà rem-

Regle
pour tenir un
juste milieu
entre la
timidité
& la pré-
sompction

pli, il comprendra que rien n'affoiblit davantage un raisonnement que le recours à ce lâche moyen.

§. X I I.

Troisième règle contre la froideur ou l'indolence de l'esprit.

On excitera encore l'indolence naturelle de l'esprit, en se remplissant bien de son sujet, en méditant tout ce qui peut y avoir un rapport direct ou indirect : circonstances, moyens, conjonctures, causes, effets, en un mot, tout ce qui s'y rapporte ; cet assemblage de choses donnera de la confiance & de l'ardeur à l'esprit le plus refroidi.

§. X I I I.

Règle utile aux esprits froids ou trop ardens.

Une règle utile, non-seulement aux esprits froids, mais aussi aux naturels trop ardens, c'est d'assurer le succès du discours par quelque préparation, par une méthode qui y mette de l'ordre, qui accoutume l'esprit à la discussion des matières difficiles, à choisir les raisons les plus fortes & les plus sensibles, à les mettre dans tout leur jour, qui en facilite l'exposé par la méditation & l'étude des termes les plus propres. Ainsi l'on parvient au bel usage de la parole.

§. X I V.

Nécessité des Règles.

Telles sont les règles qui me semblent les plus propres à corriger les défauts de tempérament, & à donner à la parole toute l'énergie dont elle est susceptible, au moyen de la Logique & de la Rhétorique, c'est-à-dire à former un Orateur parfait. Je fais qu'il ne sera pas aisé de les mettre en pratique, sur-tout pour quelqu'un qui n'est pas naturellement éloquent ; mais l'incapacité des Sujets n'ôte pas l'utilité des préceptes ; & , comme nous l'avons remarqué ailleurs, la difficulté d'une entreprise ne fait pas qu'elle soit impossible : quelquefois la peine qu'on se donne, jointe à la louable envie de parvenir, est couronnée du succès. D'ailleurs, quand même ces règles n'auroient pas tout leur effet en entier, elles le produiroient du moins en partie ;

tie ; & quelques vices de la diction en feroient ou corrigés ou diminués ; au-lieu que par la négligence de ces mêmes regles, tous les défauts iroient de mal en pis, & personne ne se trouveroit en état de s'enoncer avec l'éloquence nécessaire au Gouvernement des Etats.

§. X V.

Il est vrai qu'il se trouve quelques naturels heureux, qui, sans le secours des regles, non-seulement raisonnent juste, mais encore font un usage admirable de la Logique & de la Rhétorique, qu'ils n'ont jamais étudiées. Mais, qui est-ce qui peut se promettre d'être du nombre de ces génies favorisés ? Au reste, tout leur avantage consiste en ce qu'ils n'ont pas besoin d'apprendre à mettre en pratique ces deux Sciences ; & qu'il leur suffit pour réussir, de suivre le talent dont la nature les a doués.

Hommes
nés avec
une élo-
quence
naturelle
sont rares.

§. X V I.

Nous nous sommes assez étendus sur le don de la parole, & sur son importance pour l'Homme d'Etat. Il nous reste à parler du talent de la plume.

Du talent
de la plu-
me.

§. X V I I.

Ce talent a deux objets : les Mémoires Politiques & les Dépêches. Car ou il s'agit d'exposer par écrit des vues, des projets qui demandent une discussion détaillée, une combinaison de circonstances, une exposition de preuves & de moyens, embellies de toute l'élocution & de toute la Logique propre à emporter les suffrages de l'esprit.

Mémoi-
res.

§. X V I I I.

Ou bien, il s'agit de rendre compte, en forme de lettre, de certains événemens, négociations, traités, intrigues, incidens, batailles, avantages ou désavantages actifs ou passifs ; accompagnant le tout de réflexions propres à faire connoître au Souverain l'importance de tel ou tel fait essentiel, sans omettre autant

Dépê-
ches.

qu'il est possible, d'éclaircir les intentions, les vues & les pensées du Prince, ou des Princes qui peuvent y avoir donné occasion directement ou indirectement ; rapportant les causes, les autres circonstances, &c. L'art des Dépêches regarde sur-tout les Ministres qui sont employés au-dehors, tels que sont les Ambassadeurs ou les Gouverneurs des Provinces & des Villes. La partie des Mémoires, qui consiste dans l'exposition écrite des projets, plans, vues sur les différens objets de l'administration, avec le détail des preuves, éclaircissemens, &c. concerne les Ministres occupés dans l'Etat, auprès du Souverain. Nous parlerons de l'un & l'autre point dans la seconde Partie, Chapitres I & IX.

§. X I X.

Différence entre le talent de la parole, & celui de la plume.

L'usage de la plume diffère en quelque chose de celui de la langue. Il est sur-tout plus facile, en ce qu'il donne assez de temps pour réfléchir, au moyen de quoi l'on peut changer, ou donner un meilleur tour à ce qu'on écrit : tandis que la parole demande un exercice prompt & irrévocable ; car le mot une fois prononcé, ne peut plus être rétracté. Aussi trouve-t-on plus de bons Ecrivains, que de bons Orateurs. Mais l'Homme d'Etat doit exceller dans l'un & l'autre point.

§. X X.

Combien le talent de la plume est utile & nécessaire à l'Homme d'Etat.

Le besoin qu'il a du talent de la plume lorsqu'il réside dans les Cours étrangères, est sensible, puisqu'il doit informer son Maître de ce qui s'y passe. Il en a également besoin dans le Gouvernement d'une Province, ou d'une Colonie. Car, nous ne pouvons pas communiquer nos pensées à quelqu'un qui se trouve éloigné de nous, ni les lui exprimer telles qu'elles sont, si ce n'est par écrit : c'est donc la plume qu'il faut employer pour cet effet. Et quant à l'administration intérieure de l'Homme d'Etat, bien qu'il soit à portée de parler à son Souverain, il ne lui convient pas toujours de n'employer que la parole ; il est des matières qui demandent tant de réflexion, qu'une infinité de circonstances échapperoient & à celui qui parle, & à ceux qui

écoutent, si elles n'étoient mises sous les yeux par le moyen de l'écriture. D'ailleurs, l'usage de la plume est nécessaire, parce qu'il arrive souvent que les opinions ne sont pas l'ouvrage d'un seul Ministre, mais de tout un Conseil assemblé ; par conséquent, une opinion du Conseil, exposée verbalement par un seul de ses membres, pourroit être moins exactement rendue, & les Conseillers moins satisfaits du raisonnement de leur Colleague ; en sorte que si celui-ci venoit à s'abuser soit par inadvertance ou par pure ignorance, on ne manqueroit pas d'en imputer la faute à tout le Conseil, quoiqu'il n'y eût point de part. Il n'en est pas de même d'un sentiment tracé sur le papier : rien n'en échappe aux yeux, ni à l'attention ; il est discuté, réglé à loisir, ce qui en assure le succès, par le développement raisonné de toutes les idées qu'il présente, par la réunion de tous les suffrages & la coopération de tous les moyens que l'on a le temps de chercher & d'employer.

§. X X I.

On pourroit nous dire, qu'il n'est aucun Conseil, ni aucun Gouvernement, soit intérieur, soit externe, qui ne se trouve duement pourvu de Secrétaires, & que la plume est inutile à l'Homme d'Etat, puisqu'il peut leur en laisser le soin.

Objec-
tion.

A cela nous répondons qu'il laissera ce soin aux Secrétaires, pour sa propre commodité, ou bien pour cause d'insuffisance. Si c'est pour sa commodité, à raison de ses grandes occupations qu'il s'en rapporte à eux, rien n'empêche qu'il s'en épargne la peine, pourvu qu'il soit capable de la prendre, quand il le jugera nécessaire, ou de corriger lui-même leurs écrits s'ils en avoient besoin. Encore semble-t-il toujours bien plus à propos que l'Homme d'Etat écrive, ne fut-ce que pour entretenir l'usage de cet exercice, & s'en assurer la facilité. Mais, si le soin d'écriture étoit remis à des Secrétaires par la raison de l'incapacité du Ministre ; que feroit-il dans le Ministère ? Incapable de manier la plume, ne le feroit-il pas aussi de penser ? Car on écrit ce qu'on pense ; & ce n'est que parce que l'on fait penser, qu'on peut savoir écrire, puisque l'écriture n'est rien autre chose que l'expression de nos pensées que nous traçons sur le papier. Or, le

Réponse.

Chapitre précédent démontre l'obligation où est l'Homme d'Etat de savoir penser. Mais un Ministre incapable d'écrire, ne seroit, sans doute, pas en état de juger de ce que des Secrétaires auroient écrit; son ignorance l'empêcheroit de discerner le degré de perfection qu'auroient leurs mémoires. Concluons donc que le talent & l'usage de la plume sont le propre d'un Ministre Politique, bien plus que des Secrétaires, & que ceux-ci n'en doivent jamais être chargés, que pour soulager l'Homme d'Etat, lorsque des affaires trop multipliées l'accablent.

Néanmoins, comme tous les esprits n'ont pas une même facilité d'écrire, & que la différence naît, selon nous, des mêmes principes, d'où nous avons remarqué que provient l'habileté dans l'exercice de la parole; nous croyons que les regles déjà proposées pour raisonner juste, peuvent être employées avec un succès égal dans l'étude de l'art d'écrire. Ainsi, quelqu'un qui saura bien parler, ne manquera pas d'écrire également bien. Mais l'un & l'autre exercice exige de la pénétration autant que de la vivacité d'esprit; & nous allons traiter de ces deux qualités dans les deux Chapitres suivans.



CHAPITRE XIX.

De la pénétration d'esprit, nécessaire à l'Homme d'Etat ; & des moyens de l'acquérir.

§. I.

UNE des plus estimables qualités que l'Homme d'Etat puisse posséder, est la pénétration : cette faculté de l'esprit, par laquelle il découvre du premier abord, & à la plus légère insinuation, les choses telles qu'elles sont en elles-mêmes, leur nature, leurs effets, embrassant toute leur étendue, sondant toute leur profondeur ; combinant sagement tous leurs rapports, en un mot les pénétrant toutes entières sous toutes leurs faces. Cette incomparable faculté sonde les esprits, & s'y insinue, jusques à leur ravir des idées, qu'eux-mêmes n'auront pas assez exprimées par la parole : que dis-je ? qu'ils n'auront pas encore bien conçues eux-mêmes. Or, cette divine qualité, telle que nous venons de la représenter, doit se trouver dans l'Homme d'Etat, pour les raisons que nous allons développer.

En quoi
consiste
la péné-
tration
d'esprit.

§. II.

Il arrive souvent que, malgré les peines qu'on se donne à cultiver son esprit par l'étude, l'on ne parvient pas à l'heureuse habitude de former des idées claires, ou d'exposer ses pensées avec la netteté prescrite ci-dessus. C'est qu'il y a peu de gens qui prennent les moyens directs de faire réussir une pareille entreprise : ici c'est le goût des plaisirs, & des délices de la vie, qui distrait les personnes du beau monde ; là, ce sont les chagrins d'une condition peu commode, qui découragent le génie : tantôt ce n'est ni la volonté, ni le courage qui manque ; mais on ne s'y prend pas comme on devroit. Il s'en faut bien que toute semence pousse sa plante ; parmi celles-là même qui

Combien
il est rare
de trou-
ver des
hommes
qui rai-
sonnent
& s'ex-
priment
avec ju-
resse.

se développent, il s'en trouve plusieurs qui faute de culture, ou par le vice du terrain, dégèrent, & trompent l'espérance qu'on en avoit conçue : ainsi celles qui réussissent à fouhait, sont rares. De-même, il est peu de personnes qui arrivent à la perfection de l'état qu'elles ont embrassé, quelque soin que l'on ait pris de leur éducation. De-même encore, un Gouvernement étant composé de gens qui vivent dans le beau monde, il n'est pas possible que tous ses membres soient de l'heureux caractère de ces hommes rares, qui ont su cultiver leur esprit, & le cultiver avec succès.

§. III.

Utilité de
la péné-
tration
d'esprit
dans les
affaires.

L'Homme d'Etat doit donc s'attendre à avoir souvent à traiter avec des hommes dont les idées mal conçues ne seront souvent pas mieux exposées ; & il en trouvera infailliblement même dans le Conseil. C'est alors que la pénétration d'esprit lui est essentiellement nécessaire pour saisir le vrai de ce qu'on ne lui expose que confusément, pour redresser des raisonnemens mal digérés, pour faire sortir la lumière des ténèbres, pour démêler ce qu'il y a d'essentiel dans un mémoire diffus, pour appercevoir des vues justes & utiles dans un projet bien imaginé, mais rédigé d'une manière informe.

§. IV.

Pour dé-
voiler les
mauvais
desseins
des mé-
chans.

De plus : par sa pénétration, il découvrira la malice & l'ignorance d'autrui. Un méchant homme s'étudie à cacher sa méchanceté ; sachant trop que si jamais il vient à être reconnu pour ce qu'il est, il ne manquera pas de devenir un objet d'horreur à tout le monde. Mais comment le découvrir ? La malice préparera sourdement les coups qu'elle veut porter, & si la pénétration n'entre pour ainsi dire, jusques dans l'ame du méchant, pour lire ses pensées & y découvrir ses projets d'iniquité, comment les prévenir & les faire échouer ?

§. V.

Entre les preuves que l'Empereur Tibere donna de sa pénétration, celle-ci nous semble bien remarquable : Asinius Gallus, homme d'une malice consommée, proposoit à ce Prince, avec un grand air de desintéressement & de zele pour le bien public, la prorogation des Magistrats ; lui représentant qu'un terme plus court que celui de cinq années ne suffisoit pas pour acquérir toute l'expérience requise dans ces emplois importants. Un exposé si simple n'offroit d'abord rien que de raisonnable ; mais son venin, tout habilement caché qu'il étoit, n'imposa pas à l'Empereur : il pénétra le dessein de Gallus, qui ne vouloit prolonger les charges que pour s'assurer plus à son aise des créatures, à l'aide desquelles il pensoit pouvoir usurper le Trône. Tibere constata sur le champ en lui-même la justice de ses soupçons, & répondit sans affectation : „ qu'il seroit dur que les personnages „ recommandables, qui pouvoient bien mériter de l'Etat dans „ la Magistrature, en fussent trop long-temps exclus. „

Exem-
ple.
Tibere.

Après s'être ainsi expliqué, il éclaira si bien toutes les démarches de Gallus, qu'il s'en vit délivré, soit que celui-ci mourût de regret, ou par l'ordre exprès de l'Empereur.

§. V I.

L'ignorance ne sauroit non plus se soustraire à l'œil de la pénétration. Il est bien des personnes qui, sur une fort légère apparence de mérite, jouissent de l'estime du Public : on se laisse aisément prévenir en leur faveur, pour le moindre air de solidité & d'importance que l'on remarque en elles : elles feront, si l'on veut, dignes de quelque louange ; elles se feront conduites assez bien dans certaines petites affaires, pour paroître avoir des connoissances & de la prudence. Aullitôt le Peuple, toujours facile à éblouir, se répand en acclamations exagérées ; voila des hommes incomparables, de grands hommes ! Mais la pénétration, qui porte sa vue au-delà de l'écorce, dans l'intérieur des choses & des esprits, fait évaluer ces applaudissemens

Pour dé-
couvrir
l'igno-
rance
malquée
sous le
voile de
la pré-
somp-
tion.

& cette vaine apparence : elle fonde le vrai mérite. Ne le voyant pas, ou le trouvant trop foible, elle reconnoît la prévention, & fait se garder de l'ignorance, ou de l'incapacité de ces Sujets tant vantés.

§. V I I.

Pour
connoi-
tre les
hommes
& ce
qu'on
peut s'en
promet-
tre.

L'ignorance & la malice ainsi démasquées, la pénétration sert à prévoir les maux que l'une & l'autre pourroient causer dans l'Etat, & à se prévaloir des avantages qu'on peut en retirer. Quand on connoît les hommes, bons ou mauvais, citoyens ou étrangers, on fait les employer utilement, & faire contribuer leur malice même au bien commun, ce qui est plus que de la réprimer ou de la punir. Les moindres connoissances en ce genre sont toujours utiles à l'Homme d'Etat ; & il n'est point de sujet si vil, ou si méprisable dont il ne puisse tirer un parti avantageux : rien n'est plus commun que de voir une étincelle causer un incendie ; & le plus foible principe, produire de très-grands biens.

§. V I I I.

Défaut
de péné-
tration
dans les
Consuls
Minutius
& Sem-
pronien.

La guerre des Volsques, si nuisible à la République Romaine, fut l'effet du peu de pénétration des Consuls Minutius & Sempronien, qui donnerent tête baissée dans le piège que leur tendit Actius-Tullius, Partisan de Coriolan. Ces deux derniers ne s'appliquoient, depuis long-temps, qu'aux moyens d'animer les Volsques contre les Romains. Un jour Actius, homme rusé, se trouvoit dans Rome avec un grand nombre de Volsques ses Concitoyens, à l'occasion de certains jeux publics ; il feignit d'être dans les intérêts des Romains, & représenta aux Consuls que cette affluence de Volsques dans l'enceinte de la Ville, pouvoit n'être pas sans danger pour elle. Les Consuls trop disposés à se laisser surprendre par un tel discours, parce que les Volsques leur étoient suspects, furent aisément persuadés, & donnerent, en conséquence, des ordres si pressants, que tous les Volsques qui se trouvoient dans Rome, se virent contraints d'en sortir ; mais ce traitement injurieux fut suivi du succès que Coriolan

Coriolan & Actius en pouvoient attendre : la Nation Volsque s'arma de fureur contre Rome, & animée par les discours de Coriolan & d'Actius, elle entreprit, sous la conduite du même Coriolan, cette fameuse guerre qui mit les Romains à deux doigts de leur perte. Si Minutius & Sempronien, qui savoient le mécontentement de Coriolan & sa valeur, avoient fait réflexion qu'en chassant les Volsques de Rome, ils choquoient toute leur Nation, aussi-bien que Coriolan, qui s'en étoit rendu le Chef, ils auroient compris qu'une telle démarche n'étoit propre qu'à le révolter davantage, & qu'à préparer contre Rome même des malheurs sans nombre : par conséquent, ils n'auroient point ajouté foi aux paroles trompeuses d'Actius, & auroient souffert, en sages politiques, la visite des Volsques.

§. I X.

Ulysse fut bien plus prudent ; & le célèbre Cheval qu'il fit construire aux Grecs rassemblés devant Troie, fut l'ouvrage d'une pénétration sans égale : ce Prince habile connoissoit les Troyens naturellement portés à la superstition ; il leur prépara donc du merveilleux ; & pour leur faire ajouter foi aux mensonges de Sinon qui leur annonçoit la retraite des Grecs, il fut introduire ceux-ci jusques dans les murs de Troie, saccager cette superbe Ville, & la brûler par l'artifice dont Virgile nous a donné une peinture si vive & si touchante.

Sage pénétration d'Ulysse.

§. X.

Ces raisons nous portent à croire que la pénétration est essentielle à l'Homme d'Etat ; mais, si cette qualité n'est pas en lui un présent de la Nature, lui sera-t-il permis d'y prétendre ? Ne dépend-elle pas de trop de conditions ? Quelque difficile qu'il soit de les voir toutes réunies dans une même personne, rappelions les principales, afin qu'au moins il en résulte quelque méthode, à l'aide de laquelle, ceux qui ont naturellement un esprit pénétrant, puissent cultiver un talent si précieux ; & ceux à qui la Nature ne l'a pas donné, puissent se promettre de l'acquérir.

Si l'on peut acquérir la pénétration d'effort.

E e e

§. X I.

Qualités
qui con-
courent à
former
un esprit
péné-
trant.

Les qualités qui concourent à former un esprit pénétrant sont au nombre de quatre : la chaleur modérée du tempérament ; la connoissance de la Logique ; l'habitude de la réflexion ; & l'expérience.

§. X I I.

Un tem-
pérament
modéré-
ment
chaud.

Nous entendons par un tempérament modérément chaud, ce naturel mesuré, qui ne se livre jamais avec excès à ce qu'il entreprend, sans donner aussi dans une froide indifférence. Trop d'ardeur aveugle l'esprit, & une froide indolence le rend borné dans ses recherches, ainsi que nous l'avons prouvé dans le Chapitre précédent, tandis qu'une ardeur modérée donne lieu à la mûre attention, & fait que l'entendement s'occupe de la nature d'une affaire, & de ses circonstances, d'une manière à n'en pas omettre la plus petite partie, ni les moindres rapports : & c'est en quoi consiste la pénétration. Mais que pourra faire celui à qui la Nature a refusé cet heureux tempérament ? Il doit s'efforcer de se le donner lui-même par le secours des regles que nous avons établies dans le Chapitre précédent. A-t-il trop de feu ? qu'il s'arrête à chaque point de l'affaire dont il s'agit, comme s'il la renfermoit toute entière, suivant cet axiome : *age quod agis*. Est-il froid ? qu'il s'excite à quelque passion véhémente, qui échauffe son imagination ; qui ne fait que le vice même rend l'esprit pénétrant ? L'avare saisit habilement tous les moyens possibles de thésauriser ; il fait découvrir la moindre circonstance qui s'y rapporte ; il en pénètre les objets imperceptibles à d'autres yeux : c'est qu'il s'y applique tout entier : c'est qu'il est avide des richesses : c'est que sa passion excite & enflamme son tempérament. L'ambitieux sans cesse attentif aux occasions de s'élever, n'en perd jamais aucune par sa faute. Ainsi la crainte, la haine, la jalousie, & toutes les autres passions, excitent l'indolence naturelle des hommes. Mais si elles font cet effet sur eux, toutes vicieuses qu'elles sont, elles ne le feront pas moins, lorsqu'un louable motif les rendra vertueuses. Il faut donc qu'un

homme d'un tempérament froid, s'étudie à l'exciter, à l'animer par la passion la plus convenable à l'affaire qu'il doit traiter. S'agit-il d'examiner les suggestions de quelqu'un ? il doit s'armer de défiance. S'il est question de quelqu'autre défaut d'autrui, qu'il ouvre tout son cœur à l'indignation. Voilà, ce semble, un bon moyen d'amener un naturel froid & languissant, au point de chaleur modérée dont il a besoin pour réussir dans ses entreprises.

§. XIII.

La seconde qualité qui contribue à la pénétration, c'est la Con- connoissance de la Logique, & quiconque n'a pas une Logique noissance de la Lo- naturelle, doit étudier les règles de la Logique artificielle. Rien gique. n'empêche davantage les découvertes de notre esprit, que le défaut de raisonnement, & la négligence que nous apportons à nous former une idée claire & distincte du sujet qu'il faut discuter ; prenant, par notre peu de soin, pour une affaire fort importante, ce qui ne sera, au fond, que d'une très-petite conséquence, & au contraire faisant peu de cas de ce qui devrait nous occuper le plus sérieusement. Lorsque nous regardons comme importante une affaire qui ne l'est pas, notre esprit, en se la représentant, tourne & retourne si fort la même idée, qu'il l'agrandit & en fait un objet gigantesque, dont il ne fait plus démêler les parties ; & quand nous faisons trop peu d'estime de ce qui mériterait une sérieuse attention, c'est que l'esprit trop léger ne se donne pas le loisir de l'examiner. Hé, comment, dans l'un & l'autre cas, lui seroit-il possible de bien découvrir la nature d'une affaire ? Mais, si nous savons nous former une idée distincte de la chose telle qu'elle est, ou qu'elle doit se montrer pour être bien saisie, l'esprit en distinguera les parties, & s'appliquant à la discussion de sa nature, il en pénétrera jusques aux moindres circonstances, & aux propriétés les plus éloignées. Le Lapidairer ne sauroit jamais juger de la beauté & de l'excellence d'un diamant, tant qu'on l'empêcheroit de l'examiner à son aise : de même notre esprit ne peut rien pénétrer de ce dont il n'a point conçu une idée bien claire. Encore cette idée claire & distincte ne suffit pas, si un raisonnement en forme ne vient développer

cette idée : ce qui fait voir que la Logique est absolument nécessaire pour acquérir & pour conserver la pénétration d'esprit ; d'autant mieux qu'au moyen de cette Science nous réglons nos discours & les rendons parfaits, soit dans l'exposition du vrai qu'elle nous apprend à présenter d'une manière juste & précise, soit dans la réfutation du faux qu'elle nous apprend à saisir avec la même justesse : deux points qui constituent toute la perfection du raisonnement.

§. X I V.

L'habitu-
de de la
réflexion.

Par rapport à la troisième qualité qui forme la pénétration & qui est un excellent moyen de l'acquérir, je veux dire l'habitude de la réflexion, il est à remarquer que, comme c'est l'omission des circonstances, des causes & des fins d'une affaire qui empêche qu'on ne la pénètre suffisamment, il n'est rien de plus efficace pour prévenir ces omissions, qu'une attention scrupuleuse aux moindres parties d'une affaire, une méditation profonde de tous ses rapports, un examen sérieux de tous ses points.

Mais comme cette méditation profonde d'un sujet quelconque demande du temps, & que souvent ce temps manque, lors, par exemple, qu'il s'agit de s'en expliquer sur le champ, de donner des réponses de vive voix, sans préparation, sur des affaires importantes, où tout est essentiel, il faut nécessairement un moyen qui rende l'esprit propre à embrasser, en très-peu de temps, & comme à la première vue, tous les points & toutes les circonstances d'une affaire. Or, ce moyen est l'habitude de la réflexion.

§. X V.

Com-
ment se
forme
cette ha-
bitude.

Cette habitude ne peut s'acquérir autrement que par une application continuelle à tout ce qui se présente à l'esprit, même en choses indifférentes : car ce qui fait employer trop de temps à l'examen d'une matière quelconque, c'est la difficulté que l'esprit y rencontre ; cherchant en vain tantôt le nœud d'une circonstance, & tantôt la solution d'une autre ; ici c'est le motif, là c'est la fin ou l'effet qui lui échappe. Mais cette difficulté est heureusement levée par la répétition des actes : puisque l'esprit

n'est empêché dans son libre exercice, que par le défaut d'habitude des organes corporels à recevoir ses influences lumineuses : or, en réitérant les actes de l'entendement, il arrive que les organes s'y disposent insensiblement, en acquérant une flexibilité qui les rend susceptibles des rayons intellectuels. Ainsi s'affoiblit par degrés & même quelquefois tout-à-fait, la difficulté qu'éprouvoit l'entendement dans ses opérations. Enfin, à proportion de cette flexibilité que les organes matériels auront acquise, & par conséquent, selon qu'ils auront une plus grande facilité à recevoir la lumière de l'esprit dont l'effet dépend en partie des mêmes organes, l'entendement agira plus ou moins vite dans l'examen. Donc, il est démontré que l'habitude naît de la répétition des actes. Mais quand une fois on a acquis l'habitude de l'examen des choses, on le fait vite & sans la moindre peine : ce qui est un des bons moyens d'acquérir de la pénétration, puisqu'elle dépend de la promptitude avec laquelle l'esprit saisit toutes les faces d'un objet & toutes les circonstances d'une affaire.

§. X V I.

Le quatrième & dernier moyen d'acquérir & de conserver le précieux avantage de la pénétration d'esprit, c'est l'expérience <sup>L'ex-
périence.</sup> qui est le résultat des lumières acquises par la multitude des actes & sur-tout la continuelle méditation de l'esprit accoutumé à réfléchir sur tout ce qui se présente. L'expérience est encore le souvenir judicieux des faits que l'on a médités, au moyen duquel l'esprit comparant l'idée qui lui est restée des circonstances, des causes & des effets d'un événement à l'événement actuel qu'il étudie pour en pénétrer les circonstances, causes & effets, il apprend à connoître & apprécier celui-ci avec toutes ses dépendances : en quoi consiste l'exercice de la pénétration d'esprit à cet égard. Par cette méthode l'entendement acquiert la facilité d'approfondir tous les sujets qui lui sont proposés. Peut-être que certains génies très-éclairés n'auront pas besoin de l'expérience pour être pénétrants : n'importe, qu'ils ne la négligent pas, parce qu'elle assurera les opérations de leur entendement, & mettra de l'ordre & de l'aisance dans leurs discours.

Tels sont les quatre principaux moyens d'acquérir la pénétration, & en même temps les qualités qui constituent cette admirable faculté, laquelle est sans contredit d'un usage merveilleux dans l'exercice de la langue & de la plume. Il ne nous reste donc plus, pour terminer cette première Partie, qu'à nous expliquer sur une autre faculté aussi essentielle à l'Homme d'Etat; c'est la vivacité d'esprit qui fera le sujet du dernier Chapitre de la première Partie de cet Ouvrage (*).





NOTE

SUR LE CHAPITRE XIX.

NOTE (*) A la fin du Chapitre Page 406.

À LA suite du Chapitre de la pénétration nécessaire à l'Homme d'Etat, on peut en ajouter un autre de la nécessité du bon-sens pour bien juger des rapports politiques. L'Auteur de *l'Esprit des Maximes Politiques* nous le fournira, & ses judicieuses réflexions sur cette matière, prépareront le Lecteur à ce qui sera dit dans la seconde Partie, de la formation des maximes, & de la maturité qu'elle exige.

L'esprit a été donné à l'homme pour l'utilité de la société. Au moins c'est ainsi que le Politique l'envisage, & pour être conséquent il dit que tout homme qui a l'esprit propre à la chose qu'il fait & qu'il doit faire par état, a réellement de l'esprit, parce qu'il est utile à la société autant qu'il peut l'être dans sa profession. On est toujours utile quand on a l'esprit de son état; & l'on est ordinairement un homme dangereux dans la société quand on a tout autre esprit que celui de son état.

Il y a un genre d'esprit propre de chaque état & qui lui suffit. Aux uns il faut de la pénétration & de la sagacité; aux autres, de la précision & de la méthode; à quelques-uns, une vaste imagination; à quelques-autres enfin, une grande facilité de combinaisons & de réflexions. Mais si un état, par la multiplicité de ses objets, demande, pour-ainsi-dire, tous les genres d'esprit, ce sera constamment le plus difficile à remplir, parce que nul homme ne les peut rassembler tous, du moins également.

C'est bien le cas de l'ordre politique qui par cette raison, a fourni mille sujets médiocres contre un véritable Homme d'Etat. Tel homme est propre à un genre d'affaire, qui ne le sera pas à un autre. Tel excelle dans une partie, qui est incapable de toute autre. Tel a une trempe d'esprit propre à réussir dans un Pays, qui échouera dans un autre, parce que l'esprit n'est pas fait pour forcer les genres différens, mais pour s'y accommoder & s'y conformer. C'est ce talent de se plier que bien des gens n'ont pas, & que beaucoup ne se soucient pas d'acquiescer, parce qu'ils en sentent la difficulté. Ils croient justifier leur roideur naturelle en disant froidement que chacun a sa méthode, sans faire attention que rien n'est plus insensé que de vouloir habiller tout le monde à sa taille. Sera-ce avoir de l'esprit que de penser ainsi & d'agir en conséquence? Ce sera

certainement manquer de bon-sens ; & par ce défaut de bon-sens, tout genre d'esprit peut devenir inutile, échouer, ou même faire bien du mal.

Ce que le genre politique demande peut-être le moins fréquemment, c'est le Ministère d'une vaste imagination qui se peignant souvent des images isolées du grand, ne les combine pas avec les moyens de l'opérer. Richelieu, dans un petit Etat, se seroit peut-être autant ennuyé qu'Alexandre dans sa Macédoine ; il eût peut-être été un Politique fort dangereux dans tout autre Etat qu'un grand. Mazarin eût peut-être été propre à plus d'Etats-que lui :

Le défaut ordinaire des grands projets est de n'être pas assez réfléchis & combinés. L'éclat d'un faux brillant séduit, & l'on se livre à la chimère, au risque d'échouer aux premiers obstacles, parce qu'on remédie difficilement aux inconvéniens qu'on ne s'est pas donné le temps ni la peine de prévoir. Il ne faut point se mettre, sans nécessité, dans le cas des coups imprévus. L'esprit de la meilleure trémie a bien de la peine à y suffire, ou, pour mieux dire, il y suffit rarement.

C'est assez de l'esprit & de l'imagination pour enfanter des projets vastes, pour former des desseins brillans ; mais, outre qu'ils sont rarement de saison, même dans les grands Etats, l'esprit qui les enfanta ne suffit pas pour les conduire à leur perfection. Ce dernier ouvrage est celui du bon-sens. C'est le bon-sens qui digère les premières vues, qui les rectifie, qui donne de l'ordre aux idées, qui mûrit le projet. C'est un contrôle sûr que, par une sage défiance de soi-même, l'Homme Public doit avoir avec lui, ou qu'il doit chercher en plaçant bien sa confiance, s'il n'a pas le bonheur de pouvoir le trouver en lui-même. Heureux celui qu'une expérience réfléchie a mis en état de moins emprunter au dehors, & d'avoir chez lui une aussi précieuse ressource !

Nous distinguerons pourtant, dans les objets de la Politique, les œuvres passives & les œuvres actives. Les premières sont plus particulièrement du ressort de la sagacité. Est-on dans le cas d'écouter des propositions enveloppées ou déguisées ? L'ouverture naturelle de l'esprit aide à les développer & à en pénétrer le but & l'étendue. Rien de plus commun que d'avoir plusieurs superficies à développer avant que d'arriver au vrai. Avec le bon-sens on les soupçonne, c'est avec l'esprit qu'on les perce.

S'agit-il de rédiger des engagements, surtout après des guerres qui ont pu rendre suspectes toutes intentions, c'est la sagacité qui choisit les termes, qui en discute, pour-ainsi-dire, l'étendue & l'application, qui en prévoit les usages & les effets. C'est le principal Ministre qui agit dans la rédaction des grands Traités.

Mais s'il est question de former un système général de conduite politique, d'en fixer les vues, d'en déterminer les objets, d'en ordonner les progrès plus ou moins lents, de prévoir les obstacles qu'il pourroit rencontrer dans son exécution, d'y faire concourir les ressorts étrangers qui en peuvent faciliter le succès ; c'est-là le triomphe du bon-sens, & de cette rectitude de jugement donnée à si peu de gens, parce qu'elle ne peut être que le fruit de cette expérience intelligente qui s'acquiert si difficilement. Il est assez ordinaire de trouver des gens capables de remplir un canevas, il en est peu qui aient le talent de le tracer avec sagesse & intelligence.

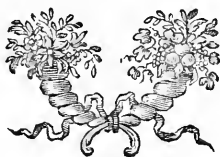
Il est aussi aisé de projeter dans l'ordre politique, que de desirer dans l'ordre ordinaire de la société. Il est aussi difficile de bien projeter que de bien desirer. Desirer est un premier mouvement, souvent fort confus, tumultueux, inconsideré ; mais desirer bien, c'est éprouver son desir par une opération réfléchie qui fait, en conséquence de l'épreuve ou examen, le réprimer s'il est

est chimérique, le modérer s'il est indiscret, chercher les moyens de le satisfaire, s'il est possible, juste & raisonnable. Projeter est souvent se livrer à l'extravagance de son imagination, à l'intempérance de ses vues, quelque bien intentionnées qu'elles puissent être. Mais projeter bien, c'est une seconde opération qui appartient au bon-sens appliqué à l'examen d'un projet pour l'éprouver en le comparant aux moyens de l'exécution, à l'avantage qu'on en peut retirer, aux suites qu'on en doit craindre, aux intérêts les plus essentiels de l'Etat, à l'impression qu'il doit faire sur les Nations étrangères amies ou ennemies.

La première opération peut enfanter d'heureuses témérités que le succès fait préconiser. Ces heureuses témérités sont de grands malheurs dans l'ordre politique, ils gâtent le jugement; & accoutument les Ministres à s'exposer en aveugles aux risques des événemens, à ne douter de rien sur la confiance qu'ils ont en un bonheur prétendu. C'est le bon-sens qui dit qu'un Ministre toujours heureux est un fléau que la providence envoie à toutes les sociétés : il est utile un moment, & nuisible dans tous les siècles suivans. Lorsque Mazarin demandoit des gens heureux, il étoit persuadé que les habiles gens ont plus de droit que d'autres à l'être; il entendoit parler du bonheur qu'enfante la prudence & non d'une heureuse témérité.

Les œuvres sensées de la Politique qui prend le bon-sens pour guide, ne dépendent point du sort, ou elles n'en dépendent que le moins qu'il est possible. Le bon-sens réfléchi dans sa marche n'éprouve point cette fougue qui gâte souvent les meilleures affaires en les brusquant. Il sait que c'est folie de vouloir forcer les ressorts, & que tout projet, ainsi que les productions naturelles de la terre, a son temps de maturité. Sachant que ses progrès ne peuvent être qu'en proportion des obstacles inhérens à la nature & à l'objet du projet même, il ne s'impatiente point de leur lenteur. Il attend l'ordre des choses. Il sait qu'une Province est plus difficile à subjuguer qu'une Ville à conquérir; qu'une alliance offensive est plus difficile à former, qu'une alliance défensive à arranger; il donne donc le temps aux événemens de s'amener les uns les autres. En précipitant leur marche, il les feroit avorter.

Concluons que si la pénétration, la sagacité & la vivacité d'esprit sont utiles & nécessaires dans l'ordre politique, le bon-sens est encore plus nécessaire & plus fréquemment nécessaire.



CHAPITRE XX.

De la vivacité d'esprit nécessaire à l'Homme d'Etat, & des moyens de l'acquérir.

§. I.

Com-
bien il
faut
avoir é-
gard aux
circon-
stances
dans les
opéra-
tions po-
litiques.

IL est très-certain que bien des idées, & bien des démarches deviennent nécessaires & utiles, selon la manière dont on fait les employer; & que la même chose qui, dans telle occasion, aura été d'un grand secours, sera nuisible dans telle autre. Il en est de ceci comme de plusieurs médicaments, très-propres à opérer la guérison, quand la maladie est parvenue à un certain point de crise, mais qui étant appliqués en toute autre circonstance, porteroient beaucoup de préjudice à l'état du malade. De-même, on doit avoir égard aux conjonctures, dans l'application des maximes, ainsi que dans l'exécution des ordres, parce que si telle occasion leur est propre, telle autre ne leur convient pas; souvent aussi la lenteur est nécessaire, & d'autres fois on perdrait tout, si l'on n'opéroit avec promptitude. Nous réserverons pour les Chapitres X. & XI. de la seconde Partie, ce que nous avons à dire touchant la lenteur ou plutôt la maturité de l'esprit dans les opérations politiques, pour ne parler ici que de la vivacité & de la promptitude, dont nous allons d'abord montrer la nature & les especes en faisant voir combien il importe à l'Homme-d'Etat de posséder cette qualité, ensuite quels sont les moyens de l'acquérir, & enfin quelle est la plus sûre méthode pour en faire un bon usage.

§. I I.

Vivacité:
sa nature.

La nature de la vivacité consiste à opérer, ou à être prêt à opérer sans délai. Il faut donc dire que la vivacité d'esprit est une faculté par laquelle on peut agir sur le champ, & c'est là en effet sa nature.

§. III.

Quant à ses especes, j'en vois deux : vivacité de pensée, & vivacité d'action. La dernière qui consiste dans l'emploi accéléré des moyens, dépend de la vivacité d'esprit qui sert à les imaginer promptement, puisque l'on n'agit jamais par choix, sans avoir pensé auparavant, d'une manière explicite, ou implicite, à ce que l'on fait. Mais comme en ce dernier cas, la vivacité, ou la promptitude, est plutôt le propre de la puissance qui exécute, que de l'Homme-d'Etat, dont la fonction principale est de penser ou commander, nous passerons cette seconde espece, pour ne parler que de la première. Faisons donc voir à présent combien la vivacité d'esprit est nécessaire au Ministre Politique.

Ses especes.

§. IV.

D'abord, souvent il n'a pas le loisir de méditer à l'aise, pour approfondir l'essence des choses proposées, leurs causes, leurs circonstances, leurs effets; puisque le temps lui manque, il faut bien que la promptitude l'aide à les pénétrer sur le champ : car l'esprit une fois disposé, c'est-à-dire, dégagé de tout obstacle de la part des organes corporels, peut s'employer librement à tout ce qui est du ressort de la pénétration. Ainsi il est facile à tout esprit vif, d'être pénétrant, au lieu que tout esprit pénétrant n'est pas vif : ce qui démontre combien la pénétration devient aisée par la vivacité, ou combien la vivacité dispose l'esprit à la pénétration : l'Homme-d'Etat devant être pénétrant, la vivacité lui est nécessaire, pour exercer sa pénétration avec plus de liberté.

Combien elle est nécessaire à l'Homme-d'Etat.

Pour aider la pénétration.

§. V.

De plus, cette nécessité se prouve par cette considération : que la promptitude seule peut suggérer une résolution qu'il faut prendre sur le champ, sans passer le temps en délibérations, lorsqu'il faut se déterminer, souvent même sur des objets dont

Pour prendre une résolution sur le champ.

on n'est pas parfaitement informé. Elle seule peut encore inspirer des réponses pertinentes à des difficultés sur lesquelles on n'a pas le temps de réfléchir dans la chaleur du discours. Si la vivacité d'esprit ne vient pas alors au secours, quel autre moyen de se tirer d'affaire avec honneur?

§. V I.

Pour
trouver
d'abord
des solu-
tions dé-
cisives
dans les
cas pres-
sans.

Nous ne nous étendrons pas ici sur ce qui regarde la production rapide & le développement succinct de son propre sentiment, nous proposant d'en parler ailleurs; nous nous fixerons à l'objet des réponses & des solutions. Si l'on manque de vivacité à répondre dans ces occasions, l'on court les plus grands risques, tels que celui de la perte de sa réputation, une disgrâce, le triomphe d'un adversaire souvent sans expérience & méprisable, ou ce qui est bien pis encore, le préjudice de l'Etat, en ce qu'il pourra en résulter l'établissement de quelque maxime, ou fausse ou incompétente, si elle n'est tout-à-fait pernicieuse.

§. V I I.

Objec-
tion.

Nous convenons que ce n'est pas toujours le raisonnement d'autrui qui persuade : il est des esprits qui ne s'attachant précisément qu'à l'essence d'une opinion, ne s'en rapportent qu'à l'idée qu'ils en conçoivent, sans égard aux raisons qu'on donne en preuves, parce qu'ils les ont méditées d'avance, & ne font aucun état des objections qu'on oppose, parce qu'ils les ont déjà réfutées dans leur esprit. Avec des esprits de cette trempe, ceux qui ne sont pas capables de trouver sur le champ des solutions, ne perdent pas beaucoup, comme aussi les adversaires du sentiment proposé ne gagnent guere.

§. V I I I.

Première
réponse.

On peut répondre deux choses : la première, qu'il est moralement impossible de trouver un esprit assez éclairé, pour voir toujours tout ce qui constitue l'essence d'une proposition quel-

conque, enforte que personne ne puisse rien avancer de nouveau pour lui. D'où il résulte que, tout ferme que se croira ce prétendu génie dans l'idée qu'il se sera formée d'un projet quelconque, il ne manquera pas d'être ébranlé, si l'on vient à opposer quelque objection qu'il n'aura pas prévue ; alors, toute sa fermeté l'abandonnera jusqu'à se voir obligé de réformer ses idées & de changer d'avis, à moins qu'il ne fût par malheur un de ces obstinés qui aiment mieux soutenir leurs erreurs & combattre la vérité connue, que de se résoudre à céder : caractères indignes du Ministère, & que l'Homme d'Etat doit néanmoins ménager, sans compromettre le bien public, s'il s'en trouve de pareils dans le Gouvernement.

§. I X.

La deuxième réponse à faire, est que l'on voit rarement de ces fortes de génies capable de puiser dans eux-mêmes le jugement d'une opinion proposée, puisqu'au contraire la plupart des hommes s'en tiennent aux raisons des autres, en les pesant. Si donc il arrive que les objections des adversaires ne soient pas anéanties par la vivacité d'esprit de celui qui propose un expédient, une résolution, ces objections tenues pour victorieuses parce qu'il n'y aura pas répondu, prévaudront. Le nombre des esprits qui pensent d'après les autres, surpassant de beaucoup celui des génies supérieurs qui savent se suffire, c'est la décision de cette pluralité qui prévaut dans un Etat Republicain ; & dans une Monarchie, il n'en ira pas autrement, parce qu'il est à présumer que le Monarque qui décide seul définitivement, fera plutôt du nombre de ces esprits qui s'en tiennent au sentiment d'autrui, l'espece en étant plus commune. Donc, en toute forme de Gouvernement, l'établissement des maximes dépend des décisions de l'Homme-d'Etat, & que sans cette vivacité d'esprit qui saisit d'abord le vrai & le faux d'une objection, il perdra souvent le fruit des plus profondes méditations, n'étant pas en état de les soutenir sur le champ contre ce qu'on leur opposera.

Seconde
réponse.

§. X.

Pour
imaginer
d'abord
des expé-
diens
dans une
crise ino-
pinée.

Ce qui prouve davantage combien cette vivacité d'esprit est essentielle à l'Homme-d'Etat, c'est la ressource admirable qu'il trouve en elle, dans les malheurs inopinés, ou imminens. En pareils cas, que serviroient des mesures qui ne pourroient être concertées qu'à loisir ? Le temps presse ; le mal réclame un remède subit ; & il n'y a qu'une pénétration vive qui puisse le suggérer. L'histoire est pleine de lamentables exemples à ce sujet.

§. X I.

Des
moyens
d'acqué-
rir cette
vivacité
d'esprit.

Cette vivacité de pénétration si nécessaire au Ministre d'Etat, n'en est pas moins une qualité rare que peu de Politiques possèdent dans un certain degré. Il fera donc à propos de présenter ici l'idée de quelques moyens qui nous paroissent propres à réveiller l'activité de l'esprit, comme nous en avons proposé d'efficaces pour acquérir de la pénétration.

§. X I I.

Premier
moyen.

Le premier de ces moyens, est cette chaleur modérée du tempérament, décrite dans le Chapitre XVIII. laquelle n'est pas impossible à acquérir, supposé qu'on ne la possède pas naturellement ; puisque l'on peut parvenir à donner un juste degré d'ardeur à sa constitution naturelle, soit en mettant des humeurs froides en fermentation, soit en modérant l'impétuosité d'un sang bouillant, par la pratique des règles contenues dans les deux Chapitres qui précèdent. Et la raison qui nous porte à croire cet équilibre des humeurs propre à occasionner la vivacité de l'esprit, c'est que dans les tempéraments où la chaleur domine, on fait que les idées se présentent en foule à l'entendement, qui se trouvant obsédé de leur confusion, devient incapable de faire un choix, & d'en présenter aucune à propos ; & quant aux naturels froids, ils sont si lents à produire une pensée, qu'ils sont incapables de trouver sur le champ un expédient utile.

§. XIII.

Un second moyen sera l'usage de ce transport qu'on nomme Enthousiasme : faculté de laquelle naissent soudainement dans l'esprit certaines images ou idées extraordinaires, & inattendues, assez fréquentes chez les grands Poëtes, lorsque pleins d'un feu presque divin, on les voit hors d'eux-mêmes, dire des choses inénarrables qui étonnent, & charment tout à la fois. L'Enthousiasme provient d'un tempérament particulier qui occasionne dans l'imagination, des mouvements secrets, & créateurs de pensées aussi uniques, qu'elles sont promptes & surprenantes. Il est quelquefois l'effet de l'habitude, dans les personnes qui affectent un langage relevé ; mais autant que cet expédient est louable, lorsqu'il est naturel, & qu'il fait se contenir dans les bornes de la décence, autant paroît-il ridicule, quand il est affecté & immodéré.

Second
moyen.

§. XIV.

C'est un axiome que ce qui peut le plus peut le moins : ainsi, l'Enthousiasme, qui présente à l'esprit des idées, ou images, aussi promptes que neuves & inouïes, en offrira de-même de communes, avec d'autant plus d'aisance, & sur le champ, & c'est en quoi consiste la vivacité d'esprit proprement dite ; étant certain que, quand les images reçues soudainement dans l'esprit, ne sont pas extraordinaires, cette perception n'est pas Enthousiasme, mais seulement vivacité.

En quoi
la viva-
cité dif-
fère de
l'En-
thou-
siasme.

§. XV.

Si l'on demande par quelle voie on pourra exciter dans soi les transports de l'Enthousiasme, je réponds qu'avec un naturel modérément ardent, l'étude des bons Poëtes, & des Orateurs excellents, qui brillent des feux d'une imagination ardente, y fera très-efficace, pourvu qu'elle soit dirigée par la prudence & par la discrétion.

Moyen
de faire
naître
l'En-
thou-
siasme.

§. X V I.

Troisième
moyen
pour ac-
quérir la
vivacité
d'esprit.

Le troisième moyen d'acquérir de la vivacité d'esprit, c'est cette sévère exactitude qui nous empêche de nous contenter aisément du succès de nos recherches, quelque suffisant qu'il paroisse, & quelque soin que nous y ayons apporté : méthode d'autant plus utile à la fin que nous nous proposons ici, que par elle nous tendons toujours à quelque chose de mieux que ce que nous tenons déjà, aspirant sans-cesse à la perfection, seule capable de répondre assez-tôt à la grandeur & à la justesse de nos vues : or ce soin scrupuleux une fois passé en coutume, produit en nous la vivacité d'esprit, comme l'effet nécessaire d'une telle cause.

§. X V I I.

Quatrième
moyen.

Pour quatrième moyen, nous conseillons l'attention à fuir les louanges, quelque justes qu'elles puissent être, parce que pour peu qu'on s'y arrête, on y prend tant de plaisir, on s'en laisse si fort charmer, qu'il est bien douteux que l'on conserve assez de courage pour travailler encore à les mériter. Sans-doute que l'esprit qui se fixe long-temps sur une idée quelconque, s'énerve pour ainsi dire dans cette considération, perd son activité & sa force ; au lieu que sans s'arrêter à quoi que ce soit, il doit s'empresse de passer d'une idée à une autre. Puis donc que les louanges, par leurs charmes séducteurs, nous sollicitent à nous fixer au point où nous sommes parvenus, on ne sauroit les éviter avec trop de soin. Outre cela, rien n'étant plus naturel à l'homme que de rechercher les éloges, comme le prix le plus flatteur du bien qu'il fait, sa généreuse réserve sur ce point, en les lui laissant ignorer, lui fera craindre de ne les avoir pas mérités ; en conséquence il redoublera ses efforts pour s'en rendre digne ; animé par une fin si noble, à laquelle il ne croira jamais être parvenu, il perfectionnera de plus en plus ses idées & ses actions, ne cessant jamais de cultiver son esprit, de l'orner, de l'enrichir des plus belles connoissances. Rien ne contribue davantage à aiguïser la vivacité de l'esprit.

§. X V I I I.

§. XVIII.

Prenons pour cinquieme moyen, la modération dans le boire & dans le manger. En effet, l'intempérance est peut-être de tous les vices, celui qui amortit davantage la vivacité de l'entendement, l'esprit sent le poids d'un corps surchargé d'une nourriture excessive, & en est accablé : le cours régulier des esprits animaux en est troublé, le système fibrillaire dérangé ; alors plus de liberté, ni de vivacité dans les idées.

Cinquieme moyen.

§. XIX.

Enfin, le sixieme moyen que nous assignons pour l'acquisition de cette vivacité, c'est un usage discret de la timidité & de la hardiesse.

Sixieme moyen.

Il est ordinaire aux esprits craintifs de se représenter les inconveniens qui pourront suivre de telle ou telle affaire, dont ils augurent mal ; & leur appréhension les fait se hâter dans la recherche des moyens de s'y soustraire : or, cela demande une sollicitude extrême, & des expédients que la crainte est capable de faire trouver sur le champ. Mais il ne faut pas qu'elle soit excessive, c'est-à-dire qu'elle représente le mal que l'on craint, sous un aspect qui l'exagere au-delà du vrai, ou du vraisemblable, en sorte que sur cette fausse apparence, on en vienne jusqu'à desespérer du remede ; parce que dès-lors, la prudence ne peut avoir lieu : on croit le mal irréparable, on tombe dans l'abattement, & l'esprit reste dans une inaction dont il ne sort plus : état diamétralement opposé à l'activité qui lui seroit si nécessaire. C'est alors que la crainte devroit être corrigée par la prudence, laquelle libre de passions, & à force de solides raisonnemens, l'aideroit à se dépouiller de ce qu'elle a d'excessif, pour s'en tenir aux termes d'un juste milieu, en n'envifageant que le bien qui peut provenir d'une défiance modérée, qui est comme une prévoyance du mal qui peut arriver, afin de n'être pas pris au dépourvu, s'il arrive. Ainsi la crainte peut être une cause de la vivacité d'esprit.

Une juste défiance.

Ggg

§. XX.

Une hon-
nête con-
fiance.

Le courage en fera une autre cause ; mais s'il dégénère en témérité, il aura aussi besoin de la prudence pour correctif, parce que c'est le propre d'un homme téméraire de braver les dangers & de s'y exposer plutôt que de s'y préparer, & de songer aux expédiens propres à s'en tirer avec honneur : ce qui seroit le plus noble usage de sa hardiesse bien dirigée : au lieu que son indiscretion gâte tout, & l'oblige de succomber. C'est donc aussi la prudence qui, offrant à l'esprit trop hardi de justes motifs d'appréhension, doit le réduire à une crainte raisonnable. Ainsi la même vertu agira avec même succès, & sur les esprits pusillanimes, & sur les esprits audacieux, modérant l'audace de ceux-ci par de solides sujets de crainte, excitant la confiance des autres par des motifs d'espérance. La prudence met l'esprit dans ce juste équilibre de crainte & d'espérance, qui est l'état le plus propre à user librement & avantageusement de ses facultés, & sur-tout de sa vivacité.

§. XXI.

Objec-
tion.

L'on nous objectera peut-être la difficulté extrême de l'emploi du correctif que nous assignons ici ; & l'on nous dira qu'un esprit sujet à la crainte, ou à la présomption, dans un degré qui tient de l'excès, prend l'une ou l'autre de ces passions, pour une souveraine prudence qu'il se croit obligé de suivre. A quoi nous répondons :

§. XXII.

Réponse.

1°. Mais tout ce qui est difficile, très-difficile, si l'on veut, n'est pas impossible, & des efforts réitérés font souvent surmonter les obstacles qui sembloient d'abord invincibles.

2°. Il n'est personne qui ne puisse acquérir par soi-même cette sorte de prudence, s'il fait attention à ce que nous avons dit dans le Chapitre XVII. en traitant de la Logique, au

moyen de laquelle on conçoit les choses dans leur vrai sens, & telles qu'elles sont en effet. Ainsi, quelque pusillanime ou téméraire que l'on soit, on sentira que la pusillanimité n'est point la prudence, que la témérité l'est encore moins, & dès que l'on aura reconnu en soi l'un de ces deux défauts, cette découverte amenera le remède.

3°. Il ne faut pas s'imaginer que l'on puisse devenir prudent tout-à-coup, sur-tout, lorsque quelque passion nous domine, il est trop mal aisé de suivre la saine raison : il faut s'être fait une étude fort sérieuse de sa recherche, dans les beaux jours de la jeunesse, ou bien il est fort à craindre qu'on ne le fasse jamais, ou qu'on s'y prenne trop tard. Mais lorsqu'on est accoutumé à ne suivre que la raison pour guide, alors on peut se flatter de parvenir à cette noble disposition d'esprit, à cette prudence qui donne du courage aux ames timides & modere la fougue des ames téméraires.

§. XXXIII.

Après avoir exposé les moyens par lesquels on peut prétendre à l'acquisition de la vivacité d'esprit, voyons quelles sont les occasions de s'en servir. D'abord, il ne paroît pas qu'elle soit toujours convenable. Il est difficile que cette vivacité ne se trouve quelquefois hors de saison, soit en allant au de-là des bornes, soit en ne se donnant pas le temps de la réflexion. L'esprit humain, quelque attention qu'il se donne, prend encore aisément le change. Ne le croyons donc pas capable d'une sagesse qui ne se démente jamais : cette prétention seroit injuste. Il est des conjonctures difficiles, où ses fautes, quand il en fait, n'ont rien qui doive nous surprendre, & c'est le cas où il convient de ménager sa foiblesse, en écartant ces sujets trop embarrassants, pour l'exercer en d'autres moins pénibles, afin qu'il y renouvelle ses forces, & rentre ensuite avec plus de vigueur dans la carrière des difficultés qui l'avoient d'abord arrêté.

Il n'est pas toujours expédient d'employer cette vivacité qui force nécessairement la faculté intellectuelle, mais il faut quelquefois agir de sens froid, & comme on dit, à tête reposée ;

changeant de méthode à propos, l'esprit reprend des forces, pour opérer ensuite avec la promptitude convenable. De plus, suppose qu'un Ministre Politique voulût fuivre, en toutes rencontres, sa vivacité naturelle, qu'en arriveroit-il autre chose, sinon que cette fougue ne pouvant manquer de l'induire enfin en erreur? Non-seulement il se feroit tort à lui-même, mais il nuiroit à l'Etat par les mauvaises suites de quelque maxime dont il ne se feroit pas donné le temps d'appercevoir la fausseté.

§. X X I V.

Occa-
sions de
l'em-
ployer au
bien de
l'Etat.

Quelles seront donc les occasions où il conviendra de faire usage de la vivacité d'esprit? Nous les avons assignées, en faisant voir à quoi & combien cette qualité étoit nécessaire à l'Homme d'Etat. Il en faut faire usage dans les périls imminens, & dans les crises imprévues qui ne permettent pas de réfléchir long-temps sur le choix des moyens; dans les circonstances critiques d'un avantage dont il faut profiter sur le champ, pour ne le pas perdre sans retour; dans les Conseils où il s'agit de réfuter une opinion contraire, ou de prouver son propre sentiment de vive voix. En tous ces cas, l'esprit se trouve pressé de se décider & de prendre une résolution subite. Or, ce sont-là les conjonctures où un esprit solide ne se trompe guère; parce que l'urgence des choses, en l'échauffant, épure ses idées, & les lui offre également claires & justes.

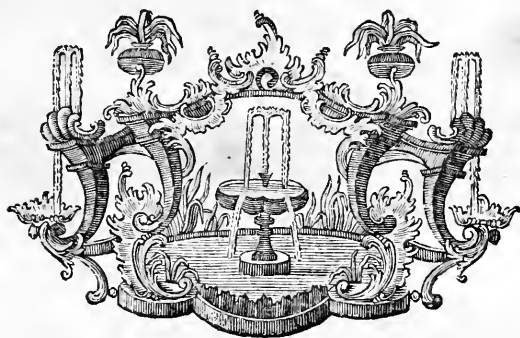
§. X X V.

Exemple.

Alexandre aux prises avec Darius, dans la bataille d'Arbelles, donna une preuve remarquable de la vivacité de son génie. Parménion voyoit ses tentes, & les bagages d'une partie de l'arrière-garde qu'il commandoit, sur le point d'être enlevés; il en fait parvenir l'avis à son Maître qui combattoit à la tête de l'armée, & lui déclare le besoin extrême qu'il a d'un renfort de troupes, s'il veut éviter cette perte. Mais Alexandre, qui ne prétendoit à rien moins qu'à une victoire complète, pour laquelle il avoit besoin de tout son monde dans le fort de la mê-

lée , manda sur le champ cette réponse à son favori : „ Il est inutile de songer à défendre cet objet , parce que si nous perdons la bataille , le secours que vous me demandez ne servira rien : & si je sors victorieux du combat , tout est par moi , ou défendu , ou recouvré.

Jusques ici , nous avons parlé des qualités essentielles à l'Homme d'Etat : qualités dont il doit si indispensablement être doué , que sans elles il ne lui seroit pas possible de s'acquitter avec honneur de ses nobles fonctions. Il est temps de considérer l'Homme d'Etat dans l'exercice de son Ministère sublime. C'est ce que nous allons faire dans la seconde Partie (*).





NOTE

SUR LE CHAPITRE XX.

NOTE (*) A la fin du Chapitre Page 421.

Nous ne saurions mieux terminer cette première Partie, que par les excellens conseils que le célèbre Chancelier Bacon donnoit à un Ministre : ce sont des principes d'Administration, qui, étant conformes à ce qu'on a établi dans le cours des vingt Chapitres précédens, leur serviront de récapitulation.

INSTRUCTION POLITIQUE

Adressée à un Ministre,

PAR LE CHANCELIER BACON.

„ LA place que vous occupez est sans-doute éminente, mais encore
 „ plus dangereuse, si la sagesse n'y est pas montée avec vous. Vous êtes,
 „ non pas un Courtisan, mais l'homme de compagnie & de confiance du
 „ Prince. Toujours sous ses yeux, à son oreille, vous reposez sur son sein,
 „ & il s'appuie sur votre bras.
 „ Les Rois ont des favoris & des prédilections, parce qu'ils sont des
 „ hommes; profitez de cette foiblesse tantôt pour leur insinuer vos senti-
 „ mens, & tantôt pour combattre leurs volontés.
 „ Les Rois sont au-dessus des Peuples, mais non pas à l'abri de leurs
 „ censures: les Ministres sont le bouclier des Rois, toujours prêts à parer
 „ les traits de la malignité du Peuple; à côté du trône, ils en doivent por-
 „ ter le fardeau, puisque l'éclat en rejaille sur eux....
 „ Les Rois sont comme des Dieux, mais ils ne sont pas des Dieux: ils
 „ ne peuvent tout voir & tout entendre; & les Ministres doivent sup-
 „ pléer au défaut de leurs sens.
 „ Vous êtes donc une sentinelle qui veille perpétuellement contre les
 „ surprises. Flatter le Prince est un crime de trahison plus coupable en-
 „ vers lui, que celui d'une rébellion ouverte, & plus dangereux à l'Etat
 „ qu'une guerre manifeste. Vous êtes l'astre sur qui tous les regards sont
 „ attachés; la moindre de vos négligences est comme une éclipse qui
 „ jette la consternation parmi les Peuples. Vous ferez enfin le bon ou le
 „ mauvais Génie de la Nation, selon que vous ferez influencer le bon ou le
 „ mauvais dans le Gouvernement.

„ Affaifonnez les refus de raifons & de manieres fatisfaisantes, vous ne
„ defobligez perfonne. Expédiez les graces, vous épargnez le temps &
„ l'argent de ceux qui les attendent. Mais foyez en garde contre les pré-
„ ventions favorables. Si vous aimez quelqu'un, ne le jugez jamais feul ;
„ mais recueillez plusieurs avis, afin de fuivre le plus impartial. Car fe
„ livrer aveuglément aux confeils d'un homme, fur-tout pour les affaires
„ d'autrui, c'eft vouloir fe tromper quelquefois. Ecoutez rarement les
„ gens attachés à votre perfonne ; l'argent les fait parler, & l'intérêt ne
„ rend guere que de faux oracles.

„ Quant à la Religion qui eft le premier frein du Gouvernement, ne
„ décidez jamais rien, fans confulter un Théologien fage, rempli de lu-
„ mieres & d'érudition, modéré dans fon zele, & de mœurs exemplaires.
„ Ecartez toute efpece d'innovation, elle n'arrive jamais fans fcandale ;
„ elle réveille l'efprit de doute & de fchifme, & le libertinage s'accroît
„ parmi ces troubles. La Religion qui enfante le plus de fectes, eft la plus
„ dangereufe à l'Etat. L'efprit d'intolérance eft l'ennemi de la paix, &
„ par conféquent de la Monarchie.

„ Mettez les Eccléfiastiques à l'abri du mépris ; refpectez-les vous-même,
„ & faites qu'ils fe refpectent.

„ L'édification de leur vie, & la charité de leurs difcours les maintien-
„ dront dans la vénération des Peuples. Le mauvais exemple d'un Miniftre
„ de l'Eglife eft comme une tache fur le vifage qui efface toute la beauté
„ du corps. Avant de les admettre aux dignités & aux bénéfices, attendez
„ que la voix publique les y appelle ; le mérite ne manque jamais de la
„ faire parler. Les places de choix ne doivent point fe donner à la brigade,
„ ni à la faveur. La fcience & la piété y ont des droits exclusifs ; & tandis
„ qu'elles en font en poffeffion, le patrimoine de l'Eglife ne fera point di-
„ verti à des ufages profanes.

„ Le trône des Rois eft appuyé fur la clémence & la juftice. Les Loix
„ civiles font la regle de la juftice entre un citoyen & un citoyen. Les Loix
„ fondamentales du Royaume font la regle de la juftice entre le Prince &
„ le Peuple ; elles feules balancent l'autorité avec la liberté. Si l'inju-
„ ftice s'y mêle, elle vient de l'homme & non pas de la Loi.

„ Loin d'une Monarchie tout pouvoir arbitraire. Les Loix feront cheres au
„ Peuple, tandis qu'il les regardera comme un rempart contre le Despo-
„ tisme, & comme la Sauve-Garde d'une juftte liberté.

„ Les Loix ne font vivantes que par l'activité & la continuité de leur exé-
„ cution. Mais la vigueur de leur action dépend du choix que l'on fera des
„ Juges. La diftribution de la juftice demande une ame intrépide, éclair-
„ rée, qui craigne Dieu, & qui aime le travail : un ignorant ne peut, un
„ lâche n'ofe être bon Juge. Mettez les Juges à l'abri de la follicitation
„ des Grands, & délivrez le Roi de l'importunité des Courtifans, afin
„ qu'ils ne puiffent pas fe prévaloir de la faveur du Prince contre l'intégrité
„ de la juftice. Un Juge, fut-il affez ferme pour réfifter à la protection du
„ Prince, n'échapperoit jamais aux foupçons du Peuple ; & l'équité d'un
„ Juge doit être comme la vertu de la femme de Céfâr, c'eft-à-dire,
„ exempte de foupçon.

„ Si les commiffions font vénales, celles qui n'étoient que paffageres,
„ deviendront perpétuelles. Un homme qui fe préfente l'argent à la main,
„ ne peut guere avoir d'autre intention que de vendre au Peuple ce qu'il

„ achete de la Cour. Il convient de laisser une place à l'émulation dans
 „ tous les états & dans tous les âges, afin que l'on puisse distinguer quel-
 „ quefois le mérite des richesses.

„ Chaque tribunal doit être contenu dans sa sphère ; l'harmonie régnera,
 „ tandis que les limites des juridictions seront clairement marquées.

„ La rigueur de la justice, ou le droit de sévir est entre les mains du
 „ Juge, la faveur ou le droit de pardonner appartient au Roi. S'il punif-
 „ soit, son aspect seroit terrible ; si sa clémence n'avoit pas les mains liées,
 „ son autorité s'aviliroit. Il faut des exemples de sévérité pour contenir le
 „ Peuple ; il en faut de bonté pour l'adoucir. Si un Roi ne se fait pas ai-
 „ mer, & si les Juges ne le font pas redouter, il ne régnera pas long-
 „ temps.

„ Un Roi ne doit appeler à son Conseil, c'est-à-dire au Conseil d'Etat,
 „ que des hommes d'une fidélité à toute épreuve, d'un secret inviolable,
 „ d'un jugement profond & d'une expérience consommée. Il ne seroit pas
 „ mal d'y admettre quelques jeunes gens capables de se former, & qui
 „ n'ont besoin que d'usage dans les affaires. Comme un pareil tribunal ne
 „ doit jamais se rétracter, rien n'en sortira qu'après les plus amples déli-
 „ bérations ; encore ne seront-elles pas suivies d'une prompte exécution, à
 „ moins que le délai n'entraîne de grands dangers....

„ Le meilleur moyen d'entretenir la paix, c'est d'être toujours prêt à
 „ faire la guerre. Que vos soldats soient exercés & bien munis, comme
 „ à la veille d'une bataille ; que vos forts & vos places soient en bon
 „ état, comme si vous entendiez le cri de l'ennemi. La sécurité est un pé-
 „ ril, & la prévoyance une sûreté. Maintenez sur-tout vos forces mari-
 „ times. Un vaisseau est un instrument de conquête & de défense qui pro-
 „ mène la terreur & la victoire sur tous les éléments ; il répare les pertes de
 „ terre, & rétablit l'équilibre. Ne confiez jamais le commandement des
 „ troupes à un jeune téméraire qui aime le faux éclat & la débauche ;
 „ il est aussi incapable de gouverner les autres que de se gouverner lui-
 „ même.

„ Tenez les rênes de l'Empire plus fermes en temps de guerre, de peur
 „ que les mécontents n'achevent l'ouvrage de l'ennemi. Ne divisez point
 „ vos armées : ce sont autant de combats singuliers, où l'Etat sera tou-
 „ jours vaincu. Il n'y a ni justice ni convenance à conquérir au loin.
 „ Le soldat sert à contre-cœur hors de sa Patrie, & presque toujours sans
 „ succès.

„ Avant de fonder des Colonies, il faut chercher des côtes maritimes
 „ pour la facilité du Commerce, un climat analogue à celui du Peuple
 „ qu'on transplante ; un sol où les mines abondent, & propre à produire
 „ des grains naturels à la Nation qui s'expatrie, un Pays arrosé de rivières,
 „ tant pour l'agrément du séjour que pour la commodité des transports ;
 „ une terre peu habitée pour éviter les hostilités qu'entraîne une invasion,
 „ & séparée des autres Colonies pour faire des profits plus considérables &
 „ d'autant plus assurés, qu'ils ne seront point disputés. Mais les Colonies de
 „ la même Nation doivent être voisines, pour s'entre-aider & concourir
 „ au bien du Commerce extérieur.

„ C'est à une Compagnie particulière de se mettre à la tête de pareils éta-
 „ blissements. L'appas du gain ne les laissera jamais manquer d'habitans ;
 „ mais si le Prince s'en mêle, il n'y trouvera que des forçats à exiler ; il
 „ doit

„ doit permettre les embarquemens & non les ordonner. Tout se fera ce-
„ pendant sous son nom ; & comme la Nation doit porter avec elle ses
„ mœurs, ses Loix, sa Religion & sa discipline militaire, il doit créer un
„ Vice-Roi qui n'aura toutefois que le nom de Gouverneur ; il établira un
„ Conseil souverain pour fixer les possessions & les intérêts ; il enverra un
„ Evêque & des Prêtres, mais en petit nombre, pour maintenir la Reli-
„ gion sans altérer la paix ; enfin il y fixera des Officiers plus sages qu'am-
„ bitieux ; car il faut se défendre, & contre les incursions des naturels, &
„ contre les invasions des étrangers.

„ On songera d'abord à la nécessité des habitations, & aux besoins phy-
„ siques dans les plantations ; le temps du luxe & des commodités viendra.
„ En coupant des bois pour la construction du logement ou des vaisseaux ,
„ vous trouverez des mines dans les voisinages de la mer.

„ Chassez des colonies les banqueroutiers, les assassins, & tous ces
„ brigands qui cherchent un azyle au-delà des mers, & qui ne doivent en
„ trouver nulle part, contre la rigueur des Loix & la honte du crime qui
„ les poursuivent.

„ Les droits du Prince assiegent le sujets dans toute l'étendue de sa do-
„ mination. Il pourra donc établir une taille modérée, & quelques levées
„ sur l'exportation & l'importation des Marchandises ; mais que ces revenus
„ soient légers, s'il veut qu'ils croissent à proportion du Commerce. Qu'il
„ oublie même au commencement tous ses droits, pour les retirer avec
„ usure dans la suite.

„ Ne faites point de vos colonies, un lieu de bannissement pour des
„ citoyens libres, ni la patrie des rebelles. Ne dépeuplez pas un pays de
„ ses habitans pour le repeupler d'étrangers, sous prétexte de la Religion ;
„ elle ne demande pas du sang, mais des hommages libres. Etablissez-y
„ des manufactures, ou des magasins remplis des marchandises du pays
„ les plus utiles à votre Commerce tant intérieur qu'extérieur, & propres
„ à l'échange de vos denrées. Ecartez les monopoles qui viendroient étouf-
„ fer la colonie dès sa naissance. Enfin vous pourvoirez à tout par le choix
„ d'un sage Gouverneur qui soit capable de jeter les fondemens du bon
„ ordre, & de suppléer à force de vigilance, les ressources qui manquent
„ aux besoins imprévus. Mais précautionnez-vous contre les insinuations
„ malignes des gens que l'intérêt ou l'envie porte à décrier les hommes
„ nécessaires. Car ces manœuvres sont la peste du zèle & de la bonne foi.

„ Ayez égard dans le Commerce à ce que l'exportation soit plus confi-
„ dérable que l'importation. Cet excès de valeur vous produira un fonds
„ d'argent qui grossira chaque année la richesse de l'Etat. Car la circulation &
„ l'industrie se reproduisent tour-à-tour, & de leur influence réciproque dépend
„ l'augmentation du Commerce, & par conséquent des richesses. Dans
„ l'importation de l'étranger, ne donnez entrée aux frivolités, qu'autant
„ qu'elles serviront de véhicule aux marchandises solides. Profitez du luxe
„ & de la vanité de vos voisins, pour fournir à ses modes ; mais craignez-en
„ la contagion. Imitons plutôt la gravité des Espagnols qui ne permettent les
„ riches étoffes qu'aux Comédiens & aux petits-maîtres de la Cour ; mais
„ les gens sensés se les interdisent sous peine d'infamie, & la loi favorise
„ de si-sages mœurs, par des amendes portées contre les abus du luxe. Il
„ devoit y avoir de semblables punitions pécuniaires, pour arrêter les
„ débordemens de la débauche dans les festins, & pour corriger le raffiné-

ment dans la recherche des mets & des vins. La jeunesse surtout a besoin de frein sur ces fortes de dépenses : car la raison & l'intérêt de la santé retient assez les gens d'un certain âge.

Au-lieu de porter à un si haut prix les productions qui viennent de loin , & les curiosités de vos voisins , donnez du cours à vos denrées , & faites valoir l'industrie des citoyens.

Il n'y a point d'économie plus généralement recommandable que celle de la culture des terres. Ménagez donc les labourers, comme les pères nourriciers de l'Etat.

On peut dire que dans le corps politique, comme dans le corps humain, les vaisseaux sont un objet d'une attention extrême ; la santé, mais sur-tout la durée de la vie en dépend.

Le Prince doit se regarder comme père de la Patrie, & comme père de famille ; c'est-à-dire qu'il doit le secours à ses sujets, & l'exemple à sa Cour. Le moindre scandale qu'il donne est mortel pour les mœurs publiques ; les Loix, ainsi que la Personne, ne sont sacrées qu'autant qu'il les honore. Ce titre de père de famille l'engage encore aux détails de l'Economie domestique, & à veiller sur les Officiers de la Couronne. Les charges de sa Maison sont des titres & des emplois. La dignité de ces charges appartient aux Grands qui, par une contradiction assez bizarre, s'honorent à la Cour de ce qui est vil chez eux, & vont rendre au Prince avec une extrême bassesse, les mêmes services qu'ils viennent d'exiger avec la dernière hauteur, de leurs domestiques. L'office & le détail des fonctions doit tomber sur des gens de confiance, en qui l'on ne demande que du zèle & de la probité. On obtiendra l'un & l'autre par les voies de l'affection, qu'un Roi peut consulter dans le choix des sujets qu'il approche de sa Personne, pour veiller à l'entretien de sa vie & de sa santé. Mais quand il s'agit des Officiers de justice, & de tous ceux qui ont une liaison essentielle & particulière au bien de l'Etat, le choix est moins à sa disposition, qu'à la pluralité des talens & des titres de mérite ; & comme si sa Personne devoit lui être moins chère que celle du Peuple, il peut faire un sacrifice de ses intérêts à ses inclinations pour ce qui le regarde, & ne peut qu'immoler tout à l'équité, dès que l'intérêt des citoyens a parlé.

Un fourbe n'est pas digne d'habiter dans mon Palais, disoit David ; que seroit-ce donc aujourd'hui, si un honnête homme n'étoit pas fait pour entrer dans la Cour des Rois, & s'il n'y restoit d'autre parti à la vertu que celui du silence ou de la retraite ? Les Officiers chargés de la dépense de la Maison Royale, doivent être d'une économie & d'une fidélité à toute épreuve sur l'honneur & l'exactitude. Ceux qu'on emploie aux recettes, ne devoient point abuser de leur commission pour rançonner le peuple. Tous ces hommes, qui grossissent la boule de leur fortune des débris de celle de l'Etat & du Prince, qui parlent sans cesse des besoins de l'un pour augmenter les charges de l'autre, ressemblent aux crocodiles qui poussent des cris & des plaintes, quand ils veulent dévorer.

Ce n'est pas qu'un Prince ne doive lever les droits de sa Couronne, & grossir le Trésor Royal dans les temps fâcheux ; car un coffre vuide n'a pas un son qui en impose aux ennemis. Mais il faut de la modération & de l'équité dans les répartitions.

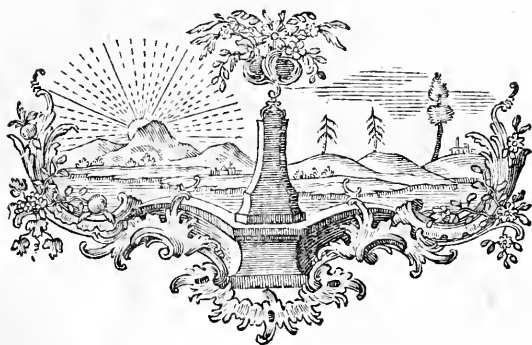
Parmi les objets de luxe qui regnent à la Cour, le temps des plaisirs n'est

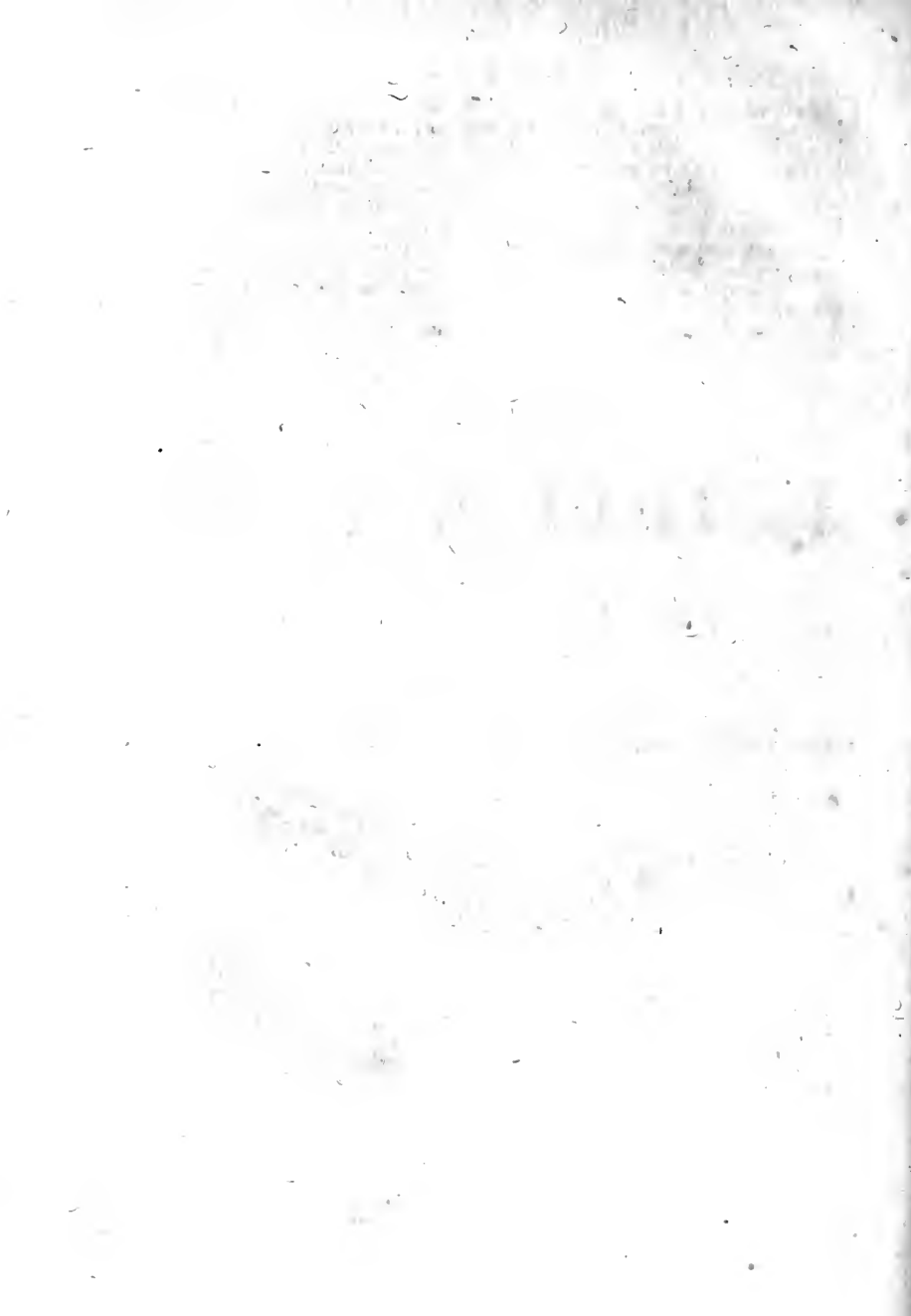
„ pas à négliger. Il faut des spectacles, des bals & des concerts pour une
 „ Reine & des Princesses; il faut des fêtes pour amuser des étrangers : mais
 „ que la joie y brille plus que la dépense. Les exercices qui conviennent
 „ le mieux à la Cour, sur-tout quand il n'y a point de femmes, sont la paume,
 „ la chasse, les joutes, les tournois & tous les exercices à cheval, parce
 „ qu'ils entretiennent également la santé, la force & l'adresse, que la
 „ plupart des autres plaisirs énervent & détruisent...

„ Quand vous aurez des conseils à donner à votre Maître, faites passer
 „ vos leçons sous le nom d'un Auteur ancien, ou à la faveur d'une réflexion
 „ générale que la conscience rend toujours personnelle à celui qui en a
 „ besoin.

„ Puissiez-vous, avec de telles vues, être long-temps l'instrument du bon-
 „ heur de l'Etat & du Prince !" *Analyse de la Philosophie du Chancelier Bacon.*

Fin de la première Partie.








L' H O M M E
D' É T A T.

SECONDE PARTIE.





L'HOMME D'ÉTAT,

Par NICOLO DONATO;

Ouvrage traduit de l'Italien en François,

Avec un grand nombre d'Additions considérables, extraites des Auteurs les plus célèbres qui ont écrit sur les matieres politiques.

Consiliarius optimus est res etiam Regibus ipsis præstantissima ac utilissima.
ISOCR. AD NICOCLEM.

SECONDE PARTIE.



A L I E G E,
Chez CLEMENT PLOMTEUX, Imprimeur de
Messieurs les Etats.

M. DCC. LXVII.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.



L' H O M M E D' É T A T.

S E C O N D E P A R T I E.

Des principales Fonctions de l'Homme d'Etat.

C H A P I T R E I.

De la diversité des Emplois de l'Homme d'Etat.

§. I.



IEN ne prouve mieux l'excellence d'un moyen, que le succès avec lequel nous le voyons parvenir à la fin pour laquelle on l'emploie. Ce n'est pas assez qu'il puisse y arriver ; il faut qu'en effet il y arrive. Nous savons que la Philosophie est un bon moyen d'acquérir la sagesse ; mais c'est la sage conduite du Philosophe qui en fait foi. L'art militaire mène à la Gloire ; mais c'est le courage dont un Guerrier se montre animé dans les combats, qui en rend témoignage. La Réthorique nous vante aussi les charmes & la puissance de son art ; mais c'est dans les éloquentes discours de l'Orateur qu'elle les montre. De-même l'Homme d'Etat eût-il acquis toutes les qualités qu'exige de lui son Mi-

L'Homme d'Etat doit avoir une idée juste de ses fonctions.

nistère ; possédât-il, dans le plus haut degré, tous les talents dont nous avons prouvé l'importance dans la première Partie de cet Ouvrage ; il n'est rien encore, s'il ne joint la pratique à la théorie. L'essence de sa charge est toute dans son exercice, & s'il ne faisoit que connoître ses devoirs, sans les remplir, il pourroit bien dire qu'il est un Homme fait pour l'Etat, mais non pas un Homme d'Etat. Nous étant donc proposé de montrer, autant qu'il nous est possible, les meilleurs moyens de devenir, avec un peu de peine, un véritable Homme d'Etat, il ne nous suffit pas d'avoir recherché & assigné les qualités qui le constituent. Peut-être n'avons-nous pas encore touché au point le plus important. Il faut entrer dans le détail des sublimes fonctions du Ministère Politique, en donner des idées nettes & précises, & montrer la manière de les exercer avec dignité, pour le plus grand bien de l'Etat, afin que ceux qui y aspirent, puissent les connoître, & mériter par l'excellence de leur Administration, le titre glorieux d'Hommes d'Etat.

§. I I.

Objet
général
du Ministère Po-
litique.

Procurer
à l'Etat la
plus gran-
de somme de
bonheur
possible.

Il se présente d'abord deux objets à considérer, la nature du Ministère Politique, & les différentes manières de l'exercer.

La charge du Ministre Politique consiste à procurer à l'Etat qu'il dirige, tous les avantages qui peuvent le rendre heureux par des voies justes & raisonnables. Il faut par conséquent que l'Homme d'Etat se forme en premier lieu, l'idée abstraite du plus parfait Gouvernement possible, tel, par exemple, que celui de la République de Platon : ensuite il examinera à fond la nature de son propre Gouvernement ; & sur la différence des rapports, il travaillera à sa réforme, jusqu'à ce qu'il réussisse à le perfectionner, en le rendant, le plus qu'il pourra, semblable au modèle conçu. Pour cet effet, il doit connoître les moyens qui conduisent le plus directement à son but, ainsi que la meilleure méthode à suivre dans l'usage de ces moyens : & c'est ce que nous avons expliqué assez au long dans presque toute la première Partie.

§. III.

Mais comme il n'est donné à personne, en cette vie, de se procurer ce bonheur parfait, auquel tous les hommes aspirent, rien ne convient mieux à chacun que de se faire une image de félicité éloignée, qui serve de point de direction, sur lequel on puisse redresser ses vues dans la recherche du bon, en applanissant les difficultés qui s'y rencontrent à chaque pas, & en écartant, le plus qu'il est possible, les dangers que l'expérience & la saine raison apprennent à craindre & à éviter. Mais du reste il faut savoir se contenter de la somme de félicité qui convient à chacun de nous, selon les circonstances où nous nous trouvons, nos rapports & nos facultés, plutôt que de prétendre avidement à un bien sans mélange, malgré l'assurance intime où l'on doit être de ne l'obtenir jamais.

L'Homme n'est pas capable d'un bonheur parfait.

§. IV.

Il en est de-même d'un Etat : il seroit inutile de songer à le fixer jamais sur les bases métaphysiques de la félicité idéale dont nous venons de parler : donc bien qu'un Ministre doive l'avoir en vue, cette félicité comme son modele ; si par ses soins efficaces, il vient à bout de remédier aux maux qui pourroient nuire davantage au Gouvernement, ou d'en écarter les dangers que des raisons solides lui font craindre comme plus prochains ; si son extrême vigilance procure à l'Etat tout le bien qu'elle peut lui faire & lui conserver aisément, ce Ministre aura rempli sa charge, parce que l'idée d'un bonheur parfait exclut jusqu'aux moindres maux, en même-temps qu'elle comprend la possession des plus grands biens possibles ; si les remèdes employés contre de petits dommages, venoient à être eux-mêmes plus nuisibles que le mal qu'on voudroit guérir, ce qui est assez ordinaire, on auroit à se reprocher d'être cause du malheur de l'Etat, au lieu de se féliciter d'avoir fait son bonheur. Il en seroit de-même de la prétention à des avantages trop relevés. Comme leur acquisition dépend d'une multitude de moyens combinés, un

De la somme de bonheur convenable aux corps politiques.

seul de ces moyens n'a qu'à manquer, non-seulement on n'obtient point le grand avantage prétendu, mais encore il en résulte la honte & le dommage d'avoir fait inutilement des préparatifs pénibles & dispendieux ; sans compter les préjudices plus considérables encore qui peuvent s'ensuivre. C'est pourquoy, il suffit de consulter de loin ce type de félicité suprême, non pas pour y atteindre absolument, ce qu'il ne seroit pas sage de présumer, quelques moyens que l'on y employât, mais pour en approcher le plus qu'il est possible, en se contentant, selon la règle prescrite, de s'appliquer infatigablement à prévenir les préjudices de l'Etat, ou à les éloigner, & à lui procurer tous les avantages dont l'acquisition est aisée ; parce que cette conduite peut seule mettre à couvert des inconvéniens dont nous avons fait voir le danger.

§. V.

Moyens
généraux
de pro-
curer à
l'Etat
cette
somme
de bon-
heur.

Mais la difficulté consiste à faire une assez juste estime de ces préjudices & de ces avantages, pour discerner leur importance respective : Or, ceci exige deux qualités principales, dont l'une ne sauroit marcher sans l'autre. La première est l'heureuse exemption des vices qui naissent du tempérament, & de la foiblesse de l'esprit dominé par les sens, tels que sont la crainte excessive, la témérité, la haine, le propre intérêt, l'ambition, la hauteur : attendu que ces sortes de passions nous font porter des jugemens plus ou moins faux, selon l'empire plus ou moins grand qu'elles ont sur nous. Ainsi un cœur timide présentera des suites énormes dans une affaire de peu de conséquence. Au contraire, le présomptueux méprisera le danger le plus évident jusques à compter pour très-peu de chose des dommages considérables. De-même, celui que domine l'esprit de la vengeance, ne songera qu'à satisfaire sa passion, sans se mettre en peine du tort qui pourra en arriver quelque grand qu'il puisse être. L'avare préférera son intérêt propre à tout autre avantage qui lui sera étranger. L'ambitieux sacrifiera tout à son avancement : & l'esprit altier ne daignera réfléchir ni sur les inconvéniens à craindre, ni sur les avantages à espérer.

L'autre qualité requise pour juger sagement des choses, c'est la bonne Logique, comme nous l'avons remarqué dans le Chapitre XVII. de la première Partie : elle apprend à connoître le vrai dans la pratique des moyens politiques, comme dans la discussion des maximes.

§. VI.

Les fonctions de l'Homme d'Etat sont de deux sortes : la première forte comprend les emplois intérieurs, ou ceux qui s'exercent auprès du Souverain ; la seconde embrasse les extérieurs, ou ceux dont on s'acquie loin de sa personne. Les premiers se divisent encore en deux classes, c'est-à-dire, en Emplois du Cabinet, & en ceux du Conseil d'Etat : & les seconds forment pareillement deux autres classes ; celle des Gouvernements, & celle des Ambassades.

Les fonctions de l'Homme d'Etat sont de deux fortes.

§. VII.

Il s'agit maintenant de parler du premier des Emplois intérieurs, qui est celui du Cabinet. Il consiste en ce que l'Homme d'Etat, après avoir reçu des Magistrats les informations les plus importantes, sur tous les objets capables de porter préjudice à l'Etat, ou de lui procurer quelque avantage ; en rend compte au Souverain, prépare sa décision par l'examen des raisons pour & contre, en les soumettant à son jugement, & lui facilitant les moyens de réduire sa volonté en décret, suivant la justice, & ce qu'il y a de plus expédient pour le bien public.

Fonctions de l'Homme d'Etat dans le Cabinet.

§. VIII.

Ce travail du Ministre avec le Prince, exige trois choses ; eu égard au maintien de l'ordre dans l'intérieur de l'Etat, tel que nous l'avons envisagé jusques-ici. La première, est une connoissance parfaite des Emplois des Magistrats ou Ministres subalternes dans le sens très-étendu que nous avons donné à ce mot, parce qu'il s'y agit de matières qui les regardent tous. La seconde, de rappeler les raisons & les objections qui peuvent avoir échappé dans la première discussion de la matière : pré-

Trois choses à observer, pour l'ordre intérieur.

Caution de la plus grande importance pour décider sagement. La troisième, de faire usage des meilleures armes de la Logique & de la Rétorique sur l'esprit du Souverain, quand on le voit éloigné d'approuver les Décrets proposés, puisqu'étant une fois reconnus convenables & avantageux dans le Cabinet, après les mûres délibérations des Ministres qui le composent, il importe à l'Etat qu'ils soient exécutés.

§. I X.

Pour l'ordre extérieur.

Pour ce qui est de l'ordre extérieur de l'Etat, le Ministre doit faire usage, dans le Cabinet, des connoissances que nous avons dit lui être nécessaires, & dont nous supposons qu'il a fait l'acquisition : connoissances qui se rapportent également aux Etats étrangers, & à leurs différentes situations. Ensuite il tirera de tout le travail du Cabinet, une, ou plusieurs maximes, pour faire choix de celle qui paroîtra la plus convenable, & lui donner force de loi dans le Gouvernement après que les raisons qui l'autorisent, victorieuses des objections, l'auront fait approuver. Si le Prince montrait quelque répugnance à admettre cette maxime, il seroit du devoir de l'Homme d'Etat, de l'avis des autres Ministres qui en auroient reconnu la nécessité après la plus mûre délibération & l'examen le plus réfléchi, de remettre sous les yeux du Prince les raisons du sentiment unanime de son Conseil, s'efforçant de les lui faire goûter, en lui montrant que le bien de l'Etat, sa gloire & ses vrais intérêts en dépendent. Du reste la prudence est nécessaire dans le Cabinet comme par-tout ailleurs, & cette qualité qui est pour ainsi dire comme la quintessence de la Sagesse Politique, doit régler toutes les démarches du Ministre, & présider à toutes ses opérations : autrement il est toujours au-dessous de l'importance & de la dignité de son Emploi, suivant ces belles paroles : *Si prudens est, regat nos*. Mais, en quoi consiste cette prudence ? Et par quels moyens peut-on y parvenir ? C'est ce que nous allons examiner.

§. X.

Ce grand art, qui paroît demander l'étude d'une infinité de principes ; cet art si difficile, je ne dis pas à acquérir, mais même à connoître, puisqu'on voit si peu de personnes qui en soient douées, n'est au fond l'ouvrage que d'une regle seule, & cette regle n'est autre chose que le talent précieux de trouver le vrai qu'on doit suivre, & le faux qu'on doit éviter, par la juste appréciation que l'on fait faire de tous les rapports d'une chose. Il est certain que celui-là seul mérite d'être appelé prudent, qui dans toutes ses actions, prend si bien ses mesures que rien n'en peut empêcher la justesse, de sorte qu'elles ne font jamais, ou presque jamais, suivies de mauvais succès, quelque impossible qu'il semble de les prévenir : ce qui montre clairement que la prudence dépend entièrement d'une exacte connoissance & appréciation des rapports différens des choses, affaire, démarche, ou opération quelconque.

De la
Prudence.

§. X I.

Telle est cette regle unique, dont il est ici question. Mais quels sont les moyens de la mettre en pratique ? Je n'en vois qu'un, aussi vaste, aussi unique qu'elle-même : une Logique pratique, dont l'usage continuel tant dans le raisonnement que dans l'action, montre par-tout le vrai & y conduise. Nous convenons que l'usage assidu de cette Logique est un peu difficile : aussi les hommes prudents sont-ils rares dans le monde. Toutefois celui qui ne le seroit pas éminemment, ne sauroit jamais passer pour Homme d'Etat, moins encore pour Ministre de Cabinet, où la Politique doit étaler sa plus grande habileté. Car le Cabinet est dans un Etat, ce qu'est le cœur dans l'animal. Pour que l'animal conserve sa vie & sa santé, il faut qu'il ait le cœur vigoureux & sain, plus qu'aucune autre partie, parce que le cœur est le centre, & pour ainsi dire, le principe de la vie animale, comme le Cabinet est le principe de la vie & de la santé du Corps Politique. Venons à présent à ce qui regarde le Conseil d'Etat.

Logique
pratique.

§. X I I.

Fon-
ctions de
l'Hom-
me d'E-
tat dans
le Con-
seil.

L'on entend par Conseil d'Etat, une assemblée de Personna-
ges, beaucoup plus nombreuse que celle du Cabinet. Les Con-
seillers d'Etat doivent communiquer leurs lumieres au Souve-
rain, pour qu'il approuve, ou qu'il rejette les dispositions du
Cabinet. Ainsi, par un plus grand nombre d'opinions, il s'as-
sure davantage de la justice de ses Arrêts. Mais il est nécessaire
ici de distinguer le Conseil d'Etat d'une Monarchie, du Con-
seil d'Etat d'une République : celui-là ne fait que proposer ses
avis, au lieu que celui-ci décide souverainement, comme étant
un Corps délégué par le Corps Souverain, pour les plus im-
portantes délibérations. Cependant, comme dans une Répu-
blique, tout Sujet peut, en plein Conseil d'Etat, exposer son
sentiment sur tout ce qui se propose, & s'opposer à tous les Dé-
crets : ce qui est, au fond, l'Office de Ministre ; de-même l'Hom-
me d'Etat considéré dans le Conseil, est regardé seulement com-
me exposant & soutenant son avis, & pour lors l'Office de Con-
seiller d'Etat est exactement le même dans l'une & l'autre for-
me de Gouvernement.

§. X I I I.

Usage de
la péné-
tration &
de la vi-
vacité
d'esprit.

C'est dans le Conseil que l'Homme d'Etat a principalement
occasion de faire usage de la pénétration, & de la vivacité de
son esprit, attendu qu'il y est ordinairement obligé de parler
sans préparation, sur-tout lorsqu'il lui faut soutenir ou combat-
tre des propositions qui ont déjà été mises sur le tapis dans l'in-
térieur du Cabinet : ce qui demande un raisonnement étayé de
tout ce que la Logique & la Rhétorique ont de plus puissant.
Là souvent l'emphase d'une éloquence féconde a lieu, & même
elle y devient essentielle, quand il s'agit de faire valoir dans l'es-
prit du Prince, une opinion qui, déjà admise dans le Cabinet,
a besoin d'être éclaircie de nouveau, développée & confirmée.
Ou si elle est directement contraire aux résolutions proposées
dans le Cabinet, l'Homme d'Etat doit avoir de très-grandes
ressources dans son propre génie, pour détacher le Prince des
impres-

impressions qui lui ont été inspirées, puisqu'il ne s'agit alors de rien moins que de prouver sur le champ, par ses seules lumières, ce que tout le Cabinet ensemble n'a pas prévu dans ses longues discussions. Mais laissons, pour le présent, ce qui regarde les Conseils d'Etat & le Cabinet ; nous y reviendrons dans d'autres Chapitres.

§. X I V.

Parmi les Emplois extérieurs, nous avons distingué les Gouvernemens, & les Ambassades. Les premiers se divisent en Gouvernemens de Villes, & en Gouvernemens de Provinces ou de Royaumes.

Em-
plois ex-
térieurs,

§. X V.

Le bon Gouvernement des Royaumes & des Provinces exige sur-tout quatre conditions. La première consiste en ce que le Gouverneur soit très-exactement au fait de tous les divers ordres des Villes & Cités qui sont à sa charge : de leurs systèmes respectifs : des privilèges dont elles jouissent ; car au moyen de cette connoissance, une Province sera maintenue dans son état primitif. La seconde condition est de savoir le naturel, & les coutumes des principaux Personnages de la Province, pour ne pas prendre le change dans la manière dont ils doivent être traités : car user de rigueur envers des esprits hautains & turbulents, au lieu de les ménager par la douceur, c'est les irriter, & les porter à la révolte. La troisième condition consiste à se régler sur la conduite de son prédécesseur, corrigeant ce qu'il aura eu de défectueux, soit par excès de complaisance, ou de sévérité, & apprenant de son exemple à tenir un juste milieu entre ces deux extrêmes. Enfin, pour quatrième condition, le Gouverneur doit être fidèlement instruit de l'idée que la Province aura conçue de sa personne, afin de prendre le contrepied du caractère qu'on lui prête, parce que s'il passe pour être trop bon, chacun donnera dans la licence ; & si on le croit trop sévère, on se laissera abattre par la crainte : à moins qu'un heureux correctif ne donne à l'opinion commune

Gouver-
nemens
des Pro-
vinces.

cette juste mesure qui réprime la licence , en même-temps qu'elle ranime les cœurs trop timides.

§. X V I.

Exécution des ordres de la Cour.

Quant à la méthode qu'un Gouverneur doit suivre dans l'exécution des ordres qu'il reçoit immédiatement du Prince, il nous semble que l'obéissance aveugle convient mieux que l'irrésolution, à moins qu'il ne craignît des suites trop funestes de son dévouement, telle que seroit la rébellion, ou la ruine de la Province. En ce cas, la prudence exige qu'avant toutes choses, il expose à son Souverain, avec tout l'art possible, les grands inconvénients de son ordre, dont cependant il suspendra indirectement l'exécution, tant qu'elle ne lui sera pas enjointe par une déclaration réitérée de la volonté souveraine.

Telle fut l'adresse de Petronius Gouverneur de Sirie : l'Empereur Caligula lui ordonna de faire ôter du Temple de Jérusalem les Tables de la Loi Mosaique, pour substituer en leur place une statue colossale de Jupiter ; mais Petronius, craignant avec raison qu'un coup aussi cruel pour les Juifs ne les portât au désespoir & à la révolte, répondit au Prince que l'ouvrage de ce Colosse, & son érection, demandant bien du temps, il supplioit sa Clémence de ne pas s'indigner si son commandement venoit à n'être pas exécuté avec toute la promptitude qu'elle pouvoit souhaiter ; mais en attendant, l'habile Gouverneur fit agir le Roi Agripa pour que l'ordre demeurât sans effet : ce qu'il obtint.

§. X V I I.

Gouvernement des Villes.

A l'égard du Gouvernement des Villes, il y a, proportion gardée, les mêmes choses à observer, que dans celui des Provinces : nous ajouterons seulement que le local d'une Ville est souvent le motif d'une attention spéciale ; parce que si elle se trouve limitrophe d'un autre Etat, le Gouverneur sera obligé de veiller à ce que le Peuple, toujours ami de la nouveauté, n'aille pas s'aviser de se donner au Prince voisin, sur-tout dans

les occasions de mécontentement. C'est alors qu'il faut employer les ménagements & la douceur. Du reste, nous ne redirons rien ici de la connoissance des loix civiles & criminelles, si nécessaires à tout Gouverneur : cela parle de soi-même ; & nous nous en sommes assez expliqués dans le Chapitre IV. de la premiere Partie.

§. XVIII.

Ce seroit ici le lieu de nous étendre sur les autres Emplois extérieurs de l'Homme d'Etat, c'est-à-dire, les Ambassades ; mais comme nous réservons à d'autres Chapitres, la pleine exposition de cette matiere, nous nous contenterons, pour le présent, de désigner la nature de l'Ambassade, & ses devoirs généraux.

Ambas-
sades.

L'Ambassade est l'envoi réciproque que se font les Souverains ou Corps Politiques, d'une ou de plusieurs personnes revêtues de titres différens, tous compris sous celui de Ministres Publics, & munies de lettres de créance, qui les autorisent à représenter le Souverain qui les envoie, afin qu'elles puissent remplir leur commission avec autant de liberté qu'en auroit leur Maître, s'il s'en acquittoit lui-même en Personne.

§. XIX.

Le premier de tous les devoirs d'un Ambassadeur, envers le Prince auquel il est envoyé, consiste à exposer, avec autant de fidélité que de discrétion, le motif de son Ambassade, sans l'altérer, ni l'amoindrir en aucune maniere, hors les cas où la prudence exige certaines modifications, selon que les circonstances sont favorables, ou contraires, ou bien eu égard à la précision du temps, n'étant pas raisonnable qu'une commission donnée pour un arrangement à prendre incessamment, dût n'être exposée que lorsque cet arrangement ne pourroit plus avoir lieu. A ce propos, nous rappellerons ici avec plaisir, l'agréable réponse que fit l'Empereur Tibere aux Ambassadeurs de Troye, chargés de venir déplorer la mort de Drusus, & arrivés à Rome trop long-temps après que ce deuil eut cessé. Ces

Devoirs
généraux
d'un
Ambassa-
deur.
Premier
devoir.

Envoyés devenus des *bors-d'œuvres*, au lieu d'accommoder leur Commission à la conjoncture, ne changerent pas d'un point leur lugubre appareil, ni d'un mot leur compliment de condoléance; mais ils n'avoient pas encore cessé de parler, que Tibere leur dit en riant : Et moi Messieurs, je prends beaucoup de part à la juste douleur de votre Patrie sur la mort d'Hector.

Il semble aussi quelquefois expédient d'interpréter le sentiment du Souverain, ou même de ne pas remplir l'Ambassade : mais ce point demande des éclaircissmens que nous sommes forcés de renvoyer à un autre Chapitre.

§. X X.

Second
devoir.

Son second devoir général est de se faire aimer à la Cour où il est envoyé, se montrant de belle humeur dans les repas & les parties de plaisir, parce que c'est là, plus que par-tout ailleurs, qu'il peut avancer les affaires, & acquérir des connoissances profitables à son Maître. Ce fut en jouant avec Fulvia, que Porcius tira d'elle la découverte de la conjuration de Catilina. Tant il est vrai que les parties d'amusement sont souvent aussi celles des éclaircissmens les plus essentiels : témoin le trait connu des Tarentins vis-à-vis les Ambassadeurs de Rome.

§. X X I.

Troisième
devoir.

Un troisième devoir de l'Ambassadeur est de soutenir les Droits & les Prérogatives de son Souverain, avec cette fermeté qui caractérise les Princes. Don Jean de Silva, Ambassadeur d'Espagne au Concile de Bâle, voyant sa place occupée par l'Ambassadeur d'Angleterre, s'approcha de lui, avec toute la politesse convenable, & le pria de la lui céder, en lui prouvant, par bonnes raisons, qu'elle lui appartenait ; mais comme tous ses beaux discours ne faisoient pas bouger l'Anglois, il le prit par la main, & le délogea.

Il y a plusieurs autres devoirs généraux qu'un Ambassadeur est obligé de remplir ; nous en parlerons plus amplement ailleurs.

CHAPITRE II.

Des moyens de bien comprendre les discours des autres, & d'en bien saisir le véritable sens.

§. I.

LE premier talent d'un Homme d'Etat, est sans contredit une conception juste & aisée. Il n'est pas possible d'exercer avec honneur un Emploi si relevé, à moins que d'être préalablement assez instruit de la manière dont les matières de l'Administration se traitent, & d'avoir une conception assez facile pour comprendre sans peine ce que l'on propose ou objecte sur telle ou telle affaire. Comment prendre une résolution sur des raisonnemens que l'on ne comprendroit pas, ou qu'on n'entendrait qu'imparfaitement. La conception dont il s'agit, doit être réputée d'autant plus essentielle à l'Homme d'Etat, que, par elle, tous ses devoirs lui deviennent aisés. Disons donc à ce sujet que dans les Conseils, les affaires se traitent & se discutent de trois manières, savoir, par voie de dialogue, par voie de cercle, & par voie de harangue; l'Homme d'Etat doit faire usage de son entendement dans ces trois façons de discuter les affaires Politiques.

Trois manières de traiter les affaires d'Etat.

§. II.

En premier lieu, le Dialogue est un discours soutenu, de quelques personnes qui s'interrogent & se répondent, & qui par l'exposition mutuelle de leurs sentimens parviennent à éclaircir un point qui sembloit, avant cette discussion, douteux & rempli de difficultés. Dans le Dialogue, les interlocuteurs demandent, répondent, prouvent, accordent, réfutent, appuient ce que d'autres ou eux-mêmes ont allégué.

Du Dialogue Politique, première manière.

§. III.

Entre
colle-
gues.

Le Dialogue Politique entre collègues, c'est-à-dire de l'Homme d'Etat avec les autres Ministres qui veulent tous le bien de la chose publique, n'a guere qu'une méthode, celle d'augmenter un éclaircissement par d'autres, & d'entasser preuves sur preuves : attendu qu'avec eux, il est bien plus question de conférer pour chercher des moyens, & les mettre en pratique, que pour aucune autre raison. Cependant nous ne laisserons pas de dire quelque chose des autres méthodes.

Le meilleur moyen que puisse suivre l'Homme d'Etat pour saisir, dans un Dialogue, le sentiment des Ministres ses Collègues, c'est d'abord de donner une souveraine attention à tout ce qu'il leur entend dire : puis il doit rechercher les motifs qui peuvent les porter à parler comme ils font, tâchant ainsi de découvrir si l'ambition, l'avarice ou la vengeance n'entrent pour rien dans leur raisonnement, si c'est le bien public qu'ils y ont en vue, & même en ce cas, si leur maniere de l'envisager est juste ; s'ils vont droit à leur but, ou si les moyens qu'ils imaginent pour y arriver, sont gauches. C'est par de telles observations, quand elles se font bien, que se découvrent le tissu, l'origine, & le terme d'un discours ; & c'est dans leur connoissance que consiste la *conception* dont il s'agit.

§. IV.

Avec les
Ministres
étran-
gers.

Vis-à-vis des Ministres étrangers, l'Homme d'Etat, conférant avec eux, emploiera d'ordinaire la méthode de leur prouver sa proposition, ou de l'abandonner en partie, puisque de tels colloques roulent presque toujours sur quelque négociation. Ce n'est pas cependant qu'il n'y puisse faire usage des autres méthodes. Mais c'est aux paroles de ces Personnages qu'il a besoin de prêter l'attention la plus soutenue ; car ils prendront souvent le contre-sens de ce qu'on aura avancé ; ils se serviront de la voie de la suggestion ; ils useront de détours & donneront à leurs propos un si grand air de vérité, qu'on se verra comme forcé d'ac-

corder plus qu'on ne voudroit. Aussi seroit-il à propos que l'Homme d'Etat fût particulièrement instruit dans cet art des suggestions & des détours, afin qu'il en connût assez la nature & la force, pour pouvoir s'en défendre dans l'occasion.

§. V.

De plus, pour bien concevoir certains raisonnemens, il convient quelquefois de savoir, pour-ainsi-dire, consulter les astres, & entendre à demi-mot. Charles IX, Roi de France, ayant secrètement résolu avec un de ses plus intimes confidens, d'exterminer les Huguenots, refusoit un jour de leur accorder une grace qu'ils lui demandoient : sur quoi un certain Gentilhomme, nommé Lignarol, lui représenta qu'il convenoit de les satisfaire, donnant pour toute raison ces seules paroles : *il n'est pas temps encore*. D'où le Roi jugeant bien que la mine étoit éventée, comme en effet le Duc d'Anjou avoit communiqué à Lignarol le dessein du Roi, il changea le discours qu'il tenoit à ce Gentilhomme, pour distraire en lui cette idée, & accorda aux Huguenots la grace qu'ils lui demandoient, & les favorisa encore davantage ; mais il se crut obligé de faire périr Lignarol, à cause du danger imminent auquel son imprudence exposoit le Royaume, selon les idées du Roi.

Savoir
entendre
à demi-
mot.

§. VI.

Outre le besoin d'entendre à demi-mot, il faut aussi savoir réduire en un petit volume le sens de beaucoup de paroles, & leur donner au juste leur valeur ; car les Souverains & les Ministres parlent souvent beaucoup pour rendre comme imperceptible ce qu'ils veulent conclure. Le Cardinal Mazarin, dans ses entretiens avec les Ministres étrangers, commençoit toujours par les amuser de propos indifférens, afin que, faute de temps ils traitassent avec moins de sagacité, les affaires qui les amenoient. La Reine Christine de Suede avoit aussi coutume d'entamer en pareilles occasions de fort beaux discours de Philosophie, dont on se seroit passé fort volontiers ; ou bien elle se jet-

Appré-
cier le
sens d'un
discours
par les
circon-
stances :

toit sur d'agréables sujets de divertissemens, qui excédoient les Ministres ; & au bout du conte, elle ne concluoit rien, ni pour ni contre les demandes qu'ils lui faisoient.

§. V I I.

Soit l'intérêt de celui qui parle ;

Il est encore nécessaire, en conférant avec les Ministres étrangers, d'observer deux choses, si l'on veut bien concevoir leurs raisonnemens. Premièrement, sonder leurs intérêts tant publics que particuliers, comme par exemple, la crise où peut se trouver leur Maître ; sur quoi il faut tâcher de découvrir si l'objet dont il est question, peut s'y rapporter directement ou indirectement, parce qu'alors les paroles d'un Ministre sont plus enveloppées qu'à l'ordinaire : la même réserve paroîtra dans ses expressions, s'il vise à son avantage personnel : & le mystère qu'il fera régner dans l'entretien, sera plus ou moins grand, selon sa situation, plus ou moins critique : ce que l'Homme d'Etat doit bien examiner.

§. V I I I.

Soit son caractère.

En second lieu, il faut étudier le caractère, l'humeur & les inclinations du Ministre avec qui l'on confère ; parce qu'il n'est pas rare de voir des gens s'échauffer dans la conversation, pour des sujets qui au fond ne les touchent guere. Tel, par exemple, s'emportera presque en discourant d'un fait auquel on le croiroit fort intéressé, qui n'y prend feu que parce qu'il est d'une humeur bouillante. Tel autre, d'un tempérament froid, mais d'un esprit rusé, se montrera fort indifférent dans ce qui lui tiendra le plus au cœur. Quelques-uns, dominés par des passions diverses, paroîtront pleins de distractions sur des points de la plus grande importance. Enfin, puisqu'ordinairement chacun raisonne selon son caprice, il est essentiel de sonder le naturel des gens, si l'on veut concevoir le vrai sens de leurs discours.

§. IX.

Parlons maintenant de la seconde maniere dont chacun expose son sentiment, qui est la voie de cercle. L'un a cet usage sur-tout dans le Cabinet, & dans des assemblées de peu de personnes, où chacun donne son opinion séparément, & en peu de mots. C'est-là qu'il n'est pas aisé de faillir un sentiment, soit à cause de la forme dont il est revêtu, soit par les égards & les mesures qu'observe celui qui s'énonce. Quoique ce sujet doive être amplement discuté dans la suite, nous sommes bien aise d'en dire ici quelque chose en passant, pour donner quelque jour à ces sortes d'entretiens de Cercle, ou de Cabinet.

Seconde maniere de traiter les affaires d'Etat; par voie de cercle.

C'est selon la maturité, le crédit, & la qualité des personnes du Cercle, que leurs sentiments sont exposés sur les matieres dont ils traitent : ainsi un Ministre avancé en âge, & d'une réputation établie, qui fera le premier à dire son avis, ne le proposera pas en termes nuds, simples & décisifs ; s'il ne parle qu'après d'autres, ou qu'il ait à s'opposer à une opinion quelconque, il ne s'expliquera pas avec moins de réserve : la raison en est que, tant que le bien de l'Etat n'exige pas absolument une plus grande fermeté, la décence & l'habileté lui font une loi de s'ouvrir avec modestie sur les objets les plus importants. Car il est essentiel de ne pas choquer les esprits par des termes qui ordinairement importent fort peu au bien réel. On doit encore moins risquer de s'attirer l'indignation des autres, en combattant sans égard le sentiment d'autrui. Il est donc prouvé qu'il faut aider à la lettre dans les entretiens des Ministres, & que leur maniere de s'énoncer exige quelque pénétration d'esprit.

§. X.

Il est encore plus difficile de concevoir les raisonnemens des jeunes Ministres, ou de ceux qui n'ont pas acquis le plus grand crédit, parce que parlant les derniers, il leur est dur de se ranger ouvertement à l'avis des Anciens, & qu'ils ont des ménages

De la réserve qui convient aux jeunes Ministres.

gemens à garder dans leurs objections, pour ne les pas révolter. En effet, s'ils suivent aveuglément les opinions d'autrui, ils craignent d'encourir le blâme de ne pas aimer assez le bien public pour oser leur résister, d'être accusés d'opiner du bonnet, & conséquemment de passer pour des zéro en chiffre. Outre cela, s'ils applaudissent tout-à-fait aux Anciens, ils tombent dans l'inconvénient de s'ériger en juges du sentiment qu'ils exaltent, & leur louange le dégrade, bien loin de lui donner du relief. Il leur convient donc, ou d'en produire un meilleur ; ou tout au moins de donner quelque avis approchant à celui qu'ils n'osent combattre, ou de motiver leur assentiment avec modestie. Car ce n'est pas dans un jeune homme que l'on suppose assez de suffisance pour le croire capable d'approuver avec dignité le sentiment d'un Ancien. Le mouvement naturel qu'une pareille entreprise excite, c'est la risée, & le mépris du téméraire : mais fut-il très en état de se donner pour arbitre & modérateur des Anciens, sa prétention seroit ridicule, parce qu'elle présenteroit un esprit vain & enflé de son propre mérite : ce qui est directement contraire à la décence.

De-là, soit que les jeunes Ministres aient à suivre les opinions des Anciens, soit qu'ils se trouvent obligés de leur applaudir, ils doivent se comporter avec une réserve extrême. Et comme après tout, nulle raison ne peut dispenser d'approuver & de louer un sentiment trop digne d'éloge, ils le feront avec tant d'art, & en termes si mesurés, que leur approbation & leur louange transpireront à peine : ainsi leurs raisonnemens toujours couverts, toujours mystérieux, ne feront guère saisis que par un esprit intelligent.

La même difficulté se rencontre dans les oppositions de ces jeunes Ministres, quand ils combattent les avis des Anciens. C'est-là que les réserves sont encore plus impénétrables, tant par rapport à l'intérêt particulier, que pour le bien public qu'il faut ménager. En effet, comme l'opinion des Anciens prévaut ordinairement de beaucoup sur celle des plus jeunes, vouloir la combattre de front, c'est révolter, c'est se montrer audacieux, c'est par conséquent donner de foi une idée défavantageuse, capable de dépouiller l'avis qu'on veut faire passer de tout le

mérite qu'il peut avoir : ainsi le jeune Ministre perdrait l'honneur qui devoit lui en revenir, & l'Etat seroit privé des avantages qui en auroient résulté. Il faut donc pour faire en tout sens réussir une maxime excellente, que le jeune Ministre la propose indirectement ; il faut qu'il ne l'oppose au sentiment des Anciens qu'avec la plus grande circonspection. Or tous ces détours nécessaires ne peuvent que le rendre presque incompréhensible. Aussi seroit-il à propos que l'Homme d'Etat connût par des regles expressees, cet art de parler à mots couverts, parce qu'il est aisé de le reconnoître dans les autres, quand on le possède soi-même. C'est sur quoi nous tâcherons de nous expliquer dans le Chapitre IV.

Mais un jeune Ministre devra s'observer bien davantage dans le Cabinet, quand il se verra obligé de parler le premier ; puisque, outre les ménagemens qu'il lui convient de garder, comme nous venons de dire, en exposant sa pensée, il devra se tenir sur ses gardes, dans l'appréhension qu'il aura de se tromper. En sorte que sa retenue sera poussée au point dont nous nous réservons de parler ailleurs ; ce qui pourra rendre son discours si difficile à concevoir, que pour en venir à bout, il faudra plus d'une fois recourir à la regle ci-devant indiquée, d'aider à la lettre.

§. XI.

Il nous reste enfin à expliquer la troisième maniere qu'emploient les Ministres d'Etat en conférant entre eux, c'est-à-dire, la voie du discours composé & préparé, qui est véritablement une espece de harangue. Dans les Conseils d'une Monarchie, comme dans le Sénat d'une République, on a coutume de haranguer ; & peut-être cette sorte de raisonnement rend-elle une opinion plus difficile à saisir, que ne sont les deux autres manieres ; parce que les Conseils d'Etat & les Sénats sont composés de plusieurs membres, qui pour la plupart different en inclinations, en qualités, en tempérament, en science. Quelques-uns n'auront appris que superficiellement les regles de l'Eloquence ; & mêlant leurs pensées les unes avec les autres, ils ne produiront que de la confusion ; ce qui sera l'effet tan-

Du discours
préparé :
troisième
maniere
de traiter
les affaires
politiques.

tôt d'un esprit préoccupé, tantôt de la timidité, ou bien de la précipitation. Ainsi leur discours incompréhensible n'offrira pas la moindre liaison qui mène à un sens déterminé. D'autres, après s'être formé une idée claire de ce qu'ils vouloient exposer, se jetteront sur tout autre sujet, que celui qu'ils avoient en vue. Ceux-ci donneront sans le vouloir, en preuves de leur système, des sophismes, pour des vrais arguments. Quelques-uns peut-être couvrant la fausseté du voile séduisant des figures, ils lui donneront toute l'apparence du vrai. L'on en verra qui employeront des syllogismes en forme, mais ils les cachent, à dessein, sous des expressions très-propres à convaincre & à persuader, sans qu'on puisse dire comment. Enfin, il y en aura qui observant bien les bonnes règles, éviteront le danger de choquer personne, & s'annonceront avec cette netteté convenable que nous exposerons plus bas. Il s'ensuit de-là que ces divers genres de raisonnement, s'ils ne sont très-justes & très-clairs; (ce qu'on ne peut, ni ne doit attendre dans un Conseil, non plus que dans un Sénat) seront toujours extrêmement difficiles à comprendre, à moins qu'on ne se les soit rendus familiers, à force d'étude & de pratique.

§. X I I.

Recapitulation
des moyens
qui facilitent
la conception.

Or cette étude & cette pratique exigent les connoissances dont il a déjà été question ; c'est-à-dire, la Logique & la Rhétorique : elles demandent une grande attention sur l'esprit, le dessein, l'inclination & le tempérament de la personne qui parle ; sur l'intérêt qui la domine ; sur le besoin qui la presse. Il faut savoir si elle est habile ou non ; parce que c'est par les notions qu'on aura de sa capacité, que l'on pourra juger de l'artifice, ou de la simplicité de sa méthode : il est donc nécessaire aussi d'avoir présents à l'esprit tous les détours dont les différents intérêts, ou les inclinations diverses peuvent remplir un discours ; comme nous l'avons remarqué ci-devant. Il faut encore observer soigneusement la proposition que celui qui a pris la parole, prétend prouver ; parce que s'il est mauvais Rhétoricien, il ne fera que la confondre dans tout le tissu de sa harangue ; & l'on en perdra le sens, si on ne le suit pied à pied.

§. XIII.

Ce sont-là les moyens que nous croyons les plus capables de faire saisir le véritable sens d'un discours ; & c'est de la bonne façon de les employer, ainsi que du prudent usage des regles proposées que dépend la réussite. Plus on s'appliquera à les suivre dans les discours familiers, mieux aussi les fera-t-on servir dans les occasions d'importance. Mais ajoutons à ce que nous avons avancé d'abord, deux raisons qui prouvent la nécessité d'une conception aisée dans l'Homme d'Etat.

Nécessité d'une conception vive & aisée dans un Homme d'Etat.

La première c'est qu'étant au fait de tous les détours & de toutes les formes que l'on peut donner à un raisonnement, il lui coûtera peu de s'en servir au besoin, ou de les rejeter, quand il n'en aura que faire. Car s'il est vrai que nous appercevons bien plus facilement le bon & le mauvais dans les autres que dans nous-mêmes ; il est clair aussi que nous saurons reconnaître plus facilement dans les discours d'autrui des formules dont nous savons nous-mêmes nous servir à l'occasion.

La deuxième raison prouve le besoin de cette conception par celui de la justesse & de l'exactitude que l'Homme d'Etat doit mettre dans ses réponses ; or il est impossible de répondre pertinemment à des questions qu'on aura mal comprises.



C H A P I T R E I I I.

Des Maximes d'Etat.

§. I.

Division
de ce qui
concerne
les maxi-
mes d'E-
tat.

LORSQU'UNE fois l'Homme d'Etat a fait quelque découverte utile à son objet principal qui est le plus grand bien de la chose publique, il se dispose à en faire un usage convenable à cette fin. La promptitude & la justesse de sa conception, & la vivacité de sa pénétration lui facilitent également cet usage, en présentant à l'esprit, sans beaucoup de recherches, les expédients les plus sûrs & en même temps de l'exécution la plus aisée. Mais elles lui servent encore à conserver le fruit de toutes ses opérations & découvertes, à en recueillir la substance, en un mot à faire tourner le passé à l'avantage du présent. Nous avons expliqué dans la première Partie de cet Ouvrage la nature de la pénétration, sa nécessité, & les moyens de l'acquérir : nous avons suffisamment parlé dans celle-ci, de la facilité de la conception ; il est temps de considérer le produit ultérieur de l'une & l'autre faculté.

Ce produit est ce que nous appelons les Maximes d'Etat, & pour en traiter avec ordre, nous diviserons en quatre points ce que nous avons à dire sur cette matière. Nous expliquerons d'abord ce que c'est qu'une maxime, son essence, ses effets, ses espèces. Nous traiterons en second lieu de la nécessité des Maximes d'Etat, pour un bon Gouvernement. Troisièmement nous examinerons le nombre & l'espèce des Maximes qu'il convient d'établir suivant les circonstances. Enfin nous traiterons de la manière dont l'Homme d'Etat doit s'y prendre pour l'établissement des Maximes dont il aura reconnu la nécessité.

PREMIERE SECTION.

CE QUE C'EST QU'UNE MAXIME D'ÉTAT.

§. I I.

PAR le mot de *Maxime*, on entend généralement un décret de la volonté, en vertu duquel celle-ci opere, & cela sans exception de personne, ni de cas, ni de circonstance. Ce décret, ou si l'on veut, cette détermination se remarque dans quiconque agit avec connoissance de cause : parce que tous les hommes se portent naturellement par choix à une action quelconque, soit continue, soit momentanée. Ainsi, par rapport à l'action continue, le Philosophe se détermine volontairement à la méditation, & l'ouvrier à l'exercice de son art. De-même, dans ce qui est accidentel, l'ouvrier s'applique au choix des instrumens convenables au métier qu'il exerce, & le Philosophe cherche parmi les Savants, dans les livres, dans les systêmes, ce qui peut le conduire plus directement à son but : en sorte que tout homme suit continuellement par instinct la maxime qui lui est propre, ou il se la prescrit lui-même, & la pratique en toute rencontre sans le savoir. Cette maxime universelle s'applique d'elle-même à tous les états, & à tous les caractères des hommes, & prend une forme particulière suivant qu'ils la déterminent vers un objet particulier. Par exemple, un vaillant Capitaine se décide à exposer sa vie dans une bataille : c'est la maxime générale de son état ; mais elle est toujours dirigée à un objet spécial, à un but auquel ce guerrier vise plus particulièrement, & qui fera tantôt la défense de la Patrie, & tantôt le desir de la gloire, ou de s'avancer dans le militaire.

Sens général du mot *maxime*.

§. I I I.

La maxime universelle prend aussi une détermination spéciale vers les affaires du Gouvernement, & alors elle se nomme maxime d'Etat. Pour en faire connoître la nature & l'es-

Maximes d'Etat.

fence, nous la définissons un principe vrai, renfermant en soi le germe du bien de l'Etat, & tendant à une fin qui se rapporte à ce même Etat, propre par conséquent à conduire & diriger le Ministre en tout ce qu'il a à faire, pour bien remplir les devoirs de sa charge. C'est-là, à ce qu'il nous semble, ce que l'on doit entendre par *maxime d'Etat*. Ainsi c'en est une de dire : *Pour procurer à l'Etat une longue durée, il faut bannir de son sein les vices avec l'oisiveté qui les engendre.*

§. I V.

Ses qua-
lités.

Il est aisé de reconnoître dans cette sentence, toutes les propriétés d'une excellente Maxime d'Etat, telle que nous venons de la définir. D'abord elle est un *principe vrai*, puisqu'en effet la mollesse & les autres vices détournent l'esprit des soins qu'il doit prendre pour assurer l'observation des loix, maintenir dans sa vigueur le bon système de l'Economie générale & particulière, exercer les forces du corps, remédier aux maux présents, ou imminents, saisir les avantages les plus aîsés à poursuivre, & à conserver, en rapportant à ces deux fins tout ce qui peut y conduire plus efficacement. Or, c'est de l'heureuse concurrence de tous ces moyens que dépend le salut de l'Etat ; la maxime qui la propose est donc vraie. Elle l'est encore en ce qu'elle renferme le germe des plus grands avantages, la conservation de la vie, des biens & du repos des Sujets. Elle l'est en ce qu'elle tend à une fin qui se rapporte à l'Etat, puisque rien n'est pour lui d'une plus grande importance, que le maintien de sa bonne harmonie, que cette maxime tend à lui procurer : elle est une règle qui sert à guider l'Homme d'Etat dans toutes ses démarches, comme nous le ferons voir dans la suite. Ainsi, cette proposition présentant tout ce qui constitue l'essence d'une maxime d'Etat ; elle en est une elle-même ; & nulle autre ne le fera, à moins que toutes les qualités de la définition rapportée ne lui soient également applicables.

§ V.

C'est donc faute de justesse dans l'application de ces qualités, que les maximes dégèrent, & deviennent fausses. L'esprit séduit par l'amour-propre, & rebuté du travail, ne peut guère trouver le vrai dans ce qu'il se propose, parce que cette recherche délicate exige des soins pénibles ; & par conséquent il n'est que trop ordinaire de prendre pour une maxime utile à l'Etat une proposition qui, au fond lui sera nuisible. Ce qui rend encore plus fréquentes ces sortes de méprises, c'est le jugement que l'on ose porter de la qualité des principes, par leurs effets les plus casuels. Par exemple : un homme aussi vicieux que puissant, a-t-il acquis un grand nom & une haute estime, il donnera pour maxime incontestable, que la puissance & le vice sont les moyens de se rendre recommandable. Illusion grossière ! Tacite & Machiavel y tombent souvent. Celui-ci enseigne qu'il suffit au Prince d'avoir quelque dehors de Religion ; mais qu'il doit être bien éloigné d'en suivre aucune. Ainsi donne-t-il pour maximes certaines, tant d'autres absurdités de cette force. L'autre, montrant à Tibère l'art d'éloigner les peuples du chemin de la vertu, lui fait conclure que pour bien régner, il doit mettre ses sujets au niveau des brutes. L'on sent trop la fausseté & le venin de pareilles propositions, pour qu'il soit besoin de les expliquer. Ce ne sont donc pas là des maximes ; car il n'en est point de bonnes que celles qui ont la vérité pour base, & qui renferment toutes les propriétés rapportées dans la définition que nous en avons donnée. Mais nous nous étendrons davantage sur ce sujet dans la quatrième Section.

Fausse
Maxime.

§. VI.

Parlons à-présent de la division des maximes d'Etat. Suivant l'explication que nous en avons donnée ; comme toute maxime d'Etat doit avoir son but, il faut en bien faire le discernement. Ce but est la fin où tend le Gouvernement d'un Etat : c'est, pour ainsi dire, le blanc auquel il vise dans toutes ses opé-

De la di-
vision des
Maximes
d'Etat.

rations : c'est son dernier terme : enfin c'est, dans tout Gouvernement qui n'est pastirannique, *le bien-être des Citoyens qu'il dirige* ; puisque les hommes en s'unissant en corps de société civile, ne se sont donné des Législateurs & des Souverains, que dans la vue de se rendre heureux plus long-temps. Un Gouvernement qui, faisant observer les loix qu'il a établies, exerce la Puissance Souveraine, ne sauroit se proposer d'autre fin, que celle pour laquelle il a été institué : or, comme le mal-aise de la vie détruit, à la longue, l'existence de la Société ; le Gouvernement doit, de nécessité, tendre à la félicité des peuples, afin que, par elle, leur société soit durable.

Il est constant toutefois, que, puisqu'il arrive souvent que pour mettre en vogue certaines maximes, il faut les étayer d'une autre, comme nous le dirons dans la suite ; celles-là devront se rapporter à celle-ci, pour son exécution ; & par conséquent, cette maxime que nous pouvons appeller fondamentale à cet égard, sera comme la fin des autres : mais n'étant jamais dirigée que vers ce dernier terme en question, elle ne doit être regardée que comme leur fin accidentelle, toujours reversible à la fin principale du Gouvernement. Voyons donc comment se divisent les maximes, & de quelle manière elles procedent les unes des autres.

§. V I I.

En Ma-
ximes gé-
nérales &
Maximes
particu-
lières.

Toutes les maximes qui peuvent avoir lieu dans un Etat, nous les diviserons en deux classes ; c'est-à-dire ; en *maximes générales*, & en *maximes particulières*. Les premières sont celles qui servent de moyens ultérieurs pour parvenir au dernier terme, de sorte qu'entre elles & le terme final, nulle autre maxime n'ait lieu. Les secondes sont toutes celles qui conduisent aux premières, comme autant de moyens pour en opérer l'accomplissement parfait.

§. V I I I.

Maxime
générale.

Une maxime générale c'est celle-ci : *Que le Gouvernement ait pour but la simple conservation de ce que possède l'Etat.* Maxime qui tend immédiatement au terme final.

Voici une maxime de la seconde espece. *Que le Gouvernement entretienne beaucoup de troupes pour la défense des possessions de l'Etat.* Cette maxime, quoique dirigée vers le terme final, qui est le maintien du bien-être de la Société, s'y rapporte encore, par cet autre moyen qui tend à la conservation de ce qu'elle possède : les nombreuses armées étant le meilleur préservatif des biens d'un Etat. Ainsi la maxime d'avoir de bonnes troupes, se rapportant à celle qui prescrit de conserver les possessions, & servant de moyen à cet effet, doit être regardée comme *maxime particuliere*, dont le terme final est le maintien du bien-être, en même-temps que la défense des possessions est sa fin accidentelle.

Maxime
particu-
liere.

§. I X.

On fait un double usage des maximes tant générales que particulieres, & c'est selon la maniere dont-on les emploie, qu'elles restent établies. Ou l'on propose ces maximes aux Peuples; ou le Gouvernement, sans les promulguer, en fait la base de ses opérations.

Double
usage des
Maximes
d'Etat.

Le premier usage appartient directement aux instituteurs des Empires, tels que sont les Législateurs, ou les Réformateurs ; qui, en inculquant leurs maximes au Peuple, adoucissent ses mœurs, lui inspirent des idées vertueuses, & viennent insensiblement à bout d'enraciner en lui la vertu-même : d'où il arrive que les Peuples concourent volontiers au bien de l'Etat, en se corrigeant des vices qui pourroient troubler le repos public, s'employant de bon cœur au maintien de la société, prenant soin de leurs enfans, qu'ils élèvent avec les sentimens requis de Religion, de discrétion, de prudence ; les instruisant dans les arts auxquels ils les voient propres, & par lesquels ces nouveaux Citoyens pourront à leur tour être utiles à la Patrie. Mais ce premier usage des maximes, non-plus que les devoirs des Législateurs, n'étant pas de notre sujet, nous n'entreprenons point d'en parler.

Celui qui
regarde
les Insti-
tutions
des Em-
pires.

§. X.

Celui qui
concerne
les Mini-
stres Poli-
tiques.

Quant au second usage, qui concerne la décision des affaires d'Etat, exercice particulier & principal des Ministres, il entre dans notre plan ; & c'est des maximes dont la pratique s'y rapporte, que nous allons discourir, puisque l'établissement & l'usage de ces maximes, font l'essence des fonctions de l'Homme d'Etat.

Le but de tout Gouvernement étant, comme nous l'avons remarqué, le maintien du bien-être de la Société, il est la fin à laquelle tendent les maximes, soit des Législateurs, soit des Ministres ; puisque cette fin est précisément ce qui se doit entendre par le mot de *Gouvernement*, selon la définition que nous en avons donné en commençant cet Ouvrage. Il y a pourtant cette différence, que les Législateurs présentent leurs maximes, à titre de moyens faits pour rendre dociles aux loix les peuples qu'ils rassemblent, & auxquels ils font directement connoître le prix de la vertu : au-lieu que les Ministres Politiques ne s'y prennent que par voie de maintien du système déjà adopté (*) ; établissant les maximes propres à indiquer, dans les cas difficiles, le parti le plus sûr ; ce qui mène droit à la fin dont il s'agit. Mais quelles doivent être les principales maximes d'un Gouvernement déjà formé, & dans quel ordre doit-on y procéder ? C'est l'examen qu'il nous faut à présent commencer.

§. XI.

Trois
Maximes
concer-
nant le
maintien
du systè-
me établi.

Il y a trois maximes qui concernent directement le maintien du système établi. La première s'exprime ainsi : *le Gouvernement doit tendre à la conservation de ce qu'il possède*. Maxime qui fit fleurir très-long-tems la République de Sparte ; les Romains s'en trouverent bien aussi depuis l'expulsion des Tarquins, jusqu'à la première guerre Punique. La seconde maxime est conçue en ces termes : *il faut accroître le Domaine, & l'Etat*. Les Athéniens la mirent en vogue, les Spartiates furent aussi l'employer vers le déclin de leur regne ; les Romains s'en fer-

virent à l'occasion de la premiere guerre contre Carthage, jusqu'aux jours où l'Empire succédant à la République, eut assez de force pour la pratiquer dans toute son étendue. Enfin, elle a été la loi favorite de presque tous les Conquéranrs. Mais ces deux maximes en forment une troisieme; & la voici : *Il faut se conformer aux conjonctures, & faire usage de l'une des deux maximes ci-dessus, selon l'exigence, tantôt se bornant à la simple conservation de ce que l'on possède, & tantôt entreprenant d'étendre son Domaine, ne suivant ni ceux qui, contents de conserver ce qu'ils ont, négligent les occasions de s'agrandir, ni ceux qui, au risque de tout perdre, veulent augmenter leurs conquêtes.* Telle est la maxime ordinaire des moindres Puissances : Elles tâchent de se procurer des avantages, soit par la force, soit par la ruse, lorsque les grands Potentats ont des démêlés entre eux. Cette vérité est confirmée par l'histoire des guerres de tous les temps, où les Princes qui y avoient part, flattés par l'appas des conjonctures, tournoient casaque, comme on dit, selon le fort des armes.

Voilà les trois seules maximes qui puissent servir de bouffole au Gouvernement, pour parvenir à son but : c'est pourquoi nous donnons à toutes trois le nom de *Maximes générales*. Quant à la maniere de les former, & aux cas qui demandent l'usage de l'une, plutôt que de l'autre, nous en parlerons dans la suite.

§. X I I.

Si pour arriver à la fin désirée de maintenir le bien-être de la société, il faut indispensablement employer une de ces trois maximes générales, il est nécessaire aussi d'en pratiquer d'autres qui s'y rapportent, afin de pouvoir réussir dans l'usage de celle qu'on a choisi. Ce n'est pas tout : ces maximes moyennes doivent encore être fortifiées par d'autres plus resserrées, jusqu'à ce qu'on soit parvenu au terme de l'exécution. Toutes celles-ci sont des maximes que nous nommerons *particulières*, comme servant particulièrement à un objet déterminé : elles sont si essentielles, que les délibérations du Gouvernement en dépendent, & qu'elles sont la plus grande portion des soins & des difficultés du Ministère.

Maximes
de détail.

§. X I I I.

Maximes
mixtes.

Il est donc évident que chacune des trois maximes générales ne peut être mise en pratique, sans l'aide d'une certaine classe de maximes particulières, puisque celles-là étant toutes trois d'une nature différente, elles ont besoin pour leur exécution, de moyens qui leur soient appropriés. Cependant, comme elles se confondent toutes trois, l'une dans l'autre, en leur qualité de *maximes générales*, il semble qu'il convient de leur en appliquer quelques-unes de plus particulières, qui s'y accordent en raison du rapport de leur nature entre-elles ; & que pour ce sujet, nous appellerons *mixtes*, également nécessaires dans l'exécution des maximes générales. Une des mixtes, par exemple, pourroit être celle-ci : *les sujets doivent être entretenus dans un tel esprit d'obéissance, que l'Etat puisse, en toute occasion légitime, disposer d'eux, & s'en servir pour ce qui lui convient davantage.* Une autre encore : *le salut de l'Etat doit être préféré à toute autre considération humaine.* Une troisième : *que les dispositions, les négociations, & les délibérations du Souverain & de l'Etat, qu'il convient de tenir secrètes, soient en effet impénétrables ; & ainsi de plusieurs autres semblables, dont il est aisé de voir l'importance pour le succès de chacune des trois maximes générales.*

§. X I V.

Maximes
particu-
lières.

Pour ce qui est maintenant des maximes particulières plus relatives à l'une qu'à l'autre des maximes générales, nous voyons que la première, celle qui décide que l'Etat doit se conserver tel qu'il est, pourra avoir lieu par le moyen de deux maximes particulières, dont l'une dit *qu'il faut toujours entretenir une forte armée ; & l'autre, que l'Etat doit se maintenir en bonne intelligence avec les Cours étrangères.* Tels sont, en effet, les plus puissants moyens qu'un Gouvernement puisse employer pour conserver sa bonne constitution ; car qu'y a-t-il de plus capable d'arrêter les efforts d'un injuste ennemi, que le bouclier de bonnes troupes combinées, & bien commandées ? Lorsque sur des

raisons dictées par la prudence, l'on s'est décidé pour l'une de ces deux maximes, on en vient aisément à d'autres plus particulières, & qui leur sont subordonnées; pour s'en servir à l'exécution de celle des deux que l'on aura choisie.

§. X V.

Lors donc que l'Etat a fait choix de la maxime particulière qui porte que pour pouvoir soutenir une guerre passive, il faut se donner de nombreuses troupes, de cette maxime coule naturellement celle qui met en question, *si ces troupes doivent être de terre, ou de mer?* Et supposé qu'il soit jugé convenable de les avoir maritimes, on adopte la maxime *de remplir d'ouvriers les Arcenaux, & de multiplier le nombre des vaisseaux.* De-là cette autre maxime qui apprend à cultiver les forêts, & à fouiller les mines, pour en tirer les matériaux nécessaires. S'agit-il de former des armées de terre? On examinera *s'il convient de les avoir du Pays, ou de l'étranger; ou même, s'il ne seroit pas plus expédient de se servir d'un mélange de troupes nationales & étrangères?* Si l'on se détermine au choix de troupes du Pays, il faut suivre la maxime qui dit *qu'un Gouvernement est obligé de se concilier l'amour de ses sujets*, afin qu'ils s'arment volontiers pour sa cause. Or, l'affection des sujets se captive par trois moyens, qui sont : *l'entretien raisonnable de leurs facultés; la bonne administration de la justice; le maintien de leurs privilèges.* Le Gouvernement entretiendra les facultés des sujets, en suivant ce qui est prescrit dans le Chapitre XIV. de la première Partie, *de diminuer les impôts; de faciliter les voies du Commerce; de s'attacher à l'accroissement & à la perfection des Manufactures, & des productions du Pays.* Il fera administrer une bonne justice, tant distributive que commutative, *en discernant, sans égard aux personnes, les châtimens mérités, & en rendant à chacun ce qui lui est légitimement dû; en n'élevant jamais personne aux charges pour aucun intérêt particulier, ni en vue de la puissance d'un parti, ni suivant des préjugés favorables au prétendant.* Mais quand les charges devront être le prix du mérite, le Gouvernement en gratifiera le sujet le plus digne : & lorsqu'elles feront un far-

Génération des maximes subalternes concernant la levée & l'entretien des troupes.

deau, c'est le plus capable qui l'emportera ; comme nous l'avons dit ailleurs. Enfin cette classe de maximes que nous nommerons *subalternes*, renferme tout ce qui peut se rapporter à la diversité des Ministères & des Ministres. Outre cela, s'il est résolu que les troupes soient nationales, il faut se décider sur le genre de conduite que le Gouvernement devra observer à leur égard, pour savoir *s'il conviendra de les tenir toujours sous les armes*, & comment il faudra les aguerir ; & si l'on trouve à propos de les avoir étrangères, il faudra *déterminer son choix sur la Nation dont il sera plus expédient d'accepter le service*. Mais comme la solde de pareilles troupes doit être payée en argent ; c'est ici le lieu de rappeler tout ce qui a été discuté dans le Chapitre XIV. sur les moyens de faire grossir le Trésor Public. Que si l'on aime mieux le mélange de soldats nationaux & étrangers, il faut ajouter à l'arrangement que nous venons de prescrire touchant la milice du Pays, la recherche de la *meilleure méthode à prendre dans le mélange des troupes*, pour savoir combien il conviendra d'en avoir des unes & des autres, & si chaque corps de troupes devra être mixte, ou non.

§. X V I.

Concer-
nant la
bonne in-
telligence
avec les
Cours
étrange-
res.

Mais si, pour pratiquer cette maxime générale qui regarde le maintien du système de l'Etat tel qu'il est, on veut suivre la maxime particulière d'entretenir la bonne intelligence avec les Cours étrangères, pour se mettre à couvert des dangers d'une guerre passive ; il en résultera le besoin d'une autre maxime particulière qui sera la solution de cette Question : *Si cette bonne intelligence doit être auxiliaire, ou alliée ?* Puis, d'une autre qui montre de *quelles Cours étrangères l'Etat peut recevoir des secours ; & avec quels Princes il lui conviendra de s'allier*. Après quoi il lui en faudra venir à des maximes subalternes, telles que les suivantes, savoir : *que les Cours auxiliaires soient en état de fournir les secours stipulés ; que leurs secours soient avantageux au Gouvernement ; & qu'elles soient sincèrement affectionnées à l'Etat*, afin d'éviter les inconvénients de ces sortes de secours, tels que nous les avons détaillés. Ensuite, si l'on juge

juge qu'il soit plus à propos de faire des alliances, pour diviser les forces ennemies, *on devra choisir pour alliés les Princes les plus exposés aux attaques de l'Ennemi que le Gouvernement a lieu de craindre davantage, qui peuvent plus aisément le vaincre, & qui n'ont pas besoin eux-mêmes des secours du Souverain dont ils acceptent l'alliance.*

§. X V I I.

La deuxième maxime générale, qui prescrit d'agrandir le Domaine & l'Etat, a besoin, pour son exécution, d'autres maximes particulières, dont la première est *qu'il ne faut jamais chercher à envahir les Etats d'autrui, sans quelque cause bien légitime*; pour ne pas violer tout ensemble la Religion, la justice, & le droit des Gens & pour ne se pas voir contraint d'employer la tyrannie envers de nouveaux sujets, qui en haine du Conquérant qui les auroit subjugués contre toute raison, se porteroient à la révolte, à la première occasion : à quoi il ne seroit pas possible de remédier, sans user d'une rigueur tyrannique. Au reste, comme on ne sauroit étendre les limites d'un Etat, sans la voie des armes ; il faut, outre la pratique des maximes particulières, ci-devant exposées touchant les levées des troupes ; établir encore, *de quelles sortes de troupes on doit faire choix, & comment il convient le mieux de les entretenir ; après les avoir mises sur pied.* Ensuite, rien n'étant plus capable d'agrandir l'Etat, que d'être en bonne intelligence avec d'autres Cours, par la médiation desquelles, à l'occasion des Conquêtes faites, & des partages à faire, on gagne toujours quelque pays, l'on mettra en usage les maximes que nous avons expliquées, & qui montrent *avec qui, & par quels moyens il faut être en bonne intelligence*, suivant d'autres maximes particulières, qui se rapportent en général à l'agrandissement de l'Etat, & par lesquelles il sera aisé de se décider sur la qualité de cet agrandissement, soit en Provinces de terre, ou en Provinces maritimes. Dans le cas d'une acquisition de ce dernier genre, il sera question de savoir *quel pourroit être le Pays le plus avantageux, & le plus commode.* S'il s'agit d'un Province éloignée de la Mer, il faudra

Des
maximes
à suivre
pour l'ag-
grandis-
sement
de l'Etat.

choisir le Territoire aussi voisin de l'Etat, qu'il soit possible; le plus à sa bienséance, & l'acquérir sur les possessions d'un Prince peu redouté: observant toujours, dans ces sortes d'acquisitions, les regles de la justice. Il faut, disons-nous, qu'une Conquête soit, autant qu'il se peut, voisine de l'Etat, pour éviter l'interception des secours, & des munitions de guerre: elle doit être à la bienséance de l'Etat, afin qu'une telle acquisition puisse faciliter un accès aux autres Domaines, procurer de la commodité au Commerce, & frayer un chemin à des avantages plus grands encore. Enfin, elle doit être faite sur le Souverain le plus foible, pour n'y pas trouver trop de résistance. De-là, des maximes de détail concernant la méthode à observer dans ces acquisitions, & le temps qui y sera le plus propre, la Puissance qu'il conviendra davantage d'attaquer, ou de se rendre amie, enfin, le pays dont on médite la conquête.

§. X V I I I.

Système
militaire
des Ro-
mains.

Mais comme, dans la vue de faire des conquêtes, il faut se résoudre à avoir toujours des guerres à soutenir, les Romains s'y préparoient de loin durant la paix; ils faisoient même de ce désirable présent du Ciel, un sujet de querelle. C'est pourquoi, leur maxime particuliere, tendant à la maxime générale des conquêtes, (si toutefois ils l'ont connue,) étoit de *n'admettre aucune proposition de paix, si ce n'est des Peuples qu'ils avoient, pour ainli dire, désarmés; d'imposer des conditions propres à couper enfin le nerf des richesses, & des forces de l'Ennemi; d'en exiger d'autres, dont ils savoient qu'il lui seroit aisé de s'écarter, pour avoir une nouvelle occasion de l'attaquer, à la moindre infraction; de borner l'étendue de sa puissance; de lui défendre de faire la guerre, sans l'aveu de la République, & autres semblables.* Dans leurs traités d'alliance, ils prétendoient pour eux, des avantages excessifs. Le plus souvent, *ils se joignoient au parti le plus foible, afin d'affoiblir le plus fort, & faire ainli tout aisément leur proie de l'un & de l'autre. Ils accordoient librement leur protection & leur amitié à tous ceux qui la réclamoient; parce qu'étant difficile que parmi tant de pro-*

tégés, alliés, ou amis, il ne survint souvent des différends, ils étoient comme assurés d'avoir de fréquents motifs d'attaquer les agresseurs, pour la défense des opprimés; tandis qu'au fond, ils n'avoient en vue que d'augmenter leurs conquêtes, en subjuguant ceux dont ils se vantoient de réprimer l'orgueil. *Ils entretenoient, ils envenimoient*, peut-être, *l'animosité parmi les nations étrangères*, pour s'insinuer chez elles, & s'en rendre les Maîtres, dès qu'ils les voyoient suffisamment affoiblies les unes par les autres. Enfin, il n'y avoit pas jusques à la pompe éclatante de leur triomphe, qui ne fût capable de déterminer les Rois à leur prêter foi & hommage, comme à leurs Souverains, pour éviter la honte de suivre en esclaves chargés de fer le char du vainqueur, s'ils venoient jamais à devoir soutenir contre eux une guerre juste, où ils seroient vaincus. Mais nous ne prétendons pas autoriser une conduite où la justice fut rarement consultée. Le système militaire des Romains ne pourroit réussir dans un temps où le droit des gens est aussi bien établi & aussi inviolable qu'il l'est aujourd'hui.

§. XIX.

Venons à la troisieme maxime générale, composée & dé-
 duite des deux précédentes, qui dit qu'il faut se conformer au
 temps, & suivre l'une ou l'autre des deux maximes universel-
 les, selon que les circonstances l'ordonnent. Pour faire un usa-
 ge raisonnable de cette dernière maxime, il est nécessaire d'en
 établir trois autres particulieres, qui lui soient subordonnées:
 la premiere, *qu'il suffit de lever un nombre médiocre de troupes*,
 quand on n'a pas besoin de les tenir toujours sur pied; la deu-
 xieme, *qu'il est nécessaire de se concilier, de s'assurer l'amour des*
Sujets, pour les trouver disposés dans l'occasion, à payer, de
 bon gré, les contributions extraordinaires; la troisieme, *que la*
bonne intelligence avec les Cours étrangères peut devenir essentielle.

Pour ce qui est de la premiere de ces maximes, il faut
 examiner toutes celles que nous avons rapportées en par-
 ticulier sur ce même sujet des Troupes; étant nécessaire de
 faire une attention spéciale à l'importance qu'il y a d'en

Des
 maximes
 qui re-
 gardent
 la néces-
 sité d.s
 circon-
 stances.

entretenir & de Terre & de Mer, quand l'Etat, qui veut suivre la maxime de s'accommoder aux circonstances des temps, possède quelque Port, & n'est pas situé trop avant dans le Continent, en sorte que la mer n'en soit pas fort distante, & que les rivages d'alentour n'appartiennent pas à d'autres Puissances. Il faut, de plus, faire attention *si l'Etat seroit obligé de s'attacher les Soldats par des libéralités continues*; pour obtenir d'eux qu'ils se portent volontiers à tous les ordres qu'on leur donnera quelque pressants, quelque périlleux qu'ils puissent être; & *si le besoin cessant, il ne seroit pas préjudiciable de congédier la plus grande partie des Officiers & des Soldats*; au risque de n'en trouver que bien difficilement de nouveaux dans des cas urgents.

Quant à l'autre maxime particuliere, de gagner l'affection des Sujets, nous en avons assez parlé ci-devant ainsi que de ce qui regarde la troisieme, concernant la bonne intelligence avec les Cours étrangères.

§. X X.

Conclu-
sion sur
l'enchaî-
nement
des maxi-
mes d'E-
tat.

Concluons cependant, que toutes les maximes particulieres, qui dérivent de la maxime générale par laquelle on maintient l'Etat tel qu'il est, sont nécessaires à la pratique des deux autres, dont l'une fait étendre les possessions, & l'autre apprend à s'accommoder aux conjonctures, & non-seulement elles leur sont nécessaires, mais encore elles s'y rapportent. Inférons de-même, que toutes celles qui ont trait à la seconde maxime générale, sur les conquêtes, doivent servir à la troisieme sur la nécessité de s'accommoder aux conjonctures. Nous ferons voir ailleurs comment chacune des maximes particulieres peut être rendue susceptible de diverses formules, & se diriger différemment les unes des autres, vers chacune des trois maximes générales.

Au reste, nous n'avons pas fait mention de toutes les maximes particulieres qui doivent s'établir dans l'administration du gouvernement des Etats; l'entreprise seroit immense & chimérique. Il nous suffit donc d'en avoir développé quel-

ques-unes, pour donner une idée assez satisfaisante de l'origine de toutes, de leur terme, de leur nature, de leurs rapports, de leur génération, puisque c'est-là tout ce que nous nous sommes proposés à ce sujet. Faisons voir maintenant combien l'Homme d'Etat a besoin du secours des maximes.

SECONDE SECTION.

DE LA NECESSITE' DES MAXIMES D'ETAT.

§. XXI.

QUOIQUE' IL soit aisé de voir la raison qui rend l'usage des maximes nécessaire à l'Homme d'Etat, sans qu'il soit besoin de nous y appesantir, nous jugeons pourtant qu'il convient d'en parler pour deux motifs : l'un, afin que cette nécessité rendue plus manifeste, apprenne à quiconque aspire au Ministère, que la connoissance des maximes & leur bon usage, sont pour lui un devoir si essentiel & si propre à le guider invariablement dans sa pénible carrière, qu'il ne sauroit se rebuter de la peine qu'il y a à les former, sans se résoudre, en même temps à se méprendre dans toutes ses démarches. Nous venons de toucher cet objet, mais si l'Homme d'Etat en sent bien la force, il s'animera à le suivre dans toute l'étendue du sens que nous avons encore à lui donner. L'autre motif qui nous engage à cette explication, est de prouver par les faits, les préjudices énormes que quelques Etats ont soufferts par le défaut d'un système suivi qui ne peut être établi que sur les maximes; &, au contraire, les grands avantages que le bon maintien d'une maxime a souvent apportés à d'autres Gouvernements. Pour un plus grand ordre, nous continuerons à distinguer les maximes générales des particulières; & nous expliquerons séparément les raisons qui les rendent toutes nécessaires à l'Homme d'Etat.

Pour-
quoi
l'on traite
ici de la
nécessité
des Ma-
ximes
d'Etat.

§. XXII.

On ne
peut agir
sûrement
sans prin-
cipes.

Quant aux maximes générales, il n'est pas douteux que toute opération, en quelque genre que ce puisse être, demande une regle qui la dirige. Cette regle est l'épilogue, l'idée & comme l'esquisse de ce qui doit être exécuté ; ainsi que des moyens, non seulement d'une distribution bien ordonnée, mais encore de l'exécution. Sans cette regle, en vain se proposeroit-on de faire quelque chose ; puisque, quel que soit l'ouvrage que l'on entreprend, il ne peut jamais être produit que par une succession méthodique d'autres moindres opérations, dont il faut, de toute nécessité, connoître distinctement les formes & les dispositions diverses ; autrement tout ce que l'on feroit pour y réussir, feroit peine perdue. Supposons qu'un homme, faisant le Pilote, se mît en tête de conduire un Vaisseau à bon Port, & par la route la plus sûre, ignorant toutefois la situation de ce Port où il veut aller ; ne connoissant ni Bouffole, ni Arbalete, n'ayant jamais vu de Carte hydrographique, ni fait usage des Voiles, non plus que de gouvernail : assurément son entreprise seroit folle, & sans être devin, on peut lui présager une fin tragique. Or, cet homme n'échoueroit, que parce qu'il manqueroit d'une regle qui contint en elle-même, & enseignât les moyens propres à le faire arriver à son but ; cette regle dérive des principes du pilotage, dans l'exemple que nous venons d'alléguer, lequel prouve en général la nécessité indispensable d'une regle directrice dans toute entreprise ; si elle manque, il est impossible de réussir en quoi que ce soit.

§. XXIII.

La Ma-
xime
d'Etat est
la regle
de la con-
servation
des Etats.

Cela posé, nous pouvons dire que la regle de la conservation des Etats, n'est rien autre chose que la maxime d'Etat, tant générale, que particuliere. La maxime générale, (car c'est d'elle seule qu'il s'agit à présent, quelle qu'elle soit des trois spécifiées, & sans entrer dans l'examen de celle qui convient le mieux) est la regle du maintien des Etats, parce

qu'elle comprend & embrasse tout ce qui est propre à les maintenir, dans le système de leur constitution. En effet, si nous entendons parler de la maxime générale qui fait simplement conserver à un Etat ce qu'il possède, excluant toute idée d'agrandissement, elle engendre elle seule toutes les maximes particulières & subalternes décrites dans la Section précédente, & qui comprennent tous les moyens de la réduire en pratique. De-là vient que ne pouvant nous cacher combien elles sont propres à nous faire parvenir aux fins que nous nous proposons, il faut que nous convenions que la maxime générale dont elles procèdent, est la règle certaine de la conservation de l'Etat, par voie de maintien de ses propres possessions, sans prétendre à celles d'autrui. A l'égard de la seconde maxime générale qui apprend à aspirer à un agrandissement légitime, elle ne sert pas moins de règle que la première, puisqu'elle comprend également toutes les mêmes maximes particulières, & subalternes, qui doivent causer la conservation persévérante de l'Etat en l'agrandissant. Quant à la troisième qui veut que l'on se conforme aux conjonctures; il est de même évident qu'elle est une règle du maintien de l'Etat, puisqu'il naît d'elle, ainsi que des autres, des maximes particulières & subalternes qui, par voie de conformité aux conjonctures, servent également à la conservation de l'Etat. De-là, il faut directement conclure que toute opération ayant besoin d'un principe directeur, & que la maxime d'Etat étant ce principe par rapport aux Etats, elle est nécessaire pour leur direction : par conséquent, le Ministre Politique doit, non-seulement connoître les maximes, mais encore savoir les former & les proposer.

§. X X I V.

De plus, il est très-probable que nul Gouvernement, quel qu'il soit, Monarchique, ou Republicain, s'il n'est dirigé par l'une de nos trois maximes générales, ne sauroit rendre heureux le Peuple qui lui est confié. Au contraire un tel Gouvernement tombera en décadence, & périra avant le temps; voici comment,

Inconvé-
nient du
défaut de
Maximes

§. X X V.

Premier
danger
auquel
est expo-
sé un État
qui n'a
point de
système.

D'abord, par la faute des Ministres ; idolâtres de leur propres opinions & esclaves de leurs vices. Car les maximes qui sont la règle de l'État, sont aussi le frein de ceux qui l'administrent, en leur offrant la bonne manière de le conduire, souvent contraire à leur façon de penser, à leur penchant, à leur génie. Et il n'est que trop vrai que lorsque les passions des Ministres ne sont pas contenues par leur attachement aux maximes générales ; ces passions, qui ont leur principe dans le sang, & qui se fortifient si vite, prennent enfin un tel ascendant sur l'esprit, qu'elles le portent tantôt aux voluptés, tantôt à l'ambition, de sorte que par elles un homme d'État s'avilit bientôt, ou devient tyran, & par-là très-indigne du Ministère. Que si les Ministres sont, pour la plupart, sans fermeté, sans amour pour l'ordre ; l'esprit de dissipation s'emparera d'eux tous ; ils ne suivront que l'attrait du plaisir ; & la peine inséparable d'une sage administration leur deviendra odieuse : ils traiteront de témérité, les plus justes dispositifs de guerre : ils se confirmeront dans l'idée insensée qui leur présente comme inutiles, les soins & les attentions qu'exige l'État, & ils s'en laisseront persuader jusqu'à croire que quelques fautes qu'ils fassent, elles ne pourront pas leur être imputées : erreur monstrueuse qui les plongera dans la fange de la mollesse, d'où ils ne se tireront jamais. Mais comme l'entretien des vices demande des dépenses auxquels les Ministres ne sont pas toujours en état de fournir par eux-mêmes, ils chercheront les moyens de s'enrichir, par des vexations, des extorsions & des rapines. Qui sait même si, pour se maintenir ensuite dans leurs injustes possessions, changeant en fureur leur conduite efféminée, ils n'usurperont pas, à force ouverte, les biens de l'État & des Peuples ? C'est ainsi qu'un Gouvernement tombe en ruine, par la faute des Ministres, dont l'indolence & l'avidité redoublant de jour en jour la misère des sujets, le Peuple las de la tyrannie, tâche de rendre sa condition moins malheureuse par l'horrible moyen des révol-
tes ;

tes; ou bien, les voisins profitant de ses défordres, entreprennent de l'envahir, & le subjuguent.

§. X X V I.

Le second danger que court un Etat qui ne suit aucune maxime, consiste dans la variation des fins vers lesquelles il se dirige. Un Etat réglé sur un principe fondamental, s'y rapporte dans toutes ses opérations, parce que ce principe est en même-temps le moyen de parvenir au terme désiré de se maintenir heureusement tel qu'il est. Un Etat, au contraire, qui ne connoît nulle constitution, s'il agit quelquefois par principe, c'est d'une manière si peu réglée, qu'il n'en profite pas, & le plus souvent ses entreprises, ainsi que ses résolutions, n'ont point de règle. En effet, quand nulle maxime générale ne contient les Ministres dans le devoir, chacun d'eux prend pour maxime de son administration, ce à quoi son penchant le porte. Ainsi, l'un ne songera qu'à tyranniser les Peuples; un autre à force de foiblesse, rendra l'Etat esclave de ses propres sujets; un troisième aura pour but l'accroissement de ses richesses, & de son faste; il élèvera même ses créatures, aux dépens de l'Etat. Que si ce Gouvernement sans méthode, dirige ses opérations vers un terme, ce sera par des routes incertaines & diverses, incapables, par conséquent, de le conduire à son but; parce qu'un but difficile à atteindre, tel que celui qu'un Etat se propose, sera toujours manqué, tant qu'on n'y emploiera pas constamment les mêmes moyens (bien entendu qu'ils seront convenables pour la fin proposée.) Celui qui donneroit mal-à-droitement çà & là des coups de hache au pied d'un gros arbre, s'épuiserait sans l'ébranler; pour l'abattre, il faut frapper toujours au même endroit. En un mot, tout Gouvernement qui ne suit aucune maxime générale, soit que les fins auxquelles il aspire, soient variables, soit que pour y parvenir il emploie des moyens de divers genres, jamais il ne réussira à rendre les Peuples heureux, puisqu'il ne saura pas travailler à les maintenir dans le bien-être, encore moins le leur procurer. Cependant la conservation de ce bien-être des sujets doit être le but principal de tout Gouvernement.

Second danger.

§. XXVII.

Modifi-
cation de
l'attachement
aux
maximes
adoptées.

Il est donc du devoir de l'Homme d'Etat de se conduire par quelque maxime générale, puisque sans elle, il n'est pas possible que le bien-être d'un Gouvernement soit durable. Pour preuve de cette vérité, il n'y a qu'à jeter les yeux sur les Etats de Rome & de Sparte; & voir laquelle de nos trois maximes ils ont suivie, pour soutenir si long-temps leur Puissance. Mais, avant toutes choses, il est bon d'être prévenu que bien que l'on voie un Gouvernement suivre exactement dans toutes ses opérations une maxime quelconque, ce n'est pas à dire qu'il s'en soit fait une règle à jamais inviolable, puisque souvent l'on ne fait que se prêter aux conjonctures, à la nécessité, à l'humeur des Peuples; & que ces circonstances critiques cessant, l'on change de méthode. Ainsi, quand nous disons qu'un Etat doit se gouverner par quelque maxime générale, nous n'entendons nullement qu'il doive s'en tenir irrévocablement à l'une des trois que nous avons assignées; mais qu'il se fonde, en raison des circonstances, sur quelqu'une de ces maximes, selon que le dicte la prudence, pour régler ses opérations avec choix, & non par contrainte. Examinons à présent la maxime favorite des Spartiates & des Romains, & voyons si elle fut, dans l'un & dans l'autre Etat, l'effet de la nécessité, ou de l'humeur, ou si la sagesse la leur dicta : cet examen nous apprendra en même-temps quel fut le fruit de la maxime qu'ils suivirent.

§. XXVIII.

Gouvernement
de Rome:
sa fonda-
tion.

Considérons d'abord le Gouvernement de Rome sous ses trois différents Regnes. Elle a eu successivement des Rois, des Consuls & des Empereurs. Dans le premier Regne, nous la voyons fondée par une poignée de vagabonds, réunis dans le dessein de défendre leur liberté. Romulus voulant former un Peuple capable de se soutenir par lui-même, bâtit une Ville, lui donna son nom, & en fit une retraite de voleurs, de pasteurs, & d'esclaves. Or, si nous voulons supposer dans ce fondateur,

la maxime de se rendre célèbre au moyen de tels sujets; nous devons juger en même-temps que ceux-ci ne pouvoient adopter cette maxime, que relativement à celle qui les avoit réunis, pour se protéger contre les insultes des voisins. Ce qui montre évidemment que, tandis que Romulus suivoit un plan, le Peuple qui devoit composer son Etat, visoit à un autre but. L'un cherchoit à devenir fameux, riche, conquérant; & l'autre ne pensoit qu'à sa propre conservation. Mais le chef, qui sentoît la nécessité de ces vues si différentes, fut contraindre son génie guerrier, & ne fit voir à ce Peuple naissant qu'un dehors pacifique; ce qui se prouve par la députation respectueuse qu'il fit à ses voisins, pour se procurer des femmes, qui donnassent de nouveaux sujets à l'Etat, en y multipliant les familles, & par la ruse dont il se servit pour ravir ces mêmes femmes, qu'il étoit certain de ne pas obtenir d'une autre manière. Rome n'eut donc pour motif de sa première guerre, que la maxime de se défendre contre les attaques des Sabins, qui réclamoient leurs femmes; car, jusques à cette époque, nous ne connoissons aux premiers Romains, que la maxime de leur propre conservation, laquelle leur mit pour lors les armes à la main par pure nécessité; & non par aucun dessein qu'ils eussent formé d'avance, d'inquiéter leurs voisins. De-là, ceux d'entre le Peuple, que Romulus avoit élevés aux charges, que même il avoit fait Sénateurs, refusèrent de lui obéir, & conçurent tant de haine contre lui, à cause de l'artifice dont il s'étoit servi pour les porter à seconder son naturel belliqueux, qu'ils le massacrèrent.

§. XXXIX.

Le détail des diverses manières dont ce premier Etat des Romains fut gouverné, nous meneroit trop loin. Dès la mort du Fondateur, nous voyons ce Peuple délibérer murement sur le choix d'un nouveau système : il recherche dans l'élection d'un Roi, le procédé le plus convenable : il anéantit toutes les maximes de Romulus, à la réserve de celles dont le Gouvernement intérieur recevoit des avantages. Les Rois qu'il se donne successivement, suivent tous des systèmes divers : Numa

Gouvernement
des Rois.

est Prince pacifique : Tullus, guerrier : Ancus Martius allie la Religion avec les armes : Tarquin l'Ancien songe à établir son autorité, & à se rendre plus absolu que n'étoient ses Prédécesseurs ; pour y réussir, il prétexte la nécessité d'un Sénat plus nombreux, & le remplit de gens qui lui sont dévoués : Servius Tullius est le premier qui fixe l'Etat du Gouvernement ; il suggere au Peuple les moyens d'une indépendance qu'il desire : Tarquin le Superbe acheve, par ses violences, de confirmer les Romains dans leur génie républicain. Ainsi finit dans Rome la Dignité Royale ; & la Démocratie succéda à l'autorité Monarchique.

§. X X X.

Si les Romains suivirent une maxime générale sous leur première forme de Gouvernement.

Jusques-là, il ne paroît pas que les Romains se soient guidés par aucune maxime générale. Ils ne suivoient pas celle de se maintenir tranquilles chez eux, puisque leur Roi Tullus attaqua les Albins. Ils n'avoient pas en vue de s'agrandir, puisque Numa, l'ancien Tarquin, Servius Tullius, non plus que Tarquin le Superbe, n'entreprirent rien contre leurs voisins. Bien moins encore songeoient-ils à la maxime de s'accommoder aux conjonctures, puisque les accès de leur génie entreprenant & guerrier, força leurs voisins à se tenir sans cesse sur leurs gardes vis-à-vis d'eux, & même à saisir toute occasion favorable de les insulter pour les détruire. Tout ce que nous pouvons découvrir de ce premier Regne, est que Rome, soit qu'elle voulût se conserver, ou s'agrandir, soit qu'elle réglât sa conduite sur les occurrences, agissoit toujours de nécessité, ou par caprice, & jamais par système ni d'après aucune maxime de choix.

§. X X X I.

Républicque Romaine.

Suit le second Regne des Romains, c'est-à-dire, leur République. Il semble qu'alors ils devoient se fonder sur la maxime qui offre les moyens de se soutenir paisiblement ; vû que l'Etat déjà assez riche des dépouilles des Ennemis, se trouvoit dans une situation avantageuse, qu'il ne falloit que conserver. Eh,

qu'avoit-on de plus à faire, quand on se fut si bien défendu contre Porfenna, quand on se fut délivré des Volſques, quand on eut réduit les Sabins, les Gaulois, & tant d'autres ? Mais Rome enflée de ſes ſuccès, devint orgueilleuſe ; & le Peuple, qui ſe voyoit ſeul auteur de tant de triomphes, voulut ſ'en faire accroire : Il ſe perſuada qu'il avoit à craindre des entrepriſes à ſon deſavantage, de la part du Sénat : Il commença à le regarder d'un œil jaloux ; il oſa ſe déclarer contre ſes Magiſtrats ; & la mortelle envie à laquelle il ſ'abandonna, fit naître les guerres civiles, qui lui ravirent enfin cet Etat libre dont il s'étoit mis en poſſeſſion, en aboliffant la Royauté. L'on diroit pourtant que Rome, dans certains intervalles lumineux, penſe à ſe conſerver, mais à peine a-t-elle laiſſé entrevoir ce deſſein habile, qu'elle entreprend de ſ'agrandir ; d'abord, en repouſſant avec vigueur les attaques de ſes Ennemis, qu'elle ſubjugué ; & bientôt en faiſant elle-même des déclarations de guerre, qu'elle couvre du prétexte ſpécieux d'empêcher par-là, les ſéditions du Peuple, & de le diſtraire de ſes révoltes contre le Sénat. Voilà donc la première maxime, celle qui tend à la ſimple conſervation de l'Etat, ou volontairement abandonnée, ou extrêmement négligée ; pour ne ſonger qu'à une augmentation de puiffance, que la néceſſité inſpire moins à ces hommes altiers, que leur propre penchant.

§. XXXII.

Cependant les querelles inteſtines ſ'accroiffent au-lieu de diminuer ; le Peuple, après de nouvelles victoires, exige de plus grands égards : il ſ'arroe une autorité ſans bornes : il prétend monter aux plus hautes charges : il veut limiter le pouvoir du Sénat. Les particuliers devenus puiffants, ne cachent pas leurs vues tyranniques. La famille des Gracques tranche du Souverain. Marius & Silla, l'un ſeignant de défendre le Peuple, qu'il ſuppoſe opprimé par le Sénat, & l'autre ſe montrant protecteur de cet auguſte Corps, allument, plus que jamais, dans les deux partis, le feu des diſſentions. Déjà, le Gouvernement oublie juſqu'à l'idée de ſa conſtitution : il ſe

Guerres
civiles.

laisse emporter au caprice de Chefs factieux, qui cherchent leur propre intérêt dans la faveur des Troupes, & portent la guerre où ils veulent. Enfin, il ne reste plus au Sénat qu'une ombre de grandeur. Les partis s'attaquent l'un l'autre : le Grand Pompée est vaincu : César triomphe au milieu de Rome, & dispose d'elle à son gré. Inutilement la liberté gémissante sous ce dernier coup trouva-t-elle encore un Brutus, imitateur du premier, qui la fit revivre aux dépens des Tarquins. Ce second Patriote, en poignardant le Héros à qui il devoit tout, ne rétablit rien : les factions déchainées contre le Sénat, le deshonorèrent ; & il ne fut question de rien moins que de le supprimer. Bientôt tout fut renversé dans l'Etat ; & Octave Auguste, vainqueur de ses seuls rivaux, Lépide & Marc-Antoine, se vit paisible possesseur du plus puissant ou plutôt du seul Empire du monde.

§. X X X I I I.

Si la République Romaine se gouverna par des maximes suivies.

S'il ne paroît pas que les Romains aient suivi aucune maxime de Gouvernement, dans leur premier Etat, il n'est pas plus aisé de leur en attribuer quelque une dans le second. Il est vrai qu'il se découvre quelque vestige de dessein de leur propre conservation, depuis l'expulsion des Tarquins, jusqu'à la première guerre Punique, comme nous l'avons remarqué ; mais il faut aussi convenir que la nécessité forma seule cette maxime, & qu'un conseil prémédité n'y eut point de part. En effet, Rome harcelée de tous côtés par ses ennemis, ne pouvoit se dispenser de se défendre, & dans son état resserré, & exposé aux insultes, elle ne devoit songer à rien autre chose qu'à se soutenir. Lorsqu'elle eut acquis quelque consistance par des Domaines plus étendus, il semble qu'elle observa la maxime de s'accroître davantage, mais ce fut sans en faire une constitution d'Etat, & dans la seule vue de réparer ses premiers dommages ; ou de mettre un frein à l'avidité de ses membres, avides d'or & insatiables de volupté : funeste fruit des dernières conquêtes ! Quant à la troisième maxime, on n'en voit pas la moindre trace pendant la durée de la République. Un Gou-

vernement qui faisoit parade d'une déclaration de guerre ouverte contre le monde entier, ne songeoit guere aux ménagemens politiques. S'il lui arriva quelquefois de céder aux circonstances, pour se délivrer de dangers trop pressants, comme quand elle eut affaire à Annibal, ou quand elle voulut pousser au loin ses conquêtes sur la plus grande partie de l'Asie, ce fut toujours l'effet de sa prudence naturelle, & non d'une maxime qu'elle se fût proposée : ce qui se prouve par sa façon de penser bien plus avisée dans l'exécution même de toutes ses entreprises, que dans les conseils de délibération. Ce ne fut donc point par un système réfléchi qu'elle mit à profit les occasions de s'agrandir, mais pour satisfaire sa propre inclination.

§. XXXIV.

Voyons maintenant le Gouvernement de Rome sous les Empereurs. Un coup d'œil, jetté sur son histoire, nous apprend que chacun de ces Monarques suivit sa méthode particuliere, dans la conduite de l'Etat. Plusieurs d'entr'eux s'addonnerent sans retenue aux voluptés & aux vices grossiers : quelques-uns exercerent le plus odieux despotisme, d'autres, une cruauté qui effraie. Si, dans le nombre, on en voit quelques-uns qui aient manié les affaires de ce vaste Gouvernement avec autant d'application que de sagesse, presque tous en ont fait le moindre de leurs soins. Nous trouvons les plus importantes charges confiées aux Soldats : c'est l'Ordre Militaire qui fait & qui défait les Empereurs. Cet Ordre se divise : chaque Partie proclame un Souverain opposé : l'Empire se partage en diverses branches : bientôt l'Italie n'a plus de frein qui la régisse, parce qu'elle ne suit aucune maxime. Les Provinces éloignées se révoltent : les plus voisines se ressentent du désordre. Enfin les Peuples Septentrionaux, profitant de la conjoncture, inondent les Campagnes Romaines, envahissent Rome, & la détruisent de fond en comble.

Gouvernement
des Em-
pereurs.

§. XXXV.

Point de
système
politique
suivi sous
les Em-
pereurs.

Après cet exposé, il n'est plus besoin de chercher de méthode suivie dans le troisième Gouvernement des Romains ; il est sur-tout évident qu'ils ne s'y sont conduits par aucune de nos trois maximes générales : mais nous devons examiner quels ont été les fruits d'un Gouvernement toujours dénué de principes.

§. XXXVI.

Fruits
funestes
du défaut
de système.

Ce que Rome a gagné à cela, c'est de s'être détruite elle-même trois fois. Elle se porta un coup mortel, en chassant ses Rois : elle fut écrasée sous les ruines de sa République : elle disparut avec ses Empereurs. Il est certain que sa Politique fut toujours mauvaise, puisqu'elle n'eut pas pour but le maintien du bonheur de ses Sujets. Or, ce maintien suppose nécessairement celui de l'Etat, & il étoit impossible à l'Etat Romain de se maintenir, sans le secours d'une maxime générale fondée sur la saine raison. Il falloit donc bien que Rome pût, puisqu'elle n'avoit pas ce secours.

Renver-
sement
de la
Royauté

Il est vrai qu'à la première révolution, le Trône fut seul renversé, & que le Peuple Romain parut devenir libre, en secouant le joug : toutefois, si les Rois n'avoient pas réveillé dans ce Peuple, le désir de la liberté, par un Gouvernement mal entendu : s'ils s'étoient conduits par les lumières d'un système uniforme & suivi, les Romains n'auroient jamais songé à changer la face de l'Etat ; au contraire, ils se seroient confirmé dans leurs habitudes primitives, & l'amour d'une situation constante les auroit préservés de ces affreux défordres, qui leur valurent la perte de cette même liberté à laquelle ils aspiraient. Ainsi Rome, en rejetant les Rois, perdit son repos : sur quoi il est vrai de dire qu'elle fut cause de sa propre perte.

§. XXXVII.

La République Romaine périt aussi, car un Etat qu'affervit ses propres sujets, n'est pas moins subjugué, que lorsque des Ennemis étrangers s'en emparent : & sans doute Rome, sous le second Gouvernement, auroit éprouvé plus de douceur de la part de ravisseurs étrangers, qu'elle n'en sentit du Gouvernement des Empereurs nés dans son sein. En effet, ceux-là se feroient crus obligés de la ménager, dans la crainte de l'irriter, & de l'armer contre eux, s'ils se montroient trop sévères, ou trop vicieux. Rome brilloit au dehors & elle étoit intérieurement déchirée ; combien de fois ne se vit-elle pas au moment de sa ruine totale ? Si dans ce même temps elle multiplia ses Conquêtes, si elle devint formidable à toutes les Nations, elle ne se rendit pas moins un objet lamentable à ses propres yeux. Ses Citoyens, il est vrai, faisoient éclater les vertus les plus éminentes ; la valeur, l'amour de la Patrie, la grandeur d'ame ; mais ces qualités si estimables ne donnoient lieu qu'à des maximes particulières, qui tendoient peu, ou point du tout, au maintien du bonheur public, puisqu'elles n'avoient pour objet qu'un amour propre qu'on vouloit satisfaire : ou lors même que ces maximes se rapportoient au bien général, ce n'étoit jamais par aucun des trois moyens universels dont nous avons prouvé la nécessité indispensable dans tout Etat fondé sur la raison. De-là, les maximes particulières, quelque belles qu'elles fussent, ne purent jamais produire l'effet essentiel de prolonger la durée de la République en lui procurant une consistance proportionnée à sa Grandeur ; ce qui pouvoit avoir lieu par un juste équilibre des passions des Citoyens, avec leur puissance.

Ruine de
la République.

§. XXXVIII.

Enfin, cette fameuse République tomba dans le précipice du Règne des Empereurs, pour ne se relever jamais. Dès-lors, rien de plus affreux que le joug auquel elle fut soumise. Elle perdit à la fois, son repos, ses biens, ses Citoyens. Esclave

Chute
de l'Empire Ro-
main.

de ses Tyrans, elle en recevoit la loi : & ne se voyoit conduite qu'au gré d'une milice effrénée : désordre qui invita les Peuples du Nord à en faire leur proie. Du reste, il ne faut pas s'imaginer que cette triple ruine de Rome puisse s'attribuer à quelqu'autre cause qu'à celle de s'être gouvernée sans l'aide des maximes générales. Pour rendre bien palpable cette vérité, il suffiroit (si nous ne craignons pas de nous engager à une digression trop longue) d'entrer dans le détail des faits que l'histoire nous a transmis ; mais nous nous flattons que le peu que nous en avons rapporté , prouve assez que ce n'est que faute de maximes, que les Romains se sont toujours perdus.

§. XXXIX.

Du Gouverne-
ment de
Sparte
avant la
conquête
d'Athè-
nes.

Considérons maintenant la République de Sparte. Nous ne pouvons envisager celle-ci que sous deux points de vue : l'un est celui qui nous la représente depuis son établissement jusqu'aux jours où elle entreprit la conquête d'Athènes : l'autre nous montre ce qu'elle fut, depuis cette époque jusqu'à sa fin. Le premier de ces deux Regnes, qui dura environ mille ans, & qui, par conséquent, fut bien plus long qu'aucun des trois, sous lesquels nous venons d'examiner le Gouvernement Romain, n'est qu'une suite non interrompue de guerres passives, durant lesquelles on ne la voit presque jamais prendre un pouce de terre sur ses voisins, ni recueillir le moindre fruit de ses victoires ; principalement de celles qu'elle remporta sur les Perses, par la valeur d'Euribiade & de Pausanias. Cela seul fait voir clairement que la maxime de se maintenir dans son même état, avoit pris racine chez elle, par un sentiment que lui dicta la saine raison ; mais que fortifierent les loix de Licurgue, cinq cens ans après sa fondation, & autant de temps avant la conquête d'Athènes : car sans cette maxime, Sparte, qui n'ignoroit pas ses forces, puisqu'elle s'en servoit si vaillamment à combattre ses ennemis & à les vaincre, n'auroit point passé dix siècles, sans s'aviser de faire des conquêtes. Mais qu'arriva-t-il enfin ? Que séduite par les charmes de la vie

délicieuse que menoient les autres Peuples & sur-tout les Athéniens, ou trop vivement insultée par ceux-ci, & se livrant sans réserve à la conduite d'Alcibiade, Sparte se laissa de la maxime salutaire par laquelle elle s'étoit si constamment soutenue, pour entreprendre de s'agrandir, sans en avoir auparavant établi la maxime sur les bases de l'équité. Ce changement de conduite, ou plutôt ce dérèglement, est l'époque de la décadence des Spartiates. Ils attaquent les Athéniens. D'abord la fortune de Sparte chancelle : mais enfin, Athenes l'orgueilleuse, Athenes qui méprisoit sa rivale avec tant de hauteur, en est subjuguée.

§. XL.

Il est constant que durant près de dix siècles, les Spartiates, à travers quelques légères variations de système, toujours favorables à leur Gouvernement, ne se trouverent jamais en butte aux discordes, ni aux dissensions. Eh, le moyen qu'un peuple nourri dans le sentiment de sa propre conservation, accoutumé à se défendre jusqu'à la mort, endurci par les plus pénibles exercices; qu'un Peuple chez qui les richesses, ainsi que les aises de la vie, étoient en horreur, pût jamais être porté à faire face à un Sénat, & à des Rois, comme fit celui de Rome ? N'y ayant donc dans Sparte, pas même l'ombre de factions, les révoltes n'y étoient du tout point à craindre; & parmi les fatigues devenues comme naturelles aux Spartiates, ces grands hommes jouissoient du bien inestimable de la tranquillité. S'il leur arriva d'avoir quelques revers en guerre, ils n'en furent jamais abattus, pas même incommodés. Or, quelle autre cause peut-on attribuer à leur bonheur invariable, que l'usage soutenu d'une même maxime, qui fut chez eux celle de leur simple conservation ? On le voit par les effets, & ce que nous allons rapporter du second temps de cette République le prouvera mieux encore.

Avantages que lui procura son système pendant mille ans.

§. X L I.

Gouvernement de Sparte après la conquête d'Athènes.

Après avoir conquis Athenes, Sparte, cet Etat si constant, si permanent jusqu'à cette époque, ne dura pas deux siècles entiers : elle ne garda pas même dix ans sa conquête. Les tyrans qu'elle mit dans Athenes, pour se la conserver, la portèrent à la révolte ; ils inspirèrent aux Athéniens divisés entr'eux la pensée de se réunir, & de secouer le joug. De leur côté, les Spartiates enflés de leur vain triomphe, conçurent le dessein insensé de se rendre maîtres du monde. Ils entreprirent la guerre de Perse. Agésilas est rappelé, pour défendre la Patrie dans son enceinte, attaquée par le Roi en personne. Les Perses couvrent la mer de vaisseaux contre Sparte ; & Conon d'Athenes, leur Général, défait les Lacédémoniens. Pour prix de cette victoire des Perses, les Athéniens reçoivent d'eux les moyens de se soustraire à la domination de Sparte, & de recouvrer leur première liberté. En vain Agésilas fait des prodiges de valeur, son bras ne peut soutenir la grandeur passagère de son Trône. Sparte est déchirée de tous côtés : son armée est dissipée par les Thébains : de cruelles dissensions s'élèvent contre un de ses Rois, Agide III. Les loix de Licurgue sont violées ; les Ephores massacrés ; & dans le temps que Cléomene III, autre Roi de Sparte, s'applique à venger, avec un zèle outré, les loix & les Ephores, il abandonne lui-même son Pays, pour aller subjuguier les Achéens, les Argiens, & une grande partie du Peloponèse. Enfin, Cléomene est défait par Antigonos, Roi de Macédoine, jaloux des dernières conquêtes des Lacédémoniens. Sparte n'a plus de défense. Elle subit le joug d'Antigonos ; & après une gloire d'environ mille & deux cents ans, elle se voit réduite à l'opprobre de l'esclavage. Reprend-elle sa liberté de la main libérale de son vainqueur ? Les séditions se forment dans son sein : la race Royale est mise à mort : sur ses ruines s'établit un Triumvirat oligarchique entre Licurgue, Nabi & Mécánide ; ensuite Philopémene, Général des Achéens, détruit Sparte, & abolit ses loix sans retour.

§. XLII.

Tel fut le sort de cette fameuse République, pour avoir cessé de suivre la maxime, qui depuis dix siècles lui servoit de rempart. La durée de Sparte, depuis cette fatale époque, fut tout ensemble & courte & malheureuse : toujours en proie aux plus cruelles révolutions, ses voisins l'abandonnerent, ses ennemis insultèrent à ses malheurs : en un mot, elle cessa d'être, & si nous comparons la dernière forme de son Gouvernement, avec l'Etat de Rome, nous verrons dans les deux cents ans de Sparte, des événements très-analogues à ceux que l'on remarque dans les trois Regnes du Gouvernement Romain. Tous les malheurs qu'éprouva Rome, par le défaut d'une maxime déterminée & suivie, accablèrent les Lacédémoniens, sitôt qu'ils se furent écartés de celle qui les soutenoit dans leur état primitif, pour se livrer au dessein de s'agrandir sans fondement. L'Histoire de tous les autres Peuples, nous apprend de même, & le bien qui leur est revenu du maintien de quelque maxime établie, & le mal qu'ils ont souffert de l'avoir négligée.

Sa chute
occasion-
née par
l'oubli de
son sy-
stème.

§. XLIII.

Mais après avoir démontré par les faits, le besoin absolu de quelqu'une de nos trois maximes générales dans le Gouvernement des Etats, & par conséquent dans les Ministres, il est temps de faire voir que, ni les uns, ni les autres, ne peuvent non plus se passer du secours des maximes particulières.

Nécessité
des maxi-
mes par-
ticulières.

Nous remarquons trois principaux motifs qui rendent cette seconde espece de maximes nécessaire. Le premier est que par elles seules & non autrement, les maximes générales peuvent avoir leur effet : ce qui donne un poids égal aux unes & aux autres dans la conduite des Etats. Le deuxième motif est d'éviter le malheur de se gouverner au hazard par inclination ou par contrainte, dans les occasions où il s'agit de mettre en pratique la maxime générale, parce que si ce qu'il convient alors d'opérer, ne porte que sur la nécessité ou sur l'inclina-

tion, il pourra aisément arriver que deux cas parfaitement les mêmes par leur nature, & par leurs circonstances, seront traités différemment, au gré des Ministres, dès qu'ils n'auront pas un point de réunion: alors la même opération ne pourra s'accorder dans l'un, ou dans l'autre de ces deux cas, avec la maxime générale, & par conséquent celle-ci restera sans effet; au lieu que, quand elle est établie sur la saine raison, les maximes particulières, non-seulement font réussir la maxime générale du Gouvernement, mais encore elles la rendent digne d'être transmise à la Postérité, comme le modèle & la règle sûre que l'on devra suivre en semblables occasions. De tout cela naît un troisième motif d'établir des maximes particulières; c'est que par elles on peut remédier aux dommages de l'Etat, & de plus, lui procurer de nouveaux avantages: surcroît de perfection dans le Gouvernement, & de bonheur pour l'Etat.

§. XLIV.

Exem-
ples.

Pour donner plus de jour à cette vérité, rappelons ici les effets que produisirent quelques maximes particulières des deux Etats dont nous venons d'examiner la conduite. A

Système
militaire
de Sparte.

Sparte, dont la maxime générale consistoit à se défendre, & à se conserver, avoit pour maxime particulière, de ne pas faire durer long-temps une même guerre, & de ne pas combattre deux fois une même Nation. Or cette maxime particulière se rapportoit bien à la générale, puisque par une telle conduite, Sparte ne donnoit pas à ses Ennemis le temps de découvrir sa science militaire, au moyen de laquelle ils auroient mieux su pourvoir à leur propre défense, & l'attaquer elle-même avec plus d'avantage. Mais cette maxime particulière ne fut jamais chez les Lacédémoniens l'effet de l'inclination, ou de la contrainte; elle fut toujours le fruit d'un conseil fondé sur la prudence, si nous en exceptons la conduite qu'ils tinrent à l'égard des Athéniens, dans la guerre du Péloponèse, qui dura 27 ans: époque du renversement des sages coutumes de Sparte. Outre cette maxime, ce Peuple illustre étoit encore si recommandable par celle de l'amour de la Patrie, que même

elle étoit la passion des femmes Spartiates : témoin cette générale réponse d'une mere qui demandant des nouvelles du fort d'une bataille qu'on venoit de livrer, comme quelqu'un lui répondit que ses cinq fils y avoient perdu la vie : „ Ce „ n'est pas de mes fils que je te demande des nouvelles, re- „ pliqua cette Héroïne; c'est de ma Patrie. ” Si les Lacédémoniens étoient fermes par maxime, leurs femmes étoient également douées d'une si étonnante fermeté, qu'une d'entre elles ne balançoit pas de briser la tête à son propre fils, parce que de retour du combat, il lui apprenoit que toute l'armée étoit en déroute : „ Traître à la Patrie, lui dit-elle, en lui lançant la pierre qui le tua, comment t'es-tu si lâchement soustrait à notre perte commune? L'habitude d'une vie frugale, & tant d'autres maximes particulières qui nous font admirer les Spartiates, avoient un rapport direct à leur maxime générale de se conserver dans leur état primitif : cela est manifeste.

§. XLV.

De plus : la discipline militaire de Sparte, étoit très-rigoureuse en conséquence d'une maxime particulière toujours dirigée vers la maxime générale de la propre conservation. Lorsque cette République accoutumoit ses Troupes à se contenter de peu, & à obéir aveuglément, elle remplissoit deux objets bien intéressants. Par le premier, les Spartiates, éloignés du funeste desir des richesses, & de toute superfluité, méprisoient souverainement le luxe des étrangers, ainsi que leurs possessions; par conséquent ils n'avoient que faire d'aspirer à des conquêtes, dans lesquelles on n'a en vue que l'opulence. Le second objet garantissoit l'Etat des séditions, parce que le Peuple assuré de la foi incorruptible de ses chefs, & de leur amour sincère pour la Patrie, aimoit trop à se laisser conduire avec confiance, pour songer à conspirer contre eux.

Discipline militaire.

§. X L V I.

Autorisa-
tion du
larcin
adroit.

Il n'y avoit pas chez les Lacédémoniens, jusqu'à cette étrange maxime de l'autorisation du larcin adroit, qui n'eût trait à la maxime générale de se maintenir dans leurs possessions; puis-que cette sorte de licence obligeoit les particuliers à conserver plus soigneusement ce qu'ils avoient en propre. Convenons donc que ce Peuple s'étant si long-temps maintenu avec tant de gloire, au moyen de ces maximes, il faut attribuer la durée de son Gouvernement, à sa fidélité à les suivre pendant mille ans.

§. X L V I I.

De deux
maximes
particu-
lières des
Romains.

Assurons notre jugement par la raison des contraires, dans l'examen de deux des meilleures maximes particulières du Gouvernement Romain, & voyons comment, avec toute leur bonté, elles eurent à la longue des suites, non-seulement peu avantageuses, mais nuisibles. L'une de ces maximes fut d'accorder le droit de Bourgeoisie Romaine aux Personnes, aux Villes, aux Nations étrangères, & l'autre consista dans l'amour que Rome fut inspirer au Peuple pour sa propre gloire personnelle.

§. X L V I I I.

De leur
établissement.

Si nous recherchons la première origine de ces deux maximes, ainsi que de l'établissement de toutes celles qui eurent quelque vigueur chez les Romains; nous trouverons que ce Gouvernement n'ayant aucune maxime générale à laquelle les particulières pussent être rapportées, toutes ses mêmes maximes particulières durent être établies de deux manières : d'abord par l'attrait de l'inclination, ou la force de la nécessité : en second lieu, en conséquence d'un bon ou mauvais succès accidentel.

Rome se fera portée à accorder aux Peuples divers le droit de Bourgeoisie, par le motif louable de diminuer d'autant le nombre de ses ennemis. Ensuite, cette même considération, qui

qui lui faisoit prévoir des attaques vigoureuses de la part de ceux qui n'entreroient pas dans ses vues, l'aura forcée d'inspirer à ses sujets l'amour de la gloire ; afin de les rendre courageux & intrépides. Et tel fut sans doute le premier fondement de toutes les autres maximes particulières de cette République. Quant au second, qui se prend d'un bon succès accidentel, les Romains peuvent avoir raisonné de cette sorte : „ Puisque le droit de Bourgeoisie accordé aux Sabins, fut „ pour Romulus un surcroit de Puissance, & pour notre Ville „ naissante un moyen d'agrandissement, il nous sera également „ avantageux d'honorer du titre de Citoyens de Rome, les „ Latins, les Toscans & les autres Nations qui pourront le „ désirer. ” De-même le souvenir flatteur des avantages que les premiers Romains avoient recueillis de leur bravoure, aura porté leurs Successeurs à poser pour maxime cet amour de la gloire qui fait les braves ; & ils l'auront inspiré au Peuple. Tout le tissu de leur conduite nous fait rapporter à ces deux principes uniques leurs maximes particulières.

§. XLIX.

Mais quelque bonnes qu'elles fussent en elles-mêmes, si nous recherchons leurs effets, nous trouverons que la première, n'ayant rapport à aucune maxime générale, ne tendoit qu'au petit objet de favoriser les intérêts particuliers de ceux qui l'adoptèrent ; ou, si l'on veut, d'écarter pour quelques instans les maux qui menaçoient Rome : de-même nous verrons que la seconde maxime ne fut pas toujours avantageuse à l'Etat, qui devoit être son unique fin ; puisque bientôt elle dégénéra en abus, dont les suites furent si funestes qu'elles amenèrent la ruine entière de la République. En effet, quoique le désir de la gloire chez les Romains, en leur élevant le cœur jusqu'à l'intrépidité, leur donnât en même-temps un grand amour pour la Patrie, comme le firent voir les Horaces, les Scevola, les Fabius, & Manlius même : (hé, qui sait si leurs vues étoient bien pures ?) toutefois, cet amour qui n'étoit pas dirigé vers le solide principe d'une maxime générale, ne pou-

Leurs
effets.

voit être produit que par le tempérament ou par les passions, lesquelles étant différentes dans tous les hommes, causent nécessairement dans chacun d'eux des effets dissemblables. Ainsi dans Rome, l'un aimoit sa Bienfaitrice, l'autre sa Protectrice : elle étoit pour celui-ci le cher soutien de son ambition ; pour cet autre, l'objet de son pouvoir ou de sa tyrannie. Les Romains aimoient leur Patrie, autant que par elle ils pouvoient faire parade de leur orgueil ; autant qu'elle les rendoit célèbres & redoutables : les Romains auroient abhorré Rome, si elle n'avoit pas été pour eux un glorieux moyen de contenter leurs passions.

§. L.

Preuves
tirées de
l'Histoire
Romaine

L'histoire n'autorise que trop cette opinion si défavorable. Nous lisons des plus vaillans hommes de cette République, tels que Manlius, Coriolan, les Gracques, Marius, Silla, Sertorius, César, & enfin les triumvirs, qu'après avoir montré un amour extrême pour leur Patrie, après avoir répandu leur sang pour sa défense, ils ne manquèrent pas de la trahir, dès que ses intérêts vinrent à croiser les leurs, dès que sa gloire ne s'accorda plus avec leur ambition. Rome ne dut donc l'amour de ses enfans qu'aux faveurs qu'ils recevoient d'elle, qu'aux biens qu'elle leur procuroit, qu'à l'éclat dont elle les couvroit, & sans ces conditions, jamais les Romains n'eussent ni aimé ni défendu leur Patrie. Cette vérité ne peut plus être contestée. De-même, il ne reste plus rien à dire pour prouver que ces deux maximes, bonnes en elles-mêmes, dont l'une admettoit les étrangers au droit de Bourgeoisie, & l'autre leur inspiroit le desir de leur propre gloire, dégénérèrent bientôt en abus, & devinrent funestes à la République ; si nous constatons, comme il nous est aisé de le faire par sa propre histoire, que le Gouvernement Romain, pour avoir voulu suivre la première, sur-tout sous les Empereurs, disposa, de plus en plus, de toutes les Charges militaires & civiles, & de tous les Grades honorifiques, en faveur des étrangers, même de ces Peuples du Nord qui le subjuguèrent ; & que pour avoir observé la seconde maxime, il fut en proie à la révolte & à la

tyrannie de ses propres sujets : parce que ces deux maximes particulieres, toutes respectables qu'elles étoient par le beau nom d'amour de la Patrie, n'eurent jamais pour principe & pour fin une maxime générale dirigée vers le bien public : ce qui fit que Rome ignorant ou négligeant la bonne façon d'employer les maximes particulieres, (si pourtant elle en eut) fut punie de sa négligence par mille maux que termina sa chute.

§. L I.

Elle eut, sans doute, évité son malheur par le choix d'une bonne maxime générale à laquelle eussent abouti les particulieres qui en devoient ressortir : car, par ce moyen, son Gouvernement, toujours animé du même esprit, toujours mû par un même mobile qui, comme dans Sparte, auroit réglé la marche de ces maximes subordonnées, se seroit vu par-là dans l'heureuse nécessité de suivre des opérations uniformes.

En effet, supposons Rome fondée sur la maxime de sa simple conservation ; tous les Romains ensemble auroient soutenu, à l'envi, l'ordre intérieur de l'Etat : nul d'entre eux qui n'eût cultivé les arts domestiques : content de goûter la paisible douceur qu'ils produisent, chacun se seroit appliqué à la rendre durable par une constante fidélité à ses devoirs ; loin de la séduction du vice, & plus encore de toute idée d'ambition & de révolte.

Supposons en second lieu que cette République eût tenu pour sa maxime fondamentale, l'emploi de tous les moyens propres pour son accroissement ; l'on auroit vu ses armes toujours unanimement tournées contre l'Ennemi, sans que l'esprit de parti les fît jamais servir contre elle-même : on l'auroit toujours vue occupée de ses vastes desseins, s'agrandir sans-cesse, en les exécutant, sans jamais s'arrêter à des objets particuliers, trop au-dessous de la majesté de sa marche.

Supposons-lui enfin la troisième maxime générale : Dans ce cas, les moyens sans-cesse mis en œuvre, soit pour se maintenir, soit pour s'accroître, auroient été habilement changés,

Avantages que Rome auroit retirés d'un système suivi.

selon les conjonctures; & les Romains, non moins sages que les Spartiates, auroient sù comme eux, s'accommoder au tems, parce que, comme eux, ils auroient vù le but auquel ils devoient tendre, & vers lequel ils auroient par conséquent dirigé leurs maximes particulieres, les ajustant aux occasions suivant l'exigence; par-là, quels que pussent être les événements, Rome eût toujours réussi dans ses entreprises, puisqu'elle n'y auroit jamais employé que les moyens les plus propres à la conduire au terme qu'elle se seroit proposé dans l'observance de l'une des trois maximes générales. Par-là ce Gouvernement formidable n'auroit pas souffert les horribles révolutions dont sans-cesse il fut agité: le bien public auroit été l'objet unique de ses soins. Le maintien des loix de la Patrie, & celui de la discipline militaire, voilà ce qui eût fait sa gloire, mais une gloire solide & constante; la Puissance de Rome & son bonheur n'auroient fait qu'augmenter.

Concluons de tout de ce que nous venons de dire, que les maximes, tant générales que particulieres, sont essentielles aux Etats, & aux Ministres; mais convenons en même-tems, qu'il est de la dernière conséquence qu'elles soient conduites par les voies que nous avons indiquées, & que nous développerons davantage, en traitant de la maniere de former les maximes. Ayant donc suffisamment démontré leur nécessité, il s'agit de voir dans la Section suivante, combien de maximes il est nécessaire d'établir dans l'Etat, & quelles elles doivent être.

TROISIEME SECTION.

DU NOMBRE, ET DE LA QUALITE' DES MAXIMES.

§. L I I.

La Maxime générale doit être unique.
IL paroît par les deux Sections précédentes que dans la conduite d'un Etat, les maximes doivent être nombreuses: nous en avons rapporté plusieurs, tant générales que particulieres, reste à savoir maintenant quel nombre des unes & des autres il convient d'en admettre; après quoi nous traiterons de leurs qualités.

Quant aux maximes générales, la raison dicte qu'un bon Gouvernement doit se fonder sur une seule des trois que nous avons exposées; & qu'il faut qu'elle y reste immuable. On n'en doit suivre qu'une, parce que l'obscurance de deux, ou de trois maximes générales en même-temps, mettroit l'Etat en contradiction avec lui-même. Les dispositions convenables au maintien du Gouvernement tel qu'il est, répugnent aux prétentions de son agrandissement: & l'un & l'autre de ces deux systèmes s'oppose également à celui qui prescrit de s'accommoder aux conjonctures. Hé, comment tendre tout à la fois à la simple conservation de l'Etat, aux succès des conquêtes, & au ménagement des temps & des circonstances? Ce n'est pas en travaillant à étendre ses domaines, que l'on réussit à s'assurer ce qu'on possède: de-même, les soins infinis qu'il faut se donner pour se soutenir dans le bien-être d'une situation actuelle, ne comportent pas les vues ambitieuses des nouvelles acquisitions; & chacun de ces deux systèmes est incompatible avec le troisième: par conséquent l'adhésion parfaite à l'une de nos trois maximes générales, est dans un Gouvernement éclairé, l'effet d'une juste nécessité, plutôt que l'ouvrage du choix. Il est question maintenant d'exposer les raisons qui obligent à suivre irrévocablement la maxime générale que l'on s'est une fois donnée pour règle.

§. L I I I.

En premier lieu, un Gouvernement ne sauroit parvenir à la fin essentielle qu'il se propose, quelle qu'elle soit, sans se conduire toujours par un même principe. Il aura même bien des inconvénients à surmonter, en employant ce seul vrai moyen; comment réussiroit-il donc, s'il passoit d'une maxime générale à une autre, s'il suivoit, par exemple, tantôt le système de sa conservation, & tantôt celui de son accroissement? Nous l'avons déjà dit: ce n'est point par des coups de coignée portés çà & là sur le tronc d'un gros arbre, que l'on vient à bout de l'abattre, c'est en frappant toujours sur une même ligne de sa circonférence. Au fond, un Etat n'est rien autre qu'une

Nécessité
de suivre
constamment
le
même
principe.
Première
raison.

grande machine qui se meut toute par les ressorts d'une vraie mécanique. Les loix de l'Etat, ses Ordonnances, ses Décrets, sont en effet, des ressorts qui accélèrent les mouvements du corps entier, ou qui les retardent, selon que sa constitution le requiert, pour le maintenir dans un équilibre parfait, & ses maximes particulieres duement rapportées à la maxime générale, entretiennent l'union de toutes les parties de ce grand tout, régulent l'impression de ce qui lui vient du dehors, & lui donnent ce principe de vie qui le rend capable de se conserver par lui-même dans une heureuse existence. Ainsi, une même action continuelle, bien adaptée à la constitution fondamentale de l'Etat, opere en lui une harmonie de ressorts, qui, comme dans les automates, dirige d'elle-même, & sans gêne, tous les mouvements habituels de la machine. Mais, qu'un mobile étranger à l'ouvrage vienne s'y introduire, pour y exciter quelque nouvelle action, la machine en sera dérangée au point, non-seulement de ne pouvoir suivre son mouvement accoutumé, mais, même, de perdre tout son jeu, & toute son action.

Une simple montre, dans laquelle on prétendroit insérer des pieces de répétition, ou de quelqu'autre ouvrage curieux, perdrait sa bonté, bien-loin d'en acquérir une nouvelle perfection. Ou si l'on réussissoit à rendre capable de deux opérations cette horloge, qui dans son principe ne fût faite que pour un seul usage; sa double propriété ne seroit que fort imparfaite, & de peu de durée; puisque le rouage auroit souffert les altérations inévitables du raccourcissement, du déplacement, de l'affoiblissement; en sorte que, si elle n'en étoit pas totalement détraquée, du moins faudroit-il des soins infinis pour la faire aller. Que l'on se mette donc dans l'un ou dans l'autre cas, soit de briser la montre en voulant la rendre plus utile, soit de lui communiquer une nouvelle propriété qui ne pourroit avoir lieu qu'à force de fatigues sans-cesse réitérées, l'on ne pourra pas se flatter d'être parvenu à la fin qu'on se proposoit; savoir de donner à un corps fait pour être simple, une double propriété bien soutenue.

§. LIV.

Une seconde raison qui défend de changer la maxime générale du Gouvernement, c'est le risque où on le mettroit des grands préjudices qui arrivent d'ordinaire à l'Etat, quand on entreprend de deshabituer le Peuple des routines que cette même maxime lui a fait prendre. Par exemple, quels défordres ne souffriroit pas un Etat fondé sur la maxime de s'accroître par les conquêtes, s'il vouloit substituer à sa constitution naturelle, celle de sa simple conservation ? Premièrement, il lui faudroit abandonner la maxime particulière de tourner toujours ouvertement ses armes contre quelque Nation, pour ne songer à les reprendre qu'en cas d'attaque : mais ce Peuple accoutumé à se battre, se voyant sans adversaire contre qui employer sa valeur, l'exerceroit bientôt contre lui-même, & se déchireroit par des guerres intestines : car, s'il est aisé, je ne dis pas de détruire, mais au moins de modérer les passions humaines dans certaines personnes déjà bien disposées par l'éducation ; il est impossible de corriger les mœurs féroces du Peuple, autrement que par le secours des maximes particulières, & cela insensiblement & par degrés, mettant tout en usage, des soins sans nombre, une patience invincible, la fermeté, la douceur. Or, comment un Etat déjà établi & fondé sur une maxime générale, trouveroit-il assez de loisir pour un aussi long ouvrage que celui du changement des mœurs de son Peuple, sans s'engager dans les plus grands malheurs ?

Seconde
raison,
soit par
rapport à
la pre-
miere
maxime
générale;

§. LV.

Si, au contraire, un Gouvernement qui auroit pour maxime le simple maintien de son bien-être, prétendoit la changer contre celle de son agrandissement ; il se mettroit au risque de voir dans peu son économie intérieure totalement renversée : d'abord, parce qu'étant établi sur le système de sa conservation, il se donneroit des troupes étrangères, plutôt que d'employer à la guerre ses propres sujets, de peur de faire naître dans eux

La se-
conde;

le desir des conquêtes : tandis que pour les dresser à la nouvelle maxime, il devroit les préférer aux Etrangers, parce que l'amour de la Patrie & du Souverain ne se trouve que dans le cœur des sujets, seuls propres, par cet intérêt, à bien servir le génie conquérant. Alexandre n'admit point de soldats étrangers, pour réussir dans ses entreprises immenses. Il faudroit donc, dans le changement en question, commencer par aguerir le Peuple, à quoi il seroit mal aisé de parvenir, & même impossible, si ce Peuple n'étoit nullement propre pour les armes, comme on en voit chez certaines Nations. En second lieu, dans la supposition que les sujets vinssent à être enfin aguerris, il seroit bien dangereux que trop flattés par les avantages qui leur reviendroient de leurs victoires, dont il seroit juste de les laisser profiter un peu, ils ne s'addonnassent avec fureur à la passion de vaincre, pour augmenter de plus en plus leurs propres possessions, & jouir d'une vie délicieuse ; (car le cœur humain se livre sans réserve à ce qui le charme) ainsi, les devoirs essentiels de l'économie intérieure de l'Etat, seroient oubliés & anéantis.

§. L V I.

Ou la troisième Un Gouvernement dont la maxime générale seroit le ménagement politique des conjonctures, en voulant suivre tantôt l'un & tantôt l'autre des deux premiers systèmes, seroit des fautes énormes à l'égard de tous les deux ; sa nouvelle méthode lui deviendrait & pénible & pernicieuse, parce que cette maxime de s'accommoder aux temps, exige que lorsqu'elles n'offrent rien de juste ou de favorable, on mette bas les armes. Or, si dans un pareil cas, ce Gouvernement se décide pour le seul système des conquêtes, le voilà obligé d'aguerrir ses Sujets & d'entretenir sans-cesse dans eux l'ardeur des combats : disposition qui, quand même elle réussiroit, à travers mille difficultés, dérangerait cet ordre intérieur de l'Etat, dont nous avons parlé, & duquel dépend tout son bien-être ; puisque ses Sujets n'auroient plus d'attrait que pour le système des armes qui les flatteroit en les enrichissant. Supposons maintenant

nant ce même Etat, fondé dans la maxime du ménagement des conjonctures, attaché à ne suivre que le système de sa propre conservation : n'auroit-il pas tout à craindre de son Peuple, qui, dans les occasions qu'il verroit favorables à son accroissement par la voie de la guerre, lui reprocheroit de les laisser perdre & de le priver des avantages qu'il en pourroit retirer. Et quel moyen pour lors d'appaîser les révoltes & les séditions ?

Outre cela, comme les Gouvernemens qui se guident par la maxime du ménagement des conjonctures, n'ont d'ordinaire qu'une petite étendue de Pays, avec assez peu de force, s'ils venoient à changer de système, pour se ranger à celui de leur conservation pure & simple, il arriveroit que leur foiblesse naturelle ne pourroit les défendre contre des attaques trop vives, & que, devenus la proie de leurs ennemis, ils en seroient subjugués & détruits. C'est pourquoi, il convient à ces Etats, lorsque l'occasion & l'équité le permettent, de s'agrandir ; afin de faire servir leurs acquisitions comme de postes avancés qui puissent amuser l'ennemi, tandis que l'intérieur du Pays se fortifie, pour une vigoureuse défense.

§. L V I I.

Enfin, l'obligation de s'en tenir constamment à la maxime générale une fois reçue, se prouve par les maux survenus aux Etats qui en ont changé, & par les biens arrivés à ceux qui l'ont gardée constamment. Nous voyons que Rome n'a péri trois fois que par l'inconstance de son Gouvernement à cet égard, lorsqu'induit par la nécessité ou par le penchant, il n'avoit pas sitôt formé un plan qu'il l'abandonnoit. Au lieu qu'un attachement de dix siècles à une même maxime, a soutenu Sparte florissante pendant mille ans, & qu'elle dureroit encore, si un esprit de vertige ne l'avoit enfin portée à se départir de son système fondamental, pour embrasser celui des conquêtes. Parcourons l'histoire : tout ce qu'elle nous offre d'Etats qui ont long-temps subsisté, n'ont été redevables de leur durée qu'à leur fidélité à suivre leur maxime constitutive :

Troisième raison de suivre constamment la même maxime.

tandis que ceux qui n'eurent qu'une courte durée, trouverent leur altération & leur chute dans le seul changement de systême. En un mot, tout Gouvernement se soutiendra heureusement, tant qu'il demeurera immuable dans son attachement à l'une des trois maximes générales; &, par conséquent; sa constance à cet égard est le meilleur moyen qu'il puisse prendre pour se conserver long-temps dans son bien-être.

Il est donc démontré qu'un Etat doit s'en tenir à une seule maxime générale; & cela irrévocablement. Mais combien faut-il qu'il en suive de particulieres? C'est ce qui nous reste à discuter.

§. L V I I I.

Du nombre des maximes particulieres.

Nous trouvons une extrême difficulté à déterminer le nombre de ces maximes, tant les cas où elles doivent avoir lieu sont fréquents. Néanmoins, pour ne pas laisser cette question tout-à-fait indécise, nous dirons que leur quantité doit répondre au nombre des occasions qui rendent nécessaire la pratique de la maxime générale pour laquelle le Gouvernement s'est décidé, ajoutant toutefois que moins il y aura de maximes particulieres à observer dans un Etat, mieux il s'en trouvera. voici pourquoi.

La même raison qui prescrit l'unité de la maxime générale comme seule propre à parvenir le plus sûrement aux fins qu'un bon Gouvernement se propose, c'est-à-dire, au bien-être de l'Etat & des Peuples; dicte aussi que, pour bien suivre cette maxime générale, quelle qu'elle soit, il conviendrait de ne faire usage que d'une seule maxime particuliere: tout ce que nous venons de rapporter plus haut, le fait sentir. De plus, quand même l'on pourroit en employer plusieurs à cet usage, avec succès, il faudroit les supposer, ou toutes également propres à l'effet, ou les unes préférables aux autres. Or, il seroit, je ne dis pas très-difficile, mais impossible, qu'elles fussent toutes également convenables à l'exécution de la maxime fondamentale, laquelle a pour objet l'éloignement, ou la réparation de quelque dommage, ce qui tient à mille circonstances différentes; ou l'acquisition de quelque avantage, qui a aussi

rapport à mille incidents. Ainsi les maximes particulières, subordonnées qu'elles sont à la générale, & faites pour en procurer l'exécution, devroient suivre la raison d'un nombre prodigieux de circonstances, pour pouvoir y suffire. Et en effet, si plusieurs maximes particulières pouvoient servir avec une égale utilité au succès de la maxime générale, il n'y auroit point d'inconvénient à les employer toutes à la fois, ou à se servir indifféremment des unes, ou des autres; bien qu'il fût beaucoup plus convenable & plus aisé de n'en établir qu'une pour éviter la confusion & l'embarras du choix. Mais cette supposition n'est qu'un pur être de raison, parce qu'il ne se peut faire que les maximes en question ne soient préférables les unes aux autres, par plus ou moins d'utilité, de prudence, d'exactitude, ou de sagesse : dont, une seule d'entre elles sera la meilleure : donc, le choix doit uniquement tomber sur celle-ci.

§. L I X.

Tout ce que nous venons de dire concerne ces maximes particulières qui ont un plus prochain rapport à l'une des trois maximes générales, & qui leur sont subordonnées : mais à l'égard des maximes subalternes nous en disons autant de toutes, il faut observer que plus elles seront imperceptibles par leur rapport intime avec les particulières, plus aussi elles seront nombreuses. En effet, comme ces maximes imperceptibles ont trait immédiatement à l'exécution des maximes particulières, il arrive souvent que cette exécution demande une multitude de moyens, qui ne sont rien moins que ces petites maximes de détail. Par exemple : pour suivre le système des conquêtes, il faut déterminer, non-seulement le Pays qu'on veut subjuguier, mais encore le temps convenable à l'entreprise, la façon de s'y prendre, le lieu de l'attaque, la ville contre laquelle on devra d'abord tourner ses armes, la quantité & la qualité des munitions de guerre, la manière d'y pourvoir & d'en disposer, enfin, l'appareil immense de toutes les choses qui concourent à l'exécution. Et voilà tout autant de maximes imperceptibles.

Du nombre des maximes subalternes.

§. L X.

De la
variation
des maxi-
mes su-
balternes

Ici nous devons observer que si, comme nous l'avons prouvé, les maximes générales ne peuvent jamais être changées, il n'en est pas de même des subalternes : au contraire, il convient de leur en substituer d'autres, selon l'occurrence ; car elles en dépendent toutes : ce que nous ferons voir dans la Section suivante. Et comme les circonstances varient sans cesse, les maximes, tant subordonnées que subalternes doivent aussi varier à proportion. La difficulté est de connoître assez le changement de ces circonstances, pour changer à propos les maximes particulières, mais nous réservons encore ce point pour la Section qui doit suivre celle-ci.

§. L X I.

Qualités
des Ma-
ximes
d'Etat.

Quant à ce qui est de leurs qualités, il semble qu'il faut qu'elles répondent, non-seulement à la nature du Gouvernement, mais encore à celle du Pays, à son local, à son étendue, à ses forces, à tout son système : comme la nourriture & le régime doivent répondre au tempérament d'un chacun ; ou comme il est nécessaire que les remèdes soient applicables aux différentes espèces de maladies. Voyons donc quelle doit être la maxime générale qui peut convenir le mieux à la plupart des Gouvernements, afin d'en inférer les moyens de disposer & de modifier à propos les maximes particulières.

Mais avant cette recherche il est bon de rappeler ce que nous avons démontré de l'obligation indispensable de suivre irrévocablement la maxime générale qui se trouve établie dans un Etat, quelle qu'elle soit ; sous peine d'une ruine totale. Licurgue avoit bien senti cette vérité, lui, qui ayant confirmé aux Lacédémoniens la maxime qu'il savoit être en vigueur parmi eux depuis cinq cents ans, de vivre contents de ce qu'ils possédoient, sans prétendre à de nouvelles acquisitions, leur en fit une loi si étroite, qu'il exigea d'eux d'en jurer l'observance inviolable, jusqu'à ce qu'il fût de retour de Del-

phes, où il feignit d'aller, pour consulter l'oracle, mais où son amour pour sa Patrie lui inspira la générosité de se tuer, afin de rendre à jamais durable la loi qu'il venoit de ratifier par un tel serment. Ce qui est donc uniquement requis dans un Etat où se trouve déjà fondée une maxime générale, c'est de la bien connoître, pour pouvoir lui rapporter exactement les particulières : ce que nous éclaircirons dans la suite. Passons maintenant à la recherche de celui de nos trois systèmes principaux qu'il conviendra d'établir, & de fixer dans un Gouvernement qui n'en a point encore; & nous saurons par-là quelles devront être les maximes particulières qui pourront dépendre de son système, & lui être rapportées.

§. L X I I.

Il est des Etats fort peu étendus, composés de quelques villes seulement, avec un territoire borné, duquel pourtant on retire tout ce qui est nécessaire à la vie; ils sont heureusement situés; la nature, ou l'art les fortifie : leurs sujets sont en petit nombre, mais endurcis au travail, robustes & courageux, en même temps qu'il sont dociles, ingénieux, partisans de la frugalité, amateurs des Sciences & des Arts, qu'ils cultivent avec succès; dignes de l'admiration des autres Peuples, par la belle harmonie d'un système constamment suivi. Un pareil Gouvernement demande la maxime générale de conserver seulement ce qu'il a; puisqu'il peut trouver dans lui-même tout ce qu'il lui faut pour tenir en crainte un voisin jaloux, ou même se faire encore respecter de plusieurs qui ne l'attaqueroient que l'un après l'autre.

Système
pacifique
convenable
aux
petits
Etats.

Mais si jamais il songeoit à s'agrandir, il s'attireroit bientôt la haine de tous; parce que l'envie faisant place à l'admiration, dégénère aisément en inimitié, & celle-ci ne cherche que le moment d'attaquer l'objet qui l'a produite. Ainsi, un Etat peu étendu, accablé sous les coups de ses envieux réunis, se trouveroit misérablement renversé & détruit. Supposons pourtant qu'il ne fût pas anéanti par les forces de tant d'ennemis; il auroit toujours le malheur de voir éteinte dans ses Sujets la

noble ardeur de coopérer au bien public ; attendu que chaque particulier, flatté par l'appas du gain que procurent les conquêtes, ne penseroit qu'à en profiter pour s'enrichir, & se livrer aux commodités de la vie qui lui sembloient autrefois méprisables.

Si ce même Etat embrassoit ensuite la maxime de s'accommoder aux conjonctures, ses Sujets perdroient l'usage de cette force qu'ils favoient opposer à leurs ennemis, parce qu'après quelques victoires qu'ils auroient remportées, les fruits qui leur en reviendroient, les rendant mous & efféminés, ils ne sauroient plus se défendre, quand il s'agiroit de leur conservation. Car le cœur humain, excité sans-cesse par les passions, ne peut guere se résoudre à dompter celles qu'il a une fois suivies : or, le système des conquêtes allume le feu des inclinations vicieuses, l'amour de la volupté étant une production naturelle de l'augmentation de la puissance. Par conséquent, des qu'un Peuple aura éprouvé les douceurs d'une vie molle, il ne pourra plus y renoncer ; au contraire, il s'en laissera tellement dominer, qu'il perdra enfin tout courage & deviendra incapable de défendre & de conserver ce qu'il avoit acquis par sa première valeur. La maxime des conquêtes, ainsi que celle du ménagement des conjonctures, n'ayant donc rien qui convienne au Gouvernement en question, il consiste qu'il doit s'attacher au système du maintien de ce qu'il possède.

§. L X I I I.

Entretien d'un Militaire convenable.

Nous avons dit plus haut quelles peuvent être les maximes particulieres subordonnées à chacune des trois générales, nous y avons parlé des subalternes & des maximes de détail. Reste à déterminer ici, en peu de mots, lesquelles d'entre ces diverses maximes il seroit le plus à propos de faire servir au système de la conservation d'un Etat dans son bien-être, & la meilleure maniere de les lui rapporter toutes.

Nous croyons qu'il importe sur toutes choses d'employer la maxime d'entretenir toujours de bonnes troupes, & de les renforcer sur le moindre soupçon de guerre, afin d'avoir une

contenance respectable, même en temps de paix. Les armées feront ou de terre ou de mer, selon la situation du Gouvernement & du Pays, & selon la nature des attaques qu'on appréhende : les Arcénaux seront dûment pourvus de munitions de toute espèce : la milice composée de Soldats nationaux & étrangers, faisant un peu prévaloir le nombre de ceux-ci, sur celui des autres ; parce que si tout le Corps militaire consistoit en Soldats du Pays, l'esprit des conquêtes feroit bientôt la Nation entière, & la maxime générale de sa simple conservation ne tarderoit pas d'être abandonnée, comme elle le fut à Sparte. Les troupes ne feront pas non plus formées de seuls étrangers, de peur que, manquant du vif aiguillon de l'amour de la Patrie, ils défendissent trop foiblement l'Etat. Un mélange bien assorti entretiendra dans les armées cette heureuse émulation qui portera chacun à bien faire son devoir. Le plus grand nombre d'étrangers réprimera dans les nationaux le génie belliqueux qui emporteroit à la longue toute la Nation. Il faudra encore que ces Soldats étrangers soient pris de différens Peuples, parce que s'ils étoient tous d'un même Pays, l'Etat auroit à craindre de leur part des attentats contre lui-même ; ils pourroient se mutiner, se révolter & tourner contre lui les mêmes armes qu'il leur auroit mises en main pour sa défense : du moins seroit-il dangereux qu'ils ne l'abandonnassent tout-à-coup.

§. L X I V.

Quant à l'attention que le Gouvernement doit apporter pour captiver l'affection de ses sujets, l'exacte administration de la Justice commutative & distributive lui en offre un moyen. Il s'appliquera donc à ce que personne n'ait lieu de se plaindre à cet égard. La bonne dispensation des récompenses, & les peines infligées avec équité, sont encore des moyens propres à cette fin ; mais le Gouvernement n'emploiera jamais celui de l'or ; parce que l'or ne peut que corrompre les ames, il n'inspire que des desseins ambitieux, ne donne que des sentimens d'orgueil & de faste, d'où naît le desir de s'agrandir, & par-conséquent le mépris de ce que l'on possède actuelle-

Atten-
tion à ga-
gner l'af-
fection
du Peu-
ple ;

ment, & la honte de sa médiocrité. Agité de ses sentimens on n'agit que pour son accroissement, & dans le sein même de la paix, on se porte aux plus cruels excès des guerres civiles. Ce n'est pas à dire que le Peuple ne doive posséder des biens : il leur en faut honnêtement, afin que le motif si raisonnable de les conserver, joint à l'amour de la Patrie, redouble son ardeur à la défendre, & le fasse ainsi concourir au bien public avec plus de zèle. Nous jugeons donc nécessaire, sur-tout durant la paix, d'empêcher toute occasion de soulèvement & de tumulte, & de défendre les disputes en matière de Religion, parce qu'elles sont capables d'induire le Peuple à prendre parti, & à former les factions. Il convient aussi d'user d'une extrême retenue dans l'imposition des tailles; de ne pas donner trop d'autorité à un Ministre qui ne seroit pas aimé; de modérer la fortune excessive de quelques Citoyens, & de ne toucher qu'avec un ménagement infini, aux privilèges des sujets & des Magistrats.

§. L X V.

A se concilier l'amitié des Princes étrangers & à se faire des Alliés.

Il ne suffit pas de se concilier l'amitié des Princes étrangers, mais il convient de les avoir pour alliés, afin qu'ils puissent servir dans l'occasion à diviser les forces de l'Ennemi. C'est le meilleur secours qu'ils puissent donner. Nous avons déjà vu les dangers auxquels les Troupes auxiliaires exposent souvent l'Etat qui les emploie. On doit se ménager plusieurs Alliés, afin de pouvoir opposer à l'Ennemi agresseur, tantôt les uns tantôt les autres, selon que ceux-ci seroient, ou plus à portée de l'attaquer, ou plus sûrs de remporter sur lui des avantages essentiels. Pour rendre durables de telles alliances, il importe extrêmement d'observer la neutralité, en cas de division entre les alliés de l'Etat, ménageant habilement l'un & l'autre parti. Dans la même vue, il faut donner son attention à contenter toutes les Cours, par des procédés gracieux, toujours fondés en raison. En un mot, le Gouvernement entretiendra de fortes Armées, comme s'il n'avoit ni ami, ni allié, & il se ménagera tous les alliés qu'il lui sera possible, comme s'il n'avoit point d'armée.

§. L X V I.

§. L X V I.

Il est d'autres Etats dont les Peuples sont nombreux , & robustes , mais peu spirituels , excessifs dans leurs inclinations vicieuses , mais pauvres & misérables. Dans eux la passion irascible prédomine : aussi sont-ce des hommes courageux , vaillants , intrépides , téméraires , avides , entreprenants. Leur Pays est ouvert aux insultes , soit par un vice local , soit par le manque de fortifications , dont l'ignorance des Mathématiques les prive ; l'intérieur de leur Gouvernement souffre des déchets continuels , faute de bonne Politique. A de tels Etats convient bien la maxime des Conquêtes , car les sujets n'y manqueraient pas de résolution , dans tous les cas où ils verroient luire l'espoir de se délivrer de leur détresse , ou même de devenir opulents : d'autant mieux que si l'on prétendoit leur faire épouser le système du simple maintien de leurs possessions , la misère les porteroit inmanquablement à employer la féroce qui les caractérise , à s'entretuer , à se révolter sans cesse contre leurs Princes , ou ils mourroient de faim.

Système
belli-
queux :
à quels
Etats il
convient :

§. L X V I I.

Tels furent les Gaulois du temps de la République Romaine ; ensuite les Germains , puis les Gots , les Huns , les Alains , les Vandales , & les Lombards : mais nous ne ferons pas mention d'eux , tant par la ridicule de leur culte , & leur abus de la Justice , que parce que leur Gouvernement fut si irrégulier , & , pour ainsi dire , si momentané , qu'ils n'eurent pas le loisir de se reconnoître , ni de goûter un seul jour les douceurs d'une paix solide. Parlons seulement des Nations civilisées & qui existent actuellement.

Les Gau-
lois , Ger-
maines ,
Gots ,
Huns ,
&c.

§. L X V I I I.

La maxime de s'agrandir devrait être celle d'un Peuple fort nombreux , & qui , en même temps , manqueroit de beaucoup

Peuples
actuels.

de choses utiles, ou tout-à-fait nécessaires à son entretien : d'un Peuple d'esprit grossier, mais de tempérament vigoureux, dont le Pays seroit, comme nous venons de dire, exposé aux irruptions, & trop borné : parce que (posé toujours le principe inviolable de la Justice) l'obligation naturelle de subvenir à des besoins que son propre sol ne pourroit lui fournir, le forceroit à se les procurer d'ailleurs : & dès qu'il les auroit, comme plus on donne à l'ambition, & plus elle demande, il aspireroit à des acquisitions plus considérables, & il étendrait les limites de son Pays.

§. L X I X.

Maximes
particu-
lières
qu'exige
un pareil
système.
Forces
militaires

Il paroît par-là qu'un semblable Gouvernement exige les maximes particulieres que nous allons spécifier. D'abord il lui faut des troupes & de terre & de mer, aussi nombreuses qu'il se puisse, afin qu'il ne lui manque aucun moyen de s'accroître de tous côtés ; & tous ses Soldats doivent être naturels du Pays, parce qu'un même intérêt les animera, sur-tout s'ils ne trouvent chez eux que très-peu de ce qui est essentiel au bien-être. Le Gouvernement leur associera des Soldats étrangers, pour exciter dans le militaire cette louable émulation que les Romains savoient si bien entretenir chez eux : car ils étoient inimitables à établir les maximes particulieres & même à les faire observer ; mais s'agissoit-il d'en faire le juste rapport à un terme naturel, ils étoient aveugles, parce qu'ils manquoient dans l'essentiel, qui est la maxime générale.

§. L X X.

Com-
merce.

Dans ce système des conquêtes, le soin de se concilier l'amour des Sujets, en les enrichissant par le commerce, seroit une inconséquence, puisqu'il émousseroit en eux ce vif aiguillon qui doit les piquer & les exciter à la guerre par le besoin d'acquérir le nécessaire : bien plus, il conviendrait d'augmenter ce besoin ; pour accroître leur ardeur à s'en délivrer : c'est par une exacte administration de la Justice, ainsi que par le main-

tien des privilèges, qu'il faut entretenir dans un tel Peuple l'amour de la Patrie & du Gouvernement, & c'est en lui faisant goûter, avec mesure, la douceur des fruits de ses victoires, qu'on l'animera à les redoubler.

§. L X X I.

Un autre moyen très-important à l'exécution du système dont il s'agit, sera celui d'un trésor public, dont l'opulence ne puisse pas se communiquer aux Sujets, pour la raison que nous venons de toucher. Les conquêtes devront être poussées dans les Pays, soit terrestres, soit maritimes, les moins capables de résistance, à cause de la foiblesse reconnue de leurs Gouvernements & de leurs Peuples, ou du peu de secours qu'ils auront à se promettre de leurs Alliés. Mais quant aux Pays maritimes, c'est la Ville la plus forte qu'il faudra attaquer la première; car celle-ci étant emportée, toutes les autres céderont sans peine; au-lieu qu'en commençant par les plus foibles, la prise de la dernière n'en seroit que plus difficile. Dans les attaques, c'est le naturel des Peuples avec lesquels on a à faire, qui doit servir de règle: on surmonte les uns en les fatiguant par la lenteur, & les autres, en les dispersant par des irruptions impétueuses qui ne leur donnent pas le temps de se reconnoître: tantôt le stratagème est nécessaire, & tantôt il faut faire briller l'or. L'histoire Romaine nous fournit quantité d'exemples de toutes ces méthodes.

Trésor
public.

§. L X X I I.

A une Nation conquérante, l'amitié des Princes étrangers seroit une prétention inutile. Ceux-ci ne s'allient, ou ne prêtent de secours qu'aux foibles: ils craignent un Peuple qu'ils voient travailler avec vigueur à son accroissement; ils s'en défient, & se tiennent en garde contre lui. A peine pourra-t-il, en commençant ses conquêtes, se donner quelques Alliés: encore ces Alliés ne manqueront-ils pas de se déclarer contre des progrès qui leur deviendront suspects; la Puissance qui va

Alliances

en augmentant ne trouve plus que des rivaux qui cherchent à l'abattre.

§. L X X I I I.

Spectacles &
Jeux
guerriers.

En temps de paix, & quand le Peuple dont nous parlons ne doit pas faire usage des armes; il lui convient de suivre la conduite que nous avons dit que tenoient les Romains envers les Nations étrangères, de nourrir son esprit guerrier d'objets militaires par des spectacles, ou des jeux qui retracent les combats; de donner aux Troupes un mouvement continuél par le changement de leurs quartiers; ces fréquentes marches, sont propres à maintenir le soldat en vigueur, & à empêcher qu'il ne s'attache aux lieux où il se trouve : ce qui arrive pour peu qu'on lui laisse le loisir de s'y fixer, & d'y prendre ses aises. D'autre part, c'est en temps de paix que doit avoir lieu chez un Peuple belliqueux, ce que nous avons observé touchant la maxime générale de la propre conservation.

§. L X X I V.

Observation.

Mais, comme dans un Etat qui fourmille de gens nécessaires, & par conséquent portés à la guerre, il est moralement impossible, si la paix dure trop, non-seulement de contenir de tels Sujets, mais même d'empêcher les soulèvements, & des révoltes capables d'ébranler un Gouvernement qui ne permettroit pas de recourir aux armes par caprice, la maxime des conquêtes ne peut guere appartenir qu'à ces Peuples Asiatiques qui se ressentent encore de leur ancienne valeur. Outre cela, cette même maxime ne porte pas loin ses avantages, quelque grands qu'ils soient : ce qui se prouve par le sort de tous les États qui ont voulu se conduire par elle, tels que les Gaulois en Italie & en Grece; Alexandre le Grand dans l'Asie; les Romains, les Gots, & autres Barbares en Europe. Qu'il nous fuffit donc d'en avoir ébauché l'idée; & passons à la troisième maxime générale plus convenable à nos climats, celle de s'arranger aux conjonctures.

§. L X X V.

Nous avons en Europe des Etats assez limités, & médiocrement pourvus de fujets peu robustes, mais aifés, bien policés, & fages dans leurs opérations. Ces fortes de Gouvernemens, s'ils ne font pas absolument à couvert, du moins ne feroient-ils pas tout-à-fait expofés aux attaques : le bon ordre regne dans leur intérieur, & les féditiions n'y font pas à craindre, mais leurs revenus font un peu petits. Si de pareils Etats vouloient s'en tenir au fyftême du fimple maintien de ce qu'ils poffèdent, ils deviendroient bientôt la proie de quelque Agrefleur, parce qu'ils manquent des moyens les plus effentiels pour une défenfe vive & foutenue : & s'ils entreprenoient de ne fe conduire que par la maxime des conquêtes, ils ne réuffiroient pas mieux, n'étant pas de nature compétente à cet effet : par conféquent, notre troifieme maxime générale, qui confifte à s'accommoder aux circonftances, eft la feule qui leur convienne, les dirigeant tantôt à leur fimple confervation, & tantôt à l'acquifition de plus amples Domaines, felon l'occurrence.

Troifieme
fyftême.

§. L X X V I.

Il leur faudra donc un militaire médiocrement nombreux, tant fur mer, que fur terre, & tel d'abord qu'il puiffe fuffire à défendre l'Etat : car les occasions propres aux conquêtes feront affez rares pour des Peuples auxquels il ne conviendrait pas de s'engager dans des entreprifes périlleufes ; d'ailleurs, ils n'auront guere à appréhender des attaques, puifqu'ils ne donnent aucun fujet de jalousie à leurs voifins : ainfi ils vivront en pleine paix la plupart du temps, & n'auront nul ufage à faire des armes. Cependant il leur conviendra de faire une conftante pratique de toutes les maximes particulieres, foit qu'elles fe rapportent au fyftême de la fimple confervation de l'Etat, ou à celui de fon accroiffement, afin qu'à l'occasion, ils fe trouvent habiles dans les deux genres. De-là naît, pour un tel Gouvernement, la néceffité d'aguerrir une partie de fes fujets, afin

Maximes
particulieres
concernant le
Militaire.

de s'en servir, sous un plus grand nombre de soldats étrangers, dans les guerres passives; au lieu que dans les actives on observera de faire prévaloir le nombre des naturels du Pays.

§. L X X V I I.

Trésor
public :
amour du
peuple.

Mais rien ne sauroit être plus important dans ces fortes d'Etats, que le soin d'enrichir le trésor public, & de gagner le cœur du Peuple; car la maxime de le laisser manquer du nécessaire, afin de lui faire embrasser le parti des conquêtes, ne sauroit y avoir lieu; attendu que le ménagement des circonstances, qui doit y être en vigueur, n'y souffre pas des entreprises trop fréquentes; & que l'on ne peut les hasarder que lorsque l'espérance du succès concourt avec la justice du motif. Mais cette justice & cet espoir se présentant de concert, & comme naturellement, à un Peuple de la condition que nous dépeignons ici, c'est son amour que le Gouvernement tâchera de se concilier par toutes les voies possibles, tant par l'exacte administration de la Justice, & le maintien des privilèges, que par une attention prudente à procurer aux particuliers, des facultés capables de réveiller leur ardeur à se les conserver, en même temps que pleins de reconnaissance, ils défendront avec zèle leur Patrie, qui les en fait jouir. C'est ainsi qu'en temps de paix, ce Peuple goûtera constamment la douceur d'un Gouvernement bien réglé; que, regardant les guerres passives comme autant d'obstacles à son bonheur, il sera ardent à vaincre, afin de les faire cesser; & que dans les guerres actives, sa valeur sera sans égale, à l'aspect des moyens qu'elles lui offriront de s'assurer, au moins ce qu'il tient déjà, par le surcroît de nouvelles acquisitions.

§. L X X V I I I.

Bonne
intelli-
gence
avec les
Cours
Etrange-
res.

Dans la même vue de captiver le cœur des sujets, ce Gouvernement cultivera l'amitié des Cours étrangères. Mais, dans les cas de rupture entre les Princes ses amis, il ne lui conviendra pas toujours de demeurer neutre; attendu que son système

fondamental doit être de profiter des occasions de s'agrandir prudemment : or, la neutralité ne mène à rien, au lieu qu'en épousant un parti, il peut aisément lui en écheoir en partage quelque Place, ou quelque Province. Ce qu'il doit observer en ces occasions, c'est de se déclarer pour celui que la raison autorise le plus, s'il n'y a point de traité qui s'y oppose, de peur de s'exposer à favoriser une cause injuste, & qu'au retour de la paix il ne se vît obligé à rendre ce qu'il n'auroit pas acquis de bon droit. Mais lorsque les deux parties paroissent également fondées, la prudence exige de se joindre à la Nation la plus forte en troupes, en richesses, en liaisons, en terrains; parce qu'un tel côté est, d'ordinaire, celui de la victoire. Au contraire, si l'on entrevoyoit dans cette Nation plus forte, le dessein de parvenir à un trop haut point de Puissance; & qu'en soutenant son parti, le Gouvernement en question dût appréhender la jalousie des voisins, ou les forces d'une Puissance qu'il auroit appuyée, il seroit alors de son intérêt de se déclarer en faveur du plus foible, pour balancer le plus fort : comme ont fait souvent divers Princes, qui tantôt embrassant un parti, & tantôt le quittant, selon que leur intérêt l'exigeoit, ont su conserver leurs Etats, ou les agrandir, tandis qu'une conduite opposée en a perdu mille autres.

§. L X X I X.

Quoi qu'il en soit, la maxime générale de s'accommoder aux conjonctures avec sagesse, doit être tenue pour la meilleure & la mieux appropriée aux Gouvernements de l'Europe, attendu que le système de la simple conservation de ce qu'on a, inspire naturellement aux Peuples des desirs d'avoir davantage, & que celui des conquêtes fait aisément dégénérer un Etat en tyrannie, ou le livre aux charmes destructeurs de la mollesse. Dans l'un de ces deux derniers cas, les Sujets se révoltent contre trop de rigueur; dans l'autre, trop de délices les énervent; plus de valeur dans eux, plus de générosité ni de résolution. En vain la Patrie réclame les droits qu'elle a sur leurs cœurs; ennemis des belles vertus de tempérance &

Le troisième système est le plus convenable aux Etats de l'Europe.

de frugalité, qui les rendoient autrefois respectables, ils ne connoissent plus la voix de l'obéissance, ils ne savent plus sentir les douceurs de l'amour patriotique : ainsi faute de ces dispositions, qui, en caractérisant les Sujets, font la base la plus solide des Empires, on voit ceux-ci succomber sous le poids de leur propre grandeur ; Athenes, Sparte & Rome en font les preuves.

Mais il seroit trop long, & presque impossible, comme nous l'avons déjà remarqué, d'entreprendre un détail de toutes les maximes particulieres qui peuvent être rapportées tant au système général du ménagement des conjonctures, qu'aux deux autres, puisque chaque résolution à prendre en toute matiere douteuse doit former une maxime particuliere. Après avoir indiqué le nombre & la qualité des générales, selon la nature des divers Gouvernemens, ainsi que la quantité & qualité des particulieres les plus importantes : après avoir spécifié la maniere dont chacune d'elles doit se rapporter au système général reçu, nous pouvons nous flatter d'avoir établi une regle qui facilite la connoissance & l'usage des maximes plus particulieres, subordonnées, subalternes & de détail, qui peuvent avoir lieu dans le courant de l'administration d'un État quelconque : contents de la lumiere que nous avons répandue sur cette matiere si essentielle des maximes, ajoutons seulement, dans la dernière Section de ce Chapitre, une explication succincte de la maniere de les former & de les établir.

Q U A T R I E M E S E C T I O N.

DE LA MANIERE DE FORMER ET D'ETABLIR LES MAXIMES D'ÉTAT.

§. L X X X.

L' H O M M E D'ÉTAT qui parvient jusqu'à l'art sublime de la formation des maximes, & qui fait le mettre en pratique, peut se vanter, à bon droit, d'avoir vaincu une des plus grandes difficultés du Ministère, & de posséder la qualité qui est la plus essentielle ; car enfin, toutes les connoissances & tous les talens

Forma-
tion des
Maxi-
mes.

talens que nous avons exigés dans le Ministre Politique, ne tendent à rien autre qu'à le rendre habile à former les maximes, & à les établir puissamment. C'est pourquoi, nous ne pouvons nous dispenser de donner ici quelque idée de la méthode à suivre dans cette formation des maximes, afin d'en faciliter d'autant plus l'important usage, indépendamment du soin que nous avons apporté ci-devant à en expliquer l'essence & la nécessité; ce qui, sans doute, a déjà beaucoup éclairci la matiere. Voyons donc en quoi consiste cette méthode, & comment on peut l'acquérir.

§. LXXXI.

La maniere de former les maximes, soit générales, soit particulières, offre deux points différens : les règles que l'on doit suivre pour leur simple formation; & l'ordre à observer dans leur établissement : Ces deux points ont entre eux la différence qu'il y a entre ce qui n'existe encore qu'en idée, & cette même idée réellement mise en pratique.

Deux points essentiels à observer.

§. LXXXII.

Le simple dispositif ou l'idée nue des maximes, consiste, selon nous, dans le rapport que l'on met entre une résolution quelconque, & les temps, les conjonctures & la constitution présente de l'Etat; pour conduire cette résolution aux fins que le Gouvernement se propose, & qui sont le maintien du bon ordre & le bien-être des Sujets. Ces fins servent de loi à la formation des maximes générales; & les maximes particulières doivent aussi se rapporter aux mêmes fins par le moyen de la maxime générale dont elles dépendent. Ainsi, quelle que soit la maxime à établir, générale ou particulière, son succès dépendra du juste rapport que l'on aura su lui donner avec le temps, la conjoncture & la constitution actuelle de l'Etat.

Loi générale de la formation des Maximes.

§. LXXXIII.

Constitu-
tion de
l'Etat.

Ce qui s'entend par la constitution de l'Etat, c'est la forme de son Gouvernement, Monarchique, Aristocratique, ou Démocratique : c'est la situation de ses terres, de vaste, de petite, ou de médiocre étendue : c'est la grande force, ou le peu de défense que cette situation peut opposer à l'Ennemi, soit par sa propre nature, soit à l'aide de l'art : c'est le nombre & la qualité du Peuple, robuste, ou foible de tempérament, propre aux armes & aux sciences, ou non. Cette constitution consiste encore dans les alliances & amitiés de l'Etat avec les Cours étrangères : dans son assujettissement plus ou moins grand à des déclarations de guerre; dans son trésor public, plus ou moins riche : dans son inaptitude, ou son aptitude au Commerce : dans le système bon ou mauvais de son économie interne, tant par rapport à l'administration de la Justice commutative & distributive, soit pour quelque ombre de pouvoir subordonné, dont on permettroit au peuple de se flatter.

§. LXXXIV.

Les cir-
constan-
ces.

Les circonstances ou conjonctures, sont les Négociations qui comprennent toutes les affaires que l'on traite, le caractère de ceux avec qui on les traite; la nécessité d'entreprendre une guerre active, ou d'en faire cesser une passive, soit dans son propre Pays, soit dans un autre; la nécessité de défendre son Pays, ou de soutenir ses droits; l'occasion de travailler à l'établissement de quelque Commerce dans l'Etat; la recherche de l'amitié d'une Cour, la rupture d'un traité, l'expiration d'une treve; l'avantage de soudoyer des Troupes étrangères, ou d'aguerrir les Nationnales; la suppression des abus qui se sont glissés dans le Gouvernement intérieur de l'Etat; enfin, la nécessité d'arrêter le cours de quelque sédition prête à éclater.

§. LXXXV.

Pour ce qui est du temps, il consiste dans le moment le plus favorable à l'exécution de l'entreprise préméditée : ainsi, l'on portera la guerre à l'ennemi, lorsqu'on saura que ses forces sont occupées ailleurs : l'on traversera, l'on empêchera l'effet de certaines alliances, ou traités qui pourroient nuire à l'Etat, lorsqu'on les saura sur le point d'éclorre : l'on ménagera l'abaissement d'une Puissance à craindre, lorsqu'on s'apercevra de son accroissement excessif ; ou bien, l'on prévient cet accroissement par des moyens propres à l'arrêter : l'on mettra des Impôts, lorsque la nécessité sera bien urgente : l'on changera quelque maxime particulière, lorsque le Peuple éprouvera quelque calamité : l'on établira en maxime un simple usage, lorsqu'on le verra assez affermi chez le Peuple. Telles sont les circonstances, sans parler de plusieurs autres, qui peuvent tourner à l'avantage de l'Etat, si l'on fait les employer dans le temps convenable.

Le temps.

§. LXXXVI.

La connoissance de toutes ces choses est donc nécessaire, pour former à propos les maximes tant générales que particulières, & celles de détail, qui leur sont subordonnées, & qui doivent se rapporter toutes à la maxime générale qui fait le système fondamental du Gouvernement : aussi dans l'acte de leur formation, est-il besoin d'une souveraine attention, pour distinguer si véritablement elles ont trait à cette maxime générale ; car si elles ne s'y rapportoient pas, il faudroit les abandonner, parce que le maintien inviolable & l'effet nécessaire de la maxime générale reçue dans l'Etat, ne proviennent que de la qualité des maximes de détail qui peuvent être rapportées au système fondamental du Gouvernement, par le moyen des maximes subalternes & particulières.

Rapport des Maximes de détail à la Maxime générale.

§. LXXXVII.

Usage de
la Logique.

Mais, pour former une maxime d'Etat, il ne suffit pas de favoir le temps convenable, la conjoncture, où veut opérer le Gouvernement, & sa constitution actuelle : il faut encore adapter ces connoissances au Décret qu'il s'agit de porter. Or, cela exige la justesse du raisonnement, c'est-à-dire une bonne Logique. Ce grand art n'approprie pas seulement les connoissances au Décret, mais encore il sert à acquérir ces mêmes connoissances. Quant à leur union avec le Décret d'établissement, elle ne se fait pas autrement que par la voie du Syllogisme, dont la majeure doit renfermer le temps, la conjoncture & la constitution actuelle de l'Etat & des Cours étrangères : la mineure doit contenir l'énoncé du bien ou du mal que ces circonstances réunies peuvent produire, avec les vues qu'elles font naître : la recherche des remèdes à opposer au mal & des moyens d'accroître les avantages, produira la conséquence, & cette conséquence ne fera rien autre chose que la maxime que l'on desire.

§. LXXXVIII.

Exemple
concernant une
maxime
générale
à former.

Par exemple : dans un Gouvernement où il seroit question de former une maxime générale, il faudroit rappeler ce que nous avons dit dans la Section précédente, en déterminant celle qu'il convient d'admettre lorsqu'un Etat est de médiocre étendue & assez pourvu de Sujets, &c. Il faudroit, de plus, voir si cet Etat jouit d'une longue paix, ou si depuis longtemps il est en guerre : si les loix y sont en vigueur : s'il s'est ménagé des alliances ou des intelligences avec d'autres Cours. Toutes ces connoissances, dont on ne s'instruit qu'en étudiant la constitution fondamentale de ce même Etat, doivent former la majeure du Syllogisme par lequel on cherche une maxime générale. Quant à la mineure, on la tire de cette réflexion à faire, que si un pareil Etat se déterminoit, soit au système des conquêtes, soit à celui de sa conservation pure & simple, il en souffriroit les dommages & incommodités dont nous

avons fait mention ; au-lieu que s'il prenoit pour sa regle constitutive, le ménagement des conjonctures, non-seulement il ne courroit aucun de ces dangers, mais il retireroit tous les avantages que nous avons exposés plus haut. De-là suit naturellement cette conséquence, que la maxime générale convenable à l'Etat en question, est celle de se conformer aux conjonctures.

§. L X X X I X.

Que s'il s'agit ensuite de former une maxime particulière, ou subordonnée, ou subalterne, ou même une maxime de détail, il faudra observer l'ordre prescrit ci-dessus ; c'est-à-dire, avoir égard à la constitution de l'Etat, à la conjoncture, & au temps. Ainsi, supposé la maxime générale de se conformer aux occasions, s'il étoit nécessaire d'entrer dans quelque alliance, il faudroit examiner contre qui on propose cette confédération ; si le Prince qui la ménage est ami, de nouvelle, ou de vieille date ; quels avantages l'Etat peut espérer en s'alliant avec lui ; si l'on a des forces suffisantes pour se promettre de remplir tous les engagements que l'on contracteroit par cette alliance ; si celui qui la demande est assez fort lui-même pour soutenir seul les attaques contre lesquelles il cherche à être secondé, ou si véritablement il a besoin de secours : voilà la majeure du Syllogisme. La mineure consiste dans le soin qu'on auroit de voir si une telle alliance ne dérogeroit pas à la maxime générale que le Gouvernement s'est donnée pour regle ; quels avantages ou quels préjudices suivroient le refus ou l'acceptation : sur quoi, l'on peseroit les raisons & les objections offertes de part & d'autre, pour se décider en faveur de l'un des deux côtés : ensuite, supposé que les motifs des avantages eussent fait pencher la balance, l'on en déduiroit pour maxime, d'accéder à l'alliance ; si les raisons des dommages avoient prévalu, la maxime de n'accéder pas, seroit une conclusion également naturelle. Après avoir ainsi indiqué le moyen de former les maximes, nous allons montrer comment il faut les établir.

Une Maxime particulière.

§. X C.

De l'éta-
blisse-
ment des
Maximes
d'état.
Trois
choies à
confidé-
rer.

Il y a trois choses essentielles à considérer dans l'établissement; les moyens de réduire en pratique les maximes formées, l'art de les établir peu-à-peu, les ménagements à prendre pour ne pas introduire un nouvel ordre de choses qui choque les idées reçues.

§. X C I.

Les
moyens
d'établif-
sement.

La premiere de ces attentions est indispensable, par la même raison qui démontre qu'inutilement on aura préparé une potion pour la guérison d'un malade, si celui-ci ne sait quand & comment il doit la prendre, & s'il n'en fait aucun usage. En effet, que serviroit d'avoir formé des maximes, que l'on ne pourroit ni établir, ni suivre? Etant donc nécessaire d'employer des moyens pour une exécution, dans laquelle il convient de ne trouver pas de trop grands obstacles à vaincre, l'on doit connoître quels sont ceux de ces moyens qui peuvent le mieux & le plus aisément servir à mettre en pratique les maximes. Si par exemple, il est question d'une nouvelle entreprise de commerce, il sera inutile de l'avoir formée tant que l'on ne procédera pas aux moyens efficaces de son établissement, qui sont, l'institution de compagnies marchandes, les regles qui doivent y être suivies, leur système, leur direction, le choix des marchandises, & les diverses pratiques dont un pareil établissement peut être susceptible, pour s'affermir & se perfectionner.

§. X C I I.

Lalen-
teur dans
l'établif-
sement.
Premiere
raison.

La seconde attention, que nous avons dit consister à établir lentement les maximes, est essentielle pour deux raisons. Premièrement, quelque parfait Logicien que l'on soit, il est mal aisé de comprendre tous les divers sens que renferment ces mots de *constitution*, *conjoncture*, & *temps* par rapport à l'Etat, lorsqu'il s'agit de la formation d'une maxime. Il importe donc très-fort d'y marcher à pas lents, à moins que l'on n'ait

reçu du Ciel une pénétration & une vivacité d'esprit, qui tiennent du prodige : mais ces Phénomènes sont aussi rares, qu'il est ordinaire d'éprouver qu'après les plus profondes réflexions sur les objets dont nous parlons, à peine se croit-on autorisé à former une maxime, qu'une idée imprévue se présente, & fait crouler dans le moment tout l'édifice prétendu, parce qu'elle donne un nouveau jour qui déceit l'insuffisance des raisons que l'on avoit déjà regardées comme victorieuses.

§. X C I I I.

La lenteur est encore nécessaire dans l'établissement des maximes, parce qu'il faut qu'elles soient assorties aux usages & coutumes des Peuples. Supposons que l'on prétende établir, comme nous venons de dire, un certain Commerce & des Compagnies marchandes, chez une Nation peu propre, ou peu portée au négoce, comment pouvoir jamais en venir à bout, si l'on ne commence par accoutumer peu à peu cette Nation à de petits trafics, dont les utilités insensiblement reconnues, puissent être un appas qui l'incline enfin à s'instruire dans un art qu'elle auroit toujours méprisé, & à se donner les moyens de s'exposer sur mer à des périls qu'elle vouloit ne pas connoître ? Or, l'introduction d'une pareille nouveauté demande du temps, parce qu'il s'agit de combattre, & de vaincre l'aversion d'un Peuple prévenu, de donner à ce Peuple une expérience qu'il n'a pas, & sans laquelle le Commerce entrepris ne produiroit rien, ou même porteroit préjudice. Voudroit-on forcer les Sujets de servir à l'entreprise ? comme ils agiroient malgré eux, outre qu'ils ne s'y adonneroient qu'en très-petit nombre, jamais ils ne deviendroient habiles Négociants.

Seconde
raison.

§. X C I V.

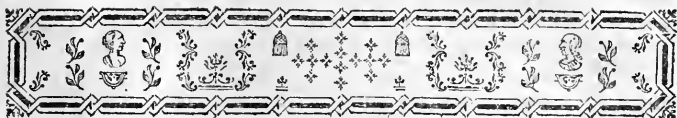
Quant à la troisième attention nécessaire au succès de l'établissement des maximes, laquelle tend à laisser subsister quelque trace des choses que l'on veut changer, elle dépend en partie de la précédente, attendu qu'en établissant peu-à-peu une

Les ménages
qu'on
doit
avoir

pour les
principes
reçus.

maxime nouvelle dans une Nation, l'idée de ce qui a été changé, demeure encore, quoiqu'en s'affoiblissant, jusqu'à ce qu'à la longue elle se perde tout-à-fait. Mais, outre la raison qui veut que les maximes soient accommodées aux usages des Peuples, cette attention est d'autant plus sûre, qu'elle les empêche, en quelque sorte, de sentir de la différence entre ce à quoi on les porte actuellement; & ce qu'ils étoient autrefois accoutumés de faire. Bien plus, l'on peut dire que ce moyen si sage leur laisse le droit de s'applaudir de leur attachement aux maximes de leurs Peres, lors même que, sans s'en appercevoir, ils remplissent tous les devoirs d'une maxime nouvelle. Ainsi, dans le cas de la conquête d'un Pays, si l'on songeoit à réformer ses privilèges, il seroit très-expédient de n'y toucher que petit-à-petit, laissant finalement à ce Peuple, ou le libre exercice de ses charges, ou la forme intacte de ses statuts municipaux, ou un équivalent de quelqu'autre droit qui lui seroit ôté. Il est vrai toutefois, que ce tempérament ne doit pas s'étendre à toutes sortes de maximes, mais seulement à celles qui concernent les coutumes, les mœurs ou les idées nationales. Quant à l'établissement des autres maximes, il suffit d'y apporter de la lenteur, & d'employer les moyens les plus expédients pour les réduire en pratique. Voilà ce qui nous a paru le plus convenable à la formation & à l'établissement des maximes d'Etat.





NOTE

SUR LE CHAPITRE III.

NOTE (*) Page 28.

TOUT Etat, grand ou petit, doit avoir un système politique & le suivre constamment. Ce système doit être la règle de toutes les grandes opérations, & si l'on est sage, on ne le perdra point de vue dans les plus petits. Un Gouvernement qui agit sans système, est un Vaisseau abandonné à la merci des vents & des flots, sans gouvernail & sans boussole. Celui qui le conduit le laisse voguer à l'aventure, n'ayant aucun des secours nécessaires pour le diriger vers le but de sa destination. A combien de périls n'est-il pas exposé ?

Le système politique d'un Etat, doit être fondé sur sa puissance réelle & relative, sur ses intérêts naturels avec les autres Etats, & sur les ressources qu'il a pour les soutenir. Tout Etat cherche naturellement à conserver, & à améliorer son existence ; c'est même une règle de morale parmi les hommes, de prendre tous les moyens légitimes qui peuvent conduire à ce but. C'est aussi la fin de toute société politique ; & ce que nous appelons système est la combinaison, l'arrangement réfléchi de tous les moyens propres à la conserver & à l'agrandir. Pour bien dresser le système politique d'un Etat quelconque, il est nécessaire d'en connaître toutes les forces, toutes les ressources, tous les rapports, sans se dissimuler ce qu'il peut avoir de moins avantageux à quelques égards : car si dans l'examen des avantages & des défavantages d'un Etat, on grossissait les premiers pour diminuer au contraire les autres, cette illusion conduiroit à former un système présumptueux, & il arriveroit que l'Etat se consumerait en vains efforts avant que de l'effectuer. Mais lorsqu'après un examen prudent, sage, raisonné, désintéressé, on a établi un système politique sur de solides fondemens, il doit être invariable, à moins que la puissance réelle & relative de l'Etat, & ses intérêts naturels, c'est-à-dire ses forces & ses rapports, ne vinssent à varier considérablement, ce qui suppose quelque-une de ces révolutions qui changent entièrement la face d'un Etat, telle que la révolution opérée en Russie sous & depuis le règne de Pierre le Grand. Hors ces cas rares, l'objet du bonheur d'un pays ainsi que ses moyens de conservation & d'agrandissement, restant toujours les mêmes, on est toujours obligé de s'en tenir au même système politique. C'est la fidélité à le suivre qui donne de l'uniformité & de la consonnance aux opérations d'un Gouvernement, malgré la succession la plus rapide des temps, des Monarques & des Ministres.

M

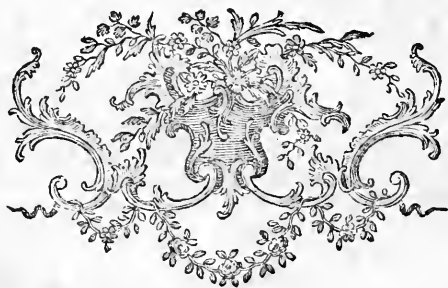
Un exemple frappant d'un système présomptueux & chimérique, est celui de la Monarchie Universelle, supposé qu'il y ait jamais eu un Prince assez ambitieux, & en même temps assez peu politique pour former le projet gigantesque de réaliser une Monarchie qui porte en elle le principe de sa perte & de sa destruction, puisqu'elle ressembleroit à un Vaisseau qui à force d'être grand ne pourroit être gouverné.

Il y a un système militaire qui peut être légitime dans certaines circonstances, & même utile jusqu'à un certain point. Cependant il est intrinséquement défectueux, parce que la guerre la plus juste & la plus heureuse, est toujours désavantageuse à un pays. Charles XII. Roi de Suède éprouva jusqu'à quelles extrémités un pareil système peut emporter un Héros qui n'est que Guerrier. L'exemple d'un autre Roi du Nord a montré dans ces derniers temps combien ce système peut être perfectionné par la Politique.

Il est rare qu'on se repente jamais d'avoir suivi un système pacifique. Mais ce système est d'une nécessité indispensable pour les Etats qui ne peuvent pas avoir d'armées nombreuses, & que quelques années de guerre pourroient mettre aux abois; ou bien aux nations uniquement commerçantes, dont la guerre interromperoit & ruineroit peut-être le commerce. Ce système se soutient par le moyen des alliances & des négociations.

Le système mercantil ou de commerce est devenu depuis un siècle l'objet des plus grandes Nations de l'Europe, & les moindres Puissances montrent de l'émulation à cet égard, sans affecter de rivalité.

Un système général qui doit faire partie du système particulier de chaque Etat de l'Europe, c'est le maintien de la balance des différentes Puissances: car il est de l'intérêt de chaque Nation, qu'il n'y en ait aucune qui soit assez forte pour opprimer toutes les autres.



CHAPITRE IV.

Ménagements à observer dans la maniere de proposer les maximes d'Etat.

§. I.

IL arrive souvent qu'une maxime parfaitement bien formée ; & bien établie, quoiqu'elle ne change pas de nature par la façon dont on la propose, se trouve pourtant rejetée uniquement à la proposition qu'on en fait, ou prise dans un sens différent de celui qui lui est propre. Cet inconvénient semble provenir de deux causes qui sont, la personne qui propose cette maxime, & la maniere dont elle la propose.

Causes qui font rejeter une Maxime d'Etat déjà formée.

§. II.

La personne est cause du mauvais succès en question, lorsque se connoissant peu elle-même, & étant encore moins instruite de la bonne, ou mauvaise réputation qu'elle s'est acquise, elle propose sa maxime, sans avoir, au préalable, fait taire les bruits qui pouvoient lui nuire, & disposé les esprits en sa faveur : faute de quoi, tout son raisonnement est méprisé, ou mal reçu ; & sa maxime, fût-elle excellente, est rejetée. Au contraire, si l'on est prévenu en faveur de celui qui propose une maxime, on souscrit à l'aveugle à tout ce qu'il avance ; on l'approuve généralement ; & la personne qui trouve cette heureuse disposition dans ceux qui l'écoutent, n'a qu'à témoigner nuëment ce qu'elle pense de sa maxime, pour la voir accueillie avec honneur.

La personne qui la propose.

§. III.

Quant à la maniere dont elle est proposée, il arrive que, sans égard à l'opinion bonne ou mauvaise que l'on a conçue

La maniere dont elle

est pro-
posée.

de son Auteur, l'un parviendra à la faire agréer, tandis qu'un autre ne pourra pas même l'influencer, parce que l'un se gardera de rien dire qui puisse choquer ceux qui l'écouteront; & que l'autre s'expliquera avec si peu de ménagement, que chacun indigné s'opposera à son système, & le fera échouer.

Etant donc essentiel pour l'Homme d'Etat de rechercher les moyens de faire goûter son sentiment; & ce que nous venons de dire faisant assez connoître combien les ménagements sont nécessaires dans l'art de persuader; nous croyons devoir traiter des ménagements à garder à cet égard, ou du moins en rappeler les plus importants.

§. I V.

Remedes. Pré-
fentir la
disposi-
tion des
esprits.

D'abord, soit dans le Cabinet, soit au Conseil d'Etat, un Ministre doit prendre garde à la manière dont les esprits sont prévenus à son sujet, comme nous l'avons remarqué, car il est assez ordinaire de passer dans l'opinion commune tantôt pour incapable, ou pour trop difficile, tantôt pour un homme excessivement rigide, ou pour un cœur intéressé : on aura la réputation d'être précipité, ou trop lent; ou bien l'on sera regardé comme fort complaisant, ou enfin comme étant doué des plus excellentes qualités. Par conséquent, il importe de connoître le rang que l'on peut tenir dans l'estime d'autrui.

§. V.

Détruire
une pré-
vention
défavo-
rable.

Lorsqu'on s'en est assuré, si la prévention est défavorable, l'on s'efforcera de la détruire, en parlant ou en agissant d'une manière qui lui soit opposée; & si elle est favorable, l'on n'oubliera rien pour la soutenir, afin de la faire valoir avec avantage. Ce ménagement de l'opinion commune semble fort nécessaire, puisque, sans lui, dans le cas de la prévention défavorable, ce qui se propose, n'aura jamais son effet. La prévention dénature les objets aux yeux de ceux qu'elle affecte; & il ne faut pas espérer de faire goûter une maxime, un projet, une démarche, dont la vérité & la nécessité seroient prouvées, si vous passez pour un homme borné ou mal intentionné;

la vérité dans votre bouche aura les couleurs du mensonge , & la générosité de votre conduite passera pour un raffinement d'ambition. Il faut donc commencer par faire revenir les esprits de leur prévention , avant que d'aspirer à les persuader.

§. VI.

S'agit-il de la prévention favorable ? Voici comment il faut en profiter : réglez habilement votre discours , rendez-le concis & expressif : les raisonnements diffus , loin de nourrir la bonne opinion que l'on a de votre mérite , l'affoiblissent , vous privent des avantages qu'elle procure , & peuvent même changer sa nature , & la rendre défavorable.

Profiter
des dis-
positions
favora-
bles.

§ VII.

Il faut de plus , ce semble , éviter de combattre de front les abus que vous prétendez corriger au moyen de votre maxime formée & établie , parce que s'ils sont déjà fort répandus & invétérés , vos collègues eux-mêmes en auront peut-être pris l'habitude , & ne les tiendront plus pour des abus ; si encore il s'agit de choses qui les flattent , ils les chériront , & les autoriseront comme des causes de bon ordre : d'où il arriveroit qu'en voulant vous opposer , comme un mur d'airain , à quelque désordre , par l'autorité d'une maxime , vous verriez ceux qui devoient vous seconder , s'irriter contre vous , parce que le vice de la coutume les aveuglant , ils traiteroient votre prévention d'injustice. Ce désordre , que la longue habitude leur auroit masqué , ils le respecteroient , & le regarderoient comme consacré par l'usage. Que si l'abus n'a fait que de petits progrès , & ne regarde que peu de personnes , il ne sera pas aisément découvert , & qui voudroit y remédier seroit traité de téméraire.

Ménager
certains
abus.

§. VIII.

Il convient donc qu'avant que d'en venir au remède , en exposant la maxime formée & établie , vous sachiez entrevoir

Consta-
ter la réa-
lité d'un

désordre
avant
que d'en
proposer
le reme-
de.

comme avantageux, votre système touchant l'abus à corriger, & sur-tout que vous constatiez la réalité de cet abus en marquant son origine, ses progrès, son état actuel, ses effets, ses suites, afin d'en tirer autant de preuves de la nécessité d'admettre la maxime que vous avancez, qui alors n'aura plus rien d'étrange. Relevez ensuite les couleurs de votre tableau, par l'exemple de quelque personne reconnue coupable à cet égard, & dont la conduite ne laisse plus aucun lieu de douter de la nature & des suites de l'abus en question.

§. IX.

Exem-
ple.

Supposons qu'un Ministre d'Etat trouve un excès odieux dans les émolumens des Officiers de la Magistrature, & que pour obvier à ce mal, il se propose de diminuer leurs profits, & de veiller plus particulièrement à leur administration : il est certain que s'il produit d'abord sa maxime telle qu'il l'a conçue, pour peu que le désordre soit secret encore, elle sera rejetée comme trop rigoureuse, ou même injuste. Qu'il commence donc par montrer à quelles bornes il conviendrait de réduire ces émolumens; qu'il montre ensuite, sur-tout en se servant de quelque exemple, combien ils outre-passent ce qui est de droit : qu'il fasse connoître comment cet abus a commencé, & combien il a empiré : après quoi, il proposera la maxime qu'il aura formée; & en travaillant à l'établir, il pourra se promettre de la voir bien reçue.

§. X.

Ménage-
mens
person-
nels.

Jusqu'ici nous avons parlé des ménagemens les plus essentiels que l'Homme d'Etat, de quelque âge & de quelque condition qu'il puisse être, doit observer dans l'exposition d'une maxime qu'il a formée & préparée; mais comme les Ministres Politiques diffèrent en réputation, aussi bien qu'en âge & en autorité, ce qui fait que les uns peuvent prétendre à des égards que les autres n'oseroient se promettre; nous croyons qu'il ne sera pas inutile d'entrer ici dans le détail des ménagemens

qui semblent avoir un rapport plus particulier aux divers états des Ministres, soit par rapport à l'âge, soit par rapport à l'autorité & à la réputation qu'ils se sont acquises. Or, ces Ministres Politiques, nous les distinguerons en deux classes seulement, savoir, celle des jeunes, & celle des anciens; en supposant l'estime & l'autorité toujours dues à ceux-ci préférablement aux autres, la mesure de leur réputation & de leur pouvoir, doit régler les égards qu'ils méritent & qu'ils doivent avoir pour les autres, chacun dans sa classe. Voyons donc les plus considérables de ceux qui concernent les jeunes Ministres dans la manière de proposer les maximes qu'ils auront formées.

§. XI.

Le premier de leurs égards doit consister à ne s'opposer jamais ouvertement à l'opinion des Anciens qui sont en crédit; à moins qu'elle ne fût manifestement improbable: on fera bien plus porté à taxer de témérité un jeune homme qui manque de considération envers ses Maîtres, que l'on ne supposera de l'ignorance dans ceux-ci. Outre que l'on se dégoûteroit bientôt du jeune Ministre, toutes ses raisons seroient en retour si vigoureusement combattues, qu'il les verroit anéanties, au grand préjudice de sa réputation. Que les jeunes Ministres donnent donc leurs objections par manière de réflexions, & qu'ils n'aient que de voies indirectes, pour affoiblir les raisons produites par les Anciens, lorsqu'elles sont moins justes: qu'ils relèvent le prix des leurs; qu'ils mettent dans un autre jour le sujet de la maxime qu'ils discutent; & qu'ils donnent, selon l'exigence, plus ou moins de vigueur & de faillie aux circonstances propres à dépouiller le fait, de l'autorité dont les Anciens l'auroient revêtu par leurs principes, obligeant ainsi ces hommes si respectables à se rétracter sans rougir; parce que la discussion quelque scrupuleuse qu'elle ait été, se fera faite modérément, & sans affectation, mais dans la seule vue de bien éclaircir le fait, & d'imprimer fortement dans les esprits la vérité. C'est ainsi que l'on ne courra point risque de se nuire à soi-même, ni de se rendre odieux aux Anciens, quand on se

Egards
que les
jeunes
Ministres
doivent
aux an-
ciens qui
sont en
crédit;

verra obligé de n'être pas de leur avis. En s'y prenant de la forte, le vrai les pénétrera par des traits si doux, que loin d'être fâchés de le reconnoître, ils l'embrasseront avec transport.

§. X I I.

Et à ceux
même
qui jouis-
sent
d'une
moindre
réputa-
tion.

Non-seulement un jeune Ministre doit garder des ménagements envers les Anciens dont le crédit est établi, mais il faut aussi qu'il s'observe vis-à-vis de ses collègues, quand il réfute leurs opinions, quelque peu expérimentés qu'ils soient. Se déclarer sans réserve contre un sentiment, c'est porter celui qui le propose à le soutenir opiniâtrément : d'où il arrive que quelqu'un qui le combat pour faire agréer une autre opinion, rencontre de plus grands obstacles à vaincre dans sa double prétention. Outre cela, le manque d'égards dans le sujet qui contredit le sentiment d'un autre, indisposera si fort celui-ci, qu'il n'en deviendra que plus sourd à la voix de la vérité : l'Etat en souffrira, parce que la plus saine opinion n'y sera pas toujours suivie : & cet opposant peu réservé ne remportera, pour prix de son inconfidération, que l'idée défavorable que l'on aura conçue de son caractère,

§. X I I I.

Ne point
abonder
dans son
sens.

Les jeunes Ministres ont un autre ménagement à observer ; c'est de ne pas faire sonner si haut l'excellence de leurs sentiments, qu'ils donnent à présumer qu'ils s'imaginent avoir seuls raison, & qu'ils regardent les autres Ministres pour incapables de former aucune bonne maxime. De plus, quand un jeune homme sera le premier à parler, comme le sentiment des Anciens ne pourra pas encore lui être connu, s'il arrive qu'il soit contraire à ses idées, & qu'il doive prévaloir comme meilleur, ce jeune Ministre restera avec la honte d'avoir produit un avis justement méprisé, & par surcroît de deshonneur, on le taxera d'imprudent, comme ayant pris pour excellente, une opinion fautive.

§. X I V.

§. XIV.

S'il propose son avis après que les Anciens auront donné les leurs, supposé qu'il se trouve dans le Ministère deux opinions différentes, rien ne lui convient moins, comme nous venons de le dire, que d'exalter la sienne propre : ce qui seroit décider, ou vouloir décider souverainement sur son avis, comme préférable aux autres; en quoi ceux d'entre les Ministres qui le seconderoient, seroient peu estimables, puisqu'ils supposeroient des lumières supérieures dans un sujet qui auroit manqué de sagesse, & de cette discrétion si essentielle lorsqu'il s'agit de délibérer.

Proposer
modeste-
ment son
avis.

§. XV.

S'il est le dernier de tous à opiner, & qu'il se conforme à l'avis unanime, bien moins devra-t-il s'en applaudir, comme si les autres n'avoient pas été les premiers à le proposer en avant; car en se montrant par-là desirieux d'une louange qui appartient à autrui, il découvreroit tout le fond de son imprudence & de son ambition; il s'exposeroit au mépris dont les suites pourroient aller jusqu'à son exclusion du Ministère; il indisposeroit les esprits contre sa personne & contre ce qu'il pourroit proposer de bon par lui-même dans une autre occasion : ce qui porteroit plus ou moins de préjudice à l'Etat, soit par l'opposition du Ministère à un bon avis, soit par les changements toujours pernicieux de Ministres, s'il se faisoit exclure du Conseil. Concluons donc qu'un jeune Ministre ne doit jamais donner son avis qu'en termes discrets & respectueux, en déclarant qu'il le soumet à celui des plus expérimentés que lui, qu'il regarde comme ses Maîtres par leur longue expérience & par leur sagesse consommée.

Ne point
envier
aux au-
tres la
gloire
d'une
maxime
sage.

§. XVI.

Que le jeune Ministre d'Etat s'abstienne aussi de s'élever trop hautement contre un abus qui se seroit glissé dans les premiers

Etre fort
réserve à
blâmer.

Magistrats du Gouvernement, & qu'il ne s'avise pas de l'attaquer de front, avant que d'en avoir modestement exposé le danger : tant que l'abus ne seroit pas bien constaté, toutes les déclamations du Ministre se perdroient en l'air, & le mal augmenteroit jusques à ne plus admettre de remède. Outre cela, il seroit à craindre que ces Magistrats, s'ils étoient véritablement corrompus, se voyant décriés ouvertement, ne tournassent toutes leurs forces contre le déclamateur, & n'employassent toute sorte d'artifices pour donner à son accusation la plus grande apparence de fausseté, couvrant leur désordre sous tant de voiles, qu'il seroit désormais impossible de le reconnoître. Ainsi la faute retomberoit sur l'accusateur, & les coupables pourroient se reposer impunément dans le sein de leurs habitudes injustes, parce qu'enfin l'union de plusieurs personnes que l'âge rend respectables, & dont la corruption n'est pas manifeste, trouve toujours bien plus de crédit, que les discours d'un jeune-homme. Il faut donc en pareil cas, pour parvenir à l'application sûre du remède, exposer avec toute la modération possible, les grands désordres qui naissent de l'abus en question, en présentant une vive image de leur nature, & de leurs funestes conséquences. C'est alors que les moyens allignés pour les réprimer, seront bien reçus.

§. XVII.

Réprimer les
désordres
réels
avec
toute la
modération
possible.

L'on doit se conduire de-même, lorsqu'il s'agit d'arrêter les violences, & les usurpations des nobles les plus distingués, & des favoris du Souverain, rien n'étant plus délicat que de le tromper sur l'opinion qu'il a une fois conçue de leur intégrité, quand sa bonne foi lui persuade qu'ils ne sont haïs que par envie, & parce qu'il les comble d'honneurs. Les déclamations ne sont rien moins que propres à faire perdre au Prince des préventions peu fondées. Elles auront un effet tout contraire. S'élever imprudemment contre la persuasion qui le flatte, seroit augmenter sa force; on n'aime point la vérité représentée de mauvaise grace. De tels désordres ne peuvent céder qu'à la sagesse qui fait les mettre insensiblement sous les yeux du Prin-

ce, constatant & démontrant leur certitude par des faits si avérés, qu'il ne reste plus lieu d'en prendre l'accusation pour une calomnie. Mais, est-on parvenu à ce point? qu'on applique alors le remède; son succès ne sauroit manquer. Concluons que la guérison de ces sortes de maux, dépend principalement des mesures sages qu'on emploie à les découvrir.

§. XVIII.

Ce que nous venons d'en dire doit être observé avec d'autant plus d'exactitude, qu'il seroit plus à craindre qu'en déclarant sans ménagement contre la conduite des premiers personnages de l'Etat & des favoris du Prince, on n'allumât le feu de quelque soulèvement, attendu que ces Sujets puissans forment des partis considérables, sur-tout quand ils se sentent repréhensibles; & ces partis dévoués à leurs Chefs, le sont également à la révolte, pour peu qu'on les y pousse. Or, afin d'empêcher que de pareils désordres n'empirent, ou plutôt afin de les éviter, il est à propos de découvrir les vices ou les fautes de telles personnes, avec autant de lenteur que de discrétion; travaillant cependant sous main à affoiblir leur crédit, pour parvenir enfin à les ranger à leur devoir.

Ménager
sur-tout
les favo-
ris du
Prince.

§. XIX.

Tibere nous donne à ce sujet un exemple sensible. Cet Empereur commença par dépouiller peu-à-peu Séjan son favori de l'autorité qu'il s'étoit acquise, & ensuite il le fit mourir. Quelques-uns de ses confidens le servirent bien, en lui déclarant les excès de cet homme devenu redoutable : ils lui représentèrent d'abord les dérisions indignes dont Séjan le rendoit l'objet dans Rome; ils lui rapportèrent sur-tout l'imprudencce avec laquelle il l'avoit joué dans son absence, en faisant paroître sur la scène qu'il ordonna, des personnages chauves, parmi une foule de cinq mille esclaves tous rasés, pour se moquer de l'Empereur qui n'avoit pas de cheveux. De la découverte de ces fortes d'insultes du Sujet envers son Souverain, ces sages con-

Exem-
ple.

fidens prirent occasion de révéler insensiblement des attentats bien plus énormes, & des crimes qui auroient enfin conduit Séjan à la révolte qu'il méditoit, si cette prudente conduite des vrais amis de Tibere n'en avoit rendu le projet inutile ; & si l'Empereur lui-même ne s'étoit tiré de ce danger , en commençant par affoiblir peu-à-peu son rival, afin de pouvoir sans risque le mettre pour toujours hors d'état de lui nuire.

§. X X.

Savoir se
taire &
tempo-
riser.

Mais lorsque l'abus des loix, & la corruption des mœurs, renversant tout l'ordre de l'Etat , rendent la prévarication générale & dans la Magistrature & dans le Ministère; ce n'est certainement pas à un jeune Ministre, en quelque grande réputation qu'il puisse être, à proposer les moyens d'obvier à de tels maux, bien que notoires; premierement, parce que l'entreprise paroît trop difficile, pour qu'on ne traitât pas de téméraire celui qui, sans l'expérience profonde que l'on n'acquiert qu'en vieillissant dans les affaires, oseroit élever la voix, pour se faire écouter là où les plus Anciens croiroient devoir observer un silence modeste. En second lieu, parce que le remede désiré, étant difficile à trouver, & l'application en étant de la dernière délicatesse, l'effet en devient fort incertain; un jeune-homme qui s'ingéreroit à l'assigner, pourroit aisément, au lieu de ce qu'il faut, indiquer des moyens aussi dangereux qu'inefficaces. De plus, un remede si important, ne doit pas être proposé à découvert, parce que s'agissant de détruire par-tout des usages chéris, & que l'habitude a fortifiés, tout le monde se révolteroit, & le remede redouté resteroit sans effet.

§. X X I.

Exem-
ple.

Lorsque Dom Pedro de Toledé Vice-Roi de Naples voulut y introduire l'Inquisition, en remplissant avec un zele mal entendu cette commission dont il étoit chargé de la part de l'Empereur Charles V. il se comporta si imprudemment, que son premier succès fut un refus formel, & une aliénation

unanime de tous les esprits. Ensuite, revenant à la charge, il causa une sédition ouverte & très-dangereuse dans Naples, sans réussir dans son dessein; & ne remporta pour tout fruit de son zèle outré, que le danger imminent de la ruine totale du Royaume, au mépris le plus scandaleux des ordres de son Maître auquel on désobéit publiquement.

§. XXXII.

Dans les cas où la corruption générale & un désordre universel exigent qu'on les réprime, ce qui convient d'abord, c'est de rechercher avec soin les causes du mal, pour en empêcher les progrès : par-là, on viendra insensiblement à bout d'y remédier, même avec facilité. Et pour faire goûter une maxime contraire au génie d'un Peuple entier, (telle qu'étoit pour Naples celle de l'introduction d'un Tribunal d'inquisition,) il faut l'insinuer insensiblement dans l'esprit des personnes les plus qualifiées & les plus estimées, dont l'exemple est la règle du vulgaire.

Remonter adroitement à la source du mal.

§. XXXIII.

Il est une autre sorte d'égard très-nécessaire aux jeunes Ministres, quand ils exposent une maxime qu'ils ont formée : c'est de s'abstenir de toute invective, & de ne se permettre aucune expression mordante, ou satyrique, contre des sujets qui ont bien mérité de l'Etat, qui sont élevés en dignité, ou qui jouissent d'une grande réputation : en vain s'imagineroit-on que des moyens si bas fussent propres à persuader : nous avons démontré leur futilité en plus d'un endroit. Tandis que l'on prétendrait ainsi irriter les esprits contre ces personnes qui nous sont opposées, l'on verroit un effet tout contraire à une aussi injuste attente. C'est par les règles d'une meilleure Rhétorique que l'on réussit à persuader tout ce qu'on veut. Mais quelle erreur de croire l'invective nécessaire, lorsqu'il s'agit de prouver une proportion ?

Eviter toute sorte de satire & d'invective.

§. X X I. V.

Mauvais
effet de
la saty-
re,

L'invective ne tend qu'à jeter du ridicule & de l'odieux sur une personne, mais elle ne fait rien à la bonne cause de celui qui l'emploie, & du reste n'a aucun rapport avec l'établissement d'une maxime essentielle au Gouvernement? Supposons, si l'on veut, que quelque défaut personnel, mais caché, d'un sujet particulier fût vraiment un obstacle à l'exécution d'une maxime établie; la bonne Rhétorique saura, comme nous l'avons dit, offrir les termes propres à en donner la connoissance convenable, sans employer aucun de ceux que la charité & la bienfaisance ne souffrent pas.

§. X X V.

Pour ce-
lui qui
l'em-
ploie, &
la cause
qu'il dé-
cède
par un
moyen
si bas.

C'est encore peu de dire que l'invective ne produit aucun avantage : elle nuit & au Ministre qui en fait usage, & à l'Etat. D'abord, elle révolte ceux qui s'en sentent blessés, & les anime à riposter à l'agresseur sur le même ton : cette querelle aveugle, soit dans la bonne cause, soit dans la mauvaise, répandra son obscurité sur la maxime agitée qui en sera rejetée malgré sa bonté; par conséquent l'Etat souffrira de cette indécence, & le Ministre peu mesuré n'en retirera que du mépris. Secondement, quand même celui qui supporteroit les invectives seroit assez généreux pour n'en pas prendre sa revanche, ses amis ou ses partisans ne manqueroient pas de soutenir ses raisons : ce qui causeroit pareillement & à l'Etat & au Ministre, le dommage dont nous parlons. Supposé que les partisans du Personnage outragé se tussent, il seroit impossible que les spectateurs du débat les plus indifférents, n'en fussent indignés : or, comme il en naîtroit dans eux une prévention défavorable à l'agresseur, ils refuseroient de l'écouter, sans témoigner leur mécontentement; & quelque bonne que fût sa maxime, le méchant moyen qu'il auroit employé pour l'autoriser, l'auroit fait échouer, & il n'y auroit gagné que la mauvaise idée qu'on auroit justement conçue de son caractère. Ain-

fi, les invectives produisent, non pas un des trois dommages que nous venons de remarquer, mais tous les trois ensemble; & quiconque prétendra fortifier ses discours par ce secours indigne, verra toujours son opinion renversée, quelque solide qu'elle soit par elle-même, parce qu'elle sera impitoyablement combattue par ses adversaires, par ses amis, par tout le monde.

§. XXVI.

Il est évident, par tout ce que nous venons de dire, qu'un jeune Ministre d'Etat ne doit jamais se permettre dans ses raisonnements aucun terme choquant, pas même l'ombre de la fatyre; parce que si elle amuse les personnes qui l'écourent sans y avoir part, elle offense d'autant plus le sujet qu'elle attaque: à quoi il faut ajouter que le plaisir qu'y prennent les indifférents, n'est que momentané & passager, ce qui fait qu'il ne peut être d'aucune utilité, tandis que l'injure qui donne lieu aux préjudices mentionnés plus haut, est une tache qui demeure, & devient une source funeste de vengeance & de haine. Outre cela, quoique les personnes indifférentes s'amusement des invectives lancées contre quelqu'un, sur-tout si c'est par voie d'une raillerie fine & d'autant plus cruelle, ils en aiment l'énergie, ils en détestent l'auteur, ils le redoutent comme un esprit dangereux qu'il convient d'éviter; & tel est le fruit de la fatyre, même par rapport à ceux qui n'y sont pas intéressés. Aussi n'est-il pas rare de voir un esprit mordant s'acquérir la réputation malheureuse d'un homme à bons mots & à mauvais propos, en sorte que tout ce qu'il avance, passe pour faux, en quoi il porte à bon droit la peine attachée à la mauvaise carrière où il est entré.

La fatyre est une source de haines & de discordes.

§. XXVII.

Mais voici sur-tout deux réserves très-importantes : l'une, de n'exposer jamais son sentiment en termes capables le moins du monde de le rendre suspect du vice d'intérêt particulier; l'autre, de ne jamais proposer de maxime qui emporte le moindre soupçon de danger.

Eviter tout soupçon de vues intéressées.

Quant à la première, l'on remarque que la plus puissante objection qui puisse combattre un sentiment, est celle qui autorise les adversaires à craindre que le proposant ne parle pour son avantage, ou pour celui de quelqu'un des siens : soit que l'amour propre des auditeurs réveille dans eux l'envie de jouir eux-mêmes de cet avantage, & que le desir de l'enlever à qui semble vouloir le leur ravir, les remplisse de force contre son opinion; soit que l'on craigne avec une apparence de raison, que celui qui paroît avoir en vue son propre intérêt, ne le cherche jusques dans la bassesse de soutenir une mauvaise cause, au grand préjudice de l'Etat : on soupçonne, on se persuade que toutes ses raisons ne sont que de purs sophismes; & c'est ainsi que sans examen de la nature de ces mêmes raisons, (opération trop communément hors de la portée de certains esprits paresseux, ou peu propres à la réflexion) on les condamne par provision, & il n'est personne qui puisse en être persuadé.

§. X X V I I I.

Exem-
ples : la
loi *Agra-*
ria.

Mais ces raisons viennent-elles à contrarier les intérêts des autres? voilà une semence de troubles dans l'Etat; voilà des sujets de dissensions & de révoltes. Quels soulèvements ne causa pas dans Rome la publication de la loi *Agraria*? Gracchus ne la soutint de toutes ses forces, que parce qu'elle combattoit l'injustice des possessions excessives des riches. Qu'y gagna-t-il? après mille obstacles insurmontables qu'on lui opposa, il fallut qu'il fût immolé ou à l'envie, ou à la crainte que le Sénat en conçut. Autant en arriva au Consul Cassius sur le même sujet : il n'eut pas plutôt fait publier cette loi, qu'il fut assassiné, sans avoir presque encore rien avancé; parce qu'il avoit laissé entrevoir que dans cette démarche il tendoit à se captiver la faveur du Peuple, en même temps qu'il diminueoit les richesses superflues des Grands.

§. X X I X.

Obser-
vation
sur cet
exemple.

Ce n'est pas que l'on ne doive se sacrifier pour le bien public : cette obligation est même très-étroite dans un bon Citoyen,

Citoyen, & bien plus dans un Ministre; mais, comme il faut que celui-ci, dans ses soins à faire agréer les bonnes maximes qu'il a formées, tende uniquement à l'avantage de l'Etat, il seroit déraisonnable & même injuste d'exposer sa vie, ou de la perdre, quand ce sacrifice ne devoit pas être couronné du succès. D'ailleurs, ne nous flattons point; les exemples que nous venons de citer, n'auront jamais beaucoup d'imitateurs: à qui persuaderoit-on aujourd'hui de donner sa vie pour l'exécution d'une maxime? A peine quelqu'un pourroit-il s'y résoudre dans les troubles d'une guerre, où l'on raisonne peu.

§. X X X.

Quant à l'autre réserve extrêmement essentielle, que nous faisons consister à ne point proposer de maxime dangereuse; il est aisé d'en sentir la nécessité. En effet, dans ce qui concerne le bien de l'Etat, il faut toujours aller au plus sûr; comme un prudent Médecin n'emploie jamais de remèdes douteux. Lorsqu'un Ministre se porte à suivre une maxime hasardée, si les effets en sont fâcheux, quels dommages n'en revient-il pas à l'Etat? Et si elle tourne à son avantage, ce même avantage disparoît à moitié, dans les frayeurs continuelles de l'exécution, & dans le chagrin de se voir désapprouvé d'avoir osé la risquer, bien qu'elle ait réussi; parce qu'on attribue ce succès au hazard, & non à la maxime, laquelle, par-là même, ne fera jamais règle pour d'autres occasions. Mais le Ministre qui l'a mise en pratique, en retirera-t-il quelque fruit pour lui-même? Point du tout; au contraire, il n'en peut attendre que son propre préjudice; parce que, supposé que le succès en soit malheureux, toute la faute lui en sera justement imputée; & dans le cas d'une pleine réussite, elle ne sera attribuée, comme nous venons de dire, qu'au pur hazard.

Ne point
proposer
de maxi-
me dan-
gereuse.

§. X X X I.

Maintenant que nous avons parlé des principaux ménagements que doivent observer les jeunes Ministres d'Etat, lors-

Egards
des vieux
Ministres

pour les
jeunes.

qu'ils proposent leurs sentimens; voyons quels sont les égards qu'il convient aux anciens d'avoir en pareils cas : en quoi nous ne ferons qu'exposer les talens qui caractérisent ces grands Hommes. Leur première & principale attention est toujours de flatter les jeunes Ministres, autant qu'ils le peuvent avec dignité, dans le temps même qu'ils sont obligés de désapprouver, ou de modifier leurs opinions; employant cet honnête artifice, pour ranimer leur courage, & les engager d'autant plus à servir l'Etat; parce qu'ils savent bien que si ces esprits peu affermis voyoient leur application méprisée par ceux que l'âge rend recommandables, ils perdroient leur bonne volonté, & s'abandonneroient à la dissipation, comptant pour rien les succès du Ministère, & une gloire dont on leur rendroit l'acquisition trop pénible : car dans la jeunesse, le tempérament porte à satisfaire les passions du corps; & un jeune homme ne se soutient guere dans la carrière de l'honneur, si on lui ôte l'espérance de s'y distinguer.

§. X X X I I.

Leur
modestie
pleine de
dignité.

L'on remarque aussi que les vieux Ministres usent de grands égards envers tout le monde, quand ils proposent leurs opinions; mettant ainsi indispensablement leurs Collegues dans la nécessité de les imiter, parce qu'un tel exemple doit la leur imposer. On les voit s'expliquer sans hauteur, sans prétendre que la sagesse soit tellement renfermée dans leurs sentimens, que ceux des autres Ministres en soient dépourvus : jamais ils ne désapprouvent l'avis d'autrui sans l'entendre : jamais ils ne rabaisent le mérite, ni l'habileté de qui que ce soit. Convaincus que le bon & le vrai ne sont pas dans la tête d'un seul homme, ils ne présument pas d'en avoir la connoissance à l'exclusion des autres mortels; ils sont intimement persuadés que chacun est sujet à l'erreur, & qu'il n'est aucun de leurs Collegues qui ne soit capable de penser juste, & de les redresser, s'il leur arrive de se tromper. Dans ces dispositions, ces hommes vénérables n'intimident personne en son discours, par un air imposant, & laissent à tout le monde une pleine liberté de produire.

quelque chose de mieux que ce qu'ils proposent, ou même de les reprendre de leurs méprises.

§. XXXIII.

Le Maréchal Comte de Marlin paya cher l'ascendant qu'il s'étoit donné sur les autres, dans le Conseil de guerre tenu à l'occasion du siège de Turin, lorsque, contre l'avis du Duc d'Orléans, auprès de qui Louis XIV. l'avoit envoyé en qualité de Conseiller & de soutien, & contre le sentiment de la meilleure partie des Généraux, il voulut que le Camp des François attendît dans ses retranchements, l'attaque des Alliés qui venoient au secours de la Ville, au lieu de leur présenter bataille en pleine Campagne, comme le Duc & tout le Conseil le jugeoient à propos; mais dont, par respect pour le Maréchal, on se départit en se conformant à la volonté de ce vieux Conseiller, qui montrait un violent desir de la voir suivie. Qu'en arriva-t-il? Que les François retirés dans leur tranchée furent battus à platte couture, & forcés de lever le siège avec perte de leur artillerie, & de leurs bagages. Pour l'imprudent Marlin, les ennemis le prirent prisonnier, & le jour d'après il périt malheureusement.

Imprudence du Maréchal Comte de Marlin.

§. XXXIV.

Outre ce que nous avons déjà remarqué dans les Ministres que l'âge a rendus mûrs & expérimentés, l'on voit combien ils se donnent de garde de ne rien avancer dans leurs discours qui sente l'esprit factieux, & ils évitent avec soin d'élever leur voix contre le Gouvernement, pour les raisons que nous avons déduites dans le Chapitre IX. de la première Partie.

Les anciens Ministres sont ennemis de l'esprit de faction.

§. XXXV.

De plus, dans les maximes qu'ils proposent, on voit briller, avec le plus parfait désintéressement, le pur desir du bien de l'Etat, sans manquer à aucun des ménagements dont nous avons parlé. Ils savent qu'il n'est rien qui invite davantage à

Leur Patriotisme.

l'imitation , que l'exemple des hommes respectables par leur réputation & par leur crédit ; & que , par conséquent , lorsqu'ils se dépouillent eux-mêmes de leur intérêt propre , ce noble sentiment se communique à leurs Collegues , d'où il ne peut résulter que le bien d'un concours unanime au plus grand avantage de l'Etat.

§. XXXVI.

Leur dés-
intéres-
sement.

Cet esprit de désintéressement est ici d'autant plus nécessaire , que la vue du propre intérêt peut porter les hommes à des excès affreux. Par exemple : quelqu'un que ce vice domine , captivera l'affection du Peuple , en le flattant par des maximes de son goût , quoique pernicieuses à l'Etat , & contraires au système fondamental du Gouvernement. Ainsi dans un Etat dont le système est celui de son agrandissement , dont par conséquent le Peuple doit être frugal & guerrier , absolument éloigné de toute espèce de luxe , un Ministre aussi imprudent qu'intéressé à se faire un parti , publiera que ce même Peuple doit être dans l'aisance , qu'il faut diminuer les impôts , quoiqu'il sache le trésor public épuisé ; ou bien qu'il faut laisser plus d'autorité au Peuple , quoiqu'il en connoisse le génie remuant , entreprenant , porté à la révolte , &c. c'est ainsi qu'un Ministre avare , ambitieux , vindicatif , s'y prend pour parvenir à ses fins odieuses , quelque contraires que ses moyens puissent être au système du Gouvernement. Son ambition le portera à élever des créatures aussi peu propres aux Emplois , qu'elles seront viles & méprisables. Son avarice , & ses autres inclinations perverses , lui inspireront mille autres desseins dangereux & nuisibles au bien Public.

De-là , l'Homme d'Etat d'un âge mûr , prend occasion de faire disparaître aux yeux , & à la curiosité la plus attentive , toutes les passions dont la faiblesse humaine ne sauroit être tout-à-fait exempte. Il ne laisse appercevoir en lui ni du penchant à la mollesse & au luxe , ni de l'attrait pour la vengeance & la haine ; à son air toujours modeste & serein , on ne pourra le soupçonner ni d'orgueil , ni de jalousie ; parce qu'il fait que sans son extrême réserve sur tous ces points , il donneroit

lieu d'imaginer que dans les sentiments qu'il propose, il vise à son intérêt propre; que c'est sa passion qui les lui dicte; & que c'est en faveur de tel ou tel penchant, qu'il les étale sous telle ou telle face, plutôt que dans la vue du bonheur public. Prévention funeste qui détruiroit tout le succès des plus salutaires avis; le sage se verroit désapprouvé, & le Gouvernement n'auroit plus de secours à attendre de lui.

§. XXXVII.

Voici encore deux sortes d'attentions que les Ministres déjà rompus dans les affaires ne manquent pas d'avoir : la première de ne point indisposer les personnes devant lesquelles ils parlent; & il leur suffit pour cela d'observer les ménagements dont nous avons parlé, & qui nécessaires aux jeunes Ministres, conviennent encore aux Anciens, s'ils veulent être écoutés favorablement.

Leur attention à n'indisposer personne.

§. XXXVIII.

Ils ont une égale attention à se concilier la bienveillance de leurs Collegues, & ils l'obtiennent par l'usage de leur éloquence. Il est bien plus difficile de se concilier la bienveillance des auditeurs, que de ne les pas indisposer, puisque l'attention requise à ce dernier succès, ne consiste qu'à savoir garder le silence sur ce qui pourroit déplaire, au lieu que pour réussir à faire agréer tout ce qu'on dit, il faut avoir l'art d'orner son discours de figures touchantes & exquises : toutefois, plus l'entreprise est pénible, plus aussi est-elle indispensable. Elle est pénible, parce que l'amour-propre, qui donne si aisément le change à l'esprit humain, le porte ordinairement à s'estimer un peu plus qu'il ne fait autrui; & pour se confirmer dans cette opinion qui lui est chère, il s'efforce souvent de trouver de quoi blâmer dans les autres. D'où il arrive que si quelqu'un se trouve libre des défauts qui rendent haïssable, nous ne sentons pour lui qu'une certaine indifférence; & que si nous ne pouvons pas nous cacher à nous-mêmes les belles qualités qu'il possède, il s'élève en nous de secrets mouvements d'envie, plutôt que les

Et à se concilier la bienveillance de leurs Collegues.

sentiments de respect & d'affection qu'il mérite. Par conséquent il est plus mal-aisé de disposer d'abord les esprits à l'indifférence, pour les porter ensuite à la bienveillance & à l'amour, qu'il n'est difficile de leur inspirer l'indignation & le mépris. Néanmoins c'est un devoir essentiel à l'Homme d'Etat, de se concilier l'affection, parce que c'est par elle qu'il parviendra à donner de lui-même cette idée favorable qui non-seulement persuade l'esprit, mais encore entraîne la volonté.

Il arrive pourtant quelquefois que l'on ne peut se dispenser de combattre de front l'opinion d'un autre; mais nous ferons voir ci-après dans le Chapitre XII. par quels ménagements on peut ne rien accorder à des raisons mal fondées, & satisfaire en même-temps celui qui les objecte.

§. XXXIX.

Leurs
égards
pour les
criminels
illustres.

Parmi les attentions & les égards qui rendent la conduite des anciens Ministres si douce, si sage & si respectable, nous remarquons leur réserve à ne pas soumettre à toute rigueur de justice, une personne coupable, après de grands services qu'elle auroit rendus à l'Etat; (Qu'on se rappelle ici ce que nous avons dit, à propos de la Justice criminelle, des ménagements politiques à garder, & des interprétations favorables que souffrent les Loix,) parce qu'il ne s'agit de rien moins dans ces sortes d'occasions, que d'éviter les révoltes auxquelles le Peuple se porte avec fureur, pour défendre un criminel qu'il a sujet d'aimer, ou bien pour le venger, s'il n'a pas pû le soustraire à un châtiment trop sévère. De plus : si l'on prétendoit absolument que la peine fût infligée dans toute son étendue, quand même on réussiroit à contenir le Peuple, on n'exécutoit jamais le jugement sans éprouver les funestes effets de l'animadversion générale, laquelle tomberoit entièrement sur le Ministre qui l'auroit proposée : ajoutons que cette juste crainte empêcheroit le Gouvernement d'y souscrire; ou que s'il avoit autorisé la sentence, il se verroit forcé de la révoquer.

§. XL.

Personne n'ignore l'Histoire du troisieme des Horaces, à qui sa valeur jointe à l'adresse, mérita le glorieux titre de Libérateur de Rome. Ses deux Freres, déjà morts dans ce combat décisif, l'avoient bien aidé à blesser les Albains, mais resté seul contre trois sur le champ de bataille, il fut les terrasser tous trois. Sa victoire n'empêcha pas pourtant que l'un des Duumvirs ne le condannât à la mort, pour avoir inhumainement poignardé sa propre sœur qui lui reprochoit d'avoir tué son cher Epoux, dans l'un des Curiaces. Mais malgré la sentence déjà prononcée contre lui, le Peuple le sauva, en faveur du service insigne qu'il venoit de rendre à la Patrie.

Exemple.
Horace
meurtrier
de sa
sœur.

Ce n'est pas que les grands mérites d'un Sujet doivent faire disparoître toute la laideur de ses fautes. Mais il est juste que beaucoup d'éclat les efface en partie, & les Ministres expérimentés, sachant trop priser les vertus sublimes, pour leur ôter le droit qu'elles ont sur le vice qui les altere quelquefois dans un même individu, usent, avec raison, de beaucoup d'indulgence, dans les cas où le mal semble contrebalancer le bien.

§. X L I.

Une autre loi qu'ils s'imposent & qu'ils observent, c'est de ne donner jamais, par leurs discours, aucun lieu à des principes qui peuvent tendre au préjudice, ou au désordre de l'Etat, soit en y introduisant quelque sorte de licence, légère à la vérité, mais toujours capable de nuire par ses suites, soit en la tolérant, ou ne s'y opposant pas lorsqu'ils le peuvent. Comme on voit l'écroulement de tout un édifice commencer par de petites fentes dans le mur, lesquelles dégénèrent en crévasses & en ouvertures plus profondes, qui entraînent la chute de l'édifice à moins que l'on n'y apporte du remède dès le commencement, de-même, lorsque dans un Etat, on néglige les premiers progrès d'un désordre naissant, ils ne cessent de s'accroître jusqu'au point d'éluder la vigilance & les forces

Leur soin
extrême
à ne pas
autoriser
le moindre
désordre.

réunies de toutes les parties du Gouvernement ; & quand le mal en est à ce point, il est comme nécessaire que l'Etat succombe.

§. LXII.

Désordres qui méritent leur attention.

Les sources ordinaires de ces désordres dangereux & destructifs de l'Etat, sont, par exemple, l'ambition des particuliers, le luxe excessif ; ou bien une mauvaise économie dans la Régie des Finances ; l'opiniâtreté de certains Ministres à soutenir des maximes inconsidérées, la désunion des membres du Conseil d'Etat ; peu de zèle pour le maintien de la Religion dans sa pureté ; la trop grande élévation d'un sujet, soit par la faveur, soit par les richesses ; le pouvoir excessif de quelques corps ambitieux ; la négligence à peser mûrement les résolutions d'Etat ; l'abandon des anciens usages, sans une raison suffisante ; & tant d'autres causes dont le détail seroit infini. Delà les Ministres que l'âge rend éclairés, savent de quelle conséquence il est de se roidir contre l'introduction de tels désordres, & il est incontestable que, tant que l'on sera attentif à les bannir, tout Gouvernement bien constitué, & fidele observateur de sa maxime fondamentale, ne sauroit manquer d'être heureux.

Les ménagements que nous venons de remarquer dans les Ministres d'un âge mûr, tendant au bien Public, & à la perfection de tout homme d'Etat ; ils conviennent autant aux jeunes, que les égards que nous avons d'abord prescrits à ceux-ci conviennent aux anciens. Il est vrai que la jeunesse semble devoir y apporter plus de circonspection dans la pratique ; toutefois les progrès de l'âge, de la réputation & de l'expérience, pourront autoriser à agir avec moins de gêne, pourvu que la liberté soit toujours modérée, & marche sous les auspices d'une prudence consommée.

CHAPITRE V.

De la maniere de préparer les maximes dans le Cabinet.

§. I.

LES Emplois de l'Homme d'Etat, sont non-seulement très-multipliés, mais encore chacune de ses fonctions demande une pratique différente, & chaque pratique doit être diversifiée, selon la conjoncture. On ne parle qu'avec la langue, mais l'usage de cet instrument se modifie en mille manieres diverses. Dans un Conseil d'Etat, dans un Sénat, l'on raisonne bien autrement que l'on ne fait dans un Cercle, ou dans le Cabinet. En un mot, les paroles dont on se sert pour préparer une maxime, ne sont point celles que l'on emploie pour la soutenir. Préparer une maxime, ce n'est pas aussi la former. Quand on la prépare, on la suppose déjà formée & conçue après les considérations que nous avons exposées fort au long dans le Chapitre III. Nous n'entendons parler ici que des insinuations d'une maxime d'Etat qui se fait par forme de proposition, soit devant l'assemblée du Cabinet, ou en présence de quelqu'un des Ministres séparément. Il ne s'agira donc à-présent que de cette préparation des maximes, réservant au Chapitre suivant ce qui concerne la maniere de les soutenir.

Différence entre la formation, la préparation & l'établissement d'une maxime.

§. II.

Préparer une maxime, c'est l'exposer, l'énoncer telle que les Ministres d'Etat doivent l'avoir déjà conçue & formée dans eux-mêmes, en entendant parler du Sujet qui lui donne occasion : ainsi la préparer n'est pas la soutenir ; & la maniere de l'exprimer en la préparant, n'a rien de commun avec la maniere de l'exprimer pour la soutenir. Mais puisque nous en sommes à l'explication des devoirs de l'Homme d'Etat, il con-

Ce que c'est que préparer une maxime.

vient que nous parlions, en même-temps, de cette partie de ces Emplois, savoir, de la maniere d'exprimer les maximes dans le Cabinet, comme d'une de ses plus importantes obligations de pratique : outre que c'est l'exposé des idées de chaque Ministre dans le Cabinet, qui suggere & facilite à ses Collegues les moyens de former en leur particulier la maxime que l'on cherche ; & il arrive assez souvent qu'ils se portent à n'en vouloir pas d'autre que celle qui a été ainsi exposée la premiere : ce qui devient avantageux à l'Etat ; car lorsque les avis du Cabinet sont unanimes, une seule maxime reste décidée ; & il n'est plus nécessaire de consumer un long temps à la préparer. Si le conseil du Cabinet n'est pas d'un avis unanime, des maximes diverses également approfondies & digérées sont offertes au choix judicieux du Souverain, qui pour ainsi dire, pese & recueille les raisons pour se décider & porter un décret.

§. I I I.

Proposer
une ma-
xime
d'Etat.

Il y a dans le Cabinet deux fonctions à remplir, celle de proposer la maxime, & celle de la préparer. La premiere est le fait d'un seul, la dernière appartient à tous les autres. A ces deux fonctions se réduit l'exercice de tout le Cabinet. C'est pourquoi nous n'avons que faire ici de distinguer les Emplois, ou fonctions des jeunes & des Anciens, d'autant plus que les égards détaillés dans le Chapitre précédent renferment toutes les différences qui peuvent avoir lieu dans leurs manieres respectives de s'expliquer. Examinons donc quelle est la fonction de proposer, & comment les Ministres anciens s'en acquittent.

§. I V.

De l'ob-
jet des
delibera-
tions du
Cabinet.

Le devoir du Ministre qui propose, consiste à exposer dans le Cabinet le sujet ou les sujets de la conférence, soit un règlement à faire sur l'avis de ce même Ministre, ou bien sur celui du Prince : l'avis d'un Magistrat, ou quelque réponse d'un autre : des informations d'un Gouvernement, d'une Ville, ou d'une Province : des lettres d'un Ambassadeur de l'Etat :

des propositions d'un Ministre ou d'un Ambassadeur étranger.

§. V.

Le Proposant commence d'abord par un court exorde sur l'importance de l'affaire qu'il doit proposer, disposant les esprits en sa faveur par l'aveu modeste de sa propre insuffisance, ou par l'usage de quelqu'autre moyen que suggere la Rhétorique. Il expose ensuite en peu de mots & clairement, le sujet dont il s'agit. La brièveté du discours, si nécessaire en pareil cas, dépend de la connoissance distincte des principaux points qui constituent l'affaire en question; en quoi la pénétration dont nous avons parlé, est d'un secours essentiel. Ces points principaux, le Ministre proposant les ramasse, & les exprime sans détours, ni circonlocutions, mais en style laconique.

Maniere
de l'ex-
poser.

§. V I.

Quant à la clarté, on la donne au discours, lorsqu'on fait se former une idée nette de ce que l'on propose, puisque la parole rend l'idée exactement telle qu'on l'a conçue : de manière que si l'idée est claire, la parole aussi le fera, car elle la rend sans l'altérer. Au contraire, si l'idée est confuse & obscure, le discours le fera également. La clarté de l'idée de ce qui doit être proposé, consiste dans l'ordre & l'arrangement des matières qui font l'essence du sujet, de l'occasion ou conjoncture de laquelle il tire son principe; & de ses circonstances favorables ou contraires. Par-la les choses conçues s'exposent avec méthode, & pour qu'elles soient entendues avec autant de netteté qu'elles en ont dans l'esprit de celui qui les expose, il ne faut plus que la précision dans les termes qui éloignent tout soupçon d'équivoque.

Clarté de
l'exposi-
tion.

§. V I I.

L'exposant doit éviter presque toujours l'usage des figures oratoires qui ne tendent qu'à émouvoir & à persuader, parce

S'impli-
cit', au-
tre cara-

tière de
l'exposi-
tion
d'une af-
faire.

que ce n'en est pas le lieu, & qu'il est seulement question d'éclairer & d'instruire. Si cependant il trouvoit les esprits prévenus, il feroit dans le cas d'employer sa Rhétorique à dissiper cette prévention. Ou bien s'il lui falloit exposer des complots contre l'Etat, des malversations criantes, des concussions ou d'autres désordres de quelque personnage fort distingué, dans de pareils cas il se servira, même tant qu'il pourra, des figures qui lui paroîtront les plus convenables, comme de la Réticence, de l'Omission, de l'Exemple, de l'Amplification, & autres: l'Apologue encore pourra lui être utile, pour rendre intelligibles les endroits qui, sans ce tour familier & insinuant, demanderoient de longues explications. C'est à ce que nous venons de dire, que semble se réduire le devoir du Ministre qui propose dans le Cabinet, tant qu'il ne fait que proposer; car lorsqu'il lui faut ensuite concilier les opinions, il a besoin de mettre en usage d'autres moyens dont nous ferons mention dans le Chapitre XII.

§. VIII.

De la
forma-
tion d'u-
ne maxi-
me sur
l'exposé
d'une af-
faire.

Ce que doivent faire en général & nécessairement les Ministres du Cabinet, des qu'ils ont entendu le Ministre proposant, c'est, selon nous, de former en eux-mêmes la maxime qui leur semble la plus directement conforme à celle qui sert de règle générale au Gouvernement, la maxime qu'ils jugent devoir lui être avantageuse plus que toute autre, s'armant sur le champ des meilleures raisons propres à la soutenir: lesquelles raisons peuvent être déduites du fait, ou des circonstances rapportées par le Proposant. De plus, il paroît essentiel que cette maxime soit formée sur ce qui a été exposé, avant que les autres Ministres proposent la leur; parce que dans le Cabinet celui qui ne s'empresse pas de parler le premier, s'il n'approuve point les maximes des autres, doit faire plus que de les rejeter; il faut encore qu'il leur en substitue quelqu'autre. Outre cela, si toutes les maximes étoient réfutées, jamais le Cabinet ne parviendroit à rien résoudre. C'est pourquoi, comme l'on ne sauroit s'appliquer à former des maximes, au moment où il s'agit d'approuver, ou de rejeter celle des au-

tres, il importe beaucoup d'en concevoir d'abord une qui soit bien appropriée au sujet proposé, avant qu'il s'en expose aucune. Si cette précaution est nécessaire à ceux d'entre les Ministres du Cabinet qui ne sont pas les premiers à s'enoncer, elle doit l'être bien davantage à celui qui rompt le silence avant les autres, puisque sans une maxime quelconque à faire valoir, tout ce qu'il diroit seroit inutile. Parlons à-présent des qualités que doit avoir le discours du Ministre qui expose le premier son opinion; ensuite nous traiterons des qualités requises à la diction des autres Ministres.

§. I X.

Celui qui s'explique d'abord remportera facilement l'approbation générale, s'il fait un abrégé net & concis, autant qu'il se puisse, du sujet mis en délibération, en y ajoutant quelques courtes réflexions sur une affaire à peu près semblable qui se fera traitée en une autre occasion, soit sur un projet qui y a rapport, soit sur quelques circonstances de l'affaire actuelle qui paroissent les plus décisives. Cet Epilogue du sujet proposé, aidera admirablement à l'avoir toujours présent tout entier à l'esprit, & à empêcher que personne ne le perde de vue; comme aussi à faciliter la distinction de ses principales parties, pour pouvoir ensuite les examiner séparément l'une après l'autre. Ensuite le Ministre qui ouvre un avis sur l'affaire proposée, recherchera les avantages & les défavantages de telle ou telle résolution, en déclarant tous les motifs capables de le faire approuver, ainsi que ceux qui le rendroient refusable, sans paroître encore pencher plus d'un côté que de l'autre: car il propose & ne décide pas. Cependant il n'épuîsera point le sujet avec un empressement qui sembleroit vouloir ôter aux autres Ministres l'honneur de proposer aussi leur sentiment, en ne leur laissant rien à dire. Il est supposé ne chercher que le bien de l'Etat, & ces attentions y contribuent beaucoup. Et du reste il doit se réserver à lui-même des raisons nouvelles à faire valoir, lorsqu'il s'agira de soutenir son sentiment devant le Souverain, dans un discours médité.

Maniere
d'ouvrir
un avis.

§. X.

Insinuer
son avis
sans trop
y insister.

De cette exposition, & de l'énumération des conjonctures & circonstances du sujet, suit nécessairement la connoissance de l'opinion, ou maxime établie par le Ministre qui a pris la parole avant les autres. Elle sera saisie quoiqu'il n'ait fait que l'insinuer assez légèrement. Il semble même qu'il est de la prudence de la déguiser, en l'exprimant de telle manière, que les autres Ministres la trouvent d'eux-mêmes, lorsqu'ils examinent les avantages, & autres circonstances qui ont trait à l'objet de délibération, & qu'ils cherchent quel parti convient le plus au Gouvernement. Celui qui gardera de telles mesures dans son exposé, laissera le champ libre à ses Collegues pour l'explication aisée de leurs maximes, sans qu'il leur faille réfuter ouvertement celle que l'on auroit d'abord déclarée ; en même-temps, il donnera lieu à une délibération mieux concertée, chacun proposant son avis plus commodément. Les opinions étant ainsi discutées avec ordre, on fera plus sûrement le choix de la meilleure : ce qui est de beaucoup préférable à la méthode qui ne fait que soutenir, ou combattre l'opinion qui auroit été proposée en premier lieu.

§. X I.

Se déclarer pour
une résolution &
en donner les
raisons.

Quant aux Ministres qui parleront ensuite, ils n'auront que faire, ce semble, de résumer la nature de la question, ni rappeler ses circonstances, toutes ces choses ayant déjà été suffisamment déclarées & par le Ministre proposant, & par celui qui aura été le premier à s'en expliquer. Les discours de l'un & de l'autre auront tracé un grand tableau de tout ce qui concerne le plus l'essence de l'affaire en question. C'est à ceux qui parlent en second, de déclarer ouvertement & modestement leur opinion, attendu que si chacun observoit la même réserve que le premier, il ne se formeroit aucune résolution, & la conférence n'auroit point d'effet. On puisera donc dans tout ce qui aura été dit les raisons qui prévalent pour telle ou telle

décision, on y ajoutera tout ce qu'on aura de nouveaux moyens pour l'appuyer, en insistant sur les points les plus décisifs. Alors tout doit être mis dans un jour si favorable, que nulle objection n'ait plus lieu, & que tout genre d'opposition soit absolument prévenu, afin de n'être pas obligé d'entamer de nouvelles discussions, ce qui ne convient pas dans un Conseil du Cabinet.

§. XII.

Ainsi l'opinion qu'il s'agit d'énoncer, résultera de ces délibérations réglées. Le Ministre qui aura parlé le premier, aura donné à ses Collegues le loisir de la concevoir en eux-mêmes; ceux qui auront parlé en second, l'auront exposée plus ou moins ouvertement, selon qu'ils l'auront jugé à propos. Mais il arrivera souvent que les sentiments seront partagés : chaque Ministre faisant plus d'attention à certaines circonstances d'une affaire, qu'aux autres, proposera un avis différent. Ceux qui s'expliqueront les derniers auront une belle occasion de faire voir leur sagacité, & leur jugement, en discutant avec clarté & précision les sentiments divers de ceux qui ont parlé avant eux, en les combinant, en les accordant en ce qu'ils ont de semblable, & en tirant de tous, ce qu'ils ont de meilleur pour en former une résolution particulière. S'ils croient devoir embrasser un avis déjà proposé, il ne sera pas mal d'exposer les raisons qui les portent à préférer ce sentiment aux autres, & qu'ils fassent voir sur-tout qu'ils l'embrassent parce qu'ils le jugent le meilleur, & non parce que c'est l'avis de tel ou tel Ministre.

Résultat
des con-
férences
du cabi-
net.

Nous ne faisons qu'indiquer ici ces cas particuliers : ils suffisent pour diriger les Ministres dans le travail du Cabinet. Nous expliquerons ailleurs, comment il faut se comporter lorsque les dernières opinions s'accordent avec les premières, ou ne la combattent point; & quel est le cas où il convient de s'écarter du sentiment adopté par le plus grand nombre. Quant au moment présent, nous l'emploierons à dire un mot touchant le style qui est d'usage dans le Conseil du Cabinet.

§. X I I I.

Du style
propre
aux con-
férences
du Cabi-
net.

Il ne doit
pas être
trop re-
levé;

Ce Conseil n'étant pas le lieu où l'on doit chercher directement à persuader, mais à exposer nuement ce qu'il faudra persuader ailleurs, il n'est ni nécessaire, ni utile de s'y mettre en fraix d'éloquence. Par conséquent les tours de phrase recherchés, les expressions métaphysiques ne conviennent pas au Cabinet, non plus que tout ce qui passe le naturel & le simple du bon raisonnement ordinaire : attendu que par ces affectations on ne tend qu'à enchanter les Auditeurs & à se concilier les esprits pour leur persuader ce qu'on veut, à force d'arguments & de figures. Ainsi tout discours fleuri, chargé de figures, n'est point de mise au Cabinet ; le prestige des paroles en doit être banni, de peur que les esprits séduits par cet enchantement, ne s'attachent uniquement à l'harmonie des sons, & s'embarassent peu d'en comprendre le sens.

§. X I V.

Ni bas &
rampant;

Le Cabinet qui ne souffre pas la diction trop relevée, réprouve aussi le style bas & rampant : parce que comme les expressions élégantes & magnifiques, en faisant sentir leurs beautés, empêchent souvent l'esprit d'en pénétrer le sens, de-même une basse façon de parler ôte le moyen de l'entendre, par le dégoût qu'elle donne : l'esprit s'y refuse, & son mépris pour le discoureur rampant, lui fait négliger & dédaigner ce qu'il exprime.

§. X V.

Mais
simple,

Le style propre pour le Cabinet, sera donc le *style moyen* ; celui qui tient le milieu entre le relevé & le rampant, & que l'on peut appeller *style bonnête* ; car, sans séduire l'esprit, ni choquer l'oreille, il doit plaire par sa belle simplicité, & faire goûter, quoiqu'indirectement, ce plaisir qui se trouve toujours à ne rien trouver de désagréable. En un mot, le style doit servir les idées, & l'ordre est renversé, quand celles-ci servent le

le style. Le style n'est que le moyen de persuader : par conséquent sa sublimité même se tourne en vice, dès qu'elle manque de proportion avec son objet ; & plus l'Orateur cherche à persuader, plus doit-il travailler son style. Mais ce soin devient superflu, là où la persuasion n'est pas nécessaire.

§. XVI.

Outre cela, le discours dans le Cabinet, doit être succinct au possible, tant pour donner lieu aux autres Ministres de parler aussi, que pour ne pas devenir ennuyeux. Comme d'ailleurs rien n'est plus essentiel que la clarté & la netteté du raisonnement, il faut faire usage des divisions, rangeant par ordre, sous diverses classes distinctes, les parties du sujet qu'on traite, en y mêlant quelques réflexions particulières, selon qu'on le jugera convenable.

Et laconique.



C H A P I T R E V I.

Du sentiment particulier.

§. I.

Deux occasions où l'Homme d'Etat peut avoir un sentiment particulier, différent de celui des autres.

LE sentiment particulier d'un Ministre sur un sujet quelconque peut être de deux sortes : ou il est conforme à celui des autres ; ou bien il en est différent. Celui de la première espèce ne demande point d'explication, n'étant besoin de rien pour persuader ce dont chacun est convaincu. Mais quant à la propre opinion qui se trouve différente de celle d'autrui, elle mérite que nous nous y arrêtions un peu. A ce sujet, nous aurons à examiner principalement en quel cas il peut convenir à l'Homme d'Etat de suivre un avis dissemblable, ou contraire à celui des autres Ministres, & comment il faut qu'il le soutienne. Nous traiterons dans le Chapitre suivant de la manière de soutenir son sentiment particulier. Nous allons parler dans celui-ci des occasions où il importe que le Ministre politique soit d'un sentiment différent à celui des Ministres ses Collegues.

Le Cabinet ou le Conseil etc.

Il est deux circonstances où l'Homme d'Etat peut avoir lieu de proposer & soutenir une opinion différente de celle d'autrui, ou même qui lui soit opposée. D'abord dans le Cabinet ; puis dans le Conseil d'Etat, au Parlement, à la Diette, au Sénat.

§. I I.

Dans le Cabinet.

Au Cabinet, il ne semble pas mal à propos d'avancer une opinion différente de celle des autres Ministres, sur-tout quand il s'agit d'une matière de grande conséquence, & d'où dépende immédiatement quelque avantage ou quelque préjudice notable pour l'Etat, parce que, comme la maxime la plus convenable à présenter au Souverain doit être le fruit de beaucoup d'examen & d'une discussion réfléchie de toutes les raisons pour & contre, ainsi que de la plus mûre considération de tout

ce qui se rapporte à l'affaire dont on traite, il est, je ne dis pas expédient, mais indispensable, que dans la délibération qui s'en fait au Cabinet, différens avis soient proposés & discutés : nous disons discutés, parce que leur simple exposition ne suffisant pas pour l'évidence requise des raisons propres à faire admettre ces divers avis, ou à les rejeter, il est nécessaire d'en apporter les preuves & les objections dans l'ordre expliqué ci-devant. Et cette nécessité est d'autant plus grande, qu'il importe davantage qu'après la discussion, tout le Cabinet demeure d'un même avis, afin que la maxime arrêtée soit reçue & autorisée du Souverain.

§. III.

Toutefois de pareilles oppositions deviennent inutiles, ou même blâmables, de la part d'un jeune Ministre, qui pour l'ordinaire ne jouit pas d'une grande réputation. Les raisons qu'il produiroit, fussent-elles valables, perdroient leur force en sortant de sa bouche. Il n'est donc pas à propos que les jeunes gens se chargent souvent de réfuter les opinions proposées ; mais ils pourront quelquefois l'entreprendre, (si aucun ancien ne le fait) pourvu qu'ils présentent leur sentiment avec déférence, & que le motif en soit important.

S'il convient aux jeunes Ministres d'être d'un avis différent de celui de tous les autres.

§. IV.

Pour les Ministres âgés & accrédités, c'est à eux qu'il appartient de former des objections contre une opinion quelconque, lors même qu'ils la tiennent pour la meilleure, & que par conséquent ils sentent bien qu'ils n'ont rien de solide à lui opposer. Cette méthode est plus que convenable ; elle est essentielle, afin de mettre au jour toutes les raisons qui peuvent combattre un sentiment ; parce qu'en faisant voir par-là qu'il n'en est aucune qui ait quelque force contre lui, tout le Cabinet l'adopte, & confirme cette maxime victorieuse, sans appréhender qu'elle cede jamais à quelque objection que ce soit. Enfin, de-même que le Droit civil & le Droit criminel souffrent, ou plutôt, ordonnent que les Juges, après avoir oui l'accusé,

C'est le propre des Ministres âgés & accrédités.

discutent ses raisons, quelque convaincu qu'il soit du crime dont on l'accuse; de-même aussi, en bonne politique, les questions importantes doivent être débattues par toutes les objections possibles, avant qu'on se décide pour la maxime qui en devra être formée, comme la meilleure.

§. V.

Nouvel-
le raison
de s'é-
loigner
du senti-
ment
unani-
me.

Un autre cas où il est à propos dans le Cabinet, d'opposer son propre sentiment à celui des autres, soit que l'on ait atteint l'âge qui annonce l'expérience, soit que l'on se trouve encore dans la vivacité de la jeunesse; c'est quand on vient à découvrir, touchant l'affaire dont il est question, quelque lumière que nul des Collegues n'auroit encore apperçue, & au moyen de laquelle on pourroit démontrer clairement que la maxime que l'on veut établir ne seroit pas convenable, ou deviendroit nuisible. C'est-là un juste motif de s'éloigner de l'opinion commune; alors, que l'on soit jeune ou vieux, on est en plein droit de proposer la sienne propre, & de la soutenir fortement. Il est vrai que dans le Cabinet, l'on ne doit jamais entreprendre un discours réglé, pour prouver ce qu'on avance; il suffit d'y exposer son sentiment, en l'appuyant de quelques raisons capables de le faire goûter: & cela de la manière prescrite dans le Chapitre précédent, en protestant de le soutenir avec vigueur en présence du Souverain, afin que la meilleure maxime soit suivie, quand même tout le Cabinet ne l'adopteroit pas. Mais il est assez probable que cette conduite entraîne l'uniformité des sentiments.

§. VI.

Autre
circon-
stance.
Exemple
de Nafica.

L'opposition d'un avis contraire à celui des autres aura lieu de-même, & sera nécessaire lorsque l'on s'appercevra que celui-ci seroit dangereux, & pourroit donner occasion à quelque grand malheur. L'exemple de Nafica prouve cette nécessité. Il s'opposa de tout son pouvoir à la maxime qui portoit Rome à vouloir subjuguier entièrement Carthage. Cet Homme sage exposa le tableau des fâcheuses suites, & des dangers qui

menaçoient la Patrie, si cette entreprise venoit à échouer; & de plus, il fit voir comme inévitable, la perte totale des Romains, supposé qu'ils fussent victorieux. „ Je veux, leur disoit-il, que „ vous renversiez la fiere Rivale de Rome : vous voilà par ce „ succès même dont l'espoir vous flatte, privés, ô Romains ! „ des vertus que vous puisiez dans la résistance héroïque des „ Ennemis qu'elle vous opposoit. Dès-lors, plus de discipline „ militaire dans votre République; plus de courage dans vos „ cœurs. Votre grandeur se trouvera ensevelie dans le tom- „ beau de Carthage. Ne sentant plus désormais cet aiguillon „ favorable qui vous poussoit aux belles actions, vous livrerez „ vos ames à la volupté : vos desirs changeant d'objet, vous „ ne soupirez qu'après l'or que vous avez si noblement mé- „ prisé jusqu'ici; & dans vos indignes richesses, vous vous „ enivrez de plaisirs; vous étalerez votre orgueil par un luxe „ sans bornes : que s'ensuivra-t-il ? Vos vices augmentant & „ se multipliant à l'infini, la sagesse & l'équité de votre Gou- „ vernement feront place aux horribles excès des guerres ci- „ viles, des séditions & de la Tyrannie. ” La prédiction de Nasica, que l'on refusa d'écouter, ne fut que trop accomplie. Ce bon Ministre eut la douleur de voir son opinion rejetée; mais il ne laissa pas de la soutenir tant qu'il put, contre l'opinion dominante, dont il prévoyoit les dangers; parce que l'Homme d'Etat ne doit avoir égard qu'au vrai bien de la Patrie, & de son Souverain.

§. VII.

Il est cependant des circonstances où une opinion dangereuse ne doit pas être combattue; où, même, il la faut proposer en l'appuyant si bien qu'elle soit enfin suivie : circonstances rares, & qu'il est à souhaiter de ne voir jamais ! l'on s'y trouve malheureusement, lorsque l'Etat est en décadence, & tout prêt à périr. C'est là le cas d'imiter, dans le Ministère, la conduite du prudent Médecin, qui voyant son malade dans un danger imminent de perdre la vie, fait usage d'un remède violent, mais seul capable d'une crise salutaire; selon cet axiome

Etat critique dans lequel on peut avoir recours à des maximes dangereuses.

me qui dit que *dans l'extrémité, il convient de suivre des voyes extrêmes.*

§. V I I I.

Exem-
ple d'A-
gatho-
cles.

Ainsi Agathocles désespérant de pouvoir défendre plus longtemps Siracuse contre les Carthaginois qui l'attaquoient de toutes leurs forces, prit soudainement le parti désespéré d'aller, avec une poignée de gens, assiéger lui-même, par l'effet d'une intrépidité qui n'a point d'exemple, cette Carthage qui l'investissoit de ses Troupes. Il débarque à Lide en Affrique; brûle ses Vaisseaux, & se met ainsi, dans la nécessité de vaincre, ou de mourir. En effet, après plusieurs combats heureux, il força les Carthaginois de lever le Siege de Siracuse, & recouvra la paisible possession de son Royaume.

§. I X.

Exem-
ples des
Ro-
mains
après la
Bataille
de Can-
nes.

Les Romains nous fournissent un pareil exemple, dans la résolution vigoureuse qu'ils prirent, après la défaite de Cannes. Rome restoit alors ouverte de par-tout aux invasions d'Annibal; cependant le Sénat tint ferme dans son opinion de n'abandonner jamais l'Italie, & de n'en venir à aucun accommodement avec les Ennemis, tant qu'ils seroient vainqueurs. De-là, ce dessein magnanime du Grand Scipion, d'aller attaquer les Carthaginois en Espagne, & même d'assiéger Carthage; afin que par des conquêtes aussi importantes que celles qu'il méditoit, Rome se trouvât dédommée de ses préjudices immenses. L'entreprise hasardée réussit, & Annibal fut contraint de vuidier l'Italie, & de courir au secours de son Pays, qui n'en avoit plus d'autre à attendre.

§. X.

Cette
contra-
riété d'a-
vis n'a
point
lieu dans

Tout ce que nous avons dit par rapport à l'attention avec laquelle il faut, dans le Cabinet, exposer & soutenir un avis différent de celui des autres, regarde les occasions importantes, & les cas dont les suites peuvent apporter ou des avantages

confidérables, ou de grands maux au Gouvernement. Mais une attention semblable n'est rien moins que requise dans les affaires de moindre importance : car si l'on prétendoit discuter aussi scrupuleusement tout ce qui doit s'établir dans ce Conseil, il en résulteroit plus de mal que de bien. D'abord, on y perdrait inutilement un temps dû à la discussion des questions d'une vraie conséquence, dont l'Etat ne recueillerait que peu de fruit qui seroit suivi peut-être de beaucoup de dommage. En second lieu, on s'y fatiguerait l'esprit en vain, & l'on perdrait la vigueur dont on a besoin dans l'examen des objets importants : d'où il arriveroit que la maxime la plus convenable seroit manquée, & l'Etat s'en trouveroit lésé. De plus, le Ministre qui prendroit à tâche d'opposer souvent son avis à celui des autres, dans les cas peu considérables, se nuirait beaucoup à lui-même, parce qu'il donneroit lieu d'être jugé incapable de traiter des questions plus relevées & plus graves, & l'on ne manqueroit pas de croire qu'il ne cherche à se distinguer dans les petites affaires, que parce qu'il se sent peu propre à briller dans les grandes.

les petites affaires.

§. XI.

C'est cependant une foiblesse ordinaire aux hommes, que cette manière de contredire les autres, quelquefois sans raison, & pour des riens. On se laisse séduire par le desir de la gloire, soit en faisant parade de son éloquence & de ses talents; soit en rougissant de renoncer à sa propre opinion, pour se ranger à l'opinion des autres, comme si pareille facilité si estimable, si honorable en de tels cas, n'étoit qu'une bassesse. Divers motifs également blâmables sont les principes de ce défaut. L'amour-propre, en nous donnant toujours une haute estime de nous-mêmes, nous porte à regarder comme excellent tout ce qui vient de nous : le défaut de jugement nous fait prendre pour des absurdités, des opinions que nous ne sommes pas capables de démêler : le peu de connoissance de la bonne Logique, ou la négligence de son usage, nous empêche de concevoir les propositions les plus claires, & dans no-

De l'esprit de contradiction.

tre aveuglement, nous prenons pour la lumière de la vérité, ce qui n'en est qu'une fausse lueur : l'ambition démesurée qui fait que nous nous empressons, hors de saison, à bien mériter de l'État, l'amour même de la Patrie trop ardent, ou mal dirigé, & la fausse crainte de nous méprendre, en adhérant à une opinion que nous rougirions d'avoir suivie, si jamais elle méritoit du mépris : voilà les sources de notre injustice envers les sentiments d'autrui.

§. XII.

De la
défence
à l'o-
pinion
d'autrui.

Le moyen le plus propre à nous préserver de l'erreur à cet égard, c'est *la docilité* : cette qualité si aimable d'un esprit, qui saisisant d'abord le vrai, fait se plier sans peine à la raison. Dans cette heureuse disposition, il pèse les différents avis, les compare au sien propre; & sans avoir honte de reconnoître de plus justes rapports de convenance, dans une autre opinion, que dans celle qu'il a proposée; il renonce volontiers à la sienne, pour embrasser celle d'autrui.

§. XIII.

Défen-
sion
raisonnée
& non
aveugle.

Cet esprit équitable observe des règles dans l'examen des sentiments divers : il les pèse avec plus ou moins d'attention, suivant l'importance plus ou moins grande de l'affaire dont on traite. Car s'il la trouve essentielle à l'État, il ne se départ pas aisément de son opinion, sans la plus rigoureuse discussion de celles des autres : mais si la question ne roule que sur un sujet léger, il n'a besoin que d'une légère réflexion pour abandonner son avis, & adopter celui qu'il croit mériter la préférence; & si le plus grand nombre d'opinants suit cet avis contraire au sien, il s'y range lui-même presque sans examen, parce qu'il est *docile* autant qu'il peut l'être sans danger pour le bien public.

§. XIV.

Ses heu-
reux ef-
fets.

Un Ministre qui se distingue par une si belle qualité, se fait aimer de ceux dont il prouve ainsi qu'il respecte les sentiments.

On

On fera porté à condescendre aussi à son opinion dans les affaires de conséquence, parce qu'on jugera aisément qu'un homme qui se comporte avec tant de sagesse, ne sauroit manquer des lumières qui conduisent à la parfaite connoissance de la vérité. Il faut donc croire qu'il ne sera pas hors de propos de faire quelquefois semblant de s'opposer au sentiment des autres, même sur de petits sujets, pour l'embrasser ensuite, mais par un retour délicat, & non affecté; faisant ainsi remarquer en soi une docilité estimable.

§. X V.

Concluons de tout ce que nous venons de dire, que l'on doit soutenir dans le Cabinet, une opinion différente de celle des autres Ministres, premièrement, lorsque la matière est importante; en second lieu, lorsqu'une raison qui aura échappé à la sagacité d'autrui, démontre l'erreur du sentiment proposé; troisièmement, lorsqu'une opinion mise en avant fait craindre des suites fâcheuses, à moins que, comme nous l'avons dit, l'Etat ne fût sur le point de sa ruine. Il résulte encore de-là, qu'il ne convient point de s'opposer dans les petites occasions, à l'avis des autres, si ce n'est pour s'y rendre ensuite, & montrer un esprit pliant & docile. Nous venons de déterminer les cas dans lesquels la raison permet, ou exige, que l'on combatte dans le Cabinet, l'opinion d'autrui, & nous avons assigné les mesures qu'il y faut garder. Examinons maintenant en peu de mots, quand, & comment il fera bon d'agir en semblables occurrences dans le Conseil d'Etat, ou au Sénat.

Conclusion.

§. X V I.

La conduite au Conseil d'Etat, ainsi qu'au Sénat, étant, à quelques égards, différente de la manière d'opérer dans le Cabinet; il faut bien que les occasions où l'on se croit obligé de soutenir un sentiment dissemblable, ou contraire au sentiment des autres Ministres, diffèrent aussi. D'abord, le Conseil d'Etat, & le Sénat, exigent plus de retenue en ce point, que n'en demande le Cabinet, parce que ceux-là sont des lieux destinés

Conduite des Ministres dans le Conseil d'Etat, & au Sénat.

aux Décrets, plutôt qu'aux discussions, & que dans une Assemblée nombreuse, la dispute empêcheroit l'établissement des maximes, & plus encore leurs effets : puisque tandis que l'on perdrait le temps à rebattre des points peu importants, non-seulement on négligeroit de mettre un frein aux désordres qui en auroient le plus de besoin ; mais la résolution des affaires en instance languiroit cruellement. Néanmoins, il semble expédient en plusieurs cas, que les affaires, soit dans le Conseil d'Etat, soit dans le Sénat, se traitent contradictoirement en présence du Souverain, afin que sur l'exposé des raisons pour & contre, il puisse porter un Décret juste & avantageux à l'Etat. Mais quels en sont les cas ? Et à qui est-ce qu'il appartient d'en juger ? C'est ce que nous allons examiner.

§. X V I I.

Membres
du Con-
seil d'E-
tat & du
Sénat.

Il faut distinguer dans le Conseil d'Etat, & au Sénat, deux ordres de personnes : les Ministres du Cabinet, lesquels forment les maximes qui doivent être proposées, & les autres personnes qui forment l'Assemblée du Sénat & du Conseil d'Etat. Tous ces Conseillers, dans un Gouvernement Monarchique, peuvent porter le Souverain à rejeter les maximes proposées, ou à les approuver ; & dans une République, ils pourront de-même faire agréer leur opinion à un nombre de Sénateurs suffisant pour établir quelque Décret. Cependant, il y a de la diversité dans les cas où il convient de soutenir un avis contraire à celui du reste des Conseillers, ou Sénateurs. Commençons par expliquer les occasions dans lesquelles il est plus spécialement réservé aux Ministres du Cabinet, de soutenir un sentiment différent de celui des autres.

§. X V I I I.

Première
circonf-
tance où
un Mi-
nistre
peut sou-

La conduite tenue dans le Cabinet, doit servir de règle à ses Ministres, lorsque dans le Conseil d'Etat, ou au Sénat, ils défendent leur propre opinion : & le premier cas où un Ministre peut avoir & soutenir un sentiment particulier, c'est lorsque,

fans égard aux précautions dont nous avons parlé, quelqu'un aura soutenu, dans le Cabinet, son sentiment particulier, dans le dessein formé de l'opposer, & le faire prévaloir sur tout autre. Car, si après l'avoir déjà défendu avec vigueur, il s'en désiste lâchement en présence du Souverain, il fera à bon droit regardé, non comme docile, mais comme incapable. Aussi, quiconque se sent trop peu de courage, ou de capacité pour une telle épreuve, doit se donner de garde de s'opposer à aucun avis, pas même dans le Cabinet, parce que s'il fait tant que de l'entreprendre ici, il doit se résoudre à exposer, & à défendre ses raisons, soit dans le Conseil d'Etat, soit au Sénat. Autrement, son insuffisance reconnoît obligeroit le Souverain à le dépouiller de sa Charge, pour lui substituer un autre Ministre. De plus, lorsque l'on n'ose soutenir, en présence du Souverain, le sentiment qu'on avoit déjà opposé à celui des autres Ministres dans le Cabinet, l'on ne fait rien moins que priver l'Etat des avantages qu'il tireroit de cet avis, en cas qu'il fût le meilleur.

tenir un avis contraire à celui des autres.

§. XIX.

En second lieu, il est nécessaire de soutenir en plein Conseil ou au Sénat l'opinion déjà avancée & défendue, bien qu'elle soit conforme à celle de l'Assemblée du Cabinet, si elle est opposée au sentiment de quelqu'un des Conseillers, ou Sénateurs; parce que, sans cette pratique, le Conseil du Cabinet auroit inutilement pris peine à discuter toutes les raisons de l'affaire agitée; & le Souverain pourroit prendre le change, en suivant l'opinion opposée, pour donner ensuite un Décret nuisible à l'Etat, d'après une opinion qui n'auroit pas été assez pesée, ni examinée par l'opposant, aussi mûrement que la matière le requéroit.

Seconde circonstance.

§. XX.

Le troisième cas, est celui où tout le Conseil du Cabinet n'ayant qu'une même opinion sur un sujet, juge à propos d'exposer au Souverain les objections que l'on pourroit former contre ce sentiment unanime, afin que le Souverain n'ait pas

Troisième circonstance.

lieu d'appréhender, en l'approuvant, l'effet des raisons contraires, mais plutôt, qu'en entendant ces raisons, & voyant leur foiblesse, il en fût porté à donner son approbation, avec plus d'assurance. Dans cette vue, un Ministre du Cabinet combattrait un sentiment unanime, aussi sérieusement que s'il le croyoit erroné; car il seroit ridicule de l'entamer, pour lui faire grace de quelque une des principales objections dont il seroit susceptible.

§. X X I.

Précaution à prendre dans ces trois cas.

D'autre part, il ne conviendrait pas, ce semble, d'attendre, pour soutenir une opinion particulière, d'être dans le Conseil d'Etat, ou au Sénat, sans l'avoir déjà défendue dans le Cabinet. Un Ministre qui tiendrait une pareille conduite, exposeroit par là ses Collegues à partager sa confusion dans le Conseil d'Etat ou au Sénat; & il forceroit le Souverain à l'improver.

Reste maintenant à parler des cas où la défense d'une opinion particulière, contraire à celle d'autrui, paroît regarder plus directement les Sénateurs, ou les Conseillers d'Etat.

§. X X I I.

Des oppositions des Sénateurs ou des Conseillers d'Etat aux résolutions du Cabinet :

Une opinion particulière peut-être soutenue par ceux-ci en deux manières. Premièrement, par une opposition directe à ce qui est proposé par le conseil du Cabinet; secondement, par l'exposition d'une nouvelle opinion sur l'affaire agitée, ou sur un objet quelconque. Quant au premier chef, il ne semble pas du fait des Conseillers, ou des Sénateurs, de combattre ce que propose le Cabinet, étant presque impossible qu'ils puissent trouver d'eux-mêmes des objections solides, qui ne se soient pas présentées à l'esprit de quelque Membre de ce même Conseil, ainsi ne pouvant discourir qu'à l'improviste, leur raisonnement ne conclurait rien, parce qu'il seroit dénué de la vigueur requise.

§. XXIII.

Mais s'il s'agit des cas plus particuliers, nous trouverons qu'un Conseiller d'Etat, ou bien un Sénateur, est quelquefois autorisé à s'inscrire en faux contre l'opinion du Cabinet, ou à produire un avis particulier devant le Souverain. Et cela, parce que les sujets nombreux dont on traite dans le Cabinet, regardent spécialement plusieurs Magistrats, & que quelqu'un de ceux-ci, se trouvant dans ce Conseil, peut être très-bien informé de l'affaire actuellement sur le tapis, tandis que les Ministres même du Cabinet, occupés à trop d'objets, auront celui-ci moins présent; ce qui aura pu donner lieu à une maxime ou résolution vicieuse. Dans ce cas, il appartient à ces Conseillers ou Sénateurs, qui ont été, ou qui se trouvent encore revêtus de la Magistrature, ou bien qui se sont fait une étude spéciale de pareilles matières, de s'opposer à telle maxime, afin d'empêcher un Décret nuisible à l'Etat.

Dans les affaires qui les regardent spécialement.

§. XXIV.

S'il s'agissoit, par exemple, d'un objet de Commerce, de l'établissement de quelque nouvelle manufacture que l'on vouloit former sur la fausse supposition d'une moindre dépense & d'un plus grand profit, selon l'avis du Cabinet; alors les Conseillers d'Etat, ou les Sénateurs, qui auroient été, ou qui feroient actuellement préposés à la direction du Commerce; ou bien qui en auroient suivi la marche avec application, devroient absolument combattre la maxime erronée, & montrer en quoi le Conseil du Cabinet se feroit trompé dans l'estimation de la dépense & du profit.

Exemple: objet de Commerce.

§. XXV.

Pour ce qui est de l'autre manière de soutenir une opinion particulière en proposant un nouvel avis, sur un objet qui n'est pas mis en délibération, il faut observer trois choses. D'abord il faut attendre que les délibérations arrêtées soient

De l'opinion particulière sur une nouvelle affaire.

entièrement terminées; secondement il faut que le sujet soit d'une nécessité pressante, & importante; car si cette nécessité n'est pas manifeste par elle-même, ou s'il n'est pas très-aisé de la démontrer, le Conseil occupé d'affaires d'une importance assurée, pourra facilement regarder celle-ci comme d'un trop petit relief, il y fera peu d'attention, elle restera sans effet, & celui qui l'aura proposée n'en aura que de la confusion. Troisièmement il faut que la proposition soit exactement discutée, parce que si l'on y laisse de l'ambiguïté, soit en oubliant quelque point décisif, en supprimant une raison essentielle, soit en laissant une objection sans réponse, soit en ne donnant pas d'abord les moyens de l'exécution; l'affaire trop peu digérée ne paroîtra pas claire, elle souffrira des difficultés & courra grand risque d'être rejetée, quelque avantageuse qu'elle pût être. En un mot, dans pareil cas on doit faire seul tout l'ouvrage du Conseil du Cabinet; c'est-à-dire, donner la plus claire idée du cas, & de ses circonstances; rendre palpables toutes les raisons, anéantir toutes les objections que l'on pourroit y faire, & distribuer le tout dans l'ordre le plus propre au succès.

Après avoir ainsi expliqué les cas où il convient de soutenir son opinion contre celle d'autrui, dans le Cabinet, comme dans le Conseil d'Etat; & après avoir déclaré dans un autre Chapitre la manière de défendre toute sorte de sentiments dans le Cabinet; nous jugeons à propos de faire voir comment il convient de soutenir son propre avis, en présence du Souverain, quel que soit cet avis, conforme à celui des autres, différent, ou contraire



CHAPITRE VII.

De la maniere dont l'Homme d'Etat doit soutenir son sentiment particulier devant le Souverain.

§. I.

LE point essentiel auquel se rapportent toutes les qualités que nous avons jugées nécessaires à l'Homme d'Etat, & le but principal de toute sa charge, telle que nous la décrivons par rapport aux différentes parties du Gouvernement intérieur, c'est de seconder son Souverain à rendre ses Peuples heureux. Il le fera en ne lui proposant que des décrets justes & avantageux à porter, en lui faisant goûter une maxime nécessaire, malgré toutes les oppositions quelconques. Car, il formeroit en vain une telle maxime, si elle devoit demeurer sans effet : or, son effet ne pouvant avoir lieu, qu'avec l'agrément du Souverain, il est évident qu'à moins qu'il ne la lui présente d'une maniere si claire & si victorieuse, que le Souverain l'approuve, jamais elles n'auront lieu. C'est donc à ce grand point, c'est à ce but, que tendent, comme à leur centre, toutes les qualités, toutes les fonctions, tous les devoirs de l'Homme d'Etat, puisque l'avantage qu'il fait donner à ses sentiments sur les raisons objectées, peut seul faire établir sa maxime après qu'il l'a formée. Mais voyons en quoi consiste ce point si essentiel.

Fin où tendent les qualités & les fonctions de l'Homme d'Etat.

§. II.

Distinguons d'abord les Gouvernements Monarchiques des Etats Républicains, parce que, n'avoir à persuader qu'une seule personne, comme dans une Monarchie, est autre chose que d'en devoir convaincre plusieurs à la fois, comme dans une République.

Distinction entre les Monarchies & les Républiques.

§. I I I.

Usage
que
l'Hom-
me d'E-
tat doit
faire du
caractère
de ceux
à qui il
parle.

Il nous paroît également nécessaire d'avertir qu'en soutenant son opinion pour la faire agréer, l'Homme d'Etat ne doit jamais manquer de faire servir à ses fins le caractère, le tempérament, les inclinations des personnes auxquelles il adresse la parole ; tâchant de bien connoître leur passion dominante , comme il a déjà été dit : il n'est point de raison plus concluante pour quelqu'un qui seroit naturellement timide, que celle qui lui donneroit à craindre des querelles, des haines, ou d'autres dangers, dans le refus qu'il feroit de la maxime dont on veut lui persuader l'excellence. De-même, le tableau touchant de dommages, de dépenses, de privations de profits, peut infiniment sur des gens intéressés. L'esprit humain, une fois addonné à une passion, lui laisse prendre un tel ascendant, qu'il ne se gouverne plus que par elle : cette passion maîtresse de la volonté de l'homme, le force à ne voir les choses que comme elle les lui présente.

§. I V.

Dans la
Monar-
chie.

Après ce petit préambule, parlons des moyens de persuader le Souverain d'un Etat monarchique.

Ici, la persuasion a deux temps : celui où le Ministre politique se trouve seul, & tête à tête avec son Maître, & celui où il parle dans le Conseil d'Etat, ou dans une conférence.

§. V.

L'Hom-
me d'E-
tat seul
avec le
Prince.

Dans le premier cas, l'Homme d'Etat connoissant le caractère du Souverain, il seroit hors de propos d'établir un long raisonnement, dont le Prince excédé, refuseroit son attention à ce qui lui seroit exposé, & ne donneroit son décret que selon ce qu'il auroit d'abord déterminé. Mais ce qu'il recevra de bonne part, c'est un discours succinct, où les raisons mises dans l'ordre le plus évident, n'offrent que l'air d'une conversation. Premièrement, le Ministre déclare la nature du sujet,

si le Prince n'en est pas encore informé; il attend que le Prince lui demande son avis ou qu'il décide lui-même; alors le Ministre prendra ou la voie d'exposition ou la voie de représentation pour faire valoir l'opinion qu'il croit la meilleure, si ce n'est pas ce que le Prince a pensé d'abord, supposé qu'il se soit expliqué. Si le Prince n'a point parlé, le Ministre tâchera de lire dans sa pensée, & agira en conséquence, soit pour confirmer son Maître dans une bonne résolution, soit pour le dissuader doucement d'une opinion contraire au bien. Pour cet effet il lui propose avec tous les ménagements possibles ce que telles & telles raisons dictent comme le plus expédient; il a recours aux motifs les plus appropriés à son caractère, ou les plus capables de flatter sa passion chérie; il lui fait voir, par des raisons bien fondées, qu'en décrétant ce qu'il lui représente, l'avantage qu'il a à cœur ne sauroit lui manquer; au-lieu qu'en donnant un Décret opposé, non-seulement il se verroit privé d'un succès si heureux, mais il lui arriveroit ce qu'il a le plus lieu de craindre. Toutefois, ces motifs ne doivent être rapportés que par maniere de réflexions, crainte de les rendre suspects en les appuyant trop; & pour ne pas tomber dans le défaut d'un raisonnement ennuyeux. Il ne convient pas non-plus de marquer trop d'empressement de voir approuver l'opinion qu'on soutient, de peur d'y paroître poussé par quelque vue de propre intérêt.

§. VI.

A ce sujet, l'usage prudent d'une ruse honnête peut servir l'Homme d'Etat; par exemple, en entretenant le Prince de choses tout-à-fait différentes de l'objet en question, afin de l'en distraire assez pour l'empêcher d'y voir de trop près. C'est ainsi qu'un sage Ministre de la Reine Elisabeth, ne lui présentoit jamais de Décret à signer, qu'il ne commençât par la mettre sur le Chapitre de toute autre affaire très-importante. Une autre détour que l'on peut employer, c'est de saisir le moment où le Prince donne son attention à quelque chose de particulier; ou bien qu'il se dispose à prendre quelque diver-

Exemple
d'une ruse
honnête.

tissement pour lequel il s'empresse ; afin que la hâte ou la distraction ne lui permette pas de s'arrêter long-temps à discuter la maxime que l'on souhaite qu'il établisse. Mais tout ceci ne peut être légitimement pratiqué que pour le bien réel. Et heureux les Princes avec qui il ne faut point user de ruses & de détours , pour leur faire ordonner & pratiquer le bien.

§. VII.

Circon-
stances
où il faut
savoir
tempori-
ser ; ou
résister en
cédant.

Enfin , si l'on ne peut pas venir à bout de le persuader , il faut du moins faire en sorte qu'il ne s'oppose pas à ce qui ne lui est proposé que pour obvier au dommage ou au désordre de l'Etat. Pour cela le Ministre habile & sage prendra le parti de temporiser ; ou de présenter au Prince quelque opinion , toute autre , en apparence , mais au fond , la même pour les suites , que celle que l'on a voulu soutenir : ou même s'il est trop ferme sur la négative , s'il persiste dans le dessein d'établir le contraire de ce qu'on lui a proposé , il faudra faire naître des obstacles à sa volonté , en rendant son exécution si difficile & si longue , qu'il soit porté à changer de sentiment.

§. VIII.

Le Mi-
nistre
consulté
par son
Souve-
rain.

Que si le Souverain consulte en particulier son Ministre , sur quelque objet qu'il veuille soustraire au Cabinet & au Conseil d'Etat ; pour lors le Ministre ne devra pas s'épuiser à l'effet de le convaincre de l'avis qu'il lui donnera ; parce qu'en tel cas , il ne parle que comme il feroit dans le Cabinet , & avec les autres Ministres. Il fera pourtant de son devoir de donner son opinion dans les termes les plus expressifs & les meilleurs.

§. IX.

Manière
de soute-
nir son
avis dans
le Con-
seil d'E-

Mais , quand il s'agit de persuader le Souverain , dans le Conseil d'Etat , d'une maxime , ou d'un sentiment quelconque , il faut suivre une autre méthode. Ranger par exemple , à son opinion , le plus grand nombre des Conseillers ; car il est diffi-

cile que le Prince n'adhère au sentiment le plus suivi : or, pour persuader tant de Membres du Conseil d'Etat, il est besoin de tout un discours dans les formes, tel que nous en avons donné l'idée dans le Chapitre XVII. de la première Partie.

tat de-
vant le
Souverain.

§. X.

Comme un pareil discours doit tendre à persuader le Souverain, au moyen de la persuasion préalable des Conseillers, il faut le remplir des raisons les plus capables d'enlever l'approbation de ceux-ci, en excitant, & flattant leurs plus douces inclinations. Ainsi, ce Ministre, que nous supposons être au fait du tempérament des personnes à qui il parle, persuadera les esprits intrépides, s'il leur fait voir de la facilité à entreprendre ce qu'il propose : les pusillanimes céderont à l'aspect du danger : l'espérance du gain triomphera des cœurs avarés, que la crainte des pertes aura déjà ébranlés : des vues d'agrandissement toucheront les ambitieux ; & les emportés ne pourront résister à l'image flatteuse d'un prochain abaissement de leurs ennemis. Parmi beaucoup de gens assemblés, il est assez probable que tous ces divers tempéraments se trouvent, & bien d'autres encore ; aussi l'Homme d'Etat fera-t-il prudemment de rendre son discours intéressant à chacun, par l'attrait de ces motifs & de bien d'autres, qu'il représentera comme autant d'effets assurés de l'opinion qu'il soutient. Mais comme chaque Nation a pour ainsi dire, son caractère distinctif, les esprits craintifs, les cœurs intéressés, les colériques, étant en plus grand nombre chez les uns que chez les autres, ce qui les fait caractériser chacune par une dénomination différente ; il convient de charger davantage son discours des traits qu'on fait devoir plus flatter les hommes auxquels on s'adresse ; & une fois que le grand nombre est gagné, l'on s'attache à persuader aussi le reste des Conseillers d'Etat que l'on sauroit d'un naturel différent de celui du Corps de la Nation.

Pour
persua-
der les
autres
Conseil-
lers d'E-
tat ;

§. XI.

Et sur-
tout le
Souve-
rain

Le grand but du Ministre étant d'amener le Souverain à son opinion, il s'appliquera de tout son pouvoir, à l'emploi des raisons, qui pourront faire sur son esprit & sur son cœur, toute l'impression qu'une connoissance exacte de ses penchans donne lieu d'espérer. Qu'il se garde bien, néanmoins, de passer les bornes d'une sage discrétion, & de cacher subtilement sa marche : car pour peu qu'on en découvrit l'artifice, il passeroit pour vil adulateur, & perdrait tout-à-fait son crédit. Il est donc de son intérêt d'apporter une extrême réserve à cet égard ; & principalement, d'employer ses moyens d'une manière inégale & occulte, afin qu'ils puissent opérer, sans qu'il y paroisse.

§. XII.

Ménager
les senti-
ments
d'autrui.

Outre cela, il nous semble que le Ministre politique, parlant dans le Conseil d'Etat, pour prouver & soutenir une opinion, ne doit pas ravaler trop celle de ses Adversaires, ou de quelqu'un qui oseroit le contredire : car, qui sait si le Souverain lui-même ne seroit pas pour ce sentiment opposé ? En un mot, dans une telle Assemblée, il faut un raisonnement plus relevé, & plus rempli que celui que nous avons désigné pour le Cabinet, en même temps qu'il doit être un peu plus mesuré & moins résolu qu'un discours à faire dans le Sénat d'une République, comme nous allons nous en expliquer.

§. XIII.

L'Hom-
me d'E-
tat au Sé-
nat.

Il ne faut pas croire qu'une même façon de raisonner convienne, dans un Sénat, à tous les cas où il s'agit de soutenir une opinion particulière ; il semble au contraire que le discours doit y être proportionné à la nature & à l'importance du sujet, attendu que si l'instrument de la persuasion, qui n'est autre chose que la parole, s'exerce avec emphase sur une matière de peu de conséquence, il manque son objet, & se rend

désagréable. Ainsi, lorsque l'on traite de petites affaires, (&, comme nous l'avons observé, il n'est refusé à aucune d'être discutée, & défendue;) il seroit ridicule de les prendre *ab ovo*, comme on dit, ou de se mettre en fraix d'ornemens gigantesques, pour n'en revêtir que des pigmées.

§. XIV.

Il faut composer un discours réglé tel que nous l'avons proposé dans la première Partie, qui réponde à la nature du sujet, sans oublier l'usage des divers moyens que nous avons désignés comme nécessaires au succès, en pareilles occasions; savoir, de rechercher dès l'exorde, la bienveillance des Auditeurs, en dissipant habilement les préventions défavorables où ils pourroient être, d'exposer ensuite la question, d'en distinguer les preuves, de bien placer les arguments, d'employer les figures, & d'observer tous les points de vue décrits dans le Chapitre XVII. La Logique & la Rhétorique dont nous y rappelons quelques préceptes, n'ont pas d'autre but que de former un bon Orateur, & de le rendre capable de soutenir son opinion par un discours suivi.

Forme
d'un dis-
cours
propre à
une
nom-
breuse
Assemblée.

§. XV.

De plus, il faut avoir égard au génie de la Nation, de même qu'à certains caractères particuliers, qui peuvent se trouver dans le Sénat; afin de mettre à propos en usage les moyens que nous avons marqués comme autant d'aiguillons propres à pousser l'esprit vers la persuasion. Car dans cette Assemblée, dont tous les Membres ont une égale autorité, & où les décisions dépendent du plus grand nombre de voix, ce qu'il faut sur-tout employer c'est la magie de l'art Oratoire. Aussi l'Homme d'Etat s'efforcera-t-il de donner un mauvais tour à l'opinion qu'il combat, sans toutefois, se servir d'invectives, ni de traits satyriques; montrant avec toute l'exactitude imaginable, que l'Adversaire, en s'opposant à son avis, ou en soutenant une opinion différente de la sienne, suit bien plus sa pro-

Manier
habile-
ment les
Esprits.

pre passion, que les lumières de la vérité. Il fera voir par l'autorité des exemples, les suites funestes de tout autre sentiment que le sien ; & il tournera à son avantage l'effet frappant des comparaisons : suivant l'axiome : *opposita juxta se posita, magis elucescunt*. Ces comparaisons doivent être entremêlées dans tout le corps du discours, parce qu'elles servent comme d'autant d'épilogues particuliers à chacune de ses parties exposées plus au long : méthode excellente pour fixer l'attention des Auditeurs trop souvent distraits par l'ennui que les raisonnements diffus ne manquent pas de causer.

§. XVI.

Eviter
les discus-
sions
scientifi-
ques.

Pour la même raison, l'on évitera soigneusement de s'engager dans ces discussions scientifiques, qui passent la portée ordinaire des esprits : l'on s'abstiendra de calculs algébriques, & de tous menus détails : mais on s'attachera à l'explication pure & simple des principes fondamentaux, & des axiomes universels des sciences, lorsqu'on est obligé d'en faire mention ; & cela, sans s'écarter jamais du sujet, ni se répandre en circonstances qui lui soient étrangères. Enfin, l'on ne manquera pas de faire l'abrégé général de tout le discours, en récapitulant tous les chefs principaux, afin que l'Assemblée voie plus aisément, & d'une seule vue, tout le dessein de l'Orateur, & la solidité de ses raisons.

§. XVII.

Exemple
d'un
morceau
d'Elo-
quence.

Entre les plus beaux morceaux d'Eloquence que nous trouvons dans les Ecrits des anciens, je n'en vois pas de plus admirable que celui que nous a laissé Tite-live dans le livre III. Dec. III. de son Histoire ; où Tit. Manl. Torquatus empêche le Sénat de racheter les prisonniers faits par Annibal, à la bataille des Cannes. Outre l'habileté extrême avec laquelle ce grand homme offre aux yeux de l'esprit, ces lâches Romains, comparés aux vrais Enfants de la Patrie, qui sûrent à main armée, échapper à l'Ennemi, il est admirable dans son Epilogue, quand il dit : „ *Ego, non magis istos redimendos, PP.*

„ CC., cenſeo, quàm illos dedendos Annibali, qui per medios
 „ hoſtes è caſtris eruperunt, ac per ſummam virtutem ſe Pa-
 „ tria reſtituerunt.

§. XVIII.

Démofthene & Ciceron ſont, ſans contredit, les Rois de Péloquence; mais dans le ſiècle où nous ſommes, qui voudroit les imiter juſques dans les puiffantes invectives qu'ils adreſſent ſi ſouvent à leurs adverſaires, ne ſeroit pas goûté, parce que l'on ne ſauroit maintenant gagner la bienveillance des Auditeurs, que par l'attrait d'une modeltie ſoutenue : & l'excès d'un zèle offenſant ouvertement quelqu'un, offenſe en effet tout le monde. Un Orateur modeſte ſe montre par là-même diſpoſé à ſe déſiſter de ſa propre opinion, pour ſuivre celle d'un autre, s'il lui conſte qu'elle ſoit meilleure; il ne choque jamais l'amour propre dans autrui; & perſonne n'ayant lieu de ſe défier de ſes vues, on lui accorde volontiers le droit de ſupériorité qu'il ne s'arroge pas; au lieu que l'invective & la ſatyre indécente, annoncent un eſprit qui veut dominer, & qui prétend que tout le monde lui cede.

En quoi
 on ne
 doit pas
 imiter
 Démo-
 ſthene &
 Ciceron.

§. XIX.

Quant au ſtyle propre pour le Sénat, il faut, comme nous l'avons remarqué ailleurs, qu'il ſoit proportionné au ſujet : ſur quoi nous ajouterons que l'attention au ſtyle doit être ſubordonnée au ſoin que l'on donne aux choſes mêmes. Lorſque l'on ſe fera fait une bonne proviſion d'idées vraies, bien claires & bien diſpoſées, ce qui arrive, par exemple, lorſque la néceſſité de perſuader nous devient indiſpenſable, lorſque par quelque vaine frayeur, ou par une hardieſſe démeſurée notre eſprit n'eſt pas empêché de ſe poſſéder, & que nous ſommes ſuffiſamment inſtruits dans la Logique, & dans la Rhétorique : dans ces cas, les paroles ne nous manqueront point, & notre ſtyle ſera précifément le plus propre au ſujet. Si nous prétendions donner au ſtyle une application principale, notre eſprit épuifé par les efforts pénibles de cette vaine

Style
 d'une ha-
 rangue
 Sénato-
 riale.

recherche des mots, n'auroit plus de vigueur pour penser à ce qui importe véritablement ; le style seroit honteusement fleuri, tandis que le discours énérvé, & vuide de sens, n'auroit rien de bon à produire ; trompant l'attente des Auditeurs, comme une décoration de Théâtre abuse les yeux des Spectateurs, en leur offrant de loin le beau spectacle de superbes Palais, de vastes Campagnes, & même de grandes Villes, dont pour peu qu'on s'en approche, il ne reste qu'une vaine apparence formée par la distribution étudiée de quelques mauvaises planches & d'un masque de toile peinte. Ainsi un discours qui ne renferme pas des choses & du sens, est d'autant plus méprisable, que les périodes en sont plus pompeuses, & emphatiques. Après avoir mis les Auditeurs dans une grande attente, il ne leur laisse que le regret d'avoir prêté leur attention à des fadeurs. De-là vient que l'on s'abuse, en négligeant le sujet, pour s'attacher à une vaine beauté de style, ou l'esprit s'épuise à tourner des phrases, & à leur donner de l'harmonie sans substance.

Chez les Romains, lorsque l'on se doutoit que tout l'art de la parole ne viendrait pas à bout de l'emporter sur une opinion contraire, soutenue par le plus grand nombre, dans des vues particulieres & illégitimes, on employoit souvent l'artifice de faire durer le raisonnement, & les objections, si long-temps, que le Sénat excédé se retiroit, sans rien conclurre.

§. XX.

Conclu-
sion de
ce Cha-
pitre.

Nous avons tâché de recueillir dans ce Chapitre les divers moyens de défendre son opinion, & de combattre celle d'autrui, en présence du Souverain. Nous espérons qu'on ne les fera pas servir à ce qui seroit injuste, en les tournant par l'abus le plus condamnable, contre l'autorité du Prince : & nous sommes d'autant plus assurés de l'heureux effet de nos détails à cet égard, que nous ne les adressons qu'à des Ministres Conseillers d'Etat ou Sénateurs, réputés irréprochables & fideles, comme ils le doivent être, & dont les délibérations n'aurent jamais pour but que le bien du Gouvernement, du Souverain & des sujets.

Dans

Dans cette confiance après avoir exposé, dès le commencement de cette seconde Partie, ce qui regarde le plus expressément les fonctions intérieures de l'Homme d'Etat, c'est-à-dire, celles qui renferment les premiers devoirs de son Ministère, lorsqu'il est sous les yeux du Prince; nous allons parler des devoirs externes qu'il a à remplir, quand il s'en trouve éloigné. Mais parce que ces mêmes fonctions se divisent en Gouvernements & en Ambassades, & que le premier Chapitre du présent Traité contient une idée suffisante des Gouvernements, il ne nous reste à éclaircir à présent, que le point qui concerne les Ambassades.



C H A P I T R E V I I I.

Des diverses especes d'Ambassades.

§. I.

Ce que
c'est
qu'un
Ambas-
sadeur.

C E seroit une erreur de croire que l'Emploi des Ambassades fût inséparable de la personne des Ambassadeurs; & que cette dénomination ne convint pas à d'autres offices, non plus qu'à des personnalités différents. Le mot d'*Ambassadeur* signifie, selon quelques-uns, Envoyé; du terme espagnol *Embiar*, en latin *Mittere*. D'autres le font venir de l'Hébreu *Hambassaroth*, qui veut dire, *celui qui apporte* : d'où il suit que qui que ce soit qui est chargé de quelque message, pourroit-êre appelé Ambassadeur : ainsi le messager d'une heure, & d'un particulier, porteroit ce nom, aussi bien que la personne qu'un Souverain enverra en commission auprès d'un autre Souverain, pour une longue résidence. Néanmoins, ce mot ne se prend aujourd'hui que pour désigner un Sujet distingué, que le Prince, ou le Gouvernement, expédie à quelque Cour étrangère, & qui doit y être traité avec les plus grandes marques d'honneur. Pour nous, nous considérerons ici, sous le titre d'Ambassadeur, toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, qui porte des Messages de son Souverain, & s'acquitte de sa commission chez un autre. Ensuite, nous parlerons des différences qui distinguent actuellement les Ambassades.

§. II.

Minif-
tres du
second
Ordre.

Wiquefort, Auteur assez connu, sur-tout par son excellent Livre de *l'Ambassadeur & de ses fonctions*, distingue, entre les Ambassadeurs, des Ministres qu'il appelle *du second ordre*, & nous ferons bien-aîsés d'expliquer la nature & l'exercice de ces sortes de Charges, parce que l'Homme d'Etat, considéré sui-

vant l'idée que nous avons donnée de lui, dans la Préface de cet Ouvrage, doit souvent s'y trouver employé. Premièrement, il faut noter que chacun de ces Ministres du second ordre, jouit par-tout des immunités & privilèges du Droit des gens, autant que les Ambassadeurs : or, ce Droit recommandé par les plus respectables Auteurs, s'observe chez tous les Peuples civilisés ; nous le voyons établi dans l'ancienne Rome, par des loix particulières, comme celle qu'on nommoit *Julia, de vi publica*. Le célèbre Hugues Grotius soutient sagement ce Droit dans son Livre de *Jure belli & pacis* ; & les Etats d'Hollande le consacrerent le 29 Mars de 1651. par un Edit généralement suivi, lequel établit ces immunités, non-seulement en faveur des Ambassadeurs, mais encore, de tous les Ministres du second ordre, & les étend sur les personnes de leur suite, sur leurs armes, leurs meubles, leurs chevaux, enfin sur tout ce qui est de leur dépendance (1).

§. I I I.

Ces Ministres du second ordre se distinguent par des Titres divers, & relatifs aux affaires dont ils doivent traiter : ils sont une figure plus ou moins brillante, selon le Titre qu'ils portent. Ils sont Envoyés extraordinaires, Envoyés ordinaires, Résidents, Internonces, Receveurs, Secrétaires d'Ambassade, Agents, Consuls, Procureurs, Commissaires, & Emissaires : ajoutez quelques autres Ministres privés que les Princes chargent de leurs affaires particulières.

Différens titres dont ils sont revêtus.

§. I V.

Les Envoyés extraordinaires sont le plus souvent des hommes d'une naissance distinguée, entretenus auprès d'un Prince étranger, pour quelque affaire peu embarrassante, & de petite conséquence ; & ils sont caractérisés par des lettres de créance de leur Souverain. C'est un grade des plus considérables parmi les Ministres du second ordre, quoiqu'ils n'obtiennent pas de grands honneurs de la part des Cours auxquelles ils sont adressés.

Envoyés extraordinaires.

ses, sur-tout depuis l'année 1630. qu'il fut résolu en France de les leur retrancher en partie. Mais ils jouissent des immunités comme les Ambassadeurs.

§. V.

Envoyé
ordinaire.

L'Envoyé ordinaire réside auprès d'un Souverain, de la part de quelque Gouvernement, dont les négociations chez ce Souverain sont aisées, & peu importantes : aussi, un Envoyé ordinaire sert à entretenir la bonne harmonie entre les deux Cours, bien plus qu'à terminer des affaires. Il est peu de Princes en Europe qui n'ayent de ces sortes de Ministres auprès des grandes Puissances.

§. V I.

Résident.

L'emploi de Résident ne diffère presque en rien de celui d'un Envoyé ordinaire, & leurs prééminences sont égales : il est même arrivé en France que le Résident de Brandebourg eut la préséance sur un Envoyé extraordinaire, bien que dans la suite, il évita sa rencontre, pour n'être pas obligé de lui céder. Les Souverains ont des Résidents, non seulement dans les Cours, mais encore dans quelques Villes Capitales, où le Prince n'est pas. La République de Venise en tient un à Milan, qui n'a qu'un Gouverneur ; elle en entretenoit un autre à Naples, lorsqu'il n'y avoit qu'un Vice-Roi.

§. V I I.

Inter-
nonces.

Le Pape a de-même de ces Ministres du second ordre, semblables aux Résidents : ils ont le titre d'Internonces, & sont envoyés aux Villes qui n'ont point de Souverain, telles que Bruxelles, Florence, Naples au temps des Vice-Rois. Le Pontife en maintient aussi dans certains Gouvernements, comme chez les Suisses.

§. V I I I.

Rece-
veur.

Les Receveurs sont, à peu près, des Résidents ; la Religion de Malthe semble la seule qui députe sous un pareil titre, comme elle en a un à Venise.

§. IX.

Pour ce qui est des Consuls, ils sont comme Présidents du Commerce de leur Nation, dans la ville étrangere où ils résident : Marchands eux-mêmes, pour la plupart, ou choisis d'entre ceux qui trafiquent dans les Echelles auxquelles leur Cour les envoie, ils ont la Sur-intendance sur les ventes & les achats concernant leur Nation; en facilitent l'entrée & la sortie, dont ils font payer les droits imposés : protegent, & assistent leurs Nationnaux : maintiennent leurs privileges; & jugent leurs différens, si les parties s'y accordent. Mais leur rang est de beaucoup inférieur à celui des autres Ministres du second ordre, que nous avons nommés ci-dessus; & ils ne jouissent pas des immunités accordées à ceux-là, mais ils sont sujets à la justice civile & criminelle de la Ville & du Gouvernement de leur résidence. Il est vrai que leur Souverain naturel les protege; ne souffrant pas qu'il leur soit fait aucun tort, ni que l'Etat où ils exercent leur charge manque aux attentions qui leur sont dues. C'est pourquoi, bien qu'un semblable Consul n'ait point le titre de Ministre public, n'étant pas muni de lettres de créance de la part de son Maître; toutefois, sa qualité indique, non-seulement son droit à quelque spéciale protection du Prince qui l'envoie, mais encore annonce son caractère.

Consul.

§. X.

Il faut mettre au nombre des Ministres du second ordre, les Agents, qui sont ordinairement des personnes d'un rang moins distingué : ils sont dans les Cours des Princes, pour y prendre soin des affaires auxquelles leurs Souverains peuvent avoir part. Ils ont plus de privileges que les Consuls, mais bien moins que les Résidents, & que les Envoyés. Un Agent voudroit en vain jouir dans sa maison, du libre exercice de sa Religion; il en seroit empêché par le Gouvernement du Pays où il seroit, jusqu'à ce qu'il eût reçu, de la part de son Maître, des lettres de Résident, comme il arriva en Suisse, au Sieur Piques Agent de France.

Agent.

§. X I.

Sécrétaire
d'Ambassade.

On peut aussi compter parmi ces mêmes Ministres, les Secrétaires d'Ambassade : il est vrai que leur Emploi dépend de celui des Ambassadeurs, mais ce n'est que dans ce qui concerne les intérêts du Souverain : ainsi, ils sont-Membres de l'Ambassade ; & dans les affaires qui la caractérisent le plus, les Ambassadeurs ont besoin de leur concours. Ces Secrétaires ont beaucoup de privilèges, & assistent souvent aux Audiences que les Souverains donnent aux Ambassadeurs. Ils jouissent de leurs immunités, même après le départ de ceux-ci ; & on les considère autant que s'il étoient munis de lettres de créance.

§. X I I.

Sécrétaire
de l'Ambassadeur.

Mais les Secrétaires des Ambassadeurs ne peuvent pas être regardés comme Ministres du second ordre ; ils n'exercent qu'un office purement privé, puisqu'ils ne sont qu'au service des Ambassadeurs & non de l'Etat ; de sorte que s'ils restent auprès d'un Prince, après la retraite de ceux-ci, ils ne sont nullement considérés, à moins qu'ils ne reçoivent quelques lettres de créance ; auquel cas, ils prendront le titre d'Agents, ou tel autre qu'ils auront à exhiber par leurs Lettres.

§. X I I I.

Commissaire.

Pour les Commissaires, ils sont Ministres du second ordre, non que leur Emploi diffère de celui des Ambassadeurs, ni qu'il soit d'une moindre conséquence ; mais à cause du titre seul.

Ils sont envoyés, soit pour déterminer, & régler les limites d'un Pays, soit pour la prompte expédition d'une affaire : & ils n'ont la qualité de Commissaires, que parce que les circonstances n'exigent pas l'appareil d'une Ambassade.

§. XIV.

Les Procureurs encore font du nombre de ces Ministres inférieurs. Leur charge est d'exécuter, auprès de quelque Souverain, une commission spéciale de leur Maître, sur-tout lorsqu'il est survenu entre les deux Cours, quelque différend qui en suspende la bonne intelligence. La France se servit de ces sortes de Procureurs, à la Cour de Rome, pour recevoir la réconciliation de Henri IV. avec le St. Siege. Arnauld d'Os-
fat, & Jacques Davy, depuis Cardinal du Perron, furent chargés de la commission.

Procureur.

§. XV.

Dans les cas de différends entre les Princes, ou pour certains motifs particuliers, on emploie aussi des personnes auxquelles il n'est conféré aucun caractère, & qui sans formalité traitent avec les Ministres d'une Cour, ou même avec son Souverain, les négociations qui leur sont confiées. Telle fut la commission dont la République de Venise chargea le Sieur Jean Lando, pour obtenir d'Innocent XI. un secours contre le Turc. Jean Emo fut également envoyé en France, aux fins de mettre le Commerce Vénitien à l'abri des insultes des Armateurs François. Le Roi de France, François premier, chargea César Cantelme d'un ordre semblable, auprès du Grand-Seigneur. Jean-François Valiers, étant en France pour ses propres affaires, fut aussi employé par le Sénat de Venise, à des Négociations d'Etat. Nous avons mille autres exemples de personnes privées, qui se sont acquittées de pareilles commissions.

Ministres sans caractère & sans titre.

§. XVI.

Tels sont encore ces Ministres qui, dans un temps de guerre ouverte, restent dans les Cours ennemies, pour s'instruire de leurs menées, ou pour y insinuer des moyens d'accommodement : ils sont Emissaires, & ne jouissent d'aucun privilège, ni d'aucune marque de distinction, non plus que les autres personnes sans titre.

Emissaires.

§. XVII.

Diffé-
rences
especés
d'Ambas-
sades.

Ambas-
sades ex-
traordi-
naires.

Après ce petit détail des Ministres inférieurs, parlons des différences qui se trouvent dans ce que l'on entend par *Ambassades*. Il est des Ambassades extraordinaires, & il en est d'ordinaires : voilà les deux especes principales. La premiere est composée d'un nombre de personnes plus ou moins grand ; un Ministre seul remplit l'autre. Les Ambassades extraordinaires, sont communément envoyées aux Cours Royales, pour divers motifs particuliers, comme pour féliciter un Monarque sur son avènement au Trône, sur son mariage, sur ses victoires ; ou même pour lui annoncer la guerre, comme firent les Romains, en envoyant à Carthage Quintus Fabius : ou enfin, pour toute autre raison, au bon plaisir d'un Souverain. Il est vrai pourtant que ces sortes d'Ambassades consistent plutôt à remplir simplement une Commission, qu'à négocier quelque affaire qui ait besoin de beaucoup de ménagements, & de sagacité.

§. XVIII.

Plénipo-
tentiaire.

Outre ces motifs, & ces charges de l'Ambassade extraordinaire, il y en a d'autres qui la font adresser ailleurs que chez les Souverains. L'on en expédie aux Congrès de paix, qui se tiennent ordinairement sur les confins des Etats qui sont en différend ; & là, une Ambassade s'exerce en deux manieres ; l'une, en vertu du pouvoir que le Ministre aura reçu de négocier une paix sous certaines conditions qu'il jugera plus avantageuses à son Maître, lui étant donné d'en disposer suivant les lumieres que sa sagesse pourra lui fournir. Un tel Ministre est appelé *Plénipotentiaire* ; & nous le mettons volontiers au rang des Ambassadeurs, bien que quelquefois il n'en ait pas le titre : car outre que souvent aussi ce titre lui est accordé, sa fonction est si relevée, qu'elle n'a rien que de conforme à un si beau caractère.

§. XIX.

§. XIX.

La seconde maniere dont s'exerce une Ambassade extraordinaire dans les Congrès, c'est en applanissant les difficultés qui desunissent deux, ou plusieurs Souverains; exposant aux Plénipotentiaires des Parties, leurs différentes propositions, & les raisons des unes & des autres; & offrant à tous des voies d'accommodement. Le Ministre chargé d'une pareille commission s'appelle *Médiateur*, parce que c'est à lui, comme nous l'avons dit, à rétablir la bonne intelligence & la paix entre les Princes.

Média-
teur.

§. XX.

Les Ambassades extraordinaires sont le plus ordinairement composées de plusieurs personnes, & elles étoient autrefois beaucoup plus nombreuses qu'à-présent. Le Sénat de Rome, après le meurtre de Julien I. envoya cent Ambassadeurs extraordinaires à l'Empereur Sévere : & le Roi Artaxerxès en expédia quatre cents à Alexandre Sévere. Maintenant, on n'en envoie guere que deux, tout au plus quatre; comme à coutume de faire la République de Venise dans ses congratulations adressées au Souverain Pontife sur son exaltation à la Papauté (2).

Ambas-
sades ex-
traordi-
naires
moins
nom-
breuses
aujourd'hui
qu'autre-
fois.

§. XXI.

Quant à l'Ambassade ordinaire, qu'une seule personne remplit, elle est fixe auprès du Souverain auquel elle est expédiée: elle sert à entretenir la bonne intelligence entre les deux Cours, quand l'Ambassadeur n'a pas des négociations spéciales à suivre; & lorsqu'il en a, il est de son devoir de s'y employer au plus grand avantage de son Souverain, comme nous l'allons expliquer.

Ambas-
sades
ordina-
ires.



N O T E S

SUR LE CHAPITRE VIII.

NOTE (3). Page 147.

ON distingue assez communément trois ordres de Ministres publics. Les Ambassadeurs, ordinaire ou extraordinaire, constituent le premier ordre. Le second comprend l'Envoyé, l'Envoyé extraordinaire, l'Internonce, le Plénipotentiaire, le Ministre Plénipotentiaire, le Ministre extraordinaire & Plénipotentiaire. Les Ministres du troisième ordre sont le Résident, le Commissaire, le Procureur, le Chargé d'affaires, le Ministre sans caractère, le Secrétaire d'Ambassade. Mais le Secrétaire d'Ambassadeur, le Négociateur sans qualité, l'Agent, & le Consul ne font point des Ministres publics, non plus que les Cardinaux Protecteurs à Rome des Eglises des Nations. Nous avons cru faire ici en passant cette distinction qui n'étoit pas nécessaire au but de notre Auteur. Nous allons maintenant entrer dans quelques détails sur les privilèges communs à tous les Ministres publics, en y joignant divers Réglements & Ordonnances qui les ont consacrés.

Privileges communs à tous les Ministres publics.

Ces Privileges peuvent se réduire à sept, savoir

1. Le Privilege d'indépendance;
2. Celui de chapelle;
3. Celui d'asile dans leurs Hôtels;
4. Celui d'exemption d'impôts & droits de Douane;
5. Le Privilege d'être à couvert du Droit de représailles, & d'être exempts du Droit d'Aubaine sur les effets mobiliers;
6. Celui d'entière liberté dans toutes leurs fonctions;
7. Celui de présent.

Il y auroit quelques observations à faire pour l'explication de ces Privileges dont quelques-uns souffrent des modifications suivant l'usage respectif des Cours: tel est en particulier le quatrième. Ainsi, pour ne point induire le Lecteur en erreur, nous le renvoyons aux Auteurs qui en ont traité *ex professo*.

Privileges particuliers aux Ambassadeurs.

OUTRE les Privileges communs à tous les Ministres publics, les Ambassadeurs en ont des particuliers, réservés à eux seuls. Ces Privileges sont

1. D'être salués du Canon des Places par où ils passent dans le Pays où ils sont envoyés;
 2. D'être complimentés de la part du Souverain dès qu'ils lui ont fait notifier leur arrivée;
 3. De faire une entrée publique dans la ville où le Souverain fait sa résidence;
 4. De jouir des plus grands honneurs aux Audiences publiques des Souverains, où ils ont droit de parler couverts;
 5. D'avoir pour eux une place distinguée dans toutes les fêtes & les cérémonies publiques;
 6. D'avoir pour leurs Femmes le tabouret dans les Cercles des Reines & des Impératrices, ou aux repas des Rois & des Empereurs;
 7. D'avoir un dais chez eux;
 8. D'être traités d'*Excellence* par les Ministres de la Cour où ils résident & auxquels ils donnent le même titre.
- Les Privilèges des Ministres publics ont été consacrés par des Déclarations de différents Cours que nous allons rapporter ici.

Immunités accordées par déclaration de l'Empereur Charles-Quint aux Ambassadeurs.

I. QUE les Maisons des Ambassadeurs servent d'azile inviolable, comme autrefois les Temples des Dieux, & qu'il ne soit permis à personne de violer cet azile, sous quelque prétexte que ce puisse être.

II. Que le Prince auprès duquel l'Ambassadeur réside, ait pour lui des égards singuliers, & protège ses domestiques, ayant toujours attention qu'on ne lui fasse aucune injure, ni publique ni particulière.

III. Que l'Ambassadeur ni aucun des siens ne soient sujets à aucun impôt, contribution, ou charge quelconque du Royaume.

IV. Que l'Ambassadeur & les siens jouissent de toutes sortes de franchises dans l'achat & dans le transport des choses qui concernent l'habillement & la nourriture; & qu'aucun Marchand ne puisse leur refuser les provisions nécessaires, à un prix juste, raisonnable & courant.

V. Qu'il lui soit permis d'aller dans tous les lieux publics de la Ville & du Royaume sans le moindre obstacle.

VI. Que si l'Ambassadeur ne trouve point de maison convenable, le Prince soit obligé de lui en fournir une.

VII. Que le Prince l'envoie recevoir sur la frontière, & qu'en même temps il le fasse jouir de toutes les immunités de son Ministère, quoiqu'il n'ait pas encore eu d'audience.

VIII. Qu'il soit accompagné d'Officiers, de Gardes, & d'un nombre raisonnable de Cavaliers, afin de mieux faire éclater la grandeur de celui qui le reçoit & de celui qui l'envoie.

IX. Qu'on lui fasse l'honneur de l'inviter à toutes les Fêtes, Joutes & Tournois publics, en lui assignant une place convenable.

X. Qu'on ne puisse le contraindre par aucune voie à révéler les intérêts & les desseins de son Prince. Qu'on ne puisse lui refuser audience, dès qu'il l'aura demandée deux fois.

XI. Qu'on regarde comme une action impie tout attentat fait contre l'immunité, la liberté & l'honneur de l'Ambassadeur, ou contre la gloire de son Prince.

XII. Qu'il ait la liberté d'exposer librement & dans les termes qu'il croira convenables, toutes les choses dont son Prince le chargera.

XIII. Qu'on ne puisse, sous aucun prétexte, ni par aucuns moyens directs ou indirects, l'empêcher de retourner dans sa patrie, dès qu'il y fera appelé par son Prince; en supposant qu'il ne trouvât ni les chevaux, ni les voitures dont il aura besoin pour le transport de ses gens & de ses effets, qu'on lui en fournisse en payant; & que pour le laisser partir, on n'exige point de lui qu'il montre l'ordre de son Prince. Il faut l'en croire sur sa parole.

XIV. Qu'on ne puisse, en aucune manière, lui intenter un procès, ni rendre un jugement contre lui, quand même il auroit commis un grand crime. Cependant, si le délit étoit de la dernière énormité, on pourroit donner des Gardes à l'Ambassadeur, & en avertir son Prince.

XV. Que l'Ambassadeur ne puisse être sujet à aucun examen, ni être cité en témoignage, quand même il s'agiroit d'un crime d'Etat commis en sa présence. Il ne doit point répondre au Juge, à moins qu'il n'en ait la permission de son Prince.

XVI. Qu'on ne le force point à suivre la Religion du pays; mais qu'il ait la liberté d'observer dans sa maison, pour lui & pour les siens, la Religion de son Prince.

XVII. S'il arrivoit qu'un domestique de l'Ambassadeur commît quelque crime, & qu'il fût arrêté en flagrant délit, on doit par bienfaisance en informer sur le champ l'Ambassadeur; mais si le crime étoit atroce, comme l'homicide, le viol, ou le larcin avec effraction, & que le coupable se fût réfugié dans l'hôtel de son Maître, on doit le demander à l'Ambassadeur qui doit le livrer.

Observations sur la Déclaration précédente.

QUOIQUE cette Déclaration soit écrite en style de Loix qui ne lui convient point, on ne doit la regarder que comme une reconnaissance que Charles-Quint a faite des droits dont jouissoient les Ministres publics. Du reste l'Article VII. ne se pratique qu'en Orient, & entre les Princes Chrétiens & les Princes Mahométans. L'Article VIII. n'est point non plus en usage, & les Ambassadeurs n'ont point droit d'avoir des Gardes. L'Article XVII. qui semble imposer à l'Ambassadeur l'obligation de livrer ses domestiques pour quelque crime atroce, ne peut s'entendre que d'une obligation de bienfaisance. On ne peut pas l'y forcer.

Le même Empereur a encore donné une autre Déclaration, où il établit quelques loix au sujet des Ambassadeurs; nous n'en rapporterons pas ici la traduction, parce qu'elle contient des articles qui ne regardent point le droit des Gens, & quelques autres pleins d'erreurs.

On trouve ces deux Déclarations écrites en Langue Italienne dans le Tome I. du *Cérémonial Diplomatique du Droit des Gens*.

Déclaration des Etats de Hollande & de Westfrise.

Les Chevaliers, les Nobles, & les Villes de Hollande & de Westfrise, représentant les Etats de la même Province; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou lire orront, Salut. Comme ainsi soit que, suivant le droit des Gens, & même suivant celui des Barbares, les personnes des Ambassadeurs, des Résidens, des Agens, & des autres semblables Ministres Publics des

Rois, Princes & Républiques, soient tenus par-tout dans une si haute considération, qu'il n'y a personne, quelle qu'elle puisse être, qui ose les offenser, injurier, ou endommager; mais au contraire qu'ils sont en possession d'être respectés, hautement considérés, & honorés d'un chacun. Néanmoins, d'autant qu'il est parvenu à notre connoissance que quelques gens insolens, emportés & dissolus, ont bien osé faire & entreprendre le contraire de ce que dessus, à l'égard de quelques Ministres Publics qui ont été envoyés à cet Etat, & qui résident en notre Province; Nous, voulant y pourvoir, avons jugé à propos d'ordonner bien expressément par cette notre Déclaration, de statuer & de défendre, ainsi que nous ordonnons, statuer & défendons bien sérieusement par les présentes, que personne, de quelque Nation, état, qualité ou condition qu'elle puisse être, n'offense, n'endommage, n'injurie de parole, de fait, ou de mine, les Ambassadeurs, Résidens, Agens, ou autres Ministres des Rois, Princes, Républiques, ou autres ayant la qualité de Ministres Publics, ou leur fasse injure ou insulte directement ni indirectement, en quelque façon ou manière que ce puisse être, en leurs Personnes, Gentilshommes de leur suite, Valets, Maisons, Carosses, & autres choses qui leur puissent appartenir ou dépendre d'eux; à peine d'encourir notre dernière indignation, & d'être punis corporellement, comme violateurs du Droit des Gens, & perturbateurs du repos public: le tout selon la constitution & l'exigence des cas. Ordonnant à tous les Habitans de cette Province, & à tous ceux qui s'y trouveront, qu'au contraire de ce que dessus, ils aient à faire tout honneur, & à rendre tout respect à cette sorte de Ministres; même de leur donner, comme aussi à leurs domestiques, & à ceux de leur suite, toute aide, & de contribuer tout ce qui pourra servir à leur honneur, & aider à leur service & commodité. Ordonnant & commandant au premier & aux autres Conseillers de la Cour de cette Province, comme aussi à tous Officiers, Justiciers & Magistrats, & à tous ceux qu'il appartiendra, de procéder contre les transgresseurs, par l'exécution des peines ci-dessus mentionnées, sans connivence ou dissimulation quelconque. Fait à la Haye, sous notre grand Sceau, le 29 de Mars 1651.

Observation.

Cette Déclaration de la Province de Hollande met mal-à-propos les Agens au rang des Ministres Publics.

NOTE (2). Page 153.

„ Les Athéniens envoyèrent dix Ambassadeurs à Philippe, pere d'Alexandre, pour lui demander la paix; les Sambartes, nation des Indes, en envoyèrent cinquante à Alexandre; les Amphictions, au nom de la Grece, quinze; les Scythes, vingt; Alexandre en envoya cinquante au Sénat des Maniciens; les Carthaginois en envoyèrent trente à Tyr, assiégée par Alexandre; les Romains, deux à Annibal assiégeant Sagonte; les Carthaginois, trente à Scipion, dans deux Ambassades avant & après la défaite d'Annibal; les Crétois, trente aux Romains. Pour ne point rapporter d'autres exemples, Artaxerxès I, Roi des Parthes, en envoya quatre cens à Alexandre Sévere, qui lui faisoit la guerre en Perse.

„ Cet usage d'envoyer plusieurs Ambassadeurs, venoit peut-être de la pensée où l'on étoit que des Collegues pouvoient contribuer mutuelle-

„ ment au succès de l'Ambassade, & il étoit si établi parmi les Anciens,
 „ qu'il fournit à Tigraue, Roi d'Arménie, la matière d'une pensée fort
 „ agréable. Lucullus, marchant avec une petite armée contre ce Prince
 „ dont les troupes étoient fort nombreuses, *S'ils viennent* (dit l'Armé-
 „ nien) *comme Ambassadeurs, ils sont beaucoup; s'ils se présentent comme*
 „ *ennemis, ils sont bien peu.*

„ Cet usage pouvoit aussi avoir sa source dans le desir que le Prince
 „ qui envoyoit l'Ambassade, avoit de marquer de la considération à l'E-
 „ tat auquel elle étoit destinée. Nous voyons que Démétrius Poliorcetes re-
 „ garda comme une marque de mépris, que les Lacédémoniens ne lui eussent
 „ député qu'un seul Ambassadeur. Il en marqua son étonnement par cette
 „ exclamation: *Quoi les Lacédémoniens ne m'envoient qu'un Ambassadeur!* Dans
 „ le goût sentencieux de sa nation, l'Ambassadeur Spartiate répondit froide-
 „ ment: *Un auprès d'un.*

„ Il y a long-temps que les Souverains ne sont plus étonnés de ne voir
 „ arriver dans leur Cour qu'un seul Ambassadeur. Les Princes qui en-
 „ voient plus d'un Ministre, n'en nomment que deux ou trois tout au plus;
 „ mais le Droit des Gens laisse à cet égard une liberté entière, à moins
 „ que les Ambassadeurs ne voulussent mener à leur suite un nombre de
 „ domestiques assez grand pour donner de l'inquiétude dans les endroits
 „ où ils passent. Le Duc de Feria, qui vint en France dans le commen-
 „ cement du XVII. Siècle de la part du Roi d'Espagne, pour faire com-
 „ pliment à Louis XIII, sur l'assassinat de Henri IV, avoit une si grande
 „ suite, que le Gouverneur de Bordeaux lui refusa l'entrée de cette vil-
 „ le. Il fit marquer à l'Ambassadeur son logement dans les faubourgs, & lui
 „ fit dire qu'il ne le recevroit pas dans sa place, parce que son équipage res-
 „ sembloit à une petite armée, d'où il pouvoit aisément sortir mille mouf-
 „ quets. La conduite du Gouverneur devoit être approuvée, & elle le fut.
 „ Le fameux Koulikan n'envoya en 1741 qu'un seul Ambassadeur en Russie;
 „ mais cet Ambassadeur avoit une suite de plus de deux mille personnes, &
 „ il fallut que le Czar fit marcher des troupes pour diriger & contenir une
 „ suite si nombreuse.

„ Les Ambassades du Corps Helvétique sont toujours nombreuses, parce
 „ que chaque Canton nomme ses Ambassadeurs, quoique le Corps de l'Amba-
 „assade reçoive sa mission de tout le Corps Helvétique. La dernière Amba-
 „assade des Suisses en France (en 1663) étoit de quarante deux personnes.”



CHAPITRE IX.

Des devoirs d'un Ambassadeur.

§. I.

M'ETANT proposé de traiter des devoirs & fonctions de l'Ambassadeur, pour l'instruction de l'Homme d'Etat, lorsqu'il est employé dans ces commissions brillantes & délicates, je ne parlerai que des Ambassades qui demandent véritablement un Homme d'Etat, ou celles qui concernent au moins les affaires publiques, sans rappeler toutes les charges que nous venons de comprendre sous ce nom générique. Il ne fera donc question, dans ce Chapitre, ni de Consulat, ni d'Agence, ni de Secrétairerie d'Ambassade; mais nous traiterons de ce qui concerne l'Ambassadeur, le Plénipotentiaire, le Médiateur, le Nonce, l'Internonce, l'Envoyé, le Résident, le Commissaire, le Procureur. Nous ne dirons même rien de ces Ambassades extraordinaires qui n'ont nulle négociation à ménager, & qui ne sont envoyées aux Princes, que pour cause de congratulation, ou de condoléance; pour faire une demande, assister à une entrevue particulière, à l'effet d'un mariage, d'un Baptême, &c.

Ambassades dont il fera question dans ce Chapitre.

§. II.

Dans le premier Chapitre de cette seconde Partie, nous avons expliqué quelques devoirs généraux d'un Ambassadeur, comme sa fidélité, la prudence avec laquelle il faut qu'il déclare sa commission, & le soin qu'il doit prendre de se faire aimer à la Cour où il réside, en même temps qu'il soutient les intérêts de son Maître. Mais à présent que nous pénétrons plus avant dans ce sujet, nous reconnoissons que tous les devoirs d'un Ambassadeur sont compris éminemment en deux seuls, qui comprennent aussi ceux dont nous venons de parler. Or, ces deux devoirs généraux d'un Ambassadeur, & qui constituent

Deux devoirs généraux de l'Ambassadeur.

toute l'essence de sa charge, consistent en premier lieu à informer exactement son Souverain de ce qui se passe à la Cour étrangere; & en second lieu, à remplir l'objet des négociations dont il est chargé. Nous allons nous expliquer sur cette double matiere dans les deux Sections qui suivent.

S E C T I O N P R E M I E R E.

DES MOYENS DE BIEN INFORMER SON SOUVERAIN.

§. I I I.

L'Ambassadeur doit être instruit de ce qui se passe à la Cour où il réside.

IL n'est pas possible de faire savoir à d'autres ce que l'on ignore soi-même : il est donc d'une nécessité absolue qu'un Ambassadeur s'instruise de l'état des affaires qui se traitent dans le lieu de sa résidence, s'il veut pouvoir en informer son Maître. D'abord, il faut qu'il sache, non-seulement la forme de Gouvernement d'une telle Cour, Monarchie ou République, mais encore le système qu'on y suit, & l'ordre qu'on y observe : quels sont les Ministres qui s'y emploient : quelle est la regle de leur Ministère ; pour connoître ceux d'entre eux avec qui il doit principalement traiter d'affaires, il faut qu'il étudie leurs caractères, & leurs inclinations, afin de s'insinuer plus aisément dans leur esprit, parce que, comme nous l'avons observé, la voie la plus courte & la plus sûre, pour obtenir de quelqu'un ce qu'on désire, c'est de l'attaquer par son foible, en mettant en jeu les passions les plus propres à engager sa volonté.

§. I V.

S'attirer l'amitié & la confiance des Ministres.

Il importe donc à un Ambassadeur de captiver l'amitié des Ministres que sa mission l'oblige de fréquenter ; il lui est essentiel de s'attirer leur confiance, en recherchant leur compagnie, en se rendant à leurs fêtes, à leurs repas, & en les invitant souvent chez lui. Mais attendu qu'un homme de son caractère inspire toujours de la réserve à ceux qui doivent avoir à faire à lui ; & que, pour cela même, il ne lui sera pas aisé de se les rendre

rendre assez familiers, pour pouvoir les fonder ; voici ce qu'il faut qu'il observe.

§. V.

En premier lieu, dans le commerce familier, il se dépouillera, pour ainsi dire, des marques de sa dignité, & ne tiendra son rang, que dans les rencontres où il seroit dangereux de le négliger, par rapport au soin qu'il doit à son caractère d'Ambassadeur, & au maintien des prérogatives, ou prééminences de son Souverain. Il ne parlera que rarement des négociations dont il sera chargé. Il paroîtra ne point s'offenser des obstacles que certains Ministres, discourant entre eux, pourront mettre à quelques-unes de ses instances ; & lorsque la conversation tombera sur les objets de son Ambassade, il en interrompra le cours par quelque faillie délicate, ou le détournera vers une autre matière, si pour le trancher, la réserve affectée de ses réponses ne suffit pas. Il ne vantera point l'excellence des maximes de sa Cour ; il n'en parlera jamais sans nécessité ; & s'il se trouve engagé à les défendre en discours familier, il aimera mieux changer de propos poliment, que de s'exposer à une dispute trop vive. Il se relâchera par fois, de quelque chose, sur certaines prétentions de peu d'importance, & même il ne fera pas difficulté de céder quelque léger intérêt de son Souverain, bien assuré de le dédommager d'ailleurs. En un mot ; il se montrera de bonne composition, & comme on dit, un *galant-homme*, sans toutefois déroger à son caractère qui le met au niveau des personnages les plus qualifiés, & l'autorise à en agir familièrement avec eux : cette conduite le fera passer avec honneur pour quelqu'un que son rang n'enfle pas : il en pourra d'autant plus aisément adoucir l'importance extérieure de son caractère, & cette adresse affoiblira la plus grande des raisons qui empêchent un Ambassadeur de s'attirer l'affection des Ministres d'une Cour étrangère.

Moyens
Propres à
cet effet.

§. V I.

Obsta-
cles.

L'on fait combien il est difficile de concevoir une amitié sincère pour quelqu'un dont on croit devoir se défier. Il suffiroit qu'un Ambassadeur se montrât attaché à sa commission, jusqu'à lui sacrifier tout, pour détourner le penchant que ces Ministres auroient à s'affectionner à sa personne; parce qu'ils en craindroient avec raison, le préjudice des intérêts de leur Souverain, démêlant les vues intéressées de cet Ambassadeur, dans ses témoignages d'amitié. Mais si, comme nous venons de le dire, il voile son caractère, on ne lui verra que les manières aisées d'un particulier, dont on ne doit pas se défier beaucoup; & les Ministres en seront moins sur leurs gardes dans l'amitié qu'ils contracteront avec lui, sur-tout s'ils le voient doué de ces heureuses qualités naturelles, qui rendent aimable, & si sa conduite les force à lui donner leur estime.

- §. V I I.

Exem-
ples.

Que l'on ne pense pas que ces moyens que nous proposons pour se faire de tels amis, soient impossibles dans la pratique. Nous ne manquons pas d'exemples d'habiles Ambassadeurs qui y ont parfaitement bien réussi, sans observer d'autre méthode. Alexandre Bichi, Cardinal, Nonce en France, fût s'y faire aimer, & estimer, jusques-là que cette Cour le consulta souvent lui-même, principalement dans l'affaire des brigues qui subsistoient entre la Maison Barberini, & le Duc de Parme. *Angelo Cornaro*, Ambassadeur de Venise à Paris, s'étoit lié d'une amitié si étroite avec le Cardinal de Richelieu premier Ministre de France, que celui-ci se servoit de lui dans les affaires de la plus grande conséquence. Nous pourrions rapporter bien d'autres pareils exemples, si nous ne craignons pas un trop long-détail.

§. V I I I.

Se faire
à tous les
caractères.

Une fois que l'Ambassadeur sera parvenu jusques à adoucir l'ombrage que donne naturellement sa qualité, il emploiera de

nouveaux moyens , pour cimenter l'amitié qu'il aura déjà formée : parce que, pour l'affermir, il ne fuffit pas d'avoir ôté l'obstacle qui la rendoit impraticable; il faut encore mettre en œuvre certains attraits propres à arracher un épanchement de cœur fans réfervé. Mais attendu la différence extrême , & l'opposition des naturels & des tempéraments, il est befoin d'une étude particulière, pour les captiver tous, par des voies diverfes, diftinguées en autant de Claffes; afin de fe frayer , au moyen de chacune d'elles, une voie particulière. Nous ne voyons pas de moyen plus aifé, pour former ces Claffes, que de les réduire à deux ordres, qui font, celui des gens doctes & éclairés, & celui des ignorants & idiots. Ainfi, il fuffira de tenir deux voies différentes, pour fe concilier l'amitié des perfonnes qui forment ces deux ordres oppofés.

§. I X.

Auprès des hommes éclairés & favants, un Ambaffadeur doit faire parade de fcience & d'habileté; il doit comme eux, paroître actif, aifé, prudent fur-tout; parce que nous ne pouvons nous rendre intéreffants, que par des qualités communes entre nous, & ceux dont nous recherchons l'amitié. En effet, toute perfonne qui remarque dans une autre fes propres talens, fe fent doucement emportée vers elle; & de cette heureufe sympathie, naît une amitié qui va toujours en augmentant jufqu'à devenir inaltérable. Vis-à-vis de gens idiots & grofliers, il faut tenir une marche bien différente; & l'Ambaffadeur ne les touchera en fa faveur, que par des dehors brillants, même à l'excès : parce que de tels hommes, non moins éblouis par l'éclat d'une magnificence affectée, qu'attendris par quelques bienfaits qu'il aura fû leur ménager à propos, concevront une haute eftime de fon mérite perfonnel, & tiendront à grand honneur d'être fes amis intimes.

Aux favants & à ceux qui ne le font pas.

§. X.

Mais les diftinctions, les prééminences, les prérogatives, inféparables du caractère d'Ambaffadeur, font affez fouver-

Ufer modérément de fes préé-

minences
& privi-
leges.

des sujets de déplaisir pour certains esprits qui s'en croient blessés dans leur propre gloire, ou dans leurs intérêts : il convient de ne faire de tous ces privilèges, que l'usage le plus modéré, éloignant, ou retranchant, autant qu'il est possible, les occasions de s'en prévaloir. Ce moyen est même excellent pour s'attirer les cœurs des savants & des ignorants tout à la fois; d'autant mieux que le préjudice qui résulteroit des diverses manieres dont l'Ambassadeur useroit de son avantage, pourroit retomber également sur tous.

§. X I.

But légi-
time
d'une pa-
reille
conduite.

Et il ne faut pas croire que pour se faire des amis, cette habileté d'un Ambassadeur à déguiser la pompe de son rang, lui mérite la note de duplicité, ou de fourberie : cette conduite lui est nécessaire, premièrement, pour se prémunir contre les intentions de ceux qui voudroient le tromper; car il n'est pas nouveau de voir dans les Cours des Princes des pratiques qui portent tout autre caractère que celui de la sincérité. En second lieu, parce que dans les moyens indiqués, l'Ambassadeur, sans chercher à tromper, n'aura rien autre en vue que de découvrir ce qui pourroit nuire aux intérêts de son Souverain. Il emploiera ces moyens pour s'attacher les Ministres de la Cour où il réside, il est vrai; mais il n'y prétendra rien autre qu'une connoissance parfaite des tempéraments & des inclinations, afin d'en inférer les menées qui se trameroient au préjudice de son Maître, & de se conduire en conséquence avec ceux dont il n'aura acquis l'amitié que pour manier plus aisément les affaires. Enfin, l'adresse est en elle-même indifférente; elle devient louable, ou criminelle, selon l'usage qu'on en fait. D'où il est évident que les voies que nous indiquons, non-seulement ne sont pas dignes de blâme, mais doivent être approuvées; puisqu'elles ne tendent qu'à éviter ce qui seroit nuisible au Souverain & à lui procurer des avantages légitimes.

§. XII.

L'Ambassadeur ayant réussi à connoître les inclinations des Ministres, & à savoir parfaitement le système de la Cour où il se trouve, au moyen des amis qu'il a pu s'attacher ; ce qu'il lui reste à faire, est de mettre la main à l'œuvre, pour parvenir aux autres découvertes essentielles qu'il se propose. Celle des inclinations, qu'il a déjà faite, nous semble ici bien propre à le guider dans ses recherches.

L'art de
pénétrer
un secret.

S'il parle à un ambitieux, les détours qu'il prendra dans son raisonnement, pour arriver enfin au point où il veut l'amener, en flattant son ambition, porteront aisément celui-ci à se vanter d'avoir eu part dans telle, ou telle négociation, dont il déclarera les motifs les plus cachés ; ou bien le desir de paroître avoir été employé par son Souverain, lui fera découvrir d'autres secrets qu'il eut dû taire avec soin : & supposé que son ambition panche vers la Grandeur & la Puissance de son Souverain, il ne fera aucune difficulté d'en manifester les liaisons, les forces, les revenus.

Si l'Ambassadeur s'adresse à des gens intéressés, il gagnera à leur représenter le sujet de ses recherches, comme un objet propre à leur donner autant de profit, qu'il pourra être avantageux à leur Gouvernement. Répandant avec finesse dans son discours, quelques grands moyens d'intérêt qui les tentent peu-à-peu de s'expliquer, & les excitent enfin à lui développer d'eux-mêmes tout ce qu'il vouloit en apprendre.

Avec d'autres personnes, il profitera des circonstances que le temps offre d'ordinaire ; comme, par exemple, celles de la table, de la conversation : ou bien, il saisira les moments où la tristesse & la douleur ne supportent plus les réserves, mais s'épanchent sans retenue. Ainsi l'art d'engager par les détours de la parole, est une qualité nécessaire aux Ambassadeurs : mais lorsque l'amitié a acquis un certain degré de consistance, les questions directes & claires peuvent avoir lieu, du moins quelquefois, & pourvu qu'elles n'exigent pas la découverte de points de la dernière importance, qui auroit l'air de trahison.

§. XIII.

L'art de
la confi-
dence.

Si toutefois ces moyens demeuroient sans effet, lorsqu'il seroit essentiel d'acquérir la connoissance de certains points importants, que les Ministres se réservent, l'Ambassadeur se tourneroit du côté des Ministres subalternes, par les mains desquels toutes les affaires passent nécessairement : ou, s'il arrive, par hazard, que quelque'une soit pleinement discutée dans le Cabinet, avant qu'ils en aient eu l'entiere connoissance ; il en transpire jusqu'à eux de tels indices, qu'elle leur est bientôt connue ; & cela à cause de leur continuel exercice dans le maniement de l'Etat. Or, il sera facile à un Ambassadeur de captiver l'affection de ces Ministres subalternes ; car il n'aura guere qu'à leur faire beaucoup de civilités, sans pourtant oublier son grade, & même en faisant un peu briller à leurs yeux l'éclat qui l'environne. Il conversera fréquemment avec eux, rien n'étant plus propre à gagner les cœurs de nos inférieurs, que nos bonnes manieres à leur égard. Outre cela, il lui sera utile de pousser l'affabilité, jusqu'à confier à quelques-uns d'entre eux ses intérêts particuliers, dans des affaires qui n'auront rien de commun avec celles de l'Ambassade ; leur demandant conseil à cœur ouvert, & témoignant être assez persuadé de leur prudence pour s'y rapporter entièrement. Mais il ne doit user de cette franchise qu'avec peu de personnes, encore faut-il que chacune d'elles ait lieu de croire qu'elle a, à cet égard, la préférence sur ses collègues ; afin que cette préférence soit d'autant plus prisee, qu'elle paroîtra moins commune ; parce que le prix de toutes choses se mesure sur leur rareté, ainsi que sur le nombre de ceux qui les recherchent. De-là, ces Ministres subalternes, pleins de sentiments d'affection pour l'Ambassadeur, pourront ne pas observer, vis-à-vis de lui, tant de circonspection, par rapport aux affaires d'Etat, qu'ils ne se permettent quelque liberté, en lui communiquant des lumieres capables de le diriger dans ses recherches. Au reste, si cette dernière voie ne le mene à rien, il aura recours à l'art de la parole, dans le sens que nous lui avons donné plus haut.

§. XIV.

De plus, pour acquérir les informations nécessaires, l'or est, sans contredit, le plus puissant des moyens, & l'Ambassadeur ne manquera pas de l'employer avec discernement, suivant la qualité des sujets. La méthode la plus sûre, & la moins dangereuse à suivre à cet égard, c'est de répandre ses largesses sur les personnes qui nous sont les plus attachées, ainsi que sur celles qui ont plus de besoin de ces sortes de secours, parce que, comme nous l'avons remarqué, le tempérament entraîne la volonté, & le besoin excite la convoitise : ainsi là où la volonté & le desir se trouvent satisfaits, il est moralement impossible que l'or ne produise l'effet qu'on a lieu d'en attendre. Mais afin qu'une telle libéralité soit conduite par la prudence, il faut savoir à qui on la fait, & combien grande elle doit être : si, par exemple, c'est à des Ministres inférieurs, & à des confidens des Ministres d'Etat qu'elle est destinée, l'Ambassadeur la proportionnera à leurs grades, & à leurs qualités, soit d'une manière couverte, & par voie de présent, consistant en divers effets ; soit à découvert, & en espèces sonnantes, ou par la voie des pensions, sans leur laisser ignorer le motif qui l'engage à les leur faire.

Usage de
l'or.

§. XV.

L'instruction que le Président Jeannin donna au Sieur de Préaux le 21 d'Avril 1609, & celle que celui-ci reçut en réponse de la Cour de France (suivant l'explication que le Sr. de Wiquefort nous donne de l'une & de l'autre, dans la IX. Sect. du Liv. II. de son Ambassadeur) montrent clairement l'utilité de ces moyens pour la découverte de ce qu'on désire d'apprendre dans la Cour où l'on est envoyé. Ajoutons-y l'entretien d'une correspondance suivie avec les autres Ambassadeurs de son Souverain en d'autres Cours ; & le soin de s'attirer l'amitié des Ambassadeurs de divers Princes dans celle où l'on se trouve.

Exem-
p^{le}.

§. X V I.

Correspondance avec les autres Ambassadeurs du même Prince dans les autres Cours.

Quant au premier chef, il est facile, puisqu'il s'agit d'une correspondance de lettres; & son usage est nécessaire, attendu que le secret des affaires transpire plus aisément dans les Cours étrangères, que dans celles où elles se traitent. Ainsi un Ambassadeur résidant à la Cour où nous supposons qu'il se trame quelque négociation, pourra en être averti par quelqu'un de ses Collegues, qui résidera auprès d'un autre Prince étranger, parce que le soupçon de cette affaire sera parvenu jusques-là : on y en fera même pleinement informé : car la loi d'un secret s'observe exactement sur les lieux où le Prince l'ordonne; & s'il s'en échappe la moindre chose, on fait bien y apporter un prompt remede; mais lorsque le bruit s'en répand dans un autre pays, rien n'empêche que l'affaire ne s'y divulgue. En effet, les ligués d'Amboise contre la France, n'y furent connues qu'après qu'elles eurent éclaté en Angleterre & en Allemagne. Ces exemples sont communs, & pour ainsi dire, journaliers.

§. X V I I.

Liaisons avec les Ambassadeurs des autres Princes à la Cour où l'on réside.

Pour ce qui est de l'amitié des Ambassadeurs de divers Princes, on n'a pas non plus beaucoup de peine à se la ménager, & voici comment : Ces Ambassadeurs n'auront pas à faire à vous, qui les recherchez, parce que nulle négociation n'engage leurs Souverains avec le vôtre; ou bien ils auront des affaires ensemble, & par conséquent avec vous. Dans le premier cas, vous pourrez aisément vous en faire des amis, en leur donnant des fêtes, des repas, en les prévenant en toutes rencontres par vos bonnes manieres, en employant tout ce qui peut servir à mériter l'affection. Et dans le second, supposez que les affaires qu'ils ont à négocier, tendent à l'avantage de leurs Maîtres respectifs, comme à former une alliance, établir un commerce, &c. la nature même de ces sortes de dispositions vous est un moyen d'acquérir leur amitié; ou si leur commission demande des discussions de controverse, soit pour éclair.

éclaircir des droits, & soutenir des prérogatives, soit pour accéder à quelque Traité, ménager une médiation, prétendre une neutralité, bien que ces occasions soient moins favorables au dessein que vous avez de vous insinuer dans leur amitié, attendu que dans de pareilles négociations, les Ministres, de part & d'autre, gardent entr'eux des réserves qui vont jusqu'à la défiance; néanmoins, il n'est pas impossible à vous qui vous y trouvez engagé, de réussir à former des liaisons avec eux; vous y parviendrez, en vous abstenant, vis-à-vis de ces Ministres, de faire jamais tomber la conversation sur l'affaire qui est à discuter, en vous comportant avec eux d'une manière unie & toute naturelle, en les assurant que les controverses qu'il s'agit de terminer, loin d'affoiblir l'estime que vous avez conçue pour eux, ne fait que la fortifier & l'accroître; enfin vos prévenances, vos bonnes façons & votre cordialité les toucheront jusqu'à leur faire rechercher eux-mêmes votre amitié, en vous accordant la leur.

§. XVIII.

C'est par ces moyens qu'un Ambassadeur habile dans l'exercice de sa commission, au plus grand avantage de son Maître, obtint dans une certaine Cour de l'Europe, non-seulement l'amitié d'un autre Ministre chargé dans la même Cour d'une négociation importante, diamétralement opposée à la sienne; mais encore il parvint à approfondir, à la faveur de cette amitié, les plus savants détours de la conduite du Ministre, & les secrets les plus efficaces de sa politique; de sorte que traversant ensuite finement ses menées, il en empêcha si bien tout l'effet, que l'autre fut obligé de quitter cette Cour, sans aucun succès de sa négociation.

Exemple.

§. XIX.

Lorsque la guerre est déclarée entre les Souverains de ces Ambassadeurs qui résident dans une même Cour, le meilleur moyen que l'un puisse mettre en usage, pour acquérir l'amitié des autres, est, ce semble, celui que nous venons d'insinuer

Conduite entre les Ambassadeurs dont les

Princes
sont en
guerre.

pour le cas des discussions de droits, privilèges, ou prétentions. Ainsi il ne devra jamais toucher les sujets de leurs commissions respectives; il traitera avec eux, en termes indifférents, & comme il feroit vis-à-vis des particuliers. Il devra, sur-tout, se garder de plaisanter, sur les défavantages que leurs Maîtres auront souffert, il ne se plaindra pas de ceux de son Souverain : enfin, il ne sortira pas de sa bouche le moindre mot qui puisse directement, ou indirectement se rapporter à leurs affaires publiques. Il aura grand soin de tenir secrète cette liaison d'amitié, en rendant peu fréquentes les entrevues, & pratiquant, dans les occasions qui n'auront rien de suspect, toute la dignité des belles manières dont nous avons parlé. Pour éviter jusques à l'ombre du soupçon, il cultivera ses amis, tant qu'il pourra, par l'entremise de quelque commun confident : car il faut convenir qu'il se rencontre bien des difficultés à vaincre dans de semblables amitiés que l'on veut maintenir; tant pour les réserves que l'on est forcé d'y garder, que par le risque d'y mal réussir.

§. X X.

Avantages des liaisons avec les Ministres étrangers.

Toutefois, il est nécessaire, ou tout au moins, il ne peut qu'être fort utile à un Ambassadeur, de contracter amitié avec les autres Envoyés à la même Cour : en supposant que ceux-ci n'aient rien à discuter entre eux, il pourra se prévaloir de leurs lumières, sur les menées secrètes de cette Cour; s'ils ont quelque démêlé ensemble, cette même amitié l'autorisera à le terminer. Outre ces avantages, les Souverains respectifs viennent-ils à se brouiller ouvertement? les liaisons personnelles des Ambassadeurs pourront, mieux que tout autre moyen, apaiser leur querelle, ou bien elles serviront à acquérir des connoissances heureuses touchant la situation, la conduite & les desseins de l'ennemi.

§. XXI.

Lorsqu'une fois l'Ambassadeur est parvenu à former ses liaisons d'amitié politique, dans la vue de s'instruire de tout ce qui se passe à la Cour où il est, il doit s'appliquer à faire de ses découvertes, l'usage requis : or, cet usage consiste à tenir son Souverain exactement informé de toutes choses par écrit ; & à ce sujet, nous allons dire un mot de ce qu'il convient d'observer dans la composition de ces sortes de lettres, auxquelles nous donnerons ici le nom de dépêches.

Des Dépêches.

§. XXII.

Il y a ordinairement deux points dans les dépêches comme il y a deux emplois généraux à exercer dans une Ambassade. Le premier regarde le devoir de l'Ambassadeur de donner à son Souverain tous les éclaircissements possibles, sur les divers intérêts de la Cour où il réside, selon les meilleures informations qu'il y a acquises : ce qui a trait à son emploi de recherches, dont nous avons parlé dans cette première Section. Le second point concerne l'obligation où il se trouve d'exposer à son Maître l'acheminement qu'il a donné à la négociation dont il est chargé, la tournure qu'elle a prise, ses circonstances, sa conclusion : ce qui se rapporte à son deuxième emploi, dont il va être question dans la Section qui suit. Nous commencerons donc par expliquer la méthode qui nous semble devoir être observée, en écrivant les informations, & ensuite nous toucherons le point des négociations.

Elles sont composées de deux points.

§. XXIII.

Il est d'usage en plus d'une Cour, d'exiger de l'Ambassadeur, deux différentes dépêches, dont l'une contienne seulement les avis, & l'autre les négociations, & de plus une dépêche particulière pour chaque affaire de longue haleine, ou d'importance. D'autres ne demandent qu'une seule dépêche

Usage des différentes Cours à l'égard des dépêches.

qui renferme les informations, & les affaires tout ensemble. L'Ambassadeur se conformera à l'usage de sa Cour; bien qu'il nous paroisse plus à propos de faire des dépêches séparées, pour ne pas confondre l'exposé d'une affaire négociée, avec celui d'une négociation pendante, ou de certains avis d'événements qu'il n'a pas assez suivis, ou qui ont été trop peu à sa portée. Parlons premièrement de l'ordre qu'il faut observer dans le détail des informations: après quoi, nous dirons ce qui nous semble convenable pour bien exposer les affaires.

§. XXIV.

Ordre
des in-
forma-
tions con-
cernant la
Cour de
résiden-
ce.

Parmi les informations on comprend jusques à l'exposé que l'Ambassadeur doit envoyer à son Maître de l'accueil qu'il aura reçu de la Cour où il est arrivé; de même que le récit de l'état actuel de cette Cour, & de toutes les découvertes qu'il y fait de jour en jour, qui pourront servir de règle à son Souverain, soit pour l'entreprise de nouvelles affaires, soit pour rompre des desseins pernicious. Que les dépêches renferment donc les plus petites minuties d'un accueil, si elles peuvent être des indices des dispositions de la Cour qui l'a fait; comme, par exemple, la façon de s'enoncer du Souverain, son humeur sérieuse ou gaye, grave ou dédaigneuse: les visites reçues des Ministres d'Etat, & de ceux des Princes Etrangers: leurs discours indifférents ou concernant les affaires: les explications où ils peuvent être entrés; & autres semblables particularités. Outre cela les dépêches doivent contenir l'exposé du système de cette Cour, & de sa méthode dans l'expédition des affaires: ajoutez-y un tableau vrai des caracteres & des inclinations du Prince & de ses Ministres, selon ce que nous avons dit à ce sujet dans la premiere Partie. Ensuite, rendez compte de leurs maximes générales & particulieres; & découvrez autant qu'il est possible, non-seulement leurs affaires les plus importantes, mais aussi celles d'entre les moindres, dont la connoissance peut n'être pas méprisable: tout cela, dans la seule vue de fournir à votre Souverain des éclaircissements propres à diriger sa conduite vis-à-vis de cette même Cour.

§. XXV.

Suivent les informations à donner des autres Cours; faisant choix des nouvelles qui peuvent se rapporter au lieu où vous résidez, & les séparant de celles qui regardent les intérêts de votre Souverain. La dépêche détaillera les premières avec une exactitude proportionnée au rapport qu'elles auront avec le lieu de votre résidence; c'est-à-dire que si ces nouvelles intéressent beaucoup cette Cour, & sont capables de produire un grand effet, elles doivent être fort particularisées; autrement elles n'exigeront qu'un court détail. Quant aux secondes, elles seront confrontées à l'exposé de l'Ambassadeur votre Colleague, qui réside sur les lieux dont il s'agit.

Et les
autres
Cours.

§. XXVI.

Pour ce qui est des nouvelles qui n'intéressent ni votre Souverain, ni la Cour où vous êtes, il ne faut faire mention que des plus curieuses; & celles-ci ne doivent pas être oubliées, parce que, bien que vous n'y trouviez rien d'intéressant pour votre Souverain, il ne sera pas impossible qu'il ait à leur sujet, des vues qui ne vous sont pas connues. Mais de semblables nouvelles doivent être données pour ce qu'elles sont réellement; les garantissant véritables, si vous en êtes bien assuré; en quoi vous ferez extrêmement réservé, crainte de vous voir obligé à des rétractations toujours disgracieuses. Les douteuses, vous les avancerez comme telles; & omettrez de parler de celles que rien n'autorise. Vous ferez bien d'accompagner de quelques réflexions, celles qui vous paroîtront les plus importantes; soit que ces réflexions vous viennent d'autrui, ou qu'elles partent de vous. Enfin, vous ferez une espèce d'épilogue du tout, relevant par de vifs portraits ce qui s'y trouve de plus important, tel qu'une première cause, des vues secrètes, un intérêt particulier: ce qui facilitera grandement les résolutions que votre Souverain & ses Ministres pourront prendre sur vos informations.

Nouvel-
les de
pure cu-
riosité.

§. XXVII.

Précision
& sincé-
rité des
informa-
tions.

Un Ambassadeur habile les donne avec toute la netteté, & toute la sincérité désirables, sans se laisser gagner par l'envie de contenter mal-à-propos son Maître, en lui exagérant le tableau des avantages, ni par la crainte de l'affliger, en diminuant à ses yeux les objets qui lui offrent des préjudices à éviter : parce que c'est sur ces informations que le Souverain doit se conduire, & que si elles manquent de vérité, il n'agira que par de faux principes qui ne pourront que nuire à ses démarches.

§. XXVIII.

Détail
des Né-
gociations.

Venons maintenant à ce qui regarde le détail des négociations. Ici l'Ambassadeur, toujours soigneux de mettre en pratique les observations que nous venons de faire, y joindra l'exposé fidele des entretiens qu'il aura eus avec les Ministres, & même avec le Souverain du Pays où il est, au sujet des affaires qui lui sont commises; rappelant, s'il est possible, les mêmes termes qui ont été employés de part & d'autre, & les propres réponses qu'on lui a faites; autant qu'elles ont rapport aux affaires dont il est question. Mais si le dialogue étoit trop long, il suffiroit de le rendre en substance, mettant en usage les moyens que nous avons donnés comme propres à pénétrer le sens des discours d'autrui. Il doit aussi détailler, mais brièvement, la conduite qu'il aura tenue, pour se procurer une audience, soit du Souverain, soit de ses Ministres, lorsqu'elle lui auroit été différée, ou rendue difficile. Qu'on ne fasse pourtant pas ces difficultés plus grandes qu'elles n'auront été, dans la vue de se faire valoir, pour les avoir surmontées; car on induiroit par là son Souverain à se tromper dans les résolutions qu'il pourroit prendre en conséquence : il abandonneroit peut-être une négociation déjà avancée, par la crainte d'un vain phantôme d'obstacles.

§. XXIX.

L'Ambassadeur prendra garde de ne rien inférer dans ses dépêches, dont le Prince, ou les Ministres auprès de qui il se trouve, puissent à bon droit se choquer : hors les cas, (qui sont bien rares) où l'intérêt de son Souverain l'exigeroit absolument. Car il ne seroit pas impossible que les lettres vinssent à s'égarer, ou que les traits de satire éclataient par quelque autre voie : sur quoi la Cour offensée prétendrait des satisfactions de la part de cet Ambassadeur, & celui-ci n'y sauroit pas si aisément l'honneur de son caractère, qu'il n'en souffrît, comme il arriva à un Ministre des Provinces-Unies, auprès de la Reine Christine de Suede. L'usage des chiffres peut bien faire éviter souvent ce danger, mais enfin, il arrive aussi quelquefois, qu'on vient à bout d'en avoir la clef.

Ménagemens
dans les
Dépêches.

§. XXX.

Que le style des dépêches ne soit ni sublime, ni rampant, attendu que l'un n'appartient qu'aux piéces héroïques, & que l'autre ne peut se trouver que dans les productions d'un esprit borné. Le Cardinal Bessarion fut blâmé avec raison, d'avoir fait parade d'une élégance plus propre à un Poëte, qu'à un Ambassadeur ; & les Envoyés qui s'énoncent & écrivent basement, prouvent qu'ils entendent mal ce qu'ils veulent exprimer : car, nous l'avons déjà dit, on s'explique toujours bien, & même noblement, sur des matieres que l'on a bien conçues, au lieu que le défaut de clarté, & même d'une éloquence naturelle dans l'exposé que l'on fait, démontre que l'on ignore les choses dont on traite. Le style des dépêches doit donc être simple, sans affectation, comme sans trivialité ; point fleuri, point négligé non plus ; mais naturel & coulant.

Style des
Dépêches.

§. XXXI.

Confor-
me au
goût du
Souve-
rain.

Il est sur-tout essentiel à un Ambassadeur de savoir confor-
mer ses dépêches à l'inclination de son Souverain : les uns ai-
ment à être informés de tout, jusqu'aux moindres particula-
rités, & les autres se plaisent dans la précision laconique.
Ceux-ci recherchent la beauté d'un style coulant, & ceux-là
se plaisent aux réflexions, ou aux avis. Ainsi, lorsque l'Amba-
assadeur aura lieu d'appréhender que son Maître ne languis-
se, & ne s'ennuie à la lecture de ses récits, il fera bien de les
adresser à quelqu'un de ses Ministres d'Etat. Par ce moyen, il
ménagera l'inclination du Prince, sans manquer à son devoir.

Voilà le précis de ce qui concerne le premier des deux Em-
plois généraux d'un Ambassadeur, dans l'instruction qu'il
doit donner de ce qui se passe à la Cour où il réside, comme
aussi dans les moyens qui nous semblent les plus propres à
lui procurer les informations nécessaires. Reste à parler dans
la Section suivante des objets de son autre Emploi général.

S E C O N D E S E C T I O N.

DES NEGOCIATIONS DE L'AMBASSADEUR.

XXXII.

Différen-
ce entre
ce second
devoir de
l'Ambas-
sateur &
le pre-
mier.

L'AUTRE devoir général d'un Ambassadeur consiste dans la
Négociation des affaires que son Souverain lui a commises :
ce soin, bien qu'il soit autant, ou peut-être encore plus diffi-
cile que le premier, nous semble en même temps d'une prati-
que moins incertaine. L'autre ayant pour objet l'acquisition
de l'amitié des personnes, dépend de la volonté d'autrui ; au
lieu que celui-ci est plus dans la disposition particulière de
l'Ambassadeur, & dépend plus que l'autre, de la manière dont
il s'y prend pour le faire réussir. De plus, dans le premier, il
faut que le génie, ou, si l'on veut, la sympathie agisse en fa-
veur de quelqu'un qui recherche une amitié, tandis que l'ha-
bileté

bileté fuffit au fecond. Il s'agit donc d'expofer ici les meilleures méthodes qu'un Ambaffadeur doit fuivre, dans le maniement des intérêts de fon Maître.

X X X I I I.

Pour premiere condition, l'on doit être parfaitement verfé dans l'affaire qu'on traite, en favoir à fond le principe & les circonftances : connoître les allures des différentes Cours, & les difpofitions des Princes que cette affaire peut regarder : prévenir leurs oppofitions, après les avoir pefées : prévoir les fuites, quelles qu'elles puiſſent être, avantageuſes ou nuifibles : embraffer tous les rapports de la négociation, & ſes plus naturels effets. Toute cette perſpicacité eſt requiſe, parce que les opérations de l'entendement, dans la combinaifon des objets que l'on veut porter à un but déterminé, dépendent principalement de la connoiſſance exacte de leurs natures, de leurs rapports & de leur fin; comme le beau tiffu d'une étoffe dépend du juſte diſcernement de l'ouvrier, par rapport à la matiere qu'il emploie, aux outils dont il ſe ſert, à l'effet que l'enſemble doit produire. Or, ſ'il eſt naturel de juger que l'ouvrier ne feroit réuſſir à faire une belle étoffe ſans ce diſcernement exquis; de même, ſans la connoiſſance intime d'une affaire, & de tout ce qui peut ſ'y rapporter, l'Ambaffadeur n'en feroit entreprendre la négociation; bien moins encore la porter à une heureuſe concluſion.

De la
Connoiſſance des
affaires
dont on
eſt chargé.

§. X X X I V.

Dans toutes les affaires dont un Ambaffadeur peut avoir le maniement, il y a concurrence de deux intérêts principaux : les intérêts ou prétentions de fon Maître; les intérêts ou prétentions de la Cour où il réſide. En un mot, l'Ambaffadeur n'eſt que pour requérir, ou être requis. Parlons d'abord des meſures qu'il faut qu'il garde en requérant; nous aſſignerons enfuite la conduite qu'il devra tenir, quand il ſera requis.

Deux in-
térêts à
ménager.

§ X X X V.

Intérêts
du Sou-
verain qui
envoie.

Pour le maniement d'une affaire où l'Ambassadeur est requérant, il faut, en premier lieu, qu'il se procure de la part de son Souverain, & de celle des Ministres, toutes les instructions qu'il pourra, touchant l'ordre à suivre dans sa marche; afin de savoir s'il doit exposer ses prétentions avec douceur, ou s'il seroit plus expédient d'y procéder avec quelque vivacité: s'il faut flatter, ou menacer: employer tel ou tel raisonnement, & jusqu'où le pousser? Il s'informera aussi de la tournure des affaires de son Maître dans les autres Cours, afin que redoublant par-là ses lumieres, il ait dans le lieu de sa résidence, plus de moyen de régler ses opérations, avec une chaleur plus ou moins grande, selon le train dont il verra marcher ces autres affaires. Enfin il n'oubliera rien pour se mettre en état d'agir par des ordres précis, & sans que l'on s'en rapporte à lui sur quoi que ce soit, s'il est possible. Car faute de prendre cette sage précaution, s'il arrive que sa négociation échoue, tout le blâme en tombera sur lui. Secondement, l'Ambassadeur, une fois muni de ces instructions, en fera la grande regle de toute sa conduite, & la base de ses pouvoirs, sans s'en écarter jamais; bien assuré que s'il en passoit les limites, son procédé seroit sans fondement; auquel cas il n'auroit à attendre que l'improbation de son Maître, avec la peine due à sa témérité. Ici s'élève un doute qui n'est pas encore bien décidé; savoir, si l'Ambassadeur est toujours obligé de suivre aveuglément les ordres de son Souverain, ou s'il peut en altérer la disposition, comme il juge plus à propos? l'opinion la plus reçue autorise la deuxième partie de cette proposition, & cela en deux rencontres.

§. X X X V I.

Deux
circon-
stances
où l'Am-
bassadeur

Premièrement, lorsque l'affaire qu'il reçoit en commission, a pris un autre biais, par le changement des circonstances, par de nouveaux incidents, ou par le laps du temps, enforte

qu'elle se trouve différente de ce qu'elle étoit véritablement, quand il la représenta à son Maître : la raison est qu'une pareille commission est nulle, attendu qu'elle a été donnée en vue des premières circonstances qui assignoient à cette affaire une nature toute contraire : or, il est plus que probable que le changement des circonstances exige que l'on change aussi de conduite dans le maniement d'une affaire.

peut agir sans ordres, ou contre les ordres. Première circonstance.

§. XXXVII.

En second lieu, lorsque la commission reçue devoit être nuisible au Souverain qui l'a donnée, parce qu'enfin l'Ambassadeur est un de ses Ministres d'Etat, & comme tel, il doit toujours agir à l'avantage de son Maître, & jamais à son préjudice. Sur ce principe, quelque formels, & quelque réitérés que fussent des commandements opposés aux intérêts essentiels du Prince, ou de son Etat, le sentiment le plus suivi veut que l'on se refuse à l'exécution, dût-on par-là tomber en disgrâce : dût-on même en perdre la vie : car il ne suffit pas qu'un Ministre ait les plus grands égards pour son Souverain dans tout ce qui peut le flatter; il faut encore qu'il ménage l'intérêt de l'Etat, & de ses sujets.

Seconde circonstance.

§. XXXVIII.

Quand on est bien sûr que l'on a la raison de son côté, on peut prendre quelqu'un des moyens propres à éluder sagement une commission. Par exemple : s'agit-il de montrer trop de résolution à un Prince, d'entrer par la voie des protestations en forme, dans des engagements dangereux & difficiles à soutenir ? On diffère tant qu'on peut, soit en demandant à son Souverain des instructions plus exactes, soit en lui représentant les inconvénients à craindre dans l'exécution de son ordre, & se réglant ensuite sur la nature des réponses. Que si cet ordre n'en est que plus confirmé, supposé que son exécution ne fit pas courir évidemment le danger d'un très-grand préjudice, la prudence & la discrétion exigent qu'on s'y rende :

Comment on peut éluder une commission pour le plus grand bien.

parce qu'alors il est à croire que le Souverain est affermi dans sa résolution, par des motifs qu'il ne juge pas à propos de déclarer.

§. XXXIX.

Exem-
ples.
Wal-
lingham,
d'Ossat.

Au reste, nous avons beaucoup d'exemples du contraire ; dans la conduite de plusieurs personnages très-recommandables ; entre autres, ceux du Sieur de Walsingham Ambassadeur de la Reine Elisabeth d'Angleterre, & du Cardinal d'Ossat Ambassadeur de Henri IV. Roi de France. Ces Ministres fideles aimeroient mieux exposer par des refus constants, leur fortune & leur propre vie, que les intérêts de leurs Maîtres, par l'exécution des commandements dont les suites auroient été funestes.

§. XL.

L'art de
faire des
proposi-
tions.

Poursuivons nos observations sur les voies que doit suivre un Ambassadeur requérant. Après avoir acquis la plus exacte connoissance de la nature de sa commission, sachant au mieux comment elle doit être ménagée, & ne découvrant en elle, rien qui puisse tourner au désavantage de son Maître, il sera fort à propos qu'il donne à cette affaire une telle tournure, en la négociant, qu'elle paroisse toute aisée & d'une legere conséquence ; & sur toutes choses, qu'elle s'annonce au Souverain auprès de qui on la sollicite, comme infiniment éloignée de tout soupçon de préjudice à son égard ; cette qualité est la principale condition sans laquelle une demande ne sera jamais accordée. Mais, afin qu'elle le soit, il faut un exposé conçu avec tant d'art, que sa premiere partie prévienne les objections, & les détruise assez pour faire regarder comme très-inutile de les produire : ensuite on développera tous les moyens propres à faciliter l'exécution de l'affaire.

Un Ambassadeur, par exemple, sollicite l'accès à quelque Traité de son Maître : il faut d'abord qu'il fasse voir que ce Traité ne sauroit nuire au Souverain à qui il le propose, & qu'il lui applanisse les voies d'y accéder, en prouvant l'efficacité des moyens qu'il a pris pour disposer en sa faveur, les

Princes qui auroient intérêt à s'y opposer, en sorte que ce Souverain n'ait rien à appréhender de leur part, attendu que leurs Ambassadeurs, ou autres Ministres, instruits des moyens nécessaires, ont obtenu l'approbation de leurs Cours respectives : soit que le requérant tienne cet accès sous le secret, ou bien qu'il le publie en déclarant ses motifs, & mettant en usage tout ce qui peut en hâter le succès.

§. XLI.

Outre cela, il doit se prescrire une méthode à suivre dans sa demande, s'observant lui-même sur ses manières, ainsi que sur ses expressions, & sur la façon dont il doit s'y prendre pour insinuer sa demande, pour l'établir, pour la faire valoir sur le choix des raisons & des figures, l'ordre & la disposition de son discours, l'enchaînement des propositions le plus propre à les soutenir, à les éclairer, à les rendre plausibles. Toute cette préparation de moyens est d'autant plus nécessaire en semblable occasion, que souvent, dans la crainte de ne pas réussir, ou par trop d'empressement d'obtenir ce qu'on demande, l'esprit se confond de telle sorte que l'on cherche en vain des termes pour s'expliquer d'une manière convenable, & que faute de s'énoncer comme on voudroit, on échoue dans sa prétention.

Discours
à cet ef-
fet.

§. XLII.

Mais tout cela ne suffit pas : il faut encore que l'Ambassadeur sache se donner des soutiens dans les personnes qui peuvent s'ingérer avec succès dans cette affaire ; il mettra dans ses intérêts celles qui ont un accès libre auprès du Prince, & de l'ascendant sur son esprit. Il ne sera peut-être pas trop difficile de les reconnoître ; mais il y aura de la peine à trouver les moyens de les attirer, & le temps propre à traiter avec elles. Quant aux moyens, la persuasion peut les fournir, en exposant ses raisons avec quelque chaleur ; exagérant les préjudices que le Prince requérant souffriroit dans un refus, rappelant le souvenir des liaisons anciennes, des nœuds du sang & de

Person-
nes à em-
ployer
pour le
succès.

l'amitié, s'il y en a entre les deux Souverains : montrant, s'il se peut, qu'en accédant au Traité, l'on ne fera pas sans avantage : promettant une reconnoissance à ces personnes que l'on veut faire agir, & les flattant en particulier, par les idées les plus conformes à leurs inclinations. S'il a à faire à des cœurs avides de gloire, il les assurera que son Maître fait d'eux le plus grand cas : s'ils sont intéressés, il leur garantira des récompenses : & s'ils recherchent avec zèle les vrais intérêts de leur Souverain, il leur protestera la sincérité des dispositions où est le sien, d'y coopérer efficacement. En un mot, l'Ambassadeur suivra, à cet égard, ce que nous avons dit touchant les différents caractères des personnes.

§. XLIII.

Temps
favora-
ble.

Pour ce qui est du temps propre à ces sortes de négociations, la prudence seule peut le déterminer. Si l'affaire est d'une grande importance, toute heure sera bonne ; mais s'il ne s'agit que d'un objet peu considérable, il faudra attendre les moments où le Ministre est le moins occupé, où il déride son front, où il se permet du délassement, où ses yeux témoignent la joie de son cœur, où il descend dans quelque entretien familier & amical, enfin, où il se montre le plus accessible.

§. XLIV.

Diffé-
rention a de-
mander
des au-
diences.

Mais comme toutes choses sont susceptibles de différents aspects, selon l'exposé qu'on en fait, & qu'une demande avancée avec trop de formalités, paroît plus importante qu'elle n'est peut-être ; ce qui en peut rendre le succès difficile : l'Ambassadeur gardera des mesures dans son empressement à avoir des audiences, soit du Souverain, soit de ses principaux Ministres, & n'en exigera que rarement ; crainte, d'ailleurs, de se rendre importun. En effet, si on le connoissoit sur le pied d'en demander pour de petits sujets, on les lui accorderoit ensuite avec répugnance, ou même on se porteroit jusqu'à le refuser, quand il s'agiroit d'affaires importantes, parce qu'on

croiroit ne devoir s'attendre de sa part qu'à des objets trop peu intéressants. C'est ainsi que les petites choses auxquelles l'inattention donne un air important, peuvent nuire à ce qui feroit de la dernière conséquence. D'où nous jugeons qu'il convient à un Ambassadeur de traiter presque toutes les affaires sur le ton aisé & uni de la conversation, sur-tout lorsqu'il est requérant.

§. XLV.

Pour cela, il lui faut une éloquence naturelle, mais dans un degré éminent; parce que la langue est le seul instrument efficace de son Ministère. Toutefois, comme il doit l'employer toujours, & jusques dans les entretiens les plus familiers; & que son art, s'il venoit à transpirer comme tel, manqueroit son objet en devenant suspect; il a besoin de lui en associer un autre encore plus grand, lequel consiste dans cet admirable artifice qui le cache, & qui est proprement la magie de l'Eloquence. Cet artifice porte tout entier sur une seule base: c'est le don inestimable de ne parler jamais qu'à propos; de ne pas proférer une parole, sans en prévoir l'effet, même dans le discours le plus ordinaire. La raison en est toute simple. Conversez familièrement sans cette précaution, & puis, quand vous parlez d'affaires, servez-vous de mots recherchés, & soyez éloquent tant qu'il vous plaira, la différence de cette dernière méthode jettera nécessairement du soupçon sur vos desseins. Ce n'est pas que pour éviter ce danger, vous deviez paroître affecté dans les entretiens communs; au contraire, il faut vous y montrer affable, humain, d'une expression prompte, & éloigné de toute réserve. Tout ce que l'on exige de vous, c'est que vous ne disiez rien au hasard, & que personne ne puisse se douter de votre circonspection. Pour cela, laissez parfois échapper quelque propos moins exact, qui dissipe jusqu'à l'ombre de toute défiance. Cette pratique est difficile, je l'avoue; mais elle n'en est que plus nécessaire: & nous avons observé que l'on n'acquiert point sans peine les qualités qui font l'habile Négociateur. L'habitude cependant applanit ces sortes de difficultés; c'est pourquoi, celui qui se destine au

Eloquence naturelle & habituelle.

Ministère, doit commencer de bonne heure à s'en rendre l'exercice familier par une étude continuelle.

§ XLVI.

Art de
la convic-
tion.

Au reste, le point le plus essentiel est de convaincre. Mais l'art de la conviction résulte de règles si indéterminées, & en si grand nombre, qu'il est presque impossible de les démêler, plus encore d'en rendre raison, & de les mettre en ordre. Cet art n'est rien moins que la perfection de l'Eloquence, aussi nécessaire à l'Ambassadeur, que d'entendre les affaires dont il traite, & si utile au Souverain, que Pyrrhus, Roi des Epirotes, avoit coutume de dire qu'il avoit fait plus de conquêtes par la langue de Cinéas son Ambassadeur, que par l'épée de ses soldats.

Ce grand Art a deux principes fondamentaux, dont l'un est le raisonnement logique, & l'autre les graces oratoires. C'est sur de tels fondemens que peut s'élever le sublime édifice de l'Eloquence parfaite. Mais pour devenir Orateur accompli, aussi capable de développer un sujet quelconque, en composer un discours en forme, & le faire valoir en plein Sénat, ou bien dans un Conseil d'Etat, que de réduire ensuite cette vaste matiere en une courte analyse bien ordonnée, propre pour un entretien particulier, & conservant, dans l'un & l'autre cas, la juste distribution de ses parties, avec les proportions parfaites qu'ils exigent tous deux : pour cela, dis-je, il est besoin de beaucoup plus de lumieres que n'en donnent la Logique & la Rhétorique : il faut, avec une étude continuelle de ces mêmes principes, l'habitude de l'expérience ; il faut un discernement exquis ; il faut plusieurs autres dons naturels, & que l'on n'acquiert communément, ni par l'application, ni par les regles.

§. XLVII.

Précau-
tions à
ne point
trop s'a-
vançer.

De plus, comme il arrivera que l'Ambassadeur requérant, soit requis lui-même d'accorder certaines conditions touchant ce qu'il demande : (car les affaires d'Etat se négocient par con-

contrats, ainsi que dans le Commerce, les Marchands exigent une somme d'argent en échange de leurs effets,) il a besoin d'apporter une attention extrême, afin de n'accorder rien qui puisse tourner au désavantage de son Souverain. Pour cet effet, il doit se tenir sans-cesse sur ses gardes en toutes choses, parce que cette circonspection une fois établie en lui, & passée en habitude, il ne courra plus risque de nuire à son Prince, comme il pourroit faire, si son attention étoit moins générale. Cela fait voir de quelle conséquence il est qu'un Ambassadeur soit informé de tout ce qui peut lui devenir préjudiciable; & qu'il sache inférer, des discours d'autrui, le tort que lui feroit certaine demande. Du reste, si en échange de ce qu'il demande lui-même, il ne vouloit rien accorder; il n'obtiendrait rien non plus, & jamais il ne termineroit de négociations. Au contraire, ce seroit agir contre les intérêts de son Maître, que de souscrire à tout.

§. XLVIII.

Mais, pour justifier sa circonspection, il sera bon qu'il puisse l'attribuer à ce qu'il n'a pas ordre de consentir aux demandes qui peuvent ne pas lui paroître convenables : par ce moyen, il se donnera le temps de recevoir la résolution de son Souverain, sans devoir se délistier des réquisitions qu'il aura déjà avancées. Sur-tout, qu'il ne les abandonne pas, par la raison d'un refus déclaré : car bien souvent ces refus suivent la condition des conjonctures, & varient avec elles : Il faut donc savoir éviter la négative, en disposant l'esprit des personnes, & aidant, dès le commencement, leur bonne volonté. Mais, est-on refusé ? Il faut faire semblant de l'ignorer, ou, pour le moins, s'en défendre, afin de se réserver, en quelque manière, le droit de revenir à la charge, dans une meilleure occasion. En renouvelant les instances, on se tournera vers les Ministres subalternes, ou bien l'on s'adressera à ceux d'entre les principaux, dont on aura le plus gagné la confiance : peut-être aussi trouvera-t-on le moment de s'en expliquer utilement avec le Souverain lui-même. Souvent encore une instance n'a d'effet, qu'à force d'être réitérée, parce que ceux à qui elle s'adresse se lassent, ou de l'entendre, ou de s'y refuser.

Excuser
ses refus.

A a

§. XLIX.

Dis-
cré-
tion dans
les affai-
res.

Mais rien ne recommande tant un Ambassadeur requérant, que sa discrétion dans les affaires, gardant un juste milieu entre les précautions excessives, ou l'extrême délicatesse, & l'empressement trop vif à obtenir sa demande sans délai, & pour le dire ainsi, à la volée. On a taxé du premier de ces défauts, une Nation de l'Europe, qui par trop d'habileté à préparer des moyens sans nombre pour le succès de ses entreprises, ne réussissoit presque jamais, parce que son temps le plus précieux se passoit dans cette préparation superflue. L'autre vice a été de même attribué à un autre Peuple, qui se laissant aller à la trop grande ferveur de son naturel, prétendoit venir à bout de ce qu'il entreprenoit, sans y employer les moyens nécessaires. Erreurs également pernicieuses, qui, le plus souvent, font échouer les négociations. Or ici, le bien du succès désiré se trouve dans ce juste milieu, qui consiste à connoître, par le secours d'un raisonnement droit, la qualité & la quantité des moyens dont on doit faire usage; s'occupant d'eux avec un soin raisonnable, & préférant d'apporter quelque lenteur à leur préparation, plutôt que de s'y hâter trop, suivant cet axiome connu : *manete paulisper, ut expediamus celerius*.

§. L.

Négocia-
tions pas-
sives : el-
les sont de
trois es-
pèces.

Passons maintenant aux négociations dans lesquelles un Ambassadeur est lui-même requis d'octroyer des demandes : ce qu'on peut appeller négociations passives. Elles se réduisent à trois classes : celle des choses utiles à son Souverain ; celle des nuisibles, & celle des douteuses.

§. LI.

Négo-
ciations
de la pre-
mière es-
pèce.

Les utiles, il les rapportera distinctement à son Maître, ne négligeant aucun moyen de s'instruire de tout ce qui peut le diriger dans la négociation, de la manière que nous avons

spécifiée. Ce qu'il doit sur-tout observer, c'est de n'accéder à rien qu'au préalable, il n'ait consulté la maxime générale de son Gouvernement, pour ne se régler que par elle, dans tout le progrès de l'affaire. Si ce Gouvernement suit le principe de sa simple conservation, & que l'on propose à son Ambassadeur, d'accepter l'acquisition de quelque place, ou d'entrer dans une guerre active; il est évident que la proposition ne doit pas seulement être écoutée. Au contraire, si ce Gouvernement tend à s'agrandir, & qu'on lui offre une juste conquête à entreprendre, l'Ambassadeur ne refusera pas d'écouter l'ouverture qui lui en sera faite, & prendra ses mesures en conséquence. Que si c'est la paix qu'on lui demande, tandis que les Armes de son Souverain sont victorieuses, & qu'il n'y a nulle raison de craindre un revers de fortune, il ne se prêtera pas aisément au projet proposé. Il n'écouterà pas non plus les instances qu'on pourroit lui faire d'accéder à quelque Traité qui dérogeroit à d'autres, ménagés ailleurs, supposé que la règle fondamentale de son Gouvernement fût de s'accommoder aux conjonctures, parce que cette maxime générale exige nécessairement la maxime particulière d'entretenir l'amitié des autres Cours; comme nous l'avons démontré.

§. LII.

Quelque avantageuse que soit une proposition, l'Ambassadeur ne doit pas témoigner de l'empressement à l'accepter; il faut, au contraire, qu'il ménage ses termes, même dans l'approbation la mieux méritée; & qu'il ne se montre point trop épris de la beauté du parti qu'on lui fait: parce que, dans l'obligation où il est de procurer à son Souverain tous les avantages possibles, autant que l'équité peut le permettre, sa retenue les fera augmenter, à proportion de l'intérêt qu'on aura de lui faire agréer l'offre.

Se rendre
difficile
à propos.

§. LIII.

Pour cet effet, l'Ambassadeur tâchera d'induire, par de belles manières, les Requérents, à le prier d'entrer en explication

Petites
ruses.

touchant l'affaire proposée; & voici deux voies qui l'aideront à y parvenir. Premièrement, il montrera d'abord assez de disposition à condescendre aux moyens proposés; flattant les Requéranrs dans leur dessein, & redoublant en eux le desir du succès, avec l'empressement de l'effectuer. En second lieu, il évitera, sans faire semblant de rien, toute occasion de se retrouver avec eux, après leur avoir une fois donné les premières lueurs d'espérance: attendu que plus l'acquisition d'une chose désirée est rendue difficile, lors même qu'on a plus lieu de la croire aisée, plus on s'efforce de travailler à l'acquérir. Il ne faudroit pas cependant porter trop loin la retenue, ou le refus; crainte de faire enfin regarder comme impossible le consentement requis; & de frustrer son Souverain de l'utilité qui eut pû lui revenir de la négociation proposée. En un mot, pour trop exiger, on ne doit jamais s'exposer à perdre trop.

§. L I V.

Se tenir
sur la ré-
serve.

Que l'Ambassadeur soit donc réservé, à proportion de l'empressement qu'on lui témoigne, mais que sa retenue serve à redoubler l'ardeur des requérants, & non pas à l'éteindre. Cette retenue doit être ménagée comme on fait l'air d'un soufflet pour allumer le feu: on l'éteindroit en soufflant fort, quand la flamme ne fait que commencer, au lieu qu'un souffle bien mesuré la produit & l'augmente. C'est pourquoi il conviendrait à l'Ambassadeur d'insinuer, & faire entendre indirectement, que s'il adhéroit aux propositions, il en résulteroit plus de satisfaction pour le Souverain des requérants, que son Maître n'y trouveroit d'utilité: ou bien, que la disposition de leurs offres blefferoit les intérêts de celui-ci: ou, que si l'on redoubloit ces offres, il pourroit être plus aisé de les admettre: enfin, c'est à la prudence & à l'habileté de trouver, dans pareille occasion, les moyens les plus sûrs de réussir. Quoique dans le fond, ce ne soient là que de petites ruses, elles ne laissent pas d'avoir leur effet. Il s'agit seulement de les employer à propos.

§. LV.

Après avoir montré comment il convient à l'Ambassadeur de se conduire, lorsque les demandes qu'on lui fait, sont avantageuses à son Prince, nous allons expliquer la méthode que nous croyons qu'il lui faudra suivre, quand les propositions tendront à son préjudice.

Négocia-
tions de la
seconde
espece.

D'abord il nous semble qu'il fera bien d'exagérer de beaucoup le dommage que de telles offres font appréhender, étant assez vraisemblable que les requérants ne prétendent pas que leurs propositions soient trop nuisibles. A cet égard, l'Ambassadeur aura besoin de beaucoup d'adresse, pour prouver ce grand dommage prétendu, & le rendre croyable; à quoi il parviendra, s'il se montre si vivement frappé dès les premiers termes de ces propositions, qu'il excède un peu le ressentiment auquel on auroit pu s'attendre : parce qu'un Ambassadeur, tel que nous l'avons dépeint, doit nécessairement être tenu pour un personnage consoigné en sagesse, qui n'agit jamais que par des motifs tirés d'un raisonnement réfléchi, & de qui, par conséquent, les résolutions sont toujours parfaitement bien digérées. Avec cette réputation, le ressentiment excessif qu'il aura témoigné sur la simple exposition des offres, fera croire comme indubitables, tous les préjudices qu'il leur imputera.

§. LVI.

Un autre expédient qu'il mettra en usage, fera de temporiser, en remettant à un autre jour sa réponse, en éludant le discours, en le détournant par d'autres propos, en donnant des raisons qui ne concluent rien, en évitant la rencontre du requérant : d'où il pourra se faire que, dans l'intervalle, les circonstances, & l'état des affaires de cette Cour venant à changer, elle se désiste de sa prétention; ou bien, que l'Ambassadeur reçoive d'autres ordres de son Souverain, ou enfin qu'il trouve un moyen secret de détourner ce mal. Il est des Cours où l'or devient très-efficace à cette fin, n'étant besoin

Eluder
& tem-
poriser.

que d'en éblouir les Ministres, pour leur inspirer des sentimens nouveaux, & les porter à faire tout ce qu'on veut. Dans d'autres pays, les femmes ont un empire absolu. En Espagne, les Moines étoient si puissans, sous le regne de Ferdinand & d'Isabelle, qu'ils dispoient à leur gré, des volontés du Roi & de la Reine. Quelquefois tout dépendra du bon plaisir d'un favori. En pareils cas, l'habile Ambassadeur emploiera l'or, les femmes, les Moines, un favori, & par leur influence, il verra les prétentions dommageables, modifiées, ou même anéanties.

§. LVII.

Remon-
trances.

C'est encore un excellent moyen, que celui de porter soi-même ses représentations au Prince, pour l'engager à adoucir sa demande. Mais alors il faut se ménager des audiences tout exprès; choisir les temps où l'on doit accompagner ce Prince à l'Eglise, à la chasse, à des voyages; saisir l'occasion d'un compliment, ou de quelque audience que l'on aura obtenue pour toute autre affaire. Dans ces circonstances diverses, un Ambassadeur peut être reçu à insinuer ce qui lui tient au cœur, soit en plaisantant, soit en prenant quelque autre biais qu'il jugera plus convenable à l'humeur, & à l'esprit du Prince: car il est moins difficile de le porter à changer de dessein, en omettant de lui rappeler ses prétentions qu'il a fait notifier par ses Ministres, qu'il n'est aisé d'ébranler ceux-ci, attendu que le Prince n'a pour objet que son intérêt seul, au lieu que les Ministres ont, outre celui-là, le leur propre à ménager. C'est pourquoi lorsqu'une fois ils sont chargés d'une négociation, ils n'oublient rien pour la terminer; à moins que leur Souverain ne la retracte, ou ne la change.

§. LVIII.

Prote-
stations.

Enfin l'Ambassadeur pourra en venir aux voies des protestations un peu pressantes vis-à-vis du Souverain lui-même, & bien plus fortes encore avec ses Ministres, s'il ne peut autrement obtenir la retractation, ou l'adoucissement de la pré-

tention, il suivra fidèlement ses instructions, quant à la manière de protester en semblable cas, ayant égard, sur toutes choses, tant aux maximes de sa Cour, qu'à celles du pays où il réside ainsi qu'aux vues du Souverain & de ses Ministres. Avec une Cour de moindre considération que celle de son Maître par rapport aux richesses, aux forces, à l'étendue des Etats, aux alliances, par rapport aussi aux Ministres, comme moins entreprenants, l'Ambassadeur ne craindra pas de protester avec plus de vigueur qu'il ne devrait faire vis-à-vis d'une Cour plus puissante, parce que dans le premier cas il auroit lieu de se promettre le succès de ses protestations, tandis qu'ayant à faire à plus forte partie, elles pourroient devenir une source de maux & de dangers.

§. LIX.

Quant aux négociations douteuses dans lesquelles les avantages ainsi que les préjudices sont incertains, comme dans l'établissement d'un Commerce : nous croyons qu'il est indispensible d'examiner les qualités intrinsèques de l'affaire, pour en inférer si le succès n'en seroit pas plus à craindre qu'à désirer. Lors donc que l'Ambassadeur aura fait là-dessus ses recherches, il les exposera fidèlement à son Souverain, pour recevoir ses instructions, & les suivre avec une exactitude dirigée par la prudence, en ce que la négociation offrira d'avantageux, ou de nuisible : & à cet égard, il aura rempli son devoir autant qu'il est en lui.

Négociations de la troisième espèce.

Nous avons ce semble, suffisamment traité des principales obligations d'un Ambassadeur : au reste, pour ce qui est de la conduite économique de sa maison, des formalités que les Cours ont coutume d'observer vis-à-vis des Ambassadeurs, & tant d'autres objets qui s'y rapportent, nous avouerons que nous n'en avons parlé que très-superficiellement, à cause qu'un assez grand nombre d'Auteurs traitent de toutes ces matières, pour qu'il soit aisé d'en être instruit. Mais après avoir représenté l'Homme d'Etat dans ses fonctions d'Ambassadeur, il nous reste à le montrer tel qu'il doit être après ses Ambassades.

CHAPITRE X.

De la Maturité.

§. I.

De l'usage du monde.

IL n'est pas de livre plus utile, sans doute, pour qui que ce soit, que ce qu'on appelle ordinairement le *Livre du monde*, c'est-à-dire, le commerce de la Société, la diversité des mœurs & des caractères, la conduite de la vie, les différentes situations où l'on se trouve, heureuses, ou malheureuses : parce que l'expérience que l'on peut avoir de ces états opposés, est le grand Maître qui enseigne, mieux que tout autre, la manière de bien remplir les devoirs que chaque individu contracte avec le monde. C'est par nos réflexions sur la conduite d'autrui, & sur la nôtre propre, ainsi que sur nos succès, ou nos désavantages & leurs causes, que nous apprenons à faire un bon choix des ressorts à mettre en jeu pour la réussite de nos entreprises. Outre cela, l'usage du monde nous dit à quels signes on reconnoît la bonté ou la méchanceté des naturels; & nous donne en même temps des règles sûres pour nous comporter également bien avec tous. Par conséquent celui qui fait ce livre incomparable, acquerra très-aisément la maturité, dont nous allons traiter maintenant.

§. II.

De l'expérience qui en est le fruit.

Personne ne peut avoir eu de plus belles, ni de plus fréquentes occasions de se former par la lecture & l'étude du grand Livre du monde, qu'un homme qui voyageant dans les Pays étrangers, pour y ménager les négociations les plus importantes, s'est souvent acquitté des fonctions d'Ambassadeur; puisqu'il a vécu avec tant de différentes personnes, avec tant de Peuples divers qu'il s'est nécessairement trouvé dans

dans des circonstances critiques, qu'il a traité des affaires pé-
nibles, tantôt avec succès, tantôt avec désavantage, ou sans
fruit. C'est pourquoi, lorsque nous considérons l'Homme
d'Etat comme revenu de ses Ambassades, nous ne saurions
supposer en lui un plus beau mérite, que celui de la maturité;
attendu qu'elle est la science qu'enseigne le Livre du monde,
qu'il a eu le loisir d'étudier. La maturité est une qualité su-
blime, admirable, & essentielle dans les Ministres Politiques,
comme nous espérons de le faire voir dans la suite. En at-
tendant nous allons déclarer en quoi elle consiste, & d'où
elle provient; après quoi nous traiterons de l'importance &
de la nécessité d'en faire un usage convenable.

§. I I I.

Il est aisé de comprendre la signification de terme de *Ma-
turiété*, pour peu que l'on fasse attention aux qualités du su-
jet auquel on l'attribue. Nous disons d'un fruit, qu'il est
mûr, dès qu'il est parvenu à son plus haut point de faveur,
& que sa bonté ne peut plus augmenter; ce qui arrive dès
que chaque partie du fruit ayant reçu une parfaite conforma-
tion, sa semence se trouve en état de produire d'autres fruits
de même espece. Or, il en est ainsi de l'Homme, abstraction
faite de ce qu'il y a de matériel en lui, c'est-à-dire, des qua-
lités de son corps; & ne considérant que ce qu'il a de formel,
qui est son ame, ou son esprit. Nous disons donc qu'un esprit
est mûr, quand il est capable de pratiquer des actions exacte-
ment applicables au sujet qu'il s'est proposé, & propres à
produire l'effet pour lequel il les pratique.

Ce que
c'est que
la matura-
rité.

§. I V.

C'est ici le lieu de distinguer la maturité, de la prudence: celle-ci rendant l'homme circonspect dans ses actions, excite la maturité, en ce que par la prudence, l'homme, prévoyant de loin & confusément, ce qui pourra lui être ou avantageux ou nuisible; la maturité met exactement en usage les moyens

Distinc-
tion en-
tre la pru-
dence &
la matura-
rité.

convenables, tant pour obtenir l'un que pour obvier à l'autre. Il faut donc convenir que la maturité est un bien, dont le prix surpasse celui de la prudence ; mais ajoutons qu'elle ne sauroit se passer du secours de celle-ci ; puisque c'est la prudence qui dispose & prépare ces moyens même, dont la maturité détermine précisément l'emploi. En un mot, la prudence fait la découverte des moyens, & les arrange sans beaucoup de choix ; & la maturité assigne le véritable usage : étendant ses vues non-seulement sur les cas présents, ou prochains, mais encore sur les plus éloignés.

§. V.

Qualités
dont l'as-
semblage
constitue
la matu-
rité.

La maturité n'est donc rien autre chose que cette opération de l'Entendement, qui découvre les vrais remèdes applicables à des maux réels ; & les meilleurs moyens de parvenir à de vrais biens. Cette opération dépend des diverses qualités de l'entendement ; & de leur union résulte nécessairement dans l'homme la maturité dont il s'agit.

La péné-
tration.

La première de ces qualités nous paroît consister dans une pénétration portée, pour ainsi dire, au plus haut degré : nous l'avons expliquée dans le Chapitre XIX. de la première Partie. Par elle l'entendement est conduit à la découverte de l'essence intime des choses, il connoit la nature des affaires dont il faut traiter, il voit leurs causes, il sonde leurs sources, il embrasse leurs rapports, leurs effets, leurs fins, ainsi que les voies qui peuvent y mener : il prévient tous les obstacles, il résout toutes les difficultés qu'on peut opposer, il prévoit tout, remédie à tout, arrange tout.

§. VI.

Un rai-
sonne-
ment ju-
ste.

Toutefois, cette pénétration trop universelle, & comme abstraite, ne suffiroit pas pour produire la maturité, si elle n'étoit appliquée au cas sur lequel il seroit question de former un jugement bien mûr. Il faut donc qu'une autre qualité de l'entendement vienne au secours. Or, cette autre qualité est la parfaite connoissance de la Logique. C'est au moyen de l'art

de raisonner, dont cette science donne les préceptes, que la pénétration est adaptée à l'affaire dont on traite, & que l'on en déduit ce qui se doit statuer, de la manière que nous avons exposée pour la formation des maximes. La connoissance de la Logique doit, ainsi que la pénétration, être poussée à son plus haut degré possible; parce que pour discerner le fond d'une affaire & réussir dans le choix des moyens propres pour sa réussite, (effet naturel de la maturité) il faut plus qu'une pénétration médiocre, & une médiocre notion de la Logique : la raison est que la vérité est souvent déguisée sous mille apparences, ou confondue par les différentes façons de concevoir les choses, selon que les naturels sont plus ou moins hardis, timides, intéressés, généreux, doux, ou violents.

§. VII.

Il est d'autres qualités dont le concours est nécessaire pour l'acquisition de la maturité. Quelque parfaite que soient dans un homme la pénétration & la science Logique, elles ne lui garantiront jamais avec certitude, la véritable notion d'un fait, ni le succès des moyens employés dans sa discussion. Nous n'avons point d'empire sur les accidents, nous ne saurions compter sur ce qui dépend de la volonté, ou du caprice d'autrui. À la vérité, il résulte de là, que ces autres qualités que nous entendons, ne nous feront point acquérir la certitude désirée, si la pénétration & la Logique n'y peuvent rien : néanmoins, des secours multipliés ne laisseront pas d'ajouter quelques degrés de plus à la probabilité; en sorte que nous aurons, au moins, une certitude morale des choses : car les hommes ne changent guere de méthode dans leur conduite ordinaire, sans l'influence de quelque cause déterminée, qui fait fléchir leur volonté, laquelle suit volontiers sa pente naturelle, quelque facile qu'il lui soit de se porter ailleurs : l'on fait que la douleur, par exemple, nous rend sincères, comme la crainte nous inspire la réserve; & l'occasion qui plait, nous invite à la mettre à profit.

De quelques autres qualités nécessaires à l'acquisition de la maturité.

§. VIII.

La dissimulation.

Ne négligeons donc rien, & disons qu'entre autres moyens, la dissimulation peut beaucoup servir à l'acquisition de la maturité. La dissimulation est une qualité de l'esprit qui lui fait faire semblant d'ignorer ce qu'il fait déjà bien. Cette disposition peut produire la maturité pour plusieurs raisons. Premièrement, parce qu'elle laisse à l'esprit le loisir d'être mieux informé d'une affaire en question, au lieu que, lorsqu'on se donne pour être déjà assez instruit, il est d'autant plus difficile de chercher de nouvelles lumières, que l'on se persuade davantage qu'elles ne serviroient à rien. Ainsi, en dissimulant les connoissances que l'on a, on les augmente, & l'on se facilite les moyens de former des résolutions parfaitement mûres. En second lieu, un esprit qui fait dissimuler, donne aux affaires le temps de prendre le pli qui leur est naturel, & les voit se disposer ainsi à leurs effets propres; ce qui le mettra à même d'y apporter les remèdes convenables qu'il préparoit de loin; & alors, il les appliquera avec plus de succès qu'il n'eût fait auparavant. On n'a plus à craindre les mauvaises suites auxquelles on s'expose au commencement, lorsque l'on y voit moins clair, au lieu que dans une affaire avancée, on peut être moralement sûr de l'événement, & le remède en sera plus efficace.

§. I X.

Exemples.

Si, parce qu'on voit un Souverain s'allier avec un autre, on vouloit, sur le champ, lui déclarer la guerre, fut-il vrai que l'on eut tout à craindre d'une telle alliance, cette résolution seroit faite sans maturité, parce que, faute d'avoir dissimulé, on n'auroit pas eu le loisir d'observer les motifs, ni la véritable fin d'une alliance dont on auroit pris ombrage. Pour délibérer mûrement, il faut attendre les progrès de la Ligue, & laisser prendre aux soupçons assez de consistance pour qu'ils deviennent un vrai fondement de rupture: autrement c'est s'exposer à des entreprises difficiles, injustes, & dangereuses.

§. X.

La dissimulation sert aussi à paroître se ressentir peu, ou plutôt, ignorer les petits dommages reçus de la part de quelque Souverain; au moyen de quoi l'État ne montre point de foiblesse à ne pas exiger de réparation, & ne s'expose pas aux préjudices plus considérables dont elle pourroit être causée. D'où il est aisé d'inférer ce que vaut la maturité dans les résolutions; & combien, par son moyen, elles sont rendues propres au sujet auquel on les applique.

Autre effet de la dissimulation.

§. XI.

Le déguisement est encore une qualité capable de concourir à produire la maturité. Par le mot de déguisement, nous entendons le tour que l'on fait prendre pour faire voir tout l'opposé de ce qu'on prétend faire : artifice louable & excellent dans certains cas, mais pernicieux & détestable en d'autres : science trop commune dans le monde, & de laquelle on abuse le plus souvent, comme l'histoire de tous les temps en fait foi, sur-tout sous le regne de Tibere; & comme nous en sommes nous-mêmes journellement les témoins. Quoiqu'il en soit, le déguisement est raisonnable, quand il est employé pour parvenir à des fins légitimes, & lorsqu'il y paroît si indispensable, que toute autre voye seroit inutile. Alors la maturité devient le fruit de cette heureuse tromperie, parce qu'en couvrant nos véritables desseins, le déguisement nous donne le moyen de les changer, ou bien de les poursuivre, selon que la conjoncture le requiert, ou que l'exige l'attente de nouveaux éclaircissements touchant la nature & les circonstances de ces mêmes desseins.

Le déguisement légitime.

§. XII.

Mais comme il n'est jamais à propos d'attendre que le mal soit arrivé, pour songer à y remédier, & qu'on doit le prévoir, & se tenir sur ses gardes, à tout événement, il faut

Une défiance honnête.

joindre aux qualités ci-dessus énoncées, celle de la défiance, qui bien que d'ordinaire elle soit un vice des tempéraments timides, devient une excellente vertu dans les ames courageuses; produisant en elles cette prévoyance qui donne lieu à la prudence, principe & fondement inébranlable de la maturité.

§. X I I I.

Exemple. Tel étoit Henri VII. Roi d'Angleterre, ferme, intrépide, constant, & tout-à-la fois, plein d'une sage défiance, qui ne laissoit rien échapper de tout ce qu'on pouvoit tramer contre lui, qu'il ne l'eût prévu : parce que le soupçon ouvre les yeux de l'esprit, l'excite à la recherche, conduit les informations avec adresse & secret, enseigne la pratique de la dissimulation, & du déguisement, selon que le cas l'exige.

§. X I V.

L'expé-
rience.

L'expérience semble aussi un bon moyen d'acquérir la maturité ; puisqu'en nous dévoilant les événements passés, elle nous montre à peu près la marche des choses présentes. Dans une affaire quelconque, c'est l'expérience qui offre à l'entendement l'idée juste des aboutissants de cette affaire, & applique les voies à des résolutions appropriées au biais qu'elle prendra : ce qui s'appelle agir mûrement.

§. X V.

Le se-
cret.

Le secret encore est un des principes de la maturité. C'est par lui que s'observe ce silence profond sur les plus petites circonstances d'une affaire, de peur de donner occasion au moindre éclaircissement de ce qui ne doit pas être su, & dont la publicité pourroit porter à l'Etat quelque préjudice, si petit qu'il fut. Mais, si le secret est une condition requise dans un Ministre; il fait, en même-temps, la partie essentielle de son obligation la plus étroite. C'est du secret que dépend le succès des négociations; & la personne qui le fait garder, se voit

toujours le glorieux dépolitaire des plus intimes communications : avantage qui lui facilite les plus grands progrès dans la vraie connoissance des affaires en général : & qu'y a-t-il de plus favorable pour former de mûres résolutions ?

§. XVI.

A cet égard, la connoissance de nous-mêmes vis-à-vis des autres, ne nous fera pas d'un petit secours, attendu que par elle, nous apprenons si c'est nous qui avons la supériorité en science & en habileté, ou, s'ils ont sur nous l'avantage. Cette découverte nous décide sur la conduite qu'il faut tenir avec eux, ainsi que sur le cas que nous devons faire de leur mérite : car il est assez ordinaire qu'un homme d'un génie borné juge trop avantageusement de celui d'autrui ; ce qui lui fait trouver dans les desseins & les opérations des autres, plus d'excellence qu'il n'y en a : & supposant mal-à-propos dans leurs raisons, ou dans leurs objections, des subtilités & des difficultés qui n'étoient pas à craindre, renonce à l'honneur de leur opposer sa conduite, & par conséquent à l'espérance d'arriver à ses fins. Le présomptueux, au contraire, se flatte que personne ne l'égale en sagesse & perspicacité ; mais il n'est personne qui ne lui fasse prendre le change.

La con-
noissance
de soi-
même.

§. XVII.

Enfin, l'âge avancé est un autre fondement de la maturité. Les jeunes gens pénétreront, il est vrai, toute l'essence d'une affaire, mais ils ne sauront pas la diriger, ni trouver les moyens de la faire réussir ; ou s'ils se mêlent de les chercher, ils s'y conduiront mal, appliquant, sans choix, les plus grands remèdes aux plus petits désordres : effet de la chaleur de leur tempérament, comme nous l'avons remarqué, en parlant de l'âge convenable à l'Homme d'Etat. Cette trop grande vivacité les porte au terme d'une affaire, avant que d'en prendre les moyens ; ou bien, elle leur en fait employer tant à la fois, qu'ils ne peuvent les réunir, ni les faire concourir à un même

L'âge

effet. Au contraire, un vieillard respectable, se trouvant libre de ce feu dont il se souvient que sa jeunesse fut autrefois animée, n'a plus rien qui l'empêche de faire les plus exactes observations, ni de comparer les moyens qu'il choisit, au terme auquel il vise : conduite qui ne peut que produire des résolutions pleines de maturité.

§. XVIII.

La Con-
noissance
de la mo-
rale.

Achevons : l'acquisition de cette qualité éminente dépend également de la connoissance de la bonne Morale, qui renferme la notion des événements à venir, autant qu'ils ne tiennent qu'à la volonté des hommes : or, Aristote a dit, *juvenes non esse idoneos Moralis Philosophiae auditores* : mais s'il est vrai que les jeunes gens ne puissent posséder parfaitement la science de la Morale, il l'est donc aussi de dire que la maturité n'est pas encore à leur portée : non qu'il ne s'en trouve quelqu'un qui pense mûrement ; mais, ce phénomène est très-rare ; & il est bien plus aisé de se tromper en supposant de la maturité dans un jeune homme, qu'en l'attribuant à une tête blanche ou chauve.

Telles sont, à notre avis, les sources principales, d'où dérive la maturité, en même temps qu'elles servent de moyens pour l'acquérir. Reste à savoir les raisons qui la rendent nécessaire à la plupart des Ministres d'Etat.

§. XIX.

A quels
Ministres
la matura-
rité est in-
dispensa-
blement
nécessaire.

Il ne faut pas croire qu'ils doivent tous être doués de cette qualité ; elle est utile à tous, mais elle ne l'est spécialement qu'aux Chefs du Conseil, si j'ose ainsi parler. Elle est nécessaire pour former les résolutions & les Décrets ; & non pas absolument pour la recherche des moyens, leur disposition & leur emploi ; si tous les Ministres du Cabinet avoient la maturité en partage, peut-être les parties essentielles de recherche, de disposition, de détail, seroient-elles négligées, & sans cet échaffaudage, comment élever l'édifice d'une bonne Administration ? En effet ; sans la préparation des moyens, quel usage

ge pourroit-on faire de la maturité? & sans le dispositif préalable à leur exécution, de quoi serviroit-elle? C'est pour cette raison que dans le Chapitre où nous avons traité de l'âge des Ministres, nous avons admis quelque jeunesse dans le Cabinet, afin qu'elle y serve comme de ferment dans le maniement des affaires qui s'y traitent, & mette dans l'exécution, l'activité qui leur est naturelle. Il suffit que les jeunes Ministres qui sont en petit nombre, aient de la prudence; mais la maturité est une qualité indispensable dans les plus anciens, pour la raison ci-après.

§. X X.

Il n'y a pas de doute que chaque opération du Gouvernement doit être rapportée au bien de l'Etat & des Peuples. Cette fin ne peut s'obtenir que par des moyens convenables, & l'on ne sauroit les employer, sans connoître à fond leur nature & leur prix. Il n'est pas possible de parvenir à procurer le bien de l'Etat, si l'on ne fait parfaitement en quoi ce bien consiste; si l'on ne reconnoît par quel vice la constitution de l'Etat manque de ce qui doit contribuer à son bonheur, si l'on ne découvre l'essence & la qualité des remedes qu'il faut y apporter; si l'on ne fait le vrai choix de ces remedes, ainsi que de la maniere & du temps propres à leur application. Or toutes ces connoissances constituent l'essence de la maturité, comme nous l'avons démontré au commencement; elle est donc absolument nécessaire à la plupart des Ministres d'Etat.

Aux anciens Ministres.



CHAPITRE XI.

De la formation des Maximes d'Etat par un homme mûr.

§. I.

Deux erreurs dans la formation des maximes d'Etat. **A**PRE'S avoir traité fort au long la matiere des Maximes d'Etat, il ne nous reste qu'à rappeler en abrégé quelques propositions déjà discutées, pour faire voir ici comment un homme mûr forme ces maximes. Il ne fera pas inutile de reprendre ce sujet, attendu que nous avons remarqué deux fautes, dans lesquelles il est aisé de tomber, lorsque l'on forme les maximes de la maniere exposée ci-devant, ces erreurs ne peuvent être redressées que par les soins de la maturité.

§. II.

Précipitation.

La premiere faute dans laquelle on peut tomber; c'est d'accepter une proposition agréable, & qui offre des avantages sans trop faire attention à la solidité de ces mêmes avantages, ni aux préjudices qu'ils pourront causer. Or il n'est rien de plus commun que ces fortes d'abus, parce que notre esprit séduit par un espoir flatteur, s'y porte avec d'autant moins de réserve, qu'il en est plus agréablement touché : impression qui lui fait négliger l'examen de la nature & des conséquences de cette agréable proposition : au contraire, entraîné par l'appas, il aime à se persuader qu'elle ne renferme rien que ce qu'elle lui promet; & des-lors, non-seulement il ne forme nul soupçon sur sa découverte, mais il s'y livre avec une pleine confiance. Il parcourra, si vous voulez, quelques suites possibles de cette affaire qu'il a résolu de pousser à bout, mais ce n'est qu'en faveur de ce qui lui en plaît le plus, & des moyens qui pourront rendre sa réussite plus facile, & plus prompte. Ainsi, il demeure satisfait, & n'a pas même cette pensée,

qu'il s'embarque peut-être inconsidérément dans une négociation qui le trompe.

§. III.

L'autre faute à craindre dans la formation des maximes, est une attention excessive à fuir ou à empêcher tout ce qui semble nuisible en quelque genre que ce soit, sans faire réflexion à ce qui pourroit s'ensuivre de bon & d'heureux. Cette erreur vient du trop grand amour que nous avons tous pour notre intérêt propre. Nous le recherchons avec tant d'empressement, que nous souffrons avec peine l'obstacle que peut y apporter un événement indifférent : notre peine devient extrême, si cet obstacle produit de soi-même des effets fâcheux : alors notre esprit se forme des images tristes & fâcheuses, il s'en occupe sans cesse dans ses opérations, & ne s'attache qu'aux effets présents de ces mêmes images, sans porter sa vue aux suites éloignées qui pourroient lui offrir une perspective plus flatteuse. Ainsi, n'entrevoyant que des maux que nous exagérons nous-mêmes, nous faisons tous nos efforts pour les éloigner, & nous en délivrer ; sans prendre garde que nous nous privons par-là de tous les biens qui en auroient résulté.

Excès de
précau-
tion.

§. IV.

La maturité est le remède à ces deux abus, parce que mieux elle fait développer l'essence intime des choses, mieux aussi en apperçoit-elle, non-seulement les effets présents, ou sûrs, & même probables ; mais encore les plus éloignés. Toutefois ce moyen si puissant n'est pas d'un usage facile, parce que, comme nous l'avons dit ailleurs, tout ce qui combat la nature, ne peut avoir qu'une marche extrêmement lente & pénible : ne laissons pas pourtant d'indiquer les moyens d'employer la maturité contre les deux erreurs que nous venons de relever.

Remède
à ces
abus : la
maturité.

§. V.

Le premier consiste à se prémunir contre les passions, afin d'être en état de les éprouver sans les fuir ; à ne rien précipiter.

Moyens
d'employer
cette ma-

turité.
Premier
moyen.

piter, à réprimer les faillies de notre esprit qu'elles excitent ; à ne pas toujours regarder comme bon l'objet qui nous flatte, ni comme mauvais celui dont le premier abord nous déplaît. Résolution difficile à soutenir, tant parce que le mouvement imprimé sur nos sens par les causes du dehors, surprend notre ame, & l'emporte avec lui, que parce qu'il nous est si naturel de vouloir notre bien, & de fuir toute idée de mal. Néanmoins il est une vérité dont la connoissance fera à cet égard, d'un très-grand secours : personne ne peut douter qu'il ne soit vrai que bien de choses commencent par être agréables, & finissent par être nuisibles, tandis que d'autres, au contraire, offrent d'abord un aspect disgracieux, mais, dont la fin procure des avantages réels. Cette vérité doit être bien pesée ; & nous gagnerons beaucoup, si nous faisons de sérieuses réflexions, lorsque nulle passion ne nous préoccupe, & que nous ne sommes pas dans le cas de nous décider sur quelque affaire. Outre cela, il faut rappeler les occasions dans lesquelles il nous sera arrivé de prendre le change, en nous déterminant trop tôt, sur l'apparence du bien, ou sur celle du mal ; puis, considérant les mauvaises suites de notre légèreté, nous en concevrons assez de regret, pour nous tenir dorenavant sur nos gardes en pareilles rencontres, suspendant notre jugement pour ne le porter qu'avec assurance.

§. V I.

Second
moyen.

Le second moyen sera de réduire nos passions sous l'empire de nos connoissances, au lieu de souffrir que celles-ci dépendent des autres. Pour cela, nous recourrons aux arguments logiques, dans toute sorte de sujets, & nous ne nous déterminerons pour, ou contre, qu'après en avoir pénétré toute l'essence : car souvent nous nous abusons jusques à croire que nous agissons sans passions, tandis que nous ne suivons qu'elles. C'est pourquoi il convient d'employer la Logique sur tous les sujets, afin que ceux qui mettent nos passions en jeu, sans que nous nous en apercevions, soient compris dans la totalité. Cette pratique sera mal aisée, si nous n'y sommes aidés

par une habitude contractée dès notre jeunesse, lorsque le vice n'ayant point encore pris racine en nous, notre esprit ne pouvoit encore en être l'Orateur.

§. VII.

Le troisieme moyen d'employer la maturité contre l'erreur, consiste à s'accoutumer, tant qu'on peut, à souffrir les impressions fâcheuses, & à se défendre de celles qui sont agréables, afin d'affoiblir, du moins en partie, la violence avec laquelle les objets extérieurs agissent sur les sens qui en perdront peu-à-peu leur fougue, & deviendront par l'habitude bien plus modérés qu'ils n'étoient : ils en auront, par conséquent, moins de pouvoir sur l'entendement, & il en fera plus aisé à celui-ci de fonder & reconnoître le véritable état, les qualités & les propriétés des choses, sans se laisser prendre aux apparences.

Troisième
moyen

§. VIII.

Pour quatrieme moyen, il faut éviter de se faire une règle à suivre pour l'avenir, d'un sujet actuel de joie, ou de chagrin. On doit au contraire se défier du jugement qu'on porte sur les véritables causes de l'une & de l'autre ; parce que l'esprit se trouvant affecté par la douleur, ou bien par le plaisir, ses facultés en sont offusquées, interceptées, & rendues inhabiles aux recherches : notre entendement prenant pour cause de la joie ou du chagrin, ce qui ne l'est point, appliquera un remède impropre, qui ne se rapportera qu'à une cause supposée mal-à-propos, & l'on n'aura rien avancé par rapport à ce dont il s'agissoit effectivement. Ainsi dans le cas de quelque malheur, il faudra sans doute employer d'abord les moyens qu'offriront la pénétration & la vivacité du jugement, selon que la conjoncture l'exigera ; mais on feroit mal de se former de sa conduite actuelle une maxime à suivre en d'autres temps. De même, dans un événement avantageux, il faut s'occuper à en tirer tout le parti possible, sans en rien conclure pour l'avenir.

Quatrième
moyen.

§. I X.

Cinquième
moyen.

Enfin le cinquième moyen d'obvier aux deux abus qui ont quelquefois lieu dans la formation des maximes d'Etat, se prend de la combinaison des cas actuels avec les événements passés, & du rapport qu'ils peuvent avoir avec ceux qui arrivent encore ailleurs : c'est-à-dire, qu'il faut faire usage de l'expérience, pour discuter les effets qui ont eu lieu d'autres fois en semblables occasions, en les comparant aux effets actuels, observer ce que peut produire le cas présent, eû égard à la constitution actuelle de l'Etat ou des autres Gouvernements auxquels ce même cas auroit rapport, & voir ce qui peut résulter de cette combinaison générale.

§. X.

Exemple.

Si l'on offre à un Souverain l'acquisition d'une Ville, il ne faut pas se hâter d'accepter la proposition, quand même on ne suivroit pas la maxime générale de la simple conservation de ce qu'on possède ; mais ce qui convient alors c'est d'observer avant toutes choses, les conséquences de cette acquisition, tant par rapport à la qualité de la place qui est offerte, que pour la situation des Etats respectifs ; il faut voir si en se rendant à la proposition, on ne donnera pas sujet de jalousie à d'autres Cours. Si la nouvelle acquisition ne deviendra pas une semence d'altercations & de désordre parmi les Citoyens. Si elle n'occasionnera pas une dépense excessive, & s'il ne sera pas trop difficile de la conserver. Tels sont les principaux moyens d'où résulte, autant que nous en pouvons juger, le bon usage de la maturité pour la formation des maximes. Voyons maintenant, quelles sont les maximes qu'un homme mûr doit former, & comment il doit s'y conduire.

§. X I.

Forma-
tion des
maxi-
mes.

Nous avons déterminé, dans le Chapitre III. de cette seconde Partie, le nombre des maximes générales qui suffisent

pour la direction de toute sorte de Gouvernement. Il en est trois, savoir celle de la *simple conservation*, celle de *l'agrandissement* & celle qui prescrit *de se conformer aux circonstances*. Ces maximes en produisent d'autres qui sont les particulieres, les subordonnées, les subalternes & les maximes de menu détail dont nous avons parlé dans le même Chapitre. En traitant de leur formation, nous en avons suffisamment expliqué les diverses manieres; & il seroit inutile de revenir à ce même sujet, si nous ne jugions convenable de présenter ici quelques réflexions propres à faire concevoir des maximes d'une maturité parfaite.

§. XII.

Toute maxime à former se fonde sur des faits que l'Homme d'Etat a vu de ses yeux, ou qu'il fait par les rapports d'autrui : puisque les maximes roulant nécessairement toutes sur des réglemens à faire, soit au dedans de l'Etat, soit au dehors, ces objets extérieurs viennent à la connoissance du Ministre par les rapports qu'on lui en fait, & il peut savoir par lui-même ceux du dedans; il connoît encore la plus grande partie de ceux-ci, par les exposés que lui en adressent les Magistrats respectivement préposés aux divers ordres de l'Etat : par conséquent les maximes à former sur les rapports d'autrui, sont en bien plus grand nombre que les autres. C'est pourquoi il nous semble à propos de nous étendre un peu sur les deux réflexions suivantes.

Sur les informations reçues.

§. XIII.

La premiere est de ne pas croire aisément les informations que nous ne recevons que de la part d'une seule personne. Tout homme étant sujet à l'erreur, celui qui nous informe peut avoir crû véritable un fait qui ne l'est pas; il peut avoir omis quelques circonstances essentielles à la chose, ou en avoir ajouté d'autres qui altèrent sa nature. Il faut donc s'il se peut, confronter ces informations, avec d'autres avis reçus sur le même sujet; par cette précaution la vérité pourra être consta-

Deux règles que prescrit la maturité. Première règle.

tée, surtout, si nous examinons, en même-temps, tous les divers rapports, les particularités omises dans les uns, exagérées, affoiblies, ou supposées dans les autres.

Ce n'est pas seulement les ordres intérieurs de l'Etat, que cet examen regarde; il doit aussi s'étendre audehors : en sorte que nous examinions & les informations des Magistrats, des Conseils, des différents Gouvernements, & celles que nous recevons de la part de nos Ambassadeurs & Ministres, ainsi que de ceux des autres Souverains : d'où nous tirerons, à coup sûr, la claire notion, & le véritable état de l'affaire en question.

§. XIV.

Seconde
regle.

L'autre réflexion à faire sur les avis que nous recevons, roule sur la connoissance que nous avons des personnes qui nous les donnent, ou à qui nous les demandons : il faut nous rappeler leur caractère, leurs inclinations. Sont-ce des gens timides, téméraires, avares, soupçonneux, vindicatifs? Chacun juge des choses à sa guise, & les représente telles que sa passion les lui montre. Un homme craintif croit dangereux ce qui n'est qu'indifférent : l'intrépide ne voit du péril nulle part : un esprit ombrageux se défie de tout le monde : un cœur dominé par la vengeance, ne pardonne à personne : celui que la colere emporte, brusque tout, & son intérêt propre ne l'arrête pas. Ces divers caractères des hommes obscurcissent, comme autant d'épais nuages, les lumières de leur raison, d'où il arrive que l'on décrit les choses comme on les a conçues, c'est-à-dire, d'une manière souvent fort différente de ce qu'elles sont. Il est donc essentiel de connoître l'humeur des gens qui nous font parvenir leurs avis, si nous ne voulons nous-mêmes donner dans l'erreur, & être hors d'état de former des maximes avec maturité.

§. XV.

Principes
pour la
forma-
tion des
maximes.

Cette connoissance nous mettra à même d'établir d'abord quelques principes qui serviront de point de comparaison dans toutes les circonstances où il s'agira de former des maximes qui exigent une maturité plus spéciale.

§. XVI.

§. XVI.

Un de ces principes fera par exemple, celui qui dicte que pour réprimer le désordre des dissensions civiles, des menées & des cabales, rétablir des usages déchus, ou remédier à quelque abus interne ou externe, capable de nuire essentiellement à la société, il faut remonter à la vraie source du mal, & l'attaquer dans son principe, mais par un moyen si efficace, que ce désordre séparé de sa racine, sèche, faute d'aliment : opération qui arrêtera tout-à-coup les progrès du mal & des troubles répandus dans l'Etat, sans qu'il soit besoin d'en venir au remède, souvent dangereux, des châtimens publics.

Premier principe.

§. XVII.

Un autre principe général est celui de donner occasion à quelque vif remuement, qui bien que par lui-même peu avantageux à l'Etat, puisse servir de frein ou de diversion à d'autres mouvements pernicioeux : c'est ainsi que les Romains favoient réprimer les émeutes du Peuple. Les dissensions intestines causées par la Loi *Agraria*, furent heureusement assoupies par la diversion d'une levée de boucliers contre les ennemis du dehors.

Second principe.

§. XVIII.

Troisième principe général : la base commune de l'amitié qui lie les hommes, n'étant rien autre chose que l'intérêt, il en résulte que l'on ne sauroit guere se faire des amis, sans les gagner par des avances où ils puissent trouver leur compte.

Troisième Principe.

§. XIX.

Quatrième principe : sur cette notion du pouvoir de l'intérêt, il est dangereux de rompre une liaison, ou d'en refuser les offres, sans s'exposer aux pièges & à la mauvaise volonté des hommes.

Quatrième Principe.

§. X X.

Cinquieme
Principe.

Cinquieme principe : comme l'intérêt est une passion insatiable, il est expédient de se munir avec adresse contre sa malignité, par des offres plus avantageuses qu'elle n'a lieu de se les promettre; ou par des menaces plus vives qu'on ne les feroit sans cette considération.

§. X X I.

Sixieme
Principe.

Sixieme principe : dans le Gouvernement, la fermeté vaut mieux que la foiblesse, attendu que ce qui soutient le bon système de l'Etat, c'est la connexion & la juste correspondance de toutes ses parties; or si une seule d'entr'elles vient à se détacher, la confusion se met dans le tout; mais pour conserver l'union & l'harmonie requises, à peine la vigueur des loix suffit-elle : donc, cette vigueur doit être employée, toutefois avec ménagement : il ne faut pas entreprendre l'extirpation de tous les désordres ensemble; on doit dissimuler à propos, fermer les yeux sur certains abus, pour ne pas exciter la fureur du Peuple, & le porter à de plus funestes excès.

§. X X I I.

Septieme
Principe.

Septieme principe : Pour engager les hommes à l'observation d'une loi sévère, rien n'a tant d'empire, que l'exemple de leurs Chefs. Les Consuls Marcellus & Levinus se voyant contraints d'approvisionner les armées Romaines, pour défendre la Sicile, que les Macédoniens menaçoient en faveur de Carthage, dont la guerre avoit réduit Rome aux abois, & vuide tout-à-fait le trésor public; ces Consuls, dis-je, dans une conjoncture si critique, au lieu d'ordonner des impôts, firent verser publiquement dans le Trésor tout l'or & l'argent qu'ils possédoient, & leur générosité ne manqua pas d'être imitée, même au-delà de leurs espérances : Sénateurs, Chevaliers, simples Citoyens, tous à l'envi consignerent des sommes si nombreuses,

que les Notaires ne suffisoient plus pour les enrégistrer : de sorte que non-seulement les armées furent mises dans le plus bel état, mais il y eut encore de quoi faire aux soldats des largesses extraordinaires pour animer leur courage.

§. XXIII.

De plus, si l'on parcourt les cinq différens emplois du Ministère, expliqués dans les Ch. III. & IV. de notre premier Traité, il sera facile d'établir sur chacun de ces emplois d'autres principes généraux. Par exemple, à l'égard de la justice civile, on reconnoitra que ses loix étant faites pour s'étendre sur l'universalité du Peuple, qui forme l'Etat, & pour en soutenir toutes les parties individuelles dans la consistance la mieux réglée, ces loix doivent être disposées, & rédigées de telle sorte, que leur esprit, ainsi que la marche de leur exécution, tende à favoriser, en quelque maniere, les débiteurs, sans toutefois blesser l'équité : & cela, dans la vue de ne pas ôter à ceux-ci, qui sont également partie de l'Etat, tout moyen de subsister ; & d'épargner au Gouvernement la voie des résolutions violentes en leur faveur, manifestement opposées aux justes motifs des Créanciers, comme on l'éprouva souvent dans Rome.

Autres principes par rapport à la justice civile.

§. XXIV.

Par rapport à la Justice criminelle, on verra que ses loix doivent concourir à l'exécution de la maxime générale de l'Etat ; par conséquent, lorsque cette maxime exige de la fierté dans les sujets, les loix seront moins rigoureuses ; mais si la maxime générale demande dans le Peuple la modération & la douceur, alors les loix de la Justice criminelle en devront être d'autant moins douces : peut-être même souffriront-elles, dans l'un & l'autre cas, quelque sorte d'asyle aux coupables qui n'auront toutefois aucun crime énorme à se reprocher.

Et à la Justice criminelle.

§. XXV.

Concer-
nant les
affaires
écono-
miques.

Quant à l'inspection économique, l'on pourra également connoître le rapport réciproque qu'il y a entre la richesse des Sujets, & celle du Trésor public, puisqu'elles se soutiennent mutuellement, & que les bornes de l'une & de l'autre sont réglées sur le genre de maxime générale que l'Etat s'est donné. C'est sur cette règle que l'on détermine les impôts ordinaires & extraordinaires, que l'on augmente plus ou moins les droits d'entrée des effets absolument nuisibles, en proportion de l'accroissement des productions du pays, ou du progrès des fabriques propres qui peuvent y tenir lieu des étrangères, accordant aux sujets de l'Etat, ou augmentant en leur faveur le privilège des importations & des exportations de ces différents articles, par terre ou par mer, suivant que l'une des deux semble convenir davantage. Sur la même règle, on tolère avec équilibre, une valeur politique, ou même quelque agio sur les matières d'or & d'argent, lorsqu'elles sont exportées hors de l'Etat, en lingots, comme marchandise; ou bien, lorsque réduites en monnoie, elles trouvent dans le pays un cours libre, malgré celui des espèces étrangères. De cette valeur politique, ou agio bien ménagé, on forme un Capital imaginaire, propre à augmenter l'activité du change. Enfin sur la même règle, on ne craint pas de souffrir quelque extension dans les dettes publiques, que l'on fait faire servir à l'emploi lucratif des Capitaux de la Nation.

§. XXVI.

Concer-
nant le
Militaire.

Pour ce qui est des affaires de la Guerre, on prendra ce principe si utile, de ne jamais risquer toutes les forces de l'Etat, ni dans les armements, ni dans l'emploi des Troupes, s'en réservant toujours une partie pour le besoin, en cas de désavantage.

§. XXVII.

A l'aide de tels principes capables de se répandre, & sur l'intérieur total du Gouvernement, & sur son extérieur, il sera facile d'atteindre au plus haut point de maturité qui se puisse souhaiter pour la solidité des maximes dans ce qui concerne la Politique. Cette solidité consiste à réduire éminemment, & généralement en un seul point de vue, les sujets, les circonstances, les accidents, les causes, & les effets qui peuvent ou dépendre des cinq emplois du Ministère, ou s'y rapporter; elle consiste aussi à embrasser par la pensée la constitution universelle de l'Etat : & au moyen de ce double point de vue, on pourra comparer entre-elles les parties de cette constitution présente aux yeux de l'esprit, pour le rendre arbitre de la nature, de la proportion, & de l'importance de chaque partie; ainsi quand du haut d'une montagne l'on étend sa vue sur une vaste plaine, divisée en terres labourées, prairies, bois, fleuves, collines & villes, l'œil distingue la diversité réciproque de l'étendue & de l'élévation de tous ces objets. C'est donc à l'aide d'une connoissance aussi distinguée & aussi précise, que l'on formera mûrement les maximes.

Fruit de
ces prin-
cipes.

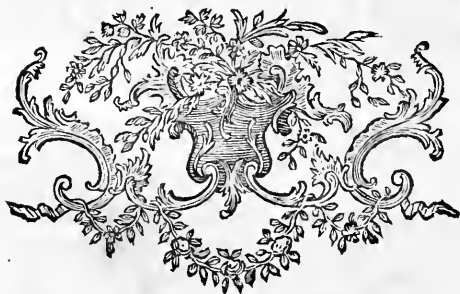
§. XXVIII.

Le Dictateur Fabius-Maximus ne forma point par d'autres moyens son admirable maxime, vraiment pleine de maturité, qui sauva la République Romaine de la ruine entière, dont elle étoit menacée par les armes victorieuses d'Annibal, lorsque, par un effet de sa profonde pénétration, ce grand Homme voyant que toute la Majesté de Rome ne tenoit plus qu'au succès d'un petit nombre de guerriers qu'il avoit ramassés parmi tant de Légions détruites, quelque rapidité qu'il remarquât dans les progrès destructifs de l'Ennemi, quelque violents, & même quelque peu mesurés que fussent les murmures des Romains contre son inaction, il persista immuablement dans sa résolution de ne jamais hasarder la moindre sortie,

Exem-
ple. Fa-
bius-Ma-
ximus.

pour ne pas perdre un seul de ses soldats, dans lesquels résidoit l'unique espoir de la Patrie. Maxime pour toujours honorable à cet illustre temporisateur ! Elle produisit tout l'effet qu'il s'en étoit promis ; non-seulement Rome y retrouva son salut, mais encore elle reprit sa première vigueur jusqu'au point de rentrer, plus fière qu'auparavant, dans la carrière de la victoire, & de pousser ses conquêtes dans toutes les parties du monde.

Nous venons de faire des détails que nous avons cru indispensables, pour parvenir à la fin que nous nous étions proposée, savoir de faciliter à l'Homme d'Etat les moyens de former les maximes avec maturité ; mais comme leur exécution est difficile, nous ne saurions l'engager à l'étude, & aux soins pénibles qu'elle exige. Il nous reste encore à traiter de quelques autres points qui regardent les devoirs du Ministre Politique.



CHAPITRE XII.

De la maniere de concilier les opinions.

§. I.

Nous avons montré comment il faut s'y prendre pour acquérir la maturité, & pour en faire usage; il s'agit à présent d'exposer un des principaux emplois que l'Homme d'Etat doit remplir, lorsque cette grande qualité lui est devenue propre. Cet emploi n'est rien moins que la conciliation des maximes, ou, si l'on veut, des opinions des autres Ministres : à quoi l'Homme d'Etat consommé, s'exerce sur-tout dans le Cabinet, qui est, plus que tout autre Conseil, le lieu où l'on expose ses sentimens, pour préparer la maxime qui doit être présentée au Souverain, afin qu'il l'approuve. Toutefois, le Cabinet n'étant pas le seul endroit où la plupart des Ministres produisent leurs avis, le Conseil d'Etat, la Diette, le Sénat, le Parlement, servant à ce même effet, nous comprendrons indistinctement dans tout ce que nous dirons sur ce sujet, & le Cabinet & le Conseil d'Etat, & les autres Assemblées; & nous tâcherons d'indiquer aux personnages respectables & expérimentés qui les composent, les voies qu'ils auront à suivre le plus convenablement, dans chacune des occurrences, où ils devront concilier ensemble la variété de leurs opinions.

Conseil
le plus
propre à
la conciliation
des opinions.

§. II.

J'entends par *concilier les opinions*, une telle combinaison de tous les avis d'un Conseil, que d'eux tous il ne s'en doive former qu'un seul. Cet office regarde ordinairement le Ministre qui a proposé le sujet de la conférence, les autres étant chargés de préparer la maxime à présenter au Prince. Le proposant doit s'en tenir uniquement à son office, sans donner d'avis sur ce qu'il propose. Mais après avoir entendu l'opi-

Ce qu'on
entend
par concilier les
opinions.

nion d'un chacun, il peut entreprendre de les concilier toutes, sans faire soupçonner qu'il penche pour la sienne, puisqu'il ne l'a pas déclarée.

§. III.

Premier
moyen
pour se
mettre
en état
de faire
cette
concilia-
tion.

Cependant, il semble que pour parvenir à cette conciliation, le Ministre qui propose doit avoir égard à ce qui suit. Premièrement, il s'efforcera de pénétrer le fond des raisonnements de ses Collègues, employant, à cet effet, les moyens rapportés dans le Chapitre II. de cette seconde Partie : il ne lui est pas possible de combiner ensemble des avis différents, pour en extraire les rapports, & les réduire à ce qui convient le mieux, s'il n'a pas une connoissance parfaite de l'essence, de la qualité, des effets, & de la force de ces mêmes avis, pour faire de chacun d'eux l'usage qu'il juge le plus convenable à la conjoncture. Nous ne répéterons pas ici ce que nous avons dit déjà, que les sentimens d'autrui sont souvent enveloppés de tant de raisonnemens superflus, & déguisés sous un voile si épais de réserves & d'égards, qu'il est difficile de les pénétrer, & de les entendre : aussi faut-il dans le Ministre qui propose, la plus grande application de toutes les facultés de son esprit à ce qu'on dit ; bien moins pour en découvrir les réserves, où en démêler les superfluités, que pour connoître à fond tout ce qui peut être caché sous ces enveloppes.

§. IV.

Second
moyen.

Outre cela, le proposant doit employer toute son habileté à extraire, pour ainsi dire, la quintessence des diverses opinions, & les graver, en abrégé, dans sa mémoire ; c'est un préalable nécessaire pour faire de leur importance plus ou moins grande, le discernement dont il lui faudra tirer parti, comme nous l'expliquerons bientôt. Nous croyons que la bonne méthode d'extraire & renfermer dans son esprit cet abrégé des opinions, consiste, en premier lieu, à ne faire aucune attention aux préambules, parce qu'ils ne contiennent rien d'essentiel. Secondement à saisir la proposition admise,

ou

ou rejetée, car c'est en elle que réside toute la substance de l'opinion. Troisièmement, à réduire en soi-même cette proposition à aussi peu de termes qu'il se puisse; par ex. *qu'on fasse la guerre sans délai. Qu'on diffère la guerre &c.* Ainli les propositions courtes restent dans l'esprit tout-à-fait claires & distinctes. Quatrièmement, à recueillir les raisons qui ont été données en preuve, les dépouillant de tous les ornements qu'on leur avoit prêtés, & les renfermant dans le plus court espace; comme celles-ci : *qu'on fasse la guerre, pour recouvrir nos pertes, parce que l'Etat a des forces suffisantes, ou, parce qu'un tel Gouvernement tend à s'agrandir, ou, parce que nous avons un juste motif de la faire.* Et autres : le tout, afin d'unir dans la mémoire, les preuves avec les propositions; & que par la comparaison des preuves d'une proposition, avec celles d'une autre, on parvienne à découvrir quelle proposition est la meilleure, & la plus sûre dans la pratique. Cinquièmement, à choisir entre les preuves, celles qui sont les plus fortes, parce qu'ici les foibles sont superflues; n'étant pas question de convaincre, mais seulement de connoître la solidité d'une opinion. Sixièmement, à négliger tout raisonnement qui ne porte pas le caractère de preuve. En un mot, toute proposition doit être réduite en abrégé, avec ses principales preuves, comme nous le faisons en ce moment; nos dernières paroles étant l'abrégé de tout ce que nous avons exposé jusqu'ici.

§. V.

Telles sont, à notre avis, les conditions essentielles à l'effet de concilier des opinions diverses; savoir : commencer par les bien concevoir; ensuite, en extraire la substance. Mais il ne suffit pas de s'être mis en état de concilier les différents avis; il faut le faire réellement; & pour en venir à bout, il y a d'autres moyens à employer. De plus, les variétés des sentiments ayant elles-mêmes divers modes, & différents tours; il est nécessaire d'assigner ces différences, & dénoter, en même-temps, la méthode qui doit être suivie à l'égard de chacune d'elles, pour les amener toutes à une seule opinion

Récapitulation.

E c

§. VI.

La conciliation des sentiments est souvent impossible.

Avant que d'en venir là, nous devons avertir que, s'il est bon que le Ministre qui propose, sache concilier la diversité des avis, cette science, toujours louable, ne lui est pourtant pas absolument & toujours nécessaire, puisque la pratique en est souvent impossible, comme nous le prouverons. Aussi, quand nous alignons des moyens pour y parvenir, nous ne prétendons pas donner des règles toujours sûres : & nous n'en garantissons en quelque sorte, le succès, que pour les cas, où les opinions diverses sont moins difficiles à concilier.

§. VII.

Opinions considérées sous trois rapports.

Tous les sentiments qu'un même sujet peut faire naître, se réduisent à trois classes, qui sont l'uniformité, la diversité, & la contrariété. Les sentiments sont uniformes, lorsque nul ne s'oppose, n'ôte ni n'ajoute à celui qui a d'abord été proposé. Ils sont divers, quand un second retranche, ou ajoute quelque chose au premier; ou bien quand celui-là contient quelque circonstance dissemblable, ou qui n'a que peu de rapport au premier sentiment. Ils sont contraires, dès que l'un nie ce que l'autre soutient, comme si d'une part on opinait pour la guerre, & de l'autre pour la paix.

§. VIII.

Trois méthodes de conciliation.

Première méthode.

Pour concilier ces trois classes d'opinions, on peut employer trois méthodes; & les voici :

D'abord, quant au premier cas, où les sentiments sont uniformes, il est évident qu'il n'est pas besoin de chercher à les concilier. Tout ce que le Ministre proposant doit faire alors, c'est de donner un court résumé de la manière dont l'opinion aura été exposée par tous les membres du Conseil; & de rendre ces exposés uniformes, en tirant de chacun d'eux la maxime toute nue, à laquelle tout le monde a souscrit, ajoutant

aussi en abrégé les principales raisons que l'on a mises en avant, pour l'autoriser.

§. IX.

Mais dans le cas de diversité d'opinions, il faudra simplement remarquer celle à laquelle le plus grand nombre d'opini-ans se range, & la choisir, parce que le proposant n'est obligé qu'à concilier les opinions, & non pas à examiner les qualités qui les constituent, ni les raisons qui les soutiennent, non-plus que les objections qui les combattent. Il pourroit pourtant, après avoir concilié les sentimens, & supposé que celui auquel on se seroit rangé, ne lui plût point, en suggérer quelqu'autre, & entendre ce que les autres Ministres opineroient de nouveau : mais en cela il cesseroit d'être proposant ; il prendroit l'office de celui qui prépare la maxime touchant le cas proposé. Car à ne regarder le Ministre qui propose, que sous son titre de Proposant, son exercice se borne à exposer le sujet de la conférence, & à concilier les opinions de ses Collegues, sur ce même sujet, comme nous l'expliquons actuellement. Lors donc qu'il s'est résolu d'adhérer au sentiment du plus grand nombre, il faut qu'il s'efforce de satisfaire en même-temps ceux d'entre les Ministres, dont les avis sont délaissés. A cet effet, il fera entrer dans l'exposition de l'opinion choisie, quelques traits des leurs, où rien ne la combat : précaution nécessaire sur-tout, si leurs sentimens étoient divers de telle sorte qu'ils pussent donner lieu à des disputes ouvertes : auquel cas le proposant prendra pour règle :

Seconde
méthode.

§. X.

Premièrement de faire remarquer que les avis différens & abandonnés ne laissent pas de rentrer par quelque endroit dans l'opinion adoptée, & que ces points servent à la faire réussir plus parfaitement, si c'est réellement le cas, soit que ces traits puissent faciliter sa prompte exécution, quand la diligence est requise, soit qu'ils soient propres à la retarder, quand il convient d'user de délai.

Divers
points de
ménage-
ment à
observer.

En second lieu, le Proposant aura cette condescendance politique, non-seulement lorsqu'elle ne pourra que favoriser l'opinion suivie ; mais encore lorsqu'un avis différent aura été donné par quelque Ministre d'un mérite & d'une maturité reconnue, parce qu'il peut l'avoir avancé pour des raisons qu'il veut tenir secrètes.

Troisièmement il aura le même égard, lorsque toujours sans préjudice du meilleur sentiment de la pluralité, l'avis divers aura pour auteur un esprit opiniâtre, parce que faute de ménagement, il pourroit persister obstinément dans son système, jusqu'à le soutenir en présence du Prince, dont il consumeroit les moments précieux, & qu'il induiroit peut-être dans quelque sentiment moins convenable.

Du reste, le Proposant n'admettra rien d'étranger à l'opinion reçue, hors les trois cas que nous venons de supposer, parce que les autres Ministres de divers avis acquiesceront sans peine à celui du plus grand nombre ; & que par conséquent rien n'empêchera l'unanimité du Conseil. Venons maintenant à la maniere dont il faut faire entrer dans l'opinion reçue, ce qui se peut des autres sentimens.

Le Ministre proposant commencera par exagérer l'importance de ce qu'il veut admettre ; il y supposera avec art des conséquences favorables au succès du sentiment de la pluralité ; par ce moyen, sa prétention paroîtra nécessaire : mais il y devra garder tant de mesures, que les Auteurs du sentiment uniforme ne puissent pas démêler le piège innocent qui leur est tendu. Ainsi le Ministre, auteur du sentiment dont il voit une partie réunie à celui que l'on a préféré, se flattera d'y avoir beaucoup contribué : l'ambition, si elle a été son motif ; l'amour de la Patrie, s'il en a été animé ; tout en lui sera satisfait. Il croira avoir fait beaucoup pour le bien public, & sa passion, quelle qu'elle soit, aura lieu d'être fort contente, sans que l'Etat en puisse souffrir.

§. X I.

Troisième méthode.

Reste le troisieme cas où les opinions sont manifestement contraires, les unes niant ce qu'affirment les autres ; & c'est

ici que le Propofant trouvera fouvent des difficultés infurmontables à concilier les Miniftres, par l'impoſſibilité morale de l'acquieſcement des uns ou des autres. Il doit cependant l'entreprendre, fur-tout en deux circonſtances. La première lorſque la réſolution que l'on veut établir, exige de grands ſoins, & qu'on n'a pas de temps à perdre, parce qu'en diſputant alors ſur les moyens d'éteindre un incendie, on lui donneroit le temps de faire des progrès; la ſeconde, lorſque les voix ſe trouvent également partagées entre l'affirmative & la négative, attendu qu'une ſeule d'elles toutes peut renfermer le vrai bien de l'Etat; & que le Souverain flottant entre les deux opinions contraires, qu'il voit également ſoutenues, pourroit ſe décider pour la moins bonne, par un effet de cette fragilité qui nous incline au mal. C'eſt donc en ces deux circonſtances qu'il faut mettre tout en uſage, pour concilier les opinions: le premier cas l'exige pour éviter les longueurs des diſputes, & le ſecond pour parvenir à attirer quelqu'un des Miniftres dans l'un des deux partis, & faire pencher la balance du bon côté.

§. XII.

Il eſt divers moyens que nous croyons propres à cet effet, tels que ceux de vanter aux Miniftres le prix de l'uniformité de ſentiments dans le Miniſtère: de faire valoir les raiſons, & la convenance de l'une des deux propoſitions, & d'en apporter les preuves: de trouver de nouvelles objections contre l'avis oppoſé, & de rendre leur ſolution difficile: d'expoſer les préjudices dont il pourroit être ſuivi, & de les exagérer: de faire l'énumération des avantages qui proviendront de l'autre ſentiment: enfin il ne faut rien oublier de tout ce que la Logique & la Rhétorique peuvent fournir de plus perſuaſif. Nous n'entendons pas cependant que le Propoſant entre, à cette occaſion, dans un diſcours réglé; il doit le réſerver pour le temps de l'établiſſement des maximes par le Souverain, ou par ſon Délégué; mais il expoſera ſes motifs en forme de réflexions ſuccinctes; & ſuppoſé qu'il réuſſiſſe à faire prévaloir en nombre les voix de l'opinion qu'il juge la meilleure, il y

Moyens
de la faire
réuſſir.

admettra, s'il est possible, quelque chose du sentiment contraire, de la manière expliquée ci-dessus; il cédera même quelques petits objets de celui qui prévaut, faisant en sorte que ce qu'il en cède paroisse essentiel, & apporter un grand changement, ou beaucoup d'altération à l'opinion suivie.

§. XIII.

Proposer
un nou-
vel avis.

Mais quand on ne peut vaincre l'opposition des sentiments, il faut en proposer un nouveau, conçu & digéré si habilement, qu'il mene, bien que par des voies différentes, au but de l'opinion qu'on vouloit voir suivie : le succès couronne d'ordinaire cette adresse, parce que dès qu'un parti voit succomber l'autre, il devient plus traitable, & cédant à son tour, il acquiesce enfin à la nouvelle proposition. La manière de la trouver a été expliquée dans la Section IV. du Chapitre III. de cette seconde Partie : elle consiste principalement dans la connoissance exacte de l'affaire qu'on discute, de son espèce, de son origine, & des causes qui l'ont fait naître : on doit de plus savoir ses circonstances, tant par rapport à l'économie intérieure de l'Etat, que par rapport à ses dispositions au-dehors, sans ignorer aucun de ses effets, quels qu'ils soient, bons ou mauvais, essentiels ou indifférents. C'est de la considération réfléchie de ces objets que l'on pourra former une nouvelle opinion; comme nous l'avons enseigné au même endroit.

§. XIV.

Si l'unanimité de
sentiment
est tou-
jours né-
cessaire.

Il ne faut pas inférer de tout ceci, qu'il faille que les sentiments soient toujours unanimes dans le Cabinet. Nous avons déjà démontré la nécessité, ou du moins la convenance de leur variété. Si nous ne les avons pas tous spécifiés, il sera aisé à l'Homme d'Etat de déduire de ceux dont nous avons parlé, tous les autres, quels qu'ils soient, & d'en tirer encore les moyens de conciliation, lorsque les circonstances exigeront l'unanimité. Il devra même s'exercer continuellement dans l'art de la conciliation des sentiments, non dans la vue de

mettre le Cabinet toujours du même avis, mais afin que les opinions n'y soient pas toutes différentes les unes des autres, tâchant de les réduire à deux, s'il est possible.

§. XV.

Par cette méthode, l'Homme d'Etat aura rempli sa charge, quand même il ne réussiroit pas à concilier les opinions. Du reste l'Homme d'Etat devant en faire l'office, non-seulement lorsqu'il se trouve auprès du Souverain, mais encore quand il en est éloigné, tout ce que nous venons de dire lui servira à concilier les opinions, & dans le Cabinet, ou dans le Conseil d'Etat, & dans les Gouvernements des Villes & des Provinces, ou dans les Ambassades; surtout lorsqu'il sera revêtu du caractère de Plénipotentiaire, de Médiateur, ou de Commissaire; emplois où l'art de la conciliation est si essentiel.

La Conciliation des opinions peut avoir lieu dans tous les Conseils & Assemblées.

§. XVI.

Mais comme dans les Conseils, sur-tout quand il s'agit d'une paix à conclure, les opinions sont le plus souvent contraires, par rapport au grand nombre de conditions exigées, & difficilement admises; il sera fort à propos de produire une proposition nouvelle, & de l'exposer dans le goût que nous avons déjà déclaré.

Occasion d'ouvrir un nouvel avis.

§. XVII.

Cette méthode a fait, en beaucoup d'occasions, des effets excellents; comme, entre-autres, dans la dernière paix de Rîfwick, où sur ce que les Ambassadeurs de l'Empereur, & de l'Empire, demandoient à la France la restitution de Strasbourg, le Congrès fut prêt à se rompre, parce que les Ambassadeurs du Roi se tenoient sur la négative. Or, dans cette altercation, la France fit cette nouvelle proposition, savoir, qu'elle rendroit, non Strasbourg; mais Fribourg & Brissac: à quoi l'Empereur consentit d'autant plus volontiers, que Fribourg & Brissac entroient sous sa domination, au lieu que Strasbourg auroit appartenu à l'Empire.

Exemple: à la Paix de Rîfwick.

C H A P I T R E XIII.

De la manière de proposer les Décrets au Souverain.

§. I.

Nécessité de proposer au Souverain des Décrets à porter.

IL est difficile qu'un Souverain puisse avoir une connoissance distincte de toutes les affaires qui concernent les diverses Sièges & départemens, & généralement toutes les parties de l'Administration. Bien moins lui sera-t-il possible d'avoir assez présent à l'esprit, l'examen de telle, ou telle affaire, pour pouvoir, sans le secours d'autrui, confirmer, ou rejeter le sentiment qui lui en est proposé par le Ministre. Le Souverain peut se réserver l'examen & l'expédition de telle ou telle affaire; & c'est ce qui a quelquefois lieu dans de petites Principautés. Mais nous parlons des cas où il est du devoir des Ministres de présenter au Prince un Décret à établir & à signer. Dans certains Gouvernements, cet office est réservé à un seul Ministre : dans d'autres, il regarde les principaux, ou bien les Chanceliers, ou les Secrétaires des Sièges, ou Conseils qui ont eû le maniement de l'affaire à présenter. Nous ne ferons aucune distinction à cet égard dans l'explication que nous allons donner de ce qu'il nous semble le plus propre à diriger l'Homme d'Etat dans la proposition des Décrets au Souverain. Mais, comme l'exemple des plus excellents Ministres des grands Etats, peut, à cet égard, nous servir de règle très-certaine; il est à propos que nous nous attachions à la méthode qu'ils ont coutume de suivre.

§. II.

Trois choses à distinguer dans la proposition des Décrets.

Ils distinguent le temps, la conjoncture, & l'objet. Ces différentes distinctions règlent leur marche.

Quant au temps, soit en paix, soit en guerre, ils observent si le délai peut avoir lieu, si c'est un temps de prospérité & de

de réjouissance, ou de revers & de consternation. Par rapport à la conjoncture, ils remarquent la situation de l'Etat, & celle des Etats étrangers; quels besoins on peut avoir de ceux-ci; de quelle maniere on traite les affaires avec eux; de quelle nature sont ces affaires; si l'on peut esperer des avantages de ces mêmes Etats, ou craindre quelque préjudice de leur part. Pour ce qui est de l'objet que l'on doit proposer au Souverain, ils examinent s'il se rapporte aux ordres intérieurs du Gouvernement, ou s'il en regarde l'extérieur; s'il est de grande, ou de petite importance; s'il tend à réprimer des désordres éloignés, ou à remédier à des maux actuels: & s'il a pour fin l'arrangement d'une affaire particulière, ou le bien de l'intérêt public.

§. III.

Toutes ces considérations menent à faire choix des Décrets qui, parmi plusieurs autres, doivent être proposés, dans le moment comme plus appropriés au temps & à la conjoncture: outre cela, on les présente sous l'un de ces quatre différents aspects, savoir: comme très-urgents, comme moins pressants, comme graves, & comme légers. Selon le temps, ou la conjoncture, une affaire deviendra plus ou moins urgente; & lorsqu'on juge qu'elle l'est extrêmement, on la propose au Souverain sans aucune réserve, & l'on en presse l'expédition tant qu'on peut, dans la juste appréhension des préjudices que le délai pourroit causer à l'Etat, ou des obstacles qu'il mettroit peut-être à ses avantages. Mais, il se propose ordinairement plusieurs objets dans une même séance, lesquels peuvent être tous de diverse espèce; or, l'intention des Ministres étant de faciliter au Souverain; autant qu'il est possible, les moyens de statuer, qui consistent dans la parfaite connoissance de la nature du Décret à porter, ainsi que dans l'intelligence claire & distincte des raisons qui l'établissent, ou le détruisent; ils suivent dans la maniere de le proposer la méthode la plus capable d'éclairer le Prince dans son opération.

Du choix
des Ob-
jets.

§. IV

Ordre
des ob-
jets à pro-
poser.

Pour cet effet, ils ne proposent guere, dans une même séance, des objets d'une petite importance, avec des objets très-urgents ; ni des affaires de diverse nature ; parce que ce désaccord & cette inégalité, rebutant le Souverain, le distrairoient dans son application ; & obscurcissant ses idées touchant l'essence & les raisons de l'objet proposé, pourroient lui faire statuer & décréter ce qui seroit moins convenable au bien de ses Etats.

§. V

Objets
urgents.

L'on rassemble donc les cas pressants, & on les propose par ordre ; les plus urgents en premier lieu, comme nous l'avons dit. Et ces cas, fussent-ils d'espèces différentes, l'un, par exemple, concernant la guerre, un autre l'économie, un troisieme les Impôts, &c. toutefois, ayant cela de commun entre eux, qu'ils sont très-urgents, ils aiguïssent les facultés de l'esprit, par la nécessité du remede ; & le Souverain en découvre plus aisément l'essence intime des uns & des autres, ainsi que leurs motifs, sans se rebuter par l'ennui.

§. VI.

Affaires
moins
pressan-
tes.

Que si la conjoncture n'offre pas d'affaire très-urgente, on suit le même ordre, par rapport aux cas à proposer qui pressent moins, commençant par ceux qu'on juge les plus nécessaires, ou qui seroient restés en arriere. S'il y a multiplicité d'affaires, on fait choix des plus importantes, quoiqu'elles soient de diverse nature ; parce qu'à cause de leur multiplicité, elles sont regardées comme très-urgentes : & si elles sont en petit nombre, on donne lieu aux cas de peu de conséquence, ou à quelqu'un de ceux qui regardent des faits particuliers, & d'où il ne doit fuivre que des maximes peu importantes. En cela, le Souverain agissant avec aisance, parce qu'il voit bien que rien ne le presse, n'aura pas à se dégouter à force d'ap-

plication sur un seul objet; en passant légèrement de l'un à l'autre, il se distraira par une attention aussi douce, que diversifiée.

§. VII.

Supposé qu'il ne se présente point de cas urgents, l'on propose quelqu'un de ceux qui sont tenus pour graves, comme, l'introduction d'un nouveau Commerce; le moyen d'obvier à l'irrégularité du cours d'une rivière, qui se rend dangereuse dans le Pays, ou nuisible à la navigation : la réforme du système militaire : celle des dépenses superflues, & même de leur apparence : l'évaluation des espèces : les fortifications : en un mot, les réglemens au moyen desquels on peut empêcher des désordres, bien qu'éloignés, & procurer des avantages présents, ou à venir. Telle est la pratique des Ministres excellents, parce qu'ils savent que l'espérance d'un bien fait toujours plaisir, & flatte l'amour-propre, en secondant ce desir qui nous incline si puissamment vers nos intérêts. Ils n'ignorent pas que cette espérance pousse les facultés de l'entendement à lui procurer le bien, avec autant de force, que la crainte les rend industrieuses à trouver des expédients propres à le soustraire aux maux qui le menacent : mais avec cette différence, que l'espoir charme l'esprit, en l'excitant, au lieu que la crainte l'afflige, en même-temps qu'elle le détermine. Delà, si les affaires proposées au Souverain, réveillent en lui l'espérance, ou la crainte; le premier de ces sentimens le remplira de joye, ou bien le second le fera entrer dans une considération sérieuse des affaires qui lui sont présentées; de sorte que, dans le Décret, son choix tombera sur la meilleure résolution.

Objets graves.

§. VIII.

Quelquefois ces habiles Ministres joignent aux plus grandes affaires, une affaire de peu d'importance, comme un moyen propre à soulager l'esprit de la fatigue qu'il s'est donnée dans celles-là, & à renouveler ses forces : ce qui le fait respirer, pour ainsi dire, avec plaisir, & même le porte à s'appliquer sans peine à l'expédition de ce petit objet.

Mélange.

§. IX.

Petites
affaires.

Enfin, quand au défaut d'affaires urgentes, ou graves, on n'en peut proposer que de légères; les grands Maîtres dans l'art n'offrent pas au Souverain celles-ci tout à la fois; mais ils en réservent quelques-unes: persuadés qu'une longue application à peu de chose, dégoûte l'esprit, l'afflige, & l'éloigne de la recherche de la vraie essence, & des véritables motifs des objets proposés. Ce qui réveille nos facultés intellectuelles, & les porte à des réflexions utiles, c'est la connoissance de l'heureux effet de notre application: or, dans des affaires de peu de conséquence, on ne peut s'attendre à rien d'important. L'esprit n'a rien qui le soutienne dans leur recherche, & ne sauroit s'y appliquer sans un mortel ennui.

De plus, la seule proposition d'objets peu importants, nous décide à les négliger, & à les laisser courir, sans les entendre; ce qui prouve notre dégoût naturel pour eux. D'où il arrive que nos décisions sur de pareils objets, ou inconséquentes, faute de réflexion, ou conséquentes par pur hazard, manquent toujours des conditions requises pour être avantageuses. Cependant, (comme il a été observé Section II. du Chapitre III. de cette seconde Partie, au sujet de la nécessité des maximes particulières) toute la bonté d'un système de Gouvernement dépend de celle des plus petites maximes, c'est-à-dire de la bonne décision des moindres objets, parce que ce sont elles seules qui donnent lieu à l'effet des maximes générales: or, si les décisions des plus petits objets sont inconséquentes, la maxime générale, dont ceux-ci dépendent, & à laquelle ils se rapportent nécessairement, ne pourra jamais avoir lieu: & si ces décisions ne sont conséquentes que par hazard, elles ne sauroient être une règle sûre pour l'avenir.

Mais quand même les affaires de peu d'importance auroient un succès considérable, on ne le supposeroit point tel, ou l'on n'en feroit aucun cas, parce que la cause en seroit trop éloignée. C'est pourquoi, si un Souverain n'est requis dans une séance, que pour la décision de cas légers, il languit, & ne

peut se résoudre à s'y appliquer comme il convient : & par conséquent sa décision manquera souvent des qualités nécessaires.

§. X.

Les excellens Ministres prennent donc à tâche de proposer toujours, dans les Conseils, quelque objet qui en vaille la peine : & s'ils souhaitent obtenir l'expédition d'une petite affaire, ils commencent par y disposer le Prince, en mettant sur le tapis quelque grave négociation, & en faisant passer, à la faveur de celle-ci, une autre peu considérable, sans, toutefois, l'unir à des objets urgents. Ainsi, une telle méthode procure aux Ministres, sans difficulté, le consentement du Souverain à ce qu'ils souhaitent, attendu que lorsque l'esprit est fatigué, ou distrait par une occupation fort importante, il se dispense volontiers de donner une attention scrupuleuse à des minuties, & s'accorde aisément à ce qu'on lui demande : indulgence qui ne peut que tourner à l'avantage de l'Etat, puisque des hommes, illustres & sages tout ensemble, ont déjà mûrement discuté l'affaire dans le Cabinet.

Moyen
de préve-
nir le
dégout
que cau-
sent les
petites
affaires.

Voilà la méthode que suivent les Ministres les plus habiles & les plus expérimentés, lorsqu'ils ont à proposer des Décrets, & plus ils se sont formés dans cette pratique, plus aussi le Souverain trouve-t-il de facilité à décréter.



CHAPITRE XIV.

De la diversité des caractères des Hommes d'Etat.

§. I.

Combien
l'Hom-
me d'E-
tat ac-
compl
est rare.

L me semble que j'ai fourni la carrière dans laquelle je suis entré. J'ai suffisamment traité des qualités essentielles à l'Homme d'Etat dans la première Partie de cet Ouvrage. J'ai développé dans la seconde ce qui regarde ses sublimes fonctions, & les principaux moyens de les exercer avec la dignité qui convient à son caractère. Je pourrois donc terminer ici ce Traité de l'Homme d'Etat, sans une raison qui me porte à mettre ici quelques réflexions sur la diversité des caractères des Hommes d'Etat, que j'ai annoncées dans l'Introduction. S'il est à souhaiter de voir les Hommes d'Etat, doués de toutes les qualités, que nous avons démontré leur être essentielles, & attentifs à les faire valoir dans l'exercice de leur Ministère, il n'est rien aussi de plus rare que ces hommes admirables. Il s'en trouve pourtant : mais en est-il dans chaque Etat, un nombre suffisant pour en remplir le Conseil du Cabinet. Sur-tout dans ces Gouvernements où le Cabinet est composé de plusieurs Ministres. La rareté trop bien avérée des personnages accomplis en ce genre, nous a fait avancer que les qualités éminentes que nous avons exigées dans un Ministre politique, n'étoient pas toutes également & absolument nécessaires à chaque Ministre ; mais qu'il suffit qu'elles se trouvent répandues sur le nombre, & comprises ainsi dans la totalité de ceux qui composent le Cabinet. C'est ici le lieu de justifier cette proposition en l'expliquant.

§. II.

Qualités
qui se
trouvent
plus d.f.

Les qualités qu'il est le plus rare de trouver réunies dans un sujet unique, sont les connoissances concernant les Arts & les

Sciences dont il a été parlé dans le Chapitre X. de la première Partie; les qualités qui dépendent de la science de la Philosophie naturelle, de la Morale, de la Métaphysique, de la Logique, & de la Rhétorique, l'art de bien parler, & de bien écrire; la pénétration & la vivacité d'esprit; la maturité; & enfin l'art exquis de former des maximes solides, sûres, immuables, qui embrassent le bien de l'Etat dans tout ce qui a rapport à sa constitution, & le procurent par les voies les plus simples, les plus aisées, & les plus exemptes d'inconvénients. Voilà sans contredit les qualités les plus éminentes & les plus rares, parce qu'elles sont fondées sur une force de raison qui n'est pas commune, & d'une profonde application aux affaires, à laquelle l'esprit, naturellement paresseux, se refuse trop souvent. Ces qualités seront la matière de ce Chapitre.

facile-
ment à
un cer-
tain de-
gré.

§. III.

Quant aux autres qualités qui ne dépendent pas si immédiatement de la Philosophie naturelle & de la Morale, elles sont plus extérieures pour ainsi dire, & nous supposons que l'Homme d'Etat pourra aisément les acquérir au moyen de quelque application: telles sont la connoissance de l'Histoire, l'art d'étudier & de connoître les inclinations des Princes & de leurs Ministres, la connoissance des forces de l'Etat, ainsi que de celles des autres Pays, la facilité de concevoir les raisonnements & les opinions d'autrui, la faculté de s'annoncer avec discrétion dans le Cabinet, & dans le Conseil d'Etat; l'habileté à concilier les sentimens différens, & la méthode qu'il faut suivre en proposant les Décrets au Souverain.

Qualités
d'une ac-
quisition
plus faci-
les.

§. I V.

Mais avant que d'aller plus loin, faisons ici deux observations préliminaires. La première est que si tout Homme d'Etat ne possède pas dans le plus éminent degré, la Philosophie naturelle & la Morale, il faut du moins qu'il en ait une connoissance un peu plus que superficielle; & que s'il n'est pas en

Deux ob-
serva-
tions pré-
liminai-
res. Pré-
mière ob-
serva-
tion.

état d'employer la Métaphysique & la Logique sur toute sorte de sujets, il sâche au moins s'en servir à l'égard de quelques-unes des matieres dont il aura une notion plus sûre : nous paroissant impossible que personne, sans cela, exerce jamais, comme il faut, les fonctions du Ministère.

§. V.

Seconde
considé-
ration.

L'autre observation est qu'il doit toujours se trouver dans un Conseil du Cabinet, une tête au moins qui renferme tous les talents ensemble, tels que nous les avons spécifiés, & qui sâche parfaitement en faire usage, pour démêler les défauts de ses Collegues, & les redresser. Un seul sujet doué de ces connoissances univérselfes, seroit même à peine suffisant, & il conviendrait fort qu'il y en eût plusieurs.

§. VI.

Diver-
sité de
talens &
de carac-
teres.

Pour montrer que la diversité des talens & des caracteres dans les Hommes d'Etat, soit quant aux qualités de l'esprit, soit quant à l'exercice du Ministère, loin de nuire au Gouvernement, ne peut que lui être avantageuse; il faut en examiner les principes & interroger la cause qui fait qu'il n'est pas donné à tous les hommes de savoir toutes les choses. La diversité des talens, ou leur inégalité vient de deux sources : le tempérament, & l'habitude.

§. VII.

Ses deux
sources :
le Tem-
péra-
ment.

Par rapport au tempérament, il dispose le corps plus ou moins, à telle impression, qu'à telle autre; les organes qui portent les images à l'esprit, sont diversement ébranlés, & plus ou moins affectés par les objets externes, si l'impression n'est point proportionnée à l'objet, l'image en fera foible, & l'idée plus ou moins au-dessous du vrai; si l'objet fait sur l'esprit une impression convenable, les images en seront exactes & vraies. Mais l'esprit, qui ne saisit l'objet qu'en juste proportion

portion des images que lui en offrent les sens, le comprend mal quand ces images sont altérées. Par exemple : le tempérament colérique qui s'empporte au moindre obstacle, ou au plus petit retardement, exagère à son esprit l'image de cet obstacle, ou de ce retardement ; & l'esprit ne pouvant juger que sur cette image altérée, porte un jugement faux. Le libertin accoutumé à la débauche, est moins touché des actions indécentes, à force de les voir, & de les pratiquer ; parce que l'esprit en néglige enfin les images, lors même qu'elles préviennent la présence des objets.

§. VIII.

L'habitude, qui est le fruit des actes réitérés, donne sûrement aux organes plus de facilité à une espèce de jeu ou d'action qu'à une autre, de la manière que nous avons expliquée plus d'une fois, & le tempérament s'en trouve altéré. De là vient, selon les Physiciens, que les corps dont les fibres ont trop d'élasticité, & les esprits trop de vivacité, prennent aisément l'habitude qui rend sujet à la crainte, parce que la vélocité des esprits frappant les fibres si élastiques, les fait trembler, & c'est en quoi consiste la passion de la crainte ; en effet l'image des objets externes qui émeuvent ainsi les fibres, n'étant pas dans le vrai, l'entendement ne peut que la voir confuse & énorme. Mais pourquoi faut-il que cette image paroisse telle à l'entendement ? c'est que les fibres, causes du sentiment ou de la sensation, portent à l'entendement l'image de ces objets externes, autant de fois que leur commotion parvient au cerveau : or, plus la vélocité des esprits les rend susceptibles d'ébranlement, plus aussi leurs commotions sont multipliées, & les images reproduites à proportion : de là, la première image offerte à l'entendement, reste confondue, ou bien elle s'agrandit par ses reproductions, & en paroît énorme. De même le tempérament du corps & l'habitude disposent & inclinent les hommes, soit à l'audace, soit à l'emportement, à l'envie, à l'avarice, à l'ambition, &c. selon que le corps se trouve par les causes susdites, plus enclin aux unes qu'aux autres de ces passions, & selon la qualité des images offertes à l'esprit.

L'hab-
tude.

§. IX.

Un seul
ne peut
exceller
en tout :
& pour-
quoi.

Il est donc évident que tous les hommes ne peuvent s'appliquer également à toutes les sciences, faire dans tout les mêmes progrès, ni employer avec un succès égal, la Métaphysique & la Logique sur tous les sujets, attendu que l'entendement humain ne sauroit s'exercer que dans les matieres dont il reçoit les idées, & conformément à l'image qu'il en a perçue par la voie des sens. Ainsi lorsque l'esprit reçoit de la part du tempérament, ou des habitudes corporelles, quelque image fautive, ou confuse, il ne pourra qu'agir avec confusion, ou à contre-sens. Mais la fausseté de l'image provient toujours de quelque passion violente; & dans une passion modérée, les images offertes à l'esprit sont ordinairement vraies, & leurs effets sont bons pour la plupart. C'est pourquoi quelqu'un, par exemple, un peu enclin à la timidité, se servira de la Métaphysique, & de la Logique, dans un sujet propre à inspirer la crainte, bien mieux que ne pourroit faire un homme courageux; parce que pour concevoir & pénétrer l'essence & les raisons d'un sujet quelconque, il faut, sur toutes choses, éprouver soi-même une passion modérée, conforme à ce sujet, & qui porte à s'en pénétrer, comme nous l'avons expliqué dans les Chapitres IX. & XX. de la premiere Partie. De-même, d'autres tempéraments emploieront avec succès la Métaphysique, ou la Logique, sur les matieres qui s'accordent avec leur passion dominante, mais modérée, tandis qu'ils ne sauroient réussir aussi bien sur d'autres sujets, parce qu'ils n'en seroient pas émus naturellement. D'où il faut conclure que pour être capable d'employer excellemment la Logique & la Métaphysique dans toute sorte de sujets, un homme devoit avoir un tempérament modéré dans toutes ses passions, & qu'il éprouvât des passions de tous les genres; afin qu'un mouvement toujours réglé, quelles que fussent les impressions des objets externes, fit passer à l'entendement des images parfaitement conformes à ces objets.

§. X.

De cette diversité des dispositions corporelles, dont nous parlons, naît la variété des caractères chez les hommes : les uns sont timides, d'autres se montrent courageux : ceux-ci sont portés à la colère ; ceux-là suivent les mouvements de l'orgueil ; & il en est qui écoutent avec docilité la voix de la raison : en quoi ils agissent tous par l'attrait du tempérament ; car les différentes idées que les sens offrent à l'esprit, forment la différence de ses opérations : il ne se prête aisément qu'à celles qui sont analogues à l'idée qui le flatte, & se refuse à tout ce qui s'accorde mal à ses préjugés. Un esprit ambitieux regarde comme un bien, l'autorité & les honneurs : l'avare ne place son estime que dans les richesses : le colérique trouve juste le plus rigoureux châtiment des plus petites fautes : l'homme vain ne connoît rien de plus beau que l'amitié des Grands : le faux sage ne donne son suffrage qu'à ses propres décisions. De pareils esprits ne sont point propres à l'usage exact, & universel de la Métaphysique, & de la Logique ; bien moins encore pourront-ils s'exercer avec succès dans la Philosophie naturelle, & dans la Morale, qui en sont les sources. Tout ce qu'il leur sera possible de faire, ce sera d'employer quelques-unes des idées que leur offrira leur tempérament ; encore faudra-t-il qu'ils se trouvent alors libres de toute passion trop vive.

Un seul ne peut pas avoir tous les caractères.

§. XI.

Quoique la plupart des hommes, & par conséquent des Ministres d'Etat, soient sujets à cette grande variété de dispositions corporelles, il ne s'ensuit pas qu'elle soit préjudiciable au Gouvernement. Au contraire, quand elle n'est pas l'effet d'une cause extraordinaire, elle lui est utile & nécessaire ; comme nous croyons l'avoir déjà prouvé.

La diversité de talents & de caractères dans les Ministres est utile à l'Etat.

§. XII.

Premièrement, elle est nécessaire dans le Conseil du Cabinet, parce que les hommes parfaits, autant qu'ils peuvent l'é-

Première preuve de cette utilité.

tre humainement, se trouvant en trop petit nombre, il faut bien se contenter de ce qu'on a, d'autant mieux que tout Ministre d'Etat possède toujours au moins quelque bonne qualité; & qu'il suffit que leur mérite surpasse les défauts qu'ils peuvent avoir, comme dit fort bien Philippe de Commynes, dans la Préface de ses Mémoires. Il faut donc passer quelques vices en faveur de beaucoup de vertus.

§. X I I I.

Seconde
preuve.

En second lieu, la diversité des caracteres est utile à l'Etat, parce que tous ne pouvant pas avoir toutes les qualités nécessaires, & que cependant elles doivent toutes se trouver dans l'ensemble du Ministère Politique, comme ces qualités sont toutes différentes entr'elles, il faut des hommes de tempéraments différens pour les avoir & les faire valoir. Par exemple, afin que le Cabinet puisse préparer à propos une maxime concernant l'économie, il aura besoin d'un homme que son naturel porte un peu à l'intérêt, parce que celui-ci, animé par son propre penchant, trouvera sans peine la pénétration & la vivacité d'esprit qui sont nécessaires à l'égard d'un tel objet. De-même, lorsqu'il sera question de former une maxime touchant la discipline militaire, le Cabinet empruntera avec succès les lumières d'un Ministre que son naturel rend modérément courageux. Et pour en statuer quelque règlement de la justice commutative, un tempérament sévère, & ferme sur l'observation des loix, sera d'un grand secours. Le naturel caustique découvrira les erreurs secrètes. Le soupçonneux suspendra l'effet d'une indulgence précipitée en faveur d'un coupable prêt à être absous trop légèrement : il fera prendre garde à des inconvénients funestes dont on ne se feroit point avisé. Un cœur craintif persuadera aux Ministres ses Collegues, de se prémunir contre des malheurs dont ils ne se feroient pas crus menacés.

§. XIV.

Troisièmement, cette diversité de caracteres est avantageuse à l'Etat, en ce que l'un fournit ce qui manque à l'autre; & que ce qu'il y a d'excès dans celui-ci, se trouve modéré par ce que celui-là peut avoir de moins. Le sentiment d'un Ministre trop hardi sera tempéré par l'opinion modeste d'un Colleague timide, & celle-ci empruntera de l'autre une force convenable. L'homme libéral & l'homme intéressé, réformeront, l'un par l'autre, leurs maximes. Ainsi l'esprit crédule, le méfiant, l'emporté, l'humble, l'orgueilleux, quoique des caracteres vicieux en soi, peuvent encore se trouver dans le Conseil, & y être utiles, en servant à approfondir la matiere ou l'affaire dont ils s'occupent; & ils parviendront, par leurs réflexions variées, à faire éclore une résolution ou une maxime qui aura la forme la plus juste & la plus convenable. Ainsi dans la Médecine, les Drogues, les Simples, les Minéraux & plusieurs semblables productions, toutes contraires les unes aux autres, servent à composer un breuvage propre à la maladie qu'il s'agit de guérir; parce que les herbes médicinales, dont la nature est froide, corrigent l'ardeur de celles d'une qualité trop chaude, & celles-ci temperent, en même-temps, l'excessive froideur des autres: les minéraux fixes par leur essence enchainent les substances d'une nature volatile; & ceux-ci communiquent à ceux-là le mouvement qu'ils ne peuvent avoir d'eux-mêmes, concourant ainsi par leurs vertus contraires à l'effet proposé.

Troisième
me preuve.

En parlant de l'âge requis à l'Homme d'Etat, nous avons dit que les jeunes Ministres sont nécessaires dans le Conseil du Cabinet, pour exciter la lenteur naturelle aux vieillards, comme ceux-ci doivent, par leur sang froid, contenir la trop grande vivacité des jeunes gens: ainsi dans la diversité des caracteres, l'un doit suppléer au défaut de l'autre.

§. XV.

Quatrièmement, cette variété est nécessaire au Cabinet, pour former des maximes véritablement mûres, parce que

Quatrième
preuve.

pour cela, la vraie essence du sujet en question doit être mise en évidence, & il n'est pas possible de pénétrer une affaire, sans l'envisager sous toutes ses faces, sous tous ses rapports; à quoi la diversité des caractères peut servir merveilleusement; puisque chacun l'envisagera sous l'aspect qu'elle lui offre, selon son goût & ses inclinations. De plus, le Gouvernement a des affaires de toutes les especes; il lui faut des esprits versés dans toutes sortes de Sciences. L'un se fera adonné plus particulièrement à l'étude des loix, l'autre à celle des Finances; un troisieme aux affaires étrangères; un quatrieme à l'Art militaire, &c. Par-là, après des progrès suffisants dans la Logique, Science sans laquelle l'esprit ne sauroit opérer avec justesse, chacun aura acquis une connoissance solide de la partie à laquelle il se fera appliqué. L'Etat recueille le fruit de cette diversité de caractères, en trouvant dans quelqu'un des Membres du Conseil, la connoissance requise pour former une maxime juste, sur quelque sujet que ce soit : opération qui, étant ensuite perfectionnée par les autres génies & caractères différents, donne lieu de porter la maxime à son plus haut point de maturité.

§. X V I.

Premier
résultat.

De tout ce que nous venons de dire, il résulte, premièrement, que les Ministres politiques doivent être ornés des qualités qui ne dépendent pas immédiatement de la Philosophie naturelle & de la Morale; & que bien qu'ils ne soient pas en état d'employer parfaitement ces sciences profondes dans tous les sujets, ils doivent pouvoir s'en servir médiocrement, en général; & éminemment, sur la partie spéciale à laquelle leur propre génie les incline, & dont ils se sont fait une étude de choix, parce qu'elle est conforme à leur caractère. Ce n'est pas cependant que nous prétendions exclure du Conseil du Cabinet, ces hommes admirables qui, doués d'un tempérament excellent, & possédant des connoissances universelles, sont capables d'exercer tout ensemble, & parfaitement, l'une & l'autre Philosophie, la naturelle & la morale, ces esprits transcendans, qui savent, par l'emploi le mieux entendu de la Métaphysique &

de la Logique, tirer de toute sorte de sujets, le meilleur parti. Plût-à-Dieu, qu'ils fussent en assez grand nombre dans le monde, que tous les Cabinets politiques, en fussent bien fournis ! Mais ce sera beaucoup si l'Homme-d'Etat possède les qualités que nous avons mises au second ordre, & quelques-unes de celles du premier ordre. La dépravation de l'espèce humaine est si grande, qu'il est très-rare de trouver quelqu'un qui mérite, à bon droit, le nom *d'homme*, tel que Diogène le cherchoit, en plein jour. Le Phénomène après lequel il soupira en vain toute sa vie, étoit, sans doute, l'homme que Platon souhaitoit pour Chef des Gouvernements, lorsque, dans son Dialogue du Juste, il s'exprimoit ainsi : *nisi Philosophi civitatibus dominantur, vel ii qui sunt Reges, potentesque dicuntur, legitimè sufficienterque philosophentur, in idemque civilis potentia & Philosophia concurrant, neque, quod nunc fit, à diversis duobus tractentur ingeniis, non erit civitati, vel, ut mea fert opinio, hominum generi, requies ulla malorum.*

§. XVII.

En second lieu, il résulte de ce que nous avons dit, que tout Ministre, que son caractère, son habitude, & son application n'ont encore engagé qu'à un genre particulier d'étude avantageux au Gouvernement, est obligé de tendre, par la plus sérieuse application, à cette science universelle, qui rend l'homme parfait. Il ne doit pas se laisser abattre par la grandeur de l'entreprise, ni reculer à la vue des difficultés ; puisqu'enfin ; s'il ne parvient pas à toute la perfection qu'il se propose, il en fera toujours plus avancé qu'auparavant, par une plus grande étendue de connoissance, & par un usage mieux dirigé de la Logique & de la Métaphysique, sur plus d'une matière, ce qui lui donnera du moins, assez de talens pour être en état de cooperer à la plus grande partie des opérations politiques, sinon à toutes. Le Conseil des Rois ressemble au corps humain qui ne doit pas être composé d'une seule espèce de membres, ni tout d'yeux, ni tout de pieds.

Second
résultat.

§. XVIII.

Troisième
ré-
sultat.

Il résulte enfin que, dans la supposition nécessaire de l'imperfection générale des hommes, puisque la diversité des caractères, des inclinations, & des habitudes devient un avantage pour l'Etat, tout Ministre politique, favorisé des dons supérieurs, doit examiner le naturel de ses Collegues, leurs talens, & leur partie favorite, afin de se charger lui-même du caractère & de l'espèce de connoissances qu'il verra manquer dans le Conseil du Cabinet, lorsque la plus parfaite discussion des affaires, & par conséquent le plus grand bien de l'Etat, l'exigent.



CHAP.

CHAPITRE XV.

Epilogue contenant le portrait d'un Homme d'Etat accompli.

§. I.

SI pour l'exposition des qualités & des fonctions de l'Homme d'Etat, nous avons voulu prendre chaque objet dans son principe, tant par rapport à ce qui concerne le Gouvernement, que par rapport à ce qui regarde l'esprit humain, nous nous serions chargés d'une entreprise immense, fort au-dessus de nos forces, & très-ennuyeuse pour les Lecteurs. Pour comble d'imperfection, celui qui se dispose au Ministère Politique, n'auroit retiré que peu de profit d'un ouvrage où l'utile eût été enveloppé sous des détails scientifiques propres à l'étouffer. Nous avons mieux aimé réduire en préceptes la conduite des plus excellents Ministres, sans la voiler par des savantes digressions. En étendant la base de notre plan, dans ce qui regarde le Gouvernement, il auroit fallu nous étendre dans des discussions infinies sur l'essence de la société, sur les loix ou le contract de l'union sociale, sur l'institution des Etats, sur tous les objets de la Politique, & de la vie civile; de gros volumes y auroient à peine suffi; encore n'y aurions-nous été que les échos désagréables des Auteurs qui ont déjà savamment écrit sur ces matières. Et quant aux choses qui concernent l'esprit, il auroit été question de traiter à fond les sujets de la nature de l'ame, de sa façon d'opérer, de ses affections, de ses recherches, &c. Il auroit fallu entrer dans le détail immense de tous les objets de la Philosophie naturelle, & de la Morale, & cela avec autant d'étendue que l'ont fait les plus profonds Philosophes. Encore de telles explications n'auroient servi que de préparation à l'étude des qualités & des devoirs de l'Homme d'Etat; elles auroient été si embarrassantes, que leur but, l'objet principal, eût été perdu de vue, quand même nous n'aurions fait qu'effleurer ces objets. Au li,

Du plan
que l'Au-
teur a
suivi.

dans le dessein que nous avons eu de donner le portrait de l'Homme d'Etat, selon ses qualités requises, & les moyens dont il doit se servir pour s'acquitter parfaitement de ses importantes charges; nous ne nous sommes point écartés du système que nous avons adopté comme le plus aisé, & que nous allons réduire tout entier dans ce Chapitre, afin que nos Lecteurs puissent, d'un seul coup d'œil, se former une idée juste de cet Homme d'Etat représenté en détail dans tout le cours de ce livre.

§. II.

Récapitulation
de tout
l'Ouvrage,
du
préambule.

Après avoir fait précéder, avec toute la brièveté possible, quelques notions sur le Gouvernement, son essence, son origine, ses distinctions, ses emplois, ses branches ou parties, & tout ce qui peut faciliter l'exercice de l'Administration à ceux qui aspirent à un Ministère si éminent; après avoir montré que l'Homme d'Etat, quelle que soit la forme du Gouvernement qu'il administre, doit toujours être tel que nous le dépeignons, nous avons jugé à propos de traiter du choix d'un Ministre, & des précautions que le Souverain doit y apporter. Enfin nous en sommes venus jusqu'à examiner la naissance, & l'âge convenable à l'Homme d'Etat, sans toutefois les donner pour des conditions absolument nécessaires. Ces parties ont servi comme de préambule à l'ouvrage, pour passer ensuite au sujet que nous nous proposons, & que nous venons de traiter assez amplement.

§. I I I.

De la
Première
partie.

Dans la profession des arts divers, tant mécaniques que libéraux, ou civils, on a égard aux dispositions, ou qualités du sujet : il y a un temps d'apprentissage, de progrès, que suit un temps d'expérience ou de maturité. C'est le même ordre de marche dans le Ministère : aussi l'avons-nous considéré sous ces trois points de vue.

Le premier offre les dispositions qu'il faut y apporter. Ces

dispositions, nous les avons nommées *qualités*; & commençant par les moins difficiles à acquérir, puis, passant à celles dont l'acquisition coûte davantage, nous avons compté, parmi elles, les principales, qui sont, un caractère éloigné de l'esprit de faction, les connoissances acquises dans la jeunesse, sur-tout, par rapport à la Philosophie naturelle & à la Morale, dont nous avons prouvé la nécessité en plus d'un lieu, suivant cet avis de Marsile Ficin : *Philosophiam scilicet moralem, viro Rempublicam gubernaturo esse summopere necessariam*. Passant aux autres qualités, nous avons nommé la connoissance de l'histoire, des inclinations & des menées des Princes étrangers & de leurs Ministres, comme aussi de ceux de l'Etat : la connoissance de la constitution économique & des forces du Gouvernement, ainsi que de celles des autres Etats; l'usage excellent de la Logique & de la Rhétorique, tant pour la parole que pour la plume.

Ainsi avons-nous préparé la toile sur laquelle nous voulions représenter exactement le sujet propre à l'éminent Emploi de Ministre politique. Mais comme la préparation de la toile n'est rien, tant que la main du Peintre n'y applique pas les couleurs dans une juste distribution, de même notre premier soin eut été superflu, si nous n'avions tracé de suite, les autres qualités requises dans l'Homme d'Etat; au moment où il est élevé au Ministère, il commence l'exercice de sa charge.

§. I V.

Ici, nous avons fait voir que personne ne peut s'acquitter dignement du Ministère, sans la pénétration d'esprit & la vivacité convenables, tant pour concevoir les raisonnemens d'autrui, que pour s'assurer de la vraie nature des événements, des conjonctures, de la diversité des motifs, des moyens, des obstacles, &c. D'où naît l'opération essentielle, & pour le dire ainsi, le grand œuvre de l'Homme d'Etat, qui est la formation des maximes : à quoi nous avons ajouté la bonne manière de les exposer, soit dans le Cabinet, soit dans le Conseil de l'Etat, ou en présence du Souverain seul. Mais l'Homme

De la
seconde
Partie.

d'Etat étant destiné à l'exercice de plusieurs emplois, nous en avons fait le détail circonstancié, que nous avons terminé par le plus important de tous, c'est-à-dire, celui des Ambassades.

Voilà, selon nous, tout ce qui concerne le Ministre en exercice, s'avancant vers la perfection qui est le troisième & dernier période où nous avons considéré l'Homme d'Etat.

Ici, le Ministre formé par l'expérience & la pratique des affaires dans le grand art du Gouvernement, montre une maturité consommée, des lumières toujours sûres, des connoissances profondes. La machine politique semble se mouvoir au gré de sa volonté. La chaîne des événements se développe devant lui. Il forme les maximes les plus sages : il propose les Décrets les plus utiles. L'Etat est florissant : le Peuple est heureux.

En traçant ainsi les qualités de l'Homme d'Etat, en les suivant dans ses différentes fonctions, nous avons tâché de rassembler tout ce qui peut le plus contribuer à perfectionner dans le Ministère tout esprit cultivé & habile; & former un Homme d'Etat accompli. Rassemblons-en les traits épars dans cet Ouvrage, pour en tracer un portrait qui réponde à l'idée que nous nous en sommes formée.

§. V.

Portrait
de
l'Hom-
me d'E-
tat ac-
compli.

Pour tracer un portrait aussi vrai que frappant de l'Homme d'Etat, il suffiroit peut-être, d'en nommer quelques-uns des plus célèbres qui ont tenu les rênes des Gouvernemens, avec des succès si distingués, qu'ils leur ont mérité une gloire immortelle, en même-temps qu'ils ont fait le bonheur des Etats confiés à leurs soins. Mais ne voulant donner ici qu'un portrait général, nous devons nous passer de toute application particulière.

Le Ministre Politique accompli, considéré dans les Ambassades; ou dans les différens emplois du Ministère intérieur, est celui qui juge sainement des affaires d'Etat, & qui agit conformément à ce jugement sain. Or, il est évident que pour penser juste, & pour agir en conséquence dans des affaires

d'Etat, il faut être doué de toutes les qualités qu'exigent ces deux grands points : quant au premier, il suppose dans l'Homme d'Etat une connoissance parfaite du naturel, des mœurs, du génie, de l'industrie, de la force de sa nation & de la plupart des Peuples étrangers, ainsi que de la constitution des différens Etats, de leurs révolutions, de leurs intérêts, de leur situation passée & présente. Il suppose encore qu'il est au fait des rapports du sien avec les autres, & de leurs intérêts respectifs ; qu'il voit les plus sûrs moyens d'amener à un juste point d'équilibre, les Puissances limitrophes de son Pays, secourant les unes, & résistant à propos aux autres pour faire cause commune avec toutes, dans l'occasion, contre celle dont il démêleroit les vues injustes ; entretenant ses propres forces & celles de ses voisins ou de ses rivaux dans la plus exacte proportion ; & réglant le système général d'une partie du Globe, comme on feroit celui d'une République particulière, où ni l'autorité ni la force d'aucun Citoyen ne doit prévaloir, si l'on veut prévenir le danger de l'inégalité.

L'Homme d'Etat est instruit non-seulement des événemens anciens, qui ne servent guere plus qu'à la curiosité, mais il a étudié particulièrement ceux qui donnent les leçons d'un Gouvernement juste & heureux, sur-tout s'ils sont arrivés dans des voisins du sien, parce que leurs circonstances auront du rapport avec les événemens de son siècle. Il est instruit du système de toutes les Cours, quant à la discipline militaire, à l'économie, à la Politique : il est clairvoyant & sage, attentif & pénétrant ; il est profond Métaphysicien, excellent Logicien ; ces deux Sciences, la Métaphysique & la Logique le dirigent dans tous ses jugemens. C'est par elles qu'il distingue clairement le fond de toutes les choses. L'Homme d'Etat est également vrai, juste & prudent dans ses démarches. L'éloquence est sur ses levres ; son discours est fort puissant & persuasif. Il pénètre toutes les affaires sans effort ; il subjugué tous les esprits par la raison & la sagesse de ses maximes, par la profondeur de ses vices, par la fécondité de ses expédiens. Toujours mesuré, toujours réservé dans ses actions, la médifance ni le blâme n'ont jamais de prise sur elles. Jamais il ne

perd de vue la fin qu'il s'y propose, & toujours il s'efforce d'y parvenir par la voie la plus aisée & la plus courte. Enfin, ce grand homme connoît ses propres passions & fait les réprimer, principalement quand elles pourroient mettre obstacle à la recherche de la vérité ou à l'emploi des moyens, & préjudicier ainsi au bien de l'Etat.

Cet Homme d'Etat formé par l'habitude du Ministère ; ajoute encore aux grandes qualités que nous venons d'admirer en lui : non-seulement il pense & agit avec justesse, mais avec la perfection de la sagesse. Il pénètre la vérité intime des choses, des paroles & des actions : ses résolutions sont exquisés & ses opérations solides, parce qu'elles sont le fruit de la maturité. S'agit-il de laisser mûrir un dessein ? il temporise. Est-il question de mettre à profit un moment favorable au bien de l'Etat ? personne n'est capable de le saisir avec plus de promptitude & de sagacité que lui. Il emploie à propos la discrétion & les égards ; mais il fait aussi s'en dispenser quand il le faut. Il est maître dans l'art de comparer, de combiner, d'inférer. Il parle peu, mais il est énergique. Il a le discernement des esprits, & fait les manier à son gré. Il connoît les hommes & possède l'art de les employer. Par l'empire qu'il a sur lui-même, il excite à son gré ses passions, ou les modère selon que l'exige la saine raison. Presque aussi maître des autres, il fait leur donner les impressions qui favorisent ses desseins.

Fin de la seconde & dernière Partie.

T A B L E

D E S

C H A P I T R E S ,

Des Paragraphes & des Notes.

S E C O N D E P A R T I E.

Des principales Fonctions de l'Homme d'Etat.

CHAPITRE I. D E la di-	<i>l'ordre intérieur.</i>	ibid.
versité des Emplois de l'Hom-	<i>Pour l'ordre extérieur.</i>	6
me d'Etat. Page 1	<i>De la prudence.</i>	7
L'homme d'Etat doit avoir une	<i>Logique pratique.</i>	ibid.
juste idée de ses sublimes fon-	<i>Fonctions de l'Homme d'Etat</i>	
ctions. ibid.	<i>dans le Conseil.</i>	8
Objet général du Ministère Po-	<i>Usage de la pénétration & de</i>	
litique. 2	<i>la vivacité d'esprit.</i>	ibid.
L'Homme n'est pas capable d'un	<i>Emplois extérieurs.</i>	9
bonheur parfait. 3	<i>Gouvernement des Provinces.</i>	
De la somme de bonheur conve-		ibid.
nable aux Corps Politiques. ibid	<i>Exécutions des ordres de la Cour.</i>	10
Moyens généraux de procurer	<i>Gouvernemens des Villes.</i>	ibid.
à l'Etat cette somme de bon-	<i>Ambassades.</i>	11
heur. 4	<i>Devoirs généraux d'un Ambaf-</i>	
Les fonctions de l'Homme d'Etat	<i>sadeur. Premier devoir.</i>	ibid.
sont de deux sortes. 5	<i>Second devoir.</i>	12
Fonctions de l'Homme d'Etat	<i>Troisième devoir.</i>	ibid.
dans le Cabinet. ibid.	CHAPITRE II. Des moyens de	
Trois choses à observer pour	<i>bien comprendre les discours</i>	
	<i>des autres & d'en bien saisir</i>	

<i>le véritable sens.</i>	13	<i>Ses qualités.</i>	24
<i>Trois manieres de traiter les affaires d'Etat.</i>	ibid.	<i>Fausse Maxime.</i>	25
<i>Du Dialogue politique : premiere maniere.</i>	ibid.	<i>De la division des Maximes d'Etat.</i>	ibid.
<i>Entre collegues.</i>	14	<i>En Maximes générales & Maximes particulieres.</i>	26
<i>Avec les Ministres étrangers.</i>	ibid.	<i>Maxime générale : Maxime particuliere.</i>	ibid.
<i>Savoir entendre à demi-mot.</i>	15	<i>Double usage des Maximes d'Etat.</i>	27
<i>Apprécier le sens d'un discours par les circonstances :</i>	ibid.	<i>Celui qui regarde les Instituteurs des Empires.</i>	ibid.
<i>Soit l'intérêt de celui qui parle :</i>	16	<i>Celui qui concerne les Ministres Politiques.</i>	28
<i>Soit son caractère.</i>	ibid.	<i>Trois Maximes concernant le maintien du système établi.</i>	ibid.
<i>Seconde maniere de traiter les affaires d'Etat par voie de cercle.</i>	17	<i>Maximes de détail.</i>	29
<i>De la réserve qui convient aux jeunes Ministres.</i>	ibid.	<i>Maximes mixtes.</i>	30
<i>Du discours préparé : troisieme maniere de traiter les affaires d'Etat.</i>	19	<i>Maximes particulieres :</i>	ibid.
<i>Récapitulation des moyens qui facilitent la conception.</i>	20	<i>Génération des Maximes subalternes concernant la levée & l'entretien des troupes.</i>	31
<i>Nécessité d'une conception vive & aisée dans l'Homme d'Etat.</i>	21	<i>Concernant la bonne intelligence avec les Cours étrangères.</i>	32
CHAP. III. Des Maximes d'Etat.	22	<i>Des Maximes à suivre pour l'agrandissement de l'Etat.</i>	33
<i>Division de ce qui concerne les Maximes d'Etat.</i>	ibid.	<i>Système militaire des Romains.</i>	34
PREMIERE SECTION. Ce que c'est qu'une Maxime d'Etat.	23	<i>Des Maximes qui regardent la nécessité des circonstances.</i>	35
<i>Sens général du mot Maxime.</i>	ibid.	<i>Conclusion sur l'enchaînement des Maximes d'Etat.</i>	36
<i>Maxime d'Etat.</i>	ibid.	SECONDE SECTION. De la nécessité des Maximes d'Etat.	37

<i>Pourquoi l'on traite ici de la</i>	<i>Du gouvernement de Sparte</i>
<i>nécessité des Maximes d'Etat.</i>	<i>avant la conquête d'Athènes</i>
ibid.	50
<i>On ne peut agir sûrement sans</i>	<i>Avantages que lui procura son</i>
<i>principes.</i>	<i>système suivi pendant mille</i>
38	<i>ans.</i>
<i>La Maxime d'Etat est le re-</i>	<i>Gouvernement de Sparte après</i>
<i>gne de la conservation des</i>	<i>la conquête d'Athènes.</i>
<i>Etats.</i>	52
ibid.	<i>Sa chute occasionnée par l'oubli</i>
<i>Inconvénient du défaut de Ma-</i>	<i>de son système.</i>
<i>ximes.</i>	53
39	<i>Nécessité des Maximes particu-</i>
<i>Premier danger auquel est ex-</i>	<i>lières.</i>
<i>posé un Etat qui n'a point de</i>	ibid.
<i>Système.</i>	54
40	<i>Exemples.</i>
<i>Second danger.</i>	<i>Système militaire de Sparte.</i>
41	ibid.
<i>Modification de l'attachement</i>	<i>Discipline militaire.</i>
<i>aux Maximes établies.</i>	55
42	<i>Autorisation du larcin adroit.</i>
<i>Gouvernement de Rome, sa</i>	56
<i>fondation.</i>	<i>De deux Maximes particu-</i>
ibid.	<i>lières des Romains.</i>
<i>Gouvernement des Rois.</i>	ibid.
43	<i>De leur établissement.</i>
<i>Si les Romains suivirent une</i>	<i>Leurs effets.</i>
<i>Maxime générale sous leur</i>	57
<i>première forme de Gouver-</i>	<i>Preuves tirées de l'Histoire Ro-</i>
<i>nement.</i>	<i>maine.</i>
44	58
<i>République Romaine.</i>	<i>Avantages que Rome auroit</i>
ibid.	<i>retirés d'un système suivi.</i>
<i>Guerres civiles.</i>	59
45	TROISIEME SECTION.
<i>Si la République Romaine se</i>	<i>Du nombre & de la qualité</i>
<i>gouverna par des Maximes</i>	<i>des Maximes.</i>
<i>suivies.</i>	60
46	<i>La Maxime générale doit être</i>
<i>Gouvernement des Empereurs.</i>	<i>unique.</i>
47	ibid.
<i>Point de Système Politique sous</i>	<i>Nécessité de suivre constamment</i>
<i>les Empereurs.</i>	<i>le même Principe. Première</i>
48	<i>raison.</i>
<i>Fruits funestes du défaut de</i>	61
<i>système. Renversment de la</i>	<i>Seconde raison, soit par rapport</i>
<i>Royaute.</i>	<i>à la première Maxime géné-</i>
ibid.	<i>rale ;</i>
<i>Ruine de la République.</i>	63
49	
<i>Chûte de l'Empire Romain.</i>	
ibid.	

<i>La seconde ;</i>	ibid.	<i>Maximes particulieres concer-</i>
<i>Ou la troisieme.</i>	64	<i>nant le militaire.</i>
<i>Troisieme raison de suivre con-</i>		<i>Trésor public : amour du peu-</i>
<i>stamment la même Maxime.</i>	5	<i>ple.</i>
<i>Du nombre des maximes parti-</i>		<i>Bonne intelligence avec les Cours</i>
<i>culières</i>	66	<i>Etrangeres.</i>
<i>Du nombre des Maximes subal-</i>		<i>Le troisieme système est le plus</i>
<i>ternes.</i>	67	<i>convenable aux Etats de l'Eu-</i>
<i>De la variation des Maximes</i>		<i>rope.</i>
<i>subalternes.</i>	68	<i>IV SECTION. De la maniere</i>
<i>Qualités des Maximes d'Etat.</i>	ibid.	<i>de former & d'établir les</i>
<i>Système pacifique convenable aux</i>		<i>Maximes d'Etat.</i>
<i>petits Etats.</i>	69	<i>Formation des Maximes.</i>
<i>Entretien d'un Militaire con-</i>		<i>Deux points essentiels à observer.</i>
<i>venable.</i>	70	
<i>Attention à gagner l'affection</i>		<i>Loi générale de la formation</i>
<i>du Peuple ;</i>	71	<i>des Maximes.</i>
<i>A se concilier l'amitié des Prin-</i>		<i>Constitution de l'Etat.</i>
<i>ces étrangers, & à se faire</i>		<i>Les circonstances.</i>
<i>des alliés.</i>	72	<i>Le temps.</i>
<i>Système belliqueux : à quels Etats</i>		<i>Rapport des Maximes de détail</i>
<i>il convient</i>	73	<i>à la Maxime générale.</i>
<i>Les Gaulois, Germains, Gots,</i>		<i>Usage de la Logique.</i>
<i>Huns, &c.</i>	ibid.	<i>Exemple concernant une Maxi-</i>
<i>Peuples actuels.</i>	ibid.	<i>me générale à former.</i>
<i>Maximes particulieres qu'exige</i>		<i>Une Maxime particuliere.</i>
<i>un pareil système. Forces mi-</i>		<i>De l'établissement des Maximes</i>
<i>litaires.</i>	74	<i>d'Etat. Trois choses à consi-</i>
<i>Commerce.</i>	ibid.	<i>dérer.</i>
<i>Trésor public.</i>	75	<i>Les Moyens d'établissement.</i>
<i>Alliances.</i>	ibid.	
<i>Spectacles & jeux guerriers.</i>	76	<i>La lenteur dans l'établissement.</i>
<i>Observation.</i>	ibid.	<i>Premiere raison.</i>
<i>Troisieme système.</i>	77	<i>Seconde raison.</i>
		<i>Ménagemens qu'on doit avoir</i>
		<i>pour les principes reçus.</i>

NOTE.

NOTE (*). De la nécessité d'un
Système Politique dans l'Etat. 89
De la Monarchie universelle. 90

CHAP. IV. Ménagemens à ob-
server dans la maniere de pro-
poser les Maximes d'Etat. 91

Causes qui font rejeter une
Maxime déjà formée. ibid.

La personne qui la propose. ibid.

La maniere dont elle est pro-
posée. ibid.

Remedes : Pressentir la disposi-
tion des esprits. 92

Détruire une prévention défa-
vorable ibid.

Profiter des dispositions favo-
rables. 93

Ménager certains abus. ibid.

Constater la réalité d'un désor-
dre avant que d'en proposer
le remede. ibid.

Exemple. 94

Ménagemens personnels. ibid.

Egards que les jeunes Ministres
doivent aux Anciens qui sont
en crédit. 95

Et à ceux qui jouissent d'une
moindre réputation. 96

Ne point abonder dans son sens.
ibid.

Proposer modestement son avis.
97

Ne point envier aux autres la
gloire d'une Maxime sage.
ibid.

Etre fort réservé à blâmer.
ibid.

Réprimer les désordres réels
avec toute la modération possi-
ble. 98

Ménager sur-tout les favoris
du Prince. 99

Exemple. ibid.

Savoir se taire & temporiser.
100

Exemple. ibid.

Remonter adroitement à la sour-
ce du mal. 101

Eviter toute sorte de satire &
d'invective. ibid.

Mauvais effets de la satire ; 102

Pour celui qui l'emploie, & la
cause qu'il décrédite par un
moyen si bas. ibid.

La satire est une source de bai-
ne & de discordes. 103

Eviter tout soupçon de vues in-
téressées. ibid.

Exemple : la loi Agraria. 104

Observation sur cet exemple.
ibid.

Ne point proposer de Maxime
dangereuse. 105

Egards des vieux Ministres pour
les jeunes. ibid.

Leur modestie pleine de dignité.
106

Imprudence du Maréchal Com-
te de Marfin. 107

Les anciens Ministres sont en-
nemis de l'esprit de faction.
ibid.

<i>Leur Patriotisme.</i>	ibid.	<i>Se déclarer pour une résolution, & en donner les raisons.</i>	ibid.
<i>Leur désintéressement.</i>	108	<i>Résultat des conférences du Cabinet.</i>	119
<i>Leur attention à n'indisposer personne ;</i>	109	<i>Du style propre aux conférences du Cabinet.</i>	120
<i>Et à se concilier la bienveillance de leurs collègues.</i>	ibid.	<i>Il ne doit pas être trop relevé ;</i>	ibid.
<i>Leurs égards pour les criminels illustres.</i>	110	<i>Ni bas & rampant ;</i>	ibid.
<i>Exemple : Horace meurtrier de sa sœur.</i>	111	<i>Mais simple,</i>	ibid.
<i>Leur soin extrême à ne pas autoriser le moindre désordre.</i>	ibid.	<i>Et laconique.</i>	121
<i>Désordres qui méritent leur attention.</i>	112	CHAP. VI. Du sentiment particulier.	122
CHAP. V. De la manière de préparer les Maximes dans le Cabinet.	113	<i>Deux occasions où l'Homme d'Etat peut avoir un sentiment particulier différent de celui des autres : le Cabinet ou le Conseil.</i>	ibid.
<i>Différence entre la formation, la préparation & l'établissement d'une Maxime.</i>	ibid.	<i>Dans le Cabinet.</i>	ibid.
<i>Ce que c'est que préparer une Maxime.</i>	ibid.	<i>S'il convient aux jeunes Ministres d'être d'un avis différent de celui de tous les autres.</i>	123
<i>Proposer une Maxime d'Etat.</i>	114	<i>C'est le propre des Ministres âgés & accrédités.</i>	ibid.
<i>De l'objet des Délibérations du Cabinet.</i>	ibid.	<i>Nouvelle raison de s'éloigner du sentiment unanime.</i>	124
<i>Manière de l'exposer.</i>	115	<i>Autre circonstance. Exemple de Nafica :</i>	ibid.
<i>Clarté de l'exposition.</i>	ibid.	<i>Etat critique dans lequel on peut avoir recours à des Maximes dangereuses.</i>	ibid.
<i>Simplicité, autre caractère de l'exposition.</i>	ibid.	<i>Exemple d'Agatocles.</i>	126
<i>De la formation d'une Maxime sur l'exposé d'une affaire.</i>	116	<i>Exemple des Romains après la bataille de Cannes.</i>	ibid.
<i>Manière d'ouvrir un avis.</i>	117	<i>La contrariété d'avis n'a point</i>	
<i>Insinuer son avis sans trop y insister.</i>	118		

- lieu dans les petites affaires.*
ibid.
De l'esprit de contradiction. 127
De la déférence à l'opinion d'autrui. 128
Déférence raisonnée & non aveugle. *ibid.*
Ses heureux effets. *ibid.*
Conclusion. 129
Conduite des Ministres dans le Conseil d'Etat & au Sénat. *ibid.*
Membres du Conseil d'Etat & au Sénat. 130
Première circonstance où un Ministre peut soutenir un avis contraire à celui des autres. *ibid.*
Seconde circonstance. 131
Troisième circonstance. *ibid.*
Précaution à prendre dans ces trois cas. 132
Des oppositions des Sénateurs ou des Conseillers d'Etat aux résolutions du Cabinet; *ibid.*
Dans les affaires qui les regardent spécialement. 133
Exemple : objet de commerce. *ibid.*
De l'opinion particulière sur une nouvelle affaire. *ibid.*
 CHAP. VII. *De la manière dont l'Homme d'Etat doit soutenir son sentiment particulier devant le Souverain.* 135
Fin où tendent les qualités & les fonctions de l'Homme d'Etat. *ibid.*
Distinction entre les Monarchies & les Républiques. *ibid.*
Usage que l'Homme d'Etat doit faire du caractère de ceux à qui il parle; 136
Dans la Monarchie *ibid.*
L'Homme d'Etat seul avec le Prince. *ibid.*
Exemple d'une ruse honnête. 137
Circonstances où il faut savoir temporiser, ou résister en cédant. 138
Le Ministre consulté par son Souverain. *ibid.*
Manière de soutenir son avis dans le Conseil d'Etat devant son Souverain; *ibid.*
Pour persuader les autres Conseillers d'Etat, 139
Et sur-tout le Souverain. 140
Ménager le sentiment d'autrui. *ibid.*
L'Homme d'Etat au Sénat. *ibid.*
Forme d'un discours propre à une nombreuse assemblée. 141
Manier habilement les esprits. *ibid.*
Eviter les discussions scientifiques. 142
Exemple d'un beau morceau d'éloquence. *ibid.*
En quoi on ne doit point imiter Démosthène & Cicéron. 143
Style d'une harangue sénato-

<i>riale.</i>	ibid.	<i>Privileges communs à tous les Ministres Publics.</i>	ibid.
<i>Conclusion de ce Chapitre.</i>	144	<i>Privileges particuliers aux Ambassadeurs.</i>	ibid.
CHAP. VIII. <i>Des diverses especes d'Ambassades.</i>	146	<i>Immunités accordées par l'Empereur Charles V. aux Ambassadeurs.</i>	155
<i>Ce que c'est qu'un Ambassadeur.</i>	ibid.	<i>Déclaration des Etats de Hollande & de Westfrise.</i>	156
<i>Ministre du second Ordre.</i>	ibid.	NOTE (2). <i>Du grand nombre des Ambassadeurs chez les anciens.</i>	157
<i>Différents titres dont ils sont revêtus.</i>	147	<i>Ambassades modernes beaucoup moins nombreuses.</i>	158
<i>Envoyé Extraordinaire.</i>	ibid.		
<i>Envoyé Ordinaire.</i>	148		
<i>Résident.</i>	ibid.	CHAPITRE IX. <i>Des devoirs d'un Ambassadeur.</i>	159
<i>Internonce.</i>	ibid.	<i>Ambassades dont il sera question dans ce Chapitre.</i>	ibid.
<i>Receveur.</i>	ibid.	<i>Deux devoirs généraux de l'Ambassadeur.</i>	ibid.
<i>Consul.</i>	149	SECTION I. <i>Des moyens de bien informer son Souverain.</i>	160
<i>Agent.</i>	ibid.	<i>L'Ambassadeur doit être instruit de ce qui se passe à la Cour où il réside.</i>	ibid.
<i>Sécretaire d'Ambassade.</i>	150	<i>S'attirer l'amitié & la confiance des Ministres.</i>	ibid.
<i>Sécretaire d'Ambassadeur.</i>	ibid.	<i>Moyens propres à cet effet.</i>	161
<i>Commissaire.</i>	ibid.	<i>Obstacles.</i>	162
<i>Procureur.</i>	151	<i>Exemples.</i>	ibid.
<i>Ministres sans caractère & sans titre.</i>	ibid.	<i>Se faire à tous les caractères.</i>	ibid.
<i>Emissaires.</i>	ibid.	<i>Aux Savans & à ceux qui ne le sont pas.</i>	163
<i>Différentes espèces d'Ambassades.</i>	152	<i>User modérément de ses prééminences & privilèges.</i>	ibid.
<i>Ambassades extraordinaires.</i>	ibid.	<i>But légitime d'une pareille conduite.</i>	164
<i>Plénipotentiaire.</i>	ibid.	<i>L'Art de pénétrer un secret.</i>	165
<i>Médiateur.</i>	153		
<i>Ambassades extraordinaires moins nombreuses aujourd'hui qu'autrefois.</i>	ibid.		
<i>Ambassades ordinaires.</i>	ibid.		

NOTES.

NOTE (1). *Différents ordres de Ministres Publics.* 154

<i>L'Art de la confiance.</i>	166	<i>De la connoissance des affaires</i>	
<i>Usage de l'or.</i>	167	<i>dont on est chargé.</i>	177
<i>Exemple.</i>	ibid.	<i>Deux intérêts à ménager.</i>	ibid.
<i>Correspondance avec les autres</i>		<i>Intérêts du Souverain qui en-</i>	
<i>Ambassadeurs du même Prin-</i>		<i>voie.</i>	178
<i>ce dans les autres Cours.</i>	168	<i>Deux circonstances où l'Ambas-</i>	
<i>Liaisons avec les Ambassadeurs</i>		<i>sadeur peut agir sans ordres,</i>	
<i>des autres Princes à la Cour</i>		<i>ou contre les ordres. Première</i>	
<i>où l'on réside.</i>	ibid.	<i>circonstance.</i>	ibid.
<i>Exemple.</i>	169	<i>Seconde circonstance.</i>	179
<i>Conduite entre les Ambassadeurs</i>		<i>Comment on peut éluder une</i>	
<i>dont les Princes sont en guerre.</i>	ibid.	<i>commission pour le plus grand</i>	
		<i>bien.</i>	ibid.
<i>Avantages des liaisons avec les</i>		<i>Exemple: Walsingham, d'Offat.</i>	
<i>Ministres étrangers.</i>	170		180
<i>Des Dépêches.</i>	171	<i>L'art de faire des propositions.</i>	
<i>Elles sont composées de deux</i>			ibid.
<i>points.</i>	ibid.	<i>Discours à cet effet.</i>	181
<i>Usage des différentes Cours à</i>		<i>Personnes à employer pour le</i>	
<i>l'égard des Dépêches.</i>	ibid.	<i>succès.</i>	ibid.
<i>Ordre des informations concer-</i>		<i>Temps favorable.</i>	182
<i>nant la Cour de résidence ;</i>	172	<i>Discretion à demander des au-</i>	
<i>Et les autres Cours.</i>	173	<i>diences.</i>	ibid.
<i>Nouvelles de pure curiosité.</i>	ibid.	<i>Eloquence naturelle & habi-</i>	
<i>Précision & sincérité des infor-</i>		<i>tuelle.</i>	183
<i>mations.</i>	174	<i>Art de la conviction.</i>	184
<i>Détail des Négociations.</i>	ibid.	<i>Précaution à ne point trop s'a-</i>	
<i>Ménagemens dans les dépêches.</i>		<i>wancer.</i>	ibid.
	175	<i>Excuser ses refus.</i>	185
<i>Style des dépêches :</i>	ibid.	<i>Discretion dans les affaires.</i>	186
<i>Conforme au gout du Souverain.</i>		<i>Négociations passives : elles sont</i>	
	176	<i>de trois especes.</i>	ibid.
SECTION II. Des Négocia-		<i>Négociations de la premiere es-</i>	
tions de l'Ambassadeur.	ibid.	<i>pece.</i>	ibid.
<i>Différence entre ce second devoir</i>		<i>Se rendre difficile à propos.</i>	187
<i>de l'Ambassadeur & le pre-</i>		<i>Petites ruses.</i>	ibid.
<i>mier.</i>	ibid.	<i>Se tenir sur la réserve.</i>	188

<i>Négociations de la seconde es-</i>	<i>saire.</i>	<i>ibid.</i>
<i>pece.</i>	189	<i>Aux anciens Ministres.</i>
<i>Eluder & temporiser.</i>	<i>ibid.</i>	201
<i>Rémontrances.</i>	190	CHAP. XI. De la formation
<i>Protestations.</i>	<i>ibid.</i>	<i>des maximes d'Etat par un</i>
<i>Négociations de la troisieme es-</i>		<i>homme mûr.</i>
<i>pece.</i>	191	202
CHAPITRE X. De la matu-		<i>Deux fautes dans la formation</i>
<i>rité.</i>	192	<i>des maximes d'Etat.</i>
<i>De l'usage du monde.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Précipitations.</i>
<i>De l'expérience qui en est le</i>		<i>ibid.</i>
<i>fruit.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Excès de précaution.</i>
<i>Ce que c'est que la maturité.</i>	193	203
<i>Distinction entre la prudence</i>		<i>Remede à ces abus : la maturi-</i>
<i>& la maturité.</i>	<i>ibid.</i>	<i>té.</i>
<i>Qualités dont l'assemblage con-</i>		<i>ibid.</i>
<i>stitue la maturité : la péné-</i>		<i>Moyens d'employer cette matu-</i>
<i>tration.</i>	194	<i>rité : premier moyen.</i>
<i>Un raisonnement juste.</i>	<i>ibid.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De quelques autres qualités né-</i>		<i>Second moyen.</i>
<i>cessaires à l'acquisition de la</i>		204
<i>maturité.</i>	195	<i>Troisième moyen.</i>
<i>La dissimulation.</i>	196	205
<i>Exemple.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Quatrième moyen.</i>
<i>Autre effet de la dissimulation.</i>		<i>ibid.</i>
	197	<i>Cinquième moyen.</i>
<i>Le déguisement légitime.</i>	<i>ibid.</i>	206
<i>Une défiance honnête.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Exemple.</i>
<i>Exemple.</i>	198	<i>ibid.</i>
<i>L'expérience.</i>	<i>ibid.</i>	<i>Formation des maximes ;</i>
<i>Le secret.</i>	<i>ibid.</i>	<i>ibid.</i>
<i>La connoissance de soi-même.</i>	199	<i>Sur les informations reçues.</i>
<i>L'âge.</i>	<i>ibid.</i>	207
<i>La connoissance de la Morale.</i>	200	<i>Deux regles que prescrit la ma-</i>
		<i>turité : première regle.</i>
<i>A quels Ministres la maturité</i>		<i>ibid.</i>
<i>est indispensablement néces-</i>		<i>Seconde regle.</i>
		208
		<i>Principes sur la formation des</i>
		<i>maximes.</i>
		<i>ibid.</i>
		<i>Premier principe.</i>
		209
		<i>Second principe.</i>
		<i>ibid.</i>
		<i>Troisième principe.</i>
		<i>ibid.</i>
		<i>Quatrième principe.</i>
		<i>ibid.</i>
		<i>Cinquième principe.</i>
		210
		<i>Sixième principe.</i>
		<i>ibid.</i>
		<i>Septième principe.</i>
		<i>ibid.</i>
		<i>Autres principes par rapport à</i>
		<i>la justice civile ;</i>
		211
		<i>Et à la justice criminelle.</i>
		<i>ibid.</i>
		<i>Concernant les affaires écono-</i>
		<i>miques.</i>
		212
		Con-

Concernant le militaire. *ibid.*
 Fruit de ces principes. 213
 Exemple : Fabius Maximus. *ibid.*

CHAPITRE XII. De la manière de concilier les opinions.

215
 Conseil le plus propre à la conciliation des opinions. *ibid.*
 Ce qu'on entend par concilier les opinions. *ibid.*
 Premier moyen pour se mettre en état de faire cette conciliation. 216
 Second moyen. *ibid.*
 Récapitulation. 217
 La conciliation des sentiments est souvent impossible. 218
 Opinions considérées sous trois rapports. *ibid.*
 Trois méthodes de conciliation : première méthode. *ibid.*
 Seconde méthode. 219
 Divers points de ménagement à observer. *ibid.*
 Troisième méthode. 220
 Moyens de la faire réussir. 221
 Proposer un nouvel avis. 222
 Si l'unanimité de sentiment est toujours nécessaire. *ibid.*
 La conciliation des opinions peut avoir lieu dans tous les conseils & toutes les Assemblées. 223
 Occasion d'ouvrir un nouvel avis. *ibid.*
 Exemple : à la paix de Rislewick. *ibid.*

CHAPITRE XIII. De la manière de proposer les Décrets au Souverain.

224
 Nécessité de proposer au Souverain des Décrets à porter *ibid.*

Trois choses à distinguer dans la proposition des Décrets. *ibid.*

Du choix des objets. 225

Ordre des objets à proposer. 226

Objets urgents. *ibid.*

Affaires moins pressantes. *ibid.*

Objets graves. 227

Mélange. *ibid.*

Petites affaires. 228

Moyen de prévenir le dégoût que causent les petites affaires. 229

CHAPITRE XIV. De la diversité des caractères de l'Homme d'Etat.

230
 L'Homme d'Etat accompli est rare. *ibid.*

Qualités qui se trouvent plus difficilement à un certain degré. *ibid.*

Qualités d'une acquisition plus difficile. 231

Deux observations préliminaires. Première observation. *ibid.*

Seconde observation. 232

Diversité de talens & de caractère. *ibid.*

Ses deux sources : le Tempérament ; *ibid.*

L'habitude. 233

<i>Un seul ne peut exceller en tout,</i>		<i>Second résultat.</i>	239
<i>Et pourquoi.</i>	234	<i>Troisième résultat.</i>	340
<i>Un seul ne peut pas avoir tous</i>		CHAPITRE XV. <i>Epilogue</i>	
<i>les caractères.</i>	235	<i>contenant le portrait d'un</i>	
<i>La diversité de talens & de ca-</i>		<i>Homme d'Etat accompli.</i>	341
<i>ractères dans les Ministres</i>		<i>Du plan que l'Auteur a suivi.</i>	
<i>est utile à l'Etat.</i>	ibid.		ibid.
<i>Première preuve de cette uti-</i>		<i>Récapitulation de tout l'ouvra-</i>	
<i>lité.</i>	ibid.	<i>ge : du Préambule.</i>	242
<i>Seconde preuve.</i>	236	<i>De la première Partie.</i>	ibid.
<i>Troisième preuve.</i>	237	<i>De la seconde Partie.</i>	243
<i>Quatrième preuve.</i>	ibid.	<i>Portrait de l'Homme d'Etat</i>	
<i>Premier résultat.</i>	238	<i>accompli.</i>	244

Fin de la Table de la seconde & dernière Partie.



[illegible]

Library Bureau Cat no. 1137

The background is a dense, black and white marbled pattern. It consists of numerous swirling, concentric, and irregular shapes that resemble ripples in water or marbled paper. The colors are stark, with deep blacks and bright whites, creating a high-contrast, textured effect. A white rectangular label is positioned in the lower-left quadrant, partially obscuring the marbled pattern. The label has a slightly irregular top edge and contains three lines of text.

320.1

qD677H

150981

